



Die Planung der Abwehr in der Armee 61 La planification de la défense combinée dans l'Armée 61

ASHSM/ SVMM

Peter Braun / Hervé de Weck (Hrsg.)

Die Planung der Abwehr in der Armee 61

La planification de la défense combinée dans l'Armée 61

ASHSM
SVMM

Association suisse d'histoire et de sciences militaires
Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft



**Die Planung der Abwehr
in der Armee 61**

**La planification
de la défense combinée
dans l'Armée 61**

Peter Braun/Hervé de Weck (Hrsg.)

Die Planung der Abwehr in der Armee 61

La planification de la défense combinée dans l'Armée 61

Tagungsband des Kolloquiums
der Schweizerischen Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft (SVMM)
und Centre d'histoire et de prospective militaires
vom 17. Oktober 2008

SVMM/ASHSM
2009



Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte
und Militärwissenschaft
Association suisse d'histoire et de science militaire

Alle Rechte, auch diejenigen des auszugsweisen Nachdrucks, der fotomechanischen Wiedergabe, der Übersetzung, der Mikroverfilmung sowie der Einspeicherung in und der Verarbeitung durch elektronische Systeme für sämtliche Beiträge vorbehalten.

Diese Publikation wurde von folgenden Donatoren unterstützt, denen die SVMM verbindlich Dank Weiss :

Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften
Académie suisse des sciences humaines et sociales
Accademia svizzera di scienze morali e sociali
Accademia svizra da ciencias morales e socialas
Swiss Academy of Humanities and Social Sciences



Bibliothek Am Guisanplatz, Bern

Peter Braun / Hervé de Weck (Hrsg.)

Die Planung der Abwehr in der Armee 61
La planification de la défense combinée dans l'Armée 61

Tagungsband des Kolloquiums der Schweizerischen Vereinigung für Militärgeschichte
und Militärwissenschaft (SVMM) vom 17. Oktober 2008
Actes du colloque de l'Association suisse d'histoire et
de sciences militaires (ASHSM) du 17 octobre 2008

Lektorat: Hubert Foerster / Peter Braun
Umschlaggestaltung: Peter Braun
Foto Rückumschlag: Christoph Engler, Bern
Graphische Gestaltung und Satz: DEMOTEC SA – Microédition, CH-2900 Porrentruy
Druck: PRESSOR SA, CH-2800 Delémont
Gedruckt in der Schweiz
Publiziert mit Unterstützung der Bibliothek am Guisanplatz, Bern

ISBN 2-9700034-10-1

© 2009, Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft, Bern

Inhaltsverzeichnis / Table des matières

Préface

Dominique Juilland.....	9
-------------------------	---

TEIL I : DIE ARMEE 61

Die Armee 61: Einsatzdoktrin – Heeresorganisation – materielle Rüstung Peter Braun.....	17
Die Planung der Abwehr in der Armee 61 in ihrem historischen Kontext Rudolf Jaun.....	35

TEIL II : DIE PLANUNGEN DER NACHBARN

Der Kampf ums Edelweiss: Das II. (GE) Korps und die geplante Verteidigung der bayerischen Alpen während des Kalten Krieges Helmut R. Hammerich.....	51
Die Planungen des Österreichischen Bundesheeres zur Verteidigung Vorarlbergs Erwin Fitz.....	79

TEIL III : PLANUNGEN AUF STUFE ARMEE

Die operative Planung «THEOPHIL» Hans Rudolf Fuhrer.....	109
Quellentext 1: Operationsbefehl «THEOPHIL».....	133
Der Operationsbefehl «ZEUS»: Die operative Planung in der Schlussphase des Kalten Krieges Carlo Vincenz.....	137
Quellentext 2: Operationsbefehl «ZEUS».....	144

TEIL IV : PLANUNGEN AUF STUFE ARMEEKORPS UND DIVISION

Die Planung der Abwehr im Feldarmeeekorps 4 Josef Feldmann.....	153
Quellentext 3: Operationsbefehl «FERDINAND».....	171

L'ennemi peut venir de l'Est et du Nord-Est: Le CA camp 1, un « holding » à la tête de Janus (1970–1990) Hervé de Weck	177
Planifications au corps d'armée de montagne 3 Adrien Tschumy	207
Quellentext 4: Operationsbefehl « NORBERT »	229
La pianificazione della difesa del Cantone Ticino durante la Guerra Fredda Francesco Vicari	233

TEIL V : PLANUNGEN DER FLIEGER- UND FLIEGERABWEHRTRUPPEN

Der Operationsbefehl « ALPHA » von 1962: Einsatzplanung der Flugwaffe im Falle von Teil- und Ganzausfall der oberen Führung Peter Braun	255
Quellentext 5: Operationsbefehl « ALPHA »	275
Die Rolle der schweizerischen Flieger- und Fliegerabwehrtruppen in der Armee 61 Walter Dürig und Rudolf Läubli	277

ANHÄNGE

Anhang 1 Abkürzungsverzeichnis	305
Anhang 2 Signaturen	310
Anhang 3 Les cas de mobilisation de guerre	312
Anhang 4 Biographischen Angaben zu den Autoren	313
Anhang 5 Bildnachweise	316

Préface

«Una società che dimentica il proprio passato è esposta al rischio di non riuscire a far fronte al suo presente e, peggio ancora, di diventare vittima del proprio futuro.»

Jean-Paul II

Ce volume d'actes contient la version écrite des exposés présentés au colloque *La planification de la défense combinée dans l'Armée 61*, qui a eu lieu le 17 octobre 2008 à Berne. Deux autres contributions permettent de donner un éclairage complémentaire: il s'agit de celle du divisionnaire Francesco Vicari, faite dans le cadre du Seminario ticinese di cultura storico-militare du 15 novembre 2008 à Lugano, intitulée *Dalla difesa del Ticino alle sfide future per la sua sicurezza*, et d'un texte consacré à l'ordre d'opération d'armée «ZEUS», paru dans le livre *Erinnerungen an die Armee 61*, publié par Franz Betschon et Louis Geiger.

Le colloque de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires a donné l'occasion à des témoins et à des historiens de jeter un regard sur le passé militaire récent de la Suisse. D'une part il ne fallait pas laisser tomber dans l'oubli cette période importante, d'autre part il s'agissait de fournir à ceux qui, dans un environnement en perpétuel changement, sont aujourd'hui en charge de la conduite de l'armée un instrument de réflexion, voire un réservoir d'expériences où ils pourront puiser quelques leçons pour l'avenir. Cette journée avait également pour but de faire un état des lieux dans les domaines de la recherche et des sources.

Si, comme l'écrit Sun Tsu, «la guerre, c'est l'art de duper», les préparatifs d'un pays pour faire face à une attaque militaire sont par nature confidentiels, voire secrets. Il est normal que l'ensemble des mesures prises par l'armée suisse durant la Guerre froide n'a été connu que dans un cercle restreint d'officiers généraux et d'états-majors. Avec la chute du Mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique qui vont amener à terme le passage de l'Armée 61 à l'Armée 95, puis à l'Armée XXI, la plus grande partie de ces préparatifs (planification opérationnelle, systèmes de fortifications et de renforcements du terrain, infrastructures de conduite et installations logistiques) est devenue obsolète.

S'inspirant de la sentence gravée à l'entrée d'un musée militaire, «When you go home one day, tell them of us and say that for your tomorrow we gave our today», des témoins et des historiens ont déjà publié d'importants travaux pour rendre accessibles à un large public, plus particulièrement au citoyen-contribuable, ces préparatifs très étendus, donc onéreux.

Les travaux de fortifications et de renforcement du terrain sont aujourd'hui bien connus des spécialistes et du public en général, notamment grâce à l'inventaire des ouvrages de combat et de commandement établis pour chaque région par Maurice Lovisa et Silvio Keller, ainsi qu'aux nombreux forts et fortins transformés en musées.

La doctrine d'engagement des forces armées suisses, de même que les débats, luttes d'influence, tensions entre les tenants d'une armée mobile et blindée de haute technologie et les adeptes d'une armée rustique de défense statique ont été largement présentés et commentés, notamment dans le volume 10 de l'*Histoire de l'Etat-major général suisse*, dû à Peter Braun et intitulé *Von der Reduitstrategie zur Abwehr. Die militärische Landesverteidigung der Schweiz im Kalten Krieg 1945-1966*. Par ailleurs, le Chef de l'Armée a organisé le 6 juin 2006 à Berne un symposium durant lequel des historiens et des témoins ont présenté à un large public la Conception d'engagement 66.

Un aspect important de ces préparatifs n'avait pas encore fait l'objet de recherches approfondies: le domaine de la planification opérationnelle. C'est à l'ancien commandant du corps d'armée de montagne 3, Adrien Tschumy, alors président de l'ASHSM, que revient l'idée et l'initiative d'une étude consacrée aux ordres relatifs à la mobilisation et à la prise des dispositifs de combat.

Nul mieux que lui n'était à même d'analyser les différentes étapes de ce processus complexe. En effet, il a été à la fois témoin et acteur à différents niveaux hiérarchiques et a occupé des postes-clés durant cette période, comme chef d'état-major de la division de montagne 10, commandant d'un régiment d'artillerie, commandant de cette même division, commandant enfin du corps d'armée de montagne 3. Son intention initiale était d'illustrer à l'aide de documents d'archives la déclinaison des ordres d'armée aux échelons hiérarchiques subséquents – corps d'armée, division, brigade de combat, corps de troupe. Il voulait mettre en évidence à quel point cette planification opérationnelle avait été préparée dans le détail et démontrer à la fois la cohérence entre les différents niveaux – stratégique, opératif et tactique – et leur interaction. Si l'on songe que rien que pour le corps d'armée de montagne 3, ces préparatifs comprenaient les dossiers d'ordres complets pour un corps d'armée, 15 Grandes Unités (divisions et brigades), 58 régiments et 238 bataillons (à quoi il faut encore ajouter environ 1200 unités), ordres remis à jour périodiquement, on mesure l'étendue colossale des travaux réalisés durant cette période.

Pour des motifs restés obscurs, le commandant de corps Tschumy n'a pas pu avoir accès à l'ensemble des documents qui auraient été nécessaires à sa recherche. C'est pourquoi son projet initial reste, pour l'instant, inachevé. Le colloque 2008 de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires et du Centre d'histoire et de prospective militaires, dont ces actes sont le reflet, se voulait une étape intermédiaire sur le chemin conduisant à la réalisation définitive de son projet.

Ces actes se proposent d'aborder sous cinq angles la préparation de l'engagement de l'armée suisse durant la Guerre froide.

Dans une première partie, deux historiens, le D^r Peter Braun, auteur d'une volumineuse thèse et de nombreux articles sur la défense militaire suisse durant la Guerre froide, à ce titre un expert reconnu en la matière, et le professeur D^r Rudolf Jaun, titulaire de la chaire d'histoire militaire à l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich et ancien chef de la fraction d'état-major d'armée « Archives de l'armée », analysent le contexte historique, politique et social de l'Armée 61, en abordant les questions de l'organisation des troupes, de l'armement et de la doctrine d'engagement (la fameuse conception de la défense combinée du 6.6.66).

Le deuxième volet est consacré aux préparatifs des voisins immédiats au nord et au nord-est du pays, les plus concernés durant la Guerre froide par les menaces militaires venant de l'Est. Le colonel Erwin Fitz, officier d'état-major au Militärkommando Vorarlberg et professeur d'histoire, et le lieutenant-colonel D^r Helmut Hammerich, collaborateur du Militär-geschichtliches Forschungsamt de la Bundeswehr allemande, apportent un éclairage inédit sur la façon dont notre avant-terrain opératif aurait été défendu en cas d'agression soviétique par les armées de nos voisins, de manière autonome pour l'Autriche, dans le cadre de l'OTAN pour l'Allemagne. Ces articles contribuent de manière significative à élargir notre vision au-delà de l'horizon étroit de nos frontières nationales.

La troisième partie est consacrée aux planifications suisses à l'échelon de l'armée. Celles-ci furent constamment adaptées, d'une part en raison de l'évolution de la situation géopolitique, d'autre part grâce à l'élévation continue de nos capacités opérationnelles durant les décennies 1970 et 1980. Le premier ordre d'opération « THEOPHIL », élaboré à partir de la moitié des années 1960, ainsi que les développements successifs de la donnée d'ordre d'armée jusqu'au dispositif de combat de base « JANUS/ZEUS » sont présentés par le privat-docent et D^r Hans Rudolf Fuhrer, durant de longues années professeur d'histoire militaire à l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich et auteur du onzième volume de *l'Histoire de l'état-major général suisse*. La genèse du dernier ordre d'opération de la Guerre froide « ZEUS », qui entre en vigueur quelques années avant le passage à Armée 95, est analysée par le divisionnaire Carlo Vincenz, à l'époque sous-chef d'état-major Front, par conséquent directement impliqué dans la rédaction de cet ordre.

Dans un quatrième volet, Adrien Tschumy, ancien commandant du corps d'armée de montagne 3, Josef Feldmann, ancien commandant du corps d'armée de campagne 4, et le colonel Hervé de Weck, historien et ancien officier de renseignement dirigeant du corps d'armée de campagne 1, expliquent comment la mission de l'armée fut transcrite à l'échelon opératif des corps d'armée dans leur secteur respectif.

Les responsables du colloque ont délibérément renoncé à faire traiter l'échelon corps d'armée selon un schéma identique. On aurait pu, en effet, partir des ordres d'armée et, pour chaque corps, présenter l'analyse de la menace, des moyens, du milieu, l'ordre de bataille, puis les ordres aux subordonnés. Il a paru plus enrichissant de laisser à chaque intervenant une large liberté de manœuvre, ce qui permettait ainsi de mieux prendre en compte la spécificité de chaque corps d'armée. Une autre raison ayant incité à procéder ainsi est le

fait que les documents disponibles varient considérablement d'un corps à l'autre. La sauvegarde incomplète des sources, ou pour le moins leur accès immédiat difficile, est l'une des raisons pour lesquelles il a été renoncé à présenter la donnée d'ordre du CA camp 2. Cela est d'autant plus regrettable que ce corps était engagé, comme cela ressort de la donnée d'ordre d'armée, dans le secteur-clé du dispositif de défense suisse, entre la Limmat et le Hauenstein.

La présentation du corps d'armée de montagne 3 est complétée par une étude sur les préparatifs au sud des Alpes du divisionnaire Francesco Vicari, qui en a été notamment le chef d'état-major. Le fait que sa contribution soit écrite en italien, la troisième langue nationale du pays, démontre notre volonté de mettre en exergue le caractère fédéraliste et multiculturel qui caractérise depuis toujours la défense nationale helvétique.

Dans un tel ouvrage, la conduite de la guerre aérienne ne saurait manquer, avec la défense de l'espace aérien du pays et l'appui des troupes au sol. Les préparatifs des troupes d'aviation et de DCA – leur dénomination officielle dans l'Armée 61 – sont traités dans une cinquième partie par le major Peter Braun qui, dans sa fonction d'officier de milice, fait service à l'état-major des Forces aériennes. Il analyse l'ordre d'opération «ALPHA». Le commandant de corps Walter Dürig, ancien commandant des troupes d'aviation et de DCA, et le brigadier Rudolf Läubli, ancien chef de la brigade d'aviation 31, présentent les moyens des forces aériennes et leur mise en œuvre.

Le colloque et les actes qui en répercutent les résultats ne se veulent pas un point d'aboutissement mais, au contraire, un point de départ. Dresser aujourd'hui un bilan ou tirer des conclusions n'est pas opportun, car de nombreuses recherches restent à faire pour avoir une image complète des préparatifs de l'armée suisse durant la Guerre froide. Le colloque 2008 de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires et du Centre d'histoire et de prospective militaires a *borné* le champ à explorer, il a posé des questions pertinentes et y a apporté quelques réponses. Il s'agira de poursuivre le travail, car les sources, pour l'instant, sont loin d'être complètes...

Il y a même une certaine urgence à faire cette histoire générale de l'armée suisse durant la Guerre froide. Au-delà des sources écrites, il y a tout ce qui s'est dit, et qui n'a pas été protocolé, que seuls les témoins et acteurs sont à même de restituer, avec toute la subjectivité qui fait aussi partie de l'histoire! Il serait regrettable que l'histoire de la Suisse pendant la Guerre froide fasse l'objet de *dérapages* politico-idéologiques similaires à ceux qui ont concerné la Suisse et la Seconde guerre mondiale, c'est-à-dire que des historiens *critiques*, n'ayant pas vécu la période, davantage guidés par des considérations idéologiques que par le souci de la vérité scientifique manifestent dans leurs travaux un *révisionnisme* inacceptable. Le plus grand risque auquel l'historien est exposé est de ne pas arriver à se plonger suffisamment dans les craintes et les espoirs, l'ambiance, le système de valeurs de l'époque qu'il étudie. Analyser, voire juger un fait historique à l'aune de nos valeurs d'aujourd'hui, c'est une profonde erreur.

Les générations futures d'historiens sauront-elles par exemple reconstituer le contexte qui rend compréhensible, à distance, les sommes considérables dépensées pour mettre sous roc trois cent cinquante avions de combat, enterrer toute notre logistique, miner tous les axes du pays, de l'autoroute au chemin pédestre en passant par les voies ferrées, construire plus d'abris antiatomiques qu'il n'en faut pour protéger l'ensemble de la population? Les sommes investies pourraient paraître totalement disproportionnées aux yeux des générations futures si nous ne prenons pas soin de sauvegarder les réflexions et les analyses qui ont conduit à ces choix.

Ces actes sont le fruit de l'esprit de milice. En effet, aussi bien les auteurs que les éditeurs ont fait leurs recherches et leur travail à titre bénévole en consacrant leur temps libre à la cause de l'histoire militaire. Cet état de fait – typiquement helvétique – méritait d'être souligné. Mais ces actes n'auraient pu voir le jour sans l'appui de plusieurs institutions étatiques.

Nous voudrions exprimer ici nos vifs remerciements à la Bibliothèque Am Guisanplatz à Berne et à son directeur, le colonel EMG D' Jürg Stüssi-Lauterburg, à l'Etat-major de conduite de l'armée, en particulier au brigadier Jean-Philippe Gaudin, chef du Renseignement militaire, ainsi qu'à la Cartographie, à son chef, le colonel Kurt Bigler et à son équipe, qui ont produit l'ensemble des cartes contenues dans ces actes. Notre gratitude va aussi à la Base logistique de l'armée, et son centre des médias électroniques (anciennement Service photographique de l'armée) qui a mis à disposition ses riches archives iconographiques. Grâce au colonel EMG Jean-Paul Theler, chef de la doctrine militaire à l'Etat-major de planification de l'armée, qui a apporté son soutien inconditionnel à cette publication, de nombreuses portes nous ont été ouvertes, qu'il en soit ici vivement remercié.

Notre sincère reconnaissance va également aux auteurs qui nous ont autorisés à reproduire leur communication ou leurs documents. Il s'agit notamment du divisionnaire Francesco Vicari, pour l'article consacré aux préparatifs militaires au sud des Alpes et du divisionnaire Carlo Vincenz pour ses commentaires à l'ordre d'opération «ZEUS». En outre, nous remercions vivement le D' Jürg Stüssi-Lauterburg, directeur de la Bibliothèque Am Guisanplatz, et le colonel EMG Gerhard Wyss pour l'autorisation de reproduire l'ordre d'opération «ZEUS» et la carte qui l'accompagne.

Cet ouvrage n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien des services historiques des forces armées voisines et amies, notamment le Militärgeschichtliches Forschungsamt de la Bundeswehr allemande à Potsdam et la Presseabteilung du Bundesheer autrichien à Vienne. Ces deux instances nous ont spontanément et gracieusement mis à disposition diverses illustrations qui ont contribué à rendre notre publication attrayante.

Ces pages se veulent surtout un témoignage de gratitude à l'égard de tous ceux – officiers généraux, officiers d'état-major général et d'état-major – qui, durant des dizaines, voire des centaines de semaines de travail d'état-major, ont planifié et préparé l'engagement de notre armée durant la Guerre froide. Nous espérons que leurs travaux deviendront un moyen d'information pour nos concitoyens qui apprendront ainsi de première main

comment les responsables militaires du pays envisageaient de se battre contre un envahisseur qui, durant cette période, n'avait rien de virtuel!

Ces actes se veulent enfin une source d'inspiration pour les hommes politiques et les chefs militaires, aujourd'hui aux commandes. Celui qui ne sait pas d'où il vient et où il est, n'est pas en mesure de prendre les décisions adéquates pour le futur ou, pour reprendre les mots de Régis Debray dans *Le Feu sacré*, « l'heure n'est plus aux pensées de proximité, ni aux affolements myopes. Regarder l'ici et maintenant de près, oui, mais le réfléchir de loin, à travers l'ancestral et l'exotique, est devenu la condition de toute bonne prospective. »

C'est dans cet esprit que nous souhaitons à tous les lecteurs de ces études historiques une fructueuse moisson.

Divisionnaire Dominique Juillard
Président de l'ASHSM

TEIL I

DIE ARMEE 61

Peter Braun

Die Armee 61: Einsatzdoktrin – Heeresorganisation – materielle Rüstung

Einleitung

«Ohne jeden Zweifel ist die Schweiz absolut entschlossen, ihre Neutralität zu verteidigen, von welcher Seite der Aggressor auch kommen mag», gab sich der ehemalige NATO-Oberkommandierende General Bernard W. Rogers 1983 in einem Interview mit der Westschweizer Zeitschrift *L'Hebdo* überzeugt, «Die Schweiz stellt bedeutende Mittel für die Verteidigung bereit, modernisiert fortwährend ihre Streitkräfte, und vor allem manifestiert die Bevölkerung ihren Wehrwillen. [...] Ich kann nur hoffen, dass die neutralen Anliegerstaaten der NATO-Mitgliedsländer ebenso entschlossen sind. Dass dies in der Schweiz der Fall ist, davon bin ich überzeugt.»¹ Derart positive öffentliche Urteile ausländischer Beobachter über die militärische Abwehrkraft der Schweiz waren in den 1980er Jahren durchaus nicht selten. Auch in grossen Teilen der Bevölkerung stand die Armee seit den Zeiten des Zweiten Weltkrieges nahezu ununterbrochen in hohem Ansehen. Erst ab Mitte der 1980er Jahre bröckelte die fast unbegrenzte Zustimmung allmählich – eine Entwicklung, die 1989, als über dreissig Prozent der Schweizer Stimmbevölkerung der Armeeabschaffungsinitiative der *Gruppe Schweiz ohne Armee* (GSoA) zustimmten, ihren vorläufigen Kulminationspunkt erreichte.

Die schweizerische Armee des Kalten Krieges, die *Armee 61*, wie man sie rückblickend nennt, als wichtigstes Instrument der Gesamtverteidigung verkörperte das Zutrauen der Bevölkerung in die Verteidigungsbereitschaft und -fähigkeit des Landes am augenfälligsten, und zwar so nachhaltig, dass die Bezeichnung bis in die Gegenwart hinein immer wieder in die sicherheits- und militärpolitische Debatte geworfen wird. Dabei wird allerdings oftmals vergessen, dass auch die Armee 61 vor und unmittelbar nach ihrer Einführung keineswegs unumstritten war. Im Gegenteil: Kaum ein anderes Armeereformwerk spaltete die Geister in Militär, Parlament und Öffentlichkeit derart wie die Truppenordnung 61.

Im Folgenden sollen die wichtigsten Eckpunkte und Konfliktlinien der Armee 61 überblicksmässig dargestellt werden² Wie war die Armee organisatorisch gegliedert? Welche konzeptionellen Überlegungen waren bei der Reform leitend? Wie und aufgrund welcher Faktoren änderten sich Organisation und Einsatzdoktrin im Verlaufe der Zeit? Und schliesslich: Welche Konsequenzen hatten die Mitte der 1960er Jahre implementierten Konzepte für die materielle Weiterentwicklung der Armee in den 1970er und 1980er Jahren?

Die Konzeption 50

Nach jahrelangen militär-internen und öffentlichen Auseinandersetzungen wurden in der Schweizer Armee zu Beginn der 1950er Jahre die Lehren aus den Erfahrungen des Zweiten Weltkrieges – zumindest unter dem Gesichtspunkt des Machbaren – einstweilen gezogen. Konzeptionell sah die in der *Truppenführung (TF)* 51 auch reglementarisch fixierte Einsatzdoktrin einen operativ mehr oder weniger statischen Abwehrkampf in einem taktisch tiefgestaffelten Verteidigungsdispositiv vor, dies mit dem Ziel, den Gegner möglichst schwer zu schädigen.³ Diesem Kampfverfahren entsprach auch die Organisation der Armee, wie sie mit der Truppenordnung 51 festgelegt wurde. Die neue Heeresorganisation zielte nicht zuletzt darauf ab, die überschweren Felddivisionen leichter und beweglicher auszugestalten. Darüber hinaus sollte auch der veränderten Bestandessituation sowie – durch Schaffung der Luftschutztruppen – den Anforderungen des totalen Krieges besser Rechnung getragen werden.⁴ In materieller Hinsicht jedoch waren – trotz der forcierten Aufrüstung im Zuge der Verschärfung des Kalten Krieges – nach wie vor unübersehbare Lücken vorhanden. Insbesondere waren die im Rüstungsprogramm 51 eingestellten Kredite für den Kauf von Kampfpanzern letztlich allzu gering, als dass tatsächlich eine operativ wirksame mechanisierte Gegenschlagskapazität hätte aufgebaut werden können. Immerhin gelang es im Verlauf der 1950er Jahre, aus dem Ausland zunächst 200 französische Leichtpanzer AMX-13 und anschliessend in drei Serien insgesamt 300 mittlere Panzer *Centurion* anzuschaffen. Ganz in Einklang mit der Konzeption 50 hatten die Panzerverbände die Funktion von Eingreifreserven zur Bereinigung gegnerischer Einbrüche ins infanteristische Dispositiv. Dieser Doktrin entsprach auch die Gliederung, indem die ersten Panzer in artreinen Abteilungen zusammengefasst und direkt den Armeekorps unterstellt wurden. Die organisatorische Lösung war jedoch in erster Linie ausbildungstechnischer Natur und bedeutete nicht etwa, wie in einer bundesrätlichen Botschaft klargestellt wurde, «dass die Panzerabteilungen auf der Stufe der Armeekorps eingesetzt werden sollen. Sie sind vielmehr dazu bestimmt, je nach Lage abteilungs- oder sogar einheitsweise an diejenigen Heeres-einheiten abgegeben zu werden, die ihrer am meisten bedürfen.»⁵ Allerdings führte das stetige Anwachsen mechanisierter Mittel bereits Mitte der 1950er Jahre geradezu zwangsläufig zu einem Wiederaufflammen der Diskussionen nicht nur über die Gliederung, sondern auch – und nun im Fahrwasser der NATO-Schwert-Schild-Konzeption ganz unter nuklearen Vorzeichen – über das operative Kampfkonzept.

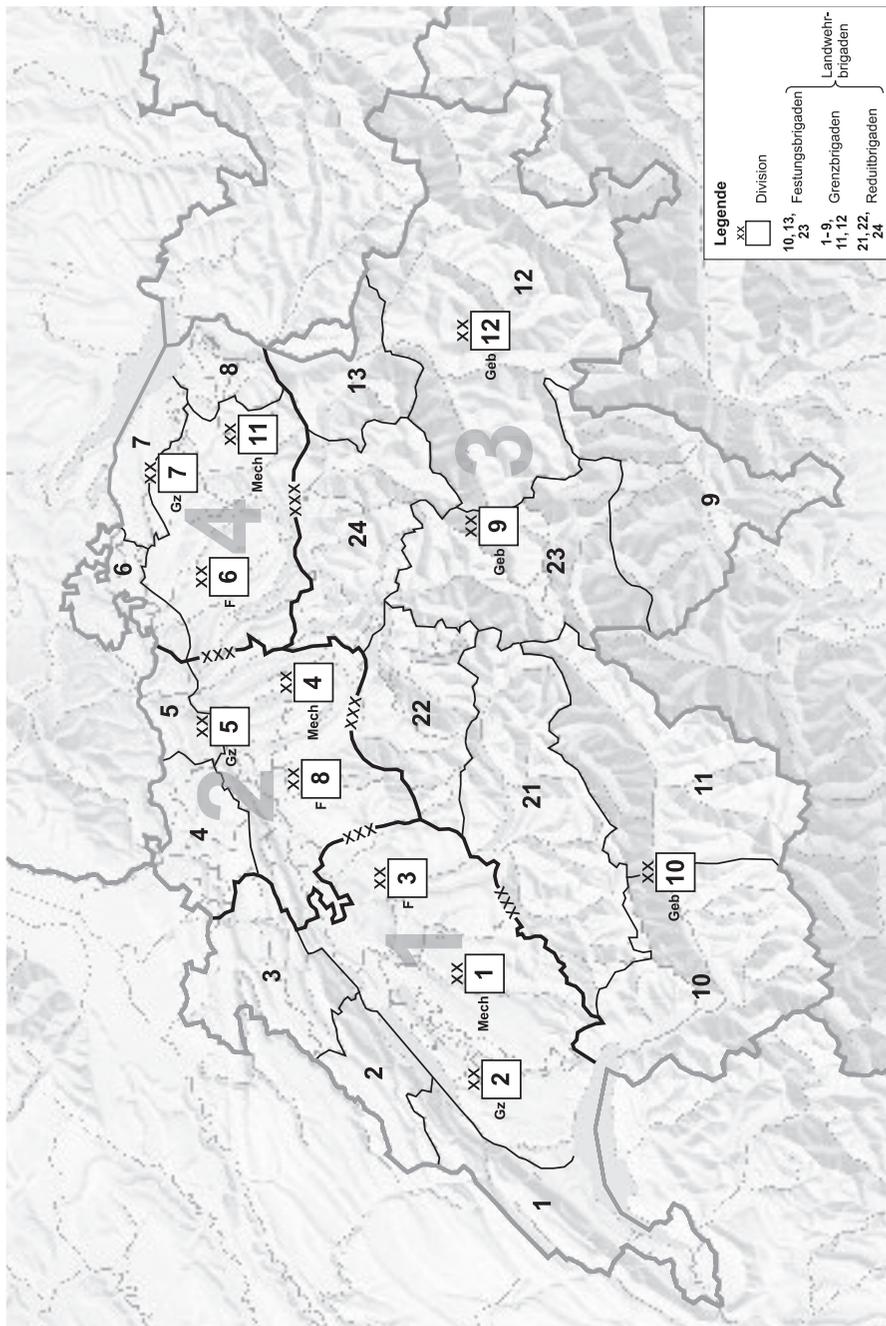
Die Truppenordnung 61

Unmittelbar nach der Wahl des vor allem in der Westschweiz ausserordentlich beliebten Winzers und Weinhändlers Paul Chaudet zum Bundesrat und EMD-Vorsteher zu Beginn des Jahres 1955 zerbrach der nur ein halbes Jahrzehnt zuvor mühsam erreichte militärisch-konzeptionelle Konsens von neuem; der «Konzeptionsstreit» zwischen Anhängern einer mobilen, offensiven Verteidigungskonzeption und denjenigen einer statischen, defensiven trat in eine neue Phase. Die erste Fraktion vermochte sich schliesslich durchzusetzen.

Sie bestand vor allem aus Zürcher Offizieren, welche im Hinblick auf die Gefährdung der eigenen Kräfte durch den Einsatz von atomaren Gefechtsfeldwaffen und stark beeinflusst von amerikanischen und nordatlantischen Konzepten der Atomkriegführung eine auch operativ bewegliche Verteidigung mit angriffskräftigen Verbänden der oberen taktischen Stufe forderten. Beträchtliche Abstriche am ursprünglichen Projekt, zu denen die Landesregierung die Armeeführung im Verlaufe der Jahre – vorab aus finanziellen Erwägungen – gezwungen hatte, hätten allerdings bei kritischer Würdigung der realen Möglichkeiten zu erheblichen Zweifeln daran führen müssen, ob mit dem neu geschaffenen Instrument tatsächlich ein mobiler, auf Sieg und Vernichtung des Gegners orientierter Kampf hätte geführt werden können, wie er im Botschaftstext zur Truppenordnung 61 propagiert wurde. «Sinn und Zweck des Kampfes im Mittelland ist, einen Gegner, der die Grenz- oder Alpenzone durchstossen oder mit Luftlandungen übersprungen hat, zu bekämpfen», hiess es dort nämlich, wobei die Formulierung «bekämpfen» weniger aus militärischen, denn aus verhandlungstaktischen Gründen an die Stelle der in internen Vorstudien zur TO 61 genannten Ziele «vernichten» oder «schlagen» getreten war. Und weiter: «Dazu sind feuerkräftige, bewegliche Verbände notwendig, die sich notfalls auch bei Tag unter dem Schutz der Flugwaffe und der Fliegerabwehr verschieben können. Da jede noch so gute Verteidigungsstellung – besonders mit dem Einsatz von Atomwaffen – durchbrochen oder übersprungen werden kann, ist eine statische Verteidigung mit dem Gros der Armee kaum mehr denkbar. Aber wenn auch der Gegner im Mittelland grundsätzlich durch Angriffe aus Bereitstellungen bekämpft werden soll, will das nicht heissen, dass Teile der Armee das Mittelland nicht auch, mindestens vorübergehend, in festen Stellungen verteidigen.»⁶

Angesichts des erbitterten Widerstandes, den die bundesrätliche Vorlage in Teilen der vorberatenden Militärkommissionen und im Ratsplenum hervorrief, könnte man leicht auf den Gedanken kommen, dass die Landesregierung eine tiefgreifende Umgestaltung des gesamten Kampfinstrumentes vorschlug. Dem war jedoch durchaus nicht so, denn zumindest in den grossen Zügen wurde die Gliederung des Heeres weitgehend beibehalten. Bei näherer Betrachtung lassen sich gegenüber der Organisation gemäss Truppenordnung 51 indessen doch einige wesentliche Akzentverschiebungen feststellen, die es – in ihrer Summe und unter Berücksichtigung des propagierten Kampfverfahrens – dennoch berechtigt erscheinen lassen, von einem eigentlichen Paradigmenwechsel zu sprechen.

Neu wurden sämtliche Gebirgstruppen (drei Gebirgsdivisionen, drei Reduitbrigaden und drei Festungsbrigaden) einem einheitlichen Kommando, dem Gebirgsarmekorps 3 unterstellt. Die Feldarmekorps 1, 2 und 4 umfassten neu je eine Felddivision, eine Mechanisierte Division und eine Grenzdivision (die drei Gz Div wurden Anfang der 1980er Jahre – nach Zuteilung je zweier Panzerbataillone – in F Div umbenannt). Anstelle der bisherigen neun Divisionen gab es folglich deren zwölf, welche alle in der taktisch sinnvollen Dreiergliederung organisiert waren. Möglich war diese Erhöhung der Anzahl Divisionen deshalb, weil im Gegenzug die bisher bestehenden Gebirgsbrigaden sowie die drei Leichten Brigaden aufgelöst wurden.



Karte 1: Die Grossen Verbände der Schweizer Armee gemäss Truppenordnung 61.

Das eigentliche Kernstück der Truppenordnung 61 – und in Parlament und Öffentlichkeit neben der vom Bundesrat in Aussicht gestellten Abschaffung der Kavallerie und der Auflösung von dreizehn Auszugsfüsilierbataillonen zugleich auch der mit Abstand umstrittenste Punkt des gesamten Reformwerkes – war zweifelsohne die Bildung der drei Mechanisierten Divisionen, bestehend aus je zwei Panzerregimentern, einem motorisierten Infanterieregiment und den nötigen Kampfunterstützungsverbänden. Die neu geschaffenen Heereseinheiten waren hauptsächlich für die Führung des anvisierten offensiven Verteidigungskampfes im Mittelland zuständig, wobei allerdings festzuhalten ist, dass die drei Mechanisierten Divisionen im Vergleich zu ausländischen Divisionen ausgesprochen panzerschwach waren und sich deshalb nur sehr bedingt für Gegenangriffe grösseren Ausmasses eigneten. Zudem verfügten sie zunächst, d.h. bis dieser Mangel in den 1970er Jahren durch die Beschaffung der Panzerhaubitze M 109 behoben werden konnte, nur über gezogene Artillerie, was ihre Beweglichkeit erheblich einschränkte.

Der Nationalrat stimmte der bundesrätlichen Vorlage in der Herbstsession 1960 eher halbherzig und ohne grosse Begeisterung zu.⁷ Im Ständerat dagegen, wo die Armeereform in der folgenden Wintersession behandelt wurde, war das Geschäft völlig unbestritten und wurde ohne Enthaltung einstimmig angenommen⁸, was zweifellos auch damit zusammenhängt, dass die grosse Kammer die beiden politischen Hauptkritikpunkte, die Auflösung der Infanteriebataillone und die Abschaffung der Kavallerie, bereits zwei Monate zuvor sang- und klanglos aus der Vorlage gekippt hatte. Im Frühjahr 1961 genehmigte der Bundesrat auf dieser Grundlage die per 1. Januar 1962 gültige neue Armee-Einteilung. Ab diesem Zeitpunkt gehörte die Truppenordnung 51 endgültig der Vergangenheit an.

Organisatorisch war die Truppenordnung 61 mit den Beschlüssen der Legislative und der Exekutive im Frühjahr 1961 folglich unter Dach und Fach. Was freilich noch fehlte, waren Entscheide zu dem in der Botschaft zur TO 61 angekündigtem materiellen Ausbau der Armee. Der Bundesrat legte dazu am 27. Januar 1961 die Botschaft zum Rüstungsprogramm 61 vor, worin er gesamthaft 1016 Millionen Franken für eine Reihe von Materialbeschaffungen beantragte, die zum Teil in direktem Zusammenhang mit der neuen Truppenordnung standen, zum Teil aber auch einfach der allgemeinen Verstärkung der Kampfkraft dienen sollten. Zur ersten Kategorie gehörten insbesondere die Objektkredite für die Beschaffung von 150 Schweizer Kampfpanzern Modell 61 als Ersatz für die veraltenden tschechischen Panzerjäger G 13 sowie von 540 Schützenpanzerwagen für die Panzergrenadiere der Mech Div.⁹ Explizit ausgenommen war der gesamte Bereich der Luftverteidigung, wo die Lücken Mitte 1961 durch die Vorlage der *Mirage-* und *Bloodhound-Botschaften* geschlossen werden sollten.¹⁰

Eine Gesamtwürdigung der Truppenordnung 61 ist ausgesprochen schwierig. Zwar hatte sich das Eidgenössische Militärdepartement (EMD) in den wichtigsten Bereichen der Konzeption und der organisatorischen Grundstruktur des Heeres gegen alle politischen Widerstände letztlich doch noch durchzusetzen vermocht. Die verschiedenen Konzessionen an die Politik in Detailfragen, insbesondere die vom Parlament geforderte Belassung sämtlicher Infanteriebataillone des Auszuges und eine Teils der Kavallerie, bedeuteten

aber doch ziemlich massive Eingriffe in die ursprünglichen konzeptionellen Ideen. Entsprechend hart liest sich denn auch das retrospektive Urteil des wohl prominentesten Vertreters der Zürcher Fraktion, Oberstkorpskommandant Georg Züblins, der die Truppenordnung 61 in seinen 1976 verfassten *Handschriftlichen Erinnerungen* als «Stückwerk» und «untauglichem Kompromiss» bezeichnete. Ein Erfolg sei lediglich die Schaffung der Mechanisierten Divisionen und des Gebirgsarmee Korps gewesen, wohingegen die Felddivisionen und erst recht die Grenzdivisionen «grässliche Zwitter» seien. Daran ändere auch der Umstand wenig, dass sie später teilweise durch Panzer und Artillerie verstärkt worden seien.¹¹ Versöhnlicher gab sich Züblins ärgster Widersacher Alfred Ernst in seiner 1971 erschienenen *Konzeption der schweizerischen Landesverteidigung*, für den namentlich der Verzicht auf die Auflösung der Infanteriebataillone einen «nicht zu unterschätzenden Erfolg» darstellte.¹² Allen Unkenrufen im Vorfeld zum Trotz erwies sich die 1961 geschaffene Truppenordnung in den folgenden Jahren und Jahrzehnten insgesamt als flexibel genug, um eine Unzahl von Anpassungen im Detail zu bewältigen, ohne dass bis zur strategischen Wende Ende der 1980er Jahre je wieder ein Druck für eine umfassende Totalrevision entstanden wäre. Unter diesem Gesichtspunkt darf die TO 61 zweifellos als eines der bedeutendsten heeresorganisatorischen Reformwerke der Schweiz im 20. Jahrhundert gelten.

Die Konzeption 66

Einen herben Rückschlag erlitt die Zürcher Gruppierung mit ihren sich eng an nordatlantische und US-amerikanische Vorbilder anlehenden konzeptionellen Vorstellungen gut zweieinhalb Jahre nach Inkraftsetzung der TO 61 im Sommer 1964. Massive Kostenüberschreitungen von über einer halben Milliarde Franken bei der Beschaffung der französischen Hochleistungsflugzeuge *Mirage III* liessen in Parlament und Öffentlichkeit erhebliche Zweifel an der 1960 sanktionierten Einsatzdoktrin aufkommen. Die Eidgenössischen Räte zogen die Notbremse, verweigerten den vom Bundesrat verlangten Zusatzkredit für die Mirage-Beschaffung, setzten eine parlamentarische Untersuchungskommission ein und reduzierten auf deren Antrag hin kurzerhand die Stückzahl der zu beschaffenden Kampfflugzeuge auf rund die Hälfte der ursprünglich vorgesehenen hundert Maschinen.¹³

Die Reduktion der *Mirage*-Beschaffungszahl hatte freilich nicht nur schwerwiegende Konsequenzen auf die materielle Umsetzung der Luftverteidigungskonzeption, sondern tangierte auch die vorgesehene Einsatzdoktrin der Bodentruppen massiv, denn das in der Botschaft zur TO 61 umschriebene Kampfverfahren beruhte sehr wesentlich auf der Voraussetzung, dass die Flugwaffe imstande war, den mechanisierten Divisionen ausreichend Raumschutz zu gewähren und die gegnerischen Atomwaffenstellungen in der Tiefe des Raumes wirksam zu bekämpfen. Eine Überprüfung des gesamten Fragekomplexes von Einsatzdoktrin und daraus abgeleiteten Rüstungsbedürfnissen drängte sich auf. Ein verbindlicher Auftrag, dies tatsächlich zu tun, ging diesmal direkt aus den Reihen des Parlaments hervor. Im Sommer 1964 reichte der Schaffhauser SP-Nationalrat Walther

Bringolf nämlich zusammen mit 33 Parteikollegen eine Motion ein, worin der Bundesrat zur Vorlage einer Gesamtkonzeption der Landesverteidigung aufgefordert wurde.¹⁴

Die konsensfähige Lösung, auf die sich die Landesverteidigungskommission (LVK) nach rund anderthalbjährigem internem Tauziehen schliesslich einigte und die im Jahre 1966 gleich in zwei zentralen Dokumenten, im *Bericht des Bundesrates über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6.6.66* und im Reglement *Weisungen für die operative Führung* (WOF 66), festgeschrieben wurde, bestand in einer Synthese der beiden sich seit über einem Jahrzehnt diametral gegenüberstehenden konzeptionellen Paradigmen, der sogenannten «Abwehr». Unter Abwehr verstanden die Autoren der Dokumente eine Kampfform, die vom Regiment bis hinauf zum Armeekorps, d.h. sowohl auf taktischer als auch auf operativer Stufe Anwendung finden sollte und die einerseits das Halten von Stützpunkten und Sperren durch die Infanterie und andererseits das Führen von Gegenschlägen, in Ausnahmefällen auch Gegenangriffen durch mechanisierte Verbände beinhaltete. Der Gegner sollte durch mehrere tief gestaffelte Abwehrzonen kanalisiert werden, die Erdtruppen sollten danach trachten, durch Gegenangriffe und Überfälle die Verstärkung und Versorgung der feindlichen Angriffsspitzen immer wieder zu unterbinden, während die Panzertruppen den in die Tiefe des Abwehrraumes eingebrochenen oder aus der Luft gelandeten Gegner mit Unterstützung der Flugwaffe zu zerschlagen hatte.¹⁵

Der Einsatz des Gebirgsarmeekorps mit seinen drei Gebirgsdivisionen wurde dabei in etwa gleich umschrieben wie in der Botschaft zur Truppenordnung 61. Das Korps sollte einen durch das Alpengebiet vorgetragenen Angriff abwehren und einen grossen Teil des Alpenraumes während langer Zeit behaupten. Seine Kampfbrigaden hatten die in und durch den Zentralraum führenden Achsen zu sperren und so die Voraussetzung für den rechtzeitigen Einsatz der Gebirgsdivisionen, den beweglichen Kampfverbänden des Geb AK, zu schaffen. Die grosse Ausdehnung des Alpenraumes und seine Gliederung in nur schwach untereinander verbundene Kampfabschnitte hatten zur Folge, dass diese Heereseinheiten den Kampf weitgehend auf sich selbst gestellt führen mussten.¹⁶

Augenfällige Abweichungen gegenüber früheren Darstellungen der Einsatzdoktrin werden insbesondere bei der Schilderung des Einsatzes der drei Feldarmeekorps ersichtlich, die dazu bestimmt waren, den Abwehrkampf im Jura, Mittelland und Voralpengebiet zu führen. Den ersten Riegel im flächendeckenden Dispositiv bildeten dabei die Grenzbrigaden, welche als operative «Sperrverbände» dem Gegner ein rasches Durchstossen des Grenzraumes verwehren und ihm die Verbindung mit allenfalls im Landesinnern abgesetzten Luftlandeverbänden erschweren sollten. Die Aufgabe einer «beweglichen Reserve im Grenzraum»¹⁷ bzw. eines «frei verfügbaren Verbandes zur Bildung von Schwerpunkten in oder hinter dem Grenzraum»¹⁸ kam den Grenzdivisionen zu.

In Bezug auf die Kampfführung der Felddivisionen wurde in erster Linie die defensive Komponente hervorgehoben. War in den ersten Entwürfen der operativen Führungsvorschrift noch die Überzeugung vertreten worden, Infanteriedivisionen entwickelten unter bestimmten Umständen ein «bedeutendes Angriffsvermögen», weshalb sie sich ebenfalls geschlossen für offensive Aktionen in Rücken oder Flanke des Gegners einsetzen liessen,

war davon nun keine Rede mehr, und zwar weder im Konzeptionsbericht des Bundesrates noch in den *Weisungen für die operative Führung*. Die Aufgabe der F Div wurde vielmehr – den realen Möglichkeiten weit besser entsprechend – folgendermassen umschrieben: «Die Felddivisionen sind dazu bestimmt, den Abwehrkampf in den operativ wichtigen Räumen des Mittellandes zu führen. Sie werden vorwiegend in Gelände eingesetzt, das den Einsatz feindlicher Atomwaffen erschwert und Angriffe mechanisierter Kräfte behindert, kanalisiert oder in bestimmte Richtungen lenkt. Die Ausstattung mit Leichtpanzern und Panzerjägern erlaubt ihnen, wenigstens an einzelnen Stellen die Panzerbekämpfung mit beweglichen Geschützen aufzunehmen oder Gegenangriffe von Infanterieverbänden mit wirkungsvollem Direktfeuer zu unterstützen.»¹⁹

Die meisten Abstriche im Aufgabenspektrum verglichen mit früheren Darlegungen hatte zweifellos die Mechanisierte Division über sich ergehen lassen müssen. Im bundesrätlichen Bericht wurde ihr Einsatz wie folgt charakterisiert: «Die gepanzerten Verbände der Mechanisierten Division werden zu Gegenschlägen gegen die feindlichen Kräfte eingesetzt, die in unsere Abwehrräume eingebrochen oder aus der Luft gelandet sind. Diese Aktionen versprechen den grössten Erfolg, wenn sie sich gegen einen Feind richten, der durch die Grenztruppen oder Felddivisionen gebunden ist, sich die Bewegungsfreiheit also noch nicht hat erkämpfen können. Der Umfang der einzusetzenden gepanzerten Verbände ergibt sich aus der Lage, insbesondere aus der Luftlage. Die überraschende Auslösung der Gegenschläge ist anzustreben.»²⁰ Auffällig ist, dass der Bericht ausdrücklich nur von den «gepanzerten Verbänden der Mechanisierten Divisionen» und nicht von der Division als solcher spricht. Dies war durchaus beabsichtigt, denn die Panzerkräfte sollten ja nicht im Rahmen einer *mobile defense* selbständige operative Offensivaktionen in der Tiefe des Raumes führen, wozu sie des Schutzes einer relativ grossen Zahl von Jagdflugzeugen bedurft hätten, sondern nur zeitlich und räumlich begrenzte Gegenschläge in enger Anlehnung an das Gerippe von Stellungen, Hindernissen und Minensperren des infanteristischen Abwehrdispositivs und in enger Zusammenarbeit mit den dort operierenden Infanterieverbänden. Alfred Ernst, welcher als Mitglied der LVK die Arbeiten an der Konzeption 66 wesentlich mitgeprägt hatte, schrieb dazu Anfang der 1970er Jahre: «Im unmittelbaren Zusammenwirken der Infanterie und der Panzer liegt der wichtigste Unterschied zwischen unserer operativen Abwehr und der «Mobile Defence». Unsere Mechanisierten Divisionen sind nicht dazu bestimmt, einzeln oder gar im Rahmen eines ad hoc gebildeten «Panzerkorps» grosse Schlachten zu schlagen. Sie sind vielmehr das Reservoir, dem die gepanzerten Reserven entnommen werden. Einsätze geschlossener Divisionen bilden die Ausnahme. Gegenschläge und Gegenangriffe werden in der Regel von Panzerregimentern und Panzerbataillonen ausgelöst.»²¹

Faktisch lief diese Konzeption darauf hinaus, dass die den Felddivisionen zugeteilten älteren Panzertypen, die ebenfalls Gegenschlagsaufgaben zu erfüllen hatten, im Grunde lediglich qualitativ ergänzt wurden. So überzeugend Alfred Ernst Darlegung auf den ersten Blick auch immer sein mag, darf nicht übersehen werden, dass das Abwehrkonzept in der Praxis mit einer Reihe von Problemen behaftet war, die später immer wieder Anlass zu

Kritik gaben. Das Auslösen mechanisierter Aktionen im dichten Stellungs- und Hindernissystem der Infanteriedivisionen war nämlich alles andere als einfach und bedingte komplizierte Absprachen zwischen den jeweiligen Kommandanten. Einer beweglichen Führung der Panzerformationen war dies nicht gerade eben zuträglich. In der Regel wurden den Panzerregimentern und -bataillonen sogenannte «Gegenschlagsräume» fix zugeteilt,

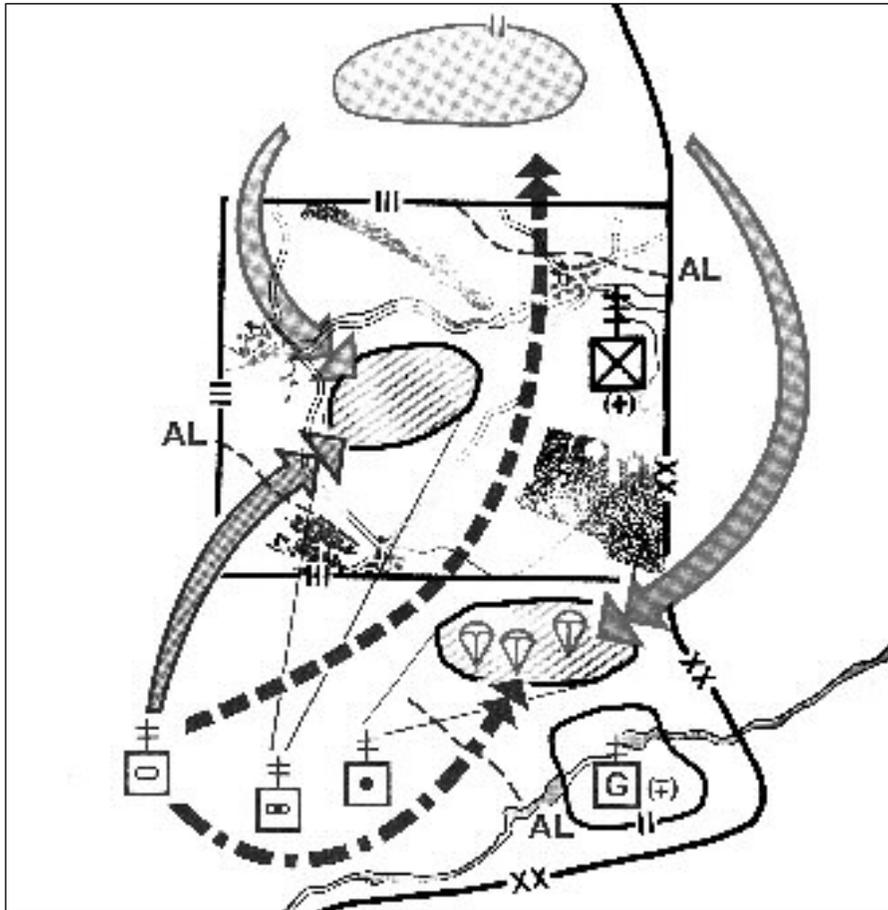


Bild 23
Ziffer 25B
Ziel des Gegenschlages der Mechanisierten Verbände

-  in das Abwehrdispositiv der Infanterie
-  hinter das Abwehrdispositiv der Infanterie
-  vor das Abwehrdispositiv der Infanterie

Abb. 1: Gegenschlag eines mechanisierten Verbandes in, vor und hinter einen infanteristischen Abwehrraum (Darstellung aus: Regl 51.20, Truppenführung (TF) 82).



Abb. 2: Schweizer *Panzer 61* beim Überschreiten eines Flusshindernisses.



Abb. 3: Kampfpanzer *Leopard 2* (Pz 87): ab Ende der 1980er Jahre die Speerspitze der Panzerverbände der Mechanisierten Divisionen.

in welchen die geplanten und in Friedenszeiten minutiös einexerzierten Aktionen fast mechanisch auf vorgegebenen Bahnen abliefen. Die Abwehrdoktrin wurde damit in der Praxis zusehends statischer, ²² was Gustav Däniker, zwischen 1980 und 1988 Stabschef Operative Schulung und Stellvertretender Generalstabschef, zu Beginn seiner Amtszeit gar veranlasste, vor einer «drohenden «Mumifizierung» der Armee» zu warnen.²³

Vor dem Hintergrund der weiteren Entwicklung stellt sich die berechnete Frage, ob die Panzerverbände nicht sinnvoller in Brigaden gegliedert worden wären, wie dies die Opposition um Alfred Ernst ganz in Einklang mit der von ihr verfochtenen Einsatzdoktrin Ende der 1950er Jahre gefordert hatte, nachdem die Mech Div ohnehin selten bis gar nie als Ganzes zum Einsatz kamen. Gegen eine neuerliche Reorganisation sprachen jedoch gewichtige Gründe, insbesondere der Wunsch des Bundesrates, dass sich die Armee künftig nur noch evolutionär, auf der Basis der bestehenden Truppenordnung und «unter Vermeidung periodisch tiefgreifender Umgestaltungen» fortentwickeln solle.²⁴ Zu dieser Überzeugung beigetragen hatten sicherlich die schlechten Erfahrungen im Zusammenhang mit den jahrelangen internen und öffentlichen Querelen vor Einführung der TO 61, daneben wohl auch die Einsicht, dass ständige organisatorische Änderungen dem inneren Gefüge gerade einer Milizarmee mit ihren relativ seltenen und nur sporadisch wiederkehrenden Dienstleistungen letztlich nur schaden. Tatsächlich sollte die Grundgliederung der Armee trotz einer Vielzahl von Anpassungen im Kleinen bis zum Ende des Kalten Krieges im Wesentlichen beibehalten werden.²⁵ Erst im Jahre 1995 wurde im Zuge einer bedeutenden Reduktion der Mannschaftsbestände erneut eine einschneidende Reform durchgeführt, wobei allerdings nicht übersehen werden darf, dass auch die Armee 95 zahlreiche Elemente der Truppenordnung 61 beibehielt.

Die im bundesrätlichen Bericht über die militärische Landesverteidigung vom 6.6.66 umschriebene Abwehrkonzeption war eine ausgesprochen ausgewogene Lösung. Sowohl die traditionell militärkritischen Sozialdemokraten als auch die Bürgerlichen wurden im Rahmen der parlamentarischen Debatten denn auch nicht müde, den Geist realistischer Selbstbeschränkung zu loben, von dem die neue Konzeption durchdrungen war. Positiv hervorgehoben wurde insbesondere die Tatsache, dass die Grenzen, welche einem Kleinstaat im hochtechnologisierten Rüstungswettlauf gesetzt waren, künftig wieder vermehrt Rechnung getragen werden sollten und dass – damit zusammenhängend – der engen konzeptionellen Anlehnung an den durch die militärischen Führungsmächte vorgegebenen internationalen Mainstream der Kampfführung eine relativ deutliche Absage erteilt wurde.

Der materielle Ausbau der Schweizer Armee

Nach den heftigen EMD-internen und öffentlichen Auseinandersetzungen in der ersten Hälfte der 1960er Jahre kehrte mit der Vorlage des bundesrätlichen Konzeptionsberichts ab 1966 wieder Ruhe in die schweizerische Militärpolitik ein. Kontinuität und Evolution prägten fortan auch die materielle Weiterentwicklung der Armee. Vor allem die Mechanisierung wurde sukzessive vorangetrieben, zunächst durch die Einführung des zum



Abb. 4: Panzergrenadiere beim Verlassen des Schützenpanzers M 113 (Spz 63).



Abb. 5: Auf taktisch-gefechtstechnischer Stufe sollte die Abwehr betont dynamisch und offensiv geführt werden: Infanteriegruppe beim Gegenstoss.



Abb. 6: Infanteristische Panzerabwehr: Füsiliere mit dem *Raketenrohr 80*, von dem Anfang der 1980er Jahre rund 20000 Stück beschafft wurden.



Abb. 7: Dank der Beschaffung der amerikanischen Panzerhaubitze M 109 (Pz Hb 74) konnte die Beweglichkeit der Mechanisierten Divisionen erheblich gesteigert werden.



Abb. 8: Abfangjäger *Mirage III*S.



Abb. 9: Raumschutzjäger *Northrop F-5 Tiger*.

Panzer 68 weiterentwickelten Eigenfabrikats, von dem zwischen 1968 und 1975 in mehreren Etappen insgesamt 300 Stück beschafft wurden, dann, Ende der 1980er Jahre, durch Direktkauf beim Hersteller und Lizenzproduktion im Inland von 380 deutschen Kampfpanzern Leopard 2. Für die Panzergrenadiere wurden ab 1965 mehrere hundert amerikanische Schützenpanzer M 113 angeschafft.²⁶ Auch in die artilleristische Feuerunterstützung wurde massiv investiert, so dass die Schweizer Armee Ende der 1980er Jahre über rund 900 gezogene Artilleriegeschütze und 540 Panzerhaubitzen verfügte. Gesteigert wurde daneben auch die infanteristische Feuerkraft, wobei neben die bereits vorhandenen 1300 Panzerabwehrkanonen 75 und 58 im Verlauf der 1960er und 1970er Jahre total 2700 Zielgeräte für die Panzerabwehrlenk Waffen *Bantam* und *Dragon* traten.²⁷ Zusammen mit den 20000 Raketenrohren erreichte die lange im Argen liegende Panzerabwehrfähigkeit damit Ende der 1980er, Anfang der 1990er Jahre einen bisher nie erreichten Stand, zumal ab 1991 jedem Infanterieregiment auch noch eine Panzerjägerkompanie zugeteilt wurde, die mit dem auf Piranha-Radschützenpanzer montierten Lenkwaffensystem TOW 2 ausgerüstet war.

Seit der *Mirage*-Affäre 1964 war die Luftwaffe in materieller Hinsicht zweifellos das grösste Sorgenkind der Schweizer Armee. Bereits im Rahmen der Ausarbeitung des bundesrätlichen Konzeptionsberichtes hatte die Darstellung der Luftkriegsdoktrin innerhalb der Landesverteidigungskommission zu heftigen Meinungsverschiedenheiten geführt, die erst überbrückt werden konnten, als sich die Armeeführung dazu durchrang, auf eine Bewertung der Erfolgsaussichten im Luftkrieg bewusst zu verzichten. Entsprechend vorsichtig wurden die Aufgaben in der Konzeption 66 umschrieben, wo es zum Einsatz der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen hiess: «Es ist Aufgabe der Luftverteidigung, Bevölkerung und Armee bei Luftgefahr zu warnen sowie feindliche Luftstreitkräfte zu bekämpfen, um dem Gegner das Erringen der Luftüberlegenheit und die Einwirkung auf die Kampfhandlungen unserer Erdtruppen zu erschweren. Flugwaffe und Fliegerabwehr ergänzen sich in der Erfüllung dieser Aufgabe. Im Raumschutz trachten Flugwaffe und Fliegerabwehr danach, dem Gegner die Luftaufklärung und den Angriff auf unsere Truppen innerhalb eines beschränkten Raumes und während einer begrenzten Zeit zu verwehren oder mindestens zu erschweren. [...] Im Einsatz gegen Erdziele wird die Flugwaffe vor allem zur indirekten Unterstützung unserer Erdtruppen herangezogen. Sie bekämpft die Entfaltung und den Einsatz gegnerischer Kräfte ausserhalb der Reichweite der übrigen Waffen. Die Bekämpfung von Erdzielen ist die Hauptaufgabe unserer Flugwaffe. [...] Der Flugwaffe obliegt ferner die Luftaufklärung.»²⁸ Dank dieser zurückhaltenden Aufgabenumschreibung war es gelungen, den gegenwärtig beschränkten Erfolgsaussichten der Flugwaffe infolge der reduzierten Anzahl von *Mirage*-Flugzeugen Rechnung zu tragen und gleichzeitig kein Präjudiz für die künftige Beschaffung weiterer Hochleistungsmaschinen zu schaffen.

Mitte der 1960er Jahre wurde auf der Basis dieser Kompromissformel mit der Evaluation eines neuen Kampfflugzeuges begonnen. Nach jahrelangen Erprobungen beantragte das EMD dem Bundesrat im August 1972 die Beschaffung von sechzig amerikanischen A-7 G *Corsair*, ein typisches Erdkampfflugzeug, welches seine Überlegenheit über seinen letzten

Konkurrenten, den französischen *Milan* der Firma *Dassault*, auch anlässlich von Truppenversuchen und Vergleichsvorfürungen mehr als deutlich unter Beweis gestellt hatte. Die Landesregierung aber entschied anders: Am 9. September fällte sie – offensichtlich unter dem Druck höchster französischer Regierungsstellen, welche sich zu Anwälten der Firma *Dassault* gemacht hatten und eine Beschaffung der amerikanischen *Corsair* unbedingt verhindern wollten – den berühmt-berüchtigten Nullentscheid, d.h. es sollten weder *Corsair* noch *Milan* beschafft werden.²⁹ Als Überbrückungslösung beschloss das Parlament Ende November 1972 den Ankauf von dreissig weiteren Occasions-*Huntern*, denen 1974 nochmals dreissig Stück des bewährten britischen Kampfflugzeuges folgen sollten.

Auch über die Einführung des amerikanischen Leichtjägers *F-5 Tiger*, von denen ab 1976 in zwei Serien insgesamt 110 Maschinen beschafft wurden, waren die Piloten nicht besonders glücklich, denn das Flugzeug war zwar sehr wendig und verfügte über extrem kurze Kurvenradien, es war aber dennoch kein Kampfflugzeug der neuesten Generation. Immerhin: zusammen mit den 36 Abfangjägern *Mirage III*, den 18 Aufklärern *Mirage III*RS und den rund 150 Erdkampfflugzeugen *Hunter* verfügte die Schweiz in den 1980er Jahren dank der *Tiger*-Beschaffung auch in der Dritten Dimension über ein ansehnliches Verteidigungspotenzial. Nicht zu vergessen gilt es dabei, dass auch die lange vernachlässigte terrestrische Fliegerabwehr erheblich verstärkt wurde, insbesondere durch die Einführung des Fliegerabwehrlenkwaffensystems *Rapier*, von dem ab 1981 insgesamt sechzig Feereinheiten beschafft wurden, welche die bereits vorhandenen 1900 Fliegerabwehrkanonen 54 und 63/75 wirkungsvoll ergänzten.

Schlussbetrachtung

Das Endziel all dieser Anstrengungen war letztendlich das, wofür sich in Anlehnung an Beaufres Nuklearstrategie Ende der 1960er Jahre allmählich der terminus technicus «Dissuasion» einbürgerte – ein Konzept, das der sicherheitspolitische Bericht 73 in der ebenso einfachen wie einprägsamen Formel der «Kriegsverhinderung durch Verteidigungsbereitschaft» auf den Punkt brachte. Nicht um Kriegführung ging es in erster Linie, sondern um Kriegsverhinderung. Dazu freilich musste einem potenziellen Gegner glaubwürdig vor Augen geführt werden, dass sich ein Angriff auf den neutralen Kleinstaat nicht lohnen würde, dass die entstehenden Kosten im strategischen Kalkül höher wären als der zu erhoffende Gewinn, dass – auch dies eine zeitgenössische Formel – der «Eintrittspreis» letzten Ende zu hoch wäre. Welche dissuasive Wirkung die *Armee 61* bei ausländischen Beobachtern zu erzeugen vermochte, mag das Statement eines amerikanischen Militärfachmanns illustrieren, den der US-Journalist John McPhee in seinem nach wie vor unterhaltsamen Büchlein *La Place de la Concorde Suisse* zu diesem Thema zitierte: «I personally would hate to have to go in there and dig them out», gab sich der Experte überzeugt, «It would take a tremendous amount of force to peel them out of those god-damned mountains. For anyone who wants to go in there, the cost would be very high; and it would be even more expensive to stay in. They all know how to shoot, and shoot well. They would

fight tooth and nail. They know their country like the back of their hand. And remember: theirs is a different mission from ours or most armies'. [...] Their mission is to defend Switzerland. It is all defensive. They are a strong armed force – amazingly well trained for a country that hasn't been in a war for hundreds of years.»³⁰

Es versteht sich von selbst, dass diesem salopp formulierten Ausspruch nicht die Qualität einer seriösen nachrichtendienstlichen Beurteilung des Kampfwertes der Schweizer Armee zukommt. Aber ein Körnchen Wahrheit dürfte dennoch in ihm stecken. Interessanter wäre es natürlich zu erfahren, wie die schweizerischen Dissuasionsbemühungen beim Hauptadressaten, dem potenziellen Gegner in einer bewaffneten Auseinandersetzung angekommen sind (darüber, dass dies nur die Sowjetunion und ihre Warschauer Pakt-Verbündeten sein könnten, herrschte in der Schweiz während des ganzen Kalten Krieges Konsens). Allerdings lässt sich darüber solange nichts aussagen, als dass die relevanten Akten in russischen Archiven der historischen Forschung weitgehend unzugänglich sind. Aber selbst wenn sich zeigen würde, dass ein prophylaktischer Angriff auf das im Osten als heimliches NATO-Mitglied beurteilte Land in den Kriegsplänen eigentlich vorgesehen gewesen wäre, hätte sich ein östlicher Aggressor unter den situativen Bedingungen eines Krieges unter Umständen trotzdem, d.h. entgegen den in Friedenszeiten ausgearbeiteten Planungen, von einer Neutralitätsverletzung abhalten lassen, wie sich dies die schweizerische Armeeführung und die Parlamentarier, welche die umfangreichen Militärkredite bewilligten, immer erhofft hatten. Eine abschliessende Antwort auf die Frage nach dem Wert der militärischen Anstrengungen der Schweiz im Kalten Krieg hätte folglich nur ein heisser Krieg gegeben – ein Krieg, von dem die Schweiz und mit ihr Europa und die Welt jedoch glücklicherweise verschont geblieben sind.

Anmerkungen

¹ Zit. nach: Däniker, Gustav: Schweizerische Abhaltestrategie heute und morgen (Ein Handbuch für Kader der Gesamtverteidigung), Frauenfeld 1987, (Schriften des SAD), S. 64.

² Für zusätzliche Informationen vgl. Braun, Peter: Von der Reduitstrategie zur Abwehr. Die militärische Landesverteidigung der Schweiz im Kalten Krieg 1945-1966, Diss. Univ. Zürich, Baden 2006, (Der Schweizerische Generalstab: Bd. 10).

³ Regl 51.20, Truppenführung (TF) 51, Ziff. 484-533, S. 133-151.

⁴ Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Organisation des Heeres (Truppenordnung) vom 10. Oktober 1950, in: BBI 1950, III, S. 112-153.

⁵ Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Änderung der Anhänge A und C zum Beschluss der Bundesversammlung betreffend die Organisation des Heeres (Truppenordnung) vom 18. Oktober 1955, in: BBI 1955, II, S. 807-810, hier S. 808.

⁶ Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Organisation des Heeres (Truppenordnung) vom 30. Juni 1960, in: BBI 1960, II, S. 321-388, hier S. 335f.

⁷ Protokoll der Sitzung des Nationalrates v. 28. u. 29.9.1960, in: AmtlBull NR, 1960, S. 545-691.

⁸ Protokoll der Sitzung des Ständerates v. 12.1960, in: AmtlBull SR, 1960, S. 240-272.

⁹ Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Beschaffung von Kriegsmaterial (Rüstungsprogramm 1961) vom 16. März 1961, in: BBI 1961, I, S. 164-185.

¹⁰ Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Beschaffung von Kampfflugzeugen (Mirage III S) und von weiterem Material für die Fliegertruppen vom 25. April 1961, in BBI 1961, I, S. 793-823 und Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Verstärkung der terrestrischen Fliegerabwehr vom 14. Juni 1961, in: BBI 1961, II, S. 173-191.

¹¹ BAR J I.180, 1, Handschriftliche Erinnerungen betr. die Armee von Georg Züblin, Oberstkorpskommandant, 1914-1975, S. 194.

¹² Ernst, Alfred: Die Konzeption der militärischen Landesverteidigung 1806-1966, Stuttgart 1971, S. 299.

¹³ Braun, Peter: «Der Bogen darf nicht überspannt werden.» Die Suche nach einer neuen Luftverteidigungskonzeption Ende der fünfziger Jahre und die Beschaffung des *Mirage III*S, Liz. Univ. Zürich 2000, Ms.

¹⁴ Motion Bringolf, in: AmtlBull NR, 1964, S. 258.

¹⁵ Zur Genese und Inhalt der Abwehrdoktrin siehe ausführlich: Braun, Reduitstrategie, S. 877-942 und ders.: Der lange Weg zur Abwehrkonzeption 66: Historische Bezüge der Konzeption vom 6.6.66, in: Planungsstab der Armee/Militärdoktrin (Hrsg.): Die Konzeption vom 6.6.66 – 40 Jahre danach, Bern 2007, S. 26-39; daneben vgl. auch: Senn, Hans: Entstehung, Redaktion und Umsetzung der Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6.6.66, in: ebd., S. 40-47 und Seethaler, Frank: Militärische Aspekte der Konzeption 66 aus Sicht des Zeitzeugen, in: ebd., S. 68-74.

¹⁶ Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6. Juni 1966, in: BBI 1966, I, S. 853-877, hier S. 863.

¹⁷ Ebd.

¹⁸ Regl 52.20/I, Weisungen für die operative Führung (WOF) 66, Ziff. 47, S. 16.

¹⁹ Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6. Juni 1966, in: BBI 1966, I, S. 853-877, hier S. 863.

²⁰ Ebd.

²¹ Ernst, a.a.O., S. 375.

²² Vgl. dazu: Däniker, Gustav: Von der «Praga»-Kompanie zur Mechanisierten Division, in: Auf den Spuren der Mechanisierten Division 4. Eine Heeresinheit im Wandel der Zeit, Solothurn 1994, S. 17-20; bes. S. 19; Portmann, Kurt: Die Mechanisierte Division 4 im operativen Konzept des Feldarmeekorps 2, in: ebd., S. 21-26; bes. S. 25f.; Beck, Roland: Die Einsatzdoktrin der Mech Div 11: Vom Gegensatz zum Kampf in operativen Bewegungsräumen, in: Mech Div 11. Die Mechanisierte Division 11 1962-1994, Winterthur 1994, S. 44-49, hier S. 44: «War die Infanterie an der Ostfront des Zweiten Weltkrieges in einem lockeren und weitmaschigen Netz von Stützpunkten und Sperrstellungen eingesetzt, so führte der flächendeckende Einsatz der Infanterie in unserem Gelände rasch zu grösseren Schwierigkeiten im Kampf der verbundenen Waffen. Nicht endenwollende Absprachen zwischen raumbundenen und beweglich kämpfenden Truppenkörpern beherrschten die Manöverszene und liessen Böses erahnen für den Ernstfall.»

²³ Däniker, Gustav: Selbstbehauptungsstrategien im Kalten Krieg, Aus der Werkstatt des Stabschefs Operative Schulung während der 80er Jahre, Frauenfeld 1996, S. 166-171.

²⁴ Siehe: Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6. Juni 1966, in: BBI 1966, I, S. 853-877, hier S. 866.

²⁵ Zu den Änderungen im Detail siehe: Wyss, Gerhard: Evolution statt Revolution. Die Revisionen der TO 61 von 1962-1991, in: ASMZ 7/8 (1991), S. 421f.

²⁶ Zur Entwicklung der schweizerischen Panzerwaffe vgl. Heer, Fred: Die materiellen Mittel der Mech Div 11: Vom Renault bis zum Leopard, in: Mech Div 11. Die Mechanisierte Division 11 1962-1994, Winterthur 1994, S. 50-54.

²⁷ Kurz, Hans Rudolf: Die Geschichte der Schweizer Armee, Frauenfeld 1985, S. 193-198.

²⁸ Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6. Juni 1966, in: BBI 1966, I, S. 853-877, hier S. 863f.

²⁹ Moser, Sepp: Operation Null. Die Schweiz sucht ein Kampfflugzeug, Zürich 1973.

³⁰ McPhee, John: La Place de la Concorde Suisse, New York 1984, S. 32.

Die Planung der Abwehr in der Armee 61 in ihrem historischen Kontext

Mit der Veröffentlichung der Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6.6.1966 und dem Erlass der geheim klassifizierten *Weisungen für die operative Führung 1966*, welchen der Status «Doktrin» zuerkannt wurde, war das als «Abwehr» bezeichnete Kampfverfahren der Schweizer Armee für den Fall eines konventionell-atomar geführten militärischen Angriffs auf die Schweiz keineswegs umgesetzt. Dies hatte die Planung der Gruppe für Generalstabsdienste zu leisten. Im Gegensatz zu operativ nicht durch Konzeptionen gebundene Planungen stehender Armeen reduzierten sich die schweizerischen Planungen auf die Befehlsgebung zur Umsetzung des in der Konzeption 66 festgelegten operativen Vorgehens. Dies zeigten Ausführungen von Generalstabschef Jürg Zumstein aus dem Jahre 1985, als er auf die Frage, was «Kriegsbereitschaft» hiesse, zur Antwort gab: «Heute [im Gegensatz zum Zweiten Weltkrieg] ist der Einsatz der Armee geplant. Es sind verschiedene Fälle vorbereitet, und es ist unsere Aufgabe, die Planung, diese Befehle und die darauf sich abstützenden Massnahmen à jour zu halten...»¹ Diese Befehle, d.h. die Einsatz- und Operationsbefehle der Armee und der Grossen Verbände, das war die «schweizerische Planung» zwischen 1966 und 1994. Diese Planung ist nicht gleichzusetzen mit den Landesverteidigungsplänen des 19. Jahrhunderts, die mehr einer Generalidee der Mobilmachung und der Kampfaufstellung der Gesamtarmee entsprachen. Unter dem Einfluss der deutschen Auffassung des Bewegungskrieges wurden bis 1939 keine Operationspläne mehr angelegt, was General Guisan in seinem Bericht zum Aktivdienst heftig kritisierte.² Im Bericht des Bundesrates zum Aktivdienst wurde dagegen durch den Wille-Schüler Edgar Schumacher das Konzept des freien Führerentschlusses verteidigt. In den 1950er Jahren gab es nur Rekognoszierungen möglicher Armeestellungen. Erst die Konzeption 66 machte es möglich, vor dem Hintergrund des flächendeckenden Verteidigungsdispositivs und der den Armeekorps zugeteilten Räumen die Kampfaufstellung der Armee festzulegen und in Befehlskaskaden herunterzubrechen.

Weitaus schwieriger ist es zu bestimmen, was mit Gewinn als «historischer Kontext» konstruiert und dargestellt werden soll. Eine Darstellung des historischen Kontextes ist abhängig von der Flughöhe der Betrachtung und den zur Verfügung stehenden Untersuchungen und Studien. Ich hätte versuchen können, eine maximale Flughöhe der Betrachtungsweise anzustreben und die «schweizerischen Planungen» im Lichte des tausend Seiten starken Werks *Geschichte Europas von 1945 bis zur Gegenwart von Tony Judt*³ zu beleuchten: das Resultat wäre blass, unkenntlich, ohne Zugewinn geblieben. Als historischer Kontext soll hier nicht die globalgeschichtliche Umwelt verstanden werden, sondern das europäische militärstrategische Umfeld und die schweizerischen Rahmenbedingungen, welche bei der Umsetzung der Konzeption der militärischen Landesverteidigung von 1966 zum Tragen kamen.

Für den schweizerischen Kontext bin ich gezwungen, angesichts des Forschungsstandes – es gibt so gut wie keine Untersuchungen zur Entwicklung der Schweizer Armee nach 1966 – auf ein wenig systematisches Verfahren zurückzugreifen. Ich durchforste meine seit vierzig Jahren angehäuften Dokumentensammlung und zimmere aus diesen spärlichen Quellen eine historische Darstellung, die zumindest verspricht, einige Konturen des «historischen Kontextes» der schweizerischen Planungen zu erkennen. Die Ortung dieser Konturen soll dazu dienen, künftigen Untersuchungen der Entwicklung des Umfeldes und der Ausgestaltung der Konzeption 66 erste Hinweise zu geben. Bei der Lektüre der aus der Sammlung gezogenen Dokumente (Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6.6.1966; Elemente einer strategischen Konzeption von Alfred Ernst vom 7.10.1966; Weisungen für die operative Führung 66; Bericht Schmid; Sicherheitspolitischer Bericht 73; Armeeleitbilder 80 und 84-87 usw.) fällt auf, wie wenig präzise die Veränderungen der möglichen gegnerischen Potenziale benannt werden und wie stark selbstreferentiell die Weiterentwicklung der schweizerischen Streitkraft dargestellt wird.

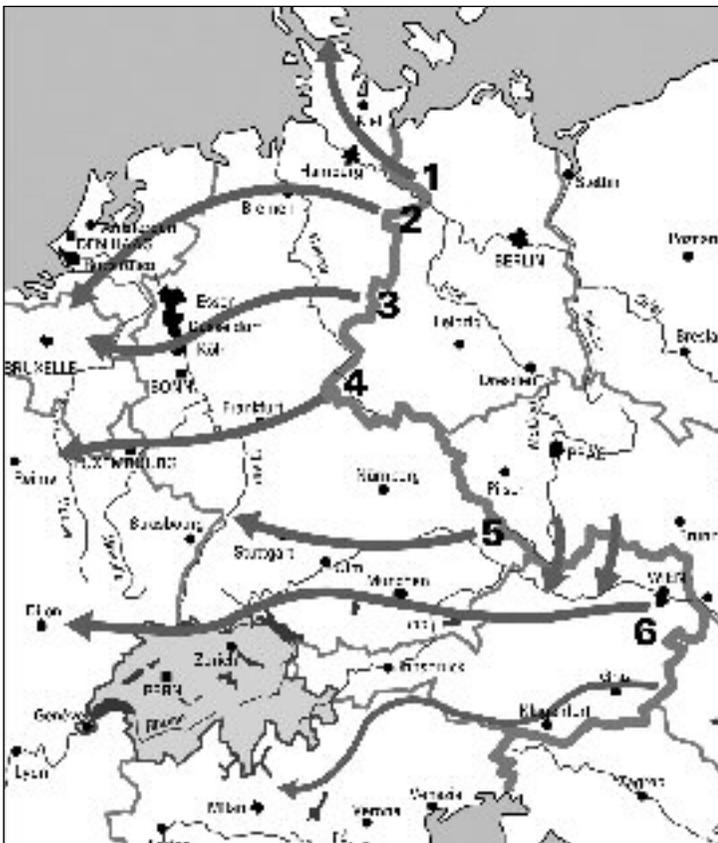
Der militärisch-politische Kontext der Blockbündnisse

Es ist deshalb notwendig, auf einige Merkmale der beiden militärisch-politischen Blockbündnisse, mit denen die Schweiz im Betrachtungszeitraum konfrontiert war, hinzuweisen:

- die Zergliederung des NATO-Gebietes auf zwei Kontinenten;
- das Fehlen einer räumlichen Tiefe der NATO in Europa;
- die kontinentale Lage, welche die UdSSR einem Zweifrontenkrieg aussetzen könnte;
- die Funktion der sechs verbündeten Staaten (WAPA) der Sowjetunion als Puffer und Aufmarschstaaten sowie
- das beträchtliche konventionelle Übergewicht des WAPA gegenüber der NATO, insbesondere im nördlichen Kriegstheater.

Das Übergewicht des Warschauer Paktes im konventionellen Bereich konnte die NATO bzw. die USA nur nuklear ausgleichen. Es bestand jedoch für Westeuropa die Gefahr, dass die nukleare Abschreckung der NATO durch den WAPA unterlaufen werden konnte. Die seit Mitte der 1960er Jahre gültige US-amerikanische Strategie der *flexible response* hatte eine Lücke. Wie stand es mit den sowjetischen Raketen, die vom Boden der UdSSR auf Westeuropa zielten? War dies ein «nuklear-taktischer» Fall oder war dies eine «nuklear-strategische» Angelegenheit, weil eine der beiden Supermächte beteiligt war? Die europäischen NATO-Partner fürchteten die mögliche «Abkoppelung der USA vom europäischen Kriegsschauplatz», d.h. den Umstand, dass der Krieg zu Ende sein könnte, wenn die UdSSR Westeuropa atomar geschädigt in ihrer Hand hätte, die USA jedoch nicht einsehen würden, weshalb sie wegen eines schon «zerstörten» Europas ihren eigenen Untergang in einem Atomkrieg mit der UdSSR riskieren sollten. In diesem Fall wäre Westeuropa der UdSSR politisch-militärisch ausgeliefert gewesen. Mit der Stationierung der SS-20 Raketen in Osteuropa spitzte sich diese Lage zu und führte zum NATO-Doppelbeschluss des Rückzuges oder der NATO-Nachrüstung.

Soviel zum europäischen militärischen Kontext der Konzeption der militärischen Landesverteidigung von 1966 und zur Konzeption der Gesamtverteidigung von 1973. Diese beiden Konzeptionen waren ausgerichtet «auf den mit konventionellen und den mit AC-Waffen geführten Krieg, sofern die Intensität der Wirkung [der AC-Waffen] eine geordnete operative Führung noch zulässt.»⁴ Die Abwehr sollte soweit möglich auch gegen einen atomar vorgehenden Gegner geführt werden. Deshalb die massiven Anstrengungen des Zivilschutzes, um eine Kriegführung unter atomaren Bedingungen führbar und überlebar zu machen. Ebenso wurde davon ausgegangen, mit einem auf die Schweiz ausgerichteten Doppelschlag eines inneren und äusseren Angriffs konfrontiert zu sein. Davon zeugen die mit Wissen des Nachrichtendienstes geführten 550000 Fichen observierter Personen mit schweizerischem Wohnsitz, welchen potenziell eine Beteiligung an einem inneren subversiven Angriff unterstellt wurde. Dies waren die beiden zivilen Hauptsäulen der Gesamtverteidigung, welche die Abwehr unter erschwerten Bedingungen möglich machen sollten.



Karte 2:
Operative Hauptstossrichtungen der Streitkräfte des Warschauer Paktes im Falle eines Angriffs auf Westeuropa. Rekonstruktion aufgrund von Aktenfunden in der DDR nach 1989. Angesichts des nach wie vor sehr restriktiv gehandhabten Zugangs zu russischen Archiven ist es bis heute nicht gelungen, eindeutige Beweise für derartige sowjetische Offensivplanungen beizubringen.

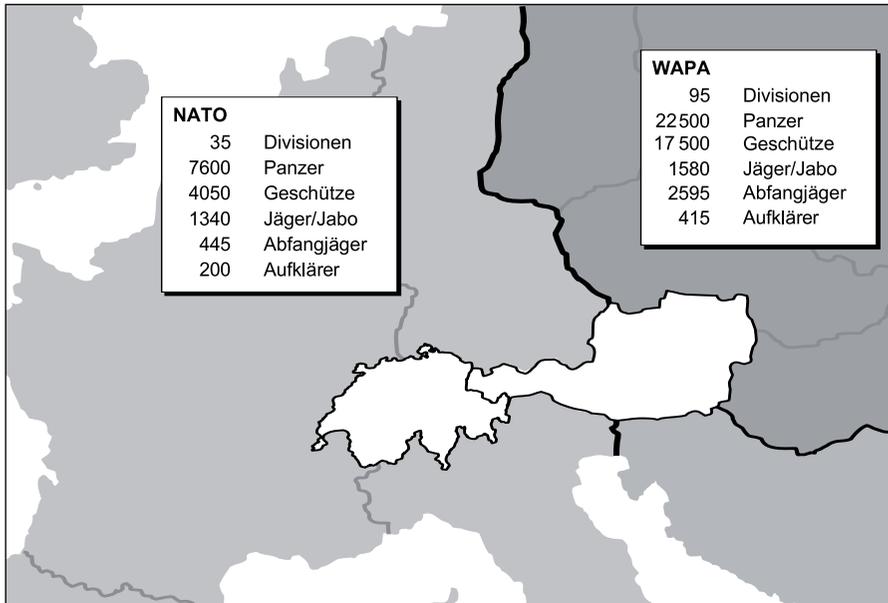


Abb. 10: Das militärische Potenzial der NATO und des Warschauer Paktes in Zentraleuropa Mitte der 1980er Jahre.

Innenpolitischer Kontext der Abwehr: Mittelbeschaffung im Spannungsfeld von Partei- und Finanzpolitik

In der Folge ist lediglich vom engeren militärischen Kontext der Umsetzung der Konzeption 66 gegen einen äusseren militärischen Angriff die Rede. Dabei sollen nach einer knappen Darstellung der Entstehung und des Kerns des Abwehrkonzeptes holzschnittartig drei Kontextbereiche der Realisierung des Abwehrkonzeptes skizziert und abschliessend mögliche künftige Untersuchungsfelder zur Diskussion gestellt werden.

Die Umstände der Entstehung und der Kern des Abwehr-Konzeptes

Seit dem 19. Jahrhundert standen sich im schweizerischen Militärdiskurs immer wieder ein stark am Gelände angelegtes, rein defensives Konzept auf der einen Seite und Konzepte der beweglichen Kampfführung auf der anderen Seite gegenüber. Nach dem Zweiten Weltkrieg setzte sich im sogenannten Konzeptionsstreit 1959/60 das Konzept einer mobilen Kampfführung, welche die operative Entscheidung – den Sieg – sucht, durch. Obwohl beträchtliche Rüstungskredite gesprochen wurden, hätte die Einlösung der historiographisch auch *mobile defense* genannten Konzeption wesentlich mehr mechanisierte und aviatische Mittel erfordert, als bewilligt wurden.

Der Mirageskandal sollte dieser operativen Konzeption das Genick brechen. Wegen enormer Kostenüberschreitungen musste die Anzahl Maschinen von 100 auf 57 reduziert werden, und der für die bewegliche Kampfführung notwendige Luftschirm konnte mit dieser Anzahl Flugzeuge nicht mehr sichergestellt werden. Mittels einer parlamentarischen Motion wurde eine «Gesamtkonzeption» der Landesverteidigung eingefordert. Resultat war die Konzeption 66 der militärischen Landesverteidigung, welche volle 28 Jahre bis 1994 in Kraft bleiben sollte.⁵

Was ausgeschlossen wurde, waren alle operativ rein defensiven Konzepte sowie, konsequenterweise, «ein die operative Entscheidung suchender Bewegungskrieg». An die Stelle dieser Kampfverfahren sollte die «Abwehr» treten: «Demgegenüber führt unsere Armee, ihrer Aufgabe und Eigenart entsprechend, auf operativer Stufe einen Abwehrkampf, der darauf ausgerichtet ist,

- den Gegner durch mehrere in die Tiefe gestaffelte Abwehrzonen zu kanalisieren und abzunützen;
- die vorderen Treffen des Gegners von den rückwärtigen zu trennen, indem die Flugwaffe das Gefechtsfeld abzuschirmen sucht und die Erdtruppen danach trachten, durch Gegenangriffe und Überfälle Verstärkung und Versorgung der feindlichen Angriffsspitzen immer wieder zu unterbinden;
- in die Tiefe des Abwehrraumes eingebrochene oder aus der Luft gelandete feindliche Streitkräfte durch Gegenangriffe mechanisierter Verbände mit Unterstützung der Flugwaffe zu zerschlagen.»⁶

Zu ergänzen und zu präzisieren ist, dass für die Kanalisierung und Abnützung des Gegners praktisch das ganze Land flächendeckend mit Truppen belegt werden sollte und das Gelände verstärkt wurde; dass es bei den Gegenschlägen der mechanisierten Verbände darum ging, den Gegner möglichst zu schädigen, wenn nicht kampfunfähig zu machen, aber nicht um das Wiedergewinnen von Raum. Zu ergänzen ist zudem, dass, wenn immer möglich, ein Restterritorium im Alpenraum behauptet und nach der Aufreißung der eigenen Kräfte in den organisierten Widerstandskrieg übergegangen werden sollte.

In den Weisungen für die operative Führung aus demselben Jahr wurde Abwehr – auf französisch treffend «*défense combinée*» – wie folgt definiert: «Abwehr ist eine gemischte Kampfform zum Zweck der Behauptung des zugewiesenen Raumes. Sie besteht aus inhaltlichem Widerstand, Verteidigung und Gegenangriff oder Gegenschlag.»⁷

Die Konzeption 66 wurde im Parlament und in den Medien, wie in der Öffentlichkeit äusserst positiv aufgenommen, innerhalb der Armee blieben jedoch die beiden Lager des Konzeptionsstreites erhalten und versuchten bis in die 1970er Jahre ihre Auffassungen zur Geltung zu bringen.⁸ Festzuhalten ist, dass die Konzeption 66 vor allem im Rüstungsbereich ganz wesentlich ein Wechselgeschäft auf die Zukunft war.⁹ Nicht von ungefähr enthielt sie nicht nur das operative Konzept der Abwehr, sondern auch Planungsgrundlagen zur künftigen Ausgestaltung der militärischen Landesverteidigung und Ausführungen zu den finanziellen Grundlagen der langfristigen Planung.

Die Einbettung der Konzeption 66 in das schweizerische strategische und sicherheitspolitische Denken der 1970er und 1980er Jahre

Die Festlegung des operativen Konzeptes der Schweizer Armee erfolgte im Bewusstsein, dass es sich nur um den militärisch-operativen Teil einer auf eine totale Landesverteidigung ausgerichteten Gesamtverteidigung handelte, dass die zivile Landesverteidigung fehlte und dass es sich lediglich um ein Element einer umfassenden schweizerischen Strategie handelte. Aus der Sicht der heutigen Politikwissenschaft wurde also das Pferd am Schwanz aufgezümt, indem mit der detaillierten Festlegung der Kampfführung und den prospektiv dafür notwendigen Mitteln begonnen wurde und nicht mit einer sicherheitspolitisch orientierten Grand Strategy.¹⁰ Dies wurde dann mit dem Bericht Schmid und dem Bericht 73 in der Form eines Etikettenschwindels nachgeholt, indem der Bericht zur Gesamtverteidigung mit Sicherheitspolitischem Bericht überschrieben wurde. Dies auch, um die politische Linke bei der Stange zu halten.¹¹

In diesem Zusammenhang ist es interessant zu beobachten, wie Begriffe ausgetauscht und neu belegt wurden: Totale Verteidigung wurde durch Gesamtverteidigung ersetzt. Sprach die Konzeption 66 noch von der Bewahrung der Unabhängigkeit der Schweiz durch Kriegsverhinderung und Krieg, wurden mit dem stark von Gustav Däniker geprägten sicherheitspolitischen Denken Dissuasion und Selbstbehauptung dominant, in den 1980er Jahren schliesslich wurde der Begriff Sicherheit immer prominenter und sollte langfristig einer breiten nicht-militärischen Verwendung der Armee den Weg ebnen.

Entwicklung der militärpolitischen Lage und Rückwirkungen auf die Rüstungspolitik

Der Mirageskandal kam militärpolitisch für die Schweiz einem Erdbeben gleich, daran änderte auch der allgemeine Beifall für die Konzeption 66 nichts. Der Mirageskandal wirkte sich militärpolitisch in zweifacher Weise aus:

Zum einen bewirkte er bei der Freisinnig-demokratischen Partei (FDP) einen Schock: erstmals seit 1848 ging sie in Sachen Militär auf Distanz und wollte nicht mehr als Militärpartei dastehen, um nicht die ganze öffentliche Ungunst der Mirageaffäre auf sich zu ziehen.¹² Sie verweigerte Paul Chaudet nicht nur die Wahl zum Bundespräsidenten, was zu seinem Rücktritt führte, sie wollte auch das EMD loswerden, was ihr nach einem kurzen Intermezzo mit Bundesrat Nello Celio auch gelang. Das undankbare Departement wurde an Bundesrat Rudolf Gnägi von der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei (BGB) weitergereicht.

Zum anderen ermöglichte der Mirageskandal der Sozialdemokratischen Partei (SPS) die Wiederaufnahme eines latent im pazifistischen Flügel immer vorhandenen Oppositionskurses in Sachen Militär. Gerade um diese Zeit wurde die alte Garde um Walther Bringolf, Hans Oprecht und Robert Bratschi abgelöst und durch Andreas Gerwig und Helmut Hubacher ersetzt, der nun während Jahren in einer dosierten Skandalisierung des Militärs ein Betätigungsfeld fand. Sein *Schwarzbuch EMD* sollte ein Bestseller werden.¹³

Was hat das mit dem historischen Kontext der schweizerischen Planungen zu tun? Militärische Planung ist und war immer auch Finanz- und Wirtschaftspolitik. Seit dem Mirageskandal wurde die Militärpolitik noch stärker als vorher über die Finanzpolitik gesteuert. Obwohl zu Zeiten des Kalten Krieges die bürgerliche Mehrheit bei Militärvorhaben nie in Frage gestellt war, wurde fortan um Rüstungsvorhaben viel intensiver gestritten und auch Spar- und Verzichtsprogramme wurden durchgezogen. Wohl am deutlichsten kam dies 1972 beim *Milan-Corsair*- «Nullentscheid» für ein neues Kampfflugzeug zum Ausdruck. Im Bereich der Luftverteidigung führte dieser Beschluss auch zu einer Konzeptionsänderung. Es wurde nun eine Raumschutz-Lücke festgestellt und zu deren Behebung eine neue Kampfflugzeugbeschaffung eingeleitet, welche zur Beschaffung des *Tigers* für den Raumschutz und weiterer *Occasions-Hunter* für den Erdkampf führte.¹⁴ Die Konzeption 66 «behalte ihre volle Gültigkeit», betonte aber Bundesrat Gnägi an der Generalversammlung der Schweizerischen Offiziersgesellschaft von 1973.¹⁵

Wie sehr die Mittelbeschaffung für die Realisierung des Abwehrkonzeptes von wirtschaftspolitischen Einflüssen beherrscht wurde, zeigt das Beispiel der Beschaffung des Schweizer *Panzers 68*. Er wurde trotz seinen gravierenden Mängeln vor allem deshalb beschafft, weil damit die durch den direkten Einkauf der Panzerhaubitzen M 109 in den USA der Schweizer Industrie entgangenen Aufträge kompensiert werden konnten. «Ce n'est pas une nécessité militaire, c'est une nécessité industrielle», argumentierte Bundesrat Celio.¹⁶ Mit dem Arbeitsplatzargument konnten für die Rüstungsvorlagen meistens komfortable, die Linke mitumfassende Mehrheiten gefunden werden. In der öffentlichen politischen Arena nahm der Stellenwert des Arbeitsplatzargumentes jedoch seit den 1980er Jahren ab. Angesichts der massiven Ausdehnung der Staatsfinanzen kam die FDP von ihrer gesellschafts- und staatspolitischen Haltung finanzpolitisch noch mehr in die Zwickmühle als schon in den 1950er und frühen 1960er Jahren, während die SPS die wachsende militärkritische Klientel mit «Sparen beim Militär» bei Laune hielt, mit Erfolg Bildungs- und Sozialausgaben gegen Militärausgaben ausspielte und sich in den 1980er und 1990er Jahren mit Rüstungsreferenden und Halbierungsvorschlägen zu profilieren suchte. Diese militärpolitischen Zusammenhänge sollten Auswirkungen auf die Weiterentwicklung der Armee 61 und des Abwehrkonzeptes haben.¹⁷

Die Problematik der Mittelbeschaffung und der Erhaltung der Reinheit der Konzeption 66: Armeeleitbilder 1975 und 1982

Das in den frühen 1970er Jahren ausgearbeitete Armeeleitbild von 1975 für die 1980er Jahre kam alles in allem sehr moderat daher. Gerechnet wurde inskünftig generell mit verkürzten Vorwarnzeiten und allenfalls «überraschenden Aktionen». Daraus wurde eine Verbesserung der zeitgerechten Erstellung der Abwehrbereitschaft abgeleitet. Da der Kampf auch in den 1980er Jahren «schwergewichtsmässig mit mechanisierten Mitteln» geführt werden sollte, wurde eine substantielle Verbesserung der Panzerabwehr ins Auge



Abb. 11: Vom Schweizer *Panzer 68* wurden zwischen 1968 und 1975 insgesamt 300 Stück beschafft. Nachdem 1979 in der Öffentlichkeit erhebliche konstruktive Mängel bekannt geworden waren, verzichtete der Bundesrat auf weitere Panzer-Eigenentwicklungen.



Abb. 12: Dank der Beschaffung der aus den USA stammenden drahtgelenkten Panzerabwehrenkwaufe PAL BB 77 (*Dragon*) verbesserte sich die infanteristische Panzerabwehrfähigkeit markant.

gefasst: Vermehrung und Leistungssteigerung der Panzerabwehrwaffen und Modernisierung von Panzern. Die Pannenbehebung am *Panzer 68* wurde also als «Modernisierung von Panzern» verkauft. Die Vermehrung der Panzerabwehrwaffen führte zur Beschaffung des Systems *Dragon*. Zudem bedingte die erhöhte Bedrohung aus der Dritten Dimension eine Verstärkung der Mittel für die Luftverteidigung im Bereich der Flugwaffe und der Fliegerabwehr.

Explizit festgehalten wurde an der «dichten Belegung des gesamten Operationsraumes Schweiz», weil vertikale Umfassungen befürchtet wurden. Konsequenterweise wurde die Aufrechterhaltung «möglichst grosser Bestände an Kampftruppen» gefordert. Da die Babyboomer der Nachkriegszeit nun in der Armee waren, stellte dies kein Problem dar.

Problematisch war jedoch die Alimentierung des auch in den Feldarmee korps vorhandenen Trains, rechnete man doch mit einem Ausfall von rund 4000 Trainpferden in den nächsten zehn Jahren, und dies obwohl per 1. Januar 1974 gerade die Kavallerie aufgelöst worden war.

Unter ganz anderen Voraussetzungen entstand das Armeeleitbild von 1982. Gustav Däniker bezeichnete die Periode zwischen 1980 und 1985 als Zeit der «Hysterie». Der Warschauer Pakt hatte seinen konventionellen Vorsprung weiter ausgebaut und die Lücke in der Strategie der *flexible response* der NATO war von der Sowjetunion nicht nur erkannt, sondern mit der Stationierung der Mittelstreckenraketen SS-20 in Osteuropa auch potenziell ausgenutzt worden, was zum NATO-Doppelbeschluss führte. Diese neue Lage bewirkte nicht nur eine Intensivierung der Erneuerung der Armee, sondern führte im Rahmen der europaweiten Friedensbewegung 1982 auch zur Gründung der Gruppe Schweiz ohne Armee (GSoA), welche die schweizerische Armeedebatte wieder stärker selbstreferentiell werden liess. Es ging ja um die Schlachtung oder Fütterung einer schweizerischen «Heiligen Kuh».

Bereits 1979 begann das Ringen um das neue Armeeleitbild: Der Verein zur Förderung des Wehrwillens und der Wehrwissenschaften (VFWW) intensivierte die Produktion von Traktaten gegen die Vernachlässigung der Bewaffnung und der damalige Generalstabschef, Korpskommandant Hans Senn, publizierte im Frühjahr 1979 «auf Anregung von Oberst Däniker» als ASMZ-Beilage eine Studie, welche «anhand bestehender Simulationsmodelle das Potenzial zur Bekämpfung von Panzern und zur Abwehr von Luftangriffen» durch Hochrechnungen schätzte.¹⁸ Im Schlusswort sah sich Senn veranlasst, das EMD gegen den Zürcher Alarmismus in Schutz zu nehmen: «Der Planungsberg des EMD hat nicht bloss Mäuse geboren, wie in Zürcher Offizierskreisen behauptet worden ist, sondern auch einige respektable Grosswildherden, wie zum Beispiel rund 2500 «Drachen», 400 «Nashörner» in Gestalt der Panzer 68, 450 «Elephanten» von der Art M-109, 100 «Tigerraubkatzen» und 60 «Schwertfische», genannt Rapier.»¹⁹ Senn zählte also auf, was mit den Planungen der 1970er Jahre rüstungsmässig erreicht worden war.

In der *Neuen Zürcher Zeitung* wurde sogar davon gesprochen, dass ein «neuer Konzeptionsstreit hinter den Kulissen» ausgebrochen sei. Nach Erich A. Kägi sollten sich folgende Kontroversen ergeben: «[...] über die Gegenschlagsfähigkeit der das Gros unserer

Panzerwaffe stellenden Schweizer Panzer, über die zweckmässige Panzerabwehr auf der Stufe des Infanterieregiments, über die die Frage, ob nicht anstelle des neuen, komplexen Kampfpanzers eine grössere Anzahl relativ preisgünstiger Panzerjäger beschafft werden sollen und über die Rolle der Artillerie gegenüber gegnerischer Artillerie.»²⁰

Ausgelöst hatte die Kontroversen ganz offensichtlich der Bericht des Ausschusses der nationalrätlichen Militärkommission, welche die Mängel am Schweizer Panzer 68 zu untersuchen hatte und dabei dessen Gegenschlagsfähigkeit in Frage stellte: «Es ist deshalb ungewiss, ob die geltende Konzeption künftig noch in allen Teilen realisiert werden kann.»²¹ Der Ausschuss verlangte vom Bundesrat einen Bericht zur Frage, «ob die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6. Juni 1966 in bezug auf den Einsatz mechanisierter Verbände unter den heutigen Umständen noch volle Gültigkeit habe oder ob Modifikationen vorzunehmen seien.»²² Unter der Bedingung, dass die «wesentlichen Mängel des Panzers 68 behoben» würden, vermöchten die Panzerverbände «die Rolle, die ihnen im Rahmen der geltenden Konzeption zugeordnet ist, weiterhin zu erfüllen», beschied der geforderte bundesrätliche Bericht.²³ Das Armeeleitbild von 1982 verlangte jedoch neben neuen Panzerabwehrmitteln zur Ablösung der Pak 58 und neben neuen Sturmgewehren, Handgranaten, Panzerabwehrhelikoptern und Flablenk Waffen mit Nachdruck die Beschaffung eines neuen Kampfpanzers zur schrittweisen Ablösung und Vermehrung der in den Mechanisierten Divisionen eingesetzten Kampfwagen.

Es wird ganz offensichtlich, dass das Armeeleitbild von 1982 auf einen enormen Erneuerungsbedarf in der Rüstung der Armee hinwies, der zumindest mit der Beschaffung von neuen Sturmgewehren und Panzern auch eingelöst wurde. Was für immer ein Wunschtraum bleiben sollte, waren die Kampfhelikopter und die Raketenartillerie.

In den Jahren 1983/84 entbrannte vor dem Hintergrund des Armeeleitbildes von 1982 und dem Ausbaus schritt 1984-1987 eine Debatte zwischen dem ehemaligen Generalstabschef Hans Senn und dem Direktor der Abteilung für Militärwissenschaften der ETH, Divisionär Alfred Stutz. Stutz vermisste in der Weiterentwicklung der Armee die «Konzeptionstreue», welche er mit dem «Primat des Infanterieheeres» gleichsetzte, und befürchtete einen einseitigen Ausbau der mechanisierten Truppen auf Kosten der bisherigen Schwergewichtswaffe Infanterie. Stutz, der 1982 eine Studie zur Raumverteidigung verfasste hatte, die sich allerdings nicht auf die Schweiz bezog, sondern verschiedene Raumverteidigungskonzepte (Spannuchi etc.) referierte, priorisierte die Raumverteidigung vor der eigentlichen Abwehr und wandte sich gegen den Ausbau und die Separierung der mechanisierten Mittel von der Infanterie, welche den Kampf entscheiden sollte: Die militärische Entscheidung sei das Ergebnis von zahlreichen kleinen Gefechten auf den Stufen Zug bis Regiment. Sie könne durch die Grossen Verbände nicht beeinflusst werden. Das Schaffen von Reserven auf operativer Stufe bedeute «Schwergewichtsbildung ausserhalb des Hauptkampfes der Infanterie», für die Zeit «nach ihrer Niederlage». Sie führe zu einem «anderen, zweiten Krieg».²⁴

Divisionär Stutz blieb in seinen Erörterungen nicht nur auf der operativen Stufe stehen. Für ihn führte die Verschiebung der entscheidenden Gefechte weg von der Infanterie und



Abb. 13: KKdt Hans Senn, Generalstabschef (1977-1980).



Abb. 14: Div Alfred Stutz, Direktor der Abteilung für Militärwissenschaften an der ETH Zürich (1977-1984).

ihrem günstigen Gelände zu mobilen, mechanisierten und technologisch hochgerüsteten Spezialtruppen zur Aufgabe des Leitbildes der bestandesstarken Staatsbürger-Miliz, welche im verteidigungsstarken Gelände die Souveränität ihrer staatlichen Gemeinschaft verteidigt: «Ihren Soldaten ist doch fairerweise noch zuzubilligen, auch als Entscheidungsträger dieser Miliz verstanden zu werden. Es wäre wahrhaftig ein böser Bruch in der Logik des Systems, wenn der Hauptharst der Kämpfer in Vorphasen und Nebenaufgaben beschäftigt würde, die eigentliche Entscheidung aber durch andere, beispielsweise mechanisierte Verbände erzwungen werden müsste.»²⁵ Ob Divisionär Stutz bewusst war, dass er mit dieser Aussage das klassische Miliz-Modell Macchiavellis reproduzierte, wird zu überprüfen sein. Mit seiner treffenden Bemerkung, dass das auf der allgemeinen Wehrpflicht beruhende System der Staatsbürger-Miliz mit seinen das Staatsvolk repräsentierenden Kampfformationen «bedrohungsunabhängig» ist und dass ihm im Verein mit dem kampf günstigen nationalen Territorium der entscheidende Kampf zukommt, aktualisierte er den seit dem frühen 19. Jahrhundert immer wieder aufbrechenden Streit um die Frage, ob der Primat im Kampf um die Selbstbehauptung des Volkes des Kleinstaates seinen in der Milizarmee repräsentierten Staatsbürgern zukommt oder einem technologisch avancierten Waffensystem, welches durch eine kleine Anzahl spezialisierter Wehrpflichtiger bedient wird. Seine Bemerkung weist auch über die auf autonome Verteidigung ausgerichteten Armeen 61 und 95 hinaus und exponiert die Frage, was eine Staatsbürger-Miliz leisten soll, wenn Dissuasion und Verteidigungskrieg zur Bewahrung der Selbstbehauptung keine glaubhaften Zielsetzungen mehr bilden.²⁶



Abb. 15: Trotz erheblichen Investitionen in die Mechanisierung und ungeachtet anhaltender Auseinandersetzungen um die Konzeption blieb die Infanterie während der gesamten Dauer der Armee 61 die Hauptwaffengattung der Schweizer Armee.

Divisionär Stutz fand für seine Thesen wenig Unterstützung und wurde sogar mit dem «Kronzeugen der Infanteriearmee», Korpskommandant Alfred Ernst, konterkariert.²⁷ Die Entwicklung eines «Drei-Stufen-Prinzips» der Panzerverwendung (die leistungsfähigsten Panzer für operative Gegenschläge, weniger leistungsfähige für taktische Gegenschläge und die ältesten als gepanzerte mobile Panzerabwehr) ebenso wie die Beschaffung von 420 Kampfpanzern *Leopard 2* werfen ein deutliches Licht darauf, dass – völlig konform mit der Konzeption 66 – letztlich das mechanisierte Gegenschlagelement der Abwehr gestärkt wurde.²⁸

Die von Divisionär Stutz angestossene Diskussion macht deutlich, dass die Abwehr-Doktrin Interpretationsspielraum zuließ und durch die Mittelbeschaffung und die Ausrichtung der Kampfverfahren verschieden umgesetzt werden konnte. Der Disput um die Raumverteidigung in den 1980er Jahren, welcher auch in der Schweiz stark mit dem Namen Spannochi verbunden war, ist nur ein Beispiel für zukünftige Themen der schweizerischen Militärgeschichtsforschung.

Zentrale Fragestellungen zum Kontext der Abwehrkonzeption der Armee 61

Gustav Däniker wies in seinem Buch über seine Tätigkeit als Stabschef Operative Schulung darauf hin, dass die Abwehrdoktrin eigentlich «präventive Planung» bedeutete und zu einer «Mumifizierung der Armee» geführt habe.²⁹ Diese Einschätzung regt dazu an, zu untersuchen, wie weit sich das Abwehrkonzept auf die Fähigkeit der Kommandanten und Stäbe auswirkte und ob die Kompetenz, sich operativ flexibel und angemessenen zu verhalten, tatsächlich Schaden genommen hatte.

Zu untersuchen ist ferner, wie sich das Fähigkeits- bzw. Ausbildungsniveau bei Kommandanten, Stäben und der Truppe entwickelte und ob es dem für die Abwehr notwendigen aktiven Kampfverhalten entsprach. Seit Mitte der 1980er Jahre dürfte dies dank den Aktenablieferungen der mit der Armee 95 und Armee XXI aufgelösten Verbände möglich sein, vor den 1980er Jahren nur in Ausnahmefällen.³⁰

Die zentralste Frage wird jedoch sein, wie weit in den 28 Jahren, in der die Abwehrdoktrin gültig war, die Rüstungsdefizite nachholend wettgemacht werden konnten. Es wird zu fragen sein, welche Defizite bei der Festlegung der Abwehrkonzeption 1966 bestanden und welche neuen Defizite sich angesichts der militärtechnologischen Entwicklung und der Entwicklung der Militärpotenziale ergaben. Wie weit konnten diese Defizite behoben werden und wie weit wurde versucht, die Akzente der Konzeption 66 zu verschieben?

Anmerkungen

¹ Amstutz, Peter: Die Armee und die Schweiz. Jörg Zumstein im Gespräch mit Peter Amstutz, Freiburg 1985, S. 77.

² Vgl. Fuhrer, Hans Rudolf: Zum Vorwurf fehlender Aufmarschpläne bei Kriegsbeginn, in: *La Suisse et la Seconde Guerre mondiale*, Bd. 1, Pully 1995, S. 60-81.

³ Judt, Tony: *Geschichte Europas von 1945 bis zur Gegenwart*, München 2006.

⁴ Regl 51.20/I, Weisungen für die operative Führung (WOF) 66, Vorbemerkungen.

⁵ Für einen Überblick zur Entstehung der Konzeption 66 siehe: Planungsstab der Armee/Militärdoktrin (Hrsg.): *Die Konzeption vom 6.6.66 – 40 Jahre danach*, Bern 2007. Für eine vertiefte Betrachtung siehe: Braun, Peter: *Von der Reduitstrategie zur Abwehr. Die militärische Landesverteidigung der Schweiz im Kalten Krieg 1945-1966*, Diss. Univ. Zürich, Baden 2006, (Der Schweizerische Generalstab; Bd. 10).

⁶ Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6. Juni 1966, in: BBl 1966, I, S. 853-877.

⁷ Regl 51.20/I, WOF 66, S. 61.

⁸ Seethaler, Frank: *Militärische Aspekte der Konzeption 66 aus der Sicht des Zeitzeugen*, in: Planungsstab der Armee/Militärdoktrin (Hrsg.): *Die Konzeption vom 6.6.66 – 40 Jahre danach*, Bern 2007, S. 68-74; Senn, Hans: *Auf Wache im Kalten Krieg. Rückblick auf mein Leben*, Zürich 2007, (GMS Schriftenreihe; Bd. 28), S. 96. Amrhein, Jens: *Von der nuklearen Abschreckung zur Dissuasionsstrategie. Das militärische Denken des Militärpublizisten und Strategieexperten Gustav Däniker 1960-1975*, Liz. Univ. Zürich 2007, Ms., S. 95.

⁹ In der NZZ vom 22.1.1973, S. 22 schaltete die FDP «Thesen zur Landesverteidigung» und hielt dabei fest: «Damit die Armee der Konzeption von 1966 gerecht werden kann, müssen primär die Panzerabwehr aller Waffen, die mechanisierten Gegenschlagsverbände, die Fliegerabwehr und die Flugwaffe sowie die Artillerie ausgebaut werden. Aber auch anderes, abgenutztes und veraltetes Kriegsmaterial muss ersetzt werden.»

¹⁰ Breitenmoser, Christoph: Strategie ohne Aussenpolitik. Zur Entwicklung der schweizerischen Sicherheitspolitik im Kalten Krieg, Diss. Univ. Zürich, Bern [u.a.] 2002, (Studien zu Zeitgeschichte und Sicherheitspolitik; Bd. 10).

¹¹ Amrhein, a.a.O., S. 94.

¹² Blancpain, Noé: «Wir Freisinnigen haben für die Armee einzustehen». Die Militärpolitik der Freisinnig-demokratischen Partei 1944-1966, Liz. Univ. Zürich 2008, Ms.

¹³ Sozialdemokratische Partei der Schweiz (Hrsg.): Schwarzbuch EMD. Notizen zur «Panzer-schlacht», Bern 1979.

¹⁴ Chevallaz, Georges-André: Wehrwille, in: NZZ, 18.2.1973, S. 37f.

¹⁵ NZZ, 18.6.1973, S. 21.

¹⁶ Mängel am Panzer 68: Bericht des Ausschusses über seine Abklärungen sowie Schlussfolgerungen der Militärkommission des Nationalrates vom 17. September 1979, in: BBl 1979, II, S. 1463.

¹⁷ Zur Entwicklung der Militärpolitik siehe: Année politique suisse/Jahrbuch Schweizerische Politik, Bern 1966-2008.

¹⁸ Senn, Hans: Kann die Armee ihren Auftrag erfüllen? Beilage zur ASMZ 3 (1979).

¹⁹ Amrhein, a.a.O., S. 15.

²⁰ NZZ 1981/Nr. 19, S. 33.

²¹ Mängel am Panzer 68: Bericht des Ausschusses über seine Abklärungen sowie Schlussfolgerungen der Militärkommission des Nationalrates vom 17. September 1979, in: BBl 1979, II, S. 1515.

²² Ebd., S. 1516.

²³ Bericht über den Einsatz der mechanisierten Verbände vom 3. Dezember 1979, in: BBl 1980, I, S. 426-440. Zur Reaktion des Nationalrates auf den Panzerbericht siehe: NZZ, 3.10.1979, S. 31 und NZZ, 21.3.1980, S. 37.

²⁴ Senn, Hans: Sind Struktur und Einsatzkonzeption unserer Armee überholt?, in: ASMZ 1 u. 2 (1984), S. 7 und 67. Replik: Stutz, Alfred: Einsatzkonzeption überholt?, in: ASMZ 3 (1984), S. 143. Duplik: Senn, Hans: Zum Artikel «Einsatzkonzeption überholt?», in: ASMZ 4 (1984), S. 201. Sowie Stutz, Alfred: Raumverteidigung. Utopie oder Alternative? Vorschläge, Modelle und Kontroversen. Ein Bericht über Thesen von Spannochi, Afheldt, Uhle-Wettler, Löser, Zürich 1982.

²⁵ BAR J1, 284, 2, Stutz, Alfred: Einige Überlegungen zur Konzeption unserer militärischen Landesverteidigung vom 15. März 1983, S. 9.

²⁶ Ebd., S. 23: «Die prinzipielle Entscheidung ist unausweichlich und eindeutig definiert, weil die Rahmenbedingungen «Miliz – Allgemeine Wehrpflicht – Grosse Zahl an Soldaten» bedrohungs-unabhängig sind, das heisst: nicht beliebig den technischen Entwicklungen im Ausland anpassbar.»

²⁷ NZZ, 25.2.1983, S. 35.

²⁸ Botschaft über die Beschaffung von Rüstungsmaterial (Rüstungsprogramm 1984) vom 29. Februar 1984, in: BBl 1984, I, S. 921-947.

²⁹ Däniker, Gustav: Schweizerische Selbstbehauptungs-Strategien im Kalten Krieg. Aus der Werkstatt des Stabschefs Operative Schulung während der 80er Jahre, Frauenfeld 1996.

³⁰ Jaun, Rudolf/Zala, Sacha: Verzeichnis der Quellenbestände zur schweizerischen Militärgeschichte, Bd. 2, Bern 2004, S. 33ff.

TEIL II

DIE PLANUNGEN DER NACHBARN

Helmut R. Hammerich

Der Kampf ums Edelweiss

Das II. (GE) Korps und die geplante Verteidigung der bayerischen Alpen während des Kalten Krieges

Die Alpen waren in der Geschichte ein schwer überwindbares natürliches Hindernis zwischen Mittel- und Südeuropa einerseits und West- und Osteuropa andererseits. Die wenigen Alpenübergänge waren daher für den Handel aber auch für das Militär von grosser Bedeutung.¹ Die Römer legten einige Militärstrassen über die Alpen an, um rasch Truppen in die besetzten Gebiete nördlich der Gebirgskette verlegen zu können. Vom Mittelalter bis in die napoleonische Ära spielten die Alpen eine ebenso wichtige Rolle im Kampf um die Vorherrschaft in Europa.² Carl von Clausewitz wusste um die Bedeutung und schrieb eigens zwei Kapitel über den Kampf im Gebirge. Er sah den Verteidiger im Gebirgskampf im Vorteil, solange er keine Entscheidungsschlacht sucht.³ Während des Ersten Weltkrieges standen sich österreichische und deutsche Verbände auf der einen und italienische Truppen auf der anderen Seite gegenüber. Eine militärische Entscheidung konnte durch die harten und blutigen Stellungskämpfe jedoch nicht erzielt werden. Nicht umsonst wurden während des Zweiten Weltkrieges nur zeitlich begrenzte Operationen im Gebirge durchgeführt. Die Entscheidungsschlachten fanden in der Ebene statt.⁴ Die Alpen spielten nur noch kriegspsychologisch eine Rolle, wie der «Mythos Alpenfestung» zeigt.⁵ Noch heute besteht ein weitgespanntes Netz aus ehemaligen Militärstrassen und Festungen, die allerdings meist vor oder im Zuge des Ersten Weltkrieges angelegt wurden.⁶

Geschichte der Gebirgsjäger

Im Deutschen Kaiserreich gab es im Gegensatz zu Italien, Frankreich, Österreich oder der Schweiz bis 1915 keine speziellen Gebirgstruppen.⁷ Im Königreich Bayern wurden die Gebirgsschützen nach 1869 zivilisiert, bis 1915 gab es in der bayerischen und in der württembergischen Armee allerdings einige wenige Jägerbataillone mit Winterkampfausbildung oder sogenannte Schneeschuhbataillone. Jedoch zeigten die Erfolge der französischen Spezialkräfte in den Vogesen im Winter 1914/15 die Notwendigkeit einer solchen Truppengattung. Das Alpenkorps in Stärke einer verstärkten Infanteriedivision war im Frühjahr 1915 die deutsche Antwort und galt nach einer kurzen Zeit der Bewährung an der Dolomiten-Front und auf dem Balkan als Eliteverband.⁸ Auch die Wehrmacht stellte ab 1937 Gebirgsdivisionen auf, die im Zweiten Weltkrieg ebenfalls rasch den Ruf von Eliteverbänden

erlangten.⁹ Bis Kriegsende kam es zu zahlreichen Gebirgskämpfen, etwa in Norwegen, auf dem Balkan, im Kaukasus, in den Westalpen und im Apennin. Der Krieg sollte jedoch «beweglich» geführt werden, um ein Erstarren der Fronten wie im Ersten Weltkrieg zu vermeiden. Das Gebirge spielte daher mehr im Partisanenkrieg eine Rolle, so dass zahlreiche Gebirgsjägerverbände auch an schweren Kriegsverbrechen beteiligt waren.¹⁰

Die Bundeswehr stellte auf besonderen Wunsch des aus Bayern stammenden Vorsitzenden des EVG-Ausschusses und späteren Verteidigungsministers Franz Josef Strauss eine Gebirgsjäger-Kampfgruppe auf, die Ende 1956 zur Gebirgsdivision aufwuchs.¹¹ Die Gebirgsdivision verfügte aber stets über mechanisierte Verbände und wurde im Zuge der Transformation der Bundeswehr im Sommer 2001 aufgelöst.¹² Der bestehende Kernverband der Gebirgsjäger, die Gebirgsjägerbrigade 23, ist heute der 10. Panzerdivision unterstellt.

Dieser kurze Abriss der Geschichte der deutschen Gebirgsjäger zeigt, dass die militärische Bedeutung des Alpenraumes zu keiner Zeit unterschätzt wurde. Allerdings stand die natürliche Grenze im Süden Deutschlands auch nie im Schwerpunkt deutscher Verteidigungsplanungen.

Moderne Operationsgeschichte

Die sicherheitspolitische und militärische Bedeutung eines geographischen Raumes führt den Historiker unweigerlich auf das Feld der Operationsgeschichte. Die Operationsgeschichte des Kalten Krieges steckt allerdings – trotz der vorbildlichen Internet-Plattform Parallel History Project on Cooperative Security (PHP)¹³ – noch in den Anfängen. Dies liegt vor allem an dem schwierigen Aktenzugang; noch heute sind die meisten Operationspläne des Kalten Krieges eingestuft. Es mag aber auch daran liegen, dass das Interesse der Militärgeschichtler an nur geplanten militärischen Operationen weniger ausgeprägt ist als an geschlagenen Schlachten.¹⁴ Insgesamt kommt jedoch, wie Sönke Neitzel erst kürzlich an prominenter Stelle ausführte, eine moderne Militärgeschichte nicht ohne Operationsgeschichte aus.¹⁵

Mit der provokanten Frage «Wer kennt schon Jassy?»¹⁶ thematisierte Bernd Wegner bereits vor einigen Jahren die Unkenntnis einer immer grösser werdenden Schar von Historikern, die sich mit einer durchaus beachtlichen Methodenvielfalt der Geschichte des Militärs widmet.¹⁷ Doch ohne zu wissen, dass die im August 1944 bei Jassy und Kischinew begonnene sowjetische GROSSOFFENSIVE nach wenigen Tagen zur Einschliessung und Vernichtung der 6. Armee, ja sogar zur Zerschlagung einer Heeresgruppe führte und damit die deutsche Vormachtstellung in Südosteuropa beendete, kann sicher nur schwer eine Geschichte des Zweiten Weltkrieges geschrieben werden. Individuelle und kollektive Kriegserfahrungen können nur im Spiegel der Schlachten und Gefechte rekonstruiert werden, vor allem, wenn dabei auch die Vorbereitungen und die Auswirkungen der blutigen Auseinandersetzungen Berücksichtigung finden. Dabei interessieren die politischen, wirtschaftlichen, technologischen, mentalitätsbedingten und sozialen Einflüsse

auf militärische Entscheidungsprozesse ebenso wie die Auswirkungen dieser Führungsentscheidungen auf den Kampf der Soldaten.¹⁸ Die Geschichte der Feldzüge und Schlachten und die der militärischen Führungskraft immer wieder – vor dem Hintergrund der eigenen historischen Entwicklung – als «Kriegsgeschichte» zu stigmatisieren, ist für eine moderne Militärgeschichte hingegen wenig hilfreich.¹⁹ Eine moderne Operationsgeschichte wiederum muss daher die Komplexität, die Ordnung, aber auch das Chaos militärischer und ziviler Transfer-, Interaktions-, Wirkungs- und Umweltsysteme erfassen und deuten können.²⁰ Die umfassende Analyse von militärischen Operationen, wie sie im angelsächsischen Raum durchaus verbreitet ist,²¹ kann dazu sozial- und mentalitätsgeschichtliche Ansätze ebenso einbeziehen wie die Fragestellungen der historischen Anthropologie oder der Kulturgeschichte.²² Operationsgeschichte ist und bleibt deshalb eine der wichtigsten Teildisziplinen der Militärgeschichte. Eine Gesamtgeschichte des Krieges und der Streitkräfte kann nur mit ihr, aber nicht ohne sie geschrieben werden.²³

Die Operationsgeschichte des Kalten Krieges sollte in erster Linie die Planungen für einen Atomkrieg zwischen NATO und Warschauer Pakt in den Blick nehmen. Zwar gab es zwischen 1945 und 1989/90 weltweit genug heisse Kriege im Kalten Krieg, doch der «Kalte Weltkrieg» (Jost Dülffer) spiegelt sich am besten in den Einsatzplänen der Militärbündnisse für einen möglichen Dritten Weltkrieg wider. Der Totale Krieg unter atomaren Bedingungen kann auf diesem Wege zumindest skizziert werden.²⁴

Das Militärgeschichtliche Forschungsamt verfolgte einen ersten Ansatz mit einer Sektion während der 47. Internationalen Tagung für Militärgeschichte in Bonn im Jahre 2005. Unter dem Thema «Der gedachte Krieg auf deutschem Boden» wurden dort u.a. erstmalig scharfe Einsatzpläne der NATO und der Bundeswehr aus den 1960er Jahren vorgestellt.²⁵ Den Faden nahm dann im März 2007 das Niederländische Institut für Militärgeschichte mit der Tagung «Warfare in the Central Sector» auf. In Münster beschäftigten sich bereits drei Sektionen mit den Operationsplanungen der NATO und des Warschauer Paktes für die Norddeutsche Tiefebene von 1948 bis 1968. Es war also nur konsequent, mit einer weiteren Tagung den Blick Richtung Süden auf den Alpenraum zu lenken.

Die Beschäftigung mit den Kriegsplanungen der Militärbündnisse im Kalten Krieg ist nicht ganz einfach. Die Hauptschwierigkeit liegt im Aktenzugang. Sowohl die Unterlagen des Warschauer Paktes als auch die der NATO sind kaum zugänglich. Die Archivsituation in Moskau ist rund zwanzig Jahre nach Glasnost und Perestroika wenig ermutigend. Die NATO begann immerhin auf Nachfrage mit dem Herabstufen wichtiger Dokumente, allerdings bleiben die atomaren Einsatzplanungen für Historiker wohl auf nicht absehbare Zeit weiter gesperrt.²⁶ Diese sind deshalb auf Zweitüberlieferungen in nationalen Archiven oder auf Zeitzeugenbefragungen angewiesen. Erste Ergebnisse können sich allerdings durchaus sehen lassen, auch wenn immer wieder betont werden muss, dass Übungsunterlagen oder nationale Planungen nicht unbedingt mit den Operationsplänen der Generalstäbe der Militärbündnisse deckungsgleich sind.²⁷ Zumindest lassen sowohl diese als auch die überlieferten und zugänglichen «scharfen» Einsatzpläne der NATO und des Warschauer Paktes Rückschlüsse auf das damals herrschende Kriegsbild und auf die Umsetzung politischer



Karte 3: Grossverbände des Heeres in der Bundesrepublik Deutschland 1965.

und strategischer Vorgaben durch die Militärs zu. Die Auswirkungen dieser Planungen zeichnen sich wiederum an der sicherheits-, aber auch gesellschaftspolitischen Kontroverse der 1970er/80er Jahre über die Führbarkeit eines Atomkrieges ab.

Die geplante Verteidigung der Alpen

Während des Kalten Krieges galten vor allem die Norddeutsche Tiefebene und das Fulda-Gap als mögliche breite Einfallstore für die mechanisierten und motorisierten Truppen des Warschauer Paktes nach Westeuropa. Die Mittel- und Hochgebirgslandschaften Süddeutschlands stellten sich für einen Angreifer hingegen weit weniger bewegungsgünstig dar.²⁸ Dennoch wurde mit einem Angriff auf breiter Front aus dem tschechischen Grenzgebiet ebenso gerechnet wie mit einem Angriff sowjetischer und gegebenenfalls ungarischer Streitkräfte durch das neutrale Österreich. Dieser so genannte «Fall Süd» hätte zum einen die mit 590 Kilometer lange Frontlinie der CENTAG um weitere 170 Kilometer auf dann immerhin 760 Kilometer verlängert. Zum anderen wäre der Zusammenhalt zwischen den NATO-Bereichen AFCENT und AFSOUTH bedroht gewesen.²⁹ Aufgrund der fehlenden Divisionen in den 1960er Jahren wäre dem Einsatz von Atomwaffen – eine vergleichbare Lage lässt sich in jenen Jahren auch für den Bereich der NORTHAG feststellen – eine besondere Bedeutung zugekommen.

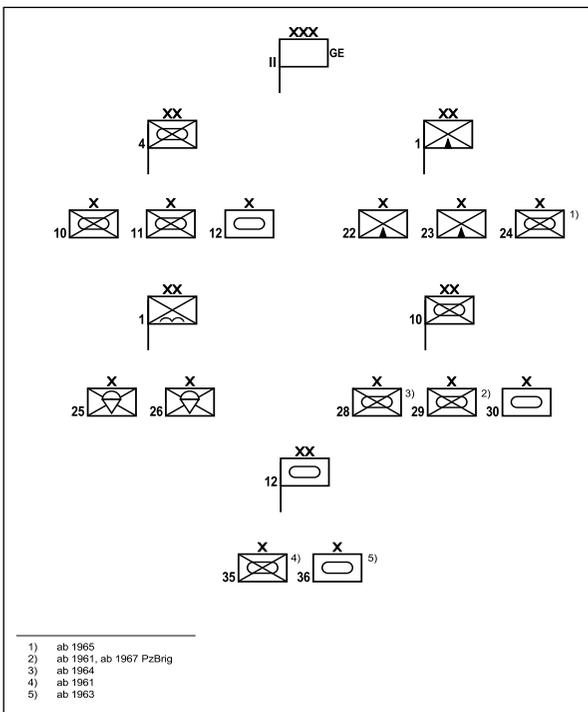


Abb. 16:

Das II. (GE) Korps gemäss Heeresgliederung 2 (1959-1969): 4. Panzergrenadierdivision, 1. Luftlandedivision, 10. Panzergrenadierdivision, 1. Gebirgsdivision, 12. Panzerdivision.

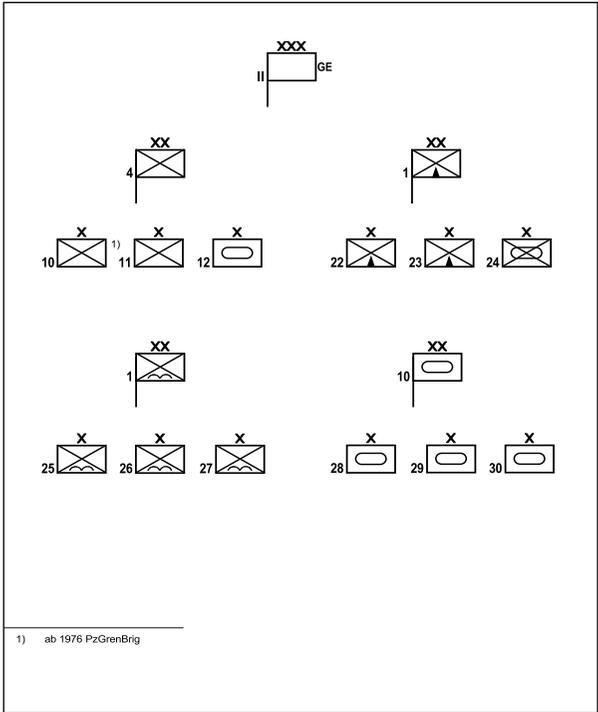


Abb. 17:
 Das II. (GE) Korps gemäss
 Heeresgliederung 3 (1970-
 1980): 4. Jägerdivision,
 1. Gebirgsdivision,
 1. Luftlandedivision,
 10. Panzerdivision.

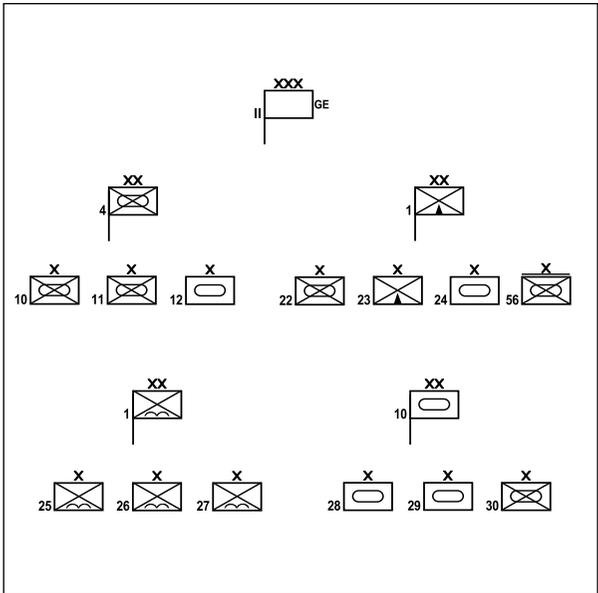


Abb. 18: Das II. (GE) Korps
 gemäss Heeresgliederung 4
 (1981-1992):
 4. Panzergrenadierdivision,
 1. Gebirgsdivision,
 1. Luftlandedivision,
 10. Panzerdivision.

Insgesamt, so die These, waren die Operationsplanungen der NATO zur Verteidigung Westeuropas gegen einen massiven Angriff des Warschauer Paktes in den 1960/70er Jahren trotz des Strategiewechsels der NATO von der Massiven Vergeltung zur Flexiblen Reaktion in ihrer Anlage auf einen frühzeitigen Einsatz von Atomwaffen ausgerichtet.

Diese Planungen mehrten allerdings die Zweifel vor allem deutscher Militärs, das Gefecht der verbundenen Waffen unter atomaren Bedingungen könne führbar sein. Auch der selektive Einsatz nuklearer Waffen auf deutschem Boden konnte nicht im Interesse der Bundesrepublik Deutschland liegen. Allerdings fehlten der NATO für die Vorneverteidigung bis weit in die 1970er Jahre die konventionellen Land- und Luftstreitkräfte, um auf den frühzeitigen Einsatz von Atomwaffen verzichten zu können. In diesem Dilemma mussten die deutschen Truppenführer und Kommandeure die Verteidigung der deutschen Heimat ausplanen und mit ihren Soldaten üben. Der Kompromiss war die Umsetzung der Emergency Defense Plans (EDP) mit so wenig atomarem Feuer auf deutschem Boden wie möglich und die Einflussnahme auf die atomare Zielplanung der NATO durch deutsche Generale und Generalstabsoffiziere in den NATO-Stäben.

Das Heer der Bundeswehr in den 1960/70er Jahren

Als die Vorneverteidigung 1963 in den Operationsplanungen der NATO festgeschrieben wurde, stand das Heer der Bundeswehr im achten Jahr der Aufstellung. Der damalige Verteidigungsminister Kai-Uwe von Hassel und Generalinspekteur Friedrich Foertsch führten das Heer nach den Turbulenzen der vergangenen Jahre, vor allem nach der Kubakrise, der Spiegelaffäre und dem Werturteil «Bedingt abwehrbereit!» in eine Konsolidierungsphase.³⁰ Trotz der Engpässe in den Bereichen Finanzen, Personal, Material und Infrastruktur konnte sich das Ergebnis allerdings durchaus sehen lassen. Von den rund 1000 Soldaten der ersten Stunde in Andernach Anfang 1956 war das Heer bis 1963 auf über 270 000 Soldaten angewachsen. Rund vier Fünftel der aktiven Verbände waren aufgestellt, sieben Panzergrenadier-, zwei Panzer-, eine Gebirgs- und eine Luftlandedivision mit immerhin dreissig Brigaden waren bereits der NATO assigniert.³¹ Die Brigadegliederung als Antwort auf das Gefecht unter atomaren Bedingungen hatte sich in der Heeresstruktur 2 durchgesetzt, die deutsche Divisionsgliederung war im NATO-Bereich Europa-Mitte Standard.³² Die Mechanisierung des Heeres hatte mit 42 Panzer- und 52 Panzergrenadierbataillonen einen beachtlichen Grad erreicht, auch wenn zahlreiche Panzergrenadierverbände noch immer mit Radfahrzeugen unterwegs waren. Die Ausstattung mit rund 2300 Kampfpanzern M 47 und M 48 und rund 1900 Schützenpanzern HS 30 war im Vergleich zu den verbündeten Armeen angemessen, der Zulauf von 1500 Kampfpanzern *Leopard 1* und von 700 Kanonenjagdpanzern bereits beschlossene Sache.

Die Aufstellung des Heeres konnte bis Ende der 1960er Jahre grösstenteils abgeschlossen werden. Die Heeresstruktur 3 als Antwort auf die NATO-Strategie der *flexible response* (MC 14/3) mit der Betonung des konventionellen Gefechtes, aber noch mehr auf die fehlenden finanziellen Mittel der Bonner Regierung war eine nicht unumstrittene

Kompromisslösung.³³ Die geforderte volle Mechanisierung des Heeres musste vorerst zurückgestellt werden. Mit einer «Spezialisierung bei abgestufter Präsenz» und mit dem «Jägerkonzept» sollten die steigenden Betriebskosten der präsenten und mechanisierten Grossverbände eingegrenzt werden. Vor allem die Korps- und Divisionstruppen wurden teilgekadert, während die drei neuen Jägerbrigaden der bisherigen 2. und 4. Panzergrenadierdivision, nun in die 2. und 4. Jägerdivision umgegliedert, den Kampf im bedeckten und für Panzer ungünstigen Gelände führen sollten. Die frei gewordenen Panzerkräfte wurden zu Panzerregimentern mit jeweils rund 100 Kampfpanzern zusammengefasst und bildeten mit den Luftlandebrigaden die beweglichen Einsatzreserven der Korps. Allerdings wurde diese Struktur nie voll umgesetzt. Somit standen 1971 den vier «leichten» Divisionen (zwei Jäger- und je eine Luftlande- und Gebirgsdivision) immerhin vier Panzer- und vier Panzergrenadierdivisionen gegenüber. Dreizehn Panzer-, zwölf Panzergrenadier-, drei Jäger-, drei Luftlande- und zwei Gebirgsjägerbrigaden bildeten die Einsatzkräfte des Feldheeres. Es fehlten jedoch zur ursprünglichen Planung von zwölf voll einsatzbereiten Divisionen weiterhin drei Panzerbrigaden.³⁴ Die Anforderungen des modernen Krieges führten zu einer weiteren Spezialisierung der Truppengattungen. Neben der Luftbeweglichkeit war die «Atom-Artillerie» ein Gebot der Stunde. Die neu geschaffene Raketenartillerie des Heeres wurde mit Trägersystemen ausgestattet, deren nukleare Gefechtsköpfe bis zum Einsatz in amerikanischen Händen lagen.³⁵ Im April 1967 verfügte die Bundeswehr insgesamt über 472 atomare Waffensysteme. Das Heer hatte 7 *Sergeant*- und 58 *Honest John*-Abschussvorrichtungen und 70 203mm-Haubitzen (M 110). Die Luftwaffe hatte 5 Geschwader F-104 G mit je 36 Maschinen, 153 *Nike-Herkules*- und 4 Pershing-Abschussrampen.³⁶

Das Kriegsbild in den 1960/70er Jahren

Generalmajor Graf von Baudissin führte 1962 aus, dass es gerade in Umbruchzeiten besonders schwierig sei, ein zutreffendes Bild eines möglichen Krieges zu zeichnen. Im Umbruch war spätestens seit der Kubakrise nichts weniger als die gemeinsame Bündnisstrategie. Die Strategie der Massiven Vergeltung begann zu bröckeln, eine angemessene Reaktion auf verschiedene Formen von modernen Kriegen schien notwendig zu sein. Baudissin unterschied vier mögliche Kriegsformen, den Kalten Krieg, den subersiven Krieg, den nichtatomaren und den atomaren Krieg. Letzterer wurde von ihm noch in den begrenzt-atomaren und den total-atomaren Krieg unterteilt. Im selben Jahr sprach der Pressesprecher des Verteidigungsministers Franz Josef Strauss, Oberst Gerd Schmückle, in einem nicht unumstrittenen Aufsatz von der «Wandlung der Apokalypse»³⁷ und betonte, dass ein Nuklearkrieg nicht steuerbar sei. Abschreckung sei daher die vordringlichste Aufgabe der Streitkräfte, nicht Kriegführung. Im deutschen Interesse lag die Kriegsverhinderung durch Abschreckung. General Ulrich de Maizière betonte: «Die Abschreckungsstrategie besitzt Priorität vor denkbaren Kriegsführungsstrategien.»³⁸

Das deutsche Offizierkorps war gespalten. General Heusinger, der erste Generalinspekteur der Bundeswehr, hatte zu einem sehr frühen Zeitpunkt die Lösung für das Dilemma

gefunden: Die «Sowohl-als-auch-Streitkräfte». Für die Bundeswehr bedeutete dieser Kompromiss angesichts der knappen Finanzen allerdings einen Spagat zwischen der teuren Modernisierung der konventionellen Kräfte und den kostspieligen neuen Waffen. Ausgegangen wurde von einem begrenzten konventionellen Angriff des Warschauer Paktes, auf den die NATO angemessen reagieren wollte. Dies beinhaltete die rein konventionelle Abwehr, aber auch den selektiven Einsatz von Atomwaffen und den totalen Atomkrieg. Allerdings brachte Baudissin auf den Punkt, was viele Heeresgenerale gerne verdrängten: «Sobald eine Seite die Entscheidung sucht, wird sie zu nuklearen Waffen greifen.»³⁹

Diese Auffassung entsprach auch der geltenden Vorschriftenlage. Nicht umsonst fasste die Truppenführungsvorschrift (HDv 100/1 oder TF 62) vom Oktober 1962 zum ersten Mal die konventionelle und die atomare Kriegführung zusammen.⁴⁰ Der Kernsatz des Abschnittes Verteidigung – damals noch Abwehr – war: «454. Die Stärke der Abwehr liegt in dem überlegten und wendigen Einsatz von Atomwaffen in Verbindung mit angriffsweiser Gefechtsführung durch mechanisierte Verbände.»⁴¹

Die Bedenken zahlreicher deutscher Generale, der massive Einsatz von Atomwaffen mache eine Gefechtsführung unmöglich, war so mehr als berechtigt. Eine erste Veränderung brachten die von Oberstleutnant i.G. Hans-Otto Göricke erarbeiteten nationalen Führungsrichtlinien für den Einsatz von Atomwaffen, die der damalige Heeresinspekteur Generalleutnant Ulrich de Maizière im Juli 1966 unterschrieb. Nach Rücksprache mit COMLAND-CENT General Johann Adolf Graf von Kielmansegg versuchte er mit diesem Dokument die nationalen Befehlshaber auf einen verantwortungsbewussten und restriktiven Umgang mit Atomwaffen einzuschwören.⁴² Zwar sah er weiterhin die Notwendigkeit frühzeitiger Atomwaffeneinsätze, um bei einem grossangelegten Feindangriff den EDP-Auftrag erfüllen zu können. Jedoch bedeutete ein Versagen der glaubhaften und lückenlosen Abschreckung unvorstellbare Zerstörungen auf deutschem Territorium. Deshalb forderte er von seinen Kommandeuren: «Bei dem Einsatz von Atomwaffen sind die Auswirkungen auf die Bevölkerung und im Hinblick auf Erhaltung des eigenen Landes besonders zu beachten. [...] Durch die richtige Wahl des Ortes, der Art und Zeit des Einsatzes kann oft sowohl den militärischen Erfordernissen als auch der gebotenen Rücksichtnahme entsprochen werden.»⁴³

Im EDP 1-68 waren schliesslich keine atomaren Feuerfelder mehr vorgesehen.⁴⁴ Diese Entwicklung hing auch mit dem sich in den Vordergrund drängenden Kriegsbild des «begrenzten Krieges» im Zuge des Strategiewandels zusammen. Zahlreiche Übungen und Manöver waren auf diese mögliche Vorstufe eines allgemeinen Krieges ausgerichtet und beeinflussten zunehmend auch die Operationsplanungen der NATO.⁴⁵ So hatte die Gefechtsübung des Heeres für das Jahr 1968 «SCHWARZER LÖWE» die bewegliche Führung und schnell ablaufende Bewegungen im nichtatomaren Gefecht zum Thema. Damit war auch die Absicht verbunden, den gültigen EDP im Abschnitt des II. Korps zu überprüfen. Allerdings wurde die Übung aufgrund der Tschechoslowakei-Krise in den württembergischen Raum, rund 200 Kilometer westlich des vorgesehenen Geländes, verschoben. Zum Schutz der Grenze in Ostbayern beauftragte der Kommandierende

General, Generalleutnant Karl-Wilhelm Thilo, die 1. Gebirgsdivision und Teile der 4. Panzergrenadierdivision. Darüber hinaus war auch die 10. Panzergrenadierdivision personell und materiell auf Kriegsstärke aufgefüllt.⁴⁶ Die Übungsauswertung zeigte, dass das bewegliche Gefecht unter nichtatomaren Bedingungen durchaus erfolgreich zu führen war. Allerdings stellte es hohe Anforderungen an Mensch und Material und setzte die Bildung von panzerstarken operativen Reserven voraus. Die im EDP vorgesehenen operativen Reserven im süddeutschen Raum, die 10. Panzergrenadier- und die 12. Panzerdivision, wurden nach der Übung als Minimalansatz hierfür betrachtet. Die «rote Partei» konnte sich allerdings in der Gesamtbewertung durchsetzen und zeigte die Gefahr eines rücksichtslos geführten Feindes mit weit gesteckten Angriffszielen.

Die Vorneverteidigung

Dringendes Anliegen deutscher Militärs war die Verteidigung des Bündnisgebietes so weit ostwärts wie möglich. Dieses Anliegen entsprach auch den gültigen NATO-Strategiepapieren, allein die Umsetzung liess angesichts fehlender Divisionen zu wünschen übrig. Dies änderte sich mit der Assignierung deutscher Grossverbände und dem damit verbundenen wachsenden Einfluss deutscher Generale, vor allem dem COMLANDCENT Dr. Hans Speidel. Aber auch andere höhere NATO-Kommandeure, zum Beispiel CINCENT Jean Valluy oder SACEUR Lauris Norstad, wollten den Kampf nahe der innerdeutschen Grenze aufnehmen. Doch vor allem Briten und Franzosen waren in dieser Frage sehr zurückhaltend. Bis 1957 war die Hauptverteidigungslinie die Rhein-Ijssel-Linie. Davor lag die Verzögerungszone bis zur Ems-Neckar-Linie, davor wiederum eine erste Widerstandslinie an der Weser-Lech-Linie. Die NATO ging allerdings davon aus, dass Feindkräfte bereits nach wenigen Tagen die Ems-Neckar-Linie überschritten hätten. Brigadegeneral de Maizière notierte dazu im Frühjahr 1957: «Masse Süddeutschland, vor allem Bayern, soll mehr oder weniger kampfflos geräumt werden. Erster wirklicher Widerstand in emnec Linie [Ems-Neckar-Linie, d.A.]. Eingreifen bei Landcent u. evtl. Shape dringend nötig!»⁴⁷

Im Norden Deutschlands sah es zu dieser Zeit nicht viel besser aus, da die Briten ostwärts der Weser nur leichte Deckungstruppen einsetzen wollten.

Ein erster Durchbruch konnte mit dem EDP 2-58 im Juli 1958 und der Aufgabe der Rhein-Ijssel-Linie zugunsten der Ems-Neckar-Linie als Hauptverteidigungslinie erzielt werden. Ab der Weser-Lech-Linie sollte der Feind verzögert werden. CENTAG führte ab Sommer 1958 vier nach Osten verschobene Verteidigungslinien ein, die vorderste Linie verlief vom Vogelsberg westlich von Fulda über Schweinfurt und Nürnberg nach Landshut und Rosenheim. Im Süden sollten französische Streitkräfte nun nicht mehr entlang der Iller ersten Feindkontakt haben, sondern bereits am Lech. Im Norden sprach sich der britische NATO-Oberbefehlshaber aufgrund fehlender Divisionen weiterhin gegen eine Vorverlegung der Verteidigung ostwärts der Weser aus. Trotz diesen Schwierigkeiten legte SACEUR Norstad im April 1962 fest, eine bewegliche Verteidigung unmittelbar am Eisernen Vorhang beginnen zu lassen.⁴⁸ Nach einem ersten Befehl an alle Heeresgruppen



Abb. 19: Panzerzug mit fünf Kampfpanzern M48. Der amerikanische M48 war bis zur Einführung des Kampfpanzers *Leopard 1* ab 1965 der Standardkampfpanzer der Bundeswehr (© Bundeswehr/MGFA).



Abb. 20: Feldrakete MGR-1 *Honest John* auf Lkw 5to (6x6) glw. Die Rakete hatte eine Reichweite von bis zu 48 km und konnte mit einem nuklearen Gefechtskopf mit bis zu 40KT ausgestattet werden (© Bundeswehr/Siwik).



Abb. 21: Das Mehrzweckkampflugzeug *Lockheed F-104 Starfighter* wurde von der Bundeswehr von 1960 bis 1991 als Jäger, Jagdbomber, Atombomber und zur Seekriegsführung eingesetzt (© Bundeswehr/Siwik).

erliess COMLANDCENT Speidel bereits im Juni 1962 eine operative Weisung, mit der festgelegt wurde, wie die Vorwärtsverteidigung bis 1966 umgesetzt werden sollte.⁴⁹ Hinter einer Grenzüberwachungszone von etwa 10 bis 15 Kilometern sollten die Deckungstruppen so aufgestellt sein, dass sie sofort und mit voller Wirksamkeit den Verzögerungskampf aufnehmen konnten. Allerdings wurde in einer NATO-Übung im Frühjahr 1962 deutlich, dass auch eine Verstärkung des Geländes in der Verzögerungszone und hier der Einsatz von Atomsprenngladungen (Atomic Demolition Means, ADM) und der frühzeitige Einsatz von anderen taktischen Nuklearwaffen für eine erfolgreiche Vorwärtsverteidigung notwendig waren.⁵⁰

Mit dem EDP 1-63 vom September 1963 hatten sich die operativen Vorstellungen vor allem der deutschen Militärs endgültig durchgesetzt. Die Ems-Neckar-Linie als Hauptverteidigungslinie wurde zugunsten der Weser-Lech-Linie aufgegeben. Im Gegensatz zu den früheren EDPs wären im Kriegsfall statt 50 Prozent nun rund 90 Prozent des Bundesgebietes verteidigt worden. Der Preis war allerdings hoch, denn die NATO-Oberbefehlshaber gingen davon aus, dass frühzeitig Atomwaffen eingesetzt werden mussten. General Dr. Speidel stellte dazu im Januar 1963 fest: «Unser Kampf kann bei den gegenwärtigen Stärkeverhältnissen nur Aussicht auf Erfolg haben, wenn nukleare Waffen eingesetzt werden. Ihre frühzeitige Freigabe ist lebensnotwendig [...]»⁵¹

Nicht nur die Grossübungen der NATO und der Bundeswehr zeigten, dass Ende der 1960er Jahre eine im Schwerpunkt auf konventionelle Streitkräfte abgestützte Vorverteidigung auf tönernen Füßen stand. Angesichts des Ausscheidens Frankreichs aus der militärischen Bündnisorganisation 1966 und angesichts der Truppenreduzierungen anderer Bündnispartner war es zweifelhaft, ob nach einem massiven Angriff so weit vorne wie möglich verteidigt werden konnte. Vielmehr bestand die Gefahr, aufgrund der fehlenden präsenten Truppen doch wieder weite Teile der Bundesrepublik aufgeben zu müssen und auf den frühzeitigen Einsatz von taktischen Nuklearwaffen angewiesen zu sein. Nicht umsonst wurde in der Gefechtsübung des Heeres «GROSSER RÖSSELSPRUNG» im September 1969 das Thema des letzten Jahres um das Thema Übergang zum selektiv atomar geführten Gefecht ergänzt.⁵² Die von Verteidigungsminister Gerhard Schröder im März 1967 eingeführte Sprachregelung, statt «Vorwärtsverteidigung» besser von «Vorverteidigung» zu sprechen, entbehrte ebenso der Grundlage hinsichtlich der notwendigen Truppen. Weiterhin waren die mit der neuen NATO-Strategie der Flexiblen Antwort verbundene Verteidigungsplanungen abhängig von der Bereitschaft der Mitgliedstaaten, Streitkräfte zur Verfügung zu stellen. Aus dem Ruhestand meldete sich der ehemalige Generalinspekteur Heusinger zu Wort und mahnte starke präsenste konventionelle Streitkräfte mit atomaren Waffen an, «um zu vermeiden, dass der Gegner sofort tief vorstösst und nicht wieder zurückzuwerfen ist.»⁵³ In einem Interview für die *Bunte Illustrierte* im März 1967 zeichnete er ein bedrückendes Bild: «Das Missverhältnis zwischen den verfügbaren Kräften und der Aufgabe der Vorverteidigung, die starke konventionelle Überlegenheit des Ostblocks [...], die bedenkliche Truppenreduzierung der NATO [...] haben zu erstem Zweifel an der Erfüllbarkeit des Auftrages geführt. [...] Auftrag und militärische Mittel müssen endlich in Einklang gebracht werden...»⁵⁴

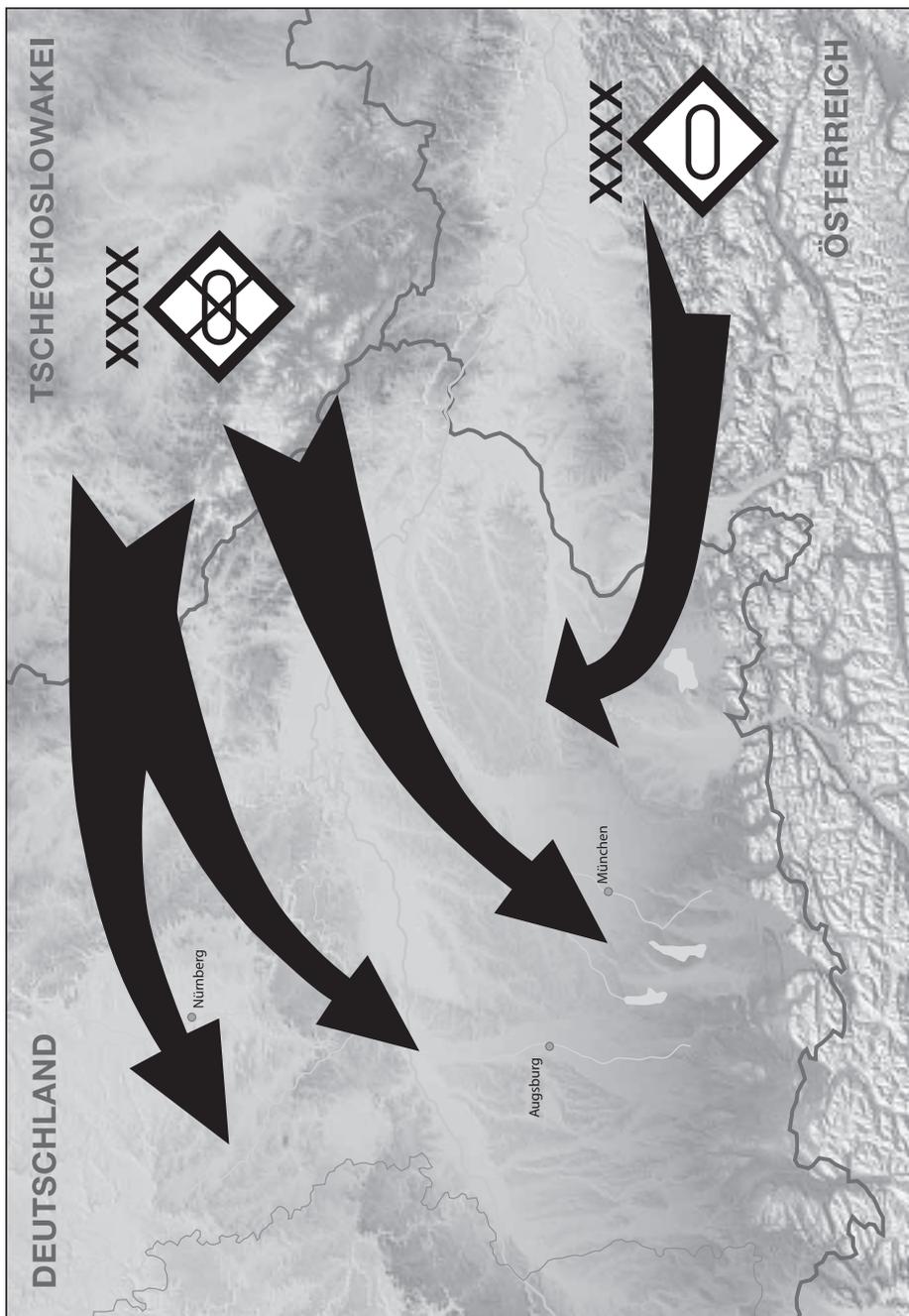
Dieser Truppenmangel war der ständige Begleiter der Modernisierung der Bundeswehr in den 1970er Jahren. Die Lösung dieses Problems galt bald als Lackmустest für den politischen Willen zur Umsetzung einer Erfolg versprechenden Vorverteidigung.

Die Planungen zur Verteidigung Süddeutschlands

Wie sollten nun die bayerischen Alpen durch das II. (GE) Korps verteidigt werden und wie wirkte sich der absehbare Strategiewechsel der NATO auf die Operationsplanungen für Süddeutschland aus?

Lagebeurteilung: Feind

Mit den in der DDR und in der CSSR stationierten mechanisierten Kräften, 1968 immerhin allein 26 sowjetische Divisionen, war der Warschauer Pakt in der Lage, jederzeit ohne Aufmarschvorbereitungen überraschend anzugreifen.⁵⁵ Die Vorwarnzeit lag dann unter acht Stunden, was für den eigenen Aufmarsch gemäss den Einsatzplanungen nicht ausreichte. Für einen Überraschungsangriff gab es seitens der NATO Notfallpläne, die jedoch die



© 2003, FST A. MilGeo+Kartografie, 3003 Bern

Karte 4: II. (GE) Korps: Lagebeurteilung Feind.

Alarmverbände mit kaum erfüllbaren Aufträgen betrauten. Die Feindbeurteilung ergab allerdings Vorwarnzeiten zwischen 48 und mehr Stunden. Das erste operative Ziel war der Rhein. Die Truppen des Warschauer Paktes wollten dazu entscheidende Geländeräume in schnellem Zugriff nehmen, um die Operationsfreiheit ihrer Panzerverbände zum Durchstoss in die Tiefe zu gewinnen.

Im Bereich der Heeresgruppe Mitte (CENTAG) wurde der Hauptstoss aus dem Thüringer Becken heraus in Richtung auf Frankfurt und Nebenstösse über Meiningen-Würzburg auf Mannheim und über Hof-Bayreuth-Bamberg auf Karlsruhe angenommen. Daneben wurde mit Angriffen aus dem Gebiet der damaligen Tschechoslowakei mit Schwerpunkt nördlich der Donau beiderseits Nürnberg Richtung Rhein zwischen Karlsruhe und Speyer gerechnet.⁵⁶ Eine weitere Stossrichtung wurde aus der Further Senke über Cham zum Donau-Abschnitt Regensburg – Straubing – Deggendorf angenommen, um südlich der Donau nach Westen vorzugehen (vgl. Karte 4).

Schliesslich schien ein Angriff unter Verletzung der Neutralität Österreichs über München – Ulm – Stuttgart an den Rhein wahrscheinlich. Aufgrund des Geländes wurde mit starken Infanteriekräften in erster Welle gerechnet, die nachfolgenden Panzerverbände hätten taktische Erfolge operativ ausgenutzt.

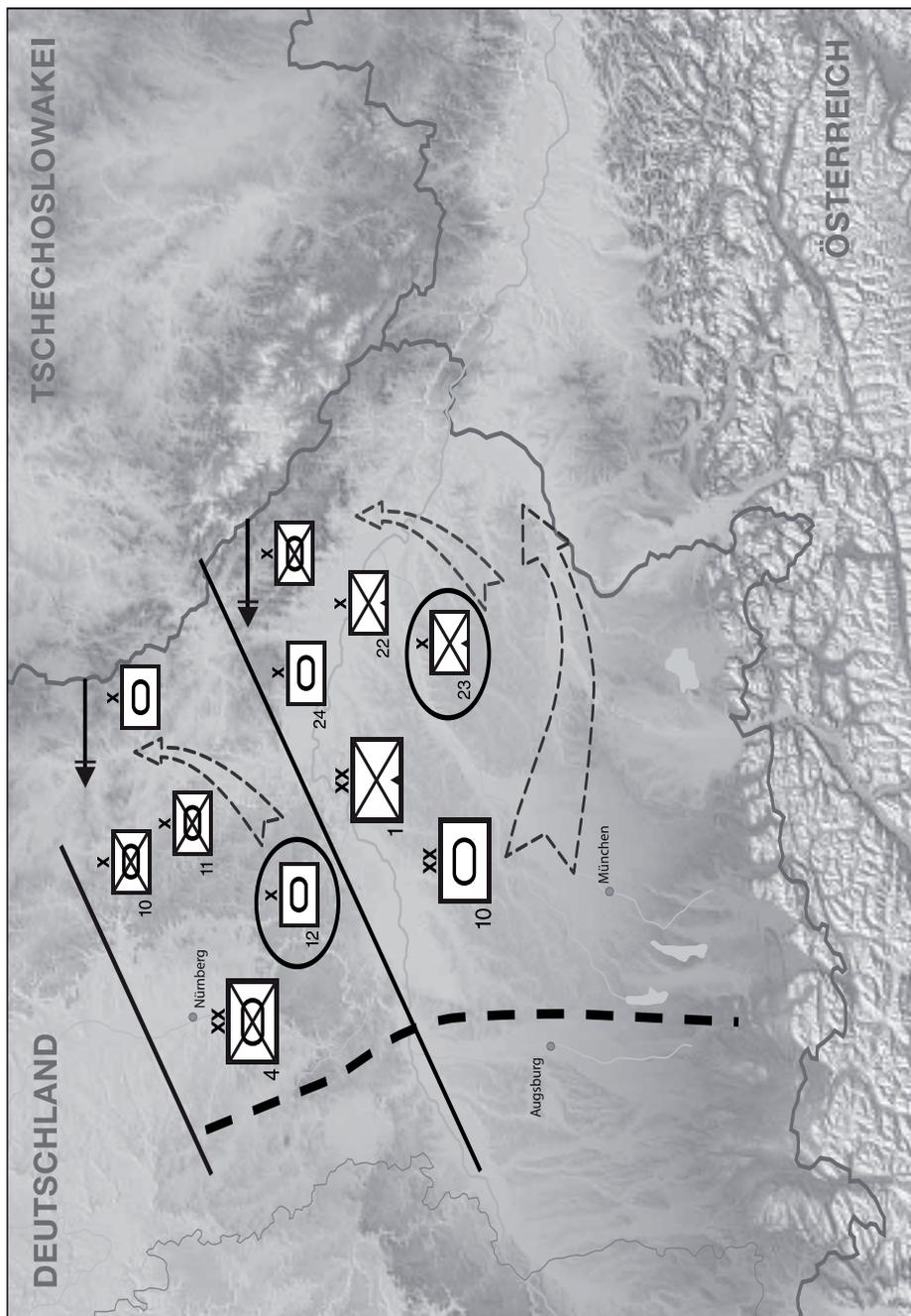
In einer ersten Angriffswelle wurde in Süddeutschland mit 12 bis 16 Divisionen gerechnet. Darüber hinaus hatte die feindliche Artillerie eine 7:1-Überlegenheit. Erschwerend kam Ende der 1960er Jahre eine 4:1-Überlegenheit des Warschauer Paktes an konventionellen Kampfflugzeugen hinzu. Pro Tag wurde mit 2500 bis 4000 konventionellen Einsätzen und insgesamt mit rund 800 (!) möglichen nuklearen Einsätzen mit Strike-Flugzeugen und Flugkörpern gegen Ziele im gesamten AFCENT-Bereich gerechnet⁵⁷

Lagebeurteilung: Eigene Lage und Operationsführung

Die Heeresgruppe Nord (NORTHAG) beabsichtigte mit vier Korps, mit Schwerpunkt im Süden des Gefechtsstreifens, nebeneinander zu verteidigen. Die Truppen der Heeresgruppe Nord hätten das Vorgehen des Feindes ostwärts der Weser verzögert und wären dann zur Verteidigung im Verlauf der Weser übergegangen.⁵⁸

CENTAG beabsichtigte, mit vier Korps, mit Schwerpunkt im Norden, beweglich zu verteidigen. Der Abwehrraum «ZULU» (1963) mit ostwärtiger Linie Fulda – Bamberg – Regensburg – Straubing – Mühlendorf und des Flusses Inn sollte ebenso gehalten werden wie der Abwehrraum «SWITCH». Dieser war für einen Angriff sowjetischer Truppen über Österreich vorgesehen und erstreckte sich weiter im Süden über Tittmoning und entlang des Flusses Salzach.⁵⁹

Das II. deutsche Korps sollte bei einem Überraschungsangriff unter gleichzeitiger Herstellung der vollen eigenen Abwehrbereitschaft den Feind so weit ostwärts wie möglich auffangen und ihn im Gegenangriff zurückwerfen und damit einen Durchbruch des Feindes



© 2003, FST A. MilGeo+Kartografie, 3003 Bern

Karte 5: Absicht II. (GE) Korps gemäss Emergency Defence Plan (EDP) 1-63 (Auszug).

aus dem Süden zum Rhein bzw. an die Ruhr verhindern (vgl. Karte 5). Dabei bildeten der Oberpfälzer und der Bayerische Wald den Eckpfeiler der Verteidigung Süddeutschlands.

Dazu standen dem II. (GE) Korps eine Panzergrenadierdivision und eine Gebirgsdivision mit insgesamt rund 600 Kampf- und Jagdpanzer zur Verfügung. Die 10. Panzergrenadierdivision mit vier Brigaden war in den 1960er Jahren CENTAG-Reserve. Das Korps hatte einen rund 160 Kilometer breiten Gefechtsstreifen zu verteidigen, der sich bei einer Verletzung der Neutralität Österreichs sogar auf über 300 Kilometer erweitert hätte.

Das II. (GE) Korps plante die Abwehr mit der 4. Panzergrenadierdivision im Schwerpunkt links und der 1. Gebirgsdivision rechts eingesetzt. Die 4. sollte mit der Masse ihrer Kräfte an der Naab, rund 30 Kilometer westlich der Grenze zur CSSR, kämpfen. Die 1. Gebirgsdivision sollte das Chamer Becken und die Zugänge zum Bayerischen Wald behaupten. Für die Überwachung bis zur österreichischen Grenze war nur ein Deckungsverband («FREYUNG») in Stärke eines verstärkten Panzeraufklärungsbatallions vorgesehen. Ein Durchbruch des Feindes über die Naab und über die Donau war zu verhindern.⁶⁰

Das Korps verfügte über keine grössere Reserve. Vielmehr standen die jeweiligen Divisionsreserven unter Führungsvorbehalt des Korps. 1972 ging der Korpsstab davon aus, dass allein vor der 4. Division vier feindliche Divisionen in erster Staffel antreten würden. Drei Motorisierte Schützendivisionen und eine Panzerdivision hätten insgesamt über 800 Kampfpanzer in den Einsatz geführt. Die zwei vorn eingesetzten Jägerbrigaden des in der Heeresstruktur 3 aus Kostengründen verschlankten und in 4. Jägerdivision umbenannten Grossverbandes hätten dagegen nur 96 Kanonenjagd-, 16 Raketenjagdpanzer und 36 mit Lenkraketen ausgerüstete Panzerabwehrtruppen einsetzen können. Frühzeitig wäre so der Einsatz der Divisionsreserve, die Panzerbrigade 12, notwendig geworden. Eine beweglich geführte Verteidigung war angesichts der vorhandenen Kräfte sowie der überbreiten Gefechtsstreifen und angesichts der feindlichen Luftüberlegenheit schwer möglich. Dem Handlungsspielraum des Kommandierenden Generals waren so enge Grenzen gesetzt. Generalleutnant aD Dr. Franz Uhle-Wettler zitierte einen Kommandierenden General mit den Worten: «Wenn das Korps seine Reserven eingesetzt hat, wird es sie in Anbetracht des Kräfteverhältnisses kaum wieder herausziehen können. Folglich habe ich dann kaum noch etwas zu tun.»⁶¹

Eine Reaktion auf diese Entwicklung war die – jedoch nur zeitlich befristete – Schaffung eines selbständigen Panzerregiments und die Unterstellung einer Luftlandebrigade für jedes deutsche Korps in der Heeresstruktur 3 ab 1970.

Artillerie

Der Korpsartillerie-Kommandeur 2 hätte den Feuerkampf des Korps geleitet und sichergestellt, dass entsprechend dem Feuerplan die atomaren Einsatzmittel nach Erklärung der Selective Release- oder Release-Hour⁶² mit Atomsprengkörpern bis 10 KT (zum Vergleich hatte die Hiroshima-Bombe 15 KT) auf westdeutschem Gebiet und ohne KT-Beschränkung auf alle Ziele ostwärts der Grenze zur damaligen CSSR unverzüglich wirken und das Feuer der nichtatomaren Artillerie der Divisionen kurzfristig zusammengefasst wird.

Nach Freigabe sollte die Korpsartillerie⁶³ zudem Feindmassierungen, Bereitstellungen und Artillerienester vernichten und auf Abruf zusätzliche Feuerfelder auslösen. Feuerfelder bestanden aus mehreren atomaren Zielpunkten und bildeten neben den vorgeplanten atomaren Einzel-Zielpunkten den Feuerplan der atomaren Artillerie. Die Atomartillerie sollte so vorgezogen werden, dass bei Freigabe Massierungen des Feindes auch ostwärts der Grenze vernichtet worden wären. Ziele waren in erster Linie markante Verkehrspunkte und Brücken, aber auch Ortsausgänge, Ortsmitten und Höhengelände. Damit sollten die feindlichen Reserven (2. Staffel) zerschlagen werden. Die strategischen Reserven des Feindes sollten als Teil des atomaren Feuerplanes durch die Einsatzmittel der Armee und die der Luftwaffe vernichtet werden. Im Falle einer Verletzung der Neutralität Österreichs war mit dem verstärkten Einsatz von Atomwaffen am Südflügel des II. Korps zu rechnen. Zu Beginn der 1960er Jahre hätten dazu von der 7. US-Armee zusätzlich rund 50 Atomsprengkörper zwischen 1 und 45 KT angefordert werden können.⁶⁴ Trotz den fehlenden Anhängen mit den Details zum Artillerieeinsatz lässt sich feststellen, dass die zusammengefasste Feuerkraft des Korps und der Divisionen eine verheerende Wirkung auf mögliche Angriffskräfte gehabt hätte. Der Schwerpunkt lag eindeutig auf dem Einsatz der Atomartillerie.

Pioniere

In einer ersten Phase lag der Sperrschwerpunkt an der Naab. Allein entlang des Flusslaufes waren über 100 vorbereitete Sperren vorgesehen. Im weiteren Verlauf des Gefechtes fiel dem Sperreinsatz im Chamer Becken besondere Bedeutung zu, da hier der Feind durch Zusammenwirken von Sperren, Feuer und Gegenangriff zum Stehen gebracht werden sollte. Den Divisionen standen für das Abwehrgefecht Atomsprengladungen (ADM) zur Verfügung.⁶⁵

Die Zielpunkte waren in erster Linie Strassen und Strassenkreuzungen. Der Einsatz der ADM erfolgte nach Antrag der Divisionen auf Befehl des Korps. Noch Ende 1965, so erinnert sich Generalleutnant a.D. Dr. Franz Uhle-Wettler, hatte er als G3 Op des I. (GE) Korps zusammen mit dem Kommandierenden General und dem Chef des Stabes im Gelände alle vier bis fünf Kilometer einen ADM-Punkt festzulegen. Dabei waren die ADM-Anschlusspunkte zu den benachbarten Korps vorgegeben.⁶⁶ Bei einer Breite des Gefechtsstreifens des II. Korps von rund 160 Kilometer können mindestens 40 vorgeplante ADM angenommen werden. Leider geben die ausgewerteten Dokumente keinen genauen Verlauf der vorgeplanten ADM-Punkte wider. Ein Blick in die EDPs des III. (GE) Korps des Jahres 1963 zeigt, dass ein gestaffelter Einsatz von insgesamt rund 90 Zielpunkten zwischen der innerdeutschen Grenzen und dem Abwehrraum geplant war.⁶⁷ Der damalige Kommandierende General des I. Korps, Generalleutnant Meyer-Detring, brachte noch während der Erkundung der ADM-Punkte seine Skepsis zum Ausdruck: «Wenn das geschieht, ist es das Ende Deutschlands und wohl auch der meisten Deutschen.»⁶⁸

Erst 1985 wurde der Abzug aller Atomsprengladungen aus Deutschland angeordnet.

Luftwaffe

Schliesslich sollten Kampfflugzeuge der 4. Taktischen Luftflotte der NATO (ATAF) das II. Korps durch bewaffnete Aufklärung entlang der Anmarschstrassen des Feindes und durch Close Air Support mit nichtatomaren Mitteln unterstützen. Darüber hinaus wären nach Freigabe die automatischen Zielpläne des CENTAG «Nuclear Strike Plan» und das «Armed Strike Recce»-Programm geflogen worden. Dabei wären Ziele in der Tiefe vernichtet worden. Insgesamt standen 1968 dazu 400 Kampfflugzeuge zur Verfügung. Allerdings wies die Luftwaffe immer darauf hin, dass die Kräfte zur Unterstützung des Heeres in einer beweglichen Abwehrschlacht nicht ausreichen würden.⁶⁹

Erst Anfang der 1980er Jahre sollte den NATO-Operateuren aufgrund der Verstärkung des II. (GE) Korps durch die Unterstellung der Luftlandedivision und der 10. Panzerdivision eine nachhaltige Verteidigungsplanung gelingen.⁷⁰ Das Korps konzentrierte seine Kräfte zunächst nördlich der Donau gegen einen Angriff aus der CSSR, um den Oberpfälzer und den Bayerischen Wald als Eckpfeiler der Verteidigung Süddeutschlands zu behaupten. Die 10. Panzerdivision stand daher als Korpsreserve ebenfalls nördlich der Donau, konnte aber auch in den Raum südlich der Donau verlegt werden, falls der Hauptangriff über Österreich erfolgen sollte. Eine zusätzliche Reserve war die Unterstellung der kampfkraftigen 4. Kanadischen Brigadegruppe. Die 1. Gebirgsdivision war nur noch für den Raum nördlich der Donau verantwortlich, im Raum zwischen Donau – Inn – Salzach – Isar wurden Teile der 1. Luftlandedivision eingesetzt.⁷¹

Der Einsatz der französischen Streitkräfte

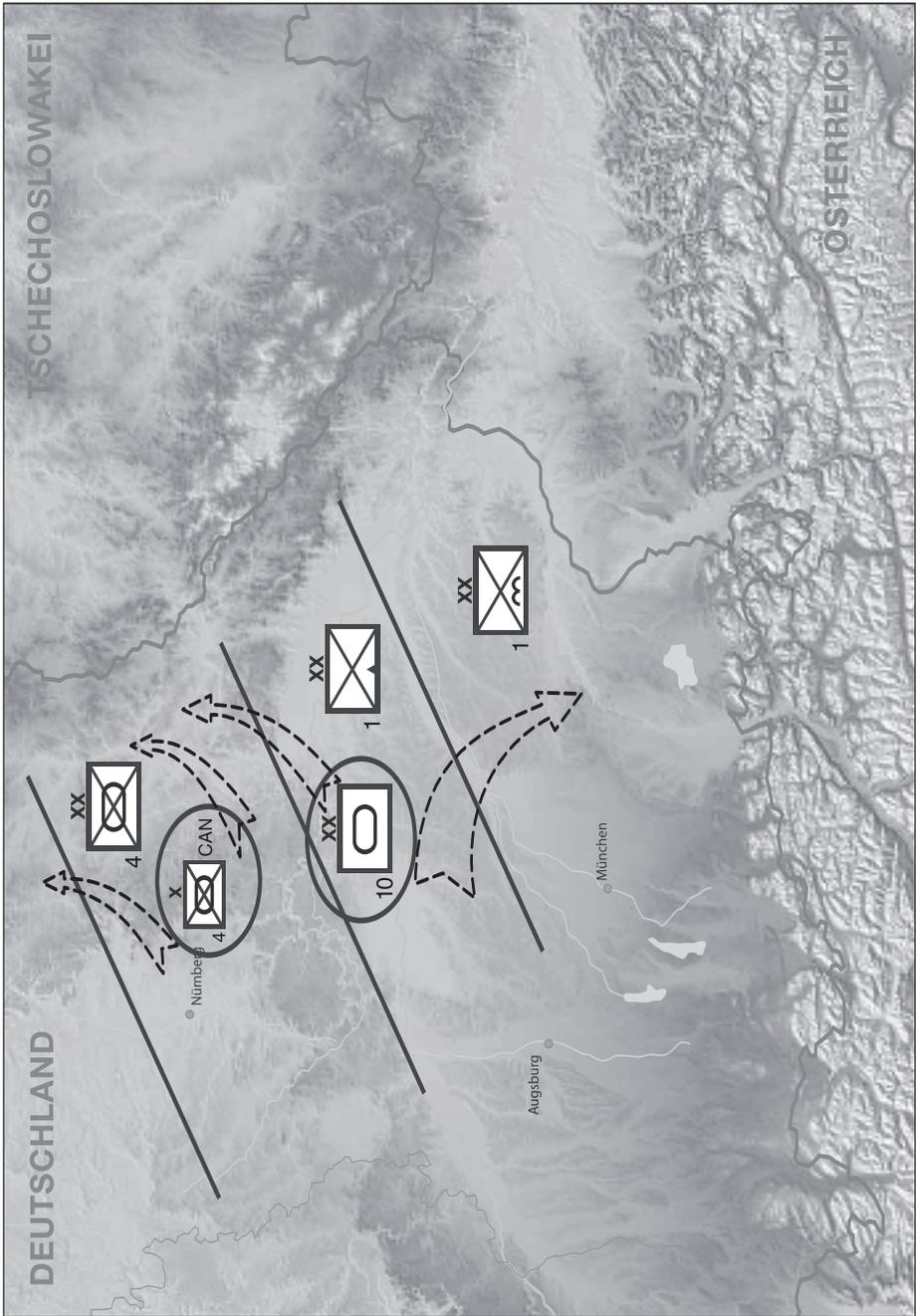
Bis zum Ausscheiden Frankreichs aus der militärischen Organisation der NATO 1966 spielte die 1. Französische Armee eine wichtige Rolle bei der geplanten Verteidigung Süddeutschlands. Im CENTAG-EDP von 1960 hatten die französischen Streitkräfte den Auftrag, das Verzögerungsgefecht zwischen den Flüssen Lech und Iller zu führen und entlang der Iller zu verteidigen.⁷² Ein französisches Korps war darüber hinaus CENTAG-Reserve, die 2. Französische Armee war strategische Reserve. Im CENTAG-EDP 63 war dagegen bereits eine grenznahe Verteidigung vorgesehen.⁷³ Das II. (GE) Korps kämpfte im Verband der 1. Französischen Armee grenznah, nachdem es im EDP-60 noch Teil der 7. (US) Armee war. Dem deutschen Korps waren auch französische Verbände unterstellt. Die Masse war jedoch wie drei Jahre zuvor für eine Verteidigung entlang der Iller oder zur Verstärkung der deutschen Truppen eingeplant. Damit bildeten die französischen Streitkräfte sozusagen die 2. Staffel der Verteidigung Süddeutschlands. Nach 1966 gab es mehrere Vereinbarungen zwischen Paris und der NATO über den Einsatz der konventionellen Streitkräfte bei einem Angriff des Warschauer Paktes. 1968 versicherte General Massu, die französischen Streitkräfte im Kriegsfall an den Lech zu führen. Allerdings konnte dies nur nach einer dementsprechenden politischen Entscheidung der französischen Regierung erfolgen. Es blieb aber bei dem wahrscheinlichen Einsatz im Rahmen der früheren EDP-Aufträge.

Der «Fall Süd»

Eine Missachtung der Neutralität Österreichs durch den Warschauer Pakt hätte die operativen Aufgaben der NATO-Kommandeure deutlich erschwert. Alleine die Breite des Gefechtsstreifens des II. (GE) Korps hätten sich fast verdoppelt. Dabei wurden zwei unterschiedliche Lagen angenommen. Zum einen die so genannte «kleine Lösung», d.h. der Angriff zweier Panzerdivisionen des Militärbezirkes Ost aus dem Raum Budweis über Linz nach Westen. Zum anderen die «grosse Lösung», d.h. eine Angriffsoperation starker Kräfte des Militärbezirks Karpaten über Wien nach Westen. Letzteres Szenario hätte allerdings umfangreiche Mobilmachungsmassnahmen vorausgesetzt, die nicht unerkant geblieben wären.⁷⁴ In zahlreichen NATO-Übungen wie z.B. der Stabsrahmenübung «CHECK MATE 1961» oder «WINTEX 75» wurde dieser Fall durchgespielt. Auch hier zeigt sich bei genauer Betrachtung, dass die fehlenden Divisionen durch den verstärkten Einsatz atomarer Gefechtsfeldwaffen ausgeglichen worden wären. In seinem Zustandsbericht aus dem Jahre 1971 stellte der Kommandierende General des II. (GE) Korps fest, dass sich der sehr wahrscheinliche Vorstoss feindlicher Grossverbände durch Österreich im gültigen GDP nicht widerspiegelt.⁷⁵ Vielmehr seien die im eigentlichen Verteidigungsraum bereits überforderten Kräfte des Korps dafür nicht ausreichend und mögliche Reserveverbände der NATO nicht verfügbar. Um eine erst in der Linie Main – Neckar wirksam werdende Verteidigung zu verhindern, schlug das Korps auf der einen Seite einen frühzeitigen und grenznahen Einsatz atomarer Mittel und auf der anderen Seite den Aufbau zusätzlicher, mobilmachungsabhängiger Kampfverbände und weiterer «Sperrverbände» auf der Basis der Heimatschutztruppe vor.⁷⁶ Angesichts der Umgliederung des Heeres in die dritte Struktur und angesichts der schwierigen Haushaltsslage war der erste Vorschlag realistisch, der zweite eher weniger. Dem Korps sollten deshalb mit der Erklärung der «S-Stunde» ein zusätzlicher Artillerie-Regimentsstab und mehrere zusätzliche Artilleriesverbände zeitlich befristet unterstellt werden.

Es blieb die Improvisation: Um keine Lücken entstehen zu lassen war es notwendig, frühzeitig Verbindung mit dem rechten Nachbarn, dem IV. (IT) Korps aufzunehmen und die Korpsgrenze nach Süden und Südosten zu verlagern. Dazu trafen sich mehrmals im Jahr Verbindungsoffiziere aus den Korpsstäben, um Absprachen für den «Fall Süd» zu treffen. Diese reichten von den gemeinsamen Anschlusspunkten entlang der Salzach über gemeinsam zu nutzende Versorgungsanlagen bis hin zur möglichen Verstärkung der italienischen Truppen durch deutsche Fallschirmjäger.⁷⁷ Streitkräfte des Kommandobereichs LAND-SOUTH sollten zudem das Inn-Tal sichern und Angriffskräfte Richtung Italien verzögern.⁷⁸

Das II. (GE) Korps hätte bei einem Angriff über Österreich die Verteidigung südlich der Donau unter Verlegung des Schwerpunktes geführt, um den Feind noch südlich der Isar zu zerschlagen. Dazu sollten Verbände der 1. Luftlandedivision unter Sicherung des Südens der Salzach und der Flusstäler des Inns ab Landesgrenze verzögern und den Raum Plattling-Landau-Landshut-Freising zeitlich befristet verteidigen, um damit Feindkräften ein Überschreiten der Isar zu verwehren und ein Vordringen in den Raum München zu verhindern. Die 10. Panzerdivision als Korpsreserve sollte dann Feindmassierungen im



© 2003, FST A. MilGeo+Kartografie, 3003 Bern

Karte 6: Absicht II. (GE) Korps gemäss General Defence Plan (GDP) 84 (Auszug).

Gegenangriff zerschlagen. Die beiden anderen Divisionen des Korps sollten aufgrund des neuen Auftrages und der Schwerpunktverlagerung des Korps durch Heimatschutztruppen und durch die 4. Kanadische Brigadegruppe verstärkt werden.⁷⁹ Eine weitere wichtige Massnahme für den «Fall Süd» war die frühzeitige Border Crossing Authority für Luftstreikräfte, für die eigenen Aufklärungskräfte und für den Einsatz der Artillerie. Dabei hatte die Luftwaffe nach Freigabe den Auftrag, den Anmarsch der Feindkräfte im Raum Oberösterreich aufzuklären, Feindannäherung durch das Mühlviertel auf die Donau und die Inn/Salzach-Linie zu verzögern und Feindangriffe über Inn und Salzach abzuriegeln. Eine deutliche Verstärkung der Artillerietruppen war ebenso vorgeplant wie die Aufnahme österreichischer Verbände, die nach angenommenem 36stündigen Verzögerungskampf die deutsche Grenze erreichten. Auf Befehl SACEUR war es aber auch möglich, Kampfhandlungen in Österreich durchzuführen. Die CENTAG EDP-Übung «GRAND SLAM II» sah für den «Fall Süd» eine «südliche Eventualgrenze» mit LANDSOUTH entlang der Linie Fernpass – Kufstein – Dachstein-Gebirge vor.⁸⁰ Allerdings waren diese Kampfhandlungen nicht im EDP vorgeplant. Sämtliche deutschen Korps- und Divisionsbefehle wiesen zudem darauf hin, nur auf besonderen Befehl die Grenze nach Österreich zu überschreiten.⁸¹

Zusammenfassung

Der geplante Krieg in den 1960/70er Jahren war der Krieg unter atomaren Bedingungen. Die Vorneverteidigung hätte vor allem aufgrund fehlender konventioneller Streitkräfte mit dem frühzeitigen Einsatz von Atomwaffen sichergestellt werden müssen.⁸² In seinem militärischen Zustandsbericht des Jahres 1968 kommt der Kommandierende General, Generalleutnant Thilo, zum Ergebnis, dass das II. Korps seinen EDP-Auftrag für einen begrenzten Zeitraum von wenigen Tagen erfüllen könne. Eine grenznahe Verteidigung sei allerdings nur bei frühzeitiger Freigabe zum selektiven Einsatz von Atomsprengekörpern und ADM möglich.⁸³ Dementsprechend waren die damaligen Operationspläne auf diesen frühzeitigen Einsatz ausgerichtet. Nur dadurch war eine frühe Fühlungnahme mit dem Feind ab der Demarkationslinie und eine Verzögerung und Verteidigung im Bereich des II. Korps möglich. In einem Bericht des Korpsartilleriekommandeurs 2 aus dem Jahre 1964 über die Atomzielkonferenz der CENTAG heisst es dazu: «Die Operationen der Korps sind bisher in der Abwehr fest auf den Einsatz verfügbarer Atomsprengekörper abgestellt. Atom-Zielpunkte und Feuerfelder bilden einen integrierenden Bestandteil des Kampfes im Abwehrraum.»⁸⁴

Nach seiner Einschätzung war ein neues Konzept des modernen konventionellen Feuerkampfes erst zu verwirklichen, wenn die dazu notwendige Ausstattung vorhanden sei. Die Bedenken zahlreicher deutscher Generale, der massive Einsatz von Atomwaffen mache eine Gefechtsführung unmöglich, war so mehr als berechtigt.

Eine Einflussnahme auf die Atomzielplanung der NATO war aber nicht so einfach. Helmut Groscurth berichtet in seinen Erinnerungen, wie er 1966 als junger Major G-2 Stabsoffizier für nukleare Zielauswahl bei der NORTHAG wurde und keine nationalen Vorgaben für die Einflussnahme auf die Atomzielplanung hatte.⁸⁵ Er kritisierte in zahlreichen Schreiben an

vorgesetzte Dienststellen, dass die atomare Einsatzplanung seit Jahren massgeblich von einem britischen Major bestimmt werde. Zudem wies er darauf hin, dass in zahlreichen NATO-Übungen mit einer unverhältnismässig hohen Anzahl atomarer Sprengkörper mit hohen KT-Werten umgegangen werde. Groscurths Vorgesetzte konnten ihm nicht helfen und beruhigten ihn mit dem Hinweis, solange keine Einwände aus Bonn kämen, sei alles in Ordnung.

Eine erste Veränderung brachten die genannten nationalen Führungsrichtlinien für den Einsatz von Atomwaffen im Jahre 1966. Dennoch blieb, wie General de Maizière in einem Gespräch mit COMNORTHAG im Januar 1969 erfahren musste, der Operationsplan NORTHAG auf eine Kanalisierung feindlicher Truppen bis zum Erreichen des Abwehr-raumes nahe der Weser ausgerichtet, um danach mit dem selektiven Einsatz von immerhin 50 Nuklearwaffen die Abwehrrschlacht für die NATO entscheiden zu können.⁸⁶ Die Stellungnahme des Inspektors der Luftwaffe, Generalleutnant Steinhoff, sprach angesichts der angenommenen Luftüberlegenheit des Warschauer Paktes von 4:1 eine klare Sprache: «Es wird weder eine operative Beweglichkeit geben, noch der Zusammenhang der Abwehrkräfte gewährleistet werden können.»⁸⁷ Generalleutnant Steinhoff appellierte: «Die BuRep Deutschland kann nicht einer Operationsführung zustimmen, die ihr Gebiet von vornherein in der Tiefe zum Schlachtfeld werden lässt und der nuklearen Verwüstung aussetzt. Die Anwendung takt. nuklearer Gefechtsfeldwaffen (50 Stück als Nuklearschlag) ist als Teil konventioneller Abwehr unannehmbar.»⁸⁸ Steinhoff bat Generalinspekteur de Maizière dringend, der «falsche (n) Interpretation der MC 14/3» entgegenzuwirken. Diese Feststellungen trafen auch für den Bereich der CENTAG zu. Weiterhin galt es, die im deutschen Interesse liegende Vorneverteidigung im Bündnis durchzusetzen, auch wenn die konventionelle Verteidigungsfähigkeit noch lange nicht erreicht war.

Abschliessend lässt sich feststellen, dass der Kampf ums Edelweiss, die Verteidigung der bayerischen Alpen bei einem massiven Angriff des Warschauer Paktes, vor allem im Oberpfälzer und im Bayerischen Wald mit mechanisierten Grossverbänden entschieden worden wäre. Die 1. Gebirgsdivision war daher nie ein reiner Spezialverband. Vielmehr bereitete sich die Masse der Soldaten mit den charakteristischen Gebirgsmützen auf einen beweglich geführten Abwehrkampf in der Mittelgebirgslandschaft entlang der Grenze zur damaligen CSSR und Österreich vor. Bei einer Verletzung der Neutralität Österreichs wären die bayerischen Alpen im panzergünstigeren Gelände des bayerischen Voralpenlandes südlich der Donau verteidigt worden. Das Staatsgebiet Österreichs wäre zur «vorge-lagerten» Verzögerungszone der NATO geworden.

Anmerkungen

¹ Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaften (Hrsg.): Krieg und Gebirge: Der Einfluss der Alpen und des Juras auf die Strategie im Laufe der Jahrhunderte, Neuenburg 1988.

² Bätzing, Werner: Militärstrassen in den piemontesischen Alpen, in: Wege und Geschichte 2 (2006), S. 34-37.

³ Clausewitz, Carl von: Vom Kriege, 6. Buch, 15. Kapitel und 7. Buch, 11. Kapitel. Darüber hinaus wird auch in anderen Kapiteln auf den Kampf im Gebirge Bezug genommen.

⁴ Hartinger, Alexander/Schepe, Gerhard: Gebirgskampf, in: Gerber, Johannes (Hrsg.): Landkriegführung. Ein Handbuch, Osnabrück 1992, S. 193-204.

⁵ Minott, Rodney G.: Top secret: Hitlers Alpenfestung. Tatsachenbericht über einen Mythos, Reinbek bei Hamburg 1967; Kaltenecker, Roland: Operation «Alpenfestung»: das letzte Geheimnis des «Dritten Reiches», München 2005.

⁶ Zahn, Achim: Mountainbike Trails. Auf alten Militärstrassen um die höchsten Berge der Alpen, München 2006.

⁷ Hebert, Günther: Das Alpenkorps: Aufbau, Organisation und Einsatz einer Gebirgstruppe im Ersten Weltkrieg, Boppard am Rhein 1988; Kaltenecker, Roland: Die Geschichte der deutschen Gebirgstruppe 1915 bis heute, Stuttgart 1980.

⁸ Lichem, Heinz von: Der einsame Krieg: Erste Gesamtdokumentation des Gebirgskrieges 1915-1918 von den Julischen Alpen bis zum Stilfser Joch, Bozen 1981².

⁹ Diesen Ruf herausstellend: Buchner, Alex: Vom Eismeer bis zum Kaukasus: die deutsche Gebirgstruppe im Zweiten Weltkrieg 1941/42, Friedberg 1988; Kaltenecker, Roland: Die deutsche Gebirgstruppe: 1935-1945, München 1989.

¹⁰ Meyer, Hermann F.: Blutiges Edelweiss: die 1. Gebirgs-Division im Zweiten Weltkrieg, Berlin 2008.

¹¹ Strauss, Franz Josef: Die Erinnerungen, Berlin 1989, S. 311ff.

¹² Kaltenecker, Roland: Das Buch der Gebirgsjäger: die 1. Gebirgsdivision der Bundeswehr, Stuttgart 1980.

¹³ Zu den Operationsplanungen des Warschauer Paktes siehe die Web-Seite des früheren Parallel History Project on NATO and the Warsaw Pact: www.isn.ethz.ch/php/index.htm (22.4.2008)

¹⁴ Förster, Stig [u.a.] (Hrsg.): Schlachten der Weltgeschichte. Von Salamis bis Sinai, München 2001; Bremm, Klaus-Jürgen: Im Schatten des Desasters: 12 Entscheidungsschlachten in der Geschichte Europas, Norderstedt 2003.

¹⁵ Neitzel, Sönke: Militärgeschichte ohne Krieg? Eine Standortbestimmung der deutschen Militärgeschichtsschreibung über das Zeitalter der Weltkriege, in: Kraus, Hans-Christof/Nicklas, Thomas (Hrsg.): Geschichte der Politik. Alte und Neue Wege. Beiheft 44 der HZ, München 2007, S. 287-308.

¹⁶ Wegner, Bernd: Wozu Operationsgeschichte?, in: Kühne, Thomas/Ziemann, Benjamin: Was ist Militärgeschichte? Paderborn 2000, (Krieg in der Geschichte; Bd. 6), S. 105-113, hier S. 109.

¹⁷ Nowosadtko, Jutta: Krieg, Gewalt und Ordnung. Einführung in die Militärgeschichte, Tübingen 2002, (Historische Einführungen; Bd. 6).

¹⁸ Beispielhaft Duby, Georges: Der Sonntag von Bouvines 27. Juli 1214, Berlin 1988.

¹⁹ Krumeich, Gerd: Militärgeschichte für eine zivile Gesellschaft, in: Cornelissen, Christoph (Hrsg.): Geschichtswissenschaften. Eine Einführung, Frankfurt a.M. 2000, S. 178-193.

²⁰ Herbst, Ludolf: Komplexität und Chaos. Grundzüge einer Theorie der Geschichte, München 2004.

²¹ Stellvertretend seien hier John Keegan, Michael Howard, Hew Strachan, Jeremy Black oder Geoffrey Parker genannt.

²² Zum Beispiel Luh, Jürgen: Kriegskunst in Europa 1650-1800, Köln [u.a.] 2004; bzw. Buschmann, Nikolaus/Carl, Horst (Hrsg.): Die Erfahrung des Krieges: Erfahrungsgeschichtliche Perspektiven von der Französischen Revolution bis zum Zweiten Weltkrieg, Paderborn [u.a.] 2001, (Krieg in der Geschichte; Bd. 9).

²³ Förster, Stig: Operationsgeschichte heute. Eine Einführung, in: Operationsgeschichte heute. Militärgeschichtliche Zeitschrift 61/2 (2002), S. 309-313; Neitzel, Sönke: Des Forschens noch wert? Anmerkungen zur Operationsgeschichte der Waffen-SS, in: ebd., S. 403-429.

²⁴ Für die 1950er/60er Jahre: Thoss, Bruno: NATO-Strategie und nationale Verteidigungsplanung. Planung und Aufbau der Bundeswehr unter den Bedingungen einer massiven atomaren Vergeltungsstrategie 1952 bis 1960, München 2006, (Sicherheitspolitik und Streitkräfte der Bundesrepublik Deutschland; Bd. 1). Hier vor allem die grundlegenden Ausführungen zur Zivilverteidigung im Kalten Krieg.

²⁵ Nägler, Frank: Die Bundeswehr 1955-2005. Rückblenden – Einsichten – Perspektive, München 2007, (Sicherheitspolitik und Streitkräfte der Bundesrepublik Deutschland; Bd 7), hier Teil IV, S. 291-364.

²⁶ Dem Autor lagen «scharfe» Einsatzpläne der NATO, die Emergency Defense Plans (EDP), ab den 1970er Jahren der General Defense Plan (GDP), und davon abgeleitete regionale Verteidigungspläne vor, die im Bundesarchiv-Militärarchiv in Freiburg i. Br. und bei SHAPE in Mons lagern und teilweise herabgestuft werden konnten. Dazu kamen interessante Dokumente aus dem Nachlass General Dr. Hans Speidel, LANDCENT von 1957 bis 1963 und aus dem Nachlass General Johann Adolf Graf von Kielmansegg, Nachfolger Speidels als LANDCENT und ab 1966 CINCENT. Allerdings muss darauf hingewiesen werden, dass die Akten der NATO und der Bundeswehr nur unvollständig überliefert sind.

²⁷ Mastny, Voitech (Hrsg.): War Plans and Alliances in the Cold War: Threat Perceptions in the East and the West, London 2006. Zu den ersten Ergebnissen zu den Operationsplanungen des Warschauer Paktes siehe die Web-Seite des Parallel History Project on NATO and the Warsaw Pact: www.isn.ethz.ch/php/index.htm (22.11.2006)

²⁸ van Nes, Harald: Fränkisches Mittelgebirge, Oberpfälzer Wald und Bayerischer Wald. Landschaftliche Erscheinungsformen und ihr Einfluss auf die Bewegungsmöglichkeiten mechanisierter Grossverbände im Gefecht, Jahresarbeit Hamburg 1968.

²⁹ Steiger, Andreas: Vom Schutz der Grenze zur Raumverteidigung: Beiträge zur Geschichte des österreichischen Bundesheeres von 1968 bis 1978, Wien 2000; Balló, István: Die Ungarische Volksarmee im Warschauer Pakt. Möglichkeiten und geplante Aufgaben Richtung Österreich vor 1989, in: OMZ 2 (1998), S. 161-166.

³⁰ Hammerich, Helmut [u.a.], Das Heer 1950-1970. Konzeption, Organisation, Aufbau, München 2006.

³¹ Ende 1961 waren 12 Divisionen mit insgesamt 34 Brigaden auf- bzw. teilaufgestellt. Vgl. BArch, BW 2/2458, Zustandsberichte Heer 1961.

³² Rink, Martin: «Strukturen brausen um die Wette». Zur Organisation des deutschen Heeres, in: Hammerich, Helmut [u.a.], Das Heer 1950-1970. Konzeption, Organisation, Aufbau, München 2006, S. 353-484.

³³ Hammerich, Helmut: 50 Jahre Heer der Bundeswehr. Von der multinationalen Vorwärtsverteidigung zur internationalen Konfliktverhütung und Krisenbewältigung, in: Militärgeschichte. Zeitschrift für historische Bildung 1 (2006), S. 4-9.

³⁴ Schraut, Hans-Jürgen: Die Streitkräftestruktur der Bundeswehr 1955-1990. Eine Dokumentation im Rahmen des Nuclear History Program, Ebenhausen 1993.

³⁵ Poppe, Michael: Die Entwicklung der Artillerie in der Bundeswehr 1956-2006, in: Zu Gleich. Zeitschrift der Artillerietruppe 1 (2006), S. 5-14.

³⁶ FÜS III, Atomare Trägermittel der Bundeswehr, NHP-Dok. Nr. 175, zit. nach: Gablik, Axel: Strategische Planungen in der Bundesrepublik Deutschland 1955-1967: Politische Kontrolle oder militärische Notwendigkeit?, Baden-Baden 1996, S. 477.

³⁷ Schmückle, Gerd: Wandlung der Apokalypse – eine Betrachtung über das Kriegsbild in Europa, in: Christ und Welt, 26. Januar 1962, S. 33 f.

³⁸ De Maizière, Ulrich: Zur Mitwirkung der Bundesrepublik Deutschland an der Nuklearstrategie der NATO (1955-1972), in: Bracher, Karl-Dietrich [u.a.] (Hrsg.): Deutschland zwischen Krieg und Frieden. Beiträge zur Politik und Kultur im 20. Jahrhundert, Bonn 1990, S. 277-290, hier S. 288.

³⁹ Baudissin, Das Kriegsbild, S. 17.

⁴⁰ Scheven, Werner von: Die Truppenführung – Zur Geschichte ihrer Vorschrift und zur Entwicklung ihrer Struktur von 1933 bis 1962, Jahresarbeit Hamburg 1969.

- ⁴¹ BArch, BHD 1, HDv 100/1, Truppenführung (TF), Oktober 1962, S. 193f.
- ⁴² BArch, BH 2/160, Führungsrichtlinien für den Einsatz von Atomwaffen (de Maizière), 18.7.1966; siehe auch: de Maizière, In der Pflicht, S. 277 f.
- ⁴³ Ebd., S. 9.
- ⁴⁴ Hinweis Generalmajor a.D. Dieter Brand, Oktober 2005.
- ⁴⁵ Steinhoff, Johannes/Pommerin, Reiner: Strategiewechsel: Bundesrepublik und Nuklearstrategie in der Ära Adenauer-Kennedy, Baden-Baden 1992, (Nuclear History Program; Bd. 30/1).
- ⁴⁶ Zur Gefechtsübung siehe: BArch, BH 7-2/346, II. Korps, G 3, Erfahrungsbericht Schwarzer Löwe, 18.12.1968, und Thilo, Die Tschechenkrise 1968, in: Vom Kalten Krieg zur deutschen Einheit, S. 179-185.
- ⁴⁷ BArch, N 673/23, DTB de Maizière, STAL Füs III am 28.5.1957.
- ⁴⁸ SHAPE/80/62 (P-5 R-150 E 53), Schreiben Norstad an CINCENT Jacquet, 6.4.1962. Für die Herabstufung zahlreicher Dokumente danke ich Dr. Greg Pedlow, SHAPE Mons.
- ⁴⁹ MGFA, Nachlass Dr. Hans Speidel/82, Hinweis im Vortragsmanuskript General Dr. Speidel «Forces de couverture», 29.6.1962.
- ⁵⁰ BArch, BH 1/599, NATO EX HOSTAGE BRUN, Juni 1962. BMVg, FÜH II Erfahrungsberichte NATO-Übungen.
- ⁵¹ BArch, BW 2/8742, Ausführungen COMLANDCENT am 17.1.1963.
- ⁵² BArch, BH 7-3/14, III. Korps, G 3, Erfahrungsbericht GROSSER RÖSSELSPRUNG, 19.12.1969.
- ⁵³ Zit. nach: Meyer, Heusinger, S. 806. Heusinger war 1966/67 Gastdozent an der Universität Köln.
- ⁵⁴ Dpa-Archiv/HG 1961, Die Bundeswehr an der Schwelle der siebziger Jahre, 29.9.1969, S. 9.
- ⁵⁵ Zur sowjetischen Militärstrategie siehe: Glantz, David M.: The Military Strategy of the Soviet Union: A History, Abingdon/Oxon 20042, hier S. 169-213.
- ⁵⁶ Zu den Operationsplanungen des Warschauer Paktes anhand tschechischer Akten siehe: Lunak, Petr/Mastny, Voitec: Taking Lyon on the Ninth Day? The 1964 Warsaw Pact Plan for a Nuclear War in Europe and related Documents., Washington D.C./Zürich 2000, (PHP Publications Series) (www.isn.ethz.ch/pubs/ph/details.cfm?lng=en&id=1069).
- ⁵⁷ BArch, BL 1/4050, GI an Insp der Lw, 30.1.1969, Operationsplanung NORTHAG/2. ATAF. Für diesen Hinweis bin ich meinem Kollegen Dr. Bernd Lemke sehr dankbar.
- ⁵⁸ Dazu Hoffenaar, Jan/Krüger, Dieter (Hrsg.): Warfare in the Central Sector, 1948-1968 (in Vorbereitung).
- ⁵⁹ BArch, BH 7-2/148, CENTAG-EDP-Übung GRAND SLAM II 1963, KTB II. Korps Juni 1963.
- ⁶⁰ BArch, BH 7-3/239, Op-Plan 1-63, III. Korps, 17.7.1963.
- ⁶¹ Brief Generalleutnant aD Dr. Franz Uhle-Wettler an den Autor vom 30.1.2007.
- ⁶² Mit der Erklärung der «S-Stunde» ermächtigt SACEUR die für die Freigabe zuständigen Kommandeure, eine oder eine Anzahl von Atomwaffen einzusetzen. Mit der Erklärung der «R-Stunde» ermächtigt SACEUR die für die Freigabe zuständigen Kommandeure, Atomwaffen mit unbegrenzt hohen Detonationswerten auf dem Gebiet der Sowjetunion oder der Satellitenstaaten einzusetzen. Auf westdeutschen oder neutralen Gebieten können Atomwaffen bis zu 10 KT eingesetzt werden, wenn deren Territorium durch die Streitkräfte des Sowjetblocks angegriffen wird. Eine weitere Voraussetzung ist, dass deren Einsatz durch militärische Notwendigkeiten bedingt ist. BArch, BH 2/1247, II. Korps, Anweisung für den Einsatz von Atomwaffen im Bereich des II. (GE) Korps, 15.11.1963.
- ⁶³ Honest John: 40 km Reichweite, 2-50 KT; Sergeant: 150 km Reichweite, 2-50 KT. DivArt 6 HJ-Werfer, 12 x175mm, 4x 203mm-Geschütze. KorpsArt 8 Sergeant-Werfer, 12x 203mm-Geschütze. Erster Raketenabschuss nach 10-15 Minuten! Zweiter Abschuss nach 10 Minuten (HJ), nach einer Minute (Sergeant).
- ⁶⁴ BArch, BH 7-2/148, CENTAG-EDP-Übung GRAND SLAM II 1963, KTB II. Korps Juni 1963.
- ⁶⁵ Reiner Pommerin, General Trettner und die Atom-Minen, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 39 (1991), S. 637-654.
- ⁶⁶ Brief Generalleutnant a. D. Dr. Franz Uhle-Wettler an den Autor vom 30.1.2007.

- ⁶⁷ BArch, BH 7-3/239, Op-Plan 1-63, III. Korps, 17.7.1963.
- ⁶⁸ Zit. nach Generalleutnant a.D. Uhle-Wettler, Brief an den Autor vom 30.1.2007.
- ⁶⁹ Lemke, Bernd [u.a.]: Die Luftwaffe 1950 bis 1970. Konzeption, Aufbau, Integration, München 2006, (Sicherheitspolitik und Streitkräfte der Bundesrepublik Deutschland; Bd 2).
- ⁷⁰ BArch, BH 7-2/490, Befehl Nr. 1 (Entwurf) für die Verteidigung OSTBAYERNS (GDP 82)-OpPlan II. (GE) Korps 33001, 6.9.1981.
- ⁷¹ BArch, BH 8-8/207, Divisionsbefehl Nr. 1/80 für die Verteidigung im BAYERISCHEN WALD, 1. Gebirgsdivision, 9.9.1980.
- ⁷² P05 R144, L-028, CENTAG EDP 1-60, SHAPE, 35mm.
- ⁷³ BArch, BH 7-2/153, Erfahrungsbericht GRAND SLAM II, II. Korps 15.5.1963.
- ⁷⁴ BArch, BH 8-8/207, Feindlage gem. Divisionsbefehl Nr. 1/80 für die Verteidigung im BAYERISCHEN WALD (GDP 80), 1. Gebirgsdivision, 9.9.1980.
- ⁷⁵ BArch, BH 7-2/476, Militärischer Zustandsbericht II. Korps für 1971, 14.1.1972.
- ⁷⁶ BArch, BH 7-2/286b, II. Korps an FÜH betr. Verbesserung der Abwehrbereitschaft im süd-deutschen Raum, 5.1.1973.
- ⁷⁷ BArch, BH 7-2/467, IV. (IT) Korps an II. (GE) Korps betr. Koordinierungssitzung, 22.1.1975.
- ⁷⁸ P05 R144, L-028, CENTAG EDP 1-60, SHAPE, 35mm. 1960 war dafür das so genannte SAVOIA Regiment vorgesehen.
- ⁷⁹ Hierzu und im Folgenden: BArch, BH 8-10/353, Grundgedanken zur Operationsplanung (GDP 82). 10. Panzerdivision, 17.3.1983.
- ⁸⁰ BArch, BH 7-2/148, CENTAG-EDP-Übung GRAND SLAM II 1963, KTB II. Korps Juni 1963.
- ⁸¹ Zum Beispiel BArch, BH 7-2/490, Befehl Nr. 1 (Entwurf) für die Verteidigung OSTBAYERNS (GDP 82)-OpPlan II. (GE) Korps 33001, 6.9.1981. Darin wird angeordnet: «Jedes Überschreiten der Grenzen zu Lande, auf dem Wasser und in der Luft ist bis zur ausdrücklichen Genehmigung durch das Korps verboten.»
- ⁸² Grundlegend: Krüger, Dieter: Schlachtfeld Bundesrepublik? Europa, die deutsche Luftwaffe und der Strategiewechsel der NATO 1958-1968, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 2 (2008), S. 171-225.
- ⁸³ BArch, BH 7-2/476, Militärischer Zustandsbericht II. Korps für 1968, 13.1.1969.
- ⁸⁴ BArch, BH 2/1247, ArtKdr 2, Kurzbericht über die Atomzielkonferenz bei CENTAG am 17. Dez. 1964, 22.12.1964.
- ⁸⁵ Groscurth, Helmuth: Dienstweg. Rückblicke eines Generalstabsoffiziers der Bundeswehr, Waiblingen 1994, S. 43-46 und Dokumente 3-8.
- ⁸⁶ BArch, BL 1/4050, GI an Insp der Lw, 30.1.1969, Operationsplanung NORTHAG/2. ATAF.
- ⁸⁷ BArch, BL 1/4050, Stellungnahme Steinhoff an GI de Maizièrre, 14.2.1969.
- ⁸⁸ Ebd. und folgend.

Erwin Fitz

Die Planungen des Österreichischen Bundesheeres zur Verteidigung Vorarlbergs

Sicherheitspolitische und militärstrategische Ziele

In den siebziger bis frühen neunziger Jahren des 20. Jahrhunderts bildeten Österreich und die Schweiz einen neutralen Riegel im Europa der Paktkonfrontation. Österreich sagte im Moskauer Memorandum zu, eine Neutralität nach Schweizer Muster zu wahren.¹ Die Frage, inwieweit Österreich dabei ein Musterknabe war, ist nicht Thema der folgenden Ausführungen.

Sicherheitspolitische Ziele mit Verfassungsrang waren die Bewahrung der Unabhängigkeit nach aussen ebenso wie der Unverletzlichkeit und der Einheit des Bundesgebietes² sowie gegebenenfalls deren Wiederherstellung, weiters der Schutz und die Verteidigung der verfassungsmässigen Einrichtungen und ihrer Handlungsfreiheit sowie der demokratischen Freiheiten der Einwohner vor gewaltsamen Angriffen von aussen und die Aufrechterhaltung und Verteidigung der Souveränität und der immerwährenden Neutralität.³ Daher kam es darauf an, bei jeder Form einer Bedrohung Österreichs die Einheit von Staatsvolk, Staatsgebiet und Staatsgewalt zu bewahren. Jede aktive Massnahme gegen ein oder mehrere sicherheitspolitische Ziele war eine Bedrohung.

Aus den in der Bundesverfassung begründeten sicherheitspolitischen Zielen und der militärischen Bedrohung im Grossen waren auch für den Zeitraum der 1970er bis in die frühen 1990er Jahre, für den Bereich der militärischen Landesverteidigung militärstrategische⁴ Ziele abzuleiten. Die militärstrategischen Ziele waren das Erreichen der *Abhaltung* im Frieden, im Krieg und zur Erfüllung der Neutralitätspflichten durch einen entsprechenden Beitrag der militärischen Landesverteidigung im Hinblick auf die Bereitschaft zur Verteidigung, zur Bewältigung von Krisen und zur Gewährleistung der Neutralitätspflichten. Ferner die *Verteidigung* durch den entscheidenden Beitrag der militärischen Landesverteidigung zur Abwehr von Angriffen und zur Wiedergewinnung verloren gegangener Gebiete.

Die militärstrategischen Ziele der Verteidigung – der Abwehr⁵ einer Aggression zur Erde und in der Luft – waren (1) die Verhinderung des Erreichens militärstrategischer Ziele durch den Aggressor; (2) das Verwehren der Inbesitznahme österreichischen Bundesgebietes überhaupt, insbesondere seiner Bevölkerungs-, Industrie- und Verwaltungszentren und der wesentlichen Kommunikationslinien; (3) das Verwehren der Nutzung österreichischen Bundesgebietes oder von Teilen davon, seiner Produktionskapazität und infrastrukturellen Möglichkeiten sowie (4) das Wiedergewinnen verloren gegangener Gebiete. Hiezu waren als Voraussetzungen das Behaupten jener Räume, die in politischer und militärischer

Hinsicht dazu erforderlich waren, sowie das Sicherstellen von ausreichendem militärischem Potenzial, anzusehen.

Zur Erreichung dieser Ziele hatte die militärische Planung bereits im Frieden alle Massnahmen vorzubereiten, um bei Erfordernis eines Einsatzes des Bundesheeres oder von Teilen davon, auch mit ständig einsetzbaren Truppen eine unverzügliche und wirksame Reaktion zu gewährleisten. Die Fähigkeit, rechtzeitig und rasch mobilzumachen, war dazu eine entscheidende Voraussetzung, ebenso wie die Vorwarnzeit als wesentlicher Faktor. Die Streitkräfte waren vor allem in quantitativer Hinsicht auf der Grundlage des gegebenen Wehrgesetzes unter Ausschöpfung des Wehrpotenzials auszubauen. Dabei waren eine aufgabenbezogene Bewaffnung, Ausrüstung und Ausbildung zur Sicherstellung der Wirksamkeit gegenüber einem potenziellen Aggressor erforderlich. Der Abwehrkampf war so zu führen, dass die Gefährdung der Zivilbevölkerung durch Kampfhandlungen auf ein Mindestmass reduziert blieb.⁶

Die militärische Bedrohung Österreichs im Grossen

Österreich lag in einem geographischen Raum, wo sich die beiden Bündnisse NATO und Warschauer Pakt gegenüberstanden. Die Bündnisse wurden durch ihre Wirtschaftssysteme ökonomisch und politisch unterstützt. Aus jeder Veränderung dieser politischen Umwelt konnte theoretisch für Österreich eine Bedrohung entstehen. Ebenso sah es im Falle einer Veränderung des Verhaltens eines der Nachbarstaaten alleine aus. Auch konnten Geschehnisse in den europäischen Randzonen, im Bereich des Nahen Ostens und in sonstigen Gebieten die Sicherheit Österreichs berühren. Aus dieser besonderen Lage und den möglichen Absichten eines Aggressors liessen sich im Wesentlichen zwei Formen von militärischen Bedrohungen gegen Österreich erkennen.⁷

Die Absicht eines Aggressors konnte es sein, militärische Aktionen über österreichisches Bundesgebiet zu führen, wobei sein eigentliches Ziel jedoch ausserhalb Österreichs gelegen hätte. Hierbei würde es ihm auf die Nutzung des Luftraumes, sowie die rasche Inbesitznahme der Verbindungswege und Verkehrszentren ankommen, um in möglichst kurzer Zeit operative Verbände gegen sein ausserhalb Österreich liegendes Angriffsziel einsetzen zu können. Eine Besetzung Österreichs würde dabei nur soweit beabsichtigt, als sie zur Sicherung der Hauptoperation erforderlich war.⁸

Weitere mögliche Absicht eines Aggressors konnte eine Besetzung oder Teilbesetzung des österreichischen Bundesgebietes sein, um Grundlagen für eine spätere Fortsetzung des Angriffes oder eine politische Tatsache zu schaffen. Hierbei würde die rasche Inbesitznahme des jeweiligen Raumes im Vordergrund stehen. Durch Sicherung des Besitzstandes und politische Massnahmen im eingenommenen Gebiet sollten vollendete Tatsachen herbeigeführt werden.

Im Hinblick auf die mögliche Absicht einer Aggression, einen raschen Durchmarsch durch Österreich zu erzielen, wurde zwar nicht mit dem massiven Einsatz von Kernwaffen, wohl

aber mit der Möglichkeit des gezielten Einsatzes von «Kleinatomsprengköpfen» (sogenannte «taktische Atomwaffen») und chemischen Kampfmitteln sowie den Auswirkungen eines möglichen Einsatzes von Nuklearmitteln in der Nachbarschaft gerechnet. Somit musste sich Österreich militärisch auf die Abwehr subversiver und konventioneller Bedrohungen ausrichten und wirksame Schutzmassnahmen gegen atomare Einwirkungen vorsehen.

Der Besitz oder die Kontrolle von Teilen des österreichischen Bundesgebietes durch eine oder mehrere an einem Konflikt in der Nachbarschaft beteiligten Parteien konnte für diese einen entscheidenden Vorteil darstellen. Daher war mit der Verpflichtung zur Aufrechterhaltung der immerwährenden Neutralität jede Verwendung österreichischen Bundesgebietes insbesondere als Operationsbasis gegen einen Drittstaat zu verhindern.

Bedrohungen geringer Intensität konnten sich aus inneren Konflikten vor allem in Nachbarländern, internationalen Spannungen und Auseinandersetzungen sowie durch Terrorismus und Subversion ergeben. Diese konnten sowohl den Grenzraum als auch bestimmte Objekte und Räume in der Tiefe des Bundesgebietes betreffen.

Bestimmende Faktoren für den Abwehrkampf

Der Auftrag des Bundesheeres verlangte den Abwehrkampf im Rahmen eines den gesamten Staat umfassenden Abwehrsystems im Zusammenwirken mit den anderen Bereichen der umfassenden Landesverteidigung über einen längeren Zeitraum zu führen.⁹ Hiezu war (1) der Abwehrkampf in geeigneter Form ab der Grenze aufzunehmen; (2) Räume, die für die Erreichung der operativen Ziele eines Aggressors von entscheidender Bedeutung waren, zu behaupten; (3) in Räumen die vom Feind durchstossen, umgangen oder eingeschlossen waren, der Kampf fortzusetzen; (4) ein möglichst grosser Teil des Bundesgebietes als Voraussetzung zur Erhaltung der Republik als handlungsfähiges Völkerrechtssubjekt und zum Wirksamwerden des militärischen Sicherheitsmechanismus zu behaupten; (5) verloren gegangenes Gebiet wieder in Besitz zu nehmen und so die volle Einheit des Bundesgebietes wiederherzustellen; (6) ohne Beeinträchtigung der Abwehrfähigkeit auch eine wirksame Assistenz sowohl gegenüber Bedrohungen im Innern als auch zur Hilfeleistung bei Elementarereignissen und Unglücksfällen aussergewöhnlichen Umfanges zu ermöglichen und (6) ein Übergang aus Einsätzen bei einer Bedrohung geringerer Intensität in den Verteidigungsfall zeitgerecht und reibungslos sicherzustellen.¹⁰

Die Intensität der militärischen Bedrohung Österreichs ergab sich aus den durch einen potenziellen Aggressor bereitgestellten Mitteln im Zusammenhang mit seiner politischen und militärischen Zielsetzung. Eine Grundlage und Rechengrösse für eigene Abwehrmassnahmen war dabei die Anzahl der operativen Verbände sowie ihre Qualität einschliesslich deren Fähigkeit, mit Operationen innerhalb eines kurzen Zeitraumes zu beginnen. Im ungünstigsten Fall war mit einer Vorwarnzeit von weniger als einem Tag und feindlicher Luftherrschaft zu rechnen.

Um einen raschen Erfolg zu erzielen, würde der Aggressor entlang der Hauptbewegungslinien mit überlegenen mechanisierten Kräften in die für seine Operationen wichtigen Räume vorzustossen versuchen. Mit der Absicht, die Fliegerkräfte überraschend am Boden zu zerschlagen, mit operativen und taktischen Luftlandungen sowie mit vorgestaffelten subversiven Aktionen war hiebei zu rechnen.

Die eigenen Abwehmassnahmen wurden von der Geländestruktur im jeweiligen Operationsraum entscheidend beeinflusst. Charakteristisch für Österreich war, dass der für eine Verteidigung günstige Teil im Zentrum und im Westen des Bundesgebietes lag. Die für einen Angriff geländemässig besonders geeigneten Gebiete lagen in den offenen und damit bewegungsgünstigen Teilen im Norden, Osten und Südosten – insbesondere im südlich des Donautals¹¹ gelegenen Raum, im Grossraum Wien und in der Grazer-Bucht. In diesen Räumen, aber auch im Klagenfurter-Becken, im Inntal und in der Mur-Mürzfurche waren Bevölkerung und Wirtschaft konzentriert, und sie stellten daher ebenso wie die Nord-Süd-Verbindungen im Westen Österreichs besonders gefährdete Räume dar.

Anfang und Ausbau des Bundesheeres und die Auswirkungen auf Vorarlberg

Die ersten Ausbauschritte des Bundesheeres

Am Anfang des Österreichischen Bundesheeres stand die *Heeresgliederung 1956* (vgl. Abb. 22). Das oberste Ziel der Landesverteidigung war dabei, einem Angreifer schon an der Staatsgrenze mit eigenen Streitkräften wirkungsvoll entgegenzutreten zu können.¹² Das in Bregenz und Lochau dislozierte Vorarlberger Jägerbataillon 23 war ein Verband der 6. Gebirgsbrigade, welche das Kommando in Innsbruck hatte.

Der Sicherungseinsatz an der Grenze zu Ungarn im Herbst 1956 führte zur Akzeptanz durch die österreichische Bevölkerung. Der Einfluss auf die Haltung der politischen Entscheidungsträger war jedoch kaum wahrnehmbar.

Insbesondere Schwierigkeiten beim Personalaufkommen¹³ führten zur *Heeresgliederung 1962* (vgl. Abb. 23). Der Streitkräftenrahmen wurde zugunsten einer grösseren Effizienz verringert. Ein Ergebnis dieser Heeresgliederung war die Aufstellung der Militärkommanden in jedem Bundesland. Das im Jänner 1963 aufgestellte Militärkommando Vorarlberg hatte seinen Sitz in Bregenz. Im Mai 1963 wurde beim Militärkommando Vorarlberg die Grenzschutzkompanie Bregenz I als erste Einheit der geplanten Grenzschutzverbände in Vorarlberg aufgestellt.¹⁴ Mit den geringen Kräften des Militärkommandos Vorarlberg, der präsenten Stabskompanie und der mobilzumachenden Grenzschutzkompanie, war nur eine partielle Grenzraumüberwachung zu bewältigen.¹⁵ Durch die geringe Stärke verblieben dem Militärkommando Vorarlberg vor Mobilmachung weder Kräfte zur Reservenbildung, noch zur Besetzung und Aktivierung der vorbereiteten Sperrn. Die Abwehrkraft war vor



Abb. 24: Sicherungseinsatz des Österreichischen Bundesheeres an der Staatsgrenze zu Ungarn nach der sowjetischen Invasion im Spätherbst 1956 – erster Einsatz von Soldaten des Bundesheeres im Inland (© Bundesheer/BMI (Repro: HBF/Tindl).



Abb. 25: Bereitstellung österreichischer Truppen zum Sicherungseinsatz an der Staatsgrenze zur Tschechoslowakei nach der Niederschlagung des «Prager Frühlings» durch Truppen des Warschauer Paktes 1968 (© Bundesheer/HBF/Klimt).

und nach Mobilmachung so gering, dass lediglich eine Demonstration der Anwesenheit von Kräften des Bundesheeres im Grenzraum durchgeführt werden konnte.

Zäsur 1968: «Krise – Wende – neues Konzept»

Weil die unbedingt erforderlichen finanziellen Mittel von der Politik nicht zur Verfügung gestellt wurden, musste die Heeresgliederung 1962 im Jahr 1968 adaptiert werden. Es wurde zwischen dem aktiven Heer aus allen präsenten Teilen (Einsatztruppen) und dem Reserveheer unterschieden. Eine weitere Differenzierung erfolgte in das Feldheer und in die Territoriale Organisation. Das Feldheer umfasste die bereits im Frieden vorhandenen Einsatztruppen, die im Alarmfall für sofortiges Eingreifen in bedrohten Räumen und für allgemeine Sicherungsaufgaben zur Verfügung standen. Im Mobilmachungsfall wurde das Feldheer durch Marscheinheiten (personelle Ergänzung) und Reservetruppen verstärkt. Das präsenste Vorarlberger Jägerbataillon 23 zählte zu den Einsatztruppen des Feldheeres.

Mit dem Begriff Territoriale Organisation wurden die Militärkommanden mit ihren ortsfesten Einrichtungen und den territorialen Truppen und Kommanden, die zur Aufstellung der Reservetruppen dienten, bezeichnet. Ausserdem zählten die Reservetruppen der territorialen Organisation und die Ersatztruppen dazu.

In dieser Umgliederungsphase erfolgte der Einmarsch der Warschauer Pakt Truppen in der Tschechoslowakei. Da sich die politische Führung über den Einsatz des Österreichischen Bundesheeres nicht einig war, blieben die Truppen 30 Kilometer hinter der Grenze. Dies löste zahlreiche heftige Kritik aus. Einer der ersten, welcher öffentlich die Verteidigung an der Grenze kritisierte, war der ehemalige Generaloberst der deutschen Wehrmacht Dr. Lothar Rendulic. «Von einer Grenzverteidigung konnte naturgemäss keine Rede sein», schrieb er am 24. September 1968 in den *Oberösterreichischen Nachrichten*, «Hiefür wären für diesen Raum mindestens 600000 Mann, ausgerüstet mit modernen Waffen und reichlicher Munition, ferner eine starke Luftwaffe erforderlich. Deshalb ist selbst der Gedanke, von einer Grossmacht als «Aggressor» einen hohen Eintrittspreis durch Verteidigung der Grenzen fordern zu können, so unangebracht, dass sich nicht einmal eine Ablehnung lohnt. [...] Richtig ist, dass das Heer weder die Grenzen noch das Land in seiner Gesamtheit zu verteidigen vermag. Wohl aber kann es die Neutralität verteidigen. Eine Verletzung der Neutralität hat für einen Gegner nur dann Sinn, wenn er die leistungsfähigen Verkehrswege vornehmlich südlich der Donau oder durch Kärnten zu benützen beabsichtigt und es auch vermag. Dies kann jedoch durch Festhalten von Teilen des Gebirges und durch Sperrren verhindert werden.»¹⁶

Rendulic zeigte damit erstmals die Grundzüge der späteren Raumverteidigung auf. Die Schwergewichte sollten im Alpenraum und an den Bewegungslinien liegen. In der Raumverteidigung wurden dafür die Begriffe des Basisraumes und der Schlüsselzonen verwendet.

Durch die *Heeresgliederung 1972* und den notwendigen *Adaptierungen von 1978* konnten die Strukturen der Raumverteidigung geschaffen werden. Dabei entstand das erste opera-

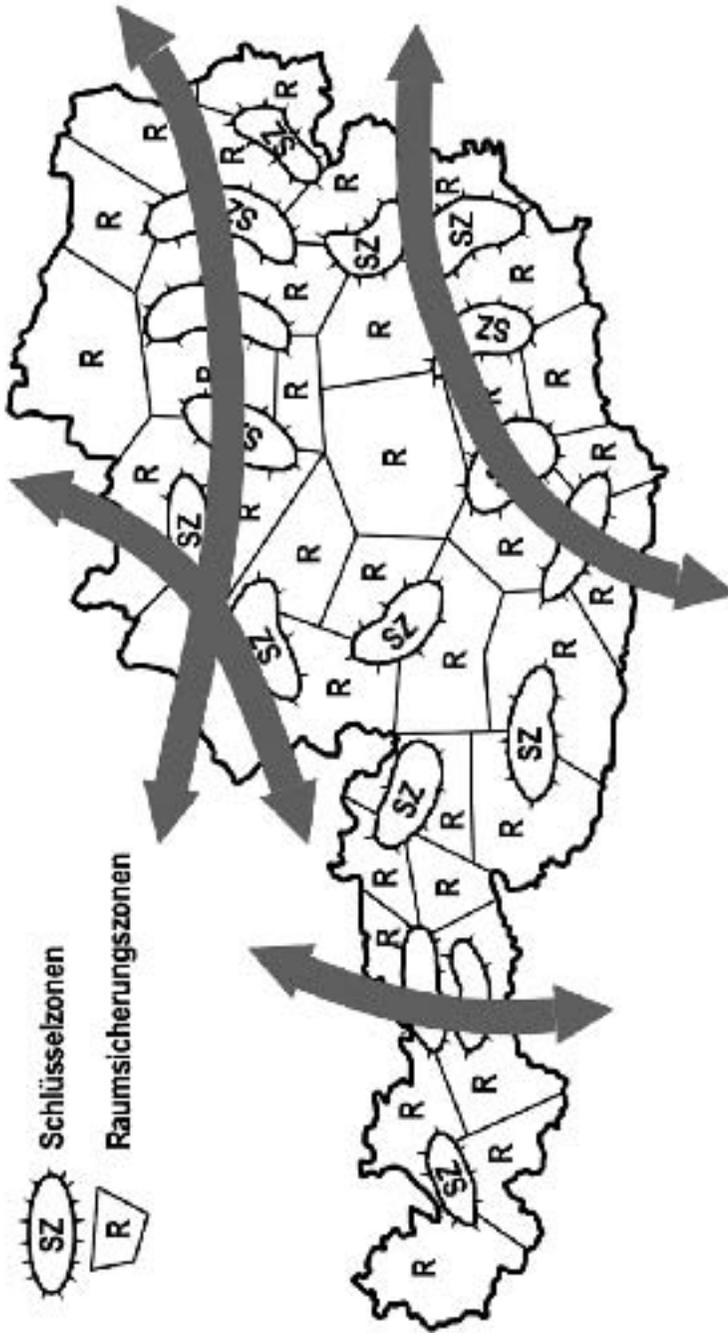


Abb. 26: Das Konzept der Raumverteidigung: Raumsicherungs- und Schlüsselzonen.

tive Konzept des Österreichischen Bundesheeres. Bis dahin waren die Vorstellungen vom inhaltenden Kampf der deutschen Wehrmacht in der Endphase des Zweiten Weltkrieges geprägt.

Der militärische Beitrag zur Erreichung der sicherheitspolitischen Ziele war ab den 1970er Jahren die Raumverteidigung, für deren Wirksamkeit die Integration von Armee und Bevölkerung eine wesentliche Grundlage darstellte. Die Raumverteidigung bestand daher aus einer operativen und einer geistigen Komponente.¹⁷

Der Armeekommandant des Österreichischen Bundesheeres, General Emil Spannocchi, erläuterte 1978 in einem Referat vor der Offiziersgesellschaft in St. Gallen das Model der Raumverteidigung (vgl. Abb. 26). Er führte dabei folgendes aus: «Was glauben wir nicht? Dass wir uns als David mit den umgebenden Goliathen mit den gleichen Waffen messen können. Was glauben wir weiter nicht? Dass wir uns eine operativ bewegliche Verteidigung erlauben dürfen, und dass wir so viele Kräfte zu einer Abwehrschlacht bereitstellen dürfen, die überhaupt im Zahlenverhältnis führbar ist. Wir fürchten auf diese Weise alles auf einmal zu riskieren und wegen der technologischen Disproportion auch in kürzester Zeit zu verlieren. Aber was wir glauben? Dass wir wissen könnten, warum und vor allem wo Österreich allenfalls angegriffen wird, dass es keine Verteidigung ohne ein statisches Element gibt, dass auch ein bewegliches Element dringend notwendig ist, das aber in konventioneller Taktik allzu verwundbar ist, um fühlbar nützlich zu sein. Beides – defensive Statik und Beweglichkeit – sind nur praktikabel, wenn sie aus der Luft nicht zerschlagen werden können. [...] Wir haben unser ganzes Land in ein System von Zonen aufgeteilt. Die Zonen der Statik nennen wir Schlüsselzonen, und wir legen sie dorthin, wo die Operationsstrassen des Gegners aus geographischen Gründen erwartet werden müssen und wo die Geographie die Chance bietet, mit relativ wenig Kräften in harter und durchaus konventioneller Verteidigung einen hohen Zeitverlust für den Gegner zu erkämpfen. [...] Die taktischen Räume zwischen, vor und hinter diesen Schlüsselzonen nennen wir Raumsicherungszonen, in denen der bewegliche Kampf geführt wird. [...] Jede dieser Zonen hat eine fest formulierte Aufgabe zu erfüllen, die wir Grundauftrag nennen. [...] Und jede dieser Zonen kann durch Ausbau und Ausbildung von Jahr zu Jahr nur stärker und nicht schwächer werden.»¹⁸

Die Raumverteidigung basierte auf der Grundlage von Auflockerung und Deckung, um sich der zu erwartenden massiven feindlichen Feuerüberlegenheit zu entziehen.

Für die Erfüllung des Auftrages durch das Bundesheer ergaben sich vor allem folgende Konsequenzen: (1) die Minimierung eigener grossräumiger operativer Bewegungen bei feindlicher Luftherrschaft, jedoch Erreichung einer hohen taktischen Beweglichkeit der Truppe; (2) das Bereithalten von unverzüglich einsatzbereiten Teilen und das Sicherstellen einer raschen personellen und materiellen Mobilmachung der Masse des Heeres, insbesondere der raumbundenen Kräfte; (3) das Ausnützen der Vorteile des Kampfes im eigenen Lande durch Mitinanspruchnahme ziviler Ressourcen und Einrichtungen; (4) die Vorbereitung von Geländeabschnitten, die für einen Aggressor von operativer Bedeutung sind,

als Verteidigungsräume, insbesondere auch durch einen tiefgestaffelten Ausbau von ständigen Befestigungen; (5) die Sicherung bedrohter Räume durch einen tiefgestaffelten Ausbau von ständigen Befestigungen; (6) die Sicherung bedrohter Räume und Einrichtungen in der Tiefe des gesamten Bundesgebietes; (7) die Fortsetzung des Kampfes auch in eingeschlossenen oder vorübergehend in Besitz genommenen Gebieten und (8) die Anwendung unterschiedlicher Verfahren je nach Art und Intensität der Bedrohung.

Je nach Bedrohung des gesamten Staatsgebietes oder von Teilen desselben war es daher die Absicht des Bundesheeres, seinen Auftrag durch Raumverteidigung im Zusammenwirken mit den anderen Bereichen der Umfassenden Landesverteidigung unter gemeinsamer oder alternativer Anwendung der Kampfverfahren *Kampf in Schlüsselzonen*, *Kampf in Raumsicherungszonen*, *räumlich begrenzter Abwehrkampf* sowie durch *Sicherungseinsatz zu erfüllen*.

Die militärische Komponente der Raumverteidigung

Grundsätzliches

Die militärische Komponente basierte in der *Zielvorstellung* auf einem, das gesamte Bundesgebiet umfassenden System statischer Kräfte (raumgebundene Landwehr) in Schlüsselzonen und in Raumsicherungszonen mit einer grundsätzlichen Festlegung des Schwergewichtes durch Schlüsselzonen. Diese raumgebundenen Kräfte verfügten über eine spezifisch raum- und aufgabenbezogene Gliederung und Ausbildung. Das System raumgebundener Kräfte wurde ergänzt durch mobile Kräfte (Bereitschaftstruppe und mobile Landwehr), die je nach Bedrohung und zur operativen Schwergewichtsbildung eingesetzt werden konnten. Fliegerkräfte, Versorgungstruppen und territoriale Organisation unterstützten den Kampf der statischen und mobilen Kräfte.

Im Rahmen einer schrittweisen Realisierung sollte es zunächst darauf ankommen, die zum gegebenen Zeitpunkt vorhandenen Kräfte und deren Führungsorganisation in Art und Umfang der jeweiligen Bedrohung in eine Beziehung zu bringen und die Kampfverfahren darauf abzustimmen. Die Aufeinanderfolge und Abstimmung der jeweiligen Kampfverfahren wäre durch die oberste Führung eingeleitet worden. Den Auswirkungen des Einsatzes von nuklearen und chemischen Kampfmitteln sollte durch passive Schutzmaßnahmen begegnet werden.

Kampfverfahren

Bei den Kampfverfahren (vgl. Abb. 27) wird im Folgenden nicht auf den Kampf in Schlüsselzonen eingegangen, weil das Territorium Vorarlbergs als Raumsicherungszone definiert wurde.

Ziel des Kampfes in einer Raumsicherungszone¹⁹ war es, zunächst das Feindvorgehen zu verlangsamen, den Feind abzunützen, seine Führung und Versorgung zu behindern, ihm in

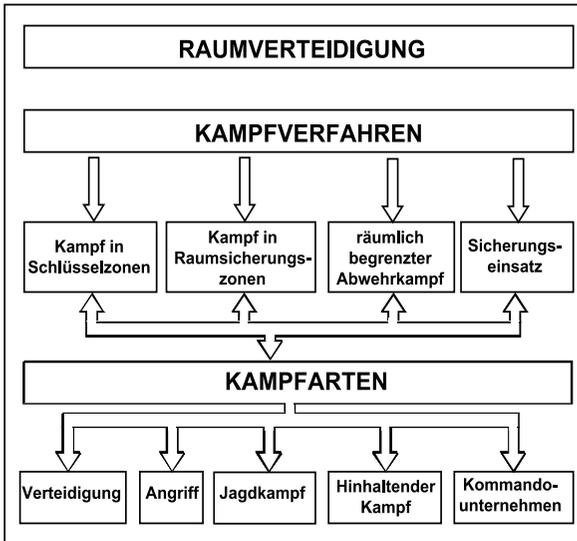


Abb. 27: Kampfverfahren und Kampfarten im Rahmen der Raumverteidigung.

der Folge die ungehinderte Nutzung des Raumes zu verwehren und eine Besetzung zu verhindern. Im grenznahen Bereich oblagen den in den Raumsicherungszonen eingesetzten Kräften auch Aufgaben der Grenzüberwachung und die Aufnahme des Kampfes ab der Staatsgrenze.

Raumsicherungszonen waren Abschnitte vor oder zwischen Schlüsselzonen, in denen der Kampf vorwiegend raumgebundener Kräfte so vorbereitet wurde, dass dieser über einen längeren Zeitraum geführt werden konnte. Der Kampf in einer Raumsicherungszone erfolgte als Jagdkampf und Kampf aus Sperrstellungen.

Der Einsatz der Kräfte in einer Raumsicherungszone hatte nach einer im Frieden vorbereiteten Grundaufstellung, die spätestens mit Aggressionsbeginn abgeschlossen sein musste, zu erfolgen. Bei zu starkem Feinddruck hatten die in der Raumsicherungszone eingesetzten Kräfte ihren Kampf nach Möglichkeit entsprechend fortzusetzen und wenn notwendig vorübergehend auch aus der Zone auszuweichen. Jede sich bietende Möglichkeit zur Wiederaufnahme des Kampfes sollte genutzt werden.

In nicht angegriffenen Räumen hatten die dort eingesetzten Kräfte die Auftrags Erfüllung gemäss Grundauftrag weiterhin sicherzustellen. Sie sollten damit ihre Anwesenheit demonstrieren, die zivilen Behörden unterstützen und so das Sicherheitsgefühl der Bevölkerung stärken. Entsprechend der Lageentwicklung sollten sie versuchen, Feindkräfte durch aktive Kampfführung zu binden.

Der Verzögerungskampf mechanisierter Kräfte stellte innerhalb der Raumsicherungszone die Ausnahme dar. Er wurde im Allgemeinen entlang der Hauptbewegungslinien um Zeitgewinn geführt.

Der *Jagdkampf* als beweglich geführter Infanteriekampf insbesondere gegen Flanke und Rücken des Feindes stellte das vorwiegende Element des Kampfes in der Raumsicherungszone dar. Jagdkampf sollte in der gesamten Raumsicherungszone häufig im Vorgelände und im Bereich von Sperrstellungen gegen lohnende Feindziele geführt werden, wenn eine hohe Erfolgswahrscheinlichkeit gegeben erschien. Der Jagdkampf erfolgte insbesondere als Überfall, Hinterhalt und Störaktion.

Der *Kampf aus Sperrstellungen* hatte den Zweck, den Feindvorstoss an sperrgünstigen Geländeabschnitten zu verlangsamen und damit auch günstige Voraussetzungen für den Einsatz von Jagdkampfkraften im Vorgelände der Sperrstellungen zu schaffen. Sperrstellungen umfassten vor allem vorbereitete Sperren und Panzerabwehrwaffen, ausnahmsweise auch feste Anlagen. Aus Sperrstellungen sollte so lange gekämpft werden, bis ein feindbedingtes Ausweichen notwendig geworden wäre, um sich der Vernichtung zu entziehen. Die ausgewichenen Kräfte hatten die Jagdkampfkraften zu verstärken oder sich zur Wiederbesetzung von Stellungen bereitzuhalten, sobald die Feindlage dies zugelassen hätte.

Ziel des *räumlich begrenzten Abwehrkampfes* war es, im Falle einer drohenden räumlich begrenzten Aggression gegen einen Teil des Staatsgebietes durch Konzentration der Masse der mobilen Verbände im bedrohten Raum das Eindringen von Feindkräften zu verhindern, eingedrungenen Feind zu vernichten beziehungsweise verlorengegangene Gebiete zurückzugewinnen. Örtlich vorhandene und sonstige verfügbare raumgebundene Kräfte hatten die im räumlich begrenzten Abwehrkampf eingesetzten mobilen Kräfte zu ergänzen. Hierbei wären die mobilen Kräfte entsprechend ihrer Eignung in den verschiedenen Kampfformen und Kampfarten, insbesondere der Verteidigung aus Stellungen eingesetzt worden. Die raumgebundenen Kräfte sollten soweit als möglich nach den für den Kampf in Schlüssel- und in Raumsicherungszone festgelegten Grundsätzen in den Kampf der mobilen Kräfte, unter Berücksichtigung des Grundauftrages, eingebunden werden.

Ziel des *Sicherungseinsatzes* war die Wahrung der Gebietshoheit an der Staatsgrenze und gegebenenfalls deren Wiederherstellung sowie der Schutz von Räumen und Objekten in der Tiefe gegen subversive Kräfte und Terroristen. Damit sollte ein glaubhafter Beitrag zur Abhaltung, aber auch die Demonstration des Abwehrwillens bezweckt und das Sicherheitsgefühl der Bevölkerung verstärkt werden. Der Sicherungseinsatz an der Staatsgrenze sollte durch Überwachung des Grenzraumes, Verhinderung lokaler Übergriffe und Bereinigung von Grenzverletzungen erfolgen.

Beim Einsatz der Kräfte war dafür Sorge zu tragen, dass im Falle einer Aggression die Einnahme der Grundaufstellung oder Gruppierung der Kräfte im Rahmen anderer Kampfverfahren zeitgerecht gewährleistet werden konnte.

Der Sicherungseinsatz in der Tiefe gegen subversive Kräfte und Terroristen sollte, soweit nicht im Rahmen anderer Kampfverfahren gewährleistet, durch Überwachung und Aufklärung in den gefährdeten Räumen und Verteidigung entscheidender Geländeteile oder Objekte erfolgen. Dazu sollten infanteristische Kräfte eingesetzt werden. Je nach Art und Umfang der Bedrohung konnte der Sicherungseinsatz alle Kampfarten und Kampfformen einschließen.

Als *Basisraum* wurde jener Teil des Staatsgebietes bezeichnet, der ausserhalb zu erwartender feindlicher Hauptstossrichtungen lag und je nach Bedrohungslage festgelegt werden sollte. Im Basisraum selbst hätte der Kampf mit Schwergewicht an der Peripherie zum Hauptbedrohungsraum vorbereitet und geführt sowie darüber hinaus der jeweiligen Lageentwicklung angepasst werden sollen. In jedem Fall sollten die Zugänge zu dem allen Basisräumen gemeinsamen Zentralraum und die dahinterliegenden entscheidenden Geländeteile durch vorwiegend raumgebundene Kräfte aus ständigen Befestigungen nachhaltig verteidigt werden. Aus dem Basisraum hatten der Kampf der ausserhalb desselben eingesetzten Kräfte unterstützt und koordiniert zu werden sowie in weiterer Folge alle Massnahmen eingeleitet zu werden, um verloren gegangene Gebiete wieder zurückzugewinnen.

Das Ziel der *Versorgung* war es, durch rechtzeitiges Bereitstellen von Versorgungsdiensten, -gütern und -einrichtungen in der erforderlichen Art und Menge die Erfüllung des Auftrages, die Erhaltung der Kampfkraft und die militärmedizinische Betreuung der in den einzelnen Kampfverfahren eingesetzten Kräfte zu gewährleisten.

Der Weg zur neuen Landwehr mit den Auswirkungen auf Vorarlberg

Die Landwehr kann in Österreich auf eine lange Tradition und wechselvolle Geschichte zurückblicken. Erzherzog Carl sagte bereits zur Zeit der Koalitionskriege: «Unter all ihren Gegnern hat die Österreichische Armee wohl keinen gefährlicheren als die eigene Regierung.» Manche Traditionen haben oft lange Bestand...

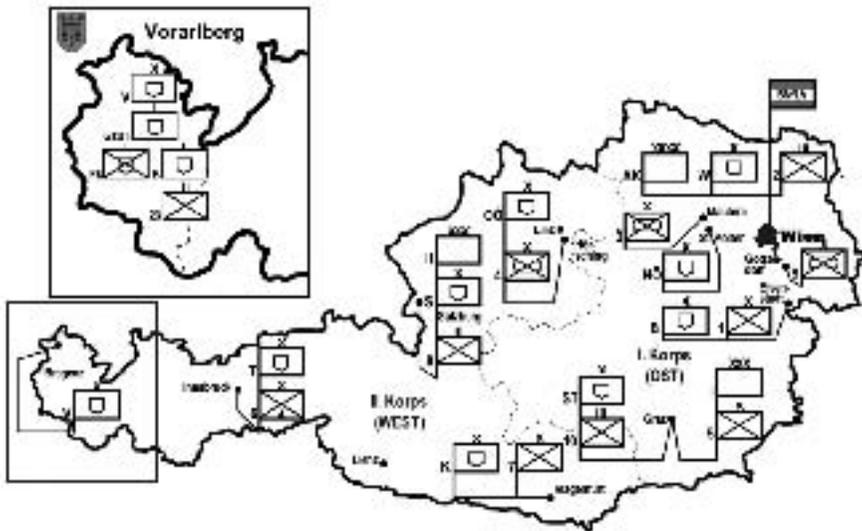


Abb. 28: Das Österreichische Bundesheer gemäss Heeresgliederung 1972.

Aufgrund eines Wahlversprechens zur Wehrdienstzeitverkürzung wurde ab 1970 eine Bundesheerreformkommission eingesetzt.²⁰ Als Ergebnis wurde nach politischen Adaptierungen die *Heeresgliederung 1972* (vgl. Abb. 28) verfügt.

Die Grundzüge der Heeresgliederung 1972 waren der Aufbau eines MobHeeres von 150000 Mann in der Stufe 1,²¹ die Sicherstellung einer schnellen Mobilmachung durch die Basisorganisation, die Aufstellung der Bereitschaftstruppe, die Bildung eines Armeekommandos sowie von zwei Korpskommanden, die Erhaltung der territorialen Organisation sowie die Zusammenfassung der Fliegerkräfte in eine Fliegerbrigade. Das Schwergewicht der Landstreitkräfte bildete die Landwehr.

Das präsenste Bundesheer hatte sich in der Struktur und Gliederung auf die Bedürfnisse des MobHeeres auszurichten. Die Landwehr sollte das Schwergewicht bilden und zusammen mit der mechanisierten Bereitschaftstruppe die Aufgabe im Rahmen einer Gesamttraumverteidigung erfüllen.

Die Landwehrverbände des präsenten Bundesheeres waren Rahmentruppen. Im Frieden hatten sie die Ausbildung und die Truppenübungen der Landwehrsoldaten durchzuführen und in weiterer Folge die Basis für das Reserveheer zu bilden. Um eine rasche und wirkungsvolle Mobilmachung zu erreichen, wurde ihre Basisorganisation auch im Frieden aufrechterhalten. Die Bildung des MobHeeres hatte im Zuge einer Mobilmachung aus dem aktiven Heer und dem Reserveheer zu erfolgen. Im Wesentlichen umfasste dies die Landstreitkräfte, die Heeresfliegerkräfte und die Militärkommanden mit ihren Einrichtungen.

Die Befehlsbereiche deckten sich jeweils mit den Bundesländern. Vorarlberg war der Befehlsbereich 9 des Österreichischen Bundesheeres. Das territoriale Prinzip hatte einen bedeutenden Einfluss auf die Gliederung und Dislokation der Truppen, um die Führung und Verwaltung innerhalb des jeweiligen Befehlsbereiches sicherstellen zu können.²² Die Militärkommanden erfuhren nun für längere Zeit eine beträchtliche Aufwertung. In weiterer Folge wurde zum Beispiel das Jägerbataillon 23 dem Militärkommando Vorarlberg zugeordnet.

Durch die Wehrgesetznovelle 1977 wurde eine Neuorganisation der Landwehr möglich. Aus dem präsenten Jägerbataillon 23 in den Garnisonen Bregenz und Lochau wurde das Landwehrstammregiment 91. Diesem oblag als Träger der Landwehrfriedensorganisation die Ausbildung, Materialerhaltung sowie die Mobilmachungsverantwortung für die ihm zugeordneten Mob-Truppenkörper.

Das Landwehrstammregiment 91 hatte den Auftrag, als mobverantwortliches Kommando die gesamte Ausbildung sowie die personelle und materielle Vorbereitung der zugewiesenen Mobverbände – vorerst das Jägerbataillon 23 und das leichte Landwehrebataillon 911 (ab der Heeresgliederung 1987 Jagdkampfbataillon 911) – für den Einsatz sicherzustellen. Jedes der beiden Bataillone hatte eine Einsatzstärke von jeweils rund 1200 Mann. Darüber hinaus war das Landwehrstammregiment 91 für das Ersatzregiment 91 zuständig. Als weitere Ausbaustufe war die Aufstellung von zwei zusätzlichen Landwehr- bzw. Jagdkampfbataillonen in den Köpfen der Vorarlberger Spitzenmilitärs geplant.²³ Im Jahr 1987 hatte das Österreichische Bundesheer mit 240000 Mann den Zenit erreicht.

Geographische und topografische Voraussetzungen für die Einsatzplanung in Vorarlberg

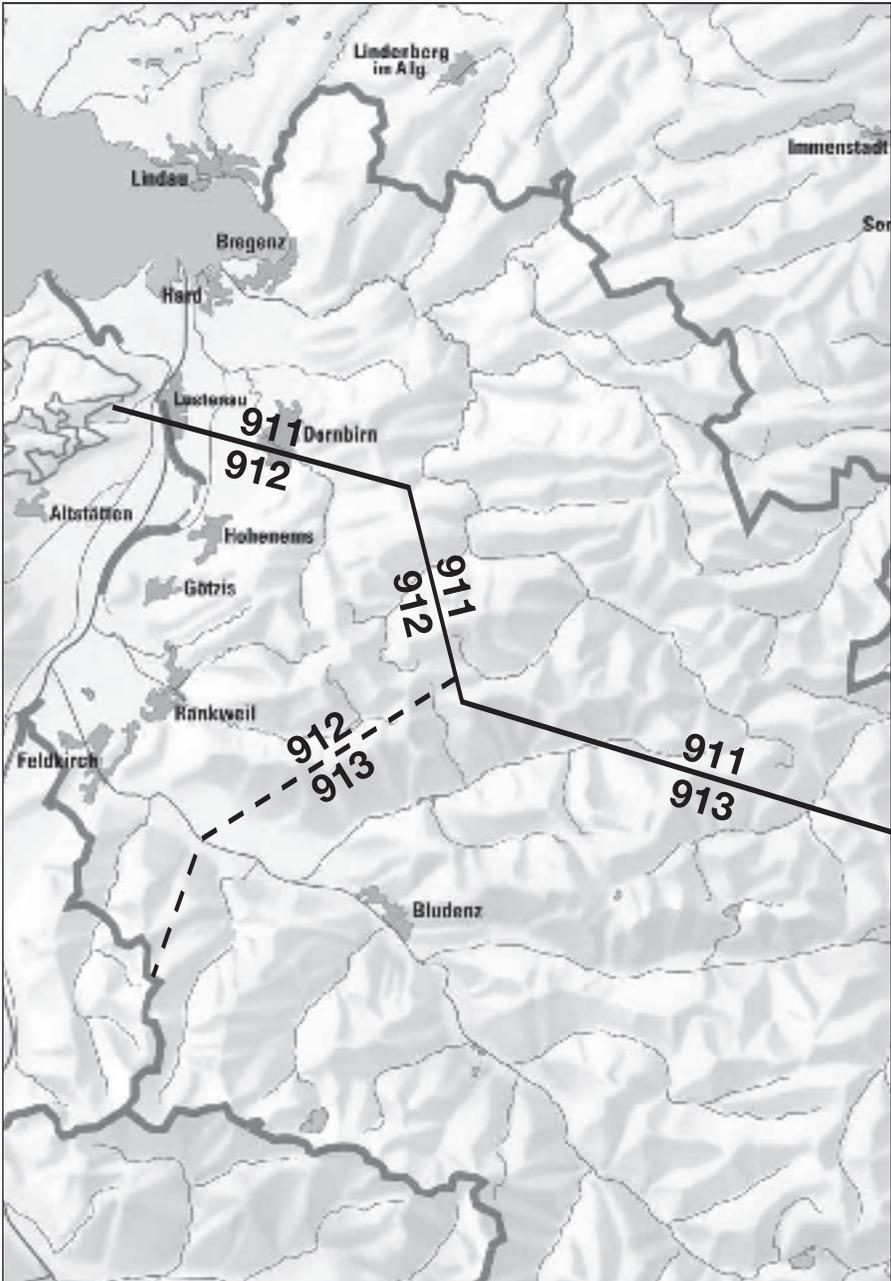
Im besprochenen Zeitraum lag Vorarlberg als westlichstes Glied des neutralen Kleinstaates Österreich zwischen den grossen Militärblöcken in Europa.

Vorarlberg ist ein «Bergland» mit hoher Reliefenergie, mit zwei Ebenen von Bedeutung. Es sind dies das Rheintal und der Walgau. Die Grösse des Landes umfasst 2602 Quadratkilometer, was 3,1 Prozent der Gesamtfläche Österreichs darstellt. Als Grössenvergleich entspricht dies etwa der Fläche der schweizerischen Kantone St. Gallen und Appenzell. Die Grenzlänge umfasst 340 Kilometer, wovon vier Fünftel davon gleichzeitig Staatsgrenzen sind. Die Grenze zum einzigen österreichischen Nachbarland Tirol beträgt von den Lechtaler Alpen über die Verwallgruppe zur Silvretta 68,5 Kilometer. Die Süd- und Westgrenze gegenüber dem schweizerischen Kanton Graubünden zieht sich über 63,43 Kilometer über die Silvretta und den Rätikon als Hochgebirgsgrenze dahin. Gegenüber Liechtenstein umfasst die Staatsgrenze 35 Kilometer vom Rätikon bis zum Rhein. Die Grenze zum Kanton St. Gallen bilden der Rhein und der Bodensee in einer Länge von 37,5 Kilometer. Im Norden grenzt Vorarlberg über 105,27 Kilometer an den Freistaat Bayern. Einem Sechstel topografisch offener Grenze im Rheintal und am Bodensee steht ein weiteres Sechstel hügelige Grenze nördlich von Bregenz sowie im Vorderen Bregenzerwald und zwei Drittel Gebirgs- und Hochgebirgsgrenze gegenüber. Der Arlberg bildet eine natürliche Ost-Westbarriere. Er trennt Vorarlberg geographisch klar vom übrigen Österreich.

Vorarlberg hat die Form eines Rhomboids. Die Achse von Hohenweiler zum Piz Buin beträgt 88 Kilometer und jene von der Walserschanze zum Naafkopf 60 Kilometer. Unter Vernachlässigung der stark ausspringenden Winkellinien verkürzt sich der Grenzverlauf von 340 auf rund 210 Kilometer.

Aus militärischen Gesichtspunkten begünstigten Bodengestaltung, Grenzen sowie geographische Lage die Verteidigung des Vorarlberger Territoriums im besprochenen Zeitraum weitgehend.

Die Kommunikationslinien Vorarlbergs sind durch die Situierung am Dreiländereck am Bodensee gekennzeichnet. Der Nord-Süd-Sperrriegel der Alpen wird durch das Rheintal natürlich durchbrochen. Die moderne Technik macht Vorarlberg auch zu einem Schnittpunkt des Ost-Westverkehrs. Ein fast 4000 Kilometer langes Strassennetz erschliesst das westlichste österreichische Bundesland. Jenes erreicht im Rheintal die grösste Dichte. Im besprochenen Zeitraum wurde die Verbindung mit dem angrenzenden Ausland im Westen über dreizehn, im Norden über sechs Zollämter hergestellt. Die Eisenbahnlinie sowie die drei Strassenverbindungen (Lechtal, Arlberg, Bielerhöhe) mit Tirol wurden 1979 durch einen wintersicheren Arlbergstrassentunnel ergänzt. Als wesentliche Fernverbindung war die Strecke von St. Margrethen über Bregenz nach Lindau und umgekehrt anzusprechen. Von daher rührte auch der häufige Verstopfungszustand von Bregenz – nicht erst heute.



Karte 7: Einsatzzonen der Jagdkampfverbände in Vorarlberg (in der Realität bestand nur das Jagdkampfbataillon 911, die Jagdkampfbataillone 912 und 913 kamen nicht mehr zur Aufstellung).

Vorarlberg war weder an der Nahtstelle von Warschauer Pakt und NATO gelegen noch war es Verbindungslinie zwischen zwei Bündnispartnern. Vorarlberg grenzte als einziges österreichisches Bundesland mit beinahe 150 Kilometer an einen neutralen und einen blockfreien Staat. Dadurch war Vorarlberg in einer ganz anderen strategischen Ausgangsposition als die restlichen österreichischen Bundesländer.

Im Süden und im Westen grenzt Vorarlberg an die Schweiz und an Liechtenstein. Das Fürstentum Liechtenstein als Kleinstaat ohne Armee dürfte im besprochenen Zeitraum nicht nur im Vorfeld, sondern im direkten militärischen Interessenbereich der Schweiz gelegen sein. Wie im Fürstentum Liechtenstein so wurden auch die politischen Verhältnisse in der Schweiz als äusserst stabil betrachtet. Die schweizerische Wehrkraft wurde als in höchstem Masse beachtlich beurteilt. Die politische Situation des NATO-Mitgliedes der Bundesrepublik Deutschland wurde als stabil beurteilt.

Daraus waren die Folgerungen abzuleiten, dass Vorarlberg in den operativen Überlegungen des Bundesheeres im Rahmen einer Gesamtbedrohung keine Schlüsselrolle zukam.

Mögliche Bedrohungsszenarien

Die Republik Österreich hatte im Hinblick auf den Status der immerwährenden Neutralität im Rahmen der Gesamtplanungen die glaubwürdige Abhaltestrategie zu beachten. Im Rahmen dieser Konzeption wurden auch Bedrohungsmöglichkeiten gegen das Bundesland Vorarlberg in Erwägung gezogen. Es ergab sich eine abgestufte Skala von möglichen Bedrohungen. Das Spektrum reichte vom «*Krisenfall*» beim Zustand internationaler Spannungen und Konfliktgefahr über den «*Neutralitätsfall*» bei einem Krieg in der Nachbarschaft bis zum «*Verteidigungsfall*», bei einem militärischen Angriff auf Österreich selbst. Eine Erweiterung erfuhr das Bedrohungsbild in Hinblick auf subversive Tätigkeiten und ähnliches.

Aus diesem grundsätzlichen Bedrohungsbild liessen sich sechs Fallbeispiele möglicher Bedrohungen ableiten, welche Vorarlberg treffen konnten:

Fall 1: Eine politische Extremistengruppe, ein fremder Staat oder Militärblock prüft die Belastbarkeit des Staates durch gezielte Aktionen. Dadurch sollte vor allem der Grad der psychologischen Belastbarkeit der Bevölkerung und der Verantwortungsträger ermittelt werden. Die Eintrittsmöglichkeit dieses Falles wurde als jederzeitig gegeben beurteilt.

Fall 2: Die politischen Verhältnisse eines Nachbarstaates werden mit oder ohne Hilfe eines Dritten durch Umsturz zu verändern versucht oder tatsächlich verändert. Im Zuge dieser Ereignisse ergiesst sich ein Flüchtlingsstrom nach Vorarlberg, in dem sich auch unerwünschte Personen befinden. Ein derartiger Vorgang erschien in der Schweiz und in Liechtenstein seinerzeit als undenkbar. Auch in Hinblick auf die Bundesrepublik Deutschland wurde trotz der diffizilen militärpolitischen Situation keine hohe Eintrittswahrscheinlichkeit beurteilt.

Fall 3: Bewaffnete Banden operieren auf Vorarlberger Gebiet, um ein politisches Ziel in ihrer Heimat oder in Österreich zu erreichen. Terroristengruppen wollen die Verwaltung des Landes ausschalten, die Informationen lahmlegen, oder sie zerstören wichtige Versorgungsanlagen wie Pipeline,²⁴ Kraftwerke, Fernmeldeeinrichtungen, Verkehrswege und Vorratslager. Diese Kräfte stützen sich möglicherweise auf eine militante Minderheit, im Lande selbst. Obwohl Vorarlberg bis dahin davon verschont geblieben war, liessen sich zahlreiche Beispiele von Terroraktionen aus der jüngsten Vergangenheit auch in Mitteleuropa anführen.

Fall 4: Ein Nachbarstaat wird in kriegerische Auseinandersetzungen einbezogen. Der nördliche Nachbar ist aus seiner Lage heraus von vornherein mehr gefährdet als der südliche. «Beispielsweise wäre es im Falle einer grossen Auseinandersetzung zwischen Ost und West denkbar, dass nördlich des Alpenhauptkammes – je nach Kräftelage – [...] ein Offensivstoss aus der böhmischen Festung [...] die Umfassung des in Süddeutschland stehenden Natoflügels zum Ziel hätte.» Im Zuge einer solchen Operation entwickeln sich schwere Kämpfe im Raum nördlich von Vorarlberg. Das Land wird möglicherweise in die Randzone einer atomaren Verstrahlung einbezogen, oder es kommt zu Grenzverletzungen durch kämpfende, vielleicht abgedrängte Verbände.

Fall 5: Vorarlberg wird von Streitkräften eines Nachbarstaates präventiv besetzt, um einem allfälligen Gegner zuvorzukommen und die eigene Verteidigungsposition zu verbessern. Da Vorarlberg die «Achillesferse» der ostschweizerischen Verteidigung deckt, käme der südwestliche Nachbar für eine derartige militärische Aktion potenziell eher in Betracht als etwa die Bundesrepublik Deutschland.

Fall 6: Vorarlberg wird im Zuge einer Konfrontation in Mitteleuropa direkt angegriffen. Weniger wahrscheinlich als Tirol, aber immerhin nicht ganz auszuschliessen, ist der Versuch eines Durchstosses durch die Alpen über Vorarlberg und Graubünden nach Italien. Gleichfalls im Bereich der Möglichkeiten lag eine Offensive vom Allgäu über das Rheintal und das Südufer des Bodensees zur Burgundischen Pforte. In beiden Fällen würden diese Truppen neben der österreichischen auch die schweizerische Neutralität verletzen.

Als ebenso denkbar wurden Kombinationen von zweien oder mehreren der aufgezählten Möglichkeiten und die Hinzunahme weiterer Bedrohungsbilder beurteilt. Man ging damals davon aus, dass «begrenzte Konflikte und subtilere Formen der Auseinandersetzungen wieder erhöhte Bedeutung gewinnen würden. Für einen Kleinstaat würde es daher vermehrt darauf ankommen, Bedrohungen niederer Intensität zu beherrschen, um nicht Bedrohungen höherer Intensität selbst zu provozieren.»

Die Fälle 1 bis 3 fielen in die Kompetenz der inneren Sicherheit. Sie berührten jedoch auch die Umfassende Landesverteidigung im Allgemeinen und die militärische im Besonderen. Die Aufträge an die einzelnen Bereiche der Umfassenden Landesverteidigung bei den entsprechenden Bedrohungssituationen in den Fällen 4 bis 6 waren in grossen Zügen festgelegt. Gemeinsam war jedoch allen angenommenen Fällen, dass sie sich gegen die als wesentlich angenommenen Grundwerte der Republik Österreich und damit auch gegen

das Bundesland Vorarlberg richteten. Es waren dies: die Souveränität als äussere Unabhängigkeit, die Selbstbestimmung des innerstaatlichen Lebens, die Erhaltung des Umfanges des Staatsgebietes, der Schutz der Bevölkerung sowie die Aufrechterhaltung der Funktionsfähigkeit der Verwaltung, der Verbindungs- und Kommunikationsmittel, des Verkehrs und der Versorgungseinrichtungen.

Auf dem Sektor der militärischen Verteidigung in Vorarlberg – auf den sich diese Ausführungen im Wesentlichen beschränken – hatte das Bundesheer Aufgaben, die vom Objektschutz als Assistenz der Exekutive über den Grenzschutz bis zum Abwehrkampf reichten. Dazu wurden Einsatzpläne erstellt, welche immer wieder in Form von Übungen «durchgespielt» wurden.

Vorarlberg als operatives Vorfeld der Nachbarn

Vorarlberg liegt im Vorfeld Deutschlands, aber besonders in jenem der Schweiz. Das schweizerische militärische Interesse an der Deckung seiner Ostflanke war durchaus erkennbar. Dass diese «Anteilnahme» keineswegs neu war, bewies die Stellungnahme des Vorstehers des Eidgenössischen Militärdepartements, Bundesrat Karl Scheurers, aus dem Jahr 1922. Diese lautete: « [...] Dagegen war der Schutz, den die natürlichen Hindernisse [der Grenze Vorarlbergs] uns bieten konnten, infolge der Entwicklung der Kampf- und Verkehrsmittel mit der Zeit kleiner geworden. Das war umso nachteiliger, als in unmittelbarer Nähe der Grenze einer der empfindlichsten Punkte unseres Verkehrsnetzes liegt. [...] Nun machen wir aber nicht nur auf militärischem Gebiet die Erfahrung, wie unangenehm uns die Nachbarschaft eines (militärisch) allzu schwachen Staates sein kann. [...] Die Gefahr ist gross, dass sich andere Leute dort festsetzen, sei es auch nur deshalb, um sich vor der Benützung des unverteidigten Gebietes durch einen dritten Gegner zu schützen. [...] Jedenfalls müssen wir uns im Kriegsfall darauf gefasst machen, dass das Land [Vorarlberg] von einer der kriegführenden Parteien besetzt wird und zum Kriegsschauplatz werden kann. Aus eigenen Mitteln ist ihm die Verteidigung nicht möglich. Es ist denkbar, dass wir in diesem Fall einschreiten sollten. »²⁵

Auch wenn diese Analyse nach dem Ersten Weltkrieg vor dem Hintergrund sich abzeichnender politischer Veränderungen in Mitteleuropa zustande gekommen war, hatte sich die strategische Situation gegenüber dem behandelten Zeitraum nur insofern geändert, als sich nunmehr der Warschauer Pakt und die NATO in unmittelbarer Nähe Österreichs und in mittelbarer Nähe zur Schweiz gegenüberstanden.

Es wurde davon ausgegangen, dass die Schweizer Luftraumüberwachung Vorarlberg höchstwahrscheinlich miteinbeziehen würde. Ein Blick auf die Karte zeigte, dass feindliche Flugziele durch die eidgenössischen Flieger- und Fliegerabwehrtruppen wohl spätestens über dem Vorarlberger Rheintal angegriffen worden wären.

Der Festung Sargans drohte das Aufrollen, wenn es nicht gelang, Feindkräfte bereits im Raum Feldkirch, auf Vorarlberger Gebiet, wirksam zu stören.

Für die Beurteilung der Lage war es nicht unmassgeblich, dass die Schweiz im Falle eines militärischen Vakuums in Vorarlberg bei einer akuten Bedrohung eine massive Beeinträchtigung ihrer Sicherheitsinteressen sah. Ein präventives Einrücken von schweizerischen Truppen in Vorarlberg zur Aufnahme der Verteidigung am Arlberg oder im Bregenzerwald oder der Bregenzer-Klause war also im Falle einer drohenden Offensive gegen die Schweiz mit zu berücksichtigen. Im Falle einer Verletzung der österreichischen Neutralität wäre völkerrechtskonform der Vorwand für Dritte geschaffen worden, Vorarlberg in ihr Operationsgebiet mit einzubeziehen.²⁶

Das Österreichische Bundesheer hatte jedoch nicht die Schweiz zu verteidigen, sondern das eigene Staatsgebiet.

Folgerungen für die Einsatzplanung in Vorarlberg

- Wachkompanien zur Sicherung besonders wichtiger Infrastruktur;
- Aufstellung von Spereinheiten;
- Errichtung von festen Anlagen an verkehrsgeographischen Drehscheiben;
- Aufstellung von Jagdkampfkraften;
- Pionierkräfte zur Hemmung feindlicher Bewegungen/Sperren;
- ein über das ganze Land verteiltes dichtes Netz von verschiedenartigen Sperrvorbereitungen;
- Errichtung und Betrieb von dezentralen Mobilmachungslagern in der Nähe der Mobsammelorte;
- Heeresgrenznetz;
- Waffe im Schrank²⁷.

Eigene Kräfte des Österreichischen Bundesheeres in Vorarlberg

Die Bedrohungsanalyse und die Beurteilung der Lage ergaben den Bedarf an eigenen Kräften in Vorarlberg. Dabei kann eine beachtliche kontinuierliche Aufwärtsentwicklung der Truppenstärken in Vorarlberg verzeichnet werden. Selbstverständlich blieben auch noch Wünsche der «Ländle-Militärs» offen. Dies ist aber nichts Neuartiges. Bereits Erzherzog Albrecht stellte im 19. Jahrhundert fest, dass es keine absolut gute Heeresgliederung gebe, weil politische und militärische Vorstellungen von «gut» oft weit auseinanderklafften.

Welche Umgliederungen das Militärkommando Vorarlberg im Laufe der Jahrzehnte er- und überlebt hat, geht aus Tabelle 1 hervor.

Die Aufstellung von Sperrtruppen ist in Verbindung mit der Philosophie der Raumverteidigung der 1970er und 1980er Jahre zu sehen. Da in Vorarlberg keine Schlüsselzonen definiert waren, fiel der Umfang der Sperrtruppen eher bescheiden aus. Im Jahr 1983 wurde die 1. *Sperrkompanie Grossdorf* aufgestellt. Die eines geplanten Sperrbataillons

Heeresgliederung 1956	Heeresgliederung 1962	Heeresgliederung 1972	Adaptierung 1978	Stand 1987
<ul style="list-style-type: none"> Jägerbataillon 23¹ 	<ul style="list-style-type: none"> Militärkommando Vorarlberg² Stabskompanie Grenzschutzkompanie Bregenz I 	<ul style="list-style-type: none"> Militärkommando Vorarlberg Stabskompanie Jägerbataillon 23³ Verwaltungsstelle Bregenz Kasernkommando Bregenz Kasernkommando Lochtau Grenzschutzkompanie BREGENZ I⁴ (mob) Wachkompanie Bregenz⁵ (mob) Wachkompanie Feldkirch⁶ (mob) 	<ul style="list-style-type: none"> Militärkommando Vorarlberg Stabskompanie Militärkommando Vorarlberg Landwehrstammregiment 91⁷ Wirtschaftsversorgungsstelle 91 Ersatzregiment 91 (mob) Jägerbataillon 23 (mob) Pionierkompanie Vorarlberg⁸ (mob) Leichtes Landwehrbataillon 911⁹ (mob) Wachkompanie Bregenz (mob) Wachkompanie Feldkirch (mob) Kasernkommando Bilgerikaserne Kasernkommando Walgaukaserne 	<ul style="list-style-type: none"> Militärkommando Vorarlberg Stabskompanie Militärkommando Vorarlberg Kommandokompanie Militärkommando Vorarlberg¹⁰ (mob) Landwehrstammregiment 91 Ersatzregiment 91 (mob) Jägerbataillon 33 (mob) Pionierkompanie Vorarlberg¹¹ (mob) Jagdkampfbataillon 911¹² (mob) Sperrkompanie Großdorf¹³ (mob) Wachkompanie Bregenz (mob) Wachkompanie Feldkirch¹⁴ (mob) Kasernkommando Bilgerikaserne Kasernkommando Galina

¹ Das Jägerbataillon 23 war ein Verband der 6. Jägerbrigade in Innsbruck. Bis 1963 gab es in Vorarlberg nur das Jägerbataillon 23, mit dem Kommando und der Stabskompanie in Bregenz, den Jägerkompanien und der Unterstützungskompanie in Lochau. Eine Jägerkompanie war in Landeck garnisoniert.

² Im Jahr 1963 wurde das Militärkommando Vorarlberg als territoriales Kommando zur Führung des Grenzschutzes aufgestellt.

³ Unterstellung unter das Militärkommando Vorarlberg mit 15. Juli 1975

⁴ Es war beabsichtigt mobmässig vorerst ein Grenzschutzbataillon aufzustellen. Über die im Mai 1963 aufgestellte Grenzschutzkompanie BREGENZ I kam diese Absicht jedoch nicht hinaus.

⁵ Aufstellung 1974

⁶ Aufstellung 1976

⁷ Aufstellung aus dem präsenten Jägerbataillon 23 im Jänner 1979, umgegliedert in das Jägerregiment 9 1992

⁸ Aufstellung 1978, Überführung in das Stabsbataillon 9 im Jahr 1992

⁹ Aufstellung 1979, Umbenennung in Jagdkampfbataillon 911 im Jahr 1987. Es war ursprünglich beabsichtigt ein Landwehrregiment mit den Bataillonen 911, 912, und 913 aufzustellen.

¹⁰ Aufstellung 1990

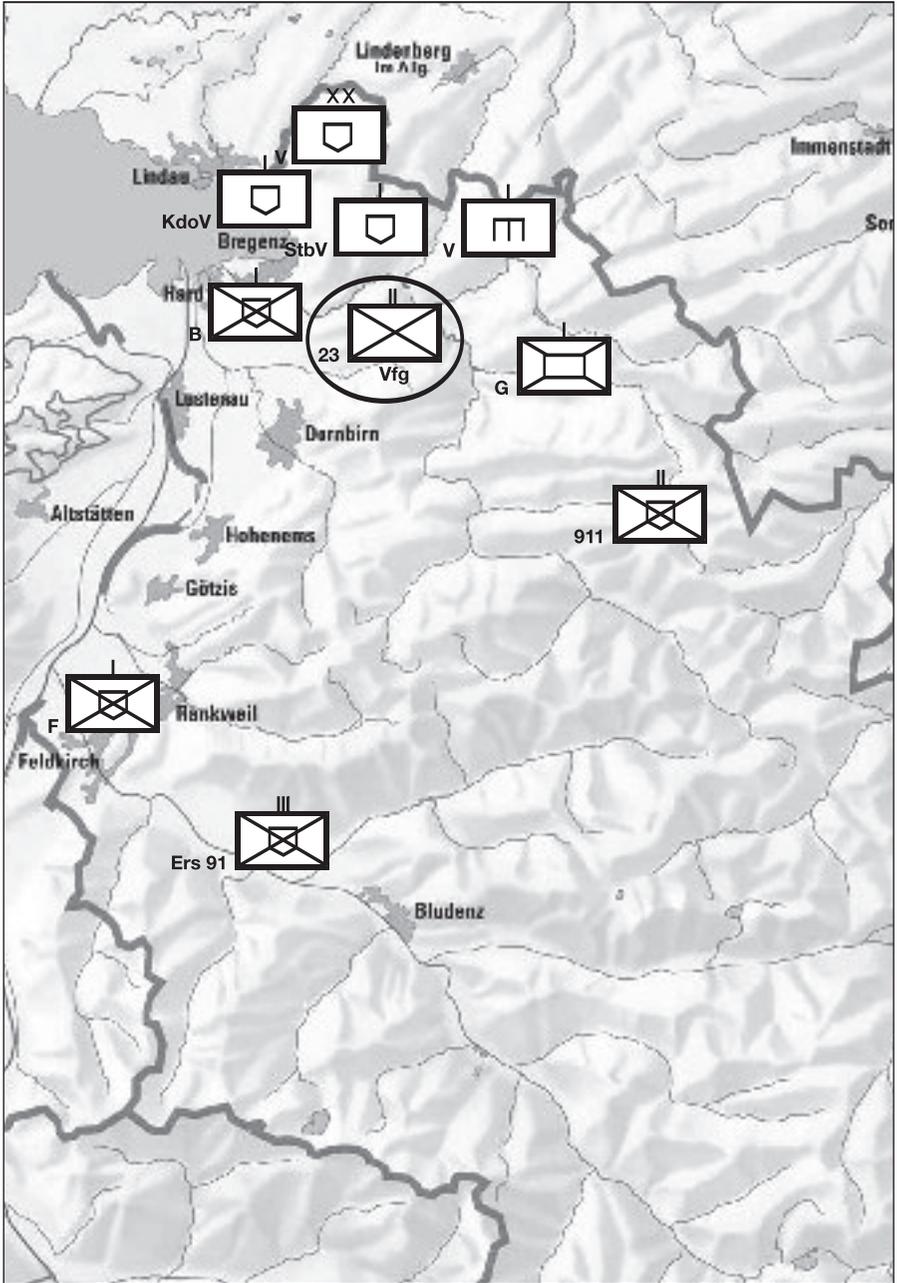
¹¹ Im Spätherbst 1994 in das Stabsbataillon 9 übergeleitet

¹² Im Spätherbst 1994 in das Stabsbataillon 9 übergeleitet

¹³ Aus der Sperrkompanie Großdorf wurden 1989 die vier selbständigen Sperrzüge gebildet.

¹⁴ Zur angestrebten Aufstellung einer Wachkompanie Bludenz ist es aufgrund der Heeresreduzierung ab Mitte der 1990er Jahre nicht mehr gekommen.

Tabelle 1: Umgliederung Militärkommando Vorarlberg 1956-1987.



Karte 8: Truppendislokation in Vorarlberg Anfang der 1990er Jahre.

gelangte über die Aufstellung dieser Kompanie nicht hinaus. 1990 erfolgte die Umgliederung in vier selbständige Sperrzüge.

Zur Durchführung der Führungsunterstützung wurde 1990 beim Militärkommando Vorarlberg eine Kommandokompanie mit nahezu 450 Mann, davon etwa 100 Offiziere aufgestellt.

Das Abwehrdispositiv wurde in Folge der schrittweisen Heeresvermehrung und den Zonenaufbau durch Generalstabsreisen, Geländebesprechungen und Truppenübungen für den Einsatz abgesichert.

Heeresgliederung 1992

- Militärkommando Vorarlberg
- Stabskompanie Militärkommando Vorarlberg
- Kommandokompanie Militärkommando Vorarlberg (mob)
- Jägerregiment 9
- 9. Jägerbrigade²⁸ (mob)
- Wachkompanie Vorarlberg²⁹ (mob)
- Selbständiger Sperrzug Grossdorf (mob)
- Selbständiger Sperrzug Bregenzer Klause (mob)
- Selbständiger Sperrzug Wirtatobel (mob)
- Selbständiger Sperrzug Feldkirch (mob)
- Kasernkommando Bilgerikaserne (Bregenz, Lochau)³⁰
- Kasernkommando Walgaukaserne³¹ (Bludesch, Nenzing)

Übungen gemäss dem Raumverteidigungskonzept

Die Durchführung von Übungen war immer ein wichtiger Teil der militärischen Ausbildung. Nur so konnte man im behandelten Zeitraum auch feststellen, ob das Milizheer in der Praxis der Aufgabenstellung gewachsen war. Beispielhaft sei hier eine Übung aus der Endphase des Kalten Krieges näher beleuchtet.

Im Juni 1987 fand die Gefechtsübung der Theresianischen Militärakademie erstmals zusammen mit dem Vorarlberger leichten Landwehrbataillon 911 und der Sperrkompanie Grossdorf im Bregenzerwald statt. Dabei wurde der Kampf in einer Raumsicherungszone mit Verteidigung eines selbständigen Schlüsselraumes, der Jagdkampf in einer Batailloneinsatzzone sowie die Verteidigung aus einer Sperrstellung geübt.³² Neben der Überprüfung der Einsatzbereitschaft diente diese Übung unter Mitwirkung von Truppen aus den Bereichen des Korpskommandos II, der Panzergrenadierdivision sowie der Unterstützung durch Teile der Fliegerdivision und des Amtes für Wehrtechnik auch der Öffentlichkeitsarbeit.

Es gelang dabei voll und ganz, die Öffentlichkeit von der Einsatzbereitschaft des Österreichischen Bundesheeres und der Glaubwürdigkeit der Neutralitätspolitik zu überzeugen. Die einheimische Bevölkerung unterstützte die Soldaten der Partei BLAU tatkräftig. Die Übung wurde nicht nur vom Kommandanten der Felddivision 7, Divisionär Kurt Lipp, sondern auch von einer höchstrangigen Delegation aus der Deutschen Demokratischen Republik besucht.³³ Diese Delegation mit dem Minister für nationale Verteidigung, Armeegeneral Heinz Kessler, an der Spitze war vom Dargebotenen tief beeindruckt. Neben dem hohen fachlichen Können besonders im scharfen Schuss im freien Gelände, auch mit dem Jagdpanzer Kürassier, waren besonders die Gäste aus dem Bereich des Warschauer Paktes von der aktiven Teilnahme der Zivilbevölkerung überwältigt. Hunderte «Schlachtenbummler» betrachteten an einem wolkenlosen Werktag das Kampfgeschehen im Raum Grossdorf. Während des scharfen Gefechtsschiessens ging hinter dem Zielgelände im erhöht gelegenen Dorf Lingenau das Leben munter weiter. Ein Brauereifahrzeug belieferte die Gasthäuser, die Frauen diskutierten beim Dorfbrunnen und die Kinder tollten herum. Besonders die Gäste von der Nationalen Volksarmee konnten es nicht fassen, dass so ein Gefechtsschiessen ausserhalb eines Grosstruppenübungsplatzes stattfand. Die Zusammenarbeit zwischen Heer, Bevölkerung und den zivilen Stellen als Eckpfeiler in der Festigung von Sicherheit, Freiheit und Unabhängigkeit Österreichs wurde im Rahmen dieser Übung eindrücklich unter Beweis gestellt. Die Belastungen durch einige tausend Soldaten und hunderte von Fahrzeugen wurden mit grossem Verständnis ertragen.



Abb. 29: Truppenbesuch aus der Schweiz beim Militärkommando Vorarlberg im Juni 1987: v.l.n.r. Div Kurt Lipp (Kdt F Div 7), Lt Erwin Fitz, Div Karl Redl (Militärkommandant von Vorarlberg).

Im Juni 1989 fand eine weitere Truppenübung des Jagdkampfbataillons 911 mit einem erstmaligen Pilotversuch statt. Für die Gefechtsübung wurde von folgender Lage ausgegangen: Vermutliche Feindabsicht im Grossen wird es sein, durch Besetzung des Vorarlberger Raumes die Flankensicherung eines über Westösterreich geführten Angriffes durchzuführen. Die vermutliche Feindabsicht gegenüber in der Einsatzzone wird es sein, im ersten Ansatz mit zwei mechanisierten Bataillonen beiderseits des Pfändermassives die Staatsgrenze zu überschreiten und mit Schwergewicht im Laiblachtal die Übergänge im Raum Bregenz Süd zu gewinnen und in weiterer Folge in das Rheintal vorzustossen. Das Jagdkampfbataillon 911 führt Jagdkampf in der Einsatzzone «B» aus vier Kompanieeinsatzzonen unter Abstützung auf die Sperrstellungen Bregenzer-Klause, Wirtatobel, Müselbach und Grossdorf, vorerst mit Schwergewicht beiderseits des Pfändermassives, um das überraschende Durchstossen des Feindes zu verhindern und in der Folge dem Feind die ungehinderte Nutzung des Raumes zu verwehren.

Zusammenfassung

Aus bescheidenen Anfängen entwickelte sich der Befehlsbereich 9 des Österreichischen Bundesheeres in der Zeit der Raumverteidigung kontinuierlich zu einer ernst zu nehmenden Grösse. Dank dem Konzept der Raumverteidigung gelang es dem Heer, die Krise der späten 1960er und frühen 1970er Jahre zu überwinden. Als ein im Basisraum des Staatsgebietes befindlicher Teil konnte die Auftragsbefreiung der Vorarlberger Bevölkerung sowie den Wehrpflichtigen und den Verantwortungsträgern begreifbar gemacht werden. Bevölkerung und Truppe konnten als motiviert bezeichnet werden.

Anmerkungen

¹ Das Moskauer Memorandum vom 15. April 1955 war die politische Vereinbarung der sowjetischen und der österreichischen Regierung, die den Abschluss des Staatsvertrages genau einen Monat später ermöglichte. Österreich versprach nach Abschluss des Staatsvertrages, seine immerwährende Neutralität, wie die Schweiz sie wahr, zu erklären. Das Moskauer Memorandum ist rechtlich kein Vertrag.

² Unter Bundesgebiet wird hier das von der Staatsgrenze umschlossene Territorium und der darüber liegende Luftraum verstanden.

³ Bundesverfassungsgesetz Artikel 9a, Bundesgesetzblatt Nr. 368/1975, Art. I Z 1, ab 9. Juli 1975.

⁴ Militärstrategie ist die Bereitstellung und der Gebrauch der militärischen Mittel im Frieden und in den Anlässen der Umfassenden Landesverteidigung als Beitrag der militärischen Landesverteidigung zur Verwirklichung der sicherheitspolitischen Ziele.

⁵ Abwehr ist das Abweisen von Angriffen durch Kampf.

⁶ Bundeskanzleramt (Hrsg.): Landesverteidigungsplan, Wien 1985, 2. Prinzipien der militärischen Landesverteidigung, S.54 (Archiv des Verfassers).

⁷ Ebd., 3.2. Militärische Bedrohungen, S.58ff.

⁸ Durchmarsch mit einer damit verbundenen Besetzung beziehungsweise Teilbesetzung.

⁹ Vgl. Bundeskanzleramt (Hrsg.): Landesverteidigungsplan, Militärische Landesverteidigung, Wien 1985, 3. Bestimmende Faktoren, S.54 (Archiv des Verfassers).

¹⁰ Vgl. ebd., 4.2 Die operativ-taktische Komponente, S.64ff.

¹¹ Die Donau selbst stellte jedoch unter bestimmten Voraussetzungen für Bewegungen nach Süden oder Norden ein Hindernis dar.

¹² Vortrag des Bundeskanzlers, Ing. Julius Raab, an den Ministerrat über die Organisationsgrundsätze und Dislokation des Bundesheeres im Frieden (Entwurf) vom 11.1.1956, Bundeskanzleramt, Amt für Landesverteidigung, Zl.: 48 geh-III/Org/1956, in: Das Bundesheer der Zweiten Republik. Eine Dokumentation, Wien 1980, (Schriften des Heeresgeschichtlichen Museums/Militärwissenschaftliches Institut; Bd. 9), S. 22f.

¹³ Nicht organisationsadäquates Grundwehriener-Aufkommen und geringer Kaderzulauf führten zu einer mangelhaften Einsatzbereitschaft.

¹⁴ Mit Stichtag 25. November 1968 bestand die Grenzschutzkompanie Bregenz I aus dem Kompaniekommando, drei Jägerzügen, einem Pionierzug und einer rPAKGruppe mit einem Gesamtstand von 191 Mann. Gemäss Erlass vom 11. Mai 1968 wäre im Befehlsbereich der Gruppe III unter dem Militärkommando Vorarlberg die Grenzschutzkompanie Bregenz I in das aufzustellende selbständige Landwehrbataillon 331 eingegliedert worden. Es kam jedoch nicht zur Umsetzung.

¹⁵ Aus den präsenten Kräften der Stabskompanie/Militärkommando Vorarlberg konnten lediglich zwei Alarmzüge zur ersten Grenzraumüberwachung von Hörbranz Unterhochsteg bis Springen-Ach gestellt werden. Nach Mobilmachung der Grenzschutzkompanie Bregenz I konnten die zwei Züge dieser Kompanie zur Grenzraumüberwachung im selben Bereich aufgeboten werden. Der Auftrag an das Militärkommando Vorarlberg lautete: «Militärkommando Vorarlberg sichert an den aus der BRD in den Sicherungsbereich führenden Hauptbewegungslinien und setzt sich bei Feindangriff beziehungsweise auf Befehl unverzüglich unter Sperrung der Arlbergstrasse in einem Zug ab, so dass vor dem Abend des ersten Kampftages im Raum Innsbruck an die nach Osten zurückgehenden Kräfte Anschluss gefunden wird. Dann der 6. Jägerbrigade unterstellt.»

¹⁶ Rendulic, Lothar: Verwirrende Ansichten der Landesverteidigung, in: Oberösterreichische Nachrichten 24.9.1968.

¹⁷ Vgl. Bundeskanzleramt (Hrsg.): Landesverteidigungsplan, Militärische Landesverteidigung, Wien 1985, 4. Zielvorstellung – Raumverteidigung, S. 63 und 6.1 Aufbau einer Raumverteidigung, S.77ff. (Archiv des Verfassers).

¹⁸ Spannocchi, Emil: Die militärische Komponente der Sicherheitspolitik Österreichs, in: Forum Jugend und Armee: Wende in unserer Sicherheitspolitik? Lugano-Massagno 1978, S. 189. Die Neue Zürcher Zeitung berichtete am 12. Mai 1977 über einen am 10. Mai 1977 von General Emil Spannocchi auf Einladung der Allgemeinen Offiziersgesellschaft Zürich in der Aula der ETH gehaltenen Vortrag.

¹⁹ Bundesministerium für Landesverteidigung, Generaltruppeninspektorat: Kampf in einer Raumsicherungszone, Merkblatt, Wien März 1979.

²⁰ 40 Jahre Österreichisches Bundesheer, Vergangenheit – Gegenwart – Zukunft, Wien 1995, S.14.

²¹ Vgl. Spannocchi, Emil: Militärische Komponente des Landesverteidigungsplanes, in: Der Landesverteidigungsplan. Analyse und Perspektiven, Wien 1986, S. 36ff. In der Stufe 2 sollte nach den Planungen bis 1994 eine Stärke von 300 000 Mann erreicht werden.

²² Am 30. November 1978 erfolgte, im Rahmen der Generalstabsreise 1978 unter der Leitung des Befehlshabers Korpskommando II, Generalmajor Karl Wohlgemuth, eine Überprüfung der Raumverteidigungsplanung im Befehlsbereich 9. Der Ablauf war folgender: Einweisung in die Charakteristik, wehrgeographische Lage des Landes und Einsatzplanung in der Raumsicherungszone 91. Anschliessend Fahrt über Schwarzenberg – Egg – Alberschwende. Einweisung von einem Besprechungspunkt (Tannen) im Gelände, insbesondere in die Einsatzzone «Vorderwald» und «Pfänder». Weiterfahrt über Bregenz – Lochau zum Haggen und Einweisung in die Sperre «Bregenzer Klause». Es nahmen daran teil: Je ein Vertreter BMfLV/Armeekommando, 1. Panzergrenadierdivision, Fliegerdivision, Korpskommando I, vom Korpskommando II: Korpskommandant und Stellvertreter, Chef des Stabes, G2, G3 und Stellvertreter, G4, G5, Intendant, Korpsarzt, Fernmeldeoffizier, die Militärkommandanten von Kärnten, Oberösterreich, Salzburg und Tirol sowie vom Militärkommando Vorarlberg der Militärkommandant Oberst Lothar Simma, S3, S2, S4, Intendant sowie der Kommandant Landwehrstammregiment 91.

²³ Diese Bataillone hätten die Bezeichnung 912 und 913 geführt.

²⁴ Nach der Auflösung des Warschauer Paktes wurden Überlegungen aus der Zeit des Kalten Krieges bekannt, die Öl-Pipeline Genua – Ingolstadt im Bereich Lustenau zu sprengen.

²⁵ Zit. nach: Küng, Heribert: Der militärische Standpunkt der Schweiz zur Vorarlberger Anschlussbewegung, in: Montfort Heft 2 (1974), S.72ff. Vgl. auch: Witzig, Daniel: Die Vorarlberger Frage, Basel/Stuttgart 1974: «Noch 1933 stellt der Schweizer Generalstabschef von Roost die Frage, [...] ob die Schweiz in Vorarlberg intervenieren solle, um das Land und die Ostgrenze vor einem [deutschen] Einmarsch zu schützen.»

²⁶ Hinderungspflicht nach dem Völkerrecht.

²⁷ In Vorarlberg war es uralte Tradition, die Waffe für die Landesverteidigung zu Hause zu verwahren. Zur allgemeinen Verteidigungspflicht gehörte seit Jahrhunderten auch die Pflicht, die Waffen und die Ausrüstung daheim zu verwahren und in Ordnung zu halten. Der Chronist Johannes von Winterthur, der um 1334 öfters ins Land kam, berichtet, dass im Dorfe «Torrenbüren bei Bregenz» die Leute gewohnt seien, nach Feierabend mit Schwertern bewaffnet auszugehen und in gleicher Weise auch am Sonntag beim Gottesdienst zu erscheinen. Für die Landesverteidigung wurde 1313 von den Walsern, zweifellos gleich wie von den Einheimischen, Schild und Speer gefordert.

Im Jahr 1989 wurde in Vorarlberg auf jahrelanges regionales Betreiben der Pilotversuch «Waffe im Schrank» gestartet. Nach der Truppenübung des leichten Landwehrebataillons 911 nahmen die eingrückten Milizsoldaten ihre Handfeuerwaffen freiwillig mit nach Hause. Dieser in Vorarlberg gestartete Versuch sollte in weiterer Folge nach einem Beobachtungszeitraum auf alle Truppen in Vorarlberg und auf das ganze Österreichische Bundesheer ausgedehnt werden. Dazu kam es aber aufgrund der internationalen Lageentwicklung und der radikalen Reduktion der Miliz in Österreich nicht mehr.

²⁸ Bestehend aus dem Brigadekommando, dem Stabsbataillon 9 und den Jägerbataillonen 33, 34 und 35. Auflösung am 31. März 1999.

²⁹ Gebildet 1992 aus den Wachkompanien Bregenz und Feldkirch.

³⁰ Für die Kasernen Bregenz und Lochau, den Schiessplatz Berg Isel, die Mobilager in Lochau, Bregenz, Dornbirn, Egg und Au sowie die Garnisonsübungsplätze Eglisberg, Hörbranz Schmelzwiese, Lochau Rugbach und Bregenzer Ache sowie die Sportanlagen verantwortlich.

³¹ Für die Kasernen in Bludesch und Nenzing, die Garnisonsübungsplätze Frastanz, Walgau und Bludenz verantwortlich.

³² Diese Übung basierte auf folgender Ausgangslage: Feind: Nach Inbesitznahme des Rheintales ist, im Falle einer Fortsetzung der Angriffsoperation Richtung Osten, im ersten Ansatz der schwergewichtsmässige Stoss der Masse einer verstärkten mechanisierten Division aus dem Raum Feldkirch über Bludenz durch das Klostertal und ein zumindest regimentstarker Begleitstoss aus dem Raum Bregenz, Dornbirn durch den Bregenzerwald Richtung Hochtannberg zu erwarten. Ziel des Angriffes wird das Zusammenwirken mit im Tiroler Oberland angreifenden Kräften sein. Die vermutliche Absicht des Feindes wird es dabei sein, durch Ansatz infanteristischer Verbände voraus und mehrfacher taktischer Luftlandungen auch gebirgsbeweglicher Kräfte verteidigte Räume und Sperrstellungen entlang der Bewegungslinien aus Flanke und Rücken angreifenden und im Zusammenwirken mit frontal angreifenden mechanisierten Kräften rasch zu durchstossen, die Hauptbewegungslinien zu öffnen und als erste Angriffsziele die Übergänge Arlbergpass und Hochtannberg zu nehmen, um so die Voraussetzungen für das Durchstossen in das Oberinntal und Lechtal zu schaffen. Bei nachhaltigem eigenen Abwehrerfolg ist mit weiträumigen Umfassungen sowie auch mit zeitraubenden Angriffen an Nebenbewegungslinien zu rechnen, wobei ein jeweils bis zu bataillonsstarker Ansatz über die Räume [...] beziehungsweise entlang der aus Norden und Nordosten in den Raum Egg, Andelsbuch führenden Bewegungslinien nicht ausgeschlossen werden kann. Spätestens mit Inbesitznahme der Übergänge ist das verstärkte Nachführen von Unterstützungs- und Versorgungsteilen und die Verlegung höherer Gefechtsstände ostwärts der Linie Mellau, Bludenz zu erwarten. Ebenso muss mit dem Einfließen von Sicherungskräften zum Offenhalten der Bewegungslinien gerechnet werden, deren Einsatz vor allem an Verkehrsknoten, wichtigen Talübergängen, Brücken und Engen erfolgen wird. Darüber hinaus ist ab diesem Zeitpunkt das Einsetzen luftbeweglicher Gegenjagd anzunehmen. Vorgestaffelt dem Angriff der Bodentruppen wird, bereits ab Mobilmachung der eigenen Kräfte, mit subversiven Aktionen gegen Führungs- und Versorgungseinrichtungen, Fernmeldezentralen und feste Anlagen sowie mit Anschlägen zur Verhinderung des Aktivierens von Sperren mit nachhaltiger Zerstörwirkung an Hauptbewegungslinien zu rechnen sein. Der gesamte Angriffsverlauf wird überdies von Aktionen der psychologischen Kriegführung, vor allem zur Erpressung von Jagdkampfkräften, begleitet sein. Eigene Lage: Militärkommando Vorarlberg

führt Abwehrkampf im Befehlsbereich 9 unter Führung Raumsicherung in den Zonen 91 und 92, Verteidigung des Raumes Feldkirch und Sperren der Übergänge Arlberg, Hochtannberg und Bieler Höhe, um die frühzeitige Inbesitznahme des Raumes Feldkirch sowie ein rasches Öffnen der West-Ost-Bewegungslinien und der Passübergänge zu verhindern und dem Feind die ungehinderte Nutzung des Raumes zu verwehren.

³³ Als Ordonnanzoffizier für die hochrangigen Gäste war der Verfasser eingeteilt. In Begleitung von Armeegeneral Heinz Kessler befanden sich der Stellvertreter des Chefs der Landstreitkräfte und Chef des Stabes, Generalleutnant Skerra, der Stellvertreter des Chefs der Luftstreitkräfte, Generalleutnant Baarsz, der Leiter des Büros für Internationale Verbindungen der Nationalen Volksarmee, Generalmajor Winkler, Oberst Schunke sowie ein Begleitoffizier und ein Adjutant. Siehe: Bundesministerium für Landesverteidigung Zl.: 63.302/127-5.2/87 vom 1. Juni 1987 (beim Verfasser).

TEIL III

PLANNUNGEN AUF STUFE ARMEE

Hans Rudolf Fuhrer

Die operative Planung «THEOPHIL»

Mit der Darstellung von operativen Planungen nach 1966 betreten wir ein militärgeschichtliches Forschungsgebiet, das erst in ersten Ansätzen bearbeitet ist. Die gründliche und informative Studie von Peter Braun *Von der Reduitstrategie zur Abwehr. Die militärische Landesverteidigung der Schweiz im Kalten Krieg 1945-1966*¹ kann damit in einem wichtigen Teilgebiet fortgeführt werden. Ich danke Herrn Brigadier Jürg Keller für die hilfreiche Unterstützung und das freundschaftliche Überlassen von eigenen Forschungsergebnissen.

Die Bedrohung

Die Bedrohungsszenarien des Kalten Krieges in den schweizerischen Planungsstäben, aber auch in der subjektiven Wahrnehmung der Bevölkerung gingen meist von der Möglichkeit eines grossen Konfliktes zwischen den beiden Machtblöcken aus. Das strategische Gleichgewicht der antagonistischen Paktsysteme wurde als jederzeit brüchig beurteilt.² Nicht zuletzt aufgrund der revolutionären und aggressiven Ideologie des Kommunismus und des gewaltigen militärischen Potenzials nahm man den Ostblock als existentielle Bedrohung und als alleinigen potenziellen Angreifer wahr.³ Die Tatsache, dass sozialistische Bruderländer durch Mauern, durch einen «Eisernen Vorhang» und durch omniprésente Staatssicherheitsdienste zu ihrem «Glück» gezwungen wurden, zerstörte jedes Vertrauen in die Ehrlichkeit des verbal attestierten Friedenswillens Moskaus.

Auffällig ist, dass die Bedrohung immer umfassender, immer «totaler» angenommen wurde. Der Beauftragte des EMD für besondere Studien – der wegen der *Mirage*-Affäre zurückgetretene Generalstabschef Jakob Annasohn – schrieb 1966: «Die Bedrohung ist heute keine ausschliesslich militärische mehr [...] Sie erstreckt sich auf alle Lebensgebiete unseres Volkes und kann in einen «Totalen Krieg» ausmünden.»⁴ In den 1960er und frühen 1970er Jahren erweiterte sich die früher ausschliesslich militärisch verstandene Landesverteidigung allmählich zu einer umfassenden Gesamtverteidigung.⁵ Das durch den schweizerischen Generalstab angenommene und durch die sowjetische Militärdoktrin gestützte, moderne Feindbild stellte sich auf strategisch-operativer Ebene folgendermassen dar:

1. Vor und unmittelbar nach Kriegsausbruch:

Der Feind schafft sich günstige Voraussetzungen für den Angriff durch:

- erhöhte politische Spannungen, Elektronische Kriegführung (EKF) und alle Formen der indirekten Kriegführung (Zersetzung der schweizerischen Verteidigungskraft, Diversion, Sabotage an Führungs- und Mobilmachungseinrichtungen, Propaganda, Desinformation, Einschleusen von Agenten etc.);

- Einsatz der strategischen und taktischen Luftwaffe zur Erzwingung der vollständigen Luftherrschaft oder mindestens der zeitweiligen Luftüberlegenheit;
- Vorausaktionen mit Helikopterverbänden und Luftlandetruppen mit oder ohne C-Waffen, Einnehmen von operativem und taktischem Schlüsselgelände, Binden von Reserven.

2. Nach Kriegsausbruch:

Der Feind erzwingt einen raschen Durchbruch durch unsere Verteidigungssysteme in folgenden Phasen des Kampfes:

- Einleitung des terrestrischen Angriffs konventionell oder durch Einsatz von atomaren und chemischen Kampfmitteln;
- Angriff der mechanisierten Mittel, unterstützt durch eine gewaltige Feuerkraft der Flachbahn- und der Panzerabwehrwaffen, der Artillerie, der Minenwerfer, der Fliegerabwehr sowie der Luftwaffe in der direkten und indirekten Unterstützung der Bodentruppen;
- Überwindung von Geländehindernissen dank gefechtsfeldbeweglichen Genietruppen und mit Hilfe von amphibischen Kampfmitteln.



Abb. 30: Das Feindbild: Truppen der Nationalen Volksarmee der DDR anlässlich eines der jährlich stattfindenden Manöver des Warschauer Vertrages.

Die Bereitschaftsaufstellung «PRONTO»

Diese subjektive Bedrohungsbeurteilung und das objektive moderne Kriegsbild waren Grundlage für die Konzeption der Landesverteidigung, die Truppenordnung, die Rüstung, die Ausbildung, die operativen Überlegungen der Operationssektion der Generalstabsabteilung, des Unterstabschefs Planung in der Gruppe für Generalstabsdienste sowie für die Stabsübungen, Planungen und Manöver der Grossen Verbände.

Basierend auf der Truppenordnung 1961 (TO 61) wurde durch die Generalstabsabteilung eine grundsätzlich noch ungerichtete Bereitschaftsaufstellung erarbeitet. Sie trug den Decknamen «PRONTO» und war ab dem 1.1.1962⁶ gültig. Dieser erste Aufmarsch aus der Allgemeinen Mobilmachung heraus sollte ohne besonderen Befehl unverzüglich bezogen werden können. Die bereits durch eine Teilmobilmachung aufgebotenen Verbände mussten einzeln befohlen werden. «PRONTO» hatte das Ziel, mit den neu formierten Verbänden der TO 61 den Neutralitätsschutz sicherzustellen und sich bereit zu halten, «um in kürzester Zeit auf Befehl des Oberbefehlshabers eingesetzt zu werden und gegebenenfalls den Kampf an Ort und Stelle selbständig aufzunehmen.» Die bisherigen Befehle an die Armeekorps für die Verteidigung des Grenzraumes bzw. für den Einsatz der Grenz-, Festungs- und Reduitbrigaden des Gebirgsarmee Korps 3 blieben weiterhin gültig.

Im Einzelnen hiess dies:

Das *FAK 1* hatte sich bereit zu halten, um die Operationsachsen Solothurn – Murten – Broyetal und Burgdorf – bzw. Kirchberg – Bern – Fribourg – Bulle zu beherrschen und deren Flussübergänge womöglich im Zusammenwirken mit den im Raume gelegenen Flab- und Genietruppen des Armeekommandos sicherzustellen. Die Luftlanderäume Grosses Moos und Bucheggberg – Limpachtal hatten unter Kontrolle gehalten sowie die Bundesstadt gedeckt zu werden. Die mobilen Verbände mussten so bereitgestellt werden, dass sie primär in nordöstlicher Richtung in Bewegung gesetzt werden konnten.

Das *FAK 2* hatte sich bereit zu halten, um die Operationsachsen Brugg – Solothurn, Bremgarten – Herzogenbuchsee und Brugg – bzw. Olten – Luzern zu beherrschen und deren Flussübergänge womöglich im Zusammenwirken mit den im Raume gelegenen Flab- und Genietruppen des Armeekommandos sicherzustellen. Die Luftlanderäume Gäu und Wauwilermoos hatten unter Kontrolle gehalten zu werden. Die mobilen Verbände mussten primär in östlicher und sekundär in westlicher Richtung in Bewegung gesetzt werden können.

Das Geb *AK 3* hatte sich so bereit zu halten, dass die Operationsachsen Ost-West (Sargans – Vorderrhein – Wallis) und Süd-Nord (Leventina – Schwyz) beherrscht werden konnten. Der Luftlanderaum Linthebene musste unter Kontrolle gehalten werden.

Das *FAK 4* hatte sich bereit zu halten, um die Operationsachsen Wil – bzw. Frauenfeld – bzw. Andelfingen – Winterthur – Limmat und deren Flussübergänge womöglich im Zusammenwirken mit den im Raume gelegenen Flab- und Genietruppen des Armeekommandos sicherzustellen. Der Luftlanderaum Kloten – Bülach hatte unter Kontrolle gehalten sowie der Grossraum Zürich gedeckt zu werden.

Die *Flugwaffe* hatte sich zur Durchführung des Neutralitätsschutzes und zur Abwehr von Luftangriffen und Luftlandeaktionen sowie zur Unterstützung der Erdtruppen bereitzuhalten.

Die *Flab Regimenter* hatten gemeinsam mit den *Genieregimentern* den Schutz der Fluss- bzw. Seeübergangsstellen sicherzustellen. Der Schutz des Armeehauptquartiers im Raum Berner Oberland oblag den Inf Rgt 1 und 16 sowie dem Mot Drag Bat 11.

Für den Einsatz der Flugwaffe wurden 1962 ebenfalls Pläne erarbeitet.⁷ Das Resultat der Studien war der Operationsbefehl «ALPHA». Die Fliegerkräfte hatten vor allem in der Phase der Annäherung der feindlichen Erdtruppen ins operative Vorfeld zu wirken.

Der Operationsbefehl «THEOPHIL»

Ob man schon im Frieden Operationspläne erarbeiten solle oder nicht, war im schweizerischen Generalstab seit jeher umstritten. Die Rüge General Henri Guisans an die Generalstabsabteilung in seinem Bericht über den Aktivdienst 1939–1945, die Planungsabteilung habe in diesem Punkt vor Kriegsbeginn kläglich versagt,⁸ wirkte in den 1960er Jahren noch nach und machte dieses Thema brisant. Der Chef der Operationssektion, Oberst i Gst Hans Senn, welcher sich als Stagiaire der Ecole Supérieure de Guerre in Paris eher zur französischen Schule zählte, versuchte Verständnis für die Notwendigkeit einer weitestgehenden Operationsplanung zu wecken. «Da wir den Kampf im eigenen Lande führen, sind wir in der Lage, ihn weitgehend zu planen und vorzubereiten», schrieb er in seinem Rückblick auf sein Leben, «Die Kampf Räume können nach Massgabe ihrer Eignung für den Einsatz unserer Mittel frei gewählt und schon im Frieden vorbereitet werden. Die drei Landesfestungen, zahlreiche permanente Talsperren, vorbereitete Überflutungen und Verminungen sowie ein dichtes Zerstörungsnetz helfen uns, den Vorstoss des Gegners zu bremsen und Schlüsselräume zu behaupten. Der Einsatz der Armee hängt vom Auftrag, von der Bedrohung, von den Eigenschaften unseres Kampfinstrumentes, von den Umweltbedingungen und den Zeitverhältnissen ab. Da unser Land eine defensive Haltung einnimmt, müssen wir in der Lage sein, die Schläge des Gegners zu parieren. Nichts beeinflusst daher den Entschluss so sehr wie die Feindmöglichkeiten. Aus dieser Tatsache haben frühere Führergenerationen abgeleitet, dass für unsere Armee eine Einsatzplanung im Frieden nicht nur unzweckmässig, sondern geradezu gefährlich sei. Da unsere Vorstellungen von der Bedrohung nie den tatsächlichen Absichten des Feindes im Kriege entsprechen würden, führe das Planen zu vorgefassten Meinungen. Auch schränke es die Entschlussfreiheit des Oberbefehlshabers ein, der ja erst bei Kriegsmobilmachung gewählt werde und vorher nur einen begrenzten Einfluss auf die Planungstätigkeit ausüben könne. Mehr als eine erste Bereitschaftsaufstellung dürfe deshalb nicht vorbereitet werden. Demgegenüber vertreten wir heute die Ansicht, dass auch im Zeitpunkt der Entschlussfassung, abgesehen von allgemeinen Richtungen, aus denen Gefahr droht, nicht viel mehr über die Absichten des Feindes bekannt sein dürfte, als unsere Vorstellungskraft sich schon im Frieden ausmalen kann. Demzufolge sind wir bereits jetzt in der Lage, die

Vor- und Nachteile verschiedener Kampfaufstellungen, bezogen auf die Aktionsmöglichkeiten, welche bestimmte allgemeine Angriffsrichtungen dem Feind bieten, gegeneinander abzuwägen. Da wir nicht unter Zeitdruck stehen, können wir eine gründliche Diskussion walten lassen. Der Entscheid ist nach wie vor dem Oberbefehlshaber vorbehalten. Es geht bloss darum, die Elemente der Lagebeurteilung auf lange Sicht durchzudenken und die Grundlagen der Entschlussfassung in ruhigen Zeiten vorzubereiten. Die wahren Absichten des Feindes werden sich erst im Verlauf der Kämpfe enthüllen. Der Führung bleibt es vorbehalten, unsere Kampfmittel aus der gewählten Kampfaufstellung heraus so einzusetzen, dass es uns nicht nur gelingt, die Schläge des Feindes abzuwehren, sondern an entscheidenden Stellen die Initiative an uns zu reissen. Der Wert eines Kampfdispositives wird deshalb in erster Linie durch die Möglichkeit bestimmt, sich unerwarteten Lageentwicklungen anzupassen und die Handlungsfreiheit zu bewahren.»⁹



Abb. 31: Oberstkorpskommandant Paul Gygli, Generalstabschef (1965-1971).



Abb. 32: Oberst i Gst Hans Senn, Chef Operationssektion (1964-1969).

Nach der konzeptionellen Einigung vom 6.6.66 – die Armeeführung hatte sich für das System der «Abwehr» entschlossen, zu einer Raumverteidigung bestehend aus statischen und dynamischen Elementen – erarbeitete die Operationssektion der Generalstababteilung eine der neuen Doktrin angepasste Einsatzstudie. Diese ist von besonderem Interesse, weil sie einerseits das in diesen Jahren gültige Feindbild ROT¹⁰ konkretisiert und andererseits die operativen schweizerischen Antworten am vollständigsten wiedergibt. Der Operationsplan der Armee sollte in erster Linie der Hauptbedrohung Nord-Ost Rechnung tragen. Das mit dem Decknamen «THEOPHIL» versehene Verteidigungsdispositiv sollte entweder aus «PRONTO» oder direkt aus der Mobilmachung heraus bezogen werden können.¹¹

Das Dossier «THEOPHIL» wurde am 4. Oktober 1967 dem Chef EMD zu Händen der Landesverteidigungskommission (LVK) übergeben und in der Sitzung vom 20.-22.11.1967 erstmals diskutiert.¹² Den Vorsitz hatte Bundesrat und Chef EMD Dr. Nello Celio. Anwesend waren der Generalstabschef (GSC), Oberstkorpskommandant Paul Gygli, der Ausbildungschef, Oberstkorpskommandant Pierre Hirschy sowie die vier Armeekorpskommandanten Georg Züblin (Geb AK 3), René Dubois (FAK 1), Alfred Ernst (FAK 2) und Adolf Hanslin (FAK 4). Der Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen, Oberstkorpskommandant Eugen Studer, wurde vertreten durch Oberstbrigadier Fritz Gerber. Anwesend war auch der designierte Kommandant des FAK 1, Oberstdivisionär Roch de Diesbach, zu dieser Zeit noch Kommandant der Gebirgsdivision 10, sowie Oberstdivisionär Fritz Wille, der designierte Kommandant des Geb AK 3.

Feindannahme

Die Studie «THEOPHIL» ging von folgender *Feindannahme* aus:

Es erfolgt ein Angriff der Armeen des Warschauer Paktes (ROT) gegen Westen (GRÜN) mit Schwergewicht zwischen Alpen und Nordsee; je nach eingesetzten Mitteln des Aggressors sind gewisse Anzeichen einer Bereitstellung nachrichtendienstlich erkennbar oder auch nicht.

Gleichzeitig führt ein roter Nebenstoss über Slowenien nach Venetien zur Bindung der grünen Streitkräfte in Italien; ein Vordringen in die Poebene und gegen Rom ist je nach den inneren Verhältnissen in Italien (Unterstützung von ROT durch kommunistische Bewegungen) möglich. Ob die Neutralität Österreichs respektiert wurde, wird offen gelassen, doch werden die Verteidigungschancen des Bundesheeres wenig optimistisch eingeschätzt. Die Studie führte aus: «Kräftemässig wäre ROT jederzeit in der Lage, in Österreich einzufallen. Die österreichische Armee hätte wohl die Möglichkeit, einen Verzögerungskampf im Alpenraum zu führen, könnte aber einen roten Vorstoss an unsere gemeinsame Grenze auf die Dauer nicht verhindern.»

ROT kann das Territorium der Schweiz von Anfang an in seine Luftoperationen (besonders Fernluftwaffe und Raketen) einbeziehen; erst nach Erreichen der Landesgrenze ist auch mit taktischer Luftunterstützung des terrestrischen Stosses zu rechnen.

Ein Durchmarsch durch das schweizerische Mittelland ist nur als Umfassung der grünen Verbände im süddeutschen Raum und insbesondere am Rhein denkbar. Am wahrscheinlichsten ist ein Überschreiten der Landesgrenze zwischen Bodensee und Waldshut. Von dort kann der Stoss beidseits der unteren Aare ins Mittelland vorgetragen werden. Besonders gefährlich wäre ein Stoss an die Limmat, um die im zentralen Mittelland eingesetzten schweizerischen Truppen von jenen in der Ostschweiz zu trennen.

Der rote Vorstoss wird rasch und überraschend erfolgen, da sich nur dann die Möglichkeit eröffnet, in die offene grüne Flanke zu stossen. Vermutlich wird sich der Gegner in dieser Phase des Krieges nicht auf eine «Eroberung der Schweiz» einlassen, sondern eher eine

Neutralisierung der schweizerischen Kräfte in den Alpen anstreben und die eigentliche Besetzung erst später vollziehen.

Gemäss sowjetischer Doktrin ist mit fünf Mechanisierten und/oder Panzerdivisionen in erster Staffel zu rechnen; die zweite und dritte Staffel folgen in ähnlicher Stärke. Mit rund fünfzehn Divisionen wäre der schweizerische Raum gesättigt. Nebenangriffe einzelner Divisionen links oder rechts der Hauptangriffsachse sind jederzeit möglich (beispielsweise über die Rochadeachse durch das Engadin nach Oberitalien). Im allerschlimmsten und gefährlichsten Fall ist – unter der Voraussetzung eines raschen Zusammenbruchs von GRÜN nach einer gelungenen strategischen Überraschung – mit einem gegnerischen Vorstoss bis zur Landesgrenze innert dreier Tage zu rechnen. Im Normalfall ist von fünf bis sechs Tagen auszugehen; dazu kämen noch drei Tage, bis die taktische Luftwaffe in den süddeutschen Raum nachgezogen wäre.

Konventionell kann GRÜN bei einem gelungenen Überfall den roten Vormarsch im Schwarzwald und spätestens am Rhein eine gewisse Zeit lang aufhalten.

Eine Eskalation mit dem Einsatz von Atom-Minen zur Sperrung der Schwarzwaldachsen durch GRÜN würde die Gefahr einer Neutralitätsverletzung für die Schweiz erhöhen. Zudem wären die nuklearen Folgeerscheinungen, die indirekten Auswirkungen der Verstrahlung, auf die Schweiz gravierend.

Eine Anordnung der Kriegsmobilmachung in der Schweiz ist erst anzunehmen, sobald die Sowjetarmee den «Eisernen Vorhang» zweifelsfrei durchstossen hat. Für eine frühere Mobilmachung dürfte es einerseits kaum genügend sichere Anzeichen geben und andererseits wären grosse politische Hindernisse zu überwinden.

Operative Grundidee

Die operative Grundidee von «THEOPHIL» begründete Oberstkorpskommandant Gygli folgendermassen: «Der operativ entscheidende Raum für die Abwehr eines Angriffs aus Nordosten ist derjenige des Feldarmeekorps 2, d.h. also grob gesprochen der Raum Basel, Waldshut, Zürich, Westufer des Zürichsees, Nordufer des Zugersees, Luzern, Emmental, Basel. Dieser Raum muss entsprechend der Grösse und Bedeutung der Aufgabe durch Zuführung von Heereseinheiten anderer Armee Korps verstärkt werden. Im Prinzip handelt es sich um zwei Divisionen und Teile einer dritten Division. Dabei geht es darum, das in der Ostschweiz kämpfende Feldarmeekorps 4 nicht so entscheidend zu schwächen, dass es seine verzögernde Aufgabe nicht mehr erfüllen könnte. Das in der Westschweiz liegende Feldarmeekorps 1 darf ebenfalls nicht so geschwächt werden, dass es seine Rolle als bewegliche Armee-Reserve nicht mehr erfüllen könnte. Schliesslich darf auch das Gebirgsarmeekorps 3, falls ihm die eine oder andere Division entnommen werden sollte, nicht in Schwierigkeiten geraten, die ev. in einer späteren Phase die Aufgabe von Gelände zur Folge haben könnte. Hier kommt noch ganz besonders der Umstand dazu, dass sich Gebirgsdivisionen wegen ihrer besonderen Organisation, Ausbildung und Ausrüstung für den Kampf im Mittelland schlecht eignen.»¹³



Abb. 33: Colonel commandant de corps Roch de Diesbach, Cdt CA camp 1 (1968-1971).



Abb. 34: Oberstkorpskommandant Alfred Ernst, Kdt FAK 2 (1965-1968).



Abb. 35: Oberstkorpskommandant Fritz Wille, Kdt Geb AK 3 (1968-1974).



Abb. 36: Oberstkorpskommandant Adolf Hanslin, Kdt FAK 4 (1967-1971).

Diese Analyse des Generalstabschefs warf für eine erste Diskussion vor allem folgende Fragen auf:

1. Soll der Abwehrkampf bei einer Bedrohung Nord-Ost wirklich mit Schwergewicht im zentralen Mittelland von der Limmat bis zur Emme geführt werden?
2. Wenn ja, mit welchen Kräften (Felddivisionen, Gebirgsdivisionen oder Mechanisierten Divisionen) soll das FAK 2 verstärkt werden?
3. Darf in der Ostschweiz bloss verzögert werden; ist die Gefahr einer Einkesselung stichhaltig?

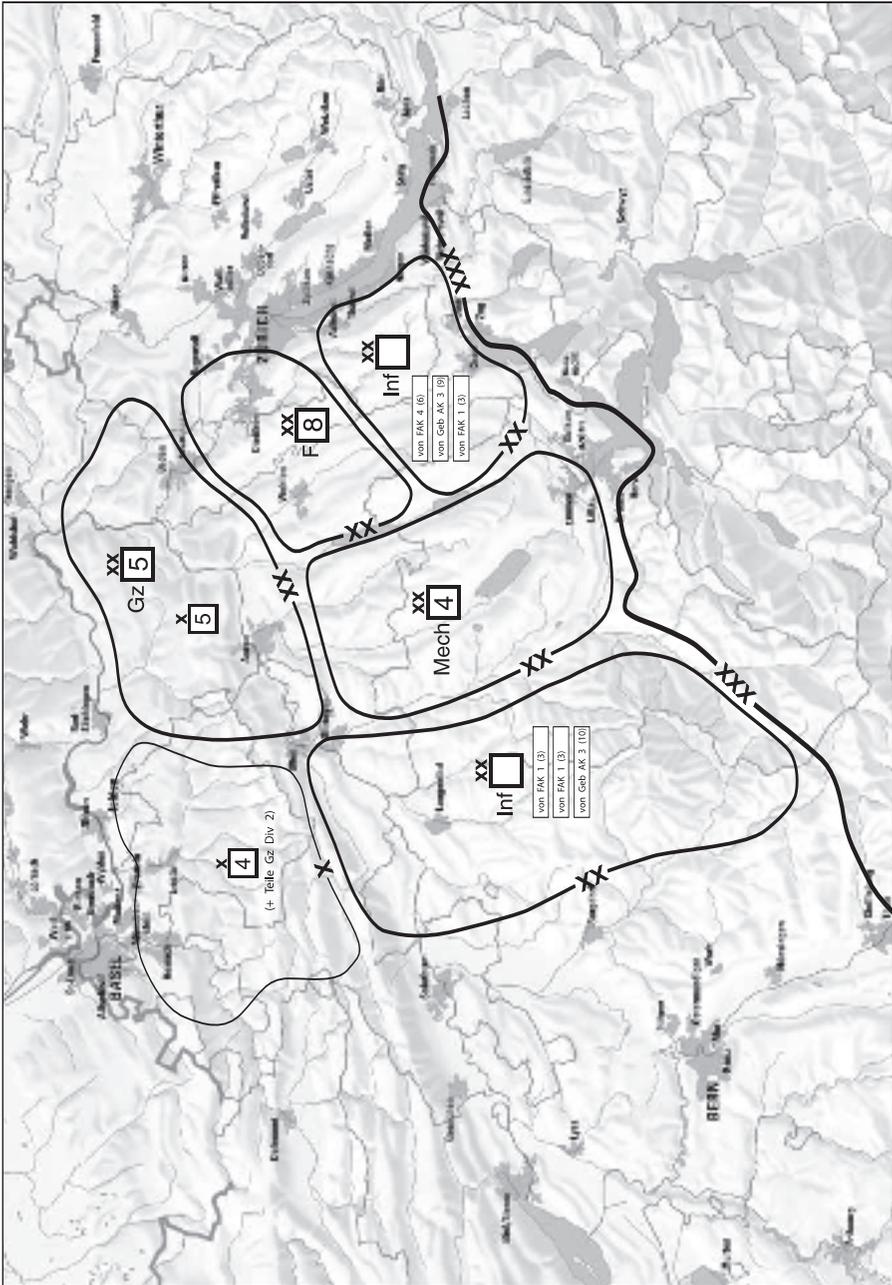
Dem Hauptkampf im zentralen Mittelland zwischen Zürichsee/Limmat und der Emme wurde grundsätzlich von allen Anwesenden zugestimmt. Problematischer war die Verstärkungsfrage. Jede Lösung, die den eigenen Verband schonte, wurde von den Nichtbetroffenen favorisiert. Am vehementesten wehrte sich der Kommandant des FAK 4, der vor dem Verteidigungsraum bloss die Verzögerung ab Landesgrenze zu führen hatte. Er anerkannte, dass es sinnvoll sei, «unsern Willen, keinen Landesteil kampfflos preiszugeben, unter Beweis zu stellen», doch wollte er dies mit starken Kräften und nachhaltig tun.

Im Sinne einer ersten kritischen Beurteilung kann gesagt werden: Die operativen Überlegungen «THEOPHIL» erinnern vordergründig an die lineare «Limmatstellung» des Zweiten Weltkrieges. Das Dispositiv verfügte aber über eine wesentlich grössere Tiefe und erfüllte damit die Bedingungen einer Raumverteidigung im Sinne der «Abwehr». Trotzdem war nur etwa ein Drittel des schweizerischen Territoriums i.e.S. auch Einsatzraum. Die Schwergewichtsbildung beim FAK 2 mit den vorgesehenen Verstärkungen ist aufgrund der Feindanalyse einleuchtend, doch zeigen die Vorbehalte der Kommandanten derjenigen Grossen Verbände, welche gezwungen worden wären, Truppen abzugeben, dass die Quadratur des Zirkels versucht worden ist. Dieser Eindruck wird noch verstärkt durch die Forderung Gyglis: «Allgemein muss das gewählte Armeedispositiv erlauben, einer sich abzeichnenden zusätzlichen Bedrohung, sei es von Westen oder aus dem Süden, rechtzeitig zu begegnen.» Konkret hiess dies: Das nach Nord-Osten gerichtete Dispositiv musste auch die Anforderungen einer Rundumbedrohung erfüllen können.

Die verschiedenen, durch die Generalstabsabteilung ausgearbeiteten Varianten ergaben sich einerseits aus dem Verlauf der Abschnittsgrenze vor allem zwischen dem ersten und dem zweiten Korps¹⁴ und andererseits aus den unterschiedlichen Lösungen zur Verstärkung des Schwergewichtsraumes.¹⁵

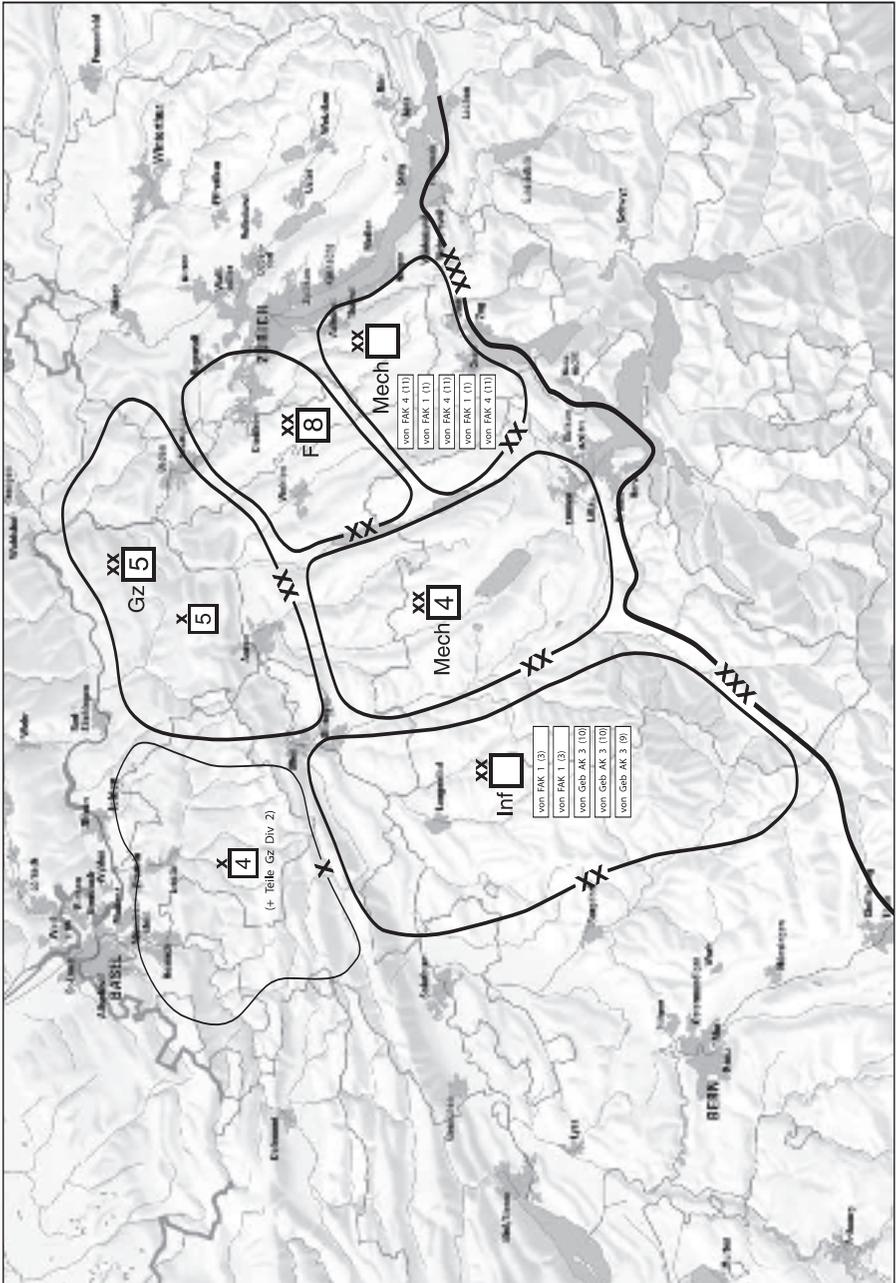
Der Generalstabschef empfahl die Lösung «ALPHA Blau», eine Abschnittsgrenze zwischen dem FAK 1 und dem FAK 2 westlich der Linie Napf-Hauenstein und eine Verstärkung des FAK 2 durch zwei Infanteriedivisionen, die F Div 3 aus dem FAK 1 und die Geb Div 9 aus dem Geb AK 3.

Bei diesem Stand wurde die Weiterführung der Diskussion auf die erste Sitzung 1968 verschoben.



© 2009, FST A MIEGeo-Kartografie, 3003 Bonn

Karte 9: Gliederungsvariante «THEOPHIL ALPHA» (Beilage Nr 5 zu «Einsatzstudie für eine Kampfaufstellung gegen NE»), Oktober 1967.



© 2008, FSTA, MiGeo-Kartografie, 3003 Bern

Karte 10: Gliederungsvariante «THEOPHIL BETA» (Beilage Nr 6 zu «Einsatzstudie für eine Kampfaufstellung gegen NE»), Oktober 1967.

Grundaufträge der Armeekorps

Die Sitzung vom 24./25. Januar 1968 war zugleich die letzte Sitzung als «Landesverteidigungskommission»; ab 1.2.1968 nannte sich das Gremium «Kommission für militärische Landesverteidigung» (KML). Die Diskussion ging nun einen Schritt weiter und befasste sich mit den Grundaufträgen der vier Armeekorps. Sie lauteten:

FAK 1 (-) stellt den Neutralitätsschutz sicher; hält sich bereit, operative Luftlandungen in der Westschweiz zu bekämpfen oder mit Teilen zugunsten FAK 2 einzugreifen; deckt die Westgrenze.

FAK 2 (+) stellt den Neutralitätsschutz sicher; verhindert einen feindlichen Stoss über Zürichsee – Limmat und durch den Einsatzraum der unterstellten Grenzbrigaden in den Raum Luzern – Wolhusen oder in die Durchgangspforte zwischen Napf und Hauenstein; behauptet den Raum Napf und Hauenstein.

Geb AK 3 (-) stellt den Neutralitätsschutz sicher; behauptet den Zentralraum (wenn minus 1 Division: stellt den Neutralitätsschutz sicher); hält die Landesfestung Sargans; deckt die Südflanke des FAK 2 und die südliche Landesgrenze; verhindert einen feindlichen Stoss auf den Gotthard.

FAK 4 (-) stellt den Neutralitätsschutz sicher; führt den Verzögerungskampf östlich der Linie Speer – Töss; behauptet den Raum westlich der Linie Speer – Töss (wenn minus 1 Division: stellt den Neutralitätsschutz sicher; führt den Verzögerungskampf in seinem Raum).

Flab/Genie 1. Priorität: Übergangsmöglichkeiten über die verschiedenen Flussläufe im Hauptkampfgebiet und im Bereitstellungsraum der Armeereserve sicherstellen; Flab: Führungseinrichtungen der Armee und der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen sowie die Kriegsstützpunkte der *Mirage*-Flugzeuge schützen.

Die KML legte fest, dass vorerst zu «THEOPHIL» nur militärisch-operative Überlegungen anzustellen seien, um den Entschluss des zu wählenden Generals durch logistische Gegebenheiten möglichst wenig zu präjudizieren.¹⁶ Zudem wurden bewusst keine wirtschaftlichen, innenpolitischen und psychologischen Probleme im Sinne der Gesamtverteidigung angeschnitten.

Der Generalstabschef stellte am Schluss seiner Präsentation der «Eigenen Möglichkeiten» zusammenfassend fest: Der Hauptkampf findet im zentralen Mittelland Zürichsee/Limmat – Emme statt. Im Raum des FAK 2 sollten fünf bis sechs Divisionen eingesetzt werden; drei stammen aus dem FAK 2, die anderen werden zugeführt. Von den folgenden zwei grundsätzlichen Varianten «THEOPHIL ALPHA» (2 Inf Div, Teile Gz Br 2 zu Gz Br 4; Karte 9) und «THEOPHIL BETA» (1 Inf Div, 1 Mech Div, Teile Gz Br 2 zu Gz Br 4; Karte 10) wird die erste favorisiert. Vor diesem Verteidigungsraum wird die Verzögerung geführt. In der Feindannahme muss immer mit dem gefährlichsten Fall gerechnet werden und nicht mit dem wahrscheinlichsten. Darauf basierend muss ein realistisches Verhältnis zwischen Raum und

Kraft gesucht werden. Eine wirksame Tiefe wird durch drei Abwehrriegel gesucht, erstmals auf der Linie Speer – Töss, dann an der Limmat und schliesslich zwischen Napf und Hauenstein.

Das FAK 1 in der Westschweiz war grundsätzlich als Armeereserve vorgesehen. Seine Verbände sollten primär zugunsten des Hauptabwehrraums oder sekundär zur Bekämpfung von Luftlandungen eingesetzt werden. Das Geb AK 3 hatte seinen Raum zu behaupten.

Die eigenen Operationen sollten gegebenenfalls auf die Bewegungen der grünen Streitkräfte, vor allem entlang der Hochrheinachse, abgestimmt werden. Damit war die heikle Thematik der fremden Hilfe angesprochen, jedoch ohne dass konkrete vorbereitende Massnahmen bereits in Friedenszeiten anvisiert wurden.

Diskussionen in der KML

Die Diskussion ergab nur wenige neue Aspekte. Der Kommandant des FAK 2 war mit der vorgesehenen Schwächung der Ostschweiz einverstanden und führte dazu – in gleicher Beurteilung wie der Generalstabschef – an, dass ein roter Stoss längs der Hochrheinachse und eine Umgehung einer grünen Rheinstellung westlich der Aaremündung über schweizerisches Gebiet alle Verbände nordöstlich der Limmat isolieren würden. Mit Hilfe der NATO könne nicht gerechnet werden, da ihre mechanisierten Divisionen im schwierigen Gelände der Schweiz und des Schwarzwaldes wenig widerstandsfähig seien. Eine Schwergewichtsbildung hinter der Limmat sei deshalb zweckmässig. Tiefe müsse vor allem dort gesucht werden, wo das Gelände ein Maximum an Wirksamkeit biete. Aus diesem Grunde sei ein Halten beispielsweise des Seerückens unsinnig, da dieser umgehbar sei. Wenn ein starkes FAK 4 an der Grenze gewünscht werde, sei ein dritter Riegel nicht mehr möglich.

Hanslin reagierte sofort und wandte sich gegen die Variante «ALPHA Schwarz», welche ihm die F Div 6 weggenommen hätte. Diese Schwächung um einen starken Verband könne er auf keinen Fall akzeptieren.

Der Kommandant des Gebirgsarmee Korps 3 gab zu bedenken, dass erst genaue Informationen über einen roten Stoss ein derart starres Dispositiv rechtfertigen würden. Gegen einen Stoss durch das Engadin nach Italien wäre er, insbesondere wenn man ihm eine Division wegnehme, völlig machtlos.

Alfred Ernst entgegnete ihm, eine solche Entwicklung der feindlichen Operation würde eine neue Lage schaffen, welche einen neuen Entschluss des Generals nötig mache. Zudem sei eine solche vom Hauptziel abweichende Operation wenig wahrscheinlich. «Wenn der Gegner durch unser Mittelland hindurch nach Frankreich hineinstossen will, um den grünen Abwehrriegel zu umgehen, so wäre für ihn das Reduit wenig interessant. Der andere denkbare Fall, bei welchem es dem Gegner darum gehen könnte, unser ganzes Gebiet oder wesentliche Teile desselben in Besitz zu nehmen, würde dann für uns zur Rundumverteidigung führen.» Zwischen einem Hauptangriff nach Frankreich und einer

Besetzung der Schweiz seien viele Varianten möglich, die wohl denkbar, aber nicht planbar seien.

Der Ausbildungschef erklärte sich mit den Überlegungen des Generalstabschefs völlig einverstanden.

Lange Zeit wurde in der Folge gemäss Protokoll über diese unterschiedlichen Prioritätszumessungen gefeilscht, bis schliesslich die folgenden Entscheide gefällt wurden:

- Die vorgelegten Planungsunterlagen «ALPHA Blau» (1-2 Infanteriedivisionen zu FAK 2) werden einstimmig gutgeheissen.
- Die Abschnittsgrenzen «ALPHA» werden mit einer kleinen Korrektur im Glatttal (die wichtigsten Seiteneingänge zu FAK 4 statt FAK 2) akzeptiert.

Die Sitzungsteilnehmer wurden mit dem Auftrag entlassen zu überprüfen, ob der für den eigenen Verband vorgesehene Einsatz im gewählten Planungsfall leistbar sei.

Auch an ihrer nächsten Sitzung vom 28. März 1968 setzte die KML das Spiel des überall zu kurzen Tischtuches bzw. den Kampf vierer Schläfer um eine viel zu schmale Decke fort – eine Kontroverse, in der sich nicht zuletzt auch das weitgehend autonome Denken innerhalb der vier Armeekorps anschaulich widerspiegelt. Der Kdt FAK 1 meldete, er habe die Aufträge an seinen Verband studiert und erachte sie als unmöglich. Er müsste teilweise sehr verschiedene Bewegungen gleichzeitig ausführen und dies würde zu einer gefährlichen Kräftezersplitterung führen. Seine Divisionen seien nur zum Halten des Korpsraumes in der Lage, er sei indessen bereit, die Operationsidee noch weiter zu studieren. Der Generalstabschef reagierte umgehend und sehr vehement. So könne man nicht arbeiten, wenn Beschlüsse immer wieder in Frage gestellt würden.

Die definitive Version des Operationsbefehls «THEOPHIL»

Im August 1968 verkürzten die Ereignisse in der Tschechoslowakei die Distanz zu den Angriffsspitzen, so dass sich die Vorwarnzeit eher noch verkürzte. Im Folgejahr mahnte auch der damalige Chef der Operationssektion, Oberst i Gst Hans Senn, eindringlich, auch den strategischen Überfall ernst zu nehmen: «Wir dürfen die Möglichkeit nicht ausschliessen, dass der Warschauerpakt versuchen könnte, unser Land durch einen strategischen Überfall aus der Luft, verbunden mit subversiven Aktionen, überraschend zu besetzen, bevor die Armee vollständig mobilisiert ist. In der heutigen Lage wäre eine derartige Operation zwar äusserst risikoreich, da der rechtzeitige Zusammenschluss mit den Erdkampfverbänden nicht garantiert werden kann. Aber für den Fall des Gelingens steht ein verlockender Gewinn in Aussicht; denn der Besitz der Drehscheibe Schweiz triebe einen Keil zwischen die NATO-Befehlsbereiche Europa Mitte und Europa Süd. Ausserdem böte er die Möglichkeit zu Vorstössen in die ungeschützten Flanken des Hauptgegners. Auf jeden Fall müssen wir uns darauf gefasst machen, dass beide Kriegsparteien unsern Luftraum für ihre Operationen ausnützen werden. Wenn es uns nicht gelingt, diesen aus eigener Kraft zu verteidigen, haben wir ernsthafte Schwierigkeiten und Luftkämpfe zwischen



Abb. 37: KKdt Johann Jakob Vischer, Generalstabschef (1972-1976).

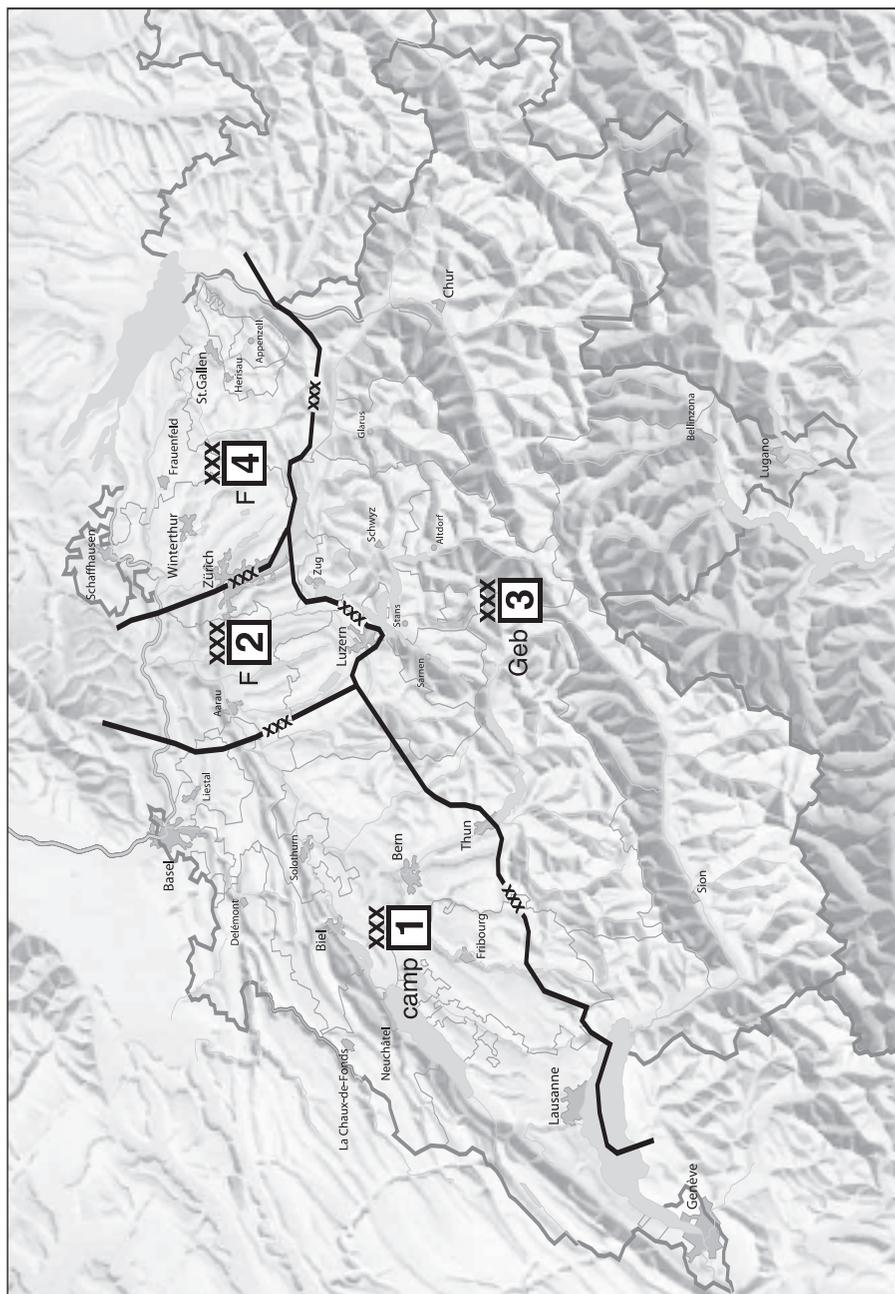
den beiden Gegnern zu befürchten. Auf Grund der heutigen militärpolitischen Lage würden wir am Boden anfänglich einer akuten Bedrohung aus Nordosten verbunden mit einer latenten Bedrohung aus Süden gegenüberstehen. Sollte der strategische Vorstoss der Sowjetunion im Mittelmeerraum an Boden gewinnen und einen kommunistischen Umsturz in Italien zur Folge haben, so könnten sich die Bedrohungsverhältnisse umkehren. Falls die beiden Konfliktparteien unser Land in der Anfangsphase des Konfliktes verschonen, muss nach einer Besetzung unserer Nachbarländer durch den Sieger mit einer Rundumbedrohung gerechnet werden.»

Senn schloss mit den Worten: «Meine Ausführungen dürften Ihnen gezeigt haben, dass trotz friedlicher Koexistenz, Nonproliferation, Abrüstungsversprechen und Konfliktforschung

ein Angriff auf Europa nach einer kurzen Periode erhöhter Spannung überraschend ausgelöst werden kann. Bereitschaft und Wachsamkeit sind daher nach wie vor am Platz.»¹⁷

Ungeachtet dieser mahnenden Worte des Chefs der Operationssektion wurde an der grundlegenden Operationsidee indessen nichts Wesentliches geändert. Nichtsdestotrotz dauerten die Diskussionen noch weitere fünf Jahre an, bis schliesslich der neue Generalstabschef Johann Jakob Vischer auf den 1. Juli 1974 «THEOPHIL» in Kraft setzen konnte (vgl. Karte 11 und Quellentext 1).¹⁸ Diese lange Planungszeit zeigt, dass man die Wahrscheinlichkeit eines Krieges in Europa nicht als gefährlich hoch einschätzte. Auch die Quadratur des Zirkels wurde nicht mehr weiter versucht. Die KML war letztlich zur Einsicht gelangt, dass nicht alles planbar sei und dass vom General zum Zeitpunkt X lagegerecht gehandelt werden müsse.

Es gilt festzuhalten, dass in den sechs Jahren an der Kampfidée doch etwas Grundsätzliches geändert wurde. Das ungeschwächte Feldarmeeerkorps 4 in der Ostschweiz sollte jetzt einen feindlichen Stoss an die Limmat verhindern und nicht mehr nur verzögern. Die Gebirgsdivision 9 war die einzige Heereseinheit, mit der das Feldarmeeerkorps 2 im Schwergewichtsabschnitt verstärkt wurde. Das Feldarmeeerkorps 1 bildete hinter der Napf-Hauenstein-Linie einen dritten Riegel. Grundsätzlich blieb es aber Armee-Reserve. Sowohl das FAK 1 als auch das FAK 4 mussten also keine Heereseinheiten abgeben. Die Argumente ihrer Kommandanten scheinen schliesslich doch noch überzeugt zu haben. Einzig der Gebirgsraum wurde um eine Division geschwächt, so dass nur noch die Permannenzen in den Brigaderäumen gehalten werden konnten.



© 2009, FST A. MilGeo+Kartografie, 3003 Bern

Karte 11: Dispositiv «THEOPHIL» (Abschnittsgrenzen; Beilage zum Operationsbefehl vom 31. Dezember 1973, vereinfachte Darstellung).

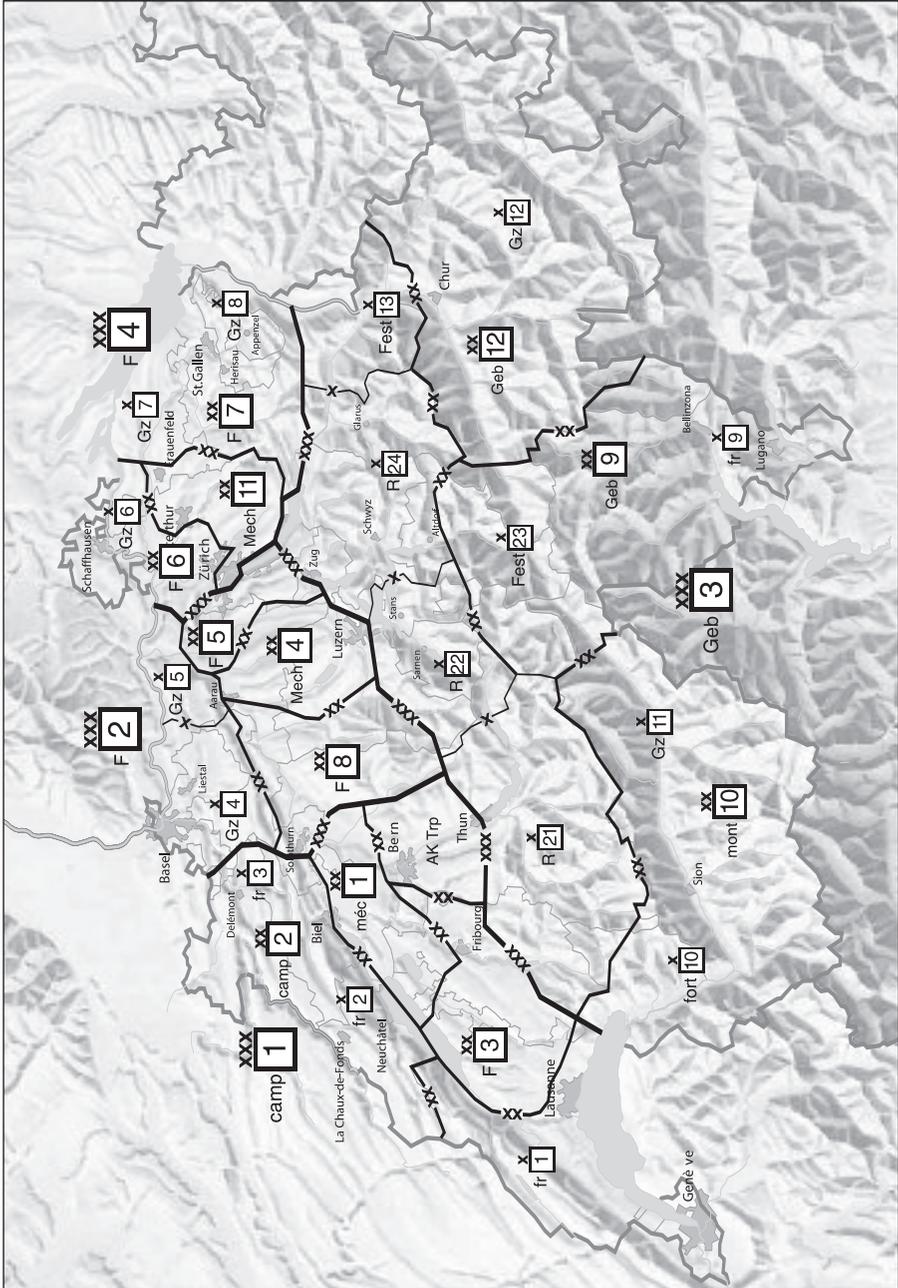
Weitere Planungen

Die Fokussierung auf die Planung «THEOPHIL» darf nicht dazu verleiten anzunehmen, dass nur einseitig geplant worden wäre. Eine grosse Zahl an denkbaren Varianten wurde von der Generalstabsabteilung und von den Grossen Verbänden mit vergleichbarer Gründlichkeit durchdacht und zu Studien ausgearbeitet.¹⁹ Die vorgestellte Operationsplanung «THEOPHIL» ist aber zweifellos die wichtigste. Daneben gab es in den 1960er und 1970er Jahren noch folgende Einsatzpläne: «ALPHA» (Einsatz FF Truppen bei Ausfall der zentralen Führung) bzw. «AZIONE» (Einsatz FF Truppen im Anschluss an Teil Mobilmachung (TMob) oder Allgemeine Kriegsmobilmachung (AKMob))²⁰, «CARLO» (Kampfaufstellung W/NW), «DIAMANT» (Vorsorgliche Massnahmen im Hinblick auf einen strategischen Überfall), «ENRICO» (Kampfdispositiv im Zentralraum und im Hochjura nach einem roten Durchstossen des Mittellandes)²¹, «MATTHAEUS» (Kampfaufstellung gegen Süden resp. gegen Süden und Nordosten)²², «NIKLAUS» (Einsatz von Truppen in den Grenzzipfeln)²³, «LUDWIG» (Kampfaufstellung bei Rundumbedrohung); die Teilmobilmachungsfälle mit Kennziffern: «ALBATROS» (148, Luftraum), «BRANDO» (49, Bewachung), «FURIO» (73, Mittelland, Mech Div), «GRANDSON» (35, Westfront), «NÄFELS» (92, Nordostfront), «OLDENHORN» (84, Verstärkung), «PLASTIC» (111, Zerstörungen), «PRIMUS» (Strassenpolizei, Verkehrsregelung vor/während AKMob) «MORGARTEN» (Übermittlungsnetz der Polizei auf Dauerbereitschaft), «RESEDA» (26, Reduit), «SEMPACH» (67, Südfront); sowie die Sondermassnahmen «AIDA» (Dezentralisation der Panzer als vorsorgliche Massnahme), «ALLIGATOR» (Erkundung der Flussufer), «BARBARA» (Überprüfung der Zerstörungsvorbereitungen), «HALMA» (Flugzeugverschiebungen bei Erhöhung des Mob BG), «IGEL» (Einsatzdispositiv der Armee Flab), «ISOLA» (Verschiebung von Teilen der Armee Mun Reserve), «KAKTUS» (Überprüfung der Infanteriehindernisse), «KASTOR» (Überprüfung der Panzerhindernisse), «OMEGA» (Aufgebot der Bewachungsmittel der Kriegsflugplätze), «SAMARIA» (Sanitätsformationen 3. Stufe), «SCHWERT» (Sanierung der Festungsanlagen), «VELOX» (Planung Munitionsreserve der Armee für raschen Verlad) und «VITA» (Planung Lagerung haltbarer Verpflegungsartikel als Armeereserve).²⁴ Dazu kamen beispielsweise noch die Weisungen für die Überflutung von Schlüsselgelände (z.B. Grosses Moos).

Nachrichtensoffiziere aller Grossen Verbände bemühten sich aufgrund nachrichtendienstlicher Erkenntnisse, aber auch durch eigene Initiative, ein möglichst realistisches Bild des Gegners «aus dem Osten» zu zeichnen. Das operative Vorfeld im süddeutschen Raum, in Österreich oder in Norditalien wurde in mehreren Rekognoszierungen in Zivil analysiert; die Resultate dieser Erkundungen wurden den Kameraden oder den Kommandanten in Studien zugänglich gemacht.

Entstehung des Begriffes «Grund(kampf)dispositiv»

Die Planung blieb aber nicht stehen. Ausgangspunkt für eine Neuüberprüfung war die Operative Übung «OPUS» von 1973 – im Jahr des Berichtes des Bundesrates über



© 2008, FST A, MilGeo+Kartografie, 3005 Bern

Karte 12: Grunddispositiv der Armee «JANUS» (1. Juni 1984, gültig bis 1987).

die Sicherheitspolitik der Schweiz (Konzeption der Gesamtverteidigung/SIPOL B 73).²⁵ In der Übungsbesprechung vom 27. September wurde der Antrag gestellt, dass die Richtlinien des Generalstabschefs vom 28. Mai 1969 zu ändern seien: Anstelle des Bereitschaftsdispositivs «PRONTO» und des Kampfdispositivs «THEOPHIL» sei ein «Grundkampfdispositiv» befehlsartig auszuarbeiten. Daraus seien vorbehaltene Entschlüsse zuhanden eines allfälligen Oberbefehlshabers abzuleiten.

Offensichtlich ist dieser Antrag die Folge der Doppelstrategie des SIPOL B 73 (defensive Komponente: militärische Landesverteidigung, offensive Komponente: aktive Aussenpolitik), Ausdruck einer abermals verkürzten Vorwarnzeit, aber auch eine Konsequenz aus den Entspannungsbemühungen im Rahmen der Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE), in der die Schweiz eine aktive Rolle spielte. Vom Bedrohungsszenario her wurde die primäre Angriffsrichtung Nord-Ost zurückgestuft zugunsten einer ungerichteten Armeeaufstellung. Der Zeit kostende Zwischenschritt «PRONTO/THEOPHIL» sollte beseitigt werden. Die Generalstabsabteilung arbeitete eine Operative Studie «JANUS» aus, die an der KML-Sitzung vom 21. Februar 1975 traktandiert war. Bereits der Deckname verrät mindestens eine Doppelrichtung der Feinderwartung. Die KML nahm die Studie in zustimmendem Sinne zur Kenntnis und beschloss, die Vorarbeiten zu einem eigentlichen Bereitschaftsdispositiv zu vertiefen. Dieses sollte in Zukunft Grunddispositiv heissen, welches nach einer Mobilmachung auch ohne besondere Befehle bezogen werden konnte (vgl. Karte 12). Der Entscheid, ob dieses Grunddispositiv ohne Änderung oder mit Anpassungen zum Kampfdispositiv würde, läge beim Oberbefehlshaber.²⁶

Auch hier dauerte die Ausarbeitungszeit sehr lange, fast zehn Jahre. Mit dem Inkrafttreten des Befehles «JANUS» am 1. Juni 1984 war «PRONTO» ausser Kraft gesetzt und «THEOPHIL» wurde zu einer operativen Studie zurückgestuft. «THEOPHIL» war also fast zehn Jahre die gültige operative Planung der Landesverteidigung im Fall eines roten Angriffs. «JANUS» wurde in der Folge die Grundlage für das Ausbaukonzept mit Geländeverstärkungen im Einsatzraum der Kampfbrigaden und am 1.1.1987 zum Grunddispositiv der Armee mit dem Decknamen «ZEUS».²⁷ Das Grundmuster der räumlichen Aufstellung der Heereseinheiten war in allen Feldarmeenkorps dasselbe: ein Sandwich. Zwischen den beiden Infanteriedivisionen lag die Mechanisierte Division zu Gegenschlägen zugunsten der beiden Nachbardivisionen, zum Bekämpfen von Luftlandungen oder zum Behaupten des eigenen Raumes bereit. Grundsätzlich war «JANUS» bzw. «ZEUS» die operative Lösung für eine unklare Lage in den letzten Jahren des Kalten Krieges, die Konsequenz aus den deutlichen Entspannungssignalen unter Michael Gorbatschow und der neuen defensiven sowjetischen Militärdoktrin ab 1985. Beide Grunddispositive sind in gewissem Sinne eine Neufassung von «WINKELRIED» und «PRONTO».

Fazit und Wertung

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die Operationsplanung «THEOPHIL» mit ihrer Ausrichtung Nord-Ost die Antwort war auf das subjektiv empfundene Feindbild der

1960er, 1970er und frühen 1980er Jahre. Ohne jeden Zweifel und ohne jeden Abstrich war der Gegner «der Kommunismus» im Allgemeinen und die Truppen des Warschauer Vertrages im Besonderen. Das plakative Bild: «Alle roten Pfeile kamen aus Osten»²⁸ charakterisiert den gesamten Kalten Krieg.

Hinsichtlich der operativen Stufe zeigt sich folgende stereotype Feindannahme:

In Mitteleuropa herrscht ein verschärfter Konflikt zwischen ROT und GRÜN. Alle Methoden der indirekten Kriegführung, Subversion und Sabotage, werden von beiden Seiten angewandt und sind auch in der Schweiz spürbar. In der Folge kommt es zu einem bewaffneten Zusammenstoss. Der Hauptangriff des Warschauer Paktes wird auf der strategischen Achse Moskau – Warschau – Berlin – Paris geführt. Nebenstösse erfolgen aus der Tschechoslowakei oder aus Ungarn heraus in den süddeutschen Raum bzw. ins Rhonetal oder nach Oberitalien. Die Respektierung der Neutralität Österreichs ist fraglich. Der Krieg wird als «totaler Krieg» unter Anwendung aller verfügbaren Massenvernichtungsmittel geführt.

Die Beurteilung eines Dritten Weltkrieges durch den schweizerischen Generalstab enthält folgende Konstanten:

- Die Betroffenheit der Eidgenossenschaft ist immer Teil eines umfassenden europäischen Krieges.
- Die Schweiz wird ab Kriegsausbruch die Folgen des Atomkriegs zu spüren bekommen, hat schwere Versorgungsprobleme zu lösen und Flüchtlingsströme aufzunehmen. Mit Luftraumverletzungen ist zu rechnen.
- Das Land steht in einer ersten Phase im Neutralitätsschutzfall und die Armee bezieht ein Neutralitätsschutzdispositiv «PRONTO» oder später «JANUS»/«ZEUS».
- Der Hauptstoss von ROT in einem Krieg gegen GRÜN führt mit grösster Wahrscheinlichkeit an der Schweiz vorbei.
- Ein strategischer Überfall ist unwahrscheinlich. Erst die Ereignisse von Kabul 1979 und die Terroranschläge gegen schweizerische Flugzeuge und Flughäfen brachten ein partielles Umdenken und führten schliesslich zur Benennung von Bereitschaftstruppen während des ganzen Jahres und zur Bildung von zwei Flughafen-Formationen für Kloten und Genf.
- Im Falle einer sich abzeichnenden Neutralitätsverletzung durch ROT oder GRÜN wird ein der Lage angepasstes Kampfdispositiv bezogen. Der mögliche Verteidigungsfall entstand in der Regel aus folgendem Szenario: Der rote Angriff im süddeutschen Raum kommt aus irgendeinem Grunde am Rhein oder an einem Hindernis östlich davon ins Stocken und der rote Kommandant entschliesst sich zu einer südlichen Umfassung oder zu einem Zusammenschluss mit den Kräften in Italien über schweizerisches Territorium. Der gefährlichste Fall wäre die präventive Besetzung von Teilen der Schweiz durch ROT oder GRÜN, um einer Nutzung des schweizerischen Korridors durch den Feind zuvorzukommen oder die nukleare Abriegelung der Vormarschachsen.

Bedeutsam ist der Umstand, dass die Generalstabsabteilung in der Ara Chruščevs und Brešnevs überzeugt war, dass die schweizerische Neutralität im Falle eines Krieges zwischen der NATO und dem Warschauer Vertrag von beiden Konfliktparteien respektiert würde. Diese Annahme – in gewissem Sinne bloss eine Hoffnung – basierte auf zwei Voraussetzungen, die man selber beeinflussen konnte, nämlich erstens auf der strikten Einhaltung der bewaffneten Neutralität und zweitens auf einer glaubwürdigen, starken Landesverteidigung. Die Bedrohungsperzeption bei der Truppe, in der Bevölkerung, in den meisten Medien und in der Politik war eine viel gefährlichere als sie sich in den Analysen der Spezialisten in der militärischen Führung niederschlägt. In der Rückschau ist es erstaunlich, was in den grossen Manövern – nicht zuletzt durch diese verbreitete Bedrohungsperzeption – alles möglich war und welche Belastungen von der Bevölkerung ohne nennenswerte Proteste mitgetragen wurden.

In seinem Lebensrückblick als Generalstabschef mit dem Titel *Auf Wache im Kalten Krieg* hat Hans Senn die Problematik der Einsatzkonzeption vom 6.6.66 treffend dargestellt. In ihrem Kern gilt diese Problemschilderung letztlich für den gesamten Zeitraum von 1945 bis 1989: «Der nukleare Habenicht, der zum Kampf gegen eine Atommacht antritt, steht vor einer beinahe unlösbaren Aufgabe. Um die Verwundbarkeit gegen den Beschuss mit Kernwaffen herabzusetzen, muss er seine Verbände dezentralisiert bereitstellen. Wenn er aber dem Feind Schläge versetzen will, ist er gezwungen, einen Teil seiner Kräfte mindestens vorübergehend zu konzentrieren. Diese bewegliche «Sanduhr-Taktik» kann bloss mit finanziell aufwändigen, gefechtsfeldbeweglichen Verbänden durchgeführt werden. Der Kleinstaat kann sich nur wenige davon leisten. Seine Basis besteht notgedrungen aus Infanterie, die in Sperren und Stützpunkten vorwiegend stationäre Ziele bildet. Ihre Verwundbarkeit kann nur durch Dezentralisation, das Anklammern an Geländehindernisse sowie die Errichtung von Schutzbauten einigermassen vermindert werden. Unter diesen Bedingungen strebten wir ein Dispositiv an, das hintereinander gelagerten Spinnennetzen glich. Deren Maschen konnten je nach Lage weiter oder enger geknüpft werden. Sobald sich der Feind in sie verstrickte, wurde er durch die Spinnen in Gestalt der Mechanisierten Verbände angefallen. Kam es zum befürchteten feindlichen Atomwaffeneinsatz, musste der Kampf in allen noch möglichen Formen bis zum Kleinkrieg fortgesetzt werden; blieb er aus, konnte zu einer kohärenten Fechtweise übergegangen werden.»²⁹

Unsere Studie *Alle roten Pfeile kamen aus Osten – zu Recht?*, der elfte Band der Geschichte des schweizerischen Generalstabs, wird zeigen, ob aufgrund der uns zugänglichen Planungen des Warschauer Vertrages diese eigenen Überlegungen und operativen Vorbereitungen richtig oder falsch waren und wo Stärken und Schwächen auszumachen sind.

Anmerkungen

¹ Braun, Peter: Von der Reduitstrategie zur Abwehr. Die militärische Landesverteidigung der Schweiz im Kalten Krieg 1945-1966, Diss. Univ. Zürich, Baden 2006, (Der Schweizerische Generalstab; Bd. 10).

² Grundlagen einer strategischen Konzeption der Schweiz. Bericht der Studienkommission für strategische Fragen vom 14. November 1969, Stäfa 1971, (Schriften des SAD; Bd. 14), S. 33.

³ Vgl. Fuhrer, Hans Rudolf/Wild, Matthias/Neval, Daniel: Alle roten Pfeile kamen aus Osten – zu Recht? (Der Schweizerische Generalstab; Bd. 11), erscheint voraussichtlich 2009.

⁴ BAR E 5560 (D), 1996/188, 67, GSC, KKdt Jakob Annasohn: Studie betreffend wirksame Unterstützung des Bundesrates in der Leitung der Totalen Landesverteidigung, im Speziellen: Beilage 2: Skizze eines totalen Kriegsbildes, Ausgabe 1966.

⁵ Vgl. u.a. Spillmann, Kurt R./Wenger, Andreas/Breitenmoser, Christoph/Gerber, Marcel: Schweizer Sicherheitspolitik seit 1945, Zürich 2001, S. 83 ff.

⁶ BAR E 5560 (D), 2005/97, 135, 7, Befehl für die Bereitschaftsaufstellung «PRONTO», 26.10.1961. «PRONTO» basierte auf der früheren Bereitschaftsaufstellung «WINKELRIED» vom 2.3.1960 (siehe: BAR E 5560 (D), 2005/97, 135, 6).

⁷ BAR E 9500.52 (-), 1984/122, 32, Kdt Fl/Flab Trp, Div Etienne Primault: Operationsbefehl «ALPHA», Februar 1962, Vgl. dazu den Artikel von Peter Braun im vorliegenden Band.

⁸ Guisan, Henri: Bericht an die Bundesversammlung über den Aktivdienst 1939-1945, Bern 1946, S. 15 ff. Vgl. Gautschi, Willi: General Henri Guisan. Die schweizerische Armeeführung im Zweiten Weltkrieg, Zürich 1989, S. 698 ff.

⁹ Senn, Hans: Auf Wache im Kalten Krieg. Rückblick auf mein Leben, Zürich 2007, (GMS Schriftenreihe; Bd. 28), S. 40.

¹⁰ Unter Feindbild im weiteren Sinne wollen wir die Synthese sämtlicher zu einer bestimmten Zeit gegebener, politischer, wirtschaftlicher, wissenschaftlicher, technischer, strategischer, operativer und taktischer Möglichkeiten eines potentiellen Gegners oder allenfalls einer Mehrzahl von Gegnern verstehen. Das Feindbild im engeren Sinne ergibt sich aus der Beschränkung auf das nur Militärische. (Generalstabsabteilung, Untergruppe Planung vom 28.2.1966, Akten des Nachrichtendienstes, die noch nicht archiviert sind. Ich danke Herrn Oberst i Gst Jürg Kürsener für die Ermöglichung der Einsichtnahme).

¹¹ BAR E 9500.52 (-) 1984/122, Bd. 55, 0610-125 19./20.4.1967; Totale LV 12.1./65; 21./22.11.1967 Bd. 57; Theophil; 24./25.1.1968 Bd. 58 Theophil; 22.2.1968 Op U 69, Bd. 58; 28.3.1968 Theophil, Bd. 58; 25.4. Op U 1969, Bd. 59; 17.5. Leitungsg. GV, Bd. 59; 15.8. Op U 1968, Bd. 60; 19.9. Op U 1968, Aussprache Politische Lage, Bd. 60; 16.10. Militärpolitische Lage, Bd. 60; 16.10. Do Bd. 60; 4./5.12. Do, Bd. 61. Vgl. Fuhrer, Hans Rudolf: Die «Rote Gefahr», in: Das Solothurner Infanterie Regiment 11. Die Elfer und ihre Geschichte(n), Langendorf 2002, S. 73-76; ders.: Der Fall «S (chweiz)» – eine Fiktion, in: Die Baselbieter Infanterie Regimenter 21 und 47, Liestal 2003, S. 15-67.

¹² Der Generalstabschef hatte am 4.10.1967 an den Chef EMD zH der Mitglieder der LVK das Dossier «THEOPHIL» (Einsatzstudie für eine Kampfaufstellung gegen Nordosten) mit folgendem Inhalt gesandt: Einsatzstudie mit Beilagen (Nr. 2 Übersicht über den Zeitbedarf für die Auslösung und Durchführung der KMob; Nr. 3 Zeitbedarf für die Verschiebungen (Trsp C der Armee), Nr. 4 Vergleich der Zeitverhältnisse, Nr. 5 Karte 1: 300000, Gliederungsvarianten «THEOPHIL ALPHA», Nr. 6 Karte 1: 300000 Gliederungsvarianten «THEOPHIL BETA», Nr. 7 Zusammenstellung der Vor- und Nachteile der Gliederungsvarianten «THEOPHIL ALPHA», Nr. 8 Zusammenstellung der Vor- und Nachteile der Gliederungsvarianten «THEOPHIL BETA», Nr. 9 Karte 1:1000000 Abschnittsgrenzen (Variante 1) und mögliche Aufträge der AK, Nr. 10 Karte 1:1000000 Abschnittsgrenzen (Variante 2) und mögliche Aufträge der AK, Nr. 11 Karte 1:1000000 Einsatz der Flab und Genieformationen der Armee.

¹³ BAR E 9500.52 (-), 1984/122, 57, Sekretär der LVK, Ennis G. Häberli, an C EMD, Vorbereitung der Sitzung vom 21./22.11.1967 zu Traktandum 4.

¹⁴ Abschnittsgrenzen:

- FAK 1 und 2 wie «PRONTO» Laufen (bei 2) – Solothurn (bei 1) – Burgdorf (bei 1) Langnau (bei 2); sie kann grundsätzlich W oder E der Linie Napf-Hauenstein gelegt werden (ALPHA oder BETA); die für diesen Entscheid wegweisende Frage ist: Sind 5-6 Divisionen durch einen Korpsstab überhaupt führbar? Wenn ja: Grenze W der Linie Napf-Hauenstein (ALPHA) längs dem unteren Emmelauf (von Burgdorf an abwärts zu FAK 1)
- FAK 2 und 4 Kaiserstuhl – Regensberg – Oberdorf – Höngg – Pt 482 Zürich (alles zu 2) – Ostufer des Zürichsees (zu 4); d.h. Limmatraum dem zentralen Mittelland zugehörig = FAK 2
- FAK 1 und Geb Ak 3 wie «PRONTO» Vevey (1) – Bulle (1) – Thun (1) – Emme
- FAK 2 und Geb AK 3 wie «PRONTO» Emme – Escholzmatt (2) – Luzern (2) – Stans (3) – Stäfa (4); Raum Sihlbrugg (2)
- FAK 4 und Geb AK 3 wie «PRONTO», Rapperswiler-Damm (4).

¹⁵ Varianten: Im Schwergewichtsraum zwischen Zürichsee/Limmat und Napf/Hauenstein verteidigen 5-6 Div, drei davon stammen aus dem FAK 2, die anderen sind zugeführt:

- THEOPHIL ALPHA 2 Inf Div, Teile Gz Br 2 zu Gz Br 4
 THEOPHIL BETA 1 Inf Div, 1 Mech Div, Teile Gz Br 2 zu Gz Br 4.

Vgl. BAR E 9500.52 (-), 1984/122, 58, Sitzung der LVK vom 24./25.1.1968.

¹⁶ Ohne ins Detail zu gehen oder eine Vollständigkeit anzustreben, wurden an einer nächsten Sitzung im September 1968 wenigstens die folgenden Zahlen angenommen:

- Verschiebungen zu Fuss 4 km/h 30-40 km/Tag
 Gel- und Pz Fz 15-25 km/h
 Eisenbahn 60 km/h
 Zeiten Wenn alles planmässig und ohne Feindeinwirkung verläuft:
 1-2 Tage nach Mobilmachung (Mob) ist die Marschbereitschaft erstellt;
 ungünstigster Fall: es muss aus dem Mobilmachungs-Bereitschaftsgrad (Mob BG) 1 heraus (normale Bereitschaft) mobilisiert werden = 6-7 Tage bis Marschbereitschaft erstellt.
 Mob – «PRONTO» oder Mob – «THEOPHIL» = 25-42 h
 Mob – «PRONTO» – «THEOPHIL» = 50-84 h
 Erste Kampfbereitschaft: im günstigsten Fall nach 3-4 Tagen
 Im ungünstigsten Fall (ohne vorsorgliche Massnahmen): Mob – «PRONTO» – «THEOPHIL»: 10-11 Tage, dann bis erste Kampfbereitschaft nochmals 3-4 Tage.

Vgl. BAR E 9500.52 (-), 1984/122, 58, Sitzung der KML vom 18. September 1968.

¹⁷ UG Front, C Op Sektion, Oberst i Gst Hans Senn: Militärgeographische Betrachtungen zum europäischen Kriegsschauplatz, Ausgabe 1969 (Akten des Nachrichtendienstes, nicht archiviert).

¹⁸ BAR E 5560 (D), 2005/97, 12, «THEOPHIL» Operationsbefehl gültig ab 1.7.1974 vom 31.12.1973 mit Beilage (Karte 1: 300 000 «THEOPHIL»).

¹⁹ Vgl. BAR E 5560 (D), 2003/33, 7, Aktenzeichen 312, Liste der Decknamen vom 25.6.1968 und vom 26.11.1973.

²⁰ Vgl. BAR E 5560 (D), 2005/97, 12, Aktenzeichen 312, Operationsbefehl «ALPHA».

²¹ Vgl. BAR E 5560 (D), 2005/97, 12, Aktenzeichen 135, Operative Studie «ENRICO».

²² Vgl. BAR E 5560 (D), 2005/97, 12, Aktenzeichen 135, Operative Studie «MATTHAEUS».

²³ Vgl. BAR E 5560 (D), 2005/97, 12, Einsatzstudie «NIKLAUS».

²⁴ Vgl. Decknamenliste vom 25.6.1968.

²⁵ Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz (Konzeption der Gesamtverteidigung) vom 27.6.1973, in: BBl 1973, II, S. 112.

²⁶ Vgl. BAR E 5560 (D), 1997/160, 120 und E 5560 (D), 2003/33, 8, Aktenzeichen 312, Grundkampfdispositiv «JANUS» 1984-1987.

²⁷ Da verschiedene Geheimhaltungselemente noch berücksichtigt werden müssen, begnügen wir uns mit der problemfreien Grundaufstellung ohne Details. Zum Grunddispositiv «ZEUS» vgl. Vincenz, Carlo: «ZEUS» – Beispiel zur Aufstellung der Armee, in: Betschon, Franz/Geiger, Louis (Hrsg.): Erinnerungen an die Armee 61. Eine zeitgeschichtliche Dokumentation, Frauenfeld/Stuttgart/Wien 2009, S. 75-84 sowie den Artikel Der Operationsbefehl «ZEUS». Die operative Planung in der Schlussphase des Kalten Krieges im vorliegenden Band.

²⁸ Vgl. Fuhrer, Hans Rudolf: Alle roten Pfeile kamen von Osten. Zur Bedrohung der Schweiz im Kalten Krieg (1945-1966), in: Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft (Hrsg.), 1950-1990. La Suisse et la guerre froide/Die Schweiz und der Kalte Krieg. Bern 2003, S. 75-105; ders.: Der Schweizerische Generalstab; Bd. 11.

²⁹ Senn, Hans: Auf Wache im Kalten Krieg. Rückblick auf mein Leben, Zürich 2007, (GMS Schriftenreihe; Bd. 28), S. 38.

Generalstabschef
312/0.2

Bern, 31.12.1973

«THEOPHIL»

Operationsbefehl

Gültig ab 1.7.74

1. Orientierung

Die Kampfaufstellung «THEOPHIL» begegnet einer Bedrohung aus Nordosten. Sie wird auf Befehl des Oberbefehlshabers bezogen.

2. Absicht

- allen Neutralitätsverletzungen unverzüglich entgegenzutreten,
- den Gegner in der Ostschweiz von der Landesgrenze an verzögern und abnützen,
- einen möglichst grossen Teil der Ostschweiz und des zentralen Mittellandes sowie den Alpenraum behaupten,
- bereit sein, um operative Luftlandungen zu bekämpfen,
- alle Massnahmen ergreifen, um die Schlagkraft der Armee zu erhalten, die Auswirkungen von Terrorangriffen auf die Zivilbevölkerung zu mildern und die Ordnung im Lande zu wahren.

3. Aufträge

3.1. Alle direktunterstellten Grossen Verbände gewährleisten den Neutralitätsschutz

- in der Luft: durch Überwachung des schweizerischen Luftraumes und Bekämpfung von Luftraumverletzungen mit den dazu geeigneten Mitteln
- am Boden durch Verhinderung von Einwirkungen und Übergriffen jeder Art auf unser Hoheitsgebiet
- im gesamten Op Raum durch geeignete Massnahmen gegen eingedrungene Elemente.

3.2. Feldarmeekorps 1

- + Gz Br 4 - verhindert einen feindlichen Vorstoss durch den Einsatzraum der Gz Br 4 ins Mittelland oder nach Westen
- + Flab Rgt 1* - behauptet den Raum Napf – Hauenstein bis an die Linie Emme – Weissenstein – Blauen
- + Genie Rgt 5 (– Genie Bat 32)
- + Genie Rgt 6 - hält sich bereit, mit Teilen zugunsten FAK 2 einzugreifen und operative Luftlandungen W der Linie Emme – Weissenstein zu bekämpfen.
- + Mi Kp I/72

* Unterstellung nur, sofern der Oberbefehlshaber diese Flab Verbände nicht zur Erfüllung anderer Aufgaben unter KFLF belässt.

3.3. Feldarmeekorps 2

- Gz Br 4
- Mi Kp I/72
- + Geb Div 9
- + Flab Rgt 2 und 3*
- + G Rgt 7
- + G Bat 32

- verhindert einen feindlichen Stoss über Zürichsee – Limmat und durch den Einsatzraum der Gz Br 5 in den Raum Luzern – Wohlhusen oder gegen die Durchgangspforte zwischen Napf und Hauenstein
- deckt im Limmatraum den Rücken des FAK 4.

3.4. Gebirgsarmeekorps 3

- Geb Div 9
- + Str Pol Kp 45

- behauptet die Räume der Gz Br 12 (ohne Grenzzipfel), Fest Br 13 und 23 sowie R Br 22 und 24.

3.5. Feldarmeekorps 4

- + M Flab Abt 45
- + Flab Rgt 6 (-)*

- verhindert einen Vorstoss des Gegners durch seinen Raum an die Linie Walensee – Zürichsee – Limmat.

3.6. Flieger- und Flab Truppen

- Flab Rgt 1
- Flab Rgt 2
- Flab Rgt 3
- Flab Rgt 6 (-)

übernehmen folgende Aufgaben:

Im Neutralitätsfall:

- Gewährleistung des Neutralitätsschutzes in der Luft: durch Überwachung des schweizerischen Luftraumes und Einschreiten gegen Luftraumverletzungen mit den dazu geeigneten Mitteln
- Schutz wichtiger Objekte in folgender Dringlichkeit
primär: die Infrastruktur der FF Trp
 - wichtige Flugplätze
 - Lenkwaffenstellungen
 - Führungseinrichtungen

sekundär: wichtige Zentren der politischen und militärischen Führung

- Standort des Bundesrates
- KP H und E der Armee

In einem reinen Luftkrieg zusätzlich:

- Bekämpfung fremder Flugzeuge mit allen dazu geeigneten Mitteln.

In einem kombinierten Erd- und Luftkrieg zusätzlich:

- Feststellen und Verfolgen von Stärke und Verhalten des Gegners ausserhalb und innerhalb der Landesgrenze
- Verzögerung des gegnerischen An- und Aufmarsches
- Unterstützung der Erdtruppen, primär der Mechanisierten Verbände

* Unterstellung nur, sofern der Oberbefehlshaber diese Flab Verbände nicht zur Erfüllung anderer Aufgaben unter KFLF belässt

4. Anordnungen für mehrere Verbände

4.1. Abschnittsgrenzen zwischen den AK gemäss beiliegender Karte 1:300 000 «THEOPHIL»
Abschnittsgrenzen.

4.2. Unterstellung und Standorte korpsfremder Truppen

Die im Raume eines AK stehenden korpsfremden Truppen (exkl.: Fl Rgt 1–3; Füs Bat 38, solange es ausserhalb des Raumes Geb AK 3 steht; Mot Drag Bat 11) sind bei Beginn von Kampfhandlungen am Boden in ihrem Einsatzraum dem betreffenden AK für den Abwehrkampf unterstellt. Die so unterstellten Truppen dürfen nicht mehr als notwendig ihrem primären Auftrag entfremdet werden. Die Standorte dieser korpsfremden Truppen sind in «PRONTO», Liste der ersten Standorte, mit einzelnen Änderungen gemäss blauen Blättern «THEOPHIL», festgehalten.

5. Standorte der Kommandoposten

Gemäss besonderer Liste mit eigenem Verteiler.

GENERALSTABSCHEF

Oberstkorpskdt J.J. Vischer

Beilage:

«THEOPHIL» Abschnittsgrenzen (Karte 1:300 000)

Geht an:

[...]

z K an:

[...]

Handschriftlich beigefügt Abschnittsgrenzen zu «THEOPHIL» 31.12.73

FAK 1

Thonon les Bains (excl.) – Bex–Montreux (excl.) – Bulle (incl.) – Stockhorn – Gantrischkette – Thun (incl.) – Kreuzweg (incl.) – Schangnau (incl.) – Schüpfheim (incl.) – Entlebuch (incl.) – Wolhusen (incl.) – Willisau (incl.) – Olten (incl.) – Oltingen (incl.) – Stein – Torffmoos

FAK 2

Kaiserstuhl (excl.) – Dielsdorf (excl.) – Zürich – Seemitte – Wädenswil (excl.) – Zug (excl.) – Buonas – W Küssnacht – Meggen (incl.) – Seemitte – Horw – Kriens – Malters (gestrichen: Wolhusen, Malters, Entlebuch)

FAK 4

Mitte Zürichsee – Linth – Speer – Churfürsten – Grabs – Buchs (excl.) – Feldkirch – Loffenspitze

Carlo Vincenz

Der Operationsbefehl «ZEUS»

Die operative Planung in der Schlussphase des Kalten Krieges

General Henri Guisan, Oberbefehlshaber der Schweizer Armee im Zweiten Weltkrieg, führte in seinem Abschlussbericht von 1946 an die Bundesversammlung betreffend operativer Planung folgendes aus: «Was hier vor allen Dingen festgehalten werden muss, ist der Grad der strategischen Vorbereitung, und so peinlich es auch sein mag, ich muss der Wahrheit zuliebe sagen, dass diese Vorbereitung eine empfindliche Lücke aufwies: wir besaßen keine vorbereiteten und ausgearbeiteten Operationspläne. Und zwar hatten wir weder deren zehn noch deren fünf - wir besaßen nicht einen einzigen.»¹

Dieser Mangel blieb auch mit der Botschaft des Bundesrates zur Truppenordnung 1961 bestehen. Der Bundesrat und der Generalstab vertraten dabei die Meinung, die Armee müsse flexibel sein und die Entschlussfreiheit des zu wählenden Oberbefehlshabers dürfe nicht durch vorbereitete Einsatzpläne eingeschränkt werden. Offenbar wurde General Guisans Mahnung vergessen oder sein Bericht war schon lange schubladisiert worden.

Allerdings änderte später der amtierende Bundesrat seine Auffassung wieder im Zusammenhang mit dem Bericht an die Bundesversammlung über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6.6.66. Es war der Initiative und dem weitsichtigen Denken des späteren Generalstabschefs Hans Senn zu verdanken, als er in seiner Funktion als Chef der Operationssektion in der Untergruppe Front die grundlegenden Einsatzpläne endlich anpackte. Bauen konnte er dabei auch auf Hauptmann i GSt Josef Feldmann, den späteren Kommandanten des Feldarmeekorps 4, der als wissenschaftlicher Mitarbeiter in seiner Sektion arbeitete. Die beiden Offiziere hatten nicht nur grosse Teile der Konzeption vom 6.6.66 redigiert, sondern auch durch ihre überzeugenden Eingaben an den damaligen Generalstabschef Paul Gygli erreicht, dass wieder Operationsbefehle auszuarbeiten waren.

Grundlagen für eine operative Planung

Operative Planung ist ein steter Prozess. Er hat dabei wichtige Kriterien zu analysieren:

- die aktuelle und künftige Entwicklung der Bedrohung;
- die Entwicklung der Kriegstechnik und die daraus resultierenden operativen Möglichkeiten fremder Heere;

- das Verhalten der NATO-Streitkräfte im Falle eines Ost-West-Konfliktes;
- die aktuelle und künftige Stärke der eigenen Kampfkraft;
- die Art der Kampfführung fremder Armeen und der eigenen Armee in Raum und Zeit sowie
- die sicherheitspolitische Strategie des Bundesrates und des Parlamentes.

Obwohl der Kalte Krieg in Europa über Jahre eine Patt-Situation zwischen dem Warschauer Pakt und der NATO schuf und in der zweiten Hälfte der 1980er Jahre allmählich erste Anzeichen der Auflösung des Warschauer Paktes und des Zerfalls der Sowjetunion sichtbar wurden, wagte kein westlicher Nachrichtendienst eine beruhigende Prognose. Die Armeen und ihre Waffensysteme waren nach wie vor auf beiden Seiten des Eisernen Vorhangs einsatzbereit und die politischen Entwicklungen im Osten waren höchst unsicher. Ebenso waren die politischen Entscheidungsträger, die letztendlich über Krieg und Frieden zu entscheiden hatten, kaum berechenbar.

Der Bundesrat, als die strategisch verantwortliche Stufe, sah damals keinen Grund, von der Konzeption über die militärische Landesverteidigung vom 6.6.66 abzuweichen, und bestätigte diese Absicht in seinem Bericht 90 an die Bundesversammlung.

Mit den Armeeleitbildern der 1980er und zu Beginn der 1990er Jahre wurde die Kampfkraft der Schweizer Armee um einen Quantensprung gesteigert: Moderne Panzer Leopard, weitreichende Panzerabwehrwaffen Dragon, Panzerjäger TOW Piranha, 12 cm Minenwerfer, Panzerhaubitzen und die Fliegerabwehrwaffe Rapier erhöhten sukzessive die Feuerkraft der Truppe. Die Kampfwertsteigerung der 35 mm Flab-Kanone durch das Feuerleitgerät Skyguard und der Umbau der Hunter-Flotte für den Erdkampfeinsatz zugunsten der Armee und der Armeekorps sowie die modernisierte Luftkampftauglichkeit durch Tiger und später F/A-18 vervollständigten die Verteidigungsfähigkeit der Armee. Neuartige Geländeverstärkungen, vorgefertigte Schutzbauelemente, neue Sprengobjekte und der Ausbau der Führungs- und Übermittlungsanlagen ergänzten diese Ausbauschritte.

Entwicklung eines neuen operativen Grunddispositivs

Dieser neue Höchststand an Kampfkraft, vor allem im Bereich der Feuerwirkung über bedeutend grössere Schussdistanzen, machte neue Einsatzplanungen notwendig. Unter der Verantwortung und im Auftrag des Generalstabschefs erarbeitete die Untergruppe Front mit ihrer Operationsabteilung das Dispositiv «ZEUS».

Eine feste Grösse, die es bei der Planung zu berücksichtigen galt, war insbesondere das Mobilmachungsdispositiv, welches in geografischer Abhängigkeit von Zeughäusern, Armeemotorfahrzeugparks sowie Betriebsstoff- und Munitionsdepots stand. Hier war kaum eine Veränderung möglich. Das Mobilmachungsdispositiv selbst eignete sich allerdings nicht als Kampfdispositiv, denn es entsprach lediglich organisatorischen Grundsätzen.

Das Grunddispositiv sollte jedoch ohne allzu grossen Zeitaufwand aus dem Mobilmachungsdispositiv heraus bezogen werden können. Weiträumige Verschiebungen waren

demnach zu vermeiden. Im Grunddispositiv mussten die bestehenden permanenten Kampf- und Führungsanlagen berücksichtigt werden, falls der zu wählende General dieses Grunddispositiv zum Grundkampfdispositiv bestimmen würde. Der Vorteil eines solchen Entscheides war eklatant. Die Truppe, mit Land und Volk vertraut, kannte die militärische Kampfinfrastruktur und der Abwehrkampf wurde in diesen Räumen während der Wiederholungskurse oft eingeübt, und zwar äusserst dynamisch. Aufhalten, Flankieren und Vernichten war das gefechtstechnische Gebot, wuchtige Gegenschläge durch Feuer und Bewegung das operative Konzept. Ferner musste das Grunddispositiv so flexibel ausgestaltet sein, dass die Armee sowohl primär einer Ost-Bedrohung als auch sekundär – im Falle einer möglichen Umfassung der Schweiz – auch einem Angriff aus anderen Richtungen kraftvoll entgegenwirken konnte. Bei beiden Aktionsmöglichkeiten fremder Kräfte ging es im günstigsten Fall um taktisch begrenzte Übergriffe auf unser Territorium, im schlimmsten Fall jedoch konnte die Schweiz auch zum Schauplatz umfassender strategisch bedingter Operationen werden, mithin vor dem Hintergrund, dass der Feind unseres Feindes solche im eigenen Interesse wahrzunehmen hätte.

Ablauf der Bearbeitung

Im Januar 1989 erteilte mir Generalstabschef Eugen Lüthy den Auftrag, eine neue Planung mit dem Decknamen «ZEUS» auszuarbeiten und die unterstellten Heeresseinheiten, da kein Zeitdruck vorhanden war, durch einen iterativen Prozess in die Erarbeitung miteinzubeziehen.



Abb. 38: KKdt Eugen Lüthy, Generalstabschef (1986-1990).



Abb. 39: Div Carlo Vincenz, USC Front (1988-1993).

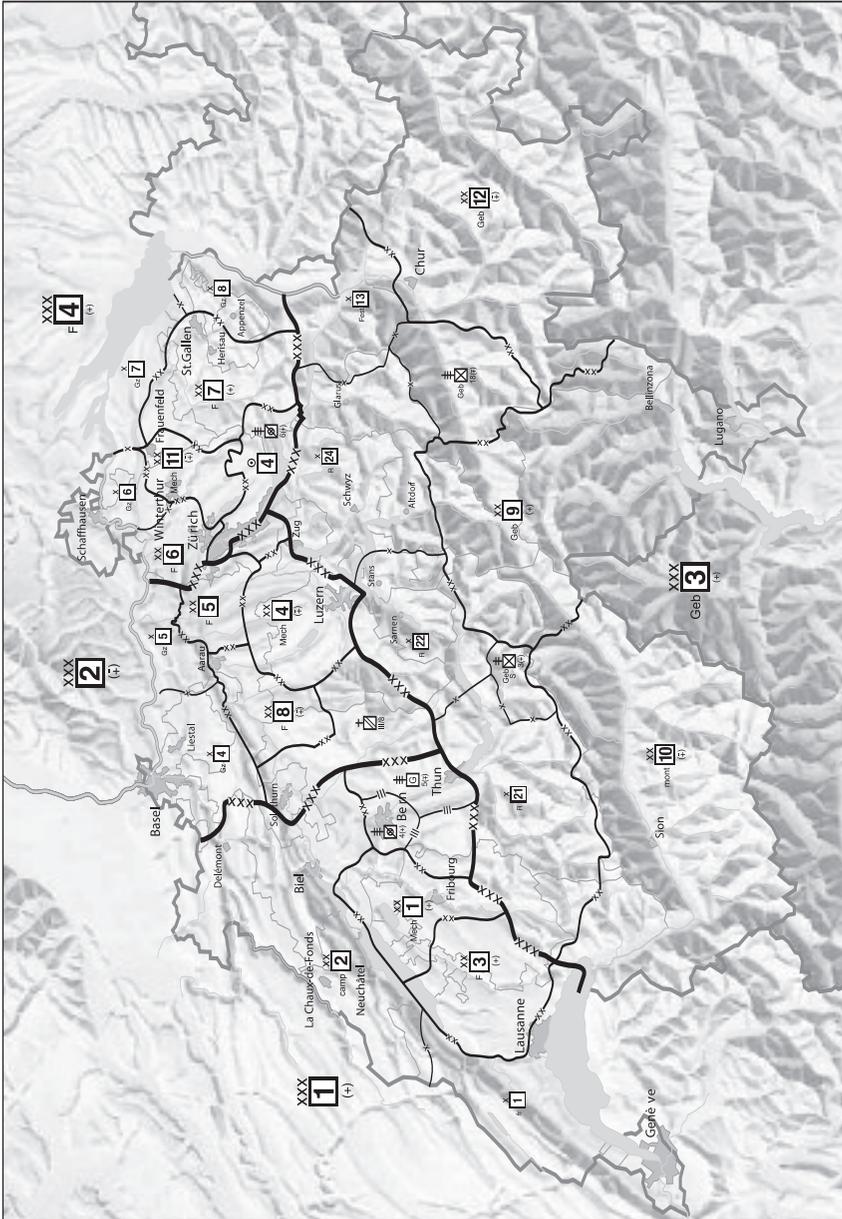
Die Korpskommandanten wurden durch den Generalstabschef anlässlich einer KML-Sitzung in groben Zügen über die Vorbereitungen zu einem neuen operativen Einsatzkonzept vororientiert. Bei dieser Gelegenheit wurde auch der Chef EMD, Bundesrat Kaspar Villiger, über diese Absicht ins Bild gesetzt. Die vier Armeekorps und das Korps der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen erhielten zunächst einen operativen Einsatzbefehl mit den entsprechenden Unterstellungen und Zuweisungen von Truppen sowie die Aufträge der Korps und die folgerichtigen Abschnittsgrenzen.

An einem Rapport mit den Stabschefs der Armeekorps präsentierte der USC Front die oben erwähnten Unterlagen und erläuterte die Absicht des Generalstabschefs zur Kampfführung. Die Stabschefs wurden alsdann beauftragt, das neue Konzept mit ihren Kommandanten zu besprechen und innerhalb ihrer Abschnitte und zusammen mit den unterstellten Verbänden bis auf Stufe Regiment und selbständiges Bataillon die Aufträge auszuarbeiten. Dieser Vorgang war zwar langwierig, denn mit den Heereseinheiten konnte er erst während deren taktischen Kursen vollzogen werden. Demgegenüber hatte er jedoch den gewaltigen Vorteil, dass sich alle Kommandostufen mit dem Dispositiv auseinandersetzen mussten und dass sie sich auch damit identifizierten.

Nachdem die ausgearbeiteten Dispositive wieder bei der UG Front eingetroffen waren, galt es zu überprüfen, ob der operative Zusammenhang zwischen den einzelnen Armeekorps gewährleistet war. Einige Mängel in dieser Hinsicht waren an den Abschnittsgrenzen festzustellen, konnten jedoch zunächst konferenziell und später in Detailfragen bilateral mit den betroffenen Kommandi bereinigt werden.

Mein Versuch, eine Armeereserve auf Kosten eines Korps zu bilden, war die Crux dieser Planung. Nur die Flugwaffe war eine Armeereserve in der Hand der Armeeführung, konnte jedoch kaum Einfluss auf die Kampfführung am Boden nehmen. Meine Überlegung war deshalb, eine terrestrische Armeereserve aus Mitteln eines Korps zu bilden. Diese mechanisierte Kampfgruppe würde entweder einem Korps, welches einen Hauptstoss aufzufangen hätte, im gegebenen Fall unterstellt oder wäre zugunsten eines Korps auf bestimmte Zeit einsetzbar. Diese Kampfidee fand bei den Korpskommandanten allerdings keine Gnade, denn bekanntlich gibt kaum jemand gerne eigene gefechtsfeldbewegliche Formationen ab. Der Generalstabschef und ich kamen schliesslich überein, die Bildung einer Armeereserve, wie ich sie konzipiert hatte, in vorbehaltene Entschlüsse aufzunehmen für den Fall, dass aus dem Grunddispositiv ein Kampfdispositiv würde.

Wann immer möglich besprach der Generalstabschef unter Beizug des Unterstabschefs Front mit den Korpskommandanten die Dokumente an einer Sitzung der Kommission für Militärische Landesverteidigung (KML). Dies hatte den Vorteil, dass der Chef EMD ebenfalls über den Gang der Dinge orientiert war. Die mittlerweile erarbeiteten, aber immer noch provisorischen Unterlagen wurden an einem Operativen Seminar unter Beteiligung aller Korps- und Heereseinheitskommandanten überprüft und wo nötig nochmals bereinigt.



© 2008, FST A, MilGeo - Kartografie, 3003 Bern

Karte 13: Grunddispositiv «ZEUS» vom 31. Oktober 1991 (vereinfachte Darstellung nur bis Stufe Direktunterstellte der Armeekorps; entklassifiziert durch C FST A am 11.12.2008; abgedruckt mit freundlicher Genehmigung des Herausgebers (Bibliothek am Guisanplatz, ehemalige Eidg. Militärbibliothek, Dr. Jürg Stüssi-Lauterburg), des Bearbeiters (Oberst i Gst Gerhard Wyss, lic. phil. hist.) sowie des Führungsstabes der Armee (MilGeo+Karto, Kurt Bigler und Team).

Erst nach Abschluss dieses Prozesses wurde das gesamte Befehlspaket «ZEUS» durch die Untergruppen Nachrichten, Front und Logistik mit Datum 28.4.1989 fertiggestellt und durch Generalstabschef Eugen Lüthy auf den 1.1.1990 in Kraft gesetzt (vgl. Quellentext 2). In der Beilage befand sich die Karte 1: 300 000, Grunddispositiv «ZEUS», welche lediglich die Abschnittsgrenzen der Armeekorps und der Brigaden sowie die Grenzen der operativen Zonen festlegte. Erst nach Mitte 1991 trafen aufgrund des Zeitbedarfs für die Detailbearbeitung durch die den Korps unterstellten Divisionen und Brigaden die Unterlagen der Stufe Heereseinheit und diejenigen der selbständigen Bataillone bei der UG Front ein. Diese Angaben waren lediglich eine Verfeinerung der Dispositive bis auf die untere zweckmässige Stufe und dienten dadurch der gegenseitigen Orientierung der Verbände über die Dispositive der Nachbarn. Der Operationsbefehl «ZEUS» bedurfte deshalb keiner Veränderung. Daraufhin wurde die Karte neu aufbereitet und mit Datum vom 31.10.1991 und mit dem Vermerk «gültig ab 1.1.92» in Kraft gesetzt (vgl. Karte 13). Dies ist der Grund, weshalb der Operationsbefehl und die Karte des Grunddispositivs unterschiedliche Daten der Inkraftsetzung aufweisen.

Es versteht sich, dass ein für den Aktivdienst zu wählender Oberbefehlshaber nach eindeutig erkennbaren Anzeichen über die Stossrichtung eines Gegners die Freiheit gehabt hätte, das ausgearbeitete Dispositiv in dieser Form zu übernehmen und zum Kampfdispositiv zu erklären oder es durch andere Unterstellungen und/oder Festlegung neuer Abschnittsgrenzen zu verändern. Aufgrund einer bestehenden und flexiblen Planung musste es möglich sein, daraus bei realer Bedrohung ohne Inkaufnahme eines allzu grossen Zeitaufwandes weitere Optionen abzuleiten. Solche Überlegungen im Sinne vorbehaltener Entschlüsse gehörten zur Standardaufgabe der Untergruppe Front und hätten durch den Generalstabschef dem künftigen Oberbefehlshaber als Varianten vorgetragen werden können.

Abschliessende Gedanken zu «ZEUS»

Das «kombinierte» Grunddispositiv «ZEUS» vom 31.10.1991, in Kraft getreten am 1.1.1992, ist meines Erachtens ein einzigartiges Dokument aus der Schlussphase des Kalten Krieges, welches die befehlstechnische Umsetzung der Abwehrkonzeption vom 6.6.66 auf eindruckliche Art und Weise zeigt.

Ich bin nach wie vor überzeugt, dass dieser letzte Operationsbefehl für die Armee 61 – so wie auch die früher durch meine Vorgänger im Amt erarbeiteten Befehle – die Voraussetzungen geschaffen haben, deren Kampfkraft so einzusetzen, dass unserem Land die grossen Leiden eines Krieges in Europa erspart geblieben wären. Die dissuasive Wirkung unserer Armee hatte während der langen Jahre des Kalten Krieges dazu beigetragen, dass die Schweiz für jeden fremden Generalstab berechenbar blieb. Analog dem deutschen Generalstab im Zweiten Weltkrieg müsste auch in der Nachkriegszeit ein Generalstab anderer Armeen zur Erkenntnis gelangt sein, dass der Aufwand für einen Angriff auf die Schweiz mit dieser hervorragend ausgerüsteten und kräftemässig starken Armee in einem

für einen mechanisierten Gegner an sich schon schwierigen geografischen Raum, der zum Kampf mit Sprengobjekten, Geländeverstärkungen und permanenten Kampf- und Feuerstellungen ausgebaut war – Permanenzen, welche durch die einberufene Truppe bautechnisch noch weiter ergänzt würden –, so hoch angesetzt werden müsste, dass er strategisch nicht zu verantworten wäre.

Die Armee 61 hat durch ihre Bereitschaft zum Verteidigungskampf die schweizerische Neutralität gestärkt, zur Stabilität inmitten des NATO-Bündnisses beigetragen und damit ihren Auftrag in einer unsicheren Zeit erfüllt.²

Anmerkungen

¹ Guisan, Henri: Bericht an die Bundesversammlung über den Aktivdienst 1939–1945, Bern 1946, S. 15.

² Wiederabdruck mit freundlicher Genehmigung des Autors sowie der Herausgeber des Artikels «ZEUS» – Beispiel zur Aufstellung der Armee, erschienen in: Betschon, Franz/Geiger, Louis (Hrsg.): Erinnerungen an die Armee 61. Eine zeitgeschichtliche Dokumentation, Frauenfeld/Stuttgart/Wien 2009, S. 75-82.

GENERALSTABSCHEF
312

Datum	28.4.89
Revision	-
Dok Nr	Z.1.0.

«ZEUS»

Operationsbefehl

Gültig ab 1.1.90

(Generalkarte 1:300 000)

1. Orientierung

1.1. Feindmöglichkeiten

Der Gegner kann aus einer Hauptrichtung angreifen

- indem er von Anfang an die Gesamtheit oder einen Teil unseres Territoriums in seine Operationen einbezieht
- oder, indem er eine Umgehungsoperation über unser Gebiet versucht.

Er kann gleichzeitig aus mehreren Richtungen angreifen, und zwar

- aus einer teilweisen Umfassung unserer Grenzen
- aus einer vollständigen Einschliessung heraus.

In allen Fällen kann der Gegner:

- seine Operationen mit einem Ueberfall aus der Luft einleiten und mit Sabotage und Terroraktionen begleiten und unterstützen
- durch Diversion die Handlungsfähigkeit der zivilen und militärischen Führung zu brechen versuchen.

1.2. Auftrag

- die Armee verteidigt das schweizerische Staatsgebiet von der Grenze weg
- sie verwehrt dem Gegner das Erreichen seiner operativen Ziele
- sie bewahrt mindestens einen Teil unseres Landes unter schweizerischer Hoheit.

2. Absicht

Es geht darum,

- Verletzungen unseres Hoheitsgebietes entschieden entgegenzutreten
- bei einem Ueberfall die gegnerischen Kräfte sofort zu bekämpfen
- einem Angriff aus irgend einer Richtung bereits im Grenzraum mit Nachdruck entgegenzutreten
- den Angreifer durch ein in die Tiefe gestaffeltes System vorbereiteter Kampfräume zu verlustreichen und zeitlich aufwendigen Operationen zu zwingen
- den Zusammenhang der Kämpfe zwischen den AK zu gewährleisten
- grösstmögliche Teile unsers Landes in Besitz zu behalten
- mit den FF Trp durch eine dynamische Zerstörungsführung und mit logistischen Mitteln den Kampf zu unterstützen
- den Einsatz der Luftkriegsmittel möglichst lange sicherzustellen
- mit geeigneten Mitteln den Kampf auch da noch fortzusetzen, wo der Gegner die Uebermacht hat
- insgesamt jede Möglichkeit wahrzunehmen den Gegner abzunutzen und aufzureiben.

Quellentext 2: Operationsbefehl «ZEUS» vom 28. April 1989 (Abschrift; entklassifiziert durch C FST A am 11.12.2008; abgedruckt mit freundlicher Genehmigung des Herausgebers (Bibliothek am Guisanplatz, ehemalige Eidg. Militärbibliothek, Dr. Jürg Stüssi-Lauterburg) und des Bearbeiters (Oberst i Gst Gerhard Wyss, lic. phil. hist.))

3. Aufträge

3.1. Alle direkt unterstellten HE

- stellen den Neutralitätsschutz sicher
- nehmen den Kampf am Boden grundsätzlich ab Landesgrenze auf
- können Fliegerunterstützung anfordern
- halten sich bereit, soweit es der Hauptauftrag zulässt, die zivilen Instanzen im Kampf gegen Terror, Sabotage und Diversion zu unterstützen.

3.2. FAK 1

- + Genie
G Rgt 5
- + Flab
Mob Flab Lwf Btr III/4
- + Mob FI Fk Kp 21

- verhindert einen gegnerischen Stoss durch seinen Raum, primär aus NW und W Richtung und sekundär aus den Räumen der Nachbarkorps
- verhindert die Inbesitznahme der Agglomeration Bern sowie des Flugplatzes Belp
- schützt in Bern die Einrichtungen der Landesregierung und des Armeekommandos sowie weitere zugewiesene Objekte
- verhindert im Zusammenwirken mit den FF Trp die Inbesitznahme des Kriegsflugplatzes Payerne
- widersetzt sich der Inbesitznahme des Flugplatzes Genève-Cointrin
- stellt die Verschiebung mechanisierter Verbände im Rahmen der vorbehaltenen Entschlüsse der Armee sicher.

3.3. FAK 2

- Mob Flab Lwf Betr III/4
- + Inf Rgt 16
- + Genie
G Rgt 6 (- G Bat 34)
G Rgt 7 (- G Bat 36)
(- 1 Rammzug G Rgt 7)
- + Mob FI Fk Kp 22

- verhindert einen gegnerischen Stoss ins zentrale Mittelland sowie einen Durchbruch in den Raum eines Nachbarkorps
- behauptet die Räume Limmat – Brugg–Lenzburg – Albis – W Ufer des Zürichsees sowie Napf – Hauenstein
- verhindert im Zusammenwirken mit den FF Trp die Inbesitznahme des Militärflugplatzes Emmen
- stellt die Verschiebung mechanisierter Verbände im Rahmen der vorbehaltenen Entschlüsse der Armee sicher.

3.4. Geb AK 3

- + Genie
G Bat 34
- + Str Pol Kp 45
- + Mob FI Fk Kp 23

- verhindert gegnerische Stösse durch den Alpenraum, primär aus S Richtung
- behauptet einen möglichst grossen Teil seines Raumes
- deckt Rücken und Flanken der Feldarmeekorps
- schützt Führungseinrichtungen der Landesregierung, des Armeekommandos und der FF Trp
- schützt im Zusammenwirken mit den FF Trp die Kriegsflugplätze.

- 3.5. FAK 4
- + Genie
 - G Bat 36
 - 1 Rammzug G Rgt 7
 - + Mob FI Fk Kp 24
- verhindert einen gegnerischen Stoss an die Linie Linth – Zürichsee – Limmat
 - behauptet den Raum Untere Töss – Unteres Glattal
 - verhindert im Zusammenwirken mit den FF Trp die Inbesitznahme der Flugplätze Kloten und Dübendorf.
- 3.6. FF Trp
- Mob FI Fk Kp 21, 22, 23, 24
- beschaffen und verbreiten Nachrichten für die politische und militärische Führung
 - gewährleisten die Lufthoheit
 - stellen die Luftverteidigung sicher
 - halten sich bereit den Kampf der Erdtruppen auf Stufe Armee sowie der Armeekorps zu unterstützen.

4. Besondere Anordnungen

4.1. Abschnittsgrenzen

gemäss Beilage Nr 2.

4.2. Ordre de bataille

gemäss Beilage Nr 1.

4.3. Bezug des Grunddispositivs

Das **Grunddispositiv** «ZEUS» wird im Anschluss an eine Allgemeine Kriegsmobilmachung **ohne weiteren Befehl** bezogen. Es kann vorübergehend als Bereitschaftsdispositiv dienen oder zum Grundkampfdispositiv ausgebaut werden.

Als **Bereitschaftsdispositiv** soll es ein möglichst grosses Mass an Entscheidungsfreiheit in Hinsicht auf die Einleitung verschiedener Operationen gewähren.

Dabei gilt es,

- ohne Verzug den Kampf gegen Erd- und Luftlandeoperationen aufzunehmen
- den Schutz vor Luft- und AC Angriff sicherzustellen
- die Sicherungsmassnahmen zu koordinieren.

Als **Grundkampfdispositiv** dient es dem Zweck, rasch einen hohen Grad der Kampfbereitschaft zu erreichen. Der **Ausbau** zum Grundkampfdispositiv freier verfügbarer Truppen erfolgt auf besonderen Befehl des Oberbefehlshabers, derjenige der ortsfesten Truppen erfolgt ohne weiteren Befehl.

4.4. Sicherstellen des operativen Zusammenhangs

Die AK sind wie folgt für die Koordination der Massnahmen zum Sicherstellen des operativen Zusammenhangs verantwortlich:

Verantwortlich für Koordination	Raum	Koordination mit
FAK 1	Bulle – Vevey – Villeneuve – Broc	Geb AK 3
	Burgdorf – Grosshöchstetten – Thun – Langnau	FAK 2 Geb AK 3
	Oensingen – Biel – Burgdorf (exkl) – Herzogenbuchsee	FAK 2
FAK 2	Zurzach – Baden – Zürich – Dielsdorf	FAK 4
	Rotkreuz – Rothenburg – Malters – Vierwaldstätter See	Geb AK 3
FAK 4	Rapperswil – Pfäffikon – Bilten – Uznach	FAK 2 Geb AK 3
KFLF	Militärflugplätze	AK

4.5. Unterstellung ortsfester Truppen

Nicht unterstellte ortsfeste Truppen werden dem zuständigen Kampfgruppenkommandanten bei Beginn der Kampfhandlungen am Boden für die Belange der terrestrischen Kampfführung unterstellt. (Ausnahme: Fl Rgt 1–3). Die so unterstellten Truppen dürfen nicht mehr als notwendig ihrem primären Auftrag entfremdet werden. Ihre Standorte sind in der «Liste der ersten Standorte» festgehalten.

4.6. Zusammenarbeit mit FF Trp

Die für die Kampfführung notwendige Koordination ist unter der Leitung der Kdt der Gs Vb mit den in ihrem Einsatzraum eingesetzten FF Verbänden bereits im strategischen Normalfall vorzunehmen (Beilage Nr 3).

5. Treffpunkte

Gemäss Verzeichnis der KP Treffpunkte vom 30.4.86 (mit eigenem Verteiler)

6. Schlussbestimmungen

Dieser Befehl ersetzt den Befehl vom 30.4.88 und tritt am 1.1.90 in Kraft

GENERALSTABSCHEF

Korpskommandant L üthy

Beilagen

Nr 1 Ordre de bataille

Nr. 2 Karte der Schweiz 1:300 000, Grunddispositiv «ZEUS»

- Abschnittsgrenzen der AK und Br

- Grenzen der operativen Zonen

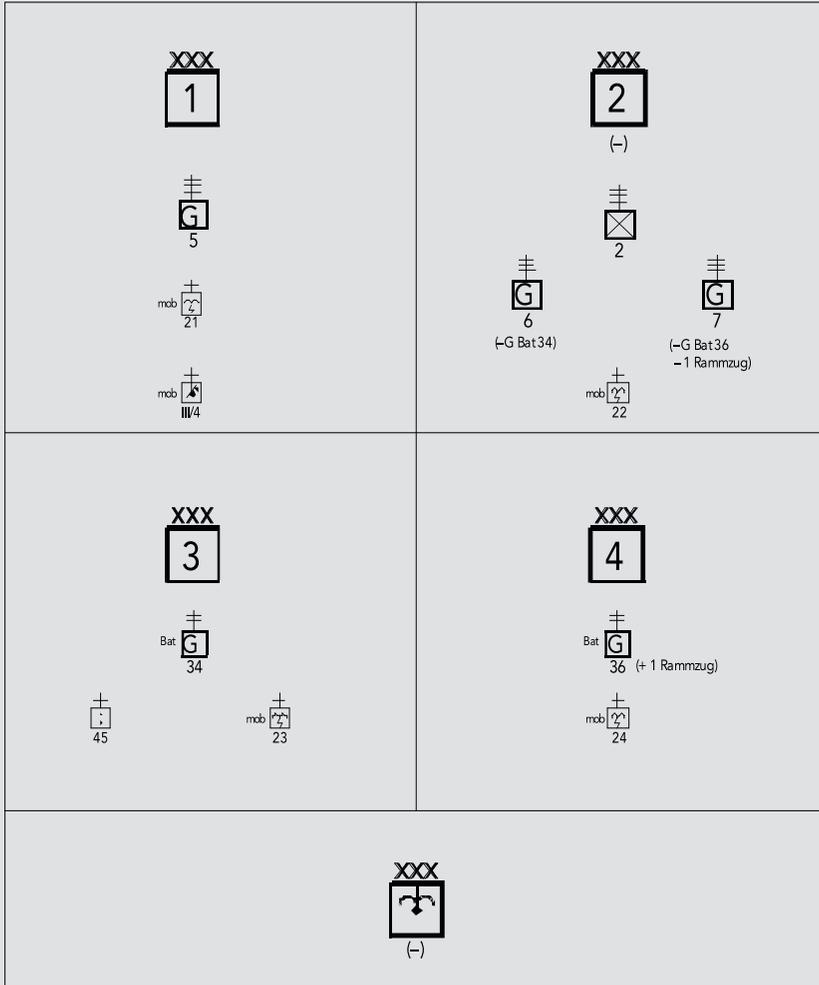
Nr 3 Generalkarte 1: 300 000, Dispo Flab Br 33

«ZEUS »

28.4.89

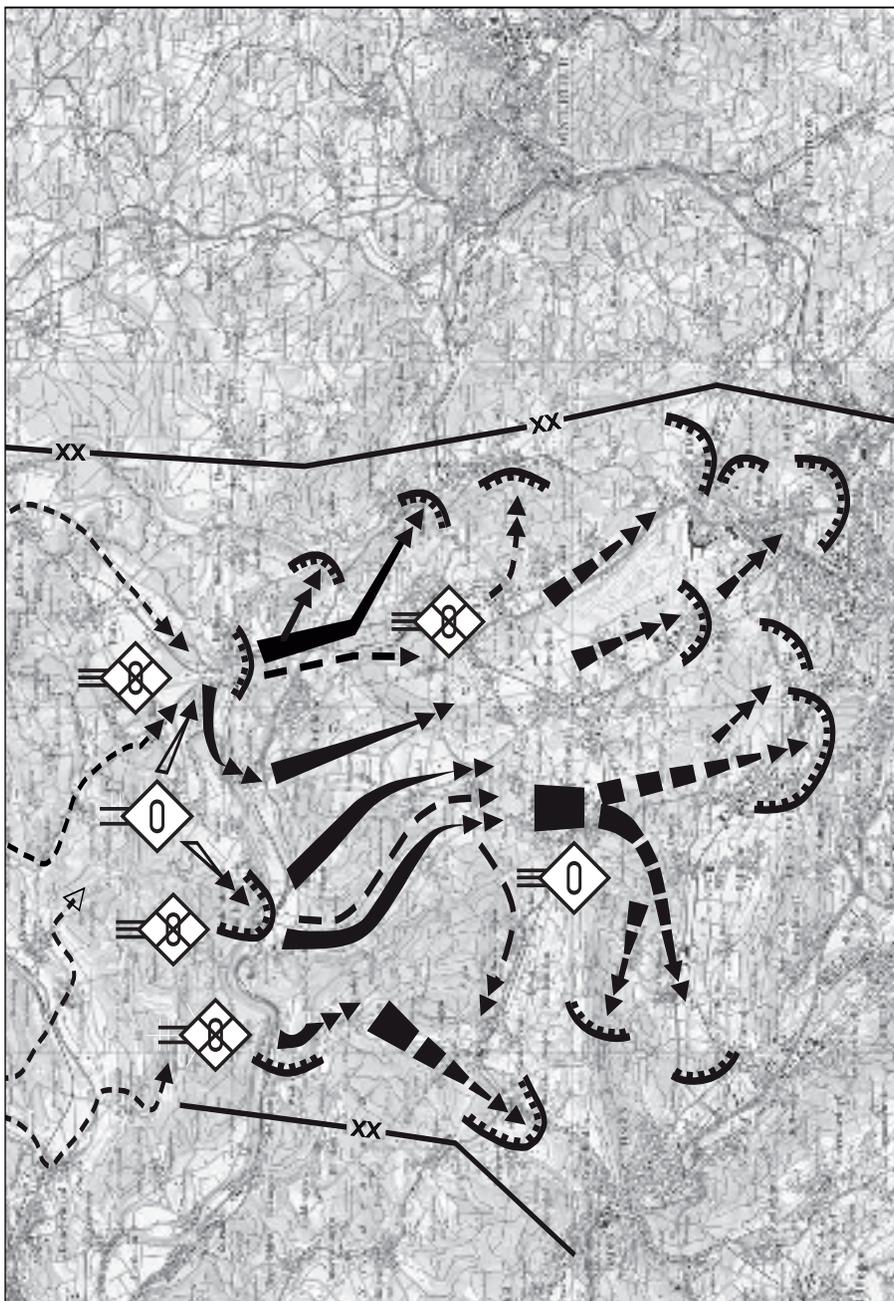
Ordre de bataille

(Beilage 1 zum Op Befehl)



TEIL IV

PLANUNGEN AUF STUFE ARMEEKORPS UND DIVISION



Karte 14: Bedrohung FAK 4: Fall «GLATTAL» (Kdo FAK 4, Studie Bedrohung FAK 4, Angriffsablauf GLATTAL, Rev. 1989).

Josef Feldmann

Die Planung der Abwehr im Feldarmee Korps 4

In der Einladung zum Kolloquium *Die Planung der Abwehr in der Armee 61* wurde betont, dass es von Historikern und Zeitzeugen bestritten werde. Ich bin beides, und in dieser Doppelrolle konnte der Zeitzeuge beobachten, wie der in den Akten wühlende Historiker einem Archäologen glich, der bei seinen Ausgrabungen zuweilen auf die eigenen Gebeine stiess.

In der Doppelrolle lagen zudem die besten Voraussetzungen, um die Ergebnisse des Aktenstudiums zu ergänzen durch persönliche Erfahrungen, welche veranschaulichen mögen, dass die Konzeption der Abwehr im Feldarmee Korps 4 ihren Ausdruck nicht nur in papierenen Operationsplänen fand, sondern weit mehr in Übungen erprobt und mit zahlreichen materiellen Massnahmen konkret umgesetzt wurde.

Die Bedrohung der Nordostschweiz

Operative Planung beginnt logischerweise mit einer Analyse der Bedrohung. Dieser Bereich der Stabsarbeit in den Heeresseinheiten ist im Bundesarchiv ausführlich dokumentiert. Nachrichtensoffiziere gehören bekanntlich zu den emsigsten und schreibfreudigsten Angehörigen militärischer Stäbe. Im Feldarmee Korps 4 galt ihre Aufmerksamkeit in erster Linie den Aufmarschachsen und Aktionsmöglichkeiten eines potenziellen Aggressors im süddeutschen Raum. Ihre Abklärungen und Berechnungen fassten sie in einem halben Dutzend ausführlich beschriebener Angriffs-Szenarien zusammen. Jede dieser angenommenen Aktionen wäre von einer motorisierten Schützendivision ausgeführt worden. Sie trugen – in der Reihenfolge von West nach Ost – die Bezeichnungen «Glattal» (vgl. Karte 14), «Weinland», «Hochrhein», «Bodan», «Arlberg», «Rheintal», «Walensee» und enthielten genaue Angaben über Aufmarsch, Bereitstellung, Kräftegliederung, Angriffsablauf und Zeitbedarf jeder Aktion.¹

Am Ende des entsprechenden Befehls für den Gefechtsnachrichtendienst steht der treuherzige Satz: «Die Bewilligung zum Überschreiten der Landesgrenze zwecks Nachrichtenbeschaffung ist beim Kommando FAK 4 zu beantragen.»

Anscheinend erschöpfte sich aber die Nachrichtenbeschaffung über die Landesgrenze nicht bloss in bewilligten Aktionen. Thomas Maissen berichtet in seiner ausführlichen Studie über die Geschichte des Ostschweizer Armeekorps, dass «eifrige Offiziere der Grenzbrigaden ‹Vorneverteidigung› als Kampf am gegnerischen Ufer interpretierten und in Zivil

als scheinbare Kulturtouristen die deutschen Ufergegenden auf günstige Stellen für Gegenschläge oder auf Sprengmöglichkeiten untersuchten.»²

Mit Blick auf die Abwehrplanung des Feldarmee Korps 4 stellt sich die Frage: Waren die Bedrohungsannahmen der emsigen Nachrichtoffiziere und der kampfbereiten Grenzverteidiger realistisch oder waren sie übertrieben?

Dazu liegen widersprüchliche Aussagen vor, und offensichtlich vermehren sich die Widersprüche in dem Masse, in dem in den ehemaligen Satellitenstaaten der Sowjetunion die Archive der Verteidigungsministerien geöffnet werden.

Was die Bedrohung der Schweiz betrifft, fällt auf, mit welcher Beflissenheit nunmehr hochrangige Offiziere der einstigen Nationalen Volksarmee der DDR ihren Respekt vor der schweizerischen Neutralität zur Schau stellen. Allerdings deuten viele der in letzter Zeit erschlossenen Dokumente darauf hin, dass in der Angriffsplanung des Warschauer Paktes gegen Westeuropa das Schwergewicht der Offensive eindeutig nördlich der Schweiz lag. Das würde für die Aussage des tschechischen Historikers Petr Lunak sprechen: «Mit der Schweiz hätte man sich später beschäftigt.»³

Eine andere Sicht der Dinge vermittelt der ehemalige deutsche Staatssekretär Lothar Rühl. Er vermochte sich kurz nach dem Mauerfall Einblick in Archivbestände der Nationalen Volksarmee der DDR zu verschaffen. Aus dem Bericht über die Ergebnisse seines Aktensstudiums, den er in *Survival*, der Zeitschrift des Londoner Instituts für strategische Studien, publizierte, geht zwar ebenfalls hervor, dass das schweizerische Territorium kein primäres Angriffsziel der Warschauerpakt-Truppen war, aber – so schreibt Rühl, und das erscheint für eine mögliche Bedrohung der Ostschweiz besonders relevant – «falls die Lage es erlaubt hätte und sowjetische und ungarische Truppen nicht durch eine separate Offensive

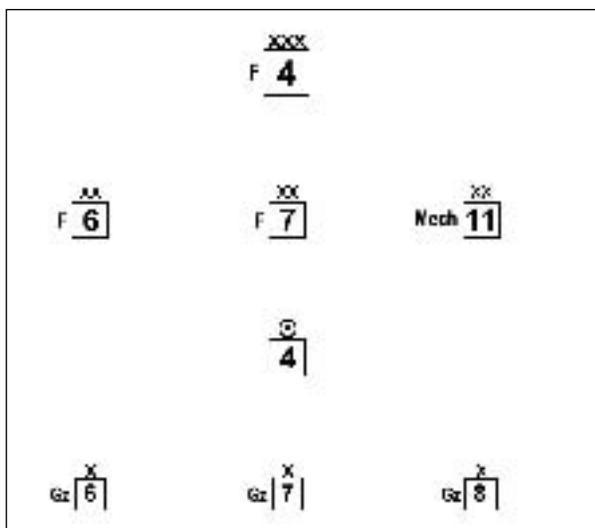


Abb. 40: Ordre de Bataille des Feldarmee Korps 4.

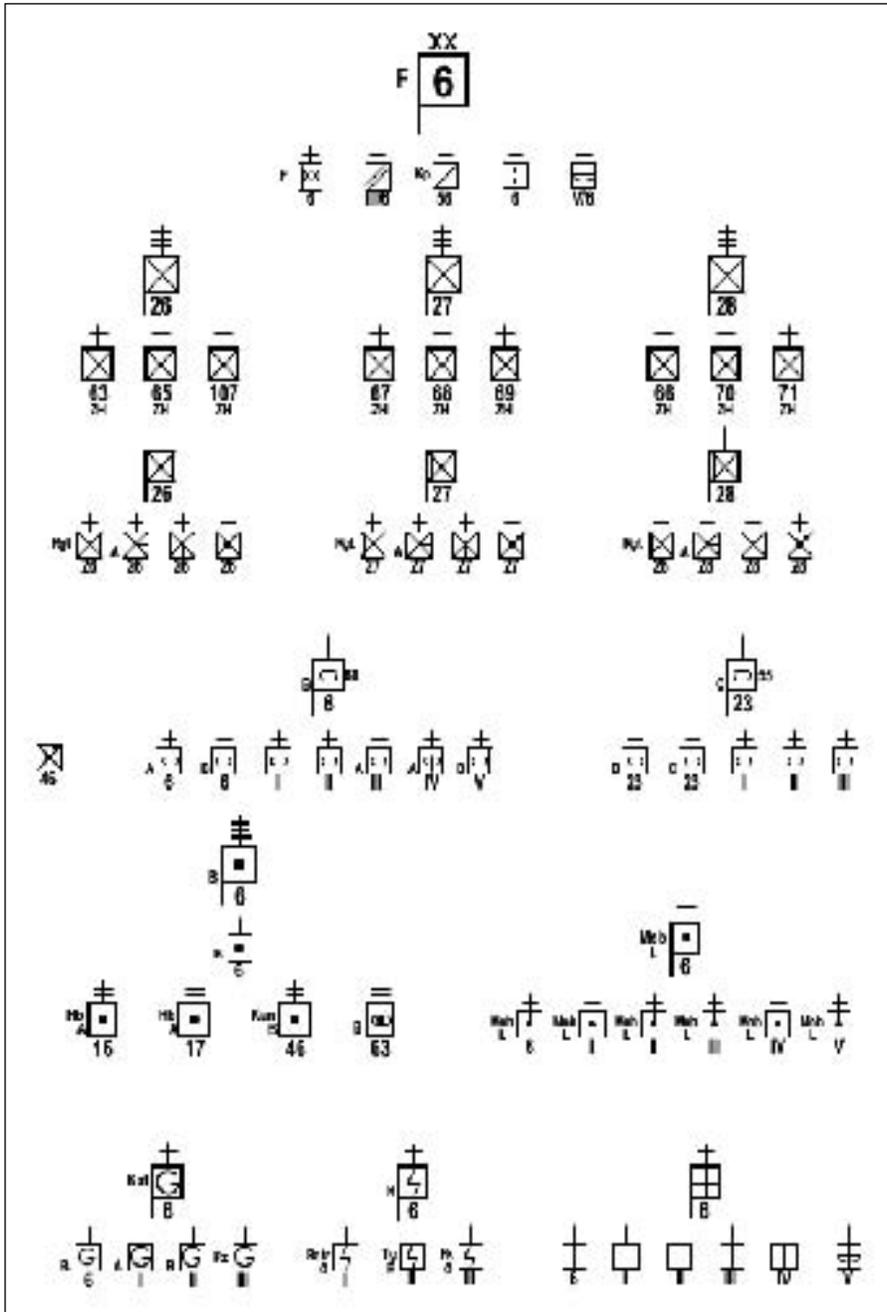


Abb. 41: Ordre de Bataille der Felddivision 6 (Stand 1. Januar 1980).

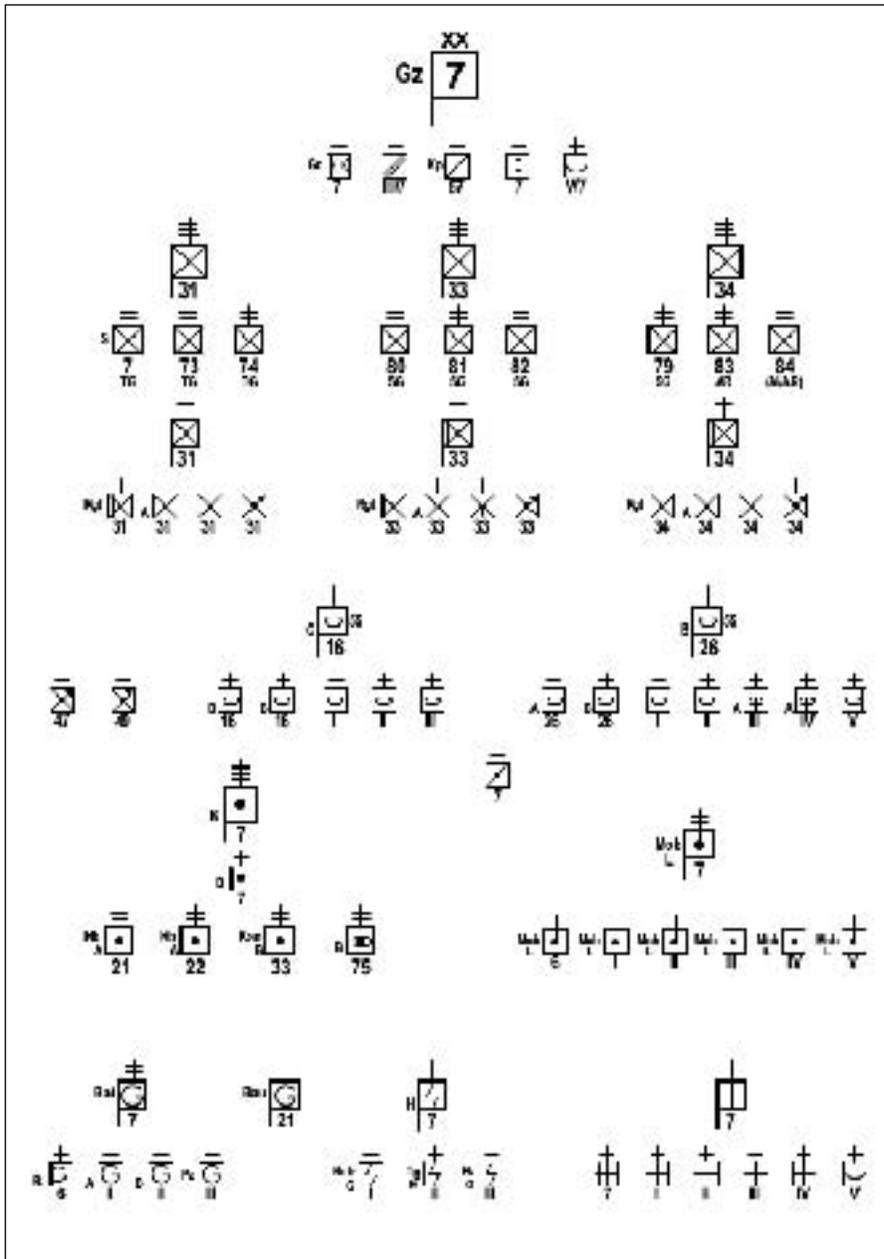
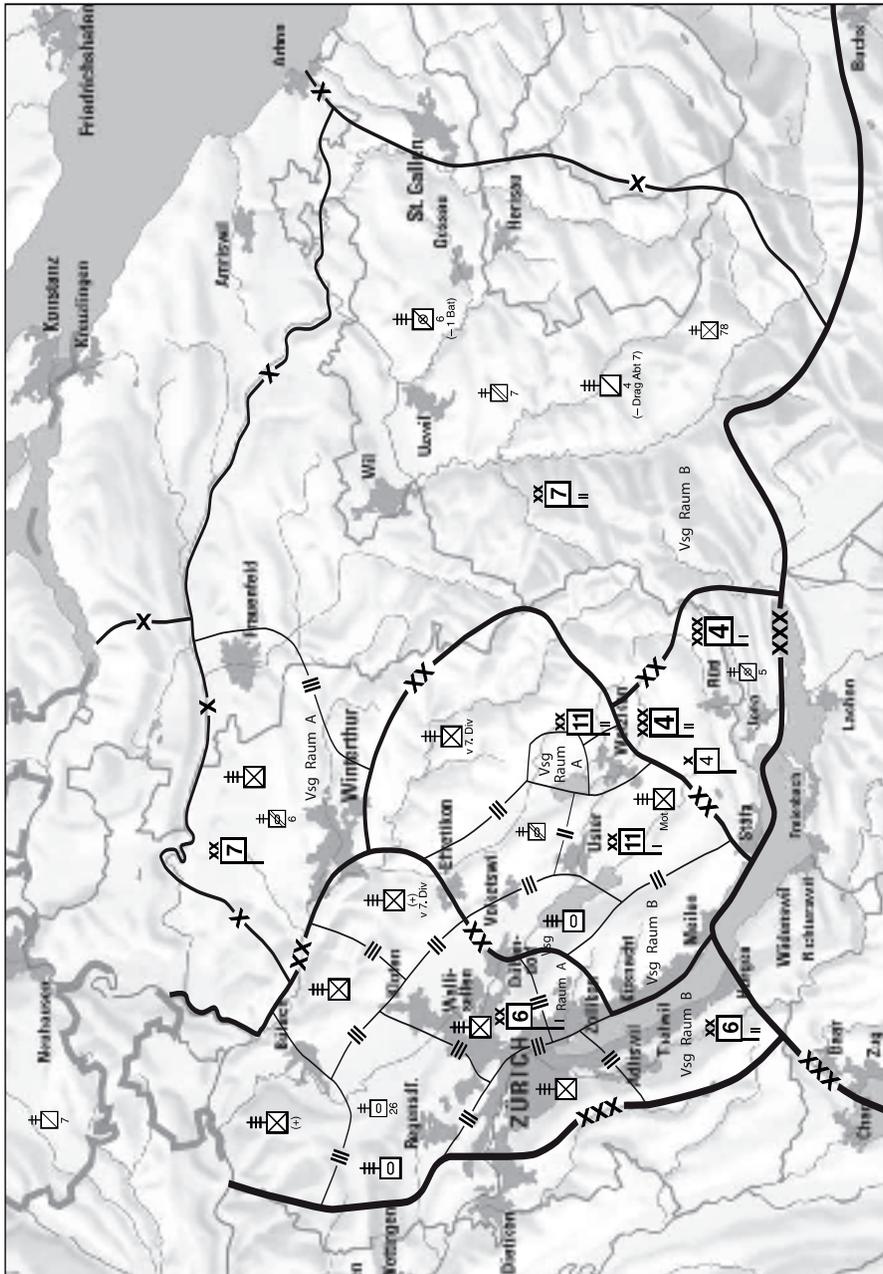


Abb. 42: Ordre de Bataille der Grenzdivision 7 (Stand 1. Januar 1980). Die Gz Div 7 wurde Anfang der 1980er Jahre in die F Div 7 umgewandelt.



© 2009, FSTA, MiGeo-Kartografie, 3003 Bern

Karte 15: Dispositiv «THEOPHIL UNO+DUE», 1967 (Beilage zur Einsatzstudie «THEOPHIL UNO+DUE» des FAK 4 vom 15. April 1967).

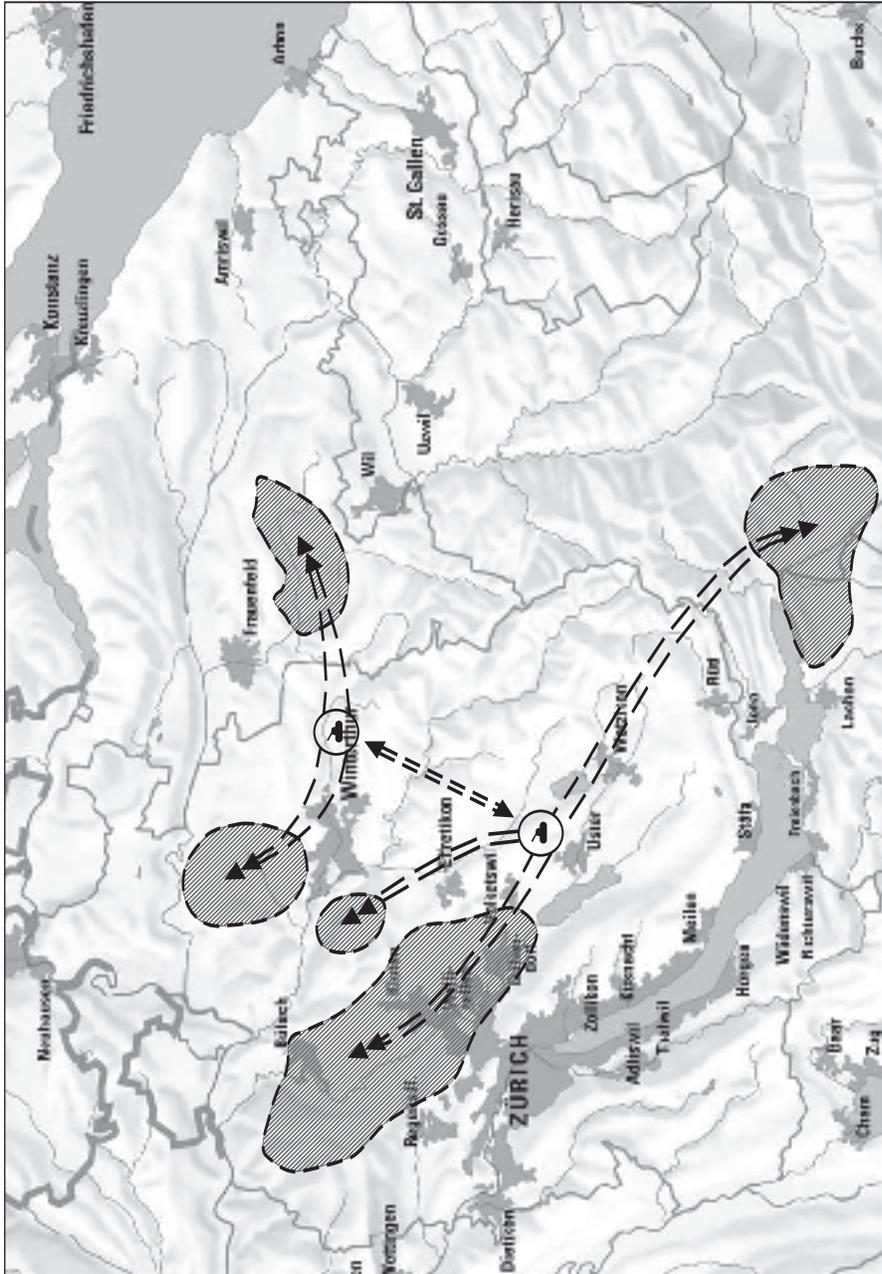
gegen Jugoslawien und Norditalien gebunden gewesen wären, hätten sowjetische, tschechische und wahrscheinlich ungarische Truppen einen Stoss durch den südlichen Streifen der Zentralfront zur Umfassung der NATO-Truppen unternommen. Es war geplant, dass diese Truppen, unter Verletzung der österreichischen und der schweizerischen Neutralität durch Österreich und den östlichen Teil der Schweiz in der Nähe des Bodensees über Basel nach Frankreich vorstossen würden.»⁴

Die Funktion des Feldarmekorps 4 im Rahmen der operativen Planung

Unabhängig von solchen Hypothesen stützte sich die operative Planung der schweizerischen Armeeführung im Kalten Krieg auf zwei grundsätzliche Bedrohungshypothesen: den Angriff feindlicher Kräfte aus Nordosten in einer frühen Kriegsphase oder den Angriff aus der weitgehenden oder vollständigen Umschliessung des schweizerischen Territoriums zu einem späteren Zeitpunkt.

Der Stab des Feldarmekorps 4 hatte dabei eine vergleichsweise einfache Aufgabe zu bewältigen, denn für ihn galt, dass eine nach Nordosten orientierte Kampfaufstellung auf jeden Fall den operativen Zielsetzungen der Armeeführung entsprach. Korpskommandant Hans Senn präziserte als Kommandant des Feldarmekorps 4 diese Überlegung, als er 1974 in einem Memorandum an den Generalstabschef schrieb: «Der Wechsel von NE auf Rundum kann sich im Operationsraum des FAK 4 derart rasch ereignen, dass umfangreiche Umgruppierungen zu einer Schwächung der Kampfkraft führen müssten. Aus diesem Grunde sollte der Auftrag für das FAK 4 sowohl für eine NE- als auch für eine Rundum-Bedrohung identisch sein.»⁵

Als Senn diesen Text verfasste, war im Stab des Feldarmekorps 4 die operative Planung auf der Basis der seit 1966 gültigen Doktrin schon weit fortgeschritten. Ausgangspunkt bildete ein von Korpskommandant Adolf Hanslin unterzeichneter Operationsbefehl vom 15. April 1967.⁶ Darin wurde die Führung des eigentlichen Abwehrkampfes im Sinne der koordinierten Aktionen stabil eingesetzter Infanterieverbände und offensiv kämpfender Panzertruppen fast ausschliesslich auf den Raum südwestlich der Töss, also auf eine kleine Kernzone innerhalb des gesamten Operationsraums, beschränkt (vgl. Karte 15). Gemessen am damaligen Stand der Mechanisierung erscheint dieser Entschluss realistisch. Bemerkenswert ist, dass der Korpskommandant dafür zwei ähnlich gegliederte gemischte Divisionen bildete, indem er der Felddivision 6 ein Panzerregiment unterstellte, die Mechanisierte Division 11 dagegen mit einem Infanterieregiment verstärkte. Damit waren beide Heereseinheiten in der Lage, in ihrem Einsatzräumen selbständig die Abwehr zu führen. Vielleicht hat Korpskommandant Hanslin damals schon jene mühseligen Koordinationsrapporte vorausgesehen, die jedes Mal durchgeführt werden mussten, wenn es darum ging, Gegenschläge mechanisierter Verbände in die Einsatzräume fremder Division hinein zu führen.



© 2009, FSTA, MilGeo-Kartografie, 3003 Bern

Karte 16: Gegenschlagsräume FAK 4 (Beilage zum Operationsbefehl «FERDINAND» vom 1. Januar 1986, Vorbehaltene Entschlüsse).

Später wurden, dank den Fortschritten in der Mechanisierung und im Raumschutz doch einzelne Gegenschläge ausserhalb der erwähnten Kernzone geplant (vgl. Karte 16). Dazu gehörten namentlich eine Aktion in die Linthebene zwischen dem Oberen Zürichsee und dem Walensee sowie ein Gegenschlag ins Lauchetal, dem panzergängigen Geländestück nördlich von Wil.

Der Raum Lauchetal gehörte in den sehr weitgespannten Kommandobereich der Grenzdivision 7, der sich vom Bodensee bis an die Töss erstreckte und nach dem Kampfplan des Korpskommandanten im wesentlichen eine weiträumige Verzögerungszone bildete. Der «Gegenschlag Lauchetal» war den Panzeroffizieren der Mechanisierten Division 11 wohl vertraut. Er wurde in zahlreichen Übungen erprobt und diente oft als instruktiver Modellfall. Das mochte auch damit zusammenhängen, dass unmittelbar oberhalb des Gegenschlagsraumes ein stattliches Restaurant «Frohsinn» steht, in dem die übenden Offiziere jeweils den Erfolg ihrer kriegerischen Taten zu feiern pflegten.

Unter dem Impuls des in der Armee besonders virulenten helvetischen Perfektionismus erblühte damals in manchen höheren Stäben ein eigentlicher Gegenschlagskult, der besonders von schematisch denkenden, wenig phantasiebegabten Menschen kultiviert wurde. Man ermittelte mit grosser Akribie alle denkbaren Vormarschachsen und Entfaltungsräume gegnerischer Panzerformationen, definierte genau die Bereitstellungsräume der eigenen Gegenschlagsverbände und die Kriterien für ihren Einsatz und zementierte damit die Überzeugung, dass sich die Kämpfe genau nach dem vorbedachten Programm abwickeln würden. Bruno Lezzi hat dafür den Satz geprägt: «Was in den vorbereiteten Dossiers nicht enthalten war, durfte nicht geschehen.»⁷

Erstellung der Kampfbereitschaft – ein «contre la montre»

Von der Entstehung der Armee 61 bis zum Berliner Mauerfall im November 1989 war die strategische Grosswetterlage – und damit auch die militärische Bedrohung unseres Landes – von den gleichen dominierenden Faktoren bestimmt. Einen markanten neuen Akzent setzte indessen die Machtübernahme der sowjetrussischen Führung in der Tschechoslowakei im August 1968. Seither standen die Spitzen der Warschauerpakt-Truppen nur noch rund 300 km von unserer östlichen Landesgrenze entfernt. Das Problem der rechtzeitigen Kampfbereitschaft unserer Milizarmee erlangte damit höchste Aktualität.

Hans Senn, der auf den 1. Januar 1972 das Kommando des Feldarmekorps 4 übernahm, hatte sich schon in früheren Funktionen oft mit dem für unsere Landesverteidigung enorm wichtigen Sachverhalt befasst, dass eine Milizarmee nicht imstande wäre, ohne genügende Vorbereitung einen erfolgreichen Abwehrkampf zu führen, weil die Mobilmachung, der Aufmarsch in die Einsatzräume und das Erstellen der taktischen und logistischen Kampfbereitschaft einen erheblichen Zeitaufwand erfordern.

Diese Einsicht wollte Senn mit einer gross angelegten und lange dauernden Truppenübung im Herbst 1975 den Wehrmännern des Feldarmekorps 4 und darüber hinaus – mit Hilfe

einer professionell redigierten Manöverzeitung – einer breiten Öffentlichkeit nahe legen. Die Übung entsprach deshalb nicht dem traditionellen Manöver-Cliché mit den zumeist unwahrscheinlich raschen Gefechtsabläufen. Das Schwergewicht lag vielmehr auf der lange dauernden Vorbereitungsphase, in der alle zur Erstellung der Kampfbereitschaft notwendigen Massnahmen in Echtzeit durchgeführt wurden. Gewiss hätten sich viele der Beteiligten ein Manöver-Erlebnis mit mehr Gefechtslärm und Pulverdampf gewünscht. Aber für die künftige Planung auf Armeestufe waren die sorgfältig ermittelten Zahlen über den Zeitbedarf zur Erstellung der Kampfbereitschaft überaus wertvoll. Wer über Anlage und Verlauf der Übung mehr wissen möchte, braucht nicht im Bundesarchiv nachzuforschen. Senn hat sie in seiner publizierten Autobiographie ausführlich beschrieben.⁸

Kampf ab Landesgrenze

Im März 1981, d.h. ziemlich genau in der Mitte des Zeitraums, dem unsere Betrachtung gilt, erhielt Korpskommandant Rudolf Blocher, der Nachfolger von Hans Senn, Gelegenheit, vor der Militärkommission des Ständerates über das Feldarmeekorps 4 zu referieren. Er zitierte seinen Auftrag

- gewährleistet den Neutralitätsschutzdienst;
- nimmt den Kampf grundsätzlich ab Landesgrenze auf;
- verhindert einen gegnerischen Stoss an die Linie Linth – Zürichsee – Limmat;
- behauptet den Raum Untere Töss – Unteres Glattal;
- verhindert die Inbesitznahme des Flughafens Kloten und des Flugplatzes Dübendorf.

Davon ausgehend schilderte Blocher sehr eindringlich, wie wichtig es sei, dass im Falle zunehmender Spannungen frühzeitig genügend starke Kräfte bereitgestellt würden, und mit demselben Nachdruck forderte er die Ausrüstung zusätzlicher mechanisierter Kampfverbände und einen wirksamen Raumschutz, um deren Bewegungsfreiheit zu erweitern. Dementsprechend erklärte er abschliessend: «Ich weiss, dass meine Ideen vielerorts kaum auf Verständnis stossen werden, nicht zuletzt, weil sie Geld kosten. Ich weiss aber auch, dass wir Truppenkommandanten unsern Auftrag auch mit den gegenwärtig verfügbaren Mitteln möglichst optimal erfüllen werden. Dies hindert mich nicht daran, in Friedenszeit zu sagen, was notwendig ist, um unsere militärische Kampfkraft und damit die Dissuasionswirkung zu erhöhen, die Auftrags Erfüllung zu erleichtern und unsere Chancen im Kriegsfall zu verbessern.»⁹

Der Kampfplan, den Blocher den Parlamentariern vorlegte, enthielt u.a. die Absicht, «den Abwehrkampf dort ab Landesgrenze zu führen, wo die verfügbaren Mittel dies erlauben und das Gelände sich für den Kampf eignet.» Eine so sorgfältig differenzierte Formulierung entsprach sonst nicht Blochers Stil. Wenn er zur Truppe sprach oder in einem Offiziersgremium das Wort ergriff, proklamierte er immer den Kampf ab Landesgrenze ohne Wenn und Aber, und er gebrauchte diese Parole sehr oft und sehr gerne. Für die Truppenkommandanten der Grenzbrigaden war das ein treffendes Wort. Aber auf höheren

Ebenen erforderte es eine richtige Einsicht in die grösseren Zusammenhänge, und die war nicht immer vorhanden, wie das folgende Beispiel zeigt:

Im Rahmen einer Landesverteidigungsübung wurden beim Übergang vom Neutralitätsschutzfall zum Verteidigungsfall die im Kanton Schaffhausen stehenden Kampftruppen bis auf ein paar kleine Detachemente hinter den Rhein zurückgenommen. Dazu zwang die Logik des Verteidigungsauftrags. Aber wer damals das Protestgeschrei des Schaffhauser Militärdirektors mitgehört hat, wird sich für immer daran erinnern.

Ein ideenreicher Divisionskommandant unternahm den Versuch, im Rahmen einer Übung den Soldaten der Grenzbrigade 7 anschaulich zu demonstrieren, wie wichtig es sei, dass sie sich für den «Kampf ab Landesgrenze» rüsteten. Er erwirkte, dass ihm die in Kreuzlingen etablierte Firma MOWAG für die geplante Übung aus ihrer Werkstatt einen für amphibische Einsätze konstruierten Piranha-Schützenpanzer zur Verfügung stellte, um einen Angriff auf das südliche Bodenseeufer zu inszenieren. Die amphibische Attacke misslang. Der *Piranha* tauchte unversehens ab und musste notfallmässig geborgen werden. Der Vorgesetzte des Übungsleiters wurde daraufhin aufgefordert, dem Vorsteher des damaligen EMD Bericht über den Vorfall zu erstatten. Er veranstaltete aber zu diesem Zweck keine Einvernahme der Schuldigen, sondern kontaktierte den Geschäftsleiter der MOWAG und verfasste in direkter Zusammenarbeit mit diesem den geforderten Rapport. Der Adressat, Bundesrat Delamuraz, selbst ein routinierter Navigator, nahm ihn wohlwollend entgegen und gab der misslungenen Seeschlacht keine weiteren Folgen.



Abb. 44: KKdt Rudolf Blocher, Kommandant FAK 4 (1977-1982).



Abb. 45: KKdt Ferdinand Bietenholz, Kommandant FAK 4 (1971).

Erweiterte Abwehr-Planung

Während sich die strategische Grosswetterlage und damit auch die militärische Bedrohung unseres Landes bis zum Fall der Berliner Mauer nur unwesentlich veränderte, waren im Bereich der Rüstung und der Organisation der Armee markante Fortschritte zu verzeichnen. Für die Feldarmee und die ihnen unterstellten Divisionen brachten sie einen wesentlichen Gewinn an Flexibilität der Kampfführung und damit an operativ-taktischer Handlungsfreiheit. Der Auftrag und die Leitgedanken des Einsatzes blieben sich zwar gleich, aber das Spektrum der Einsatzmöglichkeiten mechanisierter Verbände weitete sich aus. Dementsprechend erfuhr der grundlegende Operationsbefehl des Armeekorps sukzessive Anpassungen. Er erhielt zudem einen neuen Namen. Ursprünglich galt, wie auf Armeestufe, der Deckname «THEOPHIL», der an Generalstabschef Theophil Sprecher von Bernegg erinnerte. Ab 1983 galt im Feldarmee Korps 4 der Deckname «FERDINAND» in Erinnerung an Ferdinand Bietenholz, der das Korps zwar nur 10 Monate, bis zu seinem Tod, kommandierte, aber einer Vielzahl höherer Offiziere als ein ideenreicher und begeisternder Kommandant der Generalstabskurse in Erinnerung geblieben war.

Im Operationsbefehl von 1967 lautet die zentrale Aussage in der Absicht des Korpskommandanten: « [...] die Abwehr im unteren Glattal führen. » In den Versionen von 1983 und 1991 (vgl. Quellentext 3) heisst es an der entsprechenden Stelle: «[...] die Abwehr längs der N 1 zwischen Wil und Winterthur und im mittleren und unteren Glattal führen. »¹⁰ Diese weiter ausgreifende Einsatzplanung entsprach einerseits der Verbesserung des Raumschutzes zugunsten mechanisierter Verbände, noch mehr aber dem Umstand, dass inzwischen die Felddivision 6 und die ursprüngliche Grenzdivision und spätere Felddivision 7 mit je zwei Panzerbataillonen ausgestattet worden waren und somit über eine eigene, wenn auch bescheidene, Gegenschlagskraft verfügten.

Aufbau und Einsatzplanung des Flughafenregiments 4

In den Befehlsdossiers des Feldarmee Korps 4 ist mit auffallender Häufigkeit vom *Unteren Glattal* die Rede. Dieser Raum ist nicht nur aus operativer, sondern auch aus strategischer Sicht besonders wichtig. Die operative Bedeutung ist daran ersichtlich, dass das Glattal einen breiten, panzergängigen Korridor bildet, der bis an den Rand der Agglomeration Zürich reicht und dessen südlicher Teil sich gut als Bereitstellungsraum für eine Angriffsoperation über die Limmat eignen würde. Die strategische Bedeutung und – in direktem Zusammenhang damit – die besondere Verletzlichkeit gegenüber Luftlandungen grossen Stils sind gegeben durch den im unteren Glattal gelegenen Flughafen Kloten. Dieser Sachverhalt gab 1970 den Anlass zur Bildung des Flughafenkommandos 414, eines rasch mobilisierbaren kleinen Kampfverbandes, der dazu bestimmt war, zeitgerecht einer überraschenden Besetzung des Flughafens Kloten entgegenzutreten.

Der stufenweise Ausbau des Flughafenkommandos 414 zum Flughafenregiment 4 vollzog sich in den mittleren 1980er Jahren und darf füglich bezeichnet werden als Musterbeispiel einer konstruktiven Zusammenarbeit zwischen Vertretern der Armee und der Militärverwaltung (des Kantons Zürich, nicht des Bundes!).¹¹



Abb. 46: Kommandogruppe eines Füsilierzuges bei der Lagebeurteilung im Gelände.



Abb. 47: Mittrailleure mit dem *Maschinengewehr 51*.



Abb. 48: Wehrmänner der Grenzbrigade 7 im Gespräch mit einem Beamten des Grenzschutzkorps am Zollübergang Beggingen (SH).



Abb. 49: Divisionär Kurt Lipp, Kdt F Div 7 (l.), Korpskommandant Josef Feldmann, Kdt FAK 4 (Mitte) im Gespräch mit dem Militärdirektor des Kantons Thurgau, Regierungsrat Felix Rosenberger (r.) anlässlich der Sommermeisterschaften der Felddivision 7 (1985).

Erwähnenswert ist das persönliche Engagement eines einzelnen Beamten, der sich mit grösster Gründlichkeit und Ausdauer der Aufgabe annahm, jene Wehrmänner zu selektieren, welche die besten Voraussetzungen aufwiesen, um in das Flughafenregiment eingeteilt zu werden. Dafür galten genau definierte Kriterien, insbesondere der Grundsatz, dass Wohnort und Arbeitsort des Wehrmannes nicht weiter als dreissig Autominuten vom Flughafen entfernt liegen durften. Es galt zudem, alle Angehörigen des Regiments mit Alarmgeräten auszustatten und sicherzustellen, dass sie die vorbestimmten Einsatzräume selbständig und voll ausgerüstet in minimaler Zeit erreichten.

Dem Zweck des Flughafenregiments entsprach eine besondere, ganz auf seinen Auftrag ausgerichtete Organisation der Ausbildung und der Dienstleistungen. Darin spielten realistisch inszenierte Alarmübungen eine wichtige Rolle. So gelang es, einen Verband von Wehrmännern zu schaffen, die den Auftrag ihrer Einheit und ihre persönliche Funktion genau kannten, mit dem Einsatzraum vertraut und mit der darin lebenden Bevölkerung eng verbunden waren. Aus der Summe dieser Eigenschaften resultierte eine optimale Verwirklichung des Milizgedankens. Nach diesem Muster entstanden in der Folge, wenn auch nicht mit der gleichen Perfektion, die Alarmformationen.

Kleinkrieg in feindbesetzten Räumen

In den operativen Befehlen des Feldarmekorps 4 war immer auch die Absicht enthalten, in den vom Angreifer besetzten Räumen den Kampf als Kleinkrieg weiterzuführen. Dass diese Form des Widerstandes einmal aktuell werden könnte, beschäftigte aber nicht nur die Truppenkommandanten, sondern gab auch Anlass zu entsprechenden Überlegungen auf der strategischen Ebene. Interessante Anhaltspunkte vermittelt die Arbeit der «Studienkommission für strategische Fragen», die in den Jahren 1967-1969, also kurz nachdem die Konzeption 66 in Kraft gesetzt worden war, unter der Leitung des ETH-Professors und Generalstabsobersten Karl Schmid die *Grundlagen einer strategischen Konzeption der Schweiz* erarbeitete.

In ihrem Schlussbericht heisst es: «Allen Widerstandsbewegungen, die während und nach dem Zweiten Weltkrieg in Erscheinung traten, war Erfolg, wenn auch in ungleichem Ausmass, beschieden.» Und weiter: «Wichtig scheint, dass der Widerstand überall dort, wo die reguläre Kampfführung aufhört, unverzüglich einsetzt. Ginge ihm eine Phase der Resignation voraus, während welcher der Aggressor Zeit fände, die Kontrolle über ein besetztes Gebiet fest in den Griff zu bekommen, würden damit die Aktionsmöglichkeiten der Widerstandskräfte stark eingeengt.»¹²

Im Feldarmekorps 4 lag es nahe, dass sich mit den Problemen des Kleinkriegs besonders die Offiziere der Grenzdivision 7 und der drei Grenzbrigaden befassten. Dafür gab es namentlich zwei Gründe: Einerseits war es das Bewusstsein, an vorderster Front zu stehen und deshalb einem Angreifer im Vollbesitz seiner Kräfte entgegentreten zu müssen, zum andern – aus einer ganz andern Optik – die Tatsache, dass es zusehends schwieriger



Abb. 50: Besuch im Wiederholungskurs des Mot Inf Rgt 25: (v.l.n.r.) KKdt Josef Feldmann (Kdt FAK 4), Oberst Peter Arbenz (Kdt Mot Inf Rgt 25) und Div Andreas Gadiert (Kdt Mech Div 11).



Abb. 51: Truppenübung «DREIZACK» 1986: KKdt Josef Feldmann (Kdt FAK 4) mit Oberstlt Rittmeyer (Adjutant FAK 4).

wurde, mit statisch eingesetzten Kampfverbänden attraktive Übungen zu gestalten. Die Übungsleiter standen fast unweigerlich vor der unbequemen Alternative: entweder spannend, aber wenig glaubwürdig oder realistisch, aber langweilig. Das Thema «Kleinkrieg» öffnete einen hoch willkommenen Ausweg aus diesem Dilemma.

Rudolf Blocher, der in den frühen 1970er Jahren die Grenzdivision 7 kommandierte und eine ausgesprochene Neigung für provokante Problemstellungen hatte, katapultierte das Thema «Kleinkrieg» mitten in eine mehrtägige Übung der Grenzbrigade 8. In einer fortgeschrittenen Kampfphase, als der Angreifer an verschiedenen Stellen tief in das Verteidigungsdispositiv der Brigade eingedrungen und die Verteidiger schon ziemlich angeschlagen waren, befahl er ganz unerwartet: «Sämtliche Sperraufträge sind aufgehoben. Die noch kampffähigen Teile der Grenzbrigade gehen zum Kleinkrieg über.» Nun brauchten sogar die für ihre Schlagfertigkeit bekannten Appenzeller recht viel Zeit, um sich auf die neue Situation und den neuen Auftrag einzustellen. Und einem als Schnelldenker bekannten Brigadekommandanten, der wenig später Bundesrat wurde, ging es nicht besser. Der Schock dieses ungewöhnlichen Befehls wirkte aber in der Folge als heilsamer Impuls, um im Rahmen künftiger Stabsarbeiten die Probleme der Kleinkriegführung gründlich zu durchdenken und Richtlinien für diese Kampfform zu entwerfen.

Die Ergebnisse dieser Arbeit lassen sich nachweisen in einer Studie, die hauptsächlich von Stabsoffizieren der Grenzdivision 7 verfasst wurde und die nicht zuletzt auch von einem anregenden Gedankenaustausch mit dem damaligen österreichischen Armeekommandanten, General Spannocchi, profitierte.¹³ Die Studie zementierte den Grundsatz: «Die vorübergehende Besetzung einzelner Landesteile oder des gesamten schweizerischen Territoriums darf nicht das Ende des Widerstandes von Armee und Bevölkerung bedeuten.» Sie definierte den Kleinkrieg folgerichtig «weder als Ersatz, noch als Ergänzung zum operativen Abwehrkampf, sondern lediglich als dessen Fortsetzung.»

Seine Zielsetzungen werden wie folgt umschrieben: «Bei teilweise besetztem Territorium geht es darum, [...] dem Feind in der Tiefe des Raumes grösstmöglichen Schaden zuzufügen, um dadurch den Kampf der Hauptkräfte zu entlasten. [...] Bei vollständiger Besetzung geht es darum, über lange Dauer der Besetzungstruppe immer wieder Schläge auszuteilen und sie zu zermürben, um zur Befreiung beizutragen.» Den Blick auf die strategische Dimension des Kleinkrieges öffnet schliesslich die Aussage: «Es ist wichtig, dass dem Ausland unser ungebrochener Widerstandswille vor Augen geführt wird.»

Offensichtlich stimmten die Soldaten der Ostschweiz und die Strategieexperten in der Bewertung des Kleinkrieges genau überein, denn die «Studienkommission für strategische Fragen» hielt in ihrem Schlussbericht fest: «Der tatsächliche Erfolg des Widerstandes ermisst sich möglicherweise weniger am Ausmass des Schadens, der dem Gegner zugefügt wird, als daran, dass die Welt erfährt: Diese Nation hat sich nicht aufgegeben.»¹⁴

Anmerkungen

- ¹ BAR E 5782-07 (-), Studie «Bedrohung Feldarmee Korps 4», 1983-1989.
- ² Maissen, Thomas: Das Ostschweizer Armeekorps, in: Sprecher, Thomas/Zeller, René (Hrsg.): Ostschweizer Korpsgeist. Ereignisse und Erlebnisse im Feldarmee Korps 4, 1891-2003, Zürich 2003, S. 10-47, hier S. 41.
- ³ Vgl. NZZ, 13.9.2008.
- ⁴ Rühl, Lothar: Offensive defence in the Warsaw Pact; in: Survival 33 (1991), S. 442-450.
- ⁵ Siehe: BAR E 5782-02 (-), Operative Planung Feldarmee Korps 4, 1967-1993.
- ⁶ BAR E 5782-02 (-), Kdt FAK 4, KKdt Hanslin, Einsatzstudie «Theophil Uno + Due», 15.4.1967.
- ⁷ Lezzi, Bruno: Im Kalten Krieg an vorderster Front, in: Sprecher, Thomas/Zeller, René (Hrsg.): Ostschweizer Korpsgeist. Ereignisse und Erlebnisse im Feldarmee Korps 4, 1891-2003, Zürich 2003, S. 108-118, hier S. 116.
- ⁸ Senn, Hans: Auf Wache im Kalten Krieg. Rückblick auf mein Leben, Zürich 2007, (GMS Schriftenreihe; Bd. 28).
- ⁹ BAR E 5782-02 (-), Operative Planung Feldarmee Korps 4, 1967-1993.
- ¹⁰ BAR E 5782-06 (-), «FERDINAND», Einsatzbefehl Feldarmee Korps 4 bei AKMob, 1985.
- ¹¹ Zum Aufbau des Flughafenregiments 4 siehe: BAR E 5757-07 (-), Flughafenregiment 4.
- ¹² Grundlagen einer strategischen Konzeption der Schweiz. Bericht der Studienkommission für strategische Fragen vom 14. November 1969, Stäfa 1971, (Schriften des SAD: Bd. 14), S. 58f.
- ¹³ Siehe: Kleinkrieg und ziviler Widerstand, ausgearbeitet von der Studiengruppe für Aussen- und Sicherheitspolitik der CVP Schweiz, o.O. 1981.
- ¹⁴ Grundlagen einer strategischen Konzeption der Schweiz, S. 57.

K dt FAK 4
F 13

8021 Zürich, 1.1.86
G 4, Rev 1.1.91

«FERDINAND»

Operationsbefehl

(LK 1:100 000, Bl 27, 28, 32, 33)

1. Orientierung

1.1 Feindannahme

Es ist damit zu rechnen, dass der Gegner aus dem Raum München – Ulm – Memmingen das FAK 4 in 2–3 Tagen angreift und aus der Bewegung oder nach einer kurzen Bereitstellung N unserer Landesgrenze versucht, als erstes Operationsziel den Limmatraum zu erreichen. Dabei bieten sich dem Gegner folgende Schwergewichtsmöglichkeiten an:

- Grossangelegte Luftlandungen auf dem Flughafen Kloten und/oder Flugplatz Dübendorf
- Stoss über den Rhein zwischen Untersee und Schaffhausen mit 1–2 Mot S Div in den Raum Winterthur und weiter ins Glattal
- Stoss über die Landzunge von Konstanz, das Engnis von Rorschach und amphibisch über den Bodensee mit 1–2 Mot S Div an die N1 und N7 und weiter in den Raum Winterthur
- Stoss über den Rhein zwischen Eglisau und Kaiserstuhl mit 1 Mot S Div ins untere Glattal und an die Limmat

Nebenaktionen entlang von Achsen sind möglich im Appenzellerland, im Toggenburg und im Tösstal.

Terrestrische Angriffe können durch FI Ei, C Ei und taktische Lla bis 15km vor die Erdtrp vorbereitet und mit Kampfhelikoptern und allenfalls A Ei unterstützt werden.

1.2. Auftrag

FAK 4

+ Flab

DU Flab Rgt 6
(– Flab Abt 44)
+ Mob FI Fk Kp 24

+ Genie

G Bat 36
1 Rammzug G Rgt 7

- gewährleistet den Neutralitätsschutz
- nimmt den Kampf grundsätzlich ab Landesgrenze auf
- verhindert einen gegnerischen Stoss an die Linie Linth – Zürichsee – Limmat
- behauptet den Raum Untere Töss – Unteres Glattal
- verhindert im Zusammenwirken mit den FF Trp die Inbesitznahme des Flughafens Kloten und/oder des Flugplatzes Dübendorf
- kann Fliegerunterstützung anfordern
- hält sich bereit, soweit es der Hauptauftrag zulässt, die zivilen Instanzen im Kampf gegen Terror, Sabotage und Diversion zu unterstützen.

1.3. Angrenzende Heeresseinheiten

gem Beilage 2, Karte 1:100 000, Abschnittsgrenzen

2. Absicht

Es geht darum

- im Grenzraum die Hauptachsen zu sperren und den Angreifer zu bremsen und abzunützen
- den Abwehrkampf mit Schwergewicht
 - längs der N1 zwischen Wil und Winterthur
 - im Raum Winterthur
 - im mittleren und unteren Glattalzu führen
- die operativen Gegenschlagskräfte für Einsätze in diese Räume bereitzustellen
- S der N1 die wichtigen Uebergänge zu halten und Feindkräfte im beweglich geführten Infanteriekampf zu vernichten

3. Aufträge

3.1. F Div 6 (+)

- hält einen Brückenkopf Schaffhausen
- verhindert einen fei Vorstoss nach Zürich und an die Limmat
- verhindert die Inbesitznahme des Flhf Kloten
- unterstützt die Gegenschläge der Mech Div 11

3.2. F Div 7 (+)

- verhindert einen fei Vorstoss in die Räume Wil – Utzwil und Frauenfeld sowie ein fei Ausbrechen in die Linthebene und das Zürcher Oberland
- unterstützt die Gegenschläge Mech Div 11

3.3. Mech Div 11 (+)

- behauptet ihren Raum
- verhindert die Inbesitznahme des Flpl Dübendorf
- hält sich bereit für Gegenschläge
 - in den Raum N Winterthur
 - ins Lauchetal
 - ins untere Glattal
 - auf das Plateau von Brütten
- unterstützt mit der Art in einer 1. Phase den Kampf der Felddivisionen im Grenzraum, im Thurtal und im Raum Kloten

- 3.4. Rdf Rgt 6 (+)
- hält sich mit dem Gros bereit, den NSD im Kanton Schaffhausen zu gewährleisten
 - hält den Ricken
 - überwacht die Linthebene
 - hält sich bereit, Pont Bat 28 mit Art Fe zu unterstützen
- 3.5. Ter Zo 4 (-/+)
- gewährleistet die rechtzeitige Sprengung der Limmatbrücken
 - überwacht den zugewiesenen Raum
 - schützt die kriegs- und lebenswichtigen Objekte Kategorie A im Einsatzraum FAK 4
 - hält sich bereit, zusätzliche Objekte der Kategorie B im Eirm FAK 4 zu schützen
- 3.6. Pont Bat 28 (-/+)
- hält sich bereit für genietechnische Einsätze
 - hält den N Zugang zum Seedamm von Rapperswil und sperrt die Seeachse E Pfäffikon SZ
 - kann Art Fe anfordern

4. Besondere Anordnungen

- 4.1. Alle Grossen Verbände gewährleisten den NSD und decken die logischen Einrichtungen in ihren Einsatzräumen.
- 4.2. Für die Sicherstellung des operativen Zusammenhangs sind verantwortlich:
- | | | | | |
|---|-----------|----|----------|---|
| - | F Div 6 | zu | FAK 2 | ab Landesgz von Kaiserstuhl – Wehntal – Limmattal |
| - | Ter Zo 4 | zu | FAK 2 | im Raum Zürich – Zürichsee |
| | | zu | Geb AK 3 | Zürichsee bis Freienbach |
| - | Rdf Rgt 6 | zu | Geb AK 3 | im Raum Linthebene – Pfäffikon (SZ) |
- 4.3. Nicht unterstellte ortsfeste Truppen werden dem zuständigen Kampfgruppenkommandanten bei Beginn der Kampfhandlungen am Boden für die Belange der terrestrischen Kampfführung unterstellt. Die so unterstellten Truppen dürfen nicht mehr als notwendig ihrem primären Auftrag entfremdet werden.
- 4.4. Ter Zo 4 stellt die Koordination der Belegung von Ortschaften durch ortsfeste Truppen sicher (massgeblich sind die «Richtlinien des Generalstabschefs über die Koordinationsmassnahmen durch Ortskommandanten»).

4.5. Sekundärverwendung mil Anlagen

Ab Bezug des Grunddispo werden mil Anlagen, die vom Erstbenützer nicht mehr benötigt werden, grundsätzlich der Trp z Vf gestellt. Das Verfügungsrecht hat der höchste takt Kdt im betr Eirm. Das A Kdo bestimmt die Auflagen.

KOMMANDANT FELDARMEEKORPS 4

Korpskommandant P. Rickert

Beilagen

1. Kampfgliederung
2. Abschnittsgrenzen, Karte 1:100 000
3. Abschnittsgrenzen (Text)

Verteiler

gem Verteilerblatt

K do FAK 4

8021 Zürich, 1.1.87
G 4, Rev 1.1.91
1.1.93

Kampfgliederung
(Beilage 1 zum Op Bf)

<p><u>AK Rgt 4</u> Stab AK Rgt 4 AK Stabsbat 4 LT Bat 4 Uem Abt 24 + Mob Fl Fk Kp 24 Str Pol Bat 4 – Str Pol Kp 24 Baustab 24 + Stab Mi Bat 74 + Mi Stabskp 74</p>	
<p><u>F Div 6</u> + Gz Br 6 + Füs Bat 61 + Gren Kp 32 + 1/2 Z San Kp 32 + <u>Artillerie</u> AU (1) Teile Art aus Mech Div 11 + <u>Flab</u> + DU Flhf Rgt 4 – Flhf Bat 43 + <u>Genie</u> G Rgt 4 – Gt Kp 4 – Pont Bat 28 (– Pont Kp I/28) – Mi Bat 74 Mi Kp I/74 Mi Kp IV/74 Mi Kp VII/74 (–) 1 Gt Z Gt Kp 4</p>	<p><u>F Div 7</u> + Gz Br 7 + Gz Br 8 + Inf Rgt 32 – Füs Bat 61 – Gren Kp 32 – 1/2 Z San Kp 32 + <u>Artillerie</u> AU (2) Teile Art aus Mech Div 11 + <u>Genie</u> G Bat 36 – Sap Kp I/36 1 Rammzug aus G Rgt 7 Mi Kp II/74 Mi Kp V/74 1 Gt Z Gt Kp 4</p>
<p><u>Mech Div 11</u> + Flhf Bat 43 + Str Pol Kp 24 + <u>Artillerie</u> Pz Hb Abt 36 + <u>Flab</u> DU Flab Rgt 6 (–) + <u>Genie</u> Mi Kp VI/74 + Teile Mi Kp I/74 + Teile Mi Kp VII/74 1 Gt Z Gt Kp 4</p>	<p><u>Rdf Rgt 6</u> + <u>Artillerie</u> Fest Kp 44 AU (1) Teile Fest Abt 19 Teile Beob Org Fest Abt 19 + <u>Genie</u> AU Pont Bat 28 (–/+) Teile Mi Kp III/74</p>
<p><u>Ter Zo 4</u> + B Lab Z v B Kp 18 + <u>Genie</u> AU Pont Bat 28 (–/+) Mi Kp III/74 (–) + Teile Mi Kp I/74</p>	<p><u>Pont Bat 28</u> – Pont Kp I/28 + Gt Kp 4 (–) + Sap Kp I/36 + Teile Mi Kp III/74</p>

Hervé de Weck

L'ennemi peut venir de l'Ouest ou du Nord-Est

Le corps d'armée de campagne 1, un « holding » à la tête de Janus (1970-1990)

«De l'avis des stratèges, les années 1980 sont particulièrement dangereuses. Les blocs militaires, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, atteignent le sommet de leur puissance. Les antagonismes idéologiques, politiques et géostratégiques sont plus profonds que jamais. On en est au fait et au prendre, car toute concession semble hors de question et les systèmes d'armes stratégiques peuvent être déclenchés en tout temps.»¹

Selon la *Conduite des troupes 82*, les corps d'armée suisses «disposent de tous les éléments nécessaires à des opérations terrestres autonomes de longue durée» et sont organisés pour faire face à des situations changeantes et aux tirs d'armes nucléaires. Leurs secteurs sont définis en temps de paix, mais le Commandant en chef, en cas de service actif, pourrait les modifier et décider d'autres dispositifs.

Le corps d'armée de campagne 1, dans l'Armée 61, est une sorte de *holding*! Assurer le contrôle des plans opératifs, l'optimisation de l'engagement des troupes, l'efficacité de l'instruction imposent, en temps de paix, un système de commandement qui rappelle le *management participatif* avec, à la tête du *holding*, un *grand patron qui cherche le maximum de profit en fabriquant les meilleurs produits*. Au combat, le rôle du commandant de corps changerait radicalement: il devrait prendre des décisions rapides, trancher dans le vif comme *un médecin face à un polytraumatisé*, se fier à son instinct, ordonner. Ce serait du *management de crise*!²

Le secteur du 1^{er} corps, plus vaste que celui des deux autres corps de campagne, comprend 400 km de frontière, couvre une superficie de 8000 km² où la population, dans les années 1980, s'élève à environ 1400000 habitants. Il se subdivise en trois zones distinctes: au Nord la barrière du Jura, au centre le Plateau romand et une partie du Canton de Berne, au Sud les Préalpes. La partie centrale, dont la largeur moyenne atteint 70 km, permet aux formations mécanisées de s'y déployer facilement. En 1980, une appréciation écrite des conséquences d'un engagement nucléaire dans le secteur du corps précise que «notre terrain [...] est très défavorable. En effet, quatre projectiles nucléaires seulement permettraient d'isoler complètement le corps d'armée de campagne 1 du corps d'armée de montagne 3. Il suffit [...] de les engager à Chillon, Broc, Gruyère, Wimmis.»³

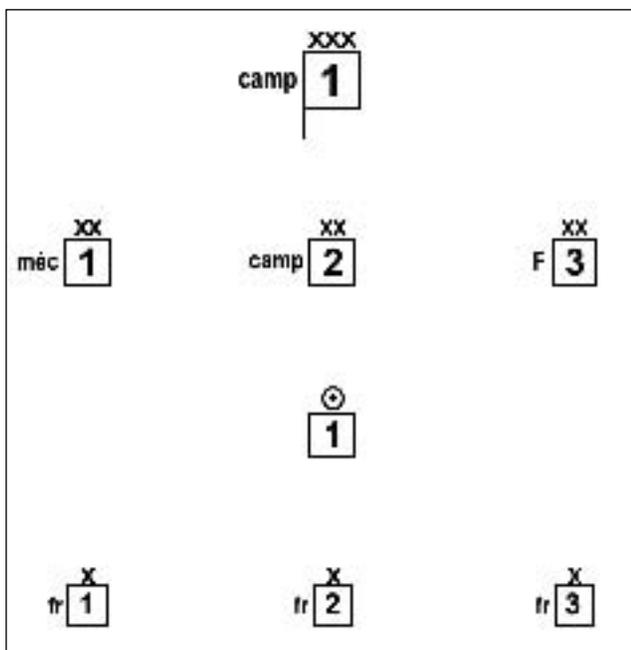


Fig. 52 : Ordre de bataille du corps d'armée de campagne 1.

Coopération ou défense autonome ?

Depuis le début du XX^e siècle et jusqu'à la fin de la Guerre froide, une question fondamentale se pose à la Suisse située au centre d'une Europe belliqueuse. Les Etats voisins, lorsqu'ils se trouvent en guerre les uns contre les autres, risquent de l'envahir en engageant de gros moyens. L'armée du petit Etat neutre, inférieure en armements et en équipements si ce n'est en effectifs, aurait-elle des chances de stopper l'envahisseur, voire de le reconduire à la frontière? En d'autres termes, une défense autonome est-elle crédible? Faut-il compter sur l'aide de l'ennemi de l'envahisseur? Des conversations d'états-majors, destinées à planifier une aide en cas d'invasion, partant à réduire les délais d'une collaboration effective, sont menées avec les Allemands, les Autrichiens et les Français avant et pendant la Première Guerre mondiale, avec les Français depuis 1936 jusqu'en mai 1940. Les Allemands vont découvrir le dossier de ces discussions en été 1940 à La Charité-sur-Loire...

Dès lors les responsables politiques et militaires suisses craignent comme la peste de telles *conversations*, ils apparaissent tétanisés par le « syndrome de La Charité-sur-Loire »! ⁴ Selon la *Conduite des troupes*, approuvée par le Conseil fédéral le 26 décembre 1951, « on ne saurait guère imaginer une guerre dans laquelle notre pays puisse être [...] entraîné en dehors d'une conflagration générale entre les grandes puissances [...]. Il n'empêche que l'on commettrait une grave erreur en tablant sur un appui extérieur, incertain au triple

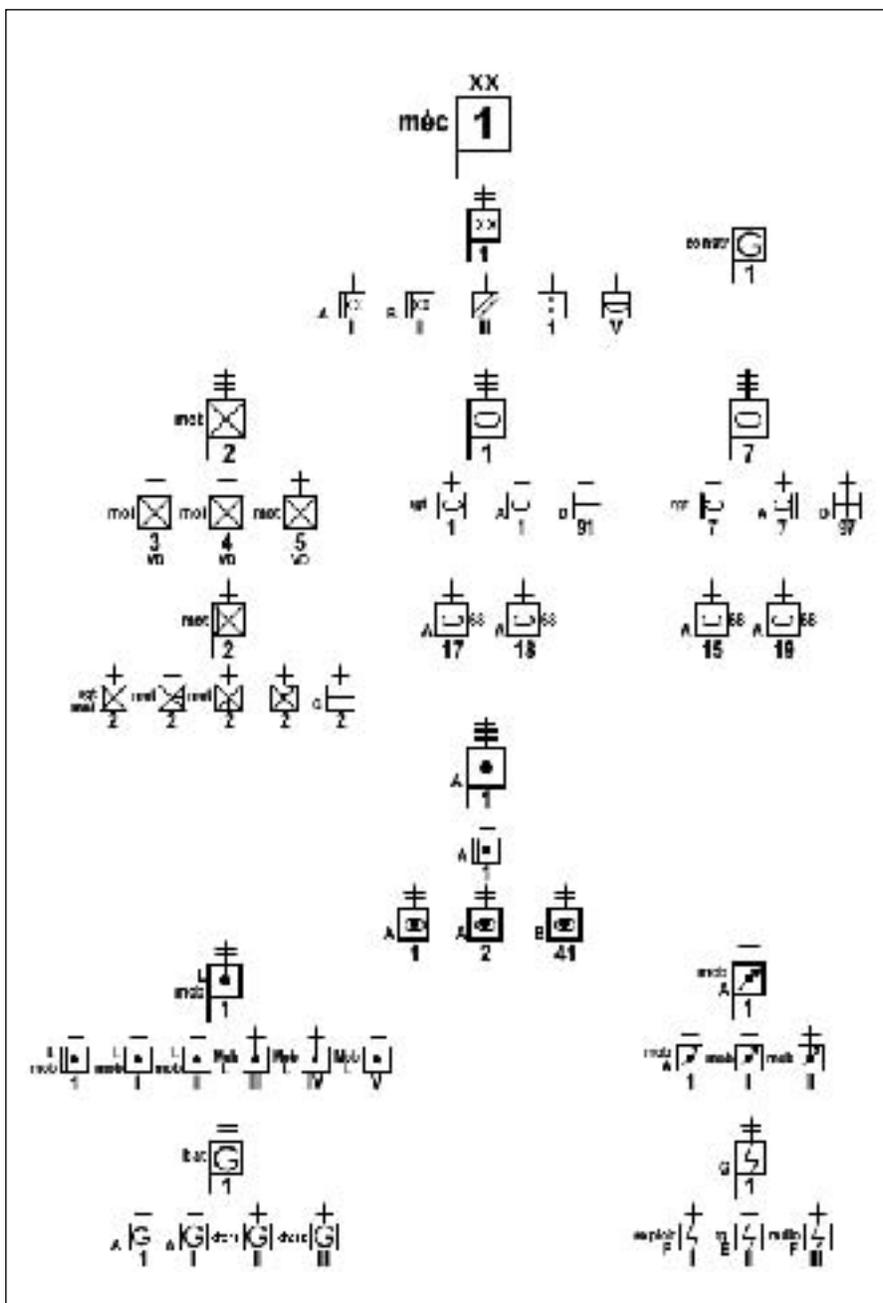


Fig. 53: Ordre de bataille de la division mécanisée 1 (état au 1.1.1990).

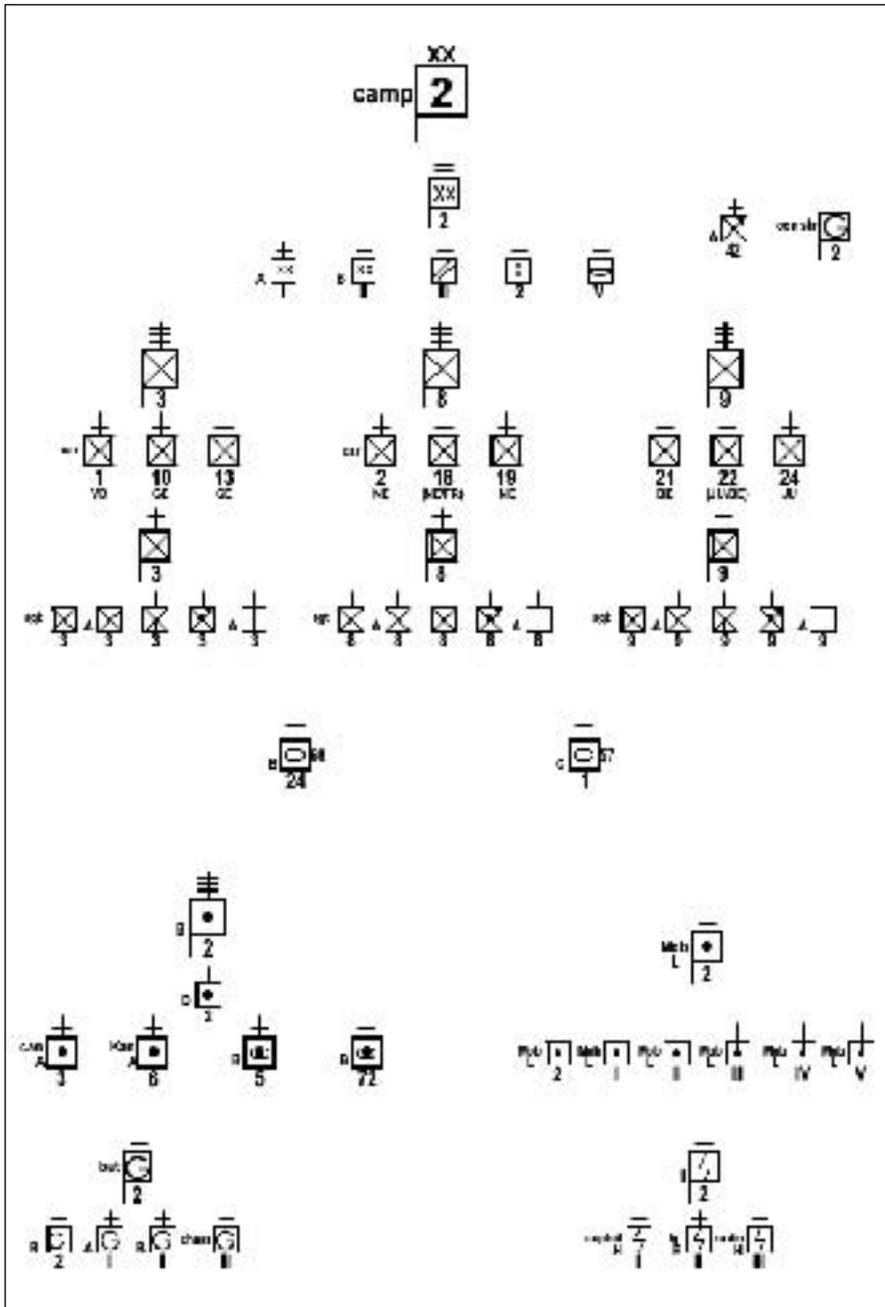


Fig. 54: Ordre de bataille de la division de campagne 2 (état au 1.1.1986).

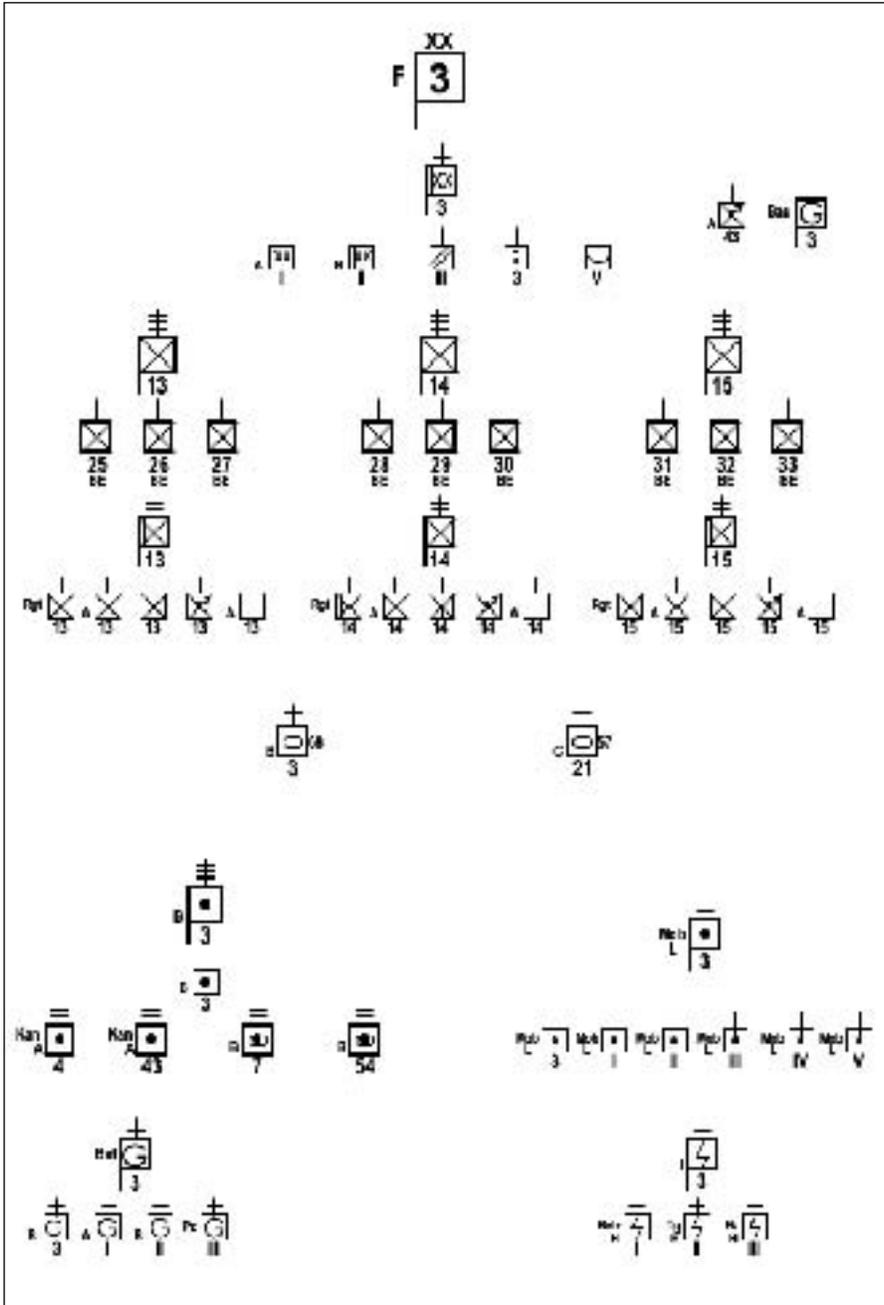


Fig. 55: Ordre de bataille de la division de campagne 3 (état au 1.1.1986).

point de vue de ses délais, de son étendue et de son efficacité, et qui peut ne pas être sans danger pour notre indépendance. Aussi bien notre armée doit-elle être apte à se défendre seule, même contre un ennemi qui lui serait de beaucoup supérieur. A cet effet, notre terrain est notre meilleur allié. [...] Pour cela, l'armée doit pouvoir compter sur le soutien entier d'un peuple et d'autorités animés d'une volonté de résistance et d'un amour de la liberté, au mépris des sacrifices qui pourraient en résulter.» Ce principe restera de mise, longtemps après l'abrogation de ce règlement!

Les archives du Bureau du corps d'armée de campagne 1, dépouillées dans les années 1990, révèlent pourtant des réflexions menées, dès les années 1960, concernant une collaboration avec l'OTAN ou un Etat voisin, en cas d'offensive du Pacte de Varsovie, une hypothèse qui n'apparaît pas dans les scénarios d'exercices. Roch de Diesbach, qui commande le corps d'armée de campagne 1 de 1968 à 1971, fait étudier une telle solution durant l'exercice «NIKLAUS» en 1968, qui concerne le saillant de Genève. Les documents prévoient une jonction avec les troupes françaises, voire celles de l'OTAN ainsi qu'un élargissement au-delà de la frontière des secteurs tenus par les troupes suisses. Ils parlent «d'allié potentiel» en collaboration avec lequel on établirait un dispositif défensif. Une solution similaire est prévue pour l'Ajoie... En 1977, la situation générale de l'exercice des états-majors du corps d'armée de campagne 1 précise que l'aile gauche du front Nord du Pacte de Varsovie pousse sur le Plateau en direction de Genève. «Une alliance entre la Suisse et les forces de l'OTAN n'a pas encore été conclue», mais on peut espérer que l'OTAN engage des armes nucléaires au profit des forces suisses. Au début des deux exercices «EPERON» de la brigade frontière 2 en 1985, les forces du Pacte de Varsovie ont atteint le Rhin en dix jours. Elles poussent en France, le long de la frontière suisse en direction de Lyon et pourraient s'emparer de l'aéroport de Cointrin. On reprend l'hypothèse d'une intervention au-delà de la frontière, mais l'introduction écrite précise que «le cas de la jonction ne peut être étudié que dans ses grandes lignes», car on ne connaît pas «les hypothèses opératives du commandement de l'armée.»⁵

Ce n'est que dans les années 1990, après la disparition de l'Organisation du Pacte de Varsovie et l'implosion de l'Union soviétique que la *Conduite opérative (COp 95)* admet «les préparatifs en vue d'une collaboration avec des armées étrangères, pour des engagements opératifs de sûreté ou pour la défense.»⁶ Le corps d'armée de campagne 1 participe à deux exercices franco-suisses, «LÉMAN 97» et «LÉMAN 99», qui ne traitent que de collaboration transfrontalière dans le domaine de la sauvegarde des conditions d'existence.

Menace et planification opérative à travers exercices et manœuvres

Dans l'Armée 61, de nombreux arguments plaident en faveur d'une planification opérative poussée. L'analyse du terrain, l'étude des moyens et des procédés de combat de l'ennemi potentiel⁷ permettent de se faire une idée précise de ses possibilités. D'autre part, un dispositif de combat, élaboré en temps de paix après évaluation de toutes les solutions possibles, est meilleur qu'un dispositif décidé sous la pression des événements. Les planifications au niveau armée, périodiquement mises à jour, sont examinées de façon critique par les corps d'armée et les divisions; elles sont testées dans des exercices d'états-majors, des exercices de troupe et des manœuvres.⁸ On va jusqu'à estimer le nombre quotidien de morts et de blessés!⁹

Malgré des recherches aux Archives fédérales à Berne, il n'a pas été possible pour l'instant de mettre la main sur les plans d'opération et les ordres d'engagement du corps d'armée de campagne 1, valables dans la période 1970-1990. Pour connaître dans leur grande ligne les planifications, force est donc de se reporter sur les manœuvres, les exercices de troupes, les exercices d'états-majors. En principe, leurs scénarios et leurs ordres d'engagement reprennent des cas prévus dans les planifications stratégiques, opératives et tactiques. Ces documents sont d'autant plus intéressants que ces collections d'ordre comprennent les annexes habituelles aux ordres d'opération.¹⁰ Selon Edwin Stettler, commandant du corps d'armée de campagne de 1979 à 1986, les exercices, en particulier les manœuvres de corps ont pour «but de tester un certain nombre de dispositifs défensifs, [de] vérifier l'exécution de mesures planifiées, comme les ripostes.»¹¹

Pour les formations directement subordonnées au corps d'armée de campagne 1, nous avons privilégié les exercices de la division mécanisée 1, le fer de lance en main du commandant de corps, qui lui permet de rétablir une situation compromise, voire de prendre l'initiative.

Il n'en reste pas moins que, dans l'instruction et les exercices de troupe, le combat antichar de l'infanterie reste une priorité. Dans la première moitié des années 1970, les exercices «ALTERNO», échelonnés dans le temps, concernent les trois bataillons du régiment d'infanterie motorisée 2 et le régiment de chars 7. Chacun des bataillons de fusiliers aménage et creuse sur la place d'armes de Bure un dispositif de défense dans le cadre de la défense combinée. Un bataillon de chars attaque les fantassins dans un terrain qui n'est pas favorable aux mécanisés. Paradoxalement, l'ensemble de la place d'armes de Bure est un terrain «Infanterie»! Le bataillon jaune est panaché et a constitué une compagnie d'exploration formée de deux sections de chars et d'une section de grenadiers de chars, afin de faire de l'exploration en force. Tous les blindés et une partie des armes collectives des fusiliers sont équipés de simulateurs *Solartron*¹² qui permettent à la direction d'exercice d'établir, d'une manière crédible, un tableau des pertes. Lors des trois exercices «ALTERNO», ce sont les fantassins qui l'emportent.

Nom de code	Année	Type d'exercice	Troupe/état-major	Thème
NIKLAUS	1968	exercice des états-majors CA camp 1		
ALTERNO	1976-1980	exercice de troupe	rgt chars 7 - rgt inf mot 2	défense antichar d'un bataillon de fusiliers motorisés
JOMINI	1976	manœuvres de corps		actions « Spetznaz », défense des stationnements
	1977	exercice des états-majors CA camp 1		cas « Sud-Ouest », fin de riposte
BATIK	1977	exercice de troupe	rgt chars 1	cas « Sud-Ouest », fin de riposte
CIPAYE	1977	exercice de troupe	rgt chars 7	cas « Sud-Ouest », fin de riposte
	1980	manœuvres de corps		cas « Nord-Est »
CONCORDE	1982	exercice de troupe		
	1983	manœuvres br fr 3		
PLUTON	1984	exercice d'état-major	cours tactique I-B div mec 1	réserve d'armée
CASSIUS	1984	manœuvres de corps	div mec 1 - F Div 3	cas « Nord-Est », aéroportage stratégique
	1985	séminaire opératif	EM niveaux armée et corps d'armée	surprise stratégique, interventions au-delà de la frontière
ARCOLE	1985	exercice d'état-major	EM bat G 1	
LOUTRE	1985	exercice d'état-major	EM rgt G 1	passage CR - engagement
FOUINE	1985	exercice d'état-major	EM rgt cyc 4	défense combinée
DYNAMITE	1985	exercice des états-majors CA camp 1		cas « Nord-Est »
EPERON	1985			
MUSTANG	1986	exercice d'état-major	EM rgt chars 1 EM rgt chars 7	passage CR - engagement, réorganisation en fin de riposte
PYTHON	1986		rgt art 1	
EDELWEISS	1987	exercice d'état-major	EM div mec 1	
MOBLOT	1987	exercice d'état-major	place mob 108	mobilisation perturbé
FREGATE	1987	exercice de troupe	rgt G 1	
SATURNE	1987			
SCORPIO	1987			
BOLERO	1988			
CONCORDE	1988	manœuvres CCF CA camp 1		
MOBILE	1988	exercice des états-majors CA camp 1		cas « Ouest », passage CR-engagement, aéroportages opératifs
CASTOR	1989	exercice de troupe	bat G 21 + 3 bttr DCA	
POLLUX	1989	exercice de troupe	Pont Bat 25 + 3 bttr DCA	
ARES	1989	exercice d'état-major	EM br fr 2	cas « Ouest »
OBERON	1990	manœuvres	br fr 2	cas « Ouest »
GRIBEAUVAL	1990			
PASSACAILLE	1990	exercice d'état-major	EM rgt inf mont 2	régiment d'intervention, cas de mobilisation partielle
PICPUS			rgt art 1	
PROTEUS			rgt art 1	

Tablelle 2: Quelques exercices au corps d'armée de campagne 113.

D'où vient l'ennemi ?

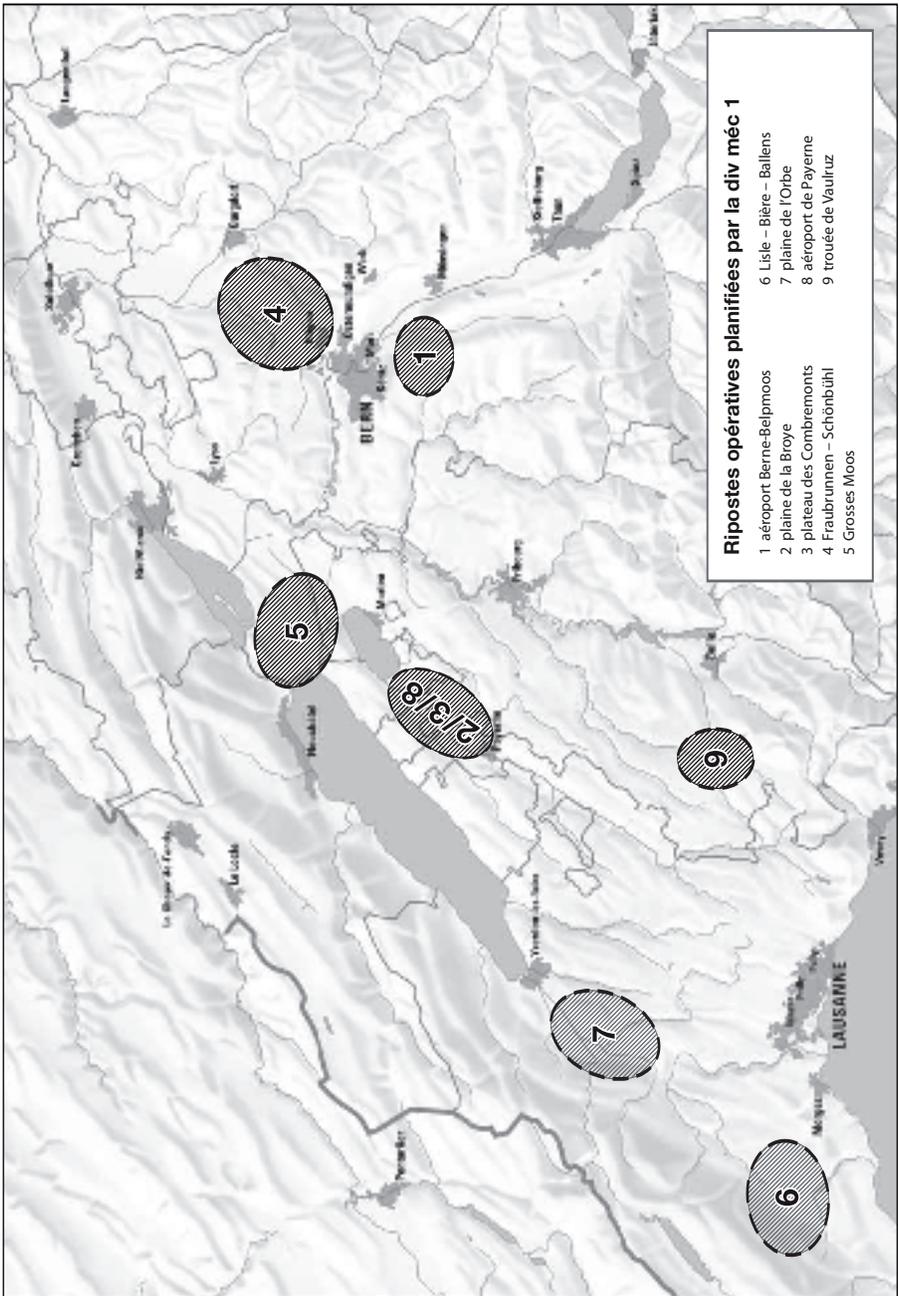
Le corps d'armée de campagne 1, entre 1962 et 1994, regarde en priorité vers l'Ouest. Quels scénarios sous-tendent ses plans d'opération, ses manœuvres et ses exercices ? Les troupes du Pacte de Varsovie, après avoir submergé le territoire français et atteint en une vingtaine de jours la Normandie et les côtes de l'Atlantique,¹⁴ cherchent à régler le cas de la Suisse par une offensive à travers sa frontière Ouest. Trois fuseaux d'attaque entrent en ligne de compte. Le plus ouvert se trouve entre Genève, Lausanne et Berne, mais le plus court, sur lequel des actions aéroportées se justifieraient, passe par Pontarlier et Neuchâtel. Le troisième part de Montbéliard via Porrentruy pour arriver à Bienne et à Soleure. Dans ces hypothèses, le 1^{er} corps, exploitant son terrain le plus fort, engage d'importants moyens très en avant, de Genève jusqu'à Laufen.

Mais pour le 1^{er} corps, la menace ne vient pas seulement de l'Ouest ; l'adversaire peut venir du Nord-Est, ce qui, au niveau stratégique, apparaît comme l'hypothèse la plus vraisemblable. Des forces du Pacte de Varsovie, ayant franchi la frontière suisse à l'Est, au Nord-Est ou au Nord, ont comme objectifs opératifs Berne, Genève avec son aéroport et ses institutions internationales, les aérodromes de Payerne, du Belpmoos, voire de Granges, le Grosses Moos, la plaine de l'Orbe, le plateau des Combremonts. Elles tentent de se frayer un passage à travers le Plateau pour déboucher en France, le fuseau le plus facile passant par Langenthal, Berne et Fribourg. Le 1^{er} corps fait alors front au Nord-Est, avec effort principal sur l'Emme. Le Général peut, dans ce cas, lui ordonner de céder des moyens à d'autres corps. Quoique planifié et exercé, ce changement de front nécessite du temps. Si l'attaque venait simultanément du Nord-Est et de l'Ouest, il s'agirait d'adopter un dispositif assurant une conduite opérative cohérente et durable avec, éventuellement, des renforts accordés par le Commandant en chef.

Voilà pourquoi Edwin Stettler estime que ses états-majors doivent avoir une « tête de Janus », car ils *jonglent* beaucoup plus que leurs homologues des autres corps d'armée.¹⁵ En 1985, le scénario de l'exercice « FOUINE » de l'état-major du régiment de cyclistes 4 indique que les forces du Pacte de Varsovie, qui cherchent à traverser le territoire suisse, ont atteint la ligne Koblenz – Bodensee à J + 21, la ligne Aare – Brugg – Mutschellen – Zurich à J + 28, la ligne Vosges – Belfort – saillant d'Ajoie à J + 29.

Entre 1962 et 1994, les missions du corps restent identiques. Dans la zone frontière, il couvre la mobilisation et la concentration de l'armée. Avec le temps, ses brigades frontière 1, 2, et 3 disposent d'engins antichars Dragon, de lances-mines bitubes de forteresse, de nombreux postes de commandement et d'abris enterrés. Le chargement, déjà en temps de paix, des ouvrages minés et l'adaptation des barrages antichars, nécessités par l'évolution du réseau routier,¹⁶ renforcent également l'aptitude au combat de ces « Grandes Unités opératives de barrage. »¹⁷

Le corps barre les axes conduisant au Plateau, sur lequel il mène la défense combinée grâce à une succession de positions d'arrêt. Ses ripostes opératives planifiées (voir carte 17) visent à détruire l'ennemi qui se serait avancé entre les points d'appui de l'infanterie.



Carte 17: Ripostes opératives planifiées par la division mécanisée 1.



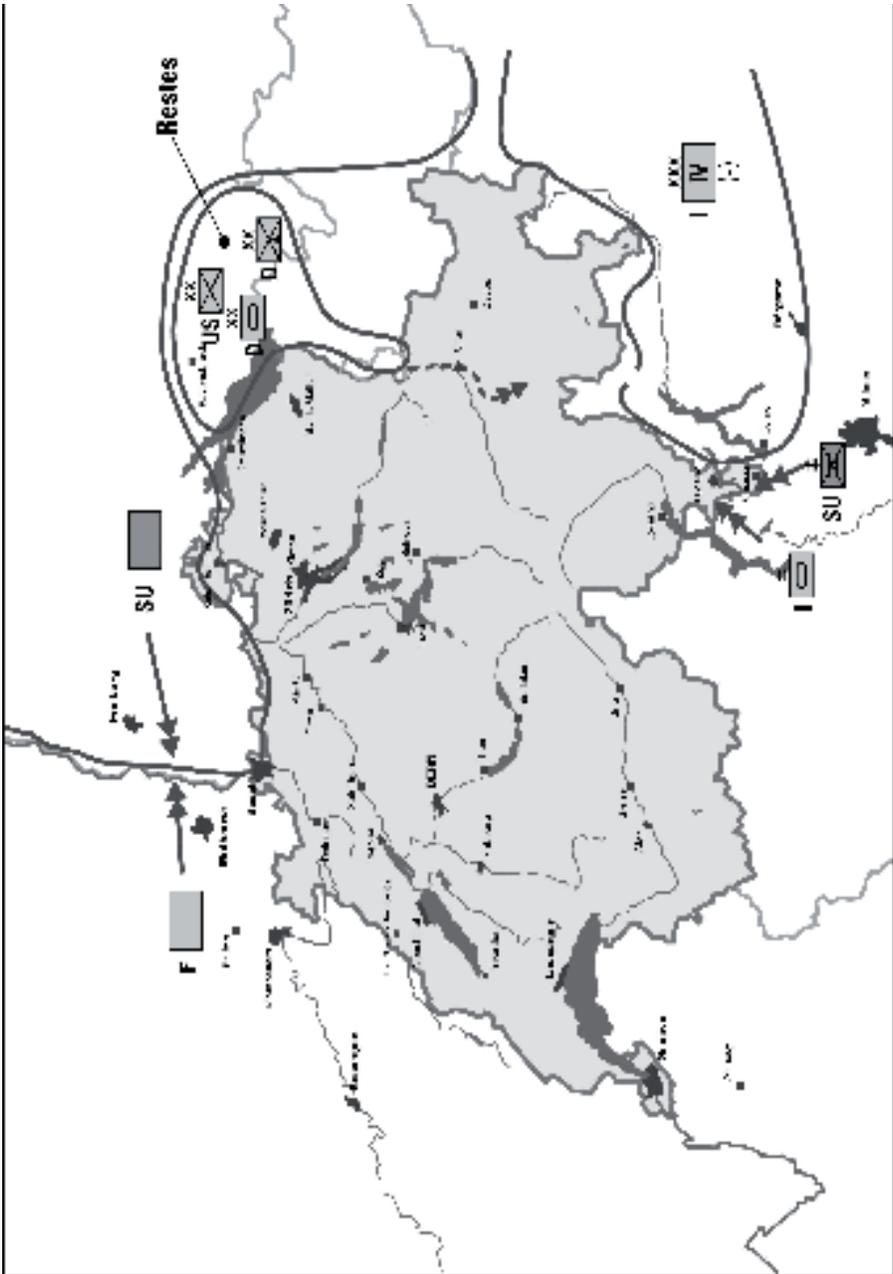
Fig. 56: Le Cdt C Edwin Stettler, commandant du CA camp 1 (1979-1986).

Il s'oppose à des actions aéroportées de grande envergure sur les arrières des deux autres corps du Plateau. Il peut recevoir l'ordre de fournir, entre autres, le régiment de chars 7 comme élément d'une réserve d'armée, qui n'existe pas dans l'Armée 61. Une telle ponction ne lui laisserait pas les moyens d'assurer sa liberté d'action, ce qui nécessiterait une adaptation de sa mission.

Il peut assurer le maintien de l'ordre, en temps de paix comme en période de service actif: il l'a fait à l'aéroport de Cointrin en 1970-1971, lorsqu'on craignait des actions terroristes, à la conférence de Genève sur la Palestine en 1983, au sommet Reagan - Gorbatchev en 1985, à la rencontre Clinton - Assad en 1994. Le commandant de la zone, puis de la division territoriale 1 porte la responsabilité militaire de ces opérations.

A cause de la menace, de l'étendue du secteur, les ripostes prennent au 1^{er} corps des aspects spécifiques. Il faut mettre en place des formations d'interventions opératives capables, si elles bénéficient d'une couverture aérienne, d'intervenir à des distances de 10-15 km. Les officiers des deux autres corps de campagne, dont les ripostes dépassent rarement 5-7 km, ne comprennent pas toujours ces conditions particulières et la tactique qu'elles imposent. Au corps d'armée de campagne 1, les exercices révèlent une unité de vue à tous les niveaux concernant les menaces que les forces du Pacte de Varsovie font planer sur la Suisse. On a l'impression que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les scénarios des exercices au niveau corps d'armée de campagne 1 et division mécanisée 1 correspondent en gros aux situations et aux mesures envisagées dans la seconde moitié des années 1980 par le chef de l'instruction opérative, le divisionnaire Gustav Däniker junior, qui préconise une défense militaire garantissant au maximum le seuil de protection contre les agresseurs. Des forces terrestres fortes et modernes, avec une défense conséquente de l'espace aérien, doivent en être les garantes. Il considère que la *Conduite des troupes* de 1969 et le *Rapport de politique de sécurité* de 1973 du Conseil fédéral indiquent la voie à suivre. Il lui apparaît de plus en plus difficile de différencier les menaces intérieures et extérieures. Il remarque une imbrication croissante du civil et du militaire en dessous du seuil de la guerre conventionnelle. L'action de quelques terroristes présenterait les plus grands défis à la société suisse.

Le séminaire opératif 1985 envisage des interventions au-delà de la frontière, la couverture de la mobilisation par des formations mécanisées (troupes d'intervention), des parades contre la surprise stratégique, des actions dans le flanc et les arrières de l'envahisseur.



Carte 18: Situation initiale de l'exercice opératif 1987 dirigé par le sous-chef d'état-major Instruction opérative, le divisionnaire Gustav Daniker jr.

En 1987, Gustav Däniker choisit comme base de l'exercice opératif de l'état-major du corps d'armée de montagne 3 une hypothèse concernant une variante «Suisse» des opérations du Pacte de Varsovie. Il en va de même dans l'exercice de défense générale joué en novembre 1988, qui occupe une place toute particulière dans les planifications de l'Armée 61. Durant cinq jours, tous les états-majors supérieurs, depuis ceux des brigades jusqu'à celui de l'armée, ainsi que des organisations civiles sont mis à contribution. La première phase, qui débouche sur l'offensive du Pacte de Varsovie contre l'Europe occidentale, commence par une période de tensions militaires, de problèmes politiques et civils, qui sont traités à fond et en temps réel. Au début de la deuxième phase (voir carte 18):

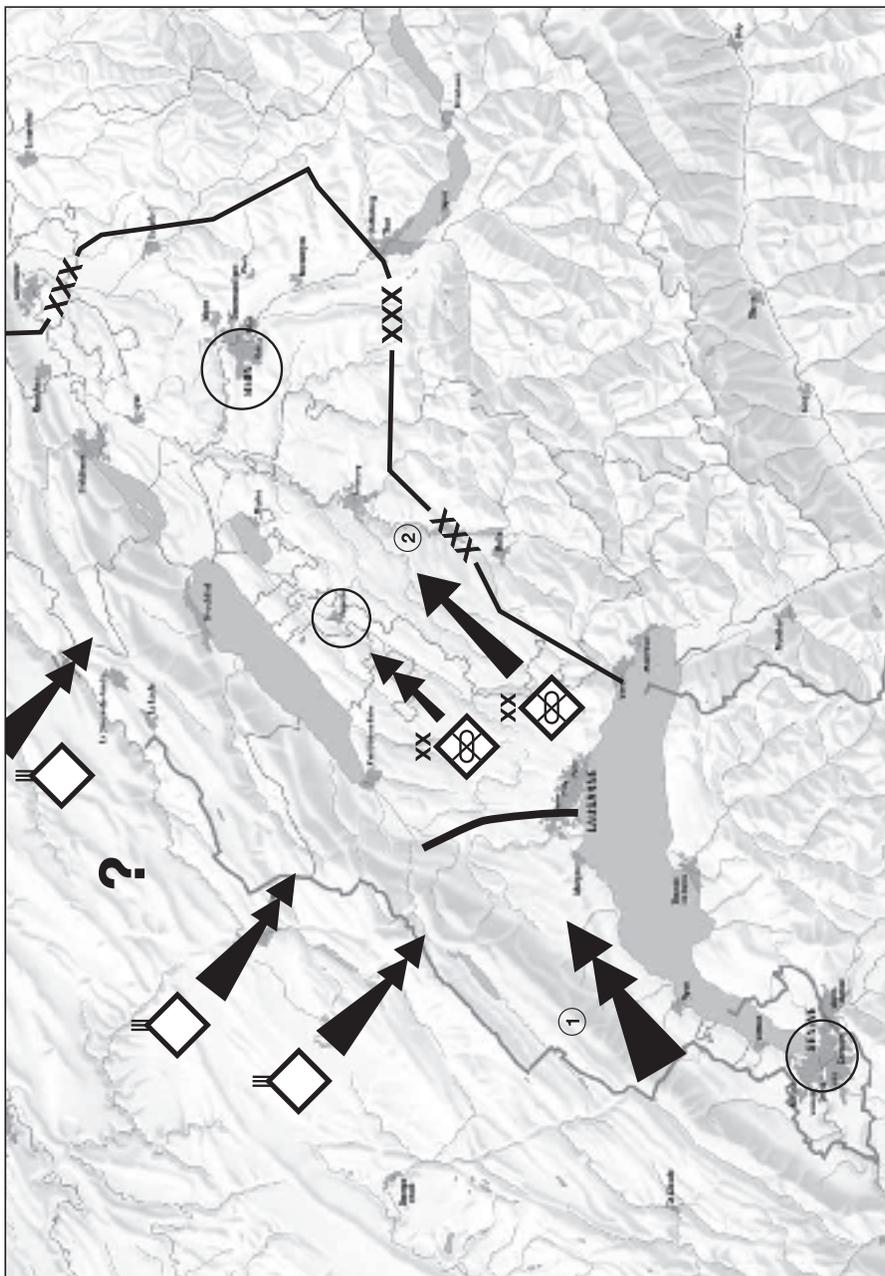
- Au Nord, les forces du Pacte ont atteint le Rhin, mais leur avance a été stoppée. Cette situation accentue le danger d'un contournement par le nord de la Suisse du dispositif de l'OTAN et des forces françaises en Allemagne du Sud. L'arrivée dans le secteur des 13^e et 28^e armées soviétiques rend plus vraisemblable cette hypothèse (l'attaque à travers le Rhin sera déclenchée dans la phase suivante).
- Au Nord-Est, des éléments du 2^e corps allemand et des forces américaines se trouvent isolés en Bavière; le corridor en direction de la frontière suisse est encore ouvert.
- Au Sud, le 4^e corps italien se trouve isolé par le Front du Danube qui pousse dans la plaine du Pô.
- Aucun tir nucléaire n'a eu lieu, mais l'arme chimique a été massivement utilisée.

La Suisse risque de se trouver face à des exigences de libre passage à travers son territoire, aussi bien de la part de l'OTAN que du Pacte de Varsovie!

La situation générale des exercices tactiques, joués à la fin juin 1946 par les cours d'officiers II de la 2^e division commandée par le colonel divisionnaire Marcel Montfort, donne à penser qu'au 1^{er} corps d'armée en tout cas, les scénarios de certains exercices correspondaient déjà aux situations envisagées, quarante ans plus tard, par le divisionnaire Däniker. Il y aurait donc des constantes.¹⁸

Problèmes intérieurs

Lorsque commence l'exercice «PASSACAILLE» de l'état-major du régiment d'infanterie motorisée 2 en 1990, Moscou a fait intervenir massivement ses forces armées afin de réprimer l'opposition dans les pays-satellites. Des divergences se manifestent parmi les pays membres de l'OTAN, en relation avec les difficultés politiques, économiques et sociales consécutives à l'afflux massif de réfugiés venus de l'Est. Les pays du Sud s'opposent à ceux du Nord qui ne veulent aucun incident diplomatique avec le bloc communiste. Un bouleversement se produit, les satellites de l'Union soviétique récupèrent leur liberté et leur indépendance, mais restent militairement intégrés au Pacte de Varsovie. Les partis communistes doivent lâcher du lest, perdant dans la foulée leurs privilèges. En revanche, l'Union soviétique recourt à la force armée à l'intérieur de son territoire, pour réprimer des mouvements indépendantistes ethniques. Moscou accuse l'OTAN de soutenir les



© 2009, FST A. M/Géo-Kartographie, 3003 Birm

Carte 19: Situation ennemie lors de l'exercice «CIPAYE» en 1977. Les forces françaises ont déclenché une offensive contre le flanc Sud de leur adversaire et franchissent la frontière suisse, notamment dans le Genevois, par les cols du Jura vaudois et neuchâtelois.

«terroristes» et manifeste des intentions agressives contre l'Europe de l'Ouest, cherchant à camoufler ses difficultés intérieures, à resserrer la fibre patriotique de ses populations. Du côté de l'OTAN, les décisions communautaires, tant intérieures qu'extérieures, sont mal acceptées: les Etats jouent leurs propres cartes. L'«esprit de Munich», le «syndrome des années 1938-40» semblent resurgir.

Conséquence de la votation fédérale sur «une Suisse sans armée» en novembre 1989, les manifestations pacifistes, les attentats contre des installations militaires se multiplient, sans que leurs auteurs puissent être identifiés. De nombreux soldats, qui ont reçu un ordre de marche, n'entrent pas en service ou contestent les ordres. Le Conseil fédéral et le Parlement n'ont pas encore décidé de la politique à suivre, créant une incertitude dans l'ensemble du pays. Différents groupements extrémistes ont beau jeu d'envenimer la situation. Le pays semble coupé en deux: des manifestations quotidiennes en faveur de l'Est et de l'Ouest conduisent souvent à des affrontements. Le régiment d'infanterie motorisée 2, auquel est subordonné le groupe d'obusiers 27, effectue sa première semaine de cours de répétition, il est régiment d'intervention.

Cas «Sud-Ouest»

En 1977, les formations des régiments de chars 1 et 7 font les exercices «BATIK» et «CIPAYE» dirigés par la division mécanisée 1. Les forces du Pacte de Varsovie ont franchi le Rhin et les Vosges et atteint la ligne Dijon – Besançon. Le 10 juin, le Conseil fédéral a décrété la mobilisation générale. Le 15 à l'aube, les forces françaises déclenchent une offensive contre le flanc Sud de leur adversaire et franchissent la frontière suisse, notamment dans le Genevois, par les cols du Jura vaudois et neuchâtelois (voir carte 19). Malgré la résistance des brigades frontière 1 et 2, elles atteignent, le 20 juin à l'aube, les crêtes du Jura dans le secteur de la Vue des Alpes, la plaine de l'Orbe et la Mentue. Elles ont fait un large usage de toxiques chimiques fugaces, mais renoncé, probablement à cause de la configuration du terrain, à utiliser des armes nucléaires.¹⁹ Ces forces peuvent pousser en direction du Grosses Moos – Fribourg – Berne, et créer une brèche dans le dispositif de la division de campagne 3. Elles peuvent également s'emparer des plaines de la Broye et/ou du Grosses Moos par des actions de la 3^e dimension combinées avec leurs actions terrestres.²⁰

Les manœuvres «CASSIUS» du corps d'armée de campagne 1 en 1984 sont centrées sur l'opération d'une division aéroportée soviétique dans la région de Payerne et de la Broye. Au Nord, les armées du Pacte de Varsovie, après avoir consolidé leurs positions à la fin de l'été, ont repris leur progression et atteint sans trop de peine le Rhin entre Köln et Frankfurt, puis la ligne Frankfurt – München. Des forces du Pacte, venant de la Méditerranée, sont bloquées devant Belfort.

Cette situation incite le commandement du Pacte à exiger le libre passage par le Plateau, ce qui lui est refusé. Il prend alors la décision de «libérer» la Suisse par la force. Le 15 novembre, ses éléments de tête se trouvent sur une ligne Vallorbe – Saint Prex; le



Fig. 57: Les troupes d'infanterie, qui assurent la défense statique dans le cadre de la défense combinée, disposent de nombreuses mitrailleuses 51...



Fig. 58: Pour elles, comme pour les troupes mécanisées, les transmissions sont d'une importance vitale. L'infanterie peut encore compter sur les réseaux de téléphone de campagne.

19 novembre, ils atteignent la ligne Noiraigue – Yverdon – Echallens – Lutry et lancent une action aéroportée de la valeur d'un bataillon sur le plateau des Combremonts, qu'une riposte de la division mécanisée 1 réduit à néant. Pour accélérer le mouvement, la 2^e Armée, qui conduit l'offensive, reçoit en renfort la 3^e division aéroportée. Son prochain objectif est Berne – Soleure, son objectif suivant le lac de Constance – Schaffhouse, son but opératif étant la jonction avec les forces amies venues du nord de la Suisse. Le commandant de la 2^e Armée veut engager la division aéroportée pour fixer la division mécanisée qui lui barre le fuseau Fribourg - Berne.

Mission de la 3^e division aéroportée

- établit à l'aube du 20 novembre une tête de pont dans le secteur nord-est de la ligne Estavayer-le-Lac – Aumont – Middel – Chénens – Ecuwillens entre le lac de Neuchâtel et l'autoroute (exclue);
- facilite la progression des divisions poussant par voie terrestre du Sud-Ouest en direction de Berne – Soleure jusqu'à la ligne Aar – canal du Hagneck;
- s'empare de l'aérodrome de Payerne.

Le commandant de division a scindé ses forces en deux groupements de combat disposant chacun de ses propres appuis, car il considère que des actions coordonnées à l'échelon de la division ne sont pas possibles dans la phase suivant immédiatement l'atterrissage.

Cas «Ouest»

Les manœuvres «OBERON» de la brigade frontière 2 en 1990 commencent dans le contexte d'une situation politique tendue en Europe. En France, des élections générales anticipées ont amené au pouvoir une coalition qui se propose de «dépasser la politique des blocs». ²¹ Le nouveau Gouvernement a signé hâtivement un traité d'amitié avec les Etats membres du Pacte de Varsovie, alors qu'éclatent sur son territoire de graves troubles provoquant la mort de plusieurs centaines de personnes ainsi qu'une situation de guerre civile et d'anarchie. Les grandes unités françaises stationnées à l'étranger sont rappelées sur le territoire national, les forces armées françaises apparaissent profondément divisées, plusieurs unités s'opposent ouvertement au Gouvernement, des officiers de haut rang ont été arrêtés. Des attentats sanglants contribuent à l'instauration d'un climat de terreur. Dans le plus grand désordre, des milliers de réfugiés, font mouvement vers les pays limitrophes. La République fédérale d'Allemagne et l'Italie, qui ne sont pas épargnées par des troubles graves, ont rappelé des réservistes et ont signé un accord secret de coopération militaire. En Europe de l'Est, d'importantes manifestations d'hostilité aux régimes en place se produisent, alors que les manœuvres des forces du Pacte de Varsovie, sur la frontière occidentale, sont prolongées sans indication de délai et portent sur des formes de combat offensif. Elles précèdent deux offensives simultanées contre l'Europe occidentale...



Fig. 59: Lors d'une visite à la division mécanisée 1, le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, chef du Département militaire fédéral, accompagné du divisionnaire Bernard Chatelan, s'entretient avec un chef de section. C'est Jean-Pascal Delamuraz qui a fait passer aux Chambres l'acquisition de 380 chars de combat *Léopards 2*...

Au Nord, l'OTAN tient sur la ligne Ulm – Stuttgart – Frankfurt, affirmant sa détermination à engager l'arme nucléaire, si ses lignes de défense venaient à être percées. Au Sud, les forces du Pacte ont traversé la Yougoslavie et obtenu, suite à un chantage nucléaire, le libre passage à travers l'Italie du Nord. Deux divisions de fusiliers motorisés ont opéré leur jonction dans la région Lyon – Grenoble – Valence, avec les troupes françaises restées loyales au nouveau Gouvernement. Ces forces, qui combattent en commun les formations entrées en sédition, se trouvent sur la ligne Dôle – Mâcon – Lons-le-Saulnier. Leurs avions survolent à basse altitude le territoire suisse, bombardent les axes routiers et ferroviaires des régions de Sainte-Croix et d'Yverdon. Plusieurs installations de conduite et de communication du Canton de Neuchâtel font l'objet de sabotages. Exploration terrestre intensive entre Les Brenets et Le Brassus. Le Conseil fédéral a déclenché les cas de mobilisation partielle «111 + 26», ainsi que «CAPO ZERO».

Cas «Nord-Est»

Durant le cours tactique I-B de la division mécanisée 1 en 1984, l'exercice «PLUTON» commence avec la chute de plusieurs gouvernements en Europe de l'Ouest et de nouvelles alliances qui représentent une menace grave pour la Suisse. Les tensions Est-Ouest se sont aggravées à l'occasion de manœuvres de l'OTAN à la frontière inter-allemande. Des divergences au sein de l'alliance rendent la situation encore plus confuse, alors que la France, pour l'instant isolée, peine à maintenir l'ordre sur son territoire. Après l'ouverture des hostilités, les forces du Pacte de Varsovie ont rapidement occupé une partie du territoire de la République fédérale d'Allemagne, mais leur poussée a pu être stoppée. Comme l'indiquent les survols constants du territoire suisse, elles pourraient contourner le dispositif de l'OTAN en passant par le Plateau.

Le Conseil fédéral a décrété la mobilisation générale le 1^{er} avril 1984. A J + 3, l'armée se trouve dans son dispositif de combat de base. De J + 30 à J + 40, les forces du Pacte ont attaqué la Suisse sur un large front et ont atteint, après de violents combats contre les troupes du corps d'armée de campagne 4, la ligne Bülach – Winterthur – Wil. Le corps d'armée de campagne 2 s'attend à faire face à l'ennemi successivement ou simultanément sur deux fronts.

Le dispositif et les missions prévus initialement dans l'exercice «DYNAMITE» des états-majors du corps d'armée de campagne 1 en 1985 donne une idée de la planification concernant l'engagement des divisions du 1^{er} corps et des ripostes opératives en cas d'engagement «Nord-Est». L'ennemi peut engager 4 à 5 divisions de fusiliers motorisés entre le pied du Jura et le Napf et 2 à 3 divisions de fusiliers motorisés à travers le Jura.

Le corps d'armée de campagne 1 interdit une poussée ennemie de l'Est et du Nord-Est à travers son secteur, interdit la prise de Berne, domine le secteur Bucheggberg – Aarberg – Zollikofen – Burgdorf et le Grosses Moos, empêche, en collaboration avec les troupes d'aviation et de DCA, que l'aérodrome militaire de Payerne tombe en mains ennemies, assure le mouvement des formations mécanisées dans le cadre des décisions réservées.

Le commandant de corps veut faire effort principal dans la partie Est de son secteur, interdire à l'ennemi de pénétrer dans la ville fédérale, dans le Grosses Moos et la Basse Broye, assurer l'engagement de la réserve d'armée. A cet effet, il mène la défense combinée à l'échelon du corps et à celui des divisions. S'appuyant sur le dispositif des brigades de combat, il engage les deux divisions de campagne de front, dès la limite Est du secteur et la division mécanisée au centre du dispositif, barre les axes principaux à travers le Jura et y assure le maintien de la neutralité.²²

3.1. Div méc 1

- + Inf Rgt 1 (- Fus Bat 23)
 - + cp efa 41
 - + rgt G 1 (- parties Mi Bat 71)
- s'oppose à toute poussée ennemie à travers son secteur;
 - domine le Grosses Moos et la Basse Broye;
 - est en mesure de riposter
- 1^{re} priorité F Div 3*
- 1.1. secteur Fraubrunnen - Schönbühl,
 - 1.2. Belpmoos,
- 2^e priorité div camp 2*
- 2.1. Limpachtal,
 - 2.2. secteur Worben - Täuffelen - Aarberg;
- interdit, en collaboration avec des trp ADCA, la prise de l'aérodrome de Payerne;
 - se tient prête à constituer la réserve d'armée et à assurer son déplacement;
 - assure 2 passages de 50 t sur le Hagneck-Kanal.

3.2. Div camp 2

- rgt inf 9²³
 - Sch Kan Abt 6
 - + G Bat 32
 - + Génie (parties Mi Bat 71 et 72)
- interdit toute poussée ennemi en direction du Grosses Moos et/ou de Berne;
 - crée les conditions pour les ripostes de la div méc 1 [...];
 - assure les axes permettant le déplacement de la réserve d'armée.

3.3. F Div 3

- + rgt cyc 4 (- bat cyc 1)
 - + Sch Kan Abt 6
 - + G Rgt 5 (- G Bat 32)
 - + bat pol rte 1
 - + Génie (parties Mi Bat 71 et 72)
- interdit toute poussée ennemie sur Berne et au-delà de l'Aare;
 - interdit la prise de l'aérodrome du Belpmoos;
 - protège les emplacements du gouvernement fédéral et du cdmt de l'armée situés dans son secteur;
 - crée les conditions pour les ripostes de la div méc 1;
 - assure les axes permettant le déplacement de la réserve d'armée.

Exercice «DYNAMITE»: Missions des formations subordonnées au CA camp 1.

Des troupes de l'OTAN et du Pacte de Varsovie pénètrent en Suisse

Deux phases de l'exercice «PASSACAILLE»²⁴ envisagent des combats de rencontre en Suisse, qui opposent des troupes de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. L'affrontement Est-Ouest sur le Rhin a pris une grande ampleur, les forces du Pacte de Varsovie ont établi des têtes de pont de l'importance d'un régiment dans les régions de Mulhouse et de Colmar, mais elles ne parviennent pas à percer en profondeur en direction de l'Atlantique, malgré des engagements chimiques.

Des troupes de l'OTAN, avec effort dans le Jura vaudois et neuchâtelois, ont déclenché une opération à travers la Suisse, afin de contourner le dispositif ennemi sur le Rhin et de rompre les liaisons entre son premier et son deuxième échelon. Elles se créent des conditions favorables par une action aéroportée opérative sur l'aérodrome de guerre de Payerne. La division mécanisée a contre-attaqué, mais la situation reste confuse dans le secteur. Des troupes du Pacte de Varsovie, qui avaient initialement également l'intention

de contourner par le Plateau les défenses de l'OTAN, avancent le long de l'autoroute N 2, utilisant tous les itinéraires possibles, afin de stopper les troupes de l'OTAN.

Engagement des formations mécanisées

Jusqu'en 1974, la division de campagne 3 dispose d'un bataillon de chars Centurions, mais la division frontière 2 ne comprend aucune formation blindée. On peut dès lors imaginer des éléments de la division mécanisée 1 subordonnés à une division d'infanterie; c'est le commandant de cette dernière qui ordonnerait le déclenchement de ripostes ou de contre-attaques. Lorsqu'à la fin des années 1980, les deux divisions de campagne disposent chacune d'un bataillon de chars dit de riposte, leur commandant peut réagir de son propre chef et lancer une riposte tactique avec des moyens mécanisés organiques. Les régiments de chars renforcés, appartenant à la division mécanisée, interviennent alors dans le dispositif d'une Grande Unité, sans qu'il y ait subordination préalable. C'est le corps d'armée qui prend les mesures pour que ces ripostes opératives atteignent toute leur efficacité, une procédure délicate qui exige des rapports de coordination, de minutieuses planifications et des reconnaissances à tous les échelons. Quand les délais le permettent, la troupe exerce les phases de feu et de mouvement. Une situation classique à titre d'exemple: les premiers éléments mécanisés ennemis ont franchi la Mentue, le corps déclenche la riposte planifiée «MERCEDES» du régiment de chars 1 renforcé, au profit de la division de campagne 3 qui tient encore partiellement le plateau des Combremonts.

Régiment d'intervention – exercices d'alarme – mobilisation

Pour faire face à des situations inattendues, le Groupement de l'Etat-major général désigne, pour l'ensemble de l'année, des régiments d'intervention qui effectuent normalement leur cours de répétition mais qui ont des servitudes à respecter. Une partie du matériel est chargé sur les véhicules, les unités doivent faire mouvement dans un temps donné, un système d'alarme est mis en place pendant les week-ends. Il arrive que Berne la déclenche le dimanche soir, à l'arrivée des hommes dans leur cantonnement. Il s'agit d'aller assurer la garde d'un aéroport ou d'un aérodrome, d'occuper des saillants (Schaffhouse, Ajoie), de garder des infrastructures d'importance nationale, le camp du Zugerberg qui abrite à l'époque des détenus militaires mais, surtout, des soldats soviétiques capturés en Afghanistan et confiés à la garde de la Suisse par les résistants.

«MUSTANG», qui teste l'état-major du régiment de chars 1 en 1986, traite d'une situation similaire.²⁵ L'exercice utilise les documents réels de la division mécanisée 1 concernant les troupes d'intervention et la mobilisation de guerre d'une troupe en cours de répétition, ainsi que ceux du Groupement de l'Etat-major général, Office Mobilisation. L'état-major de régiment établit une *check-list* couvrant tous les services d'une troupe d'intervention avec ou sans mobilisation de guerre.

Une troupe d'intervention, qui est engagée, ne mobilise pas ses hommes qui ne sont pas en service ni ses matériels encore au parc ou à l'arsenal, mais elle reçoit des remorques «S»²⁶ dont les munitions ne seront utilisées que sur ordre du Groupement de l'Etat-major

général. Le régiment, si le Conseil fédéral décide une mobilisation, touche tous ses matériels, règle l'entrée en service du solde de ses hommes et de ses matériels comme celui des troupes qui lui sont subordonnées pour l'occasion. Il coordonne les emplacements avec les autres troupes qui mobilisent dans son secteur d'intervention et se tient prêt à remplir une mission.

Dans de nombreux exercices, un régiment, voire le gros d'une division passe du cours de répétition à une mobilisation générale ou partielle (cas «26», «49», «73» et «111») avec deux variantes, le passage direct du secteur de cours de répétition au secteur d'engagement, le passage via la place de mobilisation. Au corps d'armée de campagne 1, régiments et bataillons entrent chaque année en service sous forme de mobilisation de guerre. Dans l'exercice «MUSTANG» en 1986, le régiment de chars 1, régiment d'intervention, est concerné par une mobilisation partielle. On peut craindre une action aéroportée sur Kloten – Dübendorf, une infiltration de troupes de diversion pendant la Marche anti-nucléaire internationale dans la région de Bâle, une augmentation du nombre de réfugiés en provenance de l'Autriche et de la Bavière, des actes de sabotages, des démonstrations et des émeutes dans les grandes villes.

Le commandant de la division mécanisée 1 veut occuper les aérodromes de Kloten et de Dübendorf avec des moyens mécanisés, assurer l'infrastructure de conduite à Berne à l'aide des écoles d'officiers de l'infanterie et des troupes mécanisées et légères, protéger des installations vitales pour le bon fonctionnement de l'économie. Le régiment de chars 1, renforcé par le groupe d'obusiers blindés 2, fait immédiatement mouvement dans secteur d'attente Stadel -Kaiserstuhl – Siglistorf – Ennetbaden – Würenlos – Regensdorf. Il se tient prêt à être engagé dans le secteur des aéroports de Kloten et/ou de Dübendorf.

Le corps d'armée de campagne 1 fournit une réserve d'armée

Entre 1979 et 1986, Edwin Stettler fait travailler particulièrement le cas opératif «Nord-Est», «c'est-à-dire tout ce qui découle d'une décision probable du Commandant en chef de faire effort principal sur l'Emme, non sur la Mentue. J'ai poussé l'Etat-major général à accepter mes vues et à autoriser cette planification, parce qu'elle est extrêmement importante. Autre chose est que, dans cette période, on a commencé à regarder de plus près les décisions réservées de l'armée qui consistaient, dans le cas «Nord-Est», à ce que le corps d'armée de campagne 1 soit obligé de donner un, voire deux groupements blindés au Général qui les utiliserait comme réserve d'armée.»²⁷

Durant le cours tactique I-B de la division mécanisée 1 en 1984, l'exercice «PLUTON» part de l'hypothèse que les forces du Pacte de Varsovie ont attaqué la Suisse sur un large front. Le corps d'armée de campagne 2 s'attend à devoir faire face à l'ennemi successivement ou simultanément sur deux fronts. Face à la menace d'une percée venant du Nord et du Nord-Est, le commandement de l'armée a décidé d'engager des troupes du corps d'armée de campagne 1 pour renforcer le corps d'armée de campagne 2. Le régiment de chars 7 renforcé, le régiment de cyclistes 4 et le régiment du génie 1 lui sont subordonnés. Ces formations se trouvent dans le dispositif de combat de la division mécanisée 1 et sont prêtes à faire mouvement.

Intention du commandant du régiment de chars 7 dans le nouveau secteur d'attente

- faire effort de part et d'autre du lac de Sempach, créer les conditions de la défense combinée dans le secteur, tout en se ménageant les itinéraires de ripostes les plus courts en direction de Emmen et du Wauwillermoos;
- mener la défense combinée au niveau du régiment;
- avec l'artillerie, combattre en priorité les aéroportés et appuyer les ripostes des bataillons de chars dans et hors du secteur, subordonner les lance-mines;
- avec les sapeurs de chars, garantir la mobilité dans le secteur et sur les débouchés des ripostes.

Dans l'exercice «PLUTON», quelles sont les conditions du déclenchement de la riposte «GEMINI» sur l'aérodrome d'Emmen? L'ennemi a percé dans le dispositif du corps d'armée de campagne 2, franchi la Limmat et cherche à s'emparer des accès au secteur central dans la région Lucerne – Zoug. Il peut, en tout temps, créer les conditions de ses opérations par un aéroportage de l'importance d'un régiment sur l'aérodrome d'Emmen, larguer, dans un premier temps, un bataillon sur ou à proximité de l'aérodrome pour assurer l'atterrissage du gros et des moyens lourds (6 lance-mines de 120 mm, 10 ASU ou BMD), regrouper ses moyens, dans l'heure qui suit, et installer des points d'appui d'infanterie dans le secteur Rothenburg – Waldibrücke – Emmen.

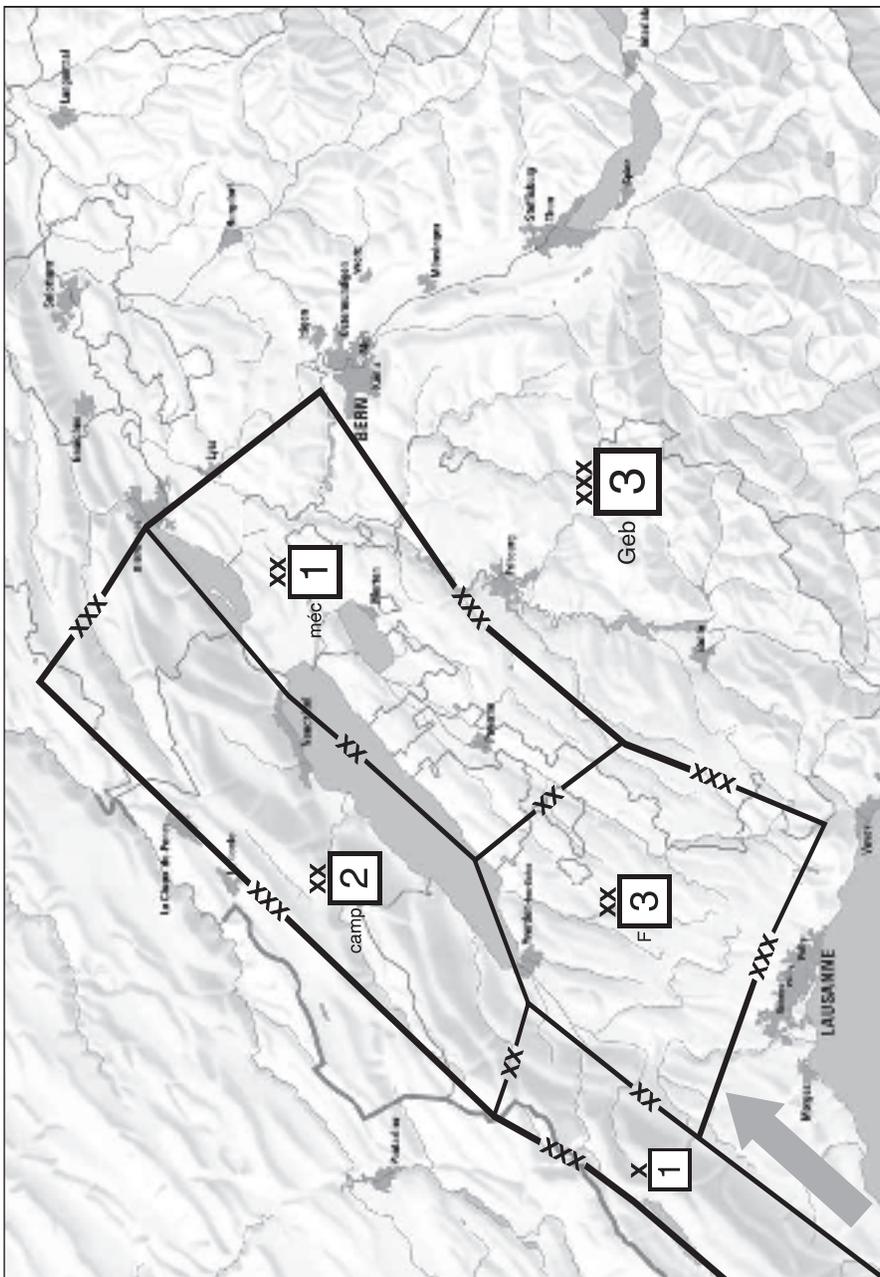
Le commandant de l'aérodrome d'Emmen aligne un groupe moyen de DCA, soit 5-6 unités de feu (les pièces de 35 mm ont une portée de 3 km sur des buts terrestres mous) ainsi qu'un groupe aérodrome, dont les fusiliers de landsturm tiennent des points vulnérables (piste, balisage, tour de contrôle, cavernes, réservoirs de carburant, centrale d'engagement).

Intention du commandant de régiment pour la riposte «GEMINI»

- dans un premier temps, gagner d'une traite la base d'attaque au nord-ouest d'une ligne Eschenbach – Rothenburg sur deux fuseaux;
- dans un deuxième temps et dans la foulée, franchir la ligne de départ avec les deux bataillons côte à côte, gagner des terrasses de tir au nord-ouest du secteur de riposte et anéantir l'ennemi par le feu conjugué des chars et de l'artillerie;
- dans un troisième temps, nettoyer les derniers mûles de résistance par la manœuvre de l'un ou de l'autre des bataillons de chars;
- avec l'artillerie, combattre en priorité les engins filoguidés antichars sur les lisières et les concentrations de véhicules blindés;
- engager le génie pour assurer la mobilité dans les fuseaux d'approche, particulièrement dans l'agglomération Emmenbrücke – Rothenburg.

La surprise stratégique

En 1984, les grandes manœuvres du corps d'armée de campagne 1, «CASSIUS» (voir carte 20), sont uniques dans leur conception. Avant le début des opérations, la division mécanisée 1 occupe un secteur d'attente limité par le Limpachtal, le Zihlkanal, le plateau des Combremonts, Romont et Fribourg. Le mardi à l'aube, une *division aéroportée soviétique*,



© 2008, FSTA, MiGeo - Kartografie, 3003 Bern

Carte 20: Le dispositif du corps d'armée de campagne 1 dans les manœuvres «CASSIUS» au cours desquelles une action aéroportée opérative, marquée par la division de campagne 3, est déclenchée sur le secteur de la division mécanisée 1.

marquée par la division de campagne 3, est larguée sur son dispositif. En fait, des arbitres ont amené en position par voie terrestre les troupes du divisionnaire Paul Ritschard, alors que celles du divisionnaire Bernard Chatelan étaient neutralisées dans leurs stationnements. Le commandant de la division aéroportée connaît imparfaitement le dispositif de la division mécanisée 1. Ses troupes ont été larguées avec des erreurs dues à la navigation et à l'efficacité de la défense aérienne, ce qui permet de voir combien de temps la division mettra à se regrouper et à devenir un outil de combat cohérent.

La direction des manœuvres a créé une situation imprévisible, qui met les adversaires au contact dès la première heure et qui laisse la liberté d'action aux commandants de parti. De cette manière, elle peut juger l'initiative à tous les échelons, la capacité de s'adapter et de recréer une masse de manœuvre, elle peut voir dans quels délais les commandants arriveront à conduire le combat interarmes. Pour éviter un enlèvement, elle se tient prête à réorienter les opérations dans le sens des objectifs poursuivis.²⁸

Hommes	24 000
Véhicules à moteur	5100
dont véhicules à chenille	510
Pièces artillerie et lance-mines	250
Canons antichars et engins filoguidés	300
Canons DCA	200
Avions de combat	90
Hélicoptères	27

Table 3: «CASSIUS»: moyens engagés par la division mécanisée 1 et la division de campagne 3.

Après la riposte

Dans la foulée des exercices des états-majors du corps d'armée de campagne 1 qui traitaient du cas «Sud-Ouest» et des problèmes qui se posent en fin de riposte, Edwin Stettler, alors commandant de la division mécanisée 1, veut faire prendre conscience, avec les exercices de troupe «BATIK» et «CIPAYE», que la riposte d'une formation mécanisée peut s'achever avec des pertes sérieuses. A l'époque, beaucoup d'officiers des troupes mécanisées croient encore aux actions à la Rommel et ont l'habitude de triompher d'un ennemi qui manifeste une bienveillance étonnante! La division mécanisée 1, renforcée par le régiment du génie 1 mais sans son bataillon de chars 24, domine son dispositif de combat «CIPAYE». Elle prépare des ripostes, tant au profit de ses propres troupes qu'à celui de la division de campagne 3.

- 2 groupements de combat mécanisés dominent les secteurs Sud du lac Morat et Nord-Est du Grosses Moos;
- 1 bataillon mécanisé contrôle le Grosses Moos;
- le régiment d'infanterie motorisée tient entre les lacs de Bienne, Neuchâtel et Morat;
- l'artillerie est engagée en appui général dans la phase initiale contre les attaques de la 3^e dimension, à direction centralisée contre les forces terrestres pour la défense du secteur, elle est partie subordonnée aux groupements mécanisés en cas de riposte;

- la DCA couvre l'artillerie tractée dans la phase initiale et, en cas de riposte, sera subordonnée au groupement mécanisé chargé de la mener;
- le bataillon du génie de la division assure les passages dans la plaine de la Basse-Broye;
- le régiment du génie assure ceux du canal de Hagneck et du canal de la Broye.

Les premiers éléments mécanisés ennemis ont franchi la Mentue, le 20 juin vers 12 heures. Le commandant du corps d'armée de campagne 1 a déclenché la riposte planifiée du régiment de chars 7 renforcé et panaché, au profit de la division de campagne 3, dans la région des Combremonts (voir carte 21). Vers 22 heures, l'ennemi, partiellement détruit et stoppé dans le secteur de riposte, se regroupe, mais le régiment de chars a perdu la moitié de ses forces; il dispose encore de trois jours d'autonomie et occupe un dispositif défensif intégré à celui de la division de campagne 3.

Il faut qu'il maîtrise le désordre créé par les combats, qu'il s'accroche dans le dispositif de l'infanterie amie, qu'il continue à se battre de nuit sans disposer des moyens techniques (thermographie, amplification de lumière, fusées éclairantes Liran), qu'il se réorganise, avant de se replier de jour, sous la pression ennemie, en collaboration avec l'artillerie amie et les troupes voisines. L'état-major du régiment décide une réorganisation de ses moyens, un problème très délicat. Comment en effet articuler une formation de riposte opérative avec un seul bataillon de chars et les compagnies régimentaires?²⁹

Unité et trp	cdt	Unité et trp	cdt
bat chars 15	cdt	bat chars 19	cdt
cp EM 15	1 of cp	cp EM 19	cdt
cp chars I/15 1 sct chars de I/19 1 sct chars de III/19	cdt	cp chars I/19 1 sct chars de I/19	chef sct chars
cp chars II/15 1 sct chars de I/19	chef sct chars	cp chars II/19 2 sct chars de II/19	cdt
cp gren chars III/15 1 sct gren chars de III/19	chef sct gren chars	cp gren chars III/19 2 sct gren chars de III/19	cdt
cp gren chars IV/15 complète	supposée	cp gren chars IV/19	détruite
cp S 15 complète	supposée	cp S 19 complète	cdt

Table 4: Etat du régiment de chars 7 en fin de riposte.

Engagement des brigades frontière dans et hors de leur secteur

Les brigades frontière, des troupes statiques, occupent des secteurs aménagés et renforcés par des fortifications permanentes, des lances-mines bitubes, des abris, des barrages antichars, des objets minés. Dans les années 1980, le commandant de corps Stettler envisage de retirer, à certaines conditions, la brigade frontière 1 ou 2 de son secteur d'engagement. Au corps d'armée de campagne 4, quelle que soit la bataille («Tous azimuts», «Nord-Est», «Ouest»), le dispositif reste identique: les brigades frontière devant, derrière ou en superposition avec les formations de campagne. Le dispositif du corps d'armée de campagne 2, toujours pris en sandwich, reste pratiquement le même, dans toutes les hypothèses. Au 1^{er} corps, on doit *jongler*, même avec les brigades frontière, car on peut avoir besoin de barrages dans la profondeur du dispositif.³⁰

La mesure apparaît possible, pour autant qu'elle ait été préparée – il ne s'agit pas d'aller en rase campagne avec des landwehriens! – et qu'on dispose de suffisamment de moyens de transport. Dès lors que les régiments disposent d'armes antichars modernes (Dragon) et à condition qu'ils puissent compter sur de l'artillerie mobile, on peut les engager dans des positions creusées et préparées, soit par leurs prédécesseurs, soit par eux-mêmes, si le temps le permet. Il s'agit de terrains-clés, par exemple sur la Mentue, où ces troupes sont capables de remplir une telle mission.

Cette mesure a été testée dans des manœuvres en 1970, dans l'avant-dernière année de Pierre Godet à la tête de la division frontière 2. Pour la première fois, on retirait des troupes de la brigade frontière 2, pour les amener dans le dispositif de la brigade frontière 3. Selon Pierre Godet, ce fut une *catastrophe*, parce qu'il avait fallu recourir à des transports improvisés. La difficulté n'était pas d'enlever des formations du Val-de-Travers et de les déployer à Moutier mais, depuis Moutier, de déplacer ces hommes à pied, avec les lance-mines, les mitrailleuses et les munitions sur le dos.³¹

Pour que commandants et états-majors soient entraînés d'une manière réaliste, les situations des manœuvres «OBERON» de la brigade frontière 2 en 1990 doivent amener certaines réorganisations du dispositif. Vu la pression ennemie, la brigade frontière 2 reçoit des nouvelles attributions et des renforts: une place de mobilisation, un arrondissement territorial, un groupe d'obusiers blindés, un bataillon de Chars 68, une compagnie de transport, une compagnie de lance-mines de chars, une compagnie sanitaire.

Conclusion

Durant la guerre froide, l'armée suisse, partant le corps d'armée de campagne 1, a appliqué une doctrine spécifique, adaptée aux conditions et aux menaces de la Guerre froide. Elle a préparé et exercé son combat jusqu'à l'échelon le plus bas. Nous pouvons affirmer que la doctrine de la défense combinée, les planifications aux niveaux opératif et tactique, les manœuvres, les exercices d'état-major et les exercices de troupe ont donné à l'Armée 61 une bonne valeur dissuasive. Ils ont contribué au maintien de l'équilibre et de la

sécurité au cœur de l'Europe. L'Armée 61 a fourni un apport non négligeable au maintien de la paix dans l'ensemble du Vieux continent.

Notes et références

¹ Stettler, Edwin: Les menaces militaires (1980-1990/1990-2000), in: CA camp 1/CHPM (éd.): Sécurité au seuil du XXI^e siècle. Histoire et vie du corps d'armée de campagne 1, Lausanne/Pully 2000, p. 108. Association suisse d'histoire et de sciences militaires (éd.): La Suisse et la Guerre froide, Berne 2003.

² Vie et histoire du corps d'armée de campagne 1 1982-1986, Lausanne 1986, p. 166.

³ EM CA camp 1: Appréciation de la situation AC, 1980. Archives Bureau CA camp 1 en 1995.

⁴ Stoeckli, Fritz/Weck, Hervé de: Des menaces bien perçues: réalisme dans les exercices d'états-majors et dans les manœuvres, in: CA camp 1/CHPM (éd.): Sécurité au seuil du XXI^e siècle. Histoire et vie du corps d'armée de campagne 1, Lausanne/Pully 2000, pp. 120-138; Stüssi-Lauterburg, Jürg/Frey, Stefanie/Pedrazzini, Dominic: «La Guerre froide vue de l'Ouest (1944-1975)», in: ASHSM (éd.): La Suisse et la Guerre froide. Actes du colloque de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires, Berne 2003, pp. 111-131. Stoeckli, Fritz/Weck, Hervé de: Préparatifs de défense en Suisse durant la guerre froide. Parallélisme ou complémentarité avec l'OTAN (1945-1995), in: RMS 5 (2000), pp. 28-35. Version plus développée dans: Les alliances militaires depuis 1945. Actes du XXV^e Congrès international d'histoire militaire. Bruxelles 2000, pp. 119-135.

⁵ A l'Ecole centrale III jumelée avec le cours EMG V en 1987, le divisionnaire Hans Bachofner, son commandant, crée des groupes de travail pour étudier l'engagement d'une division mécanisée suisse au-delà de la frontière en Allemagne du Sud. D'autre part, une sorte d'amicale a existé, comprenant les commandants du 2^e corps français en Allemagne, du 2^e corps allemand et du corps d'armée de campagne 2 suisse. En 1991, c'est le commandant de ce dernier qui invite. On fait des visites dans la zone fortifiée à la frontière Ouest de la Suisse, on passe par Porrentruy et les Rangiers. Cela ne révèle-t-il pas une forme de coopération officieuse? (information donnée à l'auteur par un ancien commandant du 2^e corps français, Colloque Fondation Charles de Gaulle, novembre 2002).

⁶ COp 95, projet de traduction française, chi 1.1.7. Archives Bureau CA camp 1 en 1995.

⁷ Voir les règlements *Les forces armées de l'Est. 1. Engagement. 2. Organisation. 3. Matériel. Berne, DMF, 1982-1983. 3 vol.*

⁸ Les inconvénients: maintien problématique du secret, difficulté de déterminer un juste milieu entre le besoin de planification et le besoin de flexibilité, de liberté d'action au combat. Feldmann, Josef: «Préparation à la guerre dans le domaine opératif», in: RMS 10 (1978), pp. 421-425.

⁹ Service sanitaire div mec 1 – Topographie et cas par po seco par 24 h. Le document date du début des années 1980 (Archives Bureau CA camp 1 en 1995). Journal Le Pays (Porrentruy), avril 1980.

¹⁰ Limites de secteur, ordre de bataille, liste des emplacements, décisions réservées, planification des ripostes, ordres pour le service de renseignement de combat, le maintien du secret, le service de génie, le service sanitaire, le service de protection AC, le soutien. L'ordre pour le maintien du secret de l'exercice «ARCOLE» en 1985 stipule que «l'entraînement des ripostes avec les chars est interdit. Pour autant que cela soit nécessaire, les ripostes peuvent être exercées avec les véhicules à pneus. Seule une compagnie peut être simultanément entraînée. [...]»

¹¹ Tschumy, Adrien/Weck, Hervé de: La bataille planifiée en plaine et en montagne. La défense combinée suisse face à une offensive du Pacte de Varsovie (1960-1990), in: Actes du colloque international organisé par la Commission française d'histoire militaire à Paris les 7-8 décembre 1998, in Revue internationale d'histoire militaire 78 (2000), pp. 217-237. Les manœuvres «CASSIUS» du CA camp 1/1984, conférence à la Société militaire du Canton de Genève, 12 février 1985 (Archives Bureau CA camp 1 en 1995). Manœuvres «CONCORDE» et «CASSIUS», Archives fédérales, E 5759-01-03-01.

¹² Jusqu'à l'introduction de ce simulateur, les chars de combat, manœuvrant à Bure, devaient allumer leurs phares quand leur équipage avait repéré un engin ennemi. Dès le début de l'exercice, tous les phares étaient allumés!

¹³ Exercices cdmt div méc 1, exercices «CASTOR», «POLLUX», «FREGATE», Archives fédérales, E 5759-01-04-01, E 5759-01-04-04. Dossiers exercices «ALTERNO», «ARCOLE», «CIPAYE», «DYNAMITE», «FOUINE», «LOUTRE», «MUSTANG», «PASSACAILLE», «OBERON», papiers personnels Hervé de Weck.

¹⁴ Donnée classifiée «Secret» de l'Ecole technique II pour officiers de renseignement en 1979. On considèrerait que, dans les mêmes délais, les forces du Pacte de Varsovie pouvaient atteindre le nord de l'Italie et la Provence. Stoeckli, Fritz: La Suisse et les plans du Pacte de Varsovie, in: RMS 9/10 (1998), pp. 22-26 et 6-9.

¹⁵ Stettler, Edwin: Das Feldarmeekorps 1 – Der Januskopf in unserer Abwehr, in: ASMZ 4 (1983), p. 178.

¹⁶ Selon le divisionnaire Jean-Rodolphe Christen, chef d'arme des troupes mécanisées et légères, futur commandant du CA camp 1 (1987-1991), le réseau toujours plus complet d'autoroutes, les contournements des villes sont un avantage pour un agresseur (conférence au Rotary, Les Rangiers 17 novembre 1986).

¹⁷ Appellation réglementaire dans l'Armée 61.

¹⁸ Archives Bureau CA camp 1 en 1995: 2^e division/cdt col div Marcel Montfort, Cours d'officiers II, N° 26, juillet 1946: exercices tactiques. Durant le printemps 1946, les forces de l'Union soviétique et d'Etats-satellites (le Pacte de Varsovie n'existe pas!) ont occupé, avec l'accueil bienveillant d'une partie des populations, l'Italie, le Tyrol, le Vorarlberg et l'Allemagne. Les puissances occidentales, en situation d'infériorité puisque leurs armées de 1945 ont été presque entièrement démobilisées, ont pu empêcher l'occupation des côtes de la mer du Nord et des territoires à l'ouest du Rhin. Des combats sont en cours dans la Forêt-Noire et, plus au Nord, sur le Rhin. Les forces soviétiques ont envahi la Suisse, avec effort principal sur sa frontière Est, mais des colonnes importantes, venant d'Italie, ont fait irruption dans le Valais, par le Simplon et le Saint-Bernard. Fin juin, le front passe par Vernayaz – le cours du Rhône – le massif du Gothard – le cours du Rhin jusqu'à Sargans – les lacs de Wallenstadt et de Zurich – le cours de la Limmat et de l'Aar jusqu'à son embouchure dans le Rhin. A leur aile gauche, les Suisses ont le contact avec des troupes des puissances occidentales. Le 1^{er} corps défend face au Sud le front entre le lac Léman et le Grimsel (il n'y a pas encore de corps d'armée de montagne).

¹⁹ En 1977, l'exercice des états-majors du corps d'armée de campagne 1, l'exercice «EDELWEISS» de l'état-major de la division mécanisée 1 en 1987 traitent également du cas «Sud-Ouest».

²⁰ Concernant l'image de l'ennemi, les forces françaises sont articulées et équipées comme les forces soviétiques. Plus tôt dans l'année, le scénario de l'exercice des états-majors du corps était similaire. En 1988, les manœuvres CCF CA camp 1 «CONCORDE» traitent du cas «Sud-Ouest».

²¹ La situation initiale des manœuvres de corps de 1965 évoquait déjà un «passage inopiné» de notre voisin de l'Ouest du camp vert [OTAN] dans le camp rouge [Pacte de Varsovie] et de l'offensive des forces rouges au travers des forces vertes au nord de notre pays (archives Bureau CA camp 1 en 1995).

²² Ordre d'opération «DYNAMITE».

²³ Subordonné à la brigade frontière 3.

²⁴ Exercice de l'état-major du régiment d'infanterie motorisée 2.

²⁵ En 1990, l'exercice «PASSACAILLE» entraîne l'état-major du régiment d'infanterie motorisée 2 à une mission similaire.

²⁶ 4 Remorques 70 pour un régiment d'infanterie, 6 Remorques 70 pour un régiment de chars.

²⁷ CA camp 1/CHPM (éd.): Le temps des mutations. Corps d'armée de campagne 1. 1962-2003, Lausanne/Pully 2003, p. 117.

²⁸ Stettler, Edwin: Les manœuvres «CASSIUS» du CA camp 1/1984, op. cit.

²⁹ Compagnie d'état-major régiment de chars 7, compagnie de lance-mines de chars 7, compagnie de canons antichars 17.

³⁰ CA camp 1/CHPM (éd.): Le temps des mutations. Corps d'armée de campagne 1. 1962-2003, Lausanne/Pully 2003, p. 117-119.

³¹ Ibidem, p. 44.

Adrien Tschumy

Planifications au corps d'armée de montagne 3

Introduction

Le 3^e corps d'armée, créé en même temps que les autres corps d'armée le 1^{er} janvier 1892 et composé alors essentiellement de troupes de la Suisse centrale, est engagé prioritairement durant la mobilisation 1914-1918 pour la défense du front Sud. Durant le service actif de 1939-1945, il est intégré dans un premier temps dans le dispositif «Cas Nord». En janvier 1940, la création d'un 4^e corps d'armée permet de le déplacer en direction de la Suisse centrale et du *Wasserschloss*¹. Avec la mise en place du Réduit national, il devient le corps du massif alpin. Dans son Rapport, le général Guisan exprime déjà la vocation de ce corps d'armée en disant : «Le 3. CA Lardelli était notre corps alpin. Il avait pour mission principale d'interdire l'accès au Gothard par le Sud-Ouest, par le Sud et par l'Est.»²

L'Organisation des états-majors et des troupes de 1961 crée le corps d'armée de montagne 3. Pour la première fois dans l'histoire militaire de notre pays, l'ensemble des formations destinées à être engagées dans le massif alpin sont réunies sous un seul commandement. Cette articulation va durer durant toute la période de la Guerre froide, avec des adaptations successives, décidées en fonction des diverses phases de réalisation des plans directeurs.

Doctrine d'engagement au niveau Armée et Grandes Unités

La *conduite opérative* doit créer les conditions favorables qui permettent d'atteindre les objectifs stratégiques. Elle nécessite de déceler et de reconnaître les corrélations qui, dans un cadre global, jouent un rôle dans le déroulement de l'action. Elle implique de laisser une large liberté de manœuvre aux subordonnés directs.³ Pendant le combat, la mission du chef opératif consiste à coordonner les actions des formations subordonnées, en outre à s'adapter continuellement aux rapides changements de situation. Il doit alors fixer de nouveaux objectifs opératifs, définir à nouveau les zones d'opérations et modifier l'articulation des forces. Il engage les réserves opératives et, si c'est encore possible, il s'en crée de nouvelles.

La *conduite tactique* agit d'une manière *artisanale* sur les actions en cours. Il s'agit, grâce à la technique de combat, par exemple l'engagement adéquat des armes et le combat inter-armes, de progresser d'objectifs intermédiaires en objectifs partiels vers l'objectif imposé. La portée des objectifs fixés permet de déduire les limites entre une conduite opérative ou tactique. La conduite opérative couvre plusieurs objectifs partiels, dans la profondeur et



Fig. 60: Vue aérienne de la route du Gothard (rampe Nord).

dans la largeur. La conduite tactique se limite à un objectif partiel, avec l'engagement de tous les moyens à disposition.

Le corps d'armée de montagne 3 a principalement pour missions :

- d'empêcher des poussées ennemies à travers le massif alpin ;
- de dominer des secteurs d'importance primordiale ;
- de couvrir les installations de commandement importantes, l'infrastructure des troupes d'aviation et de défense contre avions, les secteurs de grande importance logistique, ainsi que les arrières et les flancs des corps d'armée de campagne.

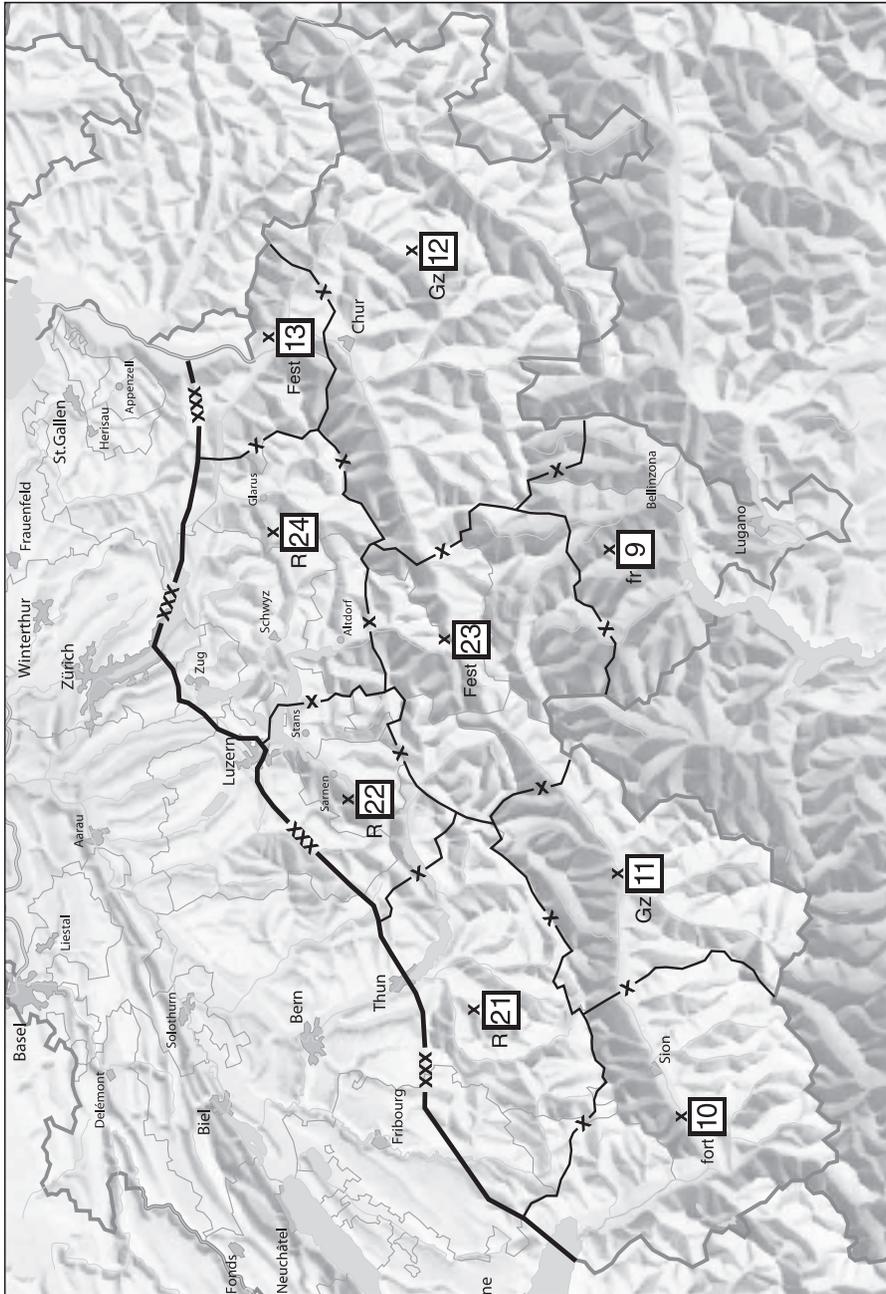
L'élément essentiel du combat dans le massif alpin, c'est avant tout la maîtrise des voies de communications, des secteurs et des installations qui permettent d'assurer la survie des troupes. La nécessité d'un combat cohérent met en évidence la valeur déterminante des divers axes de pénétration. Un recours habile aux destructions et aux mises hors d'usage, associé à une conduite du combat audacieuse et agressive, permet d'user l'adversaire, de le ralentir dans sa progression, de lui imposer une bataille coûteuse et prolongée.

La nature du terrain apparaît comme un facteur de ralentissement dans les opérations de préparation au combat ; les opérations terrestres sont également marquées par la lenteur des mouvements. Un déplacement de l'effort principal, l'engagement des réserves et la mise en place d'appuis mutuels s'avèrent parfois malaisés, voire difficiles. Les particularités du milieu jouent un rôle important dans le secteur central, ce qui impose l'adaptation des dispositifs aux conditions saisonnières régionales.

Les secteurs des brigades de combat recouvrent entièrement le secteur du corps. Le secteur d'engagement d'une division de montagne englobe généralement ceux de plusieurs brigades de combat. Compte tenu de la grande étendue et du compartimentage de son secteur, un commandant de division agit le plus souvent au niveau opératif, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'il se trouve en mesure d'influencer directement le combat. Cette conception exige que les divisions de montagne, en fonction de leurs missions et de leurs secteurs, renforcent les brigades de combat avec des formations librement disponibles. Dans la conduite du combat, elles appuient les brigades de combat en acheminant des réserves et de l'artillerie, en augmentant l'autonomie de soutien, en accordant des crédits complémentaires et en faisant intervenir l'aviation.

Les brigades de combat (brigades frontière, brigades de forteresse, brigades de réduit) portent le poids principal du combat au niveau tactique. Dans le secteur central, il importe d'occuper de manière préventive les terrains-clés, afin d'être en mesure de s'opposer à temps à des actions aéroportées et à des percées dans la profondeur du dispositif. Cela implique l'établissement d'un réseau de positions défensives aussi dense que possible, ainsi que la constitution de réserves permettant de mener des actions agressives et de boucler les axes sur les arrières des colonnes d'attaque ennemies.

Le renforcement des brigades par des formations des divisions de montagne les rend aptes à mener la *défense combinée*⁴ avec quelques groupements de combat. Dans le secteur central, cette forme d'engagement a pour but d'arrêter l'adversaire aéroporté ou



© 2009, FST A, MGeo+Kartografie, 3003 Bern

Carte 22: Le secteur du corps d'armée de montagne 3, avec limites de secteur des brigades de combat.

terrestre, qui progresse le long des vallées et de le détruire. Il faut au moins l'empêcher d'avoir accès à d'autres compartiments de terrain. Cela nécessite la constitution, au profit des forces réservées, de dépôts de biens de soutien dans les secteurs d'intervention prévus, en particulier de munitions.

Dans le cas de la défense, il s'agit essentiellement de tenir de nombreux barrages et points d'appui, dans les défilés et sur les cols, pour empêcher les forces adverses de réussir des poussées, de se déployer ou d'opérer des jonctions. Les formations des divisions de montagne, subordonnées aux brigades, permettent d'augmenter la densité des réseaux de barrage de ces dernières ou de les renforcer.

Le massif alpin offre des conditions favorables pour le combat retardateur. L'assaillant a besoin de beaucoup de temps pour percer les positions qui barrent les itinéraires, pour contourner des secteurs difficilement praticables et pour rétablir les voies de communication.

Structures du corps d'armée de montagne 3

Le corps d'armée de montagne 3 est conçu et constitué pour mener le combat dans la zone alpine et préalpine du pays, avec un engagement prévu dans la partie du territoire national situé au sud d'une ligne qui relie Buchs (SG) à Montreux en passant approximativement par Wädenswil – Entlebuch – Thun – Bulle (voir carte 22).

Ce vaste secteur d'une superficie totale de 23000 km² se répartit en trois parties: Est (essentiellement Glaris et les Grisons), Centre (essentiellement la Suisse primitive, le Gothard et le Tessin) et Ouest (le Valais, les Alpes bernoises, fribourgeoises et vaudoises).

Dans le secteur du corps, les caractéristiques du relief qui influencent de façon prépondérante la conduite des formations sont:

- Des vallées profondes et longues, le plus souvent avec un fond plat de dimension étendue, qui conduisent au centre du secteur alpin.
- De grandes différences d'altitude, de nombreux compartiments de terrain *déchiqueté* avec de vastes secteurs impraticables.
- Un réseau routier, assez large et bien entretenu, établi surtout le long des vallées et sur quelques passages privilégiés.
- La rareté, voire la carence de voies de communication directes (rocales) entre les vallées.
- Une population peu importante dans la plus grande partie du secteur, concentrée au fond des vallées et au pied des montagnes, avec une densité locale analogue à celle des zones urbaines du Plateau.
- Le manque de végétation au-dessus d'une altitude approximative de 1800 m.
- La nature rocheuse du terrain.
- Des conditions atmosphériques difficiles.

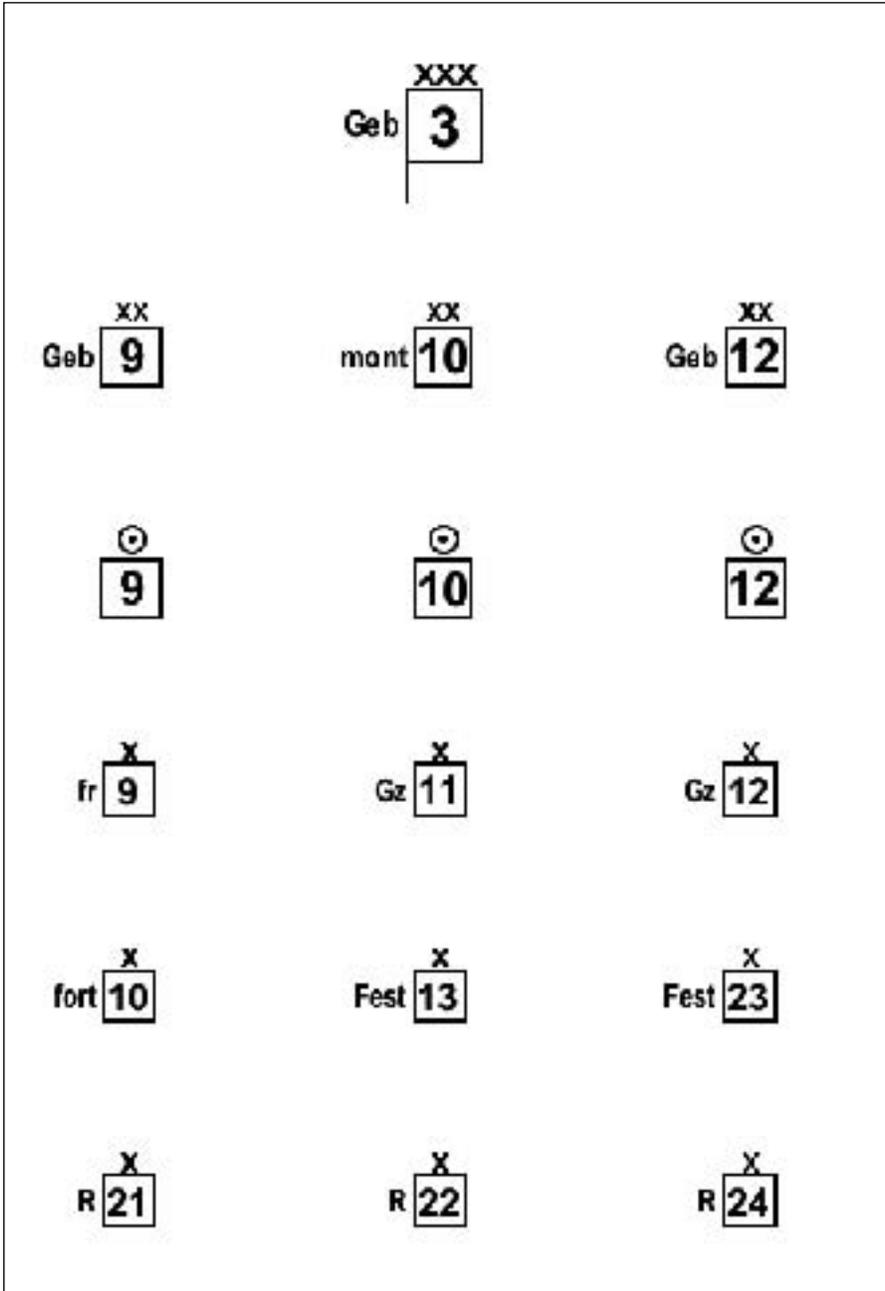


Fig. 61: Ordre de bataille du corps d'armée de montagne 3.

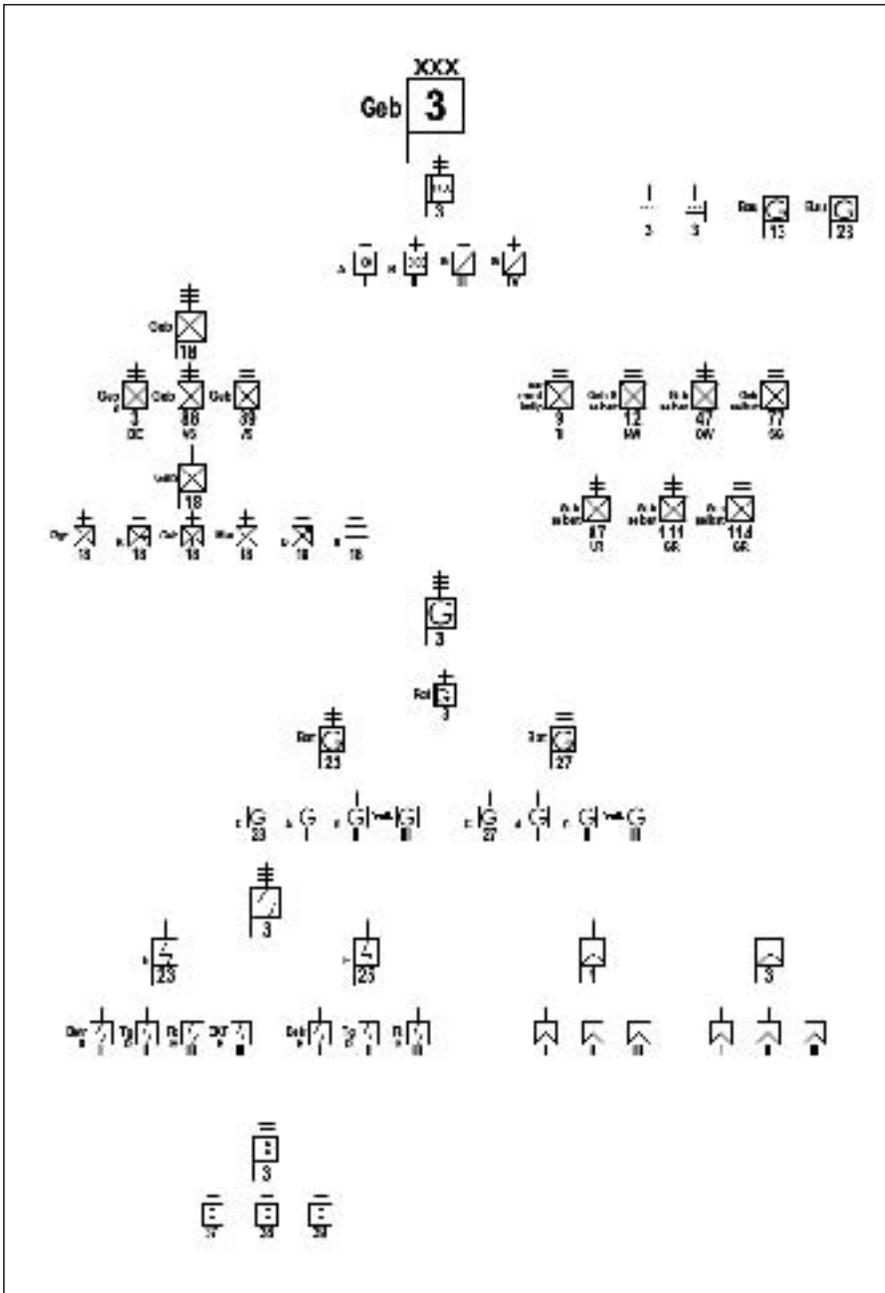


Fig. 62 : Ordre de bataille des corps de troupe directement subordonnés au corps d'armée de montagne 3 (état au 1.1.1989).



Fig. 63: Dans l'Armée 61, les infrastructures de transport d'énergie prennent une importance certaine dans l'appréciation de situation au niveau du corps d'armée de montagne 3.

On peut répartir le secteur alpin en trois zones définies par l'altitude :

- *La zone des vallées, jusqu'à une altitude d'environ 1000 m.* Il y règne des conditions à peu près semblables à celles du Plateau et du Jura. Il est possible, tant en été qu'en hiver, d'y engager des moyens mécanisés et d'y survivre sans problème.
- *La zone des montagnes comprise environ entre 1000 et 2000 m.* Le combat de l'infanterie y est encore possible mais, en période hivernale, il peut être entravé par les conditions du moment, et la survie pose des problèmes.
- *La zone de haute altitude au-dessus de 2000 m.* Il ne peut pas s'y dérouler de combats décisifs sauf, peut-être, pour la prise de possession d'un col ou d'un passage important. De novembre à mai-juin, la neige empêche tout combat d'envergure ou déterminant. Les problèmes de survie sont importants : dans les conditions extrêmes, ils ne peuvent être maîtrisés que par des spécialistes.

Toutes ces particularités apparaissent comme des entraves à la liberté d'action, à l'engagement des véhicules hors des routes, au déploiement des troupes et à la préparation au combat. C'est aussi une gêne pour la recherche de renseignements, la mobilité durant les phases du combat, la cohésion entre les unités, le combat interarmes et le soutien logistique. En revanche, ces mêmes particularités favorisent très heureusement la défense combinée, notre forme générale de combat. Elles créent des conditions propices au combat actif et dynamique de l'infanterie. Elles facilitent la surprise, les actions visant à canaliser l'adversaire, le verrouiller, le retarder, l'isoler et l'user. Les dimensions et les caractéristiques du terrain, son compartimentage et son cloisonnement déterminent l'importance des corps de troupe qui y sont engagés et favorisent l'action de groupements de combat de l'importance du bataillon renforcé.

Le corps d'armée de montagne 3 comprend 1252 unités (compagnies), dont les hommes proviennent de 18 cantons, dont 15 fournissent au moins un bataillon.⁵ Les neuf brigades de combat couvrent l'ensemble du secteur du corps d'armée (voir table 5).

Brigade frontière 9	Partie du Tessin au sud d'une ligne Bosco - Gurin - Giornico et la vallée Mesolcina au sud de Mesoco
Brigade frontière 11	Haut-Valais jusqu'au milieu du Goms à la hauteur de Niederwald, le tout comprenant l'axe du Simplon
Brigade frontière 12	La plus grande partie du Canton des Grisons
Brigade de forteresse 10	Valais romand et une partie des Alpes vaudoises avec l'axe du Grand-Saint-Bernard
Brigade de forteresse 13	Secteur élargi de la forteresse de Sargans
Brigade de forteresse 23	Secteur de la fortification du Gothard de part et d'autre du col, d'Amsteg au nord, à Giornico au sud, la partie supérieure du Goms et de la Surselva
Brigade de réduit 21	Alpes vaudoises, fribourgeoises et bernoises jusqu'au milieu du lac de Brienz
Brigade de réduit 22	Secteur allant du lac des Quatre-Cantons jusqu'au Brünig et à la partie basse du Haslital
Brigade de réduit 24	La Suisse primitive et Glaris
Zone territoriale 10 ^a	Canton du Valais
Zone territoriale 12	Canton des Grisons
Zone territoriale 9	Cantons de Zoug, Nidwald, Obwald, Schwyz, Glaris, Uri et Tessin

Table 5: Secteurs des brigades de combat et des zones territoriales du CA mont 3.

Cas d'engagement « NORBERT »

L'ensemble des préparatifs d'engagement de l'armée, lors d'une mobilisation de guerre générale ou partielle, comprend plusieurs dossiers spécifiques pour chaque cas. Ces diverses planifications, qui découlent des ordres du commandement de l'armée, sont préparées jusqu'à l'échelon le plus bas. Constamment et régulièrement mises à jour en fonction des modifications des ordres de bataille, de l'armement et des effectifs des diverses formations, elles sont à la base des exercices d'engagement des états-majors et des formations. Ces dossiers d'ordres ne sont pas figés sur une date de rédaction mais constamment révisés, modifiés, voire remplacés.

Portant le nom de couverture « NORBERT », un de ces dossiers comprend tous les ordres et directives pour l'engagement du corps d'armée de montagne 3 à l'issue d'une mobilisation générale. Il comprend environ cent vingt documents. Nous allons en présenter quelques éléments déterminants.

Mission, analyse des possibilités ennemies et intention du commandant de corps

Selon le plan d'opération « NORBERT », le corps d'armée de montagne 3 a pour mission d'empêcher en priorité les poussées ennemies venant du Sud, de dominer une partie aussi grande que possible de son secteur, de couvrir les arrières et les flancs des corps d'armée de campagne de protéger des installations de conduite du gouvernement fédéral, du commandement de l'armée et des troupes d'aviation et de DCA. En coopération avec ces dernières, lui incombe aussi la protection des aérodromes de guerre situés dans son secteur. Comme tous les Grandes Unités directement subordonnées au commandant en chef de l'armée, le corps d'armée de montagne 3 assure la protection de la neutralité. Au sol, le combat doit être engagé dès la frontière. Par ailleurs, il doit être en mesure, pour autant que sa mission principale le permette, d'appuyer les autorités civiles dans leur lutte contre le terrorisme et les opérations de diversion. Pour remplir sa mission, le corps d'armée de montagne 3 est renforcé par un bataillon du génie, une compagnie de police des routes et une compagnie mobile de transmission d'aviation. En outre, il peut demander l'appui de l'aviation.

La mission du corps d'armée de montagne 3, clairement et prioritairement axée front Sud, laisse à son commandant une grande marge de liberté dans la fixation des secteurs d'engagement et des efforts principaux. Elle lui laisse également la faculté de définir la partie de son secteur favorable à une défense de longue durée. En revanche, les missions de protection des installations de conduite du pays, du commandement de l'armée et des infrastructures des troupes d'aviation et DCA, la protection de la neutralité, de nature très contraignante, immobilisent beaucoup de forces.

Quelles sont les troupes voisines? Au Nord, les corps d'armée de campagne 2 et 4 interdisent toute poussée ennemie à travers la ligne Linth – Zürichsee – Limmat et à travers la partie centrale du Plateau. Le corps d'armée de campagne 4 domine les secteurs Unteres Tösstal et Unteres Glattal, le corps d'armée de campagne 2 le secteur Limmat – Brugg – Lenzburg – Albis – W Ufer des Zürichsee et Napf – Hauenstein. Au Nord-Ouest, le corps



Fig. 64: Le cdt C Adrien Tschumy, commandant du CA mont 3 (1989-1992).

d'armée de campagne 1 interdit une poussée ennemie à travers son secteur, en première priorité venant des directions Nord-Ouest et Ouest, en seconde priorité venant des secteurs des corps d'armée voisins.

Prendre le contrôle des grandes voies de communication à travers les Alpes, qui séparent l'Europe centrale de l'Italie du Nord, peut grandement favoriser le développement et le déroulement d'opérations militaires de puissances étrangères. L'axe du Saint-Gothard représente la liaison la plus courte et la plus rapide entre le sud et le centre de l'Europe. Les axes Splügen – San Bernardino et Grand-Saint-Bernard – Simplon sont des périphériques dont l'importance dépasse largement le cadre national suisse.

S'il apparaît improbable que le secteur alpin soit un objectif prioritaire lors d'une attaque

contre la Suisse, il faut admettre qu'il pourrait y avoir en Europe des circonstances amenant un ennemi à occuper le Plateau, ce qui rendrait possible l'implication d'une partie du corps d'armée de montagne 3. Dans une seconde phase, le secteur alpin pourrait constituer un objectif d'attaque, lors d'opérations ayant pour objectif l'assujettissement du pays.

Quelles sont, au niveau opératif, les possibilités d'action d'un ennemi potentiel dans le secteur alpin?

- Dans un premier temps, il peut engager des troupes de diversion, dans le but de détecter et de mettre hors service des objectifs situés dans le secteur central.
- Parallèlement ou consécutivement, détruire par des actions aériennes les infrastructures des troupes d'aviation et de défense contre avions et les installations des troupes de transmission.
- Par des actions aéroportées s'emparer des passages obligés et lier nos forces de réserve.
- Suite à des actions sur le Plateau, agir par voie terrestre dans la zone préalpine, spécialement le long du Walensee, de la plaine de la Linth vers la vallée de la Reuss, à travers les demi-cantons de Nidwald et d'Obwald en direction de la vallée de l'Aar et à travers le Simmental – Le Pays d'Enhaut – La Gruyère.

Le secteur d'engagement attribué au corps d'armée de montagne 3 correspond à son secteur de responsabilité du temps de paix, ce qui évite toute modification des compétences en matière de préparation au combat. L'appréciation du secteur faite précédemment reste donc toujours valable.

Le commandant du corps d'armée de montagne 3 traduit la mission reçue de l'armée par l'intention suivante: il s'agit, partant d'un dispositif de combat orienté vers le Sud, de mener le combat dès la frontière, de dominer les secteurs-clés sur les axes principaux, au minimum de barrer les autres, et de dominer un secteur central allant du lac des Quatre-Cantons jusqu'aux Alpes bernoises à l'Ouest, et des Alpes tessinoises jusqu'au Linthal à l'Est.⁷ Il est prévu de mener la guérilla sur les pénétrantes conduisant au secteur central à dominer. La conduite des destructions doit prendre en compte la conduite dynamique du combat et garantir la liberté de mouvement des troupes et des partenaires de la défense générale. Il s'agit enfin, de créer les conditions favorables pour une conduite autonome du combat jusqu'aux échelons tactiques les plus bas, en créditant suffisamment de biens de soutien.

La dimension opérative de cette décision peut se représenter schématiquement (voir carte 23):

- Tout d'abord, deux secteurs au sud du dispositif (le bassin de Locarno et le Mendrisiotto ainsi que la vallée de l'Engadine), où le commandant de corps veut s'opposer.
- L'effort principal est mené plus à l'intérieur du secteur dans de nombreux terrains-clés de dimensions diverses, où il veut empêcher toute pénétration ennemie.
- Il veut barrer les pénétrantes au Nord et à l'Ouest du secteur.
- Il définit avec précision la zone à dominer.

Dominer un secteur central n'a rien à voir avec la notion de Réduit national durant le service actif de 1939-1945. A l'époque, le Plan d'opération N° 13 du 24 mai 1941 répondait à une situation politico-militaire totalement différente de celle qui est à la base des plans d'engagement pendant la Guerre froide. Il prévoyait, en plus de la zone frontière, une position avancée ou de couverture ainsi qu'une position des Alpes ou Réduit national. De plus, les secteurs concernés sont également différents comme les forces consacrées à cette mission. La mission de dominer un secteur aussi grand que possible, donnée au corps d'armée de montagne 3, est simplement la mise en œuvre de la politique suisse de sécurité depuis les années 1960.

Les trois divisions de montagne marquent l'effort principal direction Sud. Elles sont renforcées chacune par une ou deux brigades de combat. Les trois brigades de réduit et une brigade de forteresse, renforcées chacune par des formations provenant des divisions de montagne et des troupes de corps, sont engagées dans la partie Nord du secteur. Un régiment d'infanterie de montagne, diminué de certaines formations, et un bataillon de carabiniers de montagne restent directement subordonnés au commandant de corps et constituent sa réserve. Le régiment du génie est également subordonné au commandant de corps qui prend ainsi influence sur les destructions ainsi que le maintien des possibilités de mouvements et de transports.

Ordres aux principaux subordonnés

Les subordonnés directs reçoivent les missions suivantes: la division de montagne 9, renforcée par la brigade de frontière 9 et la brigade de forteresse 23 ainsi que d'autres formations, s'oppose dès la frontière à des poussées adverses le long des axes principaux et interdit une poussée dans la profondeur du secteur de la brigade de forteresse 23 en direction d'Innertkirchen et du San Bernardino. La division de montagne 10, renforcée notamment par la brigade de forteresse 10 et la brigade frontière 11, empêche des poussées en direction de la vallée du Rhône et, à partir de cette vallée, dans les secteurs de la brigade de forteresse 23 et de la brigade de réduit 21. La division de montagne 12, également renforcée, s'oppose dès la frontière à des poussées le long des axes principaux et empêche des poussées en direction du centre des Grisons et du Domleschg. Les trois divisions ont en outre pour mission d'assurer la protection de la neutralité. Les divisions de montagne 9 et 10 devaient de plus assurer – en coopération avec les troupes d'aviation et de DCA – la protection des aérodromes de guerre dans leur secteur.

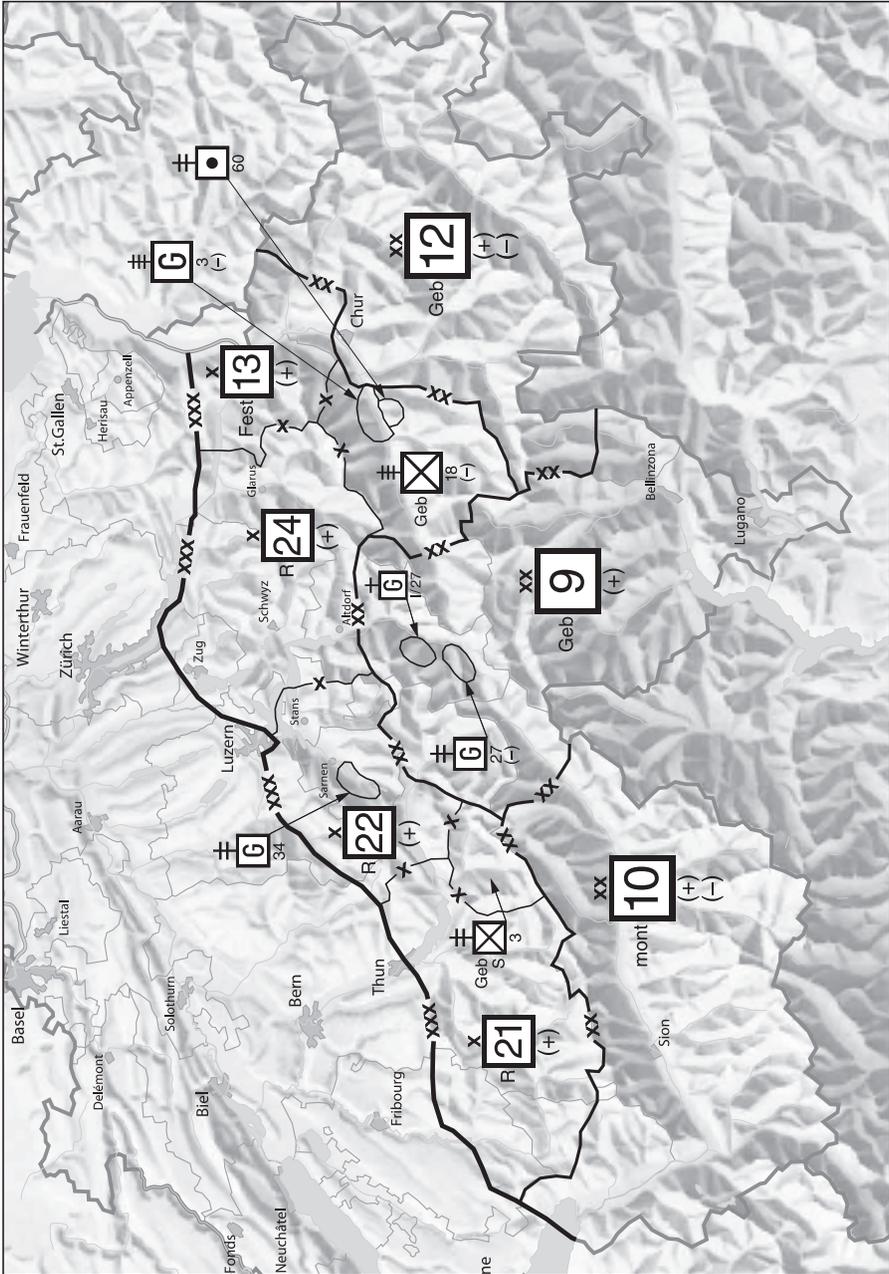
Les trois brigades de réduit barrent les axes conduisant dans la profondeur du secteur alpin et empêchent des poussées dans les secteurs qui leurs sont assignés: la brigade de réduit 21 dans le secteur Interlaken, la brigade de réduit 22 dans le secteur Brünig – Brienz – Meiringen et en direction du tunnel du Seelisberg, la brigade de réduit 24 dans le secteur Altdorf. Par ailleurs, à l'instar des divisions de montagne, elles doivent protéger les aérodromes de guerre dans leur secteur ainsi que d'autres installations selon des ordres particuliers.

La brigade de forteresse 13 (Sargans) assure la protection de la neutralité à l'Est et empêche des poussées adverses en direction de la plaine de la Linth et de Coire. A cet effet, elle est renforcée par un régiment d'infanterie et d'un bataillon de fusiliers de montagne ainsi que par des moyens de génie.

Toutes ces Grandes Unités peuvent demander l'appui de l'aviation pour remplir leurs missions.

La réserve du corps d'armée de montagne 3 se compose du régiment d'infanterie de montagne 18 et du bataillon de carabiniers de montagne 3. Ces deux corps de troupe se tiennent prêts à être engagés, en partie ou intégralement, selon des ordres particuliers. Le régiment d'infanterie de montagne 18 a en outre la mission de préparer une décision réservée consistant à empêcher une poussée adverse venant de la vallée du Rhin antérieure en direction de l'Oberalp.

Le soutien en matière de génie est assuré par le régiment du génie 3. Celui-ci, durant la phase de préparation, appuie en priorité la brigade de forteresse 13 et la brigade de réduit 22, en seconde urgence les divisions de montagne 9 et 12 ainsi que la brigade de réduit 24 et, seulement en troisième priorité, la division de montagne 10 et la brigade de réduit 21. Pour la phase de combat, le régiment se tient prêt à être engagé en appui général au profit des commandants des Grandes Unités pour ouvrir les axes importants de leur secteur. Par ailleurs, ce régiment doit barrer les axes traversant son secteur.



© 2008, FST A, MILGeo-Kartografie, 3003 Bern

Carte 24: «NORBERT», décision opérative du commandant du corps d'armée de montagne 3. Articulation et limites de secteur des formations directement subordonnées.

Enfin, les trois zones territoriales 9, 10 et 12, chacune renforcée par un laboratoire B, garantissent le soutien logistique dans leur secteur, protègent les ouvrages d'importance vitale qui leur ont été désignés et assurent le lien avec les autorités civiles. En outre, elles appuient les divisions de montagne avec leur compagnie d'engins.

Limites de secteurs

L'attribution des secteurs aux formations directement subordonnées respecte les limites des secteurs d'engagement permanent des brigades de combat, ce qui a l'immense avantage de conserver toute la validité et la cohérence des préparatifs concernant le renforcement du terrain, les destructions et les mises hors d'usage. Les formations de réserve occupent des secteurs définis en fonction de leurs engagements prévisibles, soit pour le régiment d'infanterie de montagne 18 (-) une partie du Vorderrheinthal entre Disentis (exclu) et Reichenau (exclu), pour le bataillon de carabiniers de montagne 3 (+) les vallées des deux Lutschinen, en amont de Zweilutschinen (voir carte 24).

Protection de la neutralité et protection des aérodromes de guerre

La protection de la neutralité concerne la frontière Sud et Est du secteur du corps, dont la longueur atteint 977 km entre Saint-Gingolph (VS) et Buchs (SG). Sans tenir compte des intervalles entre les divers itinéraires, on trouve, sur cette partie de la frontière nationale, environ trois cents passages frontaliers de nature et d'importance diverses, depuis l'auto-route A2 jusqu'aux sentiers de montagne partiellement impraticables durant l'hiver. Le poids de cette mission repose sur les brigades de combat auxquelles sont attribuées des formations d'élite, provenant des divisions de montagne, qui ont été désignées et instruites pour un tel engagement.

La protection des aérodromes de guerre est une tâche tactique complexe, vu le nombre et l'étendue des objets à protéger. Cela nécessite une étroite collaboration entre les troupes librement disponibles, les formations sédentaires du corps d'armée de montagne 3 et les troupes d'aviation et de DCA. Des moyens importants sont à engager pour assurer la recherche de renseignements, l'observation, la protection des installations, tant dans la partie centrale du dispositif qu'à la périphérie (ouvrages logistiques, radars, antennes etc.). Pour le corps d'armée de montagne 3, cette mission concerne onze aérodromes de guerre, soit la majeure partie de ces installations, qui sont répartis aux subordonnés directs :

- Division de montagne 9: Ulrichen (VS), Meiringen (BE) Ambri (TI),
- Division de montagne 10: Sion (VS), Turtmann (VS), Raron (VS),
- Brigade de réduit 21: St Stephan (BE), Interlaken (BE),
- Brigade de réduit 22: Alpnach (NW), Buochs (NW),
- Brigade de réduit 24: Mollis (GL).

Recherche de renseignements

Les dispositions concernant la recherche de renseignements figurent dans un document particulier, *Befehl für den Gefechtsnachrichtendienst*. Il fixe les priorités et les efforts principaux de cette recherche, soit dans le secteur d'engagement, soit dans la zone frontrière à l'extérieur du pays, la nature des renseignements à acquérir, avec une distinction entre les renseignements-clés et les renseignements particuliers. Diverses collaborations sont planifiées ainsi que les procédures d'échange des renseignements. Les secteurs de recherche de renseignements des divisions de montagne sont élargis, dans les cas de défense ou d'occupation, aux zones situées au-delà de la frontière nationale.

Grande Unité	Secteur ⁸
Division de montagne 9	Lavano - Lauf Ticino bis Ausfluss aus Lago Maggiore - Legnano - Desio - Trezzo - Calusco - Lecco - Como - Varese
Division de montagne 10	- Sallanches - Mégève - Chamonix - Morgex - Aosta - Megozzo - Monte Croce - Gattinara - Marano - Seeufer Lago Maggiore ab Ausfluss Ticino (exkl Lauf Ticino) - Premosello
Division de montagne 12	- Imst - Pians - Prutz - Naturno - Merano - Lana - Tirano - Teglio - Edolo

Tabelle 6: Secteurs élargis de recherche de renseignements.

Engagement des formations logistiques

Les secteurs de responsabilité des Grandes Unités territoriales correspondent à des frontières cantonales. Au corps d'armée de montagne 3, une importante exception est représentée par l'engagement, dans le domaine logistique et sanitaire, de la zone territoriale 10 dans la région des Alpes vaudoises, fribourgeoises et bernoises et celui de la zone territoriale 12 dans le sud du Canton de Saint-Gall. Cela permet aux formations du corps d'armée de montagne 3, engagées dans ces parties du territoire, d'être soutenues dans ces deux domaines par des formations de leur corps d'armée.

Plan de combat et décisions réservées

A partir de l'ordre d'opération du cas d'engagement «NORBERT», le commandant du corps d'armée de montagne 3 planifie une série de décisions réservées, qui doivent permettre une adaptation rapide du dispositif aux circonstances du moment et garantir des bases pour les décisions relatives à la conduite du combat. Au total, dix variantes ou modifications du cas d'engagement «NORBERT» sont préparées.



Fig. 65: On trouve au corps d'armée de montagne 3 des formations aptes au combat en haute montagne, mais toutes les troupes de montagne ne le sont pas...



Fig. 66: En montagne, il faut parfois décharger les biens de soutien qui se trouvent sur véhicules à moteur et les remettre aux troupes du train qui disposent de chevaux ou de mulets.

- Cas «*METEO*». Il s'agit de l'adaptation de l'ordre d'engagement aux conditions «*Eté*» et «*Hiver*» régnant dans le secteur, soit dans la phase de mobilisation, soit dans le cas d'un service actif. Ce sont principalement des ordres partiels, compte tenu du fait que les conditions météorologiques ne sont, à un moment donné, pas identiques dans l'ensemble du secteur, compte tenu de sa grande étendue et des différences d'altitude.
- Cas «*CENTRO*». Il s'agit de l'adaptation de la mission «*Dominer un secteur central*». Divers cas sont envisagés:
 - *Augmentation de l'autonomie de soutien* en première priorité pour la division de montagne 9 et la brigade de réduit 24, en deuxième priorité pour les brigades de réduit 22 et 21 et en troisième priorité pour les divisions de montagne 10 et 12.
 - *Renforcement par des formations de combat*. La division de montagne 9, avec mission inchangée, reçoit un régiment d'infanterie de montagne, un groupe d'artillerie et un groupe de DCA. La division de montagne 10, avec mission inchangée, reçoit un bataillon de fusiliers de montagne. La brigade de réduit 24 reçoit un régiment d'infanterie de montagne, un groupe d'artillerie et un groupe de DCA ; son secteur et sa mission sont complétés («*verhindert einen gegnerischen Stoss in den Talkessel von Schwyz*»).
 - *Agrandissement du secteur à dominer*. La division de montagne 9, avec mission inchangée, voit son secteur agrandi en direction Sud, selon ordre particulier. La division de montagne 10, avec mission inchangée, voit son secteur agrandi en direction Ouest, selon ordre particulier. La division de montagne 12 voit sa mission modifiée («*verhindert ab Landesgrenze gegnerische Stösse aus primär N und E ins Vorderrheintal, Hinterrheintal und an den Walensee*»). A cet effet, son secteur est modifié, et la brigade de forteresse 13 lui est subordonnée.
 - *Simplification des structures de conduite du combat dans le secteur à dominer*. Il s'agit d'une série d'ordres particuliers aux subordonnés directs, sur la base de l'évolution de la situation opérative ou tactique, qui établissent un nouvel ordre de bataille avec moins de subordonnés directs.
 - *Fermeture d'un axe opératif*. Il s'agit d'une modification de la mission à la brigade de réduit 24 («*verhindert Stoss aus E Richtung durch den Raum Wädenswil – Zug – Biberbrugg – Pfäffikon (SZ)*»). A cet effet, elle reçoit un régiment d'infanterie de montagne, un groupe d'artillerie et une batterie de DCA en provenance, probablement, de la division de montagne 10 ou 12. Dans ce cas, la mission de la division de montagne concernée est adaptée.
- Cas «*NORD*». Il s'agit du déplacement de l'effort principal du dispositif du Sud au Nord, Nord-Est, Est du secteur. Dans cette variante, une nouvelle articulation des forces est envisagée: la division de montagne 9 est engagée dans le secteur des brigades de réduit 23 et 24; la division de montagne 10, dans le secteur des brigades de réduit 21 et 22, la division de montagne 12 dans les secteurs de la brigade frontière 12 et de la brigade de forteresse 13. Trois brigades de combat (brigade frontière 9, brigade de forteresse 10 et brigade frontière 11) sont dès lors subordonnées au commandant de corps.

Cette décision réservée est en fait la reprise d'un plan d'opération antérieur à «NORBERT», qui prévoyait l'engagement du corps d'armée de montagne 3 avec front Nord.

- Cas «SUD». Il s'agit d'une modification du dispositif de base, suite à l'augmentation de la menace Sud. Les divisions de montagnes 9 et 10 reçoivent chacune les renforts suivants en provenance des corps d'armée de campagne (1 régiment d'infanterie ou 1 régiment d'infanterie motorisée), 1 bataillon de chars type C, 1 groupe d'artillerie, 1 batterie de DCA, 1 compagnie de sapeurs de chars). Les missions des divisions de montagne 9 et 10 sont modifiées en conséquence.
- Cas «TUTTO UNO» et «TUTTO DUE». Il s'agit du renforcement du corps d'armée de campagne 2 par des formations provenant du corps d'armée de montagne 3. La division de montagne 10 ou 12 met à disposition du corps d'armée de campagne 2 un régiment d'infanterie de montagne, un groupe d'obusier et une batterie de DCA. La mission de la division de montagne 10 ou 12 est modifiée en conséquence.

Conclusion

Les éléments principaux contenus dans le dossier d'engagement «NORBERT» sont complétés par une masse d'autres données :

- Défense des PC de guerre du gouvernement, de l'armée et du commandement des troupes d'aviation et de DCA.
- Engagement des formations du génie.
- Ordres pour les mises hors d'usage et les destructions, pour le renforcement du terrain.
- Ordres pour les transmissions, pour la logistique, la conduite de la guérilla etc.

Le dossier «NORBERT» n'est qu'un des éléments des nombreuses études permettant l'engagement des formations du corps d'armée de montagne 3. A cette masse de travail au niveau corps d'armée, il faut ajouter les dossiers d'engagement préparés par tous les commandants des diverses formations jusqu'à l'unité.

Par la présentation du dossier «NORBERT», nous avons voulu mettre en évidence une partie des efforts faits durant des années, avec les autres corps d'armée pour que, dans le cas d'une agression contre notre pays, nous cédions le moins possible de territoire. Nous voulions faire payer le *prix d'entrée* le plus fort. Nous résistions le plus longtemps possible, c'est-à-dire que nous faisons payer le *prix du séjour* le plus élevé.

Notes et références

¹ Dénomination du secteur où se rejoignent trois cours d'eau, la Reuss, l'Aar et le Rhin.

² Guisan, Henri : Rapport à l'Assemblée fédérale sur le service actif 1939-1945, Berne 1946, p. 44.

³ Les éléments essentiels de ce chapitre sont tirés du règlement 51.15, *La conduite de l'Armée et des Grandes Unités (CAG 83)*, valable dès le 1^{er} janvier 1984.

⁴ La défense combinée est une forme de combat mixte conjuguant défense et attaque. Appuyée à un système de positions défensives, elle permet au chef de créer les conditions en vue des ripostes décisives. Le but de la défense combinée est de dominer un secteur. Dominer signifie être maître chez soi : ce n'est pas l'adversaire qui décide ce qui s'y passe, mais celui qui conduit la défense combinée. Le combat prend deux formes différentes : d'une part, la défense statique qui vise à tenir des positions défensives afin d'arrêter ou de faire éclater les colonnes ennemies, d'autre part, dans un deuxième temps, des actions offensives menées par des éléments mobiles maintenus initialement en réserve. En direction de l'ennemi, le secteur de défense combinée a une limite avant qui n'est, en aucun cas, comparable à l'ancien front d'arrêt. Le combat ne va pas impérativement commencer sur son tracé. L'ennemi peut être attiré à l'intérieur du secteur de défense combinée, mais il ne devrait pas pouvoir en franchir la limite arrière. Si le cours des combats était défavorable, il faudrait alors tout mettre en œuvre pour s'accrocher sur cette limite arrière, au besoin de manière purement défensive. Il ne s'agirait plus alors de mener une défense combinée, mais de tenir. La défense combinée exige des moyens importants : voilà pourquoi elle est menée à l'échelon du corps d'armée, de la division, de la brigade, du régiment voire, en montagne, du bataillon. Les divisions d'infanterie, les brigades frontière, les brigades de réduit, les brigades de forteresse, formations statiques, ne sont pas en mesure de mener la défense combinée, sans un renforcement significatif par des forces mobiles.

⁵ Des chiffres : 1 état-major de corps d'armée, 15 états-majors de Grandes Unités, 58 régiments, 238 bataillons/groupes, 1252 unités, 176592 militaires (effectif réglementaire).

⁶ Les zones territoriales ont des limites qui correspondent aux frontières politiques cantonales.

⁷ Le secteur exact était défini comme suit : Brunnen – Vitznau – Bürgenstock – Pilatus – Glaubenberg – Schratzenfluh – Niederhorn – Schilthorn – Mörel – Passo di San Giacomo – Passo Campo Tencia – Bellinzona – San Jorio – frontière jusqu'au Piz Grisch – Passo Curver – Stätzerhorn – Domat/Ems – Calanda – Surenstock – Panixerpass – Hausstock – Linthal (excl.) – Rautispitz – Mutteristock.

⁸ Les noms de lieux définissant ces secteurs se rapportent à la carte opérative de la Suisse, 1:500000.

KOMMANDANT GEBIRGSARMEEKORPS 3

Datum	31.5.88
Revision	17.5.91
Dok Nr	301

«NORBERT»

Operationsbefehl

gültig ab 1.1.92 im Anschluss an AKMob

(Karte der Schweiz 1:300 000)

1. Orientierung

1.1. Bedrohungsannahmen

Es ist davon auszugehen, dass der Gegner

- zuerst die sehr lohnenden Ziele im Zentralraum durch den Einsatz von Diversionstruppen aufklären und ausschalten wird
- gleichzeitig oder anschliessend aus der Luft die Infrastruktur der FF Trp und der Uem Trp zerstören wird
- durch Luftlandungen «passages obligés» in Besitz nehmen und unsere Reserven binden wird
- schliesslich terrestrisch vorstossen wird, wobei, im Fall eines Durchmarsches durch das Mittelland, folgende Räume in den Voralpen besonders gefährdet sein werden:
 - . entlang des Walensees
 - . von der Linthebene ins Reusstal
 - . durch Nid- und Obwalden ins Aaretal
 - . durch das Simmental – Pays d'Enhaut – La Gruyère.

1.2. Auftrag

1.2.1. Besonderer Auftrag

Geb AK 3

- + Genie
- G Bat 34
- + Str Pol Kp 45
- + Mob Fl Fk Kp 23

- verhindert gegnerische Stösse durch den Alpenraum, primär aus S Richtung
- behauptet einen möglichst grossen Teil seines Raumes
- deckt Rücken und Flanken der Feldarmee korps
- schützt Führungseinrichtungen der Landesregierung, des Armeekommandos und der FF Trp
- schützt im Zusammenwirken mit den FF Trp die Kriegsflugplätze.
- stellen den Neutralitätsschutz sicher
- nehmen den Kampf am Boden grundsätzlich ab Landesgrenze auf
- können Fliegerunterstützung anfordern
- halten sich bereit, soweit es der Hauptauftrag zulässt, die zivilen Instanzen im Kampf gegen Terror und Diversion zu unterstützen.

1.2.2. Auftrag aller dem

OBA direkt
unterstellten HE

Quellentext 4: Operationsbefehl «NORBERT» vom 31. Mai 1988 (Revision 17. Mai 1991; Abschrift; entklassifiziert Kdo Geb AK 3 25.09.2002)

1.3. Nachbartruppen

Im N verhindern FAK 4 und FAK 2 fei Stösse an die Linie Linth – Zürichsee – Limmat und durch das zentrale Mittelland; sie behaupten insbesondere die Räume:

- Untere Töss – Unteres Glattal (FAK 4)
- Limmat – Brugg – Lenzburg – Albis – W Ufer des Zürichsees und Napf – Hauenstein (FAK 2).

Im NW verhindert FAK 1 einen gegnerischen Stoss durch seinen Raum, primär aus NW und W Richtung und sekundär aus den Räumen der Nachbarkorps.

2. Absicht

Ich will

- in einem nach S ausgerichteten Dispositiv den Kampf an den Hauptachsen ab Landesgrenze führen,
- das die Hauptachsen beherrschende Schlüsselgelände behaupten,
- die übrigen Achsen mindestens sperren,
- mindestens folgenden Raum behaupten: Brunnen – Vitznau – Bürgenstock – Pilatus – Glaubenberg – Schratzenfluh – Niederhorn – Schilthorn – Mörel – Passo di San Giacomo – P Campo Tencia – Bellinzona – S Jorio – Landesgrenze bis Piz Grisch – P Curver – Stätzerhorn – Domat/Ems – Calanda – Suren St – Panixerpass – Hausstock – Linthal (exkl) – Rautispitz – Mutteristock,
- in der Sperrführung die Erfordernisse der dynamischen Kampfführung und die erforderliche Bewegungsfreiheit der Truppe und der Partner der Gesamtverteidigung gewährleisten,
- den Kleinkrieg auf den Einfallachsen in den Behauptungsraum führen lassen,
- mit den kreditierten Versorgungsgütern günstige Voraussetzungen für eine autonome Kampfführung bis auf die unterste taktische Stufe schaffen.

3. Aufträge

3.1. Geb Div 9

- + br fr 9
- + Fest Br 23
- + bat car mont 9
- + Geb Füs Bat 87
- + Genie:
DU Gt Kp V/9
AU G Rgt 3 (2)
- + Tr Abt 3

- stellt den Neutralitätsschutz sicher,
- widersetzt sich ab Landesgrenze gegnerischen Stössen auf den Hauptachsen,
- verhindert einen gegnerischen Stoss in die Tiefe des Raumes der Fest Br 23, Richtung Innertkirchen und zum San Bernardino,
- schützt bestimmte Anlagen gemäss beso Bf,
- schützt im Zusammenwirken mit den FF Truppen die Kriegsflugplätze in seinem Raum gemäss beso Befehl,
- kann Fliegerunterstützung anfordern.

3.2. div mont 10

- rgt inf mont 7
- gr can ld 51
- + Gz Br 11
- + br fort 10
- + Genie:
DU cp engins VI/10
AU G Rgt 3 (3)
- + gr tr 1

- stellt den Neutralitätsschutz sicher,
- verhindert gegnerische Stösse ins Rhönetal und aus dem Rhönetal in die Räume der Fest Br 23 und R Br 21,
- schützt im Zusammenwirken mit den FF Trp die Kriegsflugplätze in seinem Raum gem beso Bf,
- kann Fliegerunterstützung anfordern.

- | | |
|---|---|
| <p>3.3. <u>Geb Div 12</u>
 – Geb Inf Rgt 37
 – Teile Mi Kp III/52
 – Wk Kp 33 (-)
 + Gz Br 12
 + Geb Füs Bat 111
 + Geb Füs Bat 114
 + Genie:
 DU Gt Kp V/12
 AU G Rgt 3 (2)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - stellt den Neutralitätsschutz sicher, - widersetzt sich ab Landesgrenze gegnerischen Stössen auf den Hauptachsen, - verhindert gegnerische Stösse nach Mittelbünden und ins Domleschg, - kann Fliegerunterstützung anfordern. |
| <p>3.4. <u>Fest Br 13</u>
 + Geb Inf Rgt 37
 + Geb Füs Bat 77
 + Genie:
 AU G Rgt 3 (1)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - stellt den Neutralitätsschutz sicher, - verhindert gegnerische Stösse in Richtung Linthebene und Chur, - kann Fliegerunterstützung anfordern. |
| <p>3.5. <u>R Br 21</u>
 + bat fus mont 14
 + 1 sct cp Im Id 7
 + 1 sct cp efa 7
 + Genie:
 AU G Rgt 3 (3)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - sperrt die in die Tiefe des Alpenraumes führenden Achsen, - verhindert gegnerische Stösse in den Raum Interlaken, - schützt im Zusammenwirken mit den FF Trp die Kriegsflugplätze in seinem Raum gem beso Bf, - kann Fliegerunterstützung anfordern. |
| <p>3.6. <u>R Br 22</u>
 + rgt inf mont 7
 – bat fus mont 14
 – 1 sct cp Im Id 7
 – 1 sct cp efa 7
 + Geb Füs Bat 47
 + Artillerie
 gr can Id 51
 + Genie:
 AU G Rgt 1 (1)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - sperrt die in die Tiefe des Alpenraumes führenden Achsen, - verhindert gegnerische Stösse in den Raum Brünig – Brienz – Meiringen und Ritg Seelisbergtunnel, - schützt bestimmte Anlagen gem beso Bf, - unterstützt mit Teilen der Art die R Br 24, - schützt im Zusammenwirken mit den FF Truppen die Kriegsflugplätze in seinem Raum gem beso Bf, - kann Fliegerunterstützung anfordern. |
| <p>3.7. <u>R Br 24</u>
 + Geb S Bat 12
 + Artillerie:
 AU R Br 22
 + Genie:
 AU G Rgt 3 (2)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - sperrt die in die Tiefe des Alpenraumes führenden Achsen, - verhindert einen gegnerischen Stoss in den Raum Altdorf, - schützt bestimmte Anlagen gem beso Bf, - schützt im Zusammenwirken mit den FF Truppen den Kriegsflugplatz in seinem Raum gem beso Bf, - kann Art Feuer anfordern, - kann Fliegerunterstützung anfordern. |

- 3.8. Geb Inf Rgt 18
- Geb S Bat 3
 - 1 Z sch Mw Kp 18
 - 1 Z PAL Kp 18
 - 1 Bau Gr Na Kp 18
 - + Genie:
 - Teile Mi Kp III/52
- hält sich bereit:
- ganz oder mit Teilen gemäss beso Bf eingesetzt zu werden,
 - einen feindlichen Stoss durchs Vorderrheintal Richtung Oberalp zu verhindern.
- 3.9. Geb S Bat 3
- + 1 Z sch Mw Kp 18
 - 1 Z PAL Kp 18
 - 1 Bau Gr Na Kp 18
- hält sich bereit, gem beso Bf eingesetzt zu werden.
- 3.10. G Rgt 3
- + G Bat 34
 - + Teile Mi Kp III/52
 - + Wk Kp 33 (-)
- Vorbereitungsphase
 - . mit Gros AU:
 1. Dringlichkeit: Fest Br 13, R Br 22
 2. Dringlichkeit: Geb Div 9, 12, R Br 24
 3. Dringlichkeit: Geb Div 10, R Br 21
 - . mit Teilen: Vorbereitung der Kampfphase
 - Kampfphase
 - . hält sich bereit, als AU für die Oeffnung folgender wichtiger Achsen den Kdt der direktunterstellten Gs Vb zugewiesen zu werden:
 1. Dringlichkeit: Chur – Andermatt und Stans – Interlaken
 2. Dringlichkeit: Andermatt – Brunnen und Meiringen – Wassen
 3. Dringlichkeit: Andermatt – Brig und Spiez – Gampel
 - . sperrt die durch seinen Raum führenden Achsen.
- 3.11. Ter Zo 9, 10, 12
- + je 1 B Lab Z v B Kp 18
- stellen die log Belange in ihren Einsatzräumen sicher,
 - schützen die ihnen zugewiesenen kriegs- und lebenswichtigen Objekte
 - stellen die Vrb mit den ziv Behörden sicher,
 - unterstützen die Geb Div mit den Gt Kp.
4. Besondere Anordnungen
- 4.1. Abschnittsgrenzen
- Abschnittsgrenzen Grosse Verbände und AK Reserve:
gemäss Beilage 1
- 4.2. Ordre de bataille
- gemäss Beilage 1

4.3. Neutralitätsschutzdienst

Gemäss «Vorschriften des Generalstabschefs für den Neutralitätsschutzdienst» vom 28.5.82 und Ergänzungen Kdt Geb AK 3 vom 27.7.82.

4.4. Korpsfremde Truppen / Truppen von Ter Zonen

Diese nicht unterstellten Trp werden dem zuständigen Kampfgruppenkdt für die terrestrische Kampfführung unterstellt, wenn in seinem Raum Kampfhandlungen beginnen (Ausnahme Fl Rgt 1–3). Sie dürfen nicht mehr als notwendig ihrem primären Auftrag entfremdet werden. Ihre Standorte sind in der «Liste der ersten Standorte» festgehalten. Die für die Zusammenarbeit notwendigen Vorbereitungen sind insbesondere mit den FF Trp bereits im strategischen Normalfall vorzunehmen.

4.5. Kleinkrieg

Gemäss Weisungen für den Kleinkrieg.

4.6. Verbindungsoffiziere

Die Kdt der direkt unterstellten Grossen Verbände kommandieren nach beendeter AKMob einen Vrb Of mit eigenem Trsp Mittel zum KP Geb AK 3, welcher die Funktionen des KP H erfüllt.

4.7. Sekundärverwendung militärischer Anlagen

Ab Bezug des Grundkampfdispositives werden militärische Anlagen, die vom Erstbenützer nicht mehr benötigt werden, grundsätzlich den Trp zur Verfügung gestellt. Das AKdo bestimmt die Auflagen. Das Verfügungsrecht haben die Kdt der direkt unterstellten Gs Vb.

5. Kommandoposten

Gemäss besonderer Liste mit eigenem Verteiler.

KOMMANDANT GEBIRGSARMEEKORPS 3

Korpskommandant Tschumy

Beilagen:

1. Abschnittsgrenzen und Ordre de bataille (Generalkarte der Schweiz, 1:300 000) GEHEIM vom 31.5.88
2. Uebersicht über die operative Kampfführung (Generalkarte der Schweiz 1:300 000) GEHEIM vom 6.5.85

Verteiler

Gemäss beso Bf

Francesco Vicari

La pianificazione della difesa del Cantone Ticino durante la Guerra Fredda

Il contributo dato dalle truppe ticinesi e da quelle confederate impiegate sul suolo ticinese durante gli anni della Guerra Fredda non deve andare dimenticato. Quanto vissuto e deciso in quegli anni è da ricordare prima che la memoria storica vada persa o, peggio, ci venga restituita da chi non l'ha vissuta di persona, interpretandola senza tener conto del contesto di quel tempo. Questa relazione vuole essere solo una traccia a disposizione di chi, in un futuro non troppo lontano, vorrà approfondire quanto in seguito descritto, senza inutili perdite di tempo per rintracciare i documenti necessari. Si è fatto affidamento alla memoria, ma anche intervistando ufficiali e, forse troppo sommariamente, rileggendo in parte ordini e direttive a suo tempo emanati o documentati su carte topografiche, schizzi o fotografie.

Dal dopoguerra agli anni Sessanta

Ricordo come alla mobilitazione del 1939 Guisan aveva dovuto constatare la mancanza di qualsiasi piano operativo. Una lacuna imperdonabile, conseguenza di una assoluta mancanza di «*unité de doctrine*». Una situazione analoga che ancora si ripeteva quando venivano creati la NATO (1949) e il Patto di Varsavia (1955). Ma ancora nel 1961 non vi era una pianificazione per l'impiego dell'esercito. Vi si rinunciava per non pregiudicare le decisioni del futuro generale. Ci si era limitati a riflessioni operative sotto il nome di «*THEOPHIL*».

Si ricorderà che, dopo due decenni di vivaci discussioni concettuali, l'Esercito svizzero aveva nel 1966 adottato la «*difesa combinata*», una dottrina d'impiego, che rimarrà valida durante tutta la Guerra Fredda, anche se la «*famosa*» diatriba non si esaurirà mai del tutto, anzi verrà regolarmente riattizzata dall'indomito gruppo di Zurigo e dalla disponibilità di ulteriori considerevoli forze meccanizzate. Il loro incremento non voleva dare ragione a quella cerchia, ma si era reso necessario dalla necessità di dover passare in tempi molto brevi al combattimento dopo una mobilitazione. Infatti non va dimenticato, che la fanteria richiedeva almeno tre settimane per approntare le proprie posizioni difensive, ma con le truppe del Patto di Varsavia a pochi giorni dalla nostra frontiera. Questo breve tempo non sarebbe stato sufficiente al comandante in capo, appena nominato dall'Assemblea federale, per ordinare l'impiego delle sue truppe.

Così negli anni sessanta ci si rese conto della necessità di prevedere piani operativi al più alto livello. Essi sono oggi la testimonianza del modo con cui la Svizzera si sarebbe opposta a un aggressore durante questo periodo della nostra storia. Ne riporto solo i nomi «PRONTO», del 1961, che riguardava unicamente la prontezza d'impiego; «ALPHA», del 1962, il primo vero ordine d'impiego segreto per la sola aviazione e «THEOPHIL», del 1967, il primo dispositivo segreto rivolto verso Nord-Est.

La difesa del saliente ticinese non rientrava certamente nelle priorità dei pianificatori, ma nemmeno possiamo affermare che non ebbe una ragionevole attenzione; infatti il dominio strategico del massiccio del San Gottardo rivestiva grande importanza a dimostrazione della nostra volontà d'indipendenza. «Il giorno in cui la nostra bandiera non sventolerà più sul San Gottardo, la Svizzera avrà cessato di esistere», sembra abbia scritto in un ordine operativo, il comandante di corpo Georg Züblin. Di conseguenza anche le vie d'accesso al San Gottardo andavano difese.

Per quanto riguarda il Ticino, annotiamo come l'*organizzazione delle truppe 48* confermò la situazione alla fine della Seconda Guerra, ma separando le classi di età. Le truppe di attiva furono subordinate alla *divisione montagna 9* – alla quale da sempre era stato affidato il compito di difendere il San Gottardo – mentre le truppe di copertura della frontiera, di fortezza e territoriali passarono alla *brigata ridotto 23* e alla *brigata frontiera 9*. Queste due brigate si ripartivano la difesa del cantone Ticino, con la prima nelle vallate superiori e la seconda nelle posizioni acquisite durante la recente mobilitazione.

Già pochi anni dopo venne varata la *Riforma 51*. Nuove armi e nuove tecniche di combattimento, come pure la necessità di trasferire truppe dal ridotto all'Altopiano ne furono la ragione. La brigata ridotto diviene *brigata fortezza 23* e da lei ci si aspetta che «difenda autonomamente il suo settore per un lungo periodo»; dunque il settore attorno alla vallata dell'Urseren e al San Gottardo. La brigata mantiene in esercizio le fortificazioni costruite durante la passata mobilitazione, ma smantella quelle realizzate nel XIX. secolo.

Pure alla *brigata frontiera 9* erano rimaste le truppe allora dette sedentarie, cioè quelle ancorate ai dispositivi stabiliti durante la seconda guerra. Il compito affidato alla brigata veniva confermato: «impedire a un avversario proveniente da sud d'impossessarsi di Bellinzona e degli accessi all'obiettivo strategico del San Gottardo, attraverso la Riviera e la bassa Valle Maggia.»

Durante gli anni successivi diverse misure consolidarono la capacità di combattimento della brigata; i battaglioni di landwehr furono rafforzati, l'artiglieria potenziata con l'attribuzione di batterie mobili per compensare l'abbandono delle fortificazioni più obsolete. Il brillamento delle opere minate venne attribuito al nuovo gruppo genio 49.

Con la creazione della *brigata territoriale 9* le due brigate sopraccitate vennero scaricate da compiti logistici e di protezione delle infrastrutture sensibili, divenendo di conseguenza e a tutti gli effetti unità combattenti.

Gli anni Settanta

Nel 1970, quando divenni ufficiale di stato maggiore generale, ebbi accesso a informazioni che prima la regola del «need to know» mi vietava. Ecco almeno quelle di cui avevo sentito parlare e che riguardano la *divisione montagna 9*:

- «PRONTO» del 1970 (Befehl für die Bereitschaftsaufstellung der Geb Div 9)
- «INTEGRA» del 1971, che alla divisione montagna 9, con subordinata la brigata ridotto 24, attribuisce il compito di condurre la difesa combinata nel settore della brigata ridotto 24 e nella Schächental, di tenere sotto controllo il piano della Linth (zona di possibili aviosbarchi) e di tenersi pronta su ordine del CA mont 3 a bloccare il deflusso della Linth.¹
- «THEOPHIL» del 1975 (intende far fronte ad una minaccia da nord-est e suppongo sia una revisione della precedente pianificazione del 1967) affida alla divisione montagna 9 il compito di sorvegliare il settore a Est della Limmat, di dominare il settore tra la Limmat – Zürichsee e la Reuss a Nord della linea Wollishofen – Affoltern a. A., di opporsi a un'avanzata nemica in direzione di Zug all'altezza della Reuss come pure di sostenere la reazione dinamica della divisione meccanizzata 4 nel settore da lei dominato.²
- «DOMINO»³ del 1976 (vuole opporsi a una progressione nemica proveniente dall'Oberland zurighese) subordina la brigata ridotto 24 alla divisione montagna 9 che riceve il compito di impedire un'avanzata nemica nella conca di Svitto e nel settore di Altdorf; la divisione può richiedere l'ingaggio dell'aviazione.⁴
- «DANTE» del 1978, prevede per la prima volta una minaccia da Sud e subordina alla divisione montagna 9 la brigata ridotto 24, la brigata fortezza 23, la brigata frontiera 9, parti del reggimento del genio 3 e il gruppo treno 9, attribuendole il compito di assicurare la protezione della neutralità (SPN), di impedire attacchi nemici sul Gottardo in primo luogo da Sud, di difendere al minimo il settore della br fort 23 come pure di proteggere le infrastrutture delle truppe d'aviazione e DCA e i PC del comando supremo.⁵

Dunque la divisione montagna 9 è simile a un Giano bifronte, con una decisione operativa non proprio rispettosa dei principi della condotta, ma che, senza trascurare la minaccia da nord-est, rivolge finalmente l'attenzione a una proveniente da sud. Per la prima volta appare il compito di *protezione della neutralità*.

Il problema del Mendrisiotto

Non vorrei trascurare un aspetto che, per i Ticinesi, non è mai stato di secondaria importanza. Dagli ordini operativi segreti del comando dell'esercito (Nr. 1 del 2.9.1939, Nr. 5 del 6.2.1940 (Deckung der Südfront) e Nr. 13 del 21.8.1941 (der 9. Division, 2. Ausgabe)) non risultano compiti a truppe a sud di Taverne – Gola di Lago. Questo significa che il comando dell'esercito non si preoccupava della difesa della parte più meridionale del nostro Paese. Questa situazione è rimasta tale fino a metà degli anni Settanta.

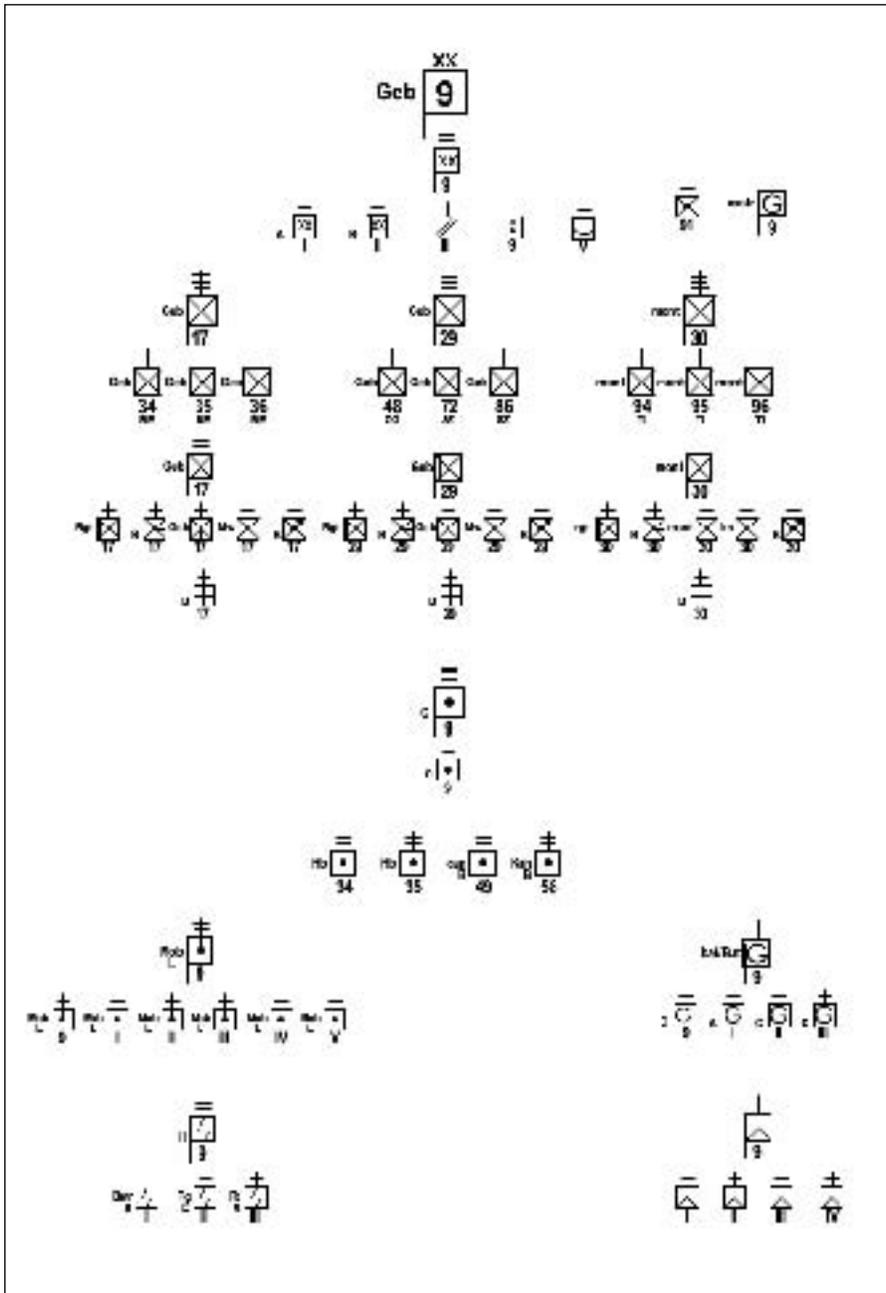


Fig. 67: Ordine di battaglia della divisione montagna 9 (valevole dal 1.1.1983).

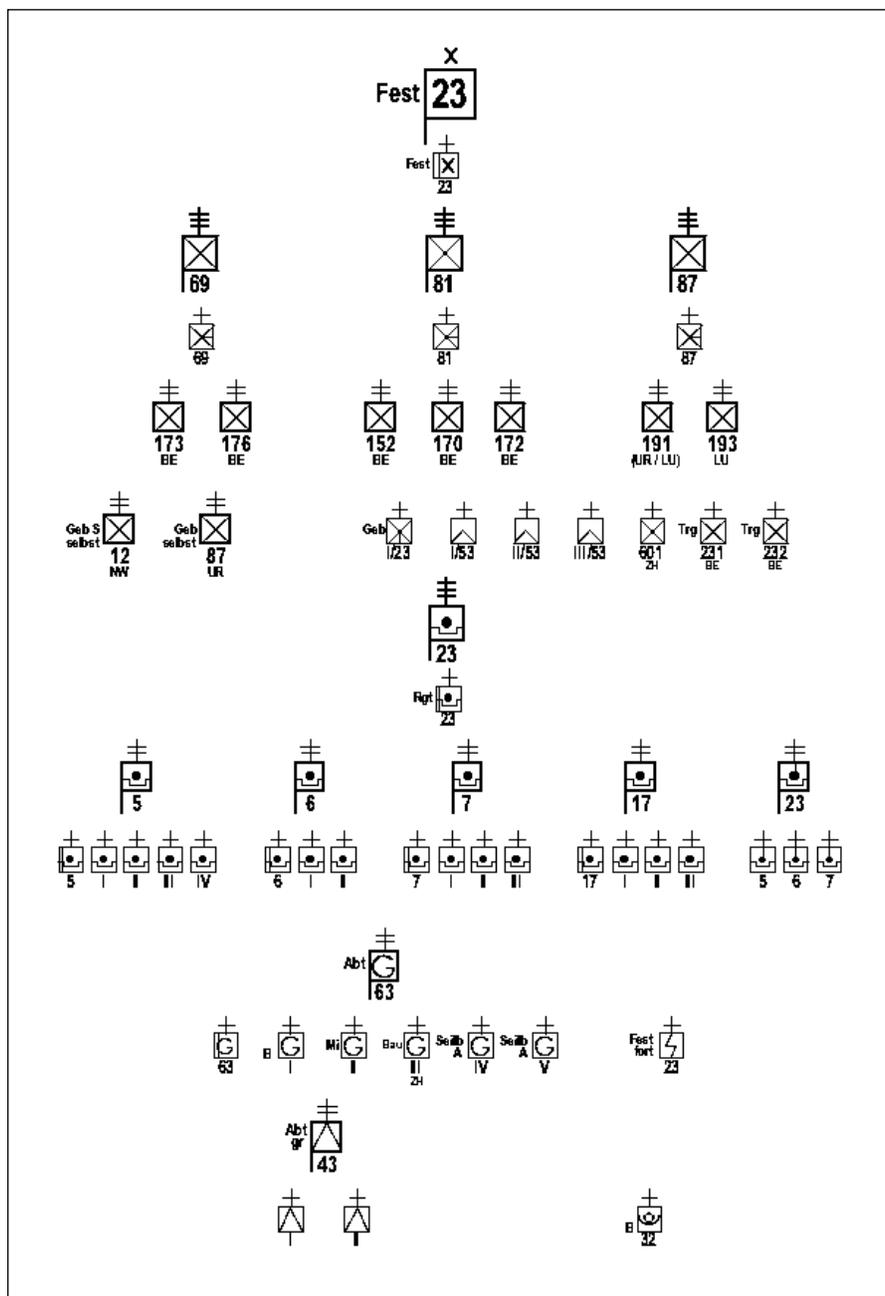


Fig. 68: Ordine di battaglia della brigata fortezza 23 (valevole dal 1.1.1972).

Forse già in previsione del dispositivo «DANTE» il comandante della brigata frontiera 9, Br Roberto Moccetti, ordina nel 1976 al Maggiore Vicari, comandante del battaglione di carabinieri di montagna 9, di pianificare la protezione della neutralità nel Mendrisiotto. Viene proposta una decisione che rispecchia la dottrina allora insegnata: sbarrare con i mezzi di due unità gli accessi stradali verso Mendrisio lungo la frontiera (Chiasso Brogeda, Chiasso strada, Seseglio, Bizzarone, Gaggiolo e Arzo) e tenere nella Campagna Adorna una terza unità motorizzata ad hoc per rinforzare a ragion veduta gli sbarramenti alla frontiera. Moccetti non condivide questa decisione e impone la rinuncia alla riserva, ma chiede di occupare le opere minate di Capolago e del ponte diga di Melide. Su questa base verrà redatto un ordine d'impiego, che però successivamente sarà rielaborato portando una compagnia nel Malcantone.

Inoltre il comandante di brigata prevede che, terminato il compito di protezione della neutralità, il bat car mont 9 venga fatto ripiegare a nord del Monte Ceneri, dove potrà assumere altri compiti in seno alla brigata. Questa intenzione non viene capita dagli ufficiali del battaglione. Come sarà possibile sganciare un battaglione appiedato e magari già coinvolto in combattimenti da un avversario meccanizzato? Non sarebbe meglio difendere il Mendrisiotto fino all'ultima cartuccia? Le misure di tutela del segreto, allora rigorosissime, non permettevano di capire le intenzioni del comandante di brigata. Siccome la divisione montagna 9 con molta probabilità sarebbe stata impiegata al nord della catena alpina, la brigata frontiera 9 non avrebbe potuto contare su alcun rinforzo.

Lasciato il bat car mont 9 per ritornare allo Stato maggiore della brigata fortezza 23 non ho più seguito quella questione. Ho però saputo dal Br Giuliano Crivelli, che il battaglione era stato spostato durante il periodo del Br Eugenio Filippini (cdt della brigata frontiera 9 1979-1984) quale riserva nel settore Capriasca/Gola di Lago, lasciando però una compagnia per la protezione della neutralità nel Mendrisiotto e un'altra nel basso Malcantone. Forze troppo esigue per assolvere tali compiti. E infatti il 5.11.1986 il Br Achille Crivelli proponeva di attribuire alla brigata un ulteriore battaglione. La proposta venne accettata e alla brigata fu attribuito il battaglione di fucilieri di montagna 35 del reggimento di fanteria 17 bernese. Dunque due battaglioni di attiva per la protezione della neutralità ai confini con l'Italia. Negli anni Ottanta con il nuovo pacchetto di ordini «ZEUS» risp. «NORBERT» e la decisione riservata «SUD» la situazione avrebbe potuto cambiare sensibilmente; la divisione montagna 9 rinforzata con un ulteriore reggimento di fanteria, un battaglione di carri armati e altra artiglieria avrebbe avuto la possibilità di creare ulteriori concentrazioni di truppa nel centro-sud, rendendo più credibile la protezione della neutralità. Alla difesa del Sottoceneri e del Mendrisiotto alla fine degli anni Ottanta veniva dedicata la giusta attenzione.

Gli anni Ottanta

Durante quegli anni i lavori di pianificazione avevano raggiunto un tale grado di approfondimento a tutti i livelli di comando da rasentare la perfezione. «Soignez ces détails, il ne sont pas sans gloire» si diceva! Forse a questa cura venne dedicata un'attenzione

eccessiva. Così chi subentrava in un comando «perfezionava» l'ordine del predecessore anche in particolari minimi, dovuti più a opinioni soggettive, che a impellenti necessità tattiche.

Durante gli anni Settanta e nella prima metà degli anni Ottanta l'organizzazione delle nostre truppe aveva subito continue modifiche intese a migliorarne la mobilità e ad incrementarne la potenza di fuoco. Si pensi alla costituzione dei battaglioni blindati con il *carro 68* e il *Leopard 2*, all'introduzione dell'artiglieria semovente (*M 109*) e delle armi anti-carro *Dragon*, alla realizzazione del programma di costruzione dei lanciamine da fortezza da 12 cm, alla nuova arma di difesa antiaerea *Rapier*, alla riorganizzazione della DCA e alle possibilità d'impiego delle forze aeree ora dotate anche del *Tiger*. Di conseguenza divenne a livello esercito ineluttabile rivedere i precedenti dispositivi, ritenuti troppo statici, per passare ad uno che fosse meglio in grado di adeguarsi a ragion veduta ad ogni situazione.

Nel 1980 si ritorna dunque nuovamente a un dispositivo di prontezza (*Bereitschaftsdispositiv*), denominato «ZEUS»⁶, che decisioni riservate potevano rapidamente trasformare in un dispositivo di combattimento di base (*Grundkampfdispositiv*). Passare da un dispositivo di prontezza ad uno di combattimento non significava necessariamente impiegare la truppa in settori completamente diversi, ma autorizzava a realizzare misure di rafforzamento del terreno, di pianificazione del fuoco e di adeguamento dell'autonomia logistica per permettere il combattimento da subito anche nel settore di prontezza. Ovviamente il comandante in capo avrebbe comunque potuto spostare a ragion veduta altrove qualsiasi formazione.

Mentre prima gli ordini d'impiego «THEOPHIL» venivano scritti su carta azzurra, i nuovi ordini discendenti da «ZEUS» usavano carta color giallo; i nomi di copertura cambiavano ad ogni livello. Così anche al corpo d'armata di montagna 3 gli ordini dovettero essere adattati e da «ALEXANDER» si passò a «NORBERT».

Ecco altri esempi ai livelli inferiori: alla divisione montagna 9 da «DANTE» (1978) a «CATO», alla brigata fortezza 23 da «BEATRICE» a «GALBA», usando nomi con la lettera «G» di minerali delle nostre Alpi per i subordinati diretti ed alla brigata frontiera 9 da «BEATRICE» ad «ACQUARIO», con altri nomi per i rispettivi subordinati (ad esempio «ARIETE» per i rgt fant mont 30 e rgt fant 63, «CARONTE» per il rgt fant 40).

Parlando di pianificazione militare durante la Guerra Fredda si dovrebbe differenziare fra il caso di *protezione della neutralità* a seguito di una mobilitazione parziale e il caso di *difesa* dopo una mobilitazione generale. Non tratterò qui di seguito il primo caso, limitandomi alla difesa e descrivendo unicamente l'impiego delle truppe cosiddette combattenti (fanteria, artiglieria, difesa contraerea e genio), tralasciando per brevità di citare le molte truppe dette sedentarie impiegate nel settore di competenza della divisione montagna 9 e che, una volta assolto il loro compito tecnico, sarebbero state integrate nel combattimento difensivo. Infatti nel suo ordine operativo il comandante del corpo d'armata di montagna 3 ordinava: «Le truppe delle zone territoriali vengono subordinate all'inizio delle ostilità ai comandanti delle truppe combattenti nei rispettivi settori di competenza.»

Ricordo ancora, che l'ordine di battaglia della divisione montagna 9, della brigata fortezza 23 e della brigata frontiera 9, facendo astrazione dalle riforme della logistica (1979) e del servizio sanitario (1983), era rimasto essenzialmente invariato dalla Riforma 61 a quella del 1995 esclusa. Ovviamente nelle singole formazioni furono integrate nuove armi, con i conseguenti adattamenti di organigramma e di personale. Ma questi sono particolari che non toccano la sostanza di questa relazione.

Sia la brigata fortezza 23 che la brigata frontiera 9 elaborarono *ipotesi di azioni avversarie* molto dettagliate, che la divisione montagna 9 combinò indicando tre settori chiave: il primo a livello tattico (Monte Ceneri e Gordola – Magadino), il secondo a livello operativo (la Riviera (cioè il dispositivo della «LONA»)) e il terzo a livello strategico (la conca dell'Urseren fra i passi Oberalp, S. Gottardo e Furka, le gallerie, stradale e ferroviaria, e le gole della Schöllenen).



Fig. 70: Il Cdt di C Roberto Moccetti, cdt di CA mont 3 (1984-1988).



Fig. 71: Il Cdt di C Enrico Franchini, cdt di CA mont 3 (1979-1983).

Il corpo d'armata di montagna 3

Per quanto riguarda il livello del corpo d'armata di montagna 3 rimando alla relazione del Cdt di C Adrien Tschumy. Qui di seguito esaminerò per sommi capi gli ordini d'impiego della divisione montagna 9 e delle due brigate a lei subordinate e impiegate sul territorio del cantone Ticino e nelle vallate che lo coronano a settentrione. Ma mi sia concesso di almeno ricordare come questi ordini vennero concepiti e messi in pratica.

Enrico Franchini, divenuto comandante del 3. corpo nel 1979, deve rivedere gli ordini d'impiego del corpo d'armata di montagna 3, a cui non si chiede più un dispositivo rivolto verso Nord-Est, dal lago di Zurigo a Sargans, ma uno rivolto a Sud. Così nel giugno del 1980 gli stati maggiori ridotti di tutte le grandi unità e brigate del corpo d'armata alpino vennero riuniti nella fortezza di Magletsch per studiare il nuovo impiego a più livelli.

Il vantaggio di questo modo di procedere risiedeva nella possibilità di convincere personalmente i subordinati, di discutere con loro apertamente la fattibilità di ogni ordine e di coordinarne le decisioni fra superiori e subordinati. Dunque un metodo di condotta non tipicamente militare; un metodo di condotta cooperativo che, se attuato durante la fase della pianificazione, era garanzia di precisa coordinazione fra i vari livelli di comando, senza compromettere più tardi l'obbedienza agli ordini in combattimento.

Franchini aveva una visione semplice e ben comprensibile del suo compito – da ora indubbiamente rivolto a sud – che mi è rimasta impressa nella mente:

- ritardare l'avversario nella zona operativa di frontiera;
- difendere gli assi di attraversamento nella zona centrale;
- tenere una parte della zona centrale il più a lungo possibile.

Ai subordinati vennero assegnati compiti, che tenevano in considerazione le *decisioni riservate* a livello esercito. A sua volta anche il CA mont 3 elaborò le proprie decisioni riservate. Ecco le più importanti: «METEO», con gli adeguamenti per la stagione invernale; «CENTRO», con cinque varianti, di cui la seconda prevedeva la subordinazione alla divisione montagna 9 della brigata ridotto 24; «NORD», con le tre divisioni di montagna impiegate con fronte verso l'Altipiano; «SUD», con un ulteriore rinforzo della div mont 9 (1 rgt fant, carri armati *Centurion* ecc.) e «TUTTO», con trasferimento di formazioni al CA camp 2.

Solitamente ci si limita a poche decisioni riservate. Il Cdt di C Roberto Moccetti volle elaborarle in modo molto approfondito e fors'anche troppo particolareggiato, correndo il rischio della «vorgefasste Meinung», cioè del pregiudizio, che avrebbe potuto ripercuotersi su un mancato adeguamento alla reale nuova situazione.

La divisione montagna 9

Dapprima un'osservazione. Negli ampi settori di montagna anche le divisioni, come il corpo d'armata, conducono operativamente, ossia attribuiscono alle brigate loro subordinate i compiti, il settore d'impiego, i mezzi, le competenze e i crediti. Le brigate invece conducono tatticamente; ciò significa impiegare i reparti e coordinare i loro mezzi sul campo di battaglia. Anche senza mezzi corazzati è possibile applicare in montagna la dottrina della difesa combinata fino al livello di reggimento; saranno i battaglioni fucilieri di montagna ad assumersi il compito di reazione dinamica, come ben descritto nelle direttive interne del Cdt di C Fritz Wille, purchè vengano impiegati in terreni idonei.

La divisione montagna 9 dispone di tutti i propri mezzi secondo l'ordine di battaglia; inoltre le vengono subordinate la brigata fortezza 23 e la brigata frontiera 9 per la condotta delle operazioni nel centro-sud del CA mont 3, in un settore corrispondente a tutto il Ticino e a parte del canton Uri, ma anche alle vallate dell'Oberland Bernese a monte di Meiringen, al Goms nell'Alto Vallese e al Tavetsch nei Grigioni.

Alla *divisione montagna 9* viene attribuito il seguente compito «CATO» (1985): assicurare la protezione della neutralità, opporsi a attacchi nemici lungo gli assi principali a partire dai confini nazionali, impedire attacchi nemici in profondità nel settore della brigata fortezza 23 in direzione Innertkirchen e San Bernardino, proteggere installazioni specifiche e, in cooperazione con le truppe d'aviazione e DCA, gli aerodromi militari nel suo settore. La divisione può chiedere l'appoggio aereo.⁷

Cosciente del fatto che le brigate hanno da sempre avuto la possibilità di preparare e di esercitare la difesa dei loro settori, accrescendone quindi la loro efficienza, il comandante di divisione non impone cambiamenti ai loro dispositivi, ma integra gli spazi non ancora da loro presidiati con le sue truppe, dette «liberamente disponibili».

L'intenzione «CATO» del comandante della divisione montagna 9 si può riassumere come segue: assicurare in modo credibile la protezione della neutralità; dopo l'adempimento del SPN, ritirare le formazioni impiegate conducendo un combattimento temporeggiante; opporsi a un attacco nemico grazie a un dispositivo orientato a Sud con uno sforzo principale lungo gli assi più importanti nel Luganese e nel Locarnese come pure sbarrare gli assi di penetrazione da Sud, Est e Ovest in profondità e quelli da Nord lungo il limite del settore di divisione. Inoltre il comandante di divisione intendeva dominare al minimo i settori Clariden – Titlis – Innertkirchen – Finsteraarhorn – Blitzingen – Passo S. Giacomo – P. Campo Tencia-Bellinzona – San Jorio – P. Padion – Adula – P. Medel; preparare operazioni di guerriglia lungo gli assi di penetrazione nel settore della br front 9; proteggere installazioni specifiche; includere in modo mirato le opere minate nel piano di difesa combinata e creare nell'ambito della logistica le premesse favorevoli alla condotta autonoma del combattimento fino al livello tattico più basso. A questo scopo il comandante decise di lasciare condurre il combattimento con sforzo principale verso Sud a due brigate di combattimento rinforzate, una a Sud, l'altra a Nord, di mantenere una riserva della forza di un battaglione in Val Blenio; di tenere a disposizione delle brigate di combattimento l'appoggio di fuoco di un gruppo cannoni pesanti e di tenersi pronto con il genio a aprire gli assi principali.⁸

Da questa intenzione risulta l'«OB» qui di seguito riprodotto (fig. 72). Esaminiamo ora in maniera più particolareggiata come questi mezzi furono disposti nel terreno, iniziando da meridione verso settentrione. Dapprima le truppe delle brigate che, come già osservato, non vengono spostate dai loro settori «tradizionali»; a queste vengono sovrapposte le truppe dette «liberamente disponibili», sia per presidiare settori chiave ancora scoperti, sia per creare riserve. In seguito nel dispositivo vengono integrati i mezzi di appoggio.

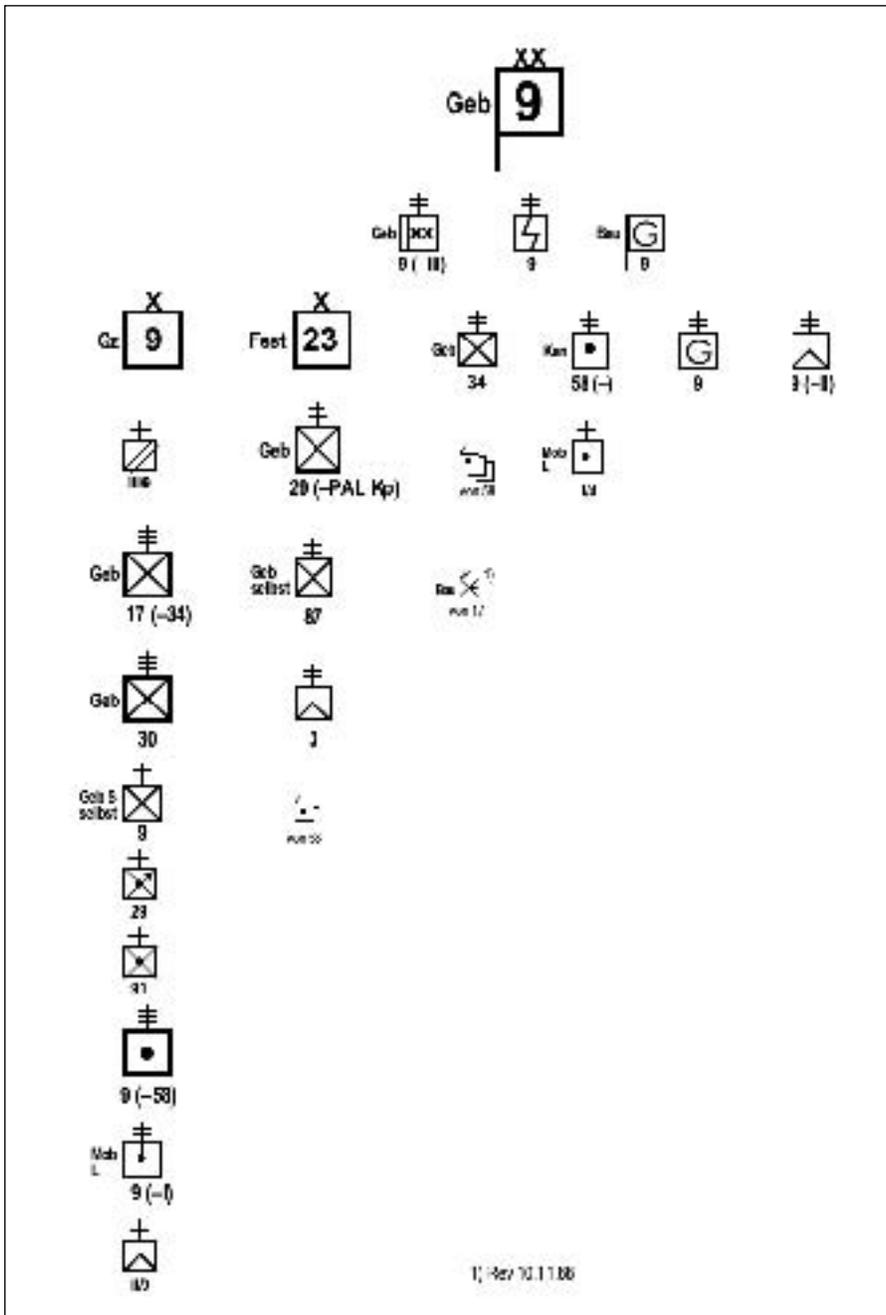


Fig. 72: Ordine di battaglia «CATO» della divisione montagna 9 (1983).

Importante, per un immediato intervento contro truppe aviotrasportate, era la delega preventiva delle competenze di tiro con ogni arma a traiettoria curva fino ai più bassi livelli. Medesimo discorso per la condotta delle distruzioni, prevedendo la delega delle competenze di brillamento ai diretti subordinati (con qualche riserva per opere di grande importanza), che a loro volta le potevano delegare ulteriormente. Questo per garantire la tempestiva interruzione delle vie d'accesso prima che l'avversario se ne impossessasse con azioni a sorpresa.

La brigata frontiera 9

La brigata frontiera 9 riceve dalla divisione montagna 9 il compito «ACQUARIO», ovvero d'assicurare la protezione della neutralità con truppe della forza di un reggimento e di un gruppo d'artiglieria, di opporsi a penetrazioni nemiche attraverso il Luganese e il Locarnese nel Piano di Magadino e in Valle Maggia come pure d'impedire un'avanzata nemica nel settore Bellinzona – Riviera. La brigata frontiera può chiedere fuoco d'artiglieria e l'appoggio dell'aviazione e integra la cp trsp mot V/9 e il bat G 9 presenti nel suo settore.

E nel 1989 l'intenzione (valida dal 1.1.1990) veniva così formulata: «impiegare per la protezione della neutralità, con sforzo principale nel Sottoceneri, forze suscettibili di essere ritirate a PN ultimata, condurre un combattimento ritardatore a partire dalla frontiera lungo gli assi antistanti le posizioni difensive, opporsi a una progressione nemica al Ceneri e nel Locarnese con sforzo principale nel Piano di Magadino, condurre il combattimento decisivo nel settore Bellinzona – Riviera.» A tale scopo il commendante della brigata vuole impiegare per la PN un rgt fant mont nel Sottoceneri, affidare la PN nel Sopraceneri ai comandanti direttamente subordinati, tenere con due rgt fant Lw gli accessi al Piano di Magadino e alla Valle Maggia, impiegare due gr cbt per opporsi contro aviosbarchi nel Piano di Magadino ed impedire una progressione nemica nel settore Bellinzona – Riviera, tenere pronto un bat fuc di attiva e due cp gran per intervenire in tutto il settore di br, subordinare l'artiglieria di fortezza ai cdt direttamente subordinati e impiegare l'artiglieria mobile a direzione centralizzata.

La brigata occupa con le sue truppe una fascia difensiva che dal Locarnese porta al Gambarogno, sale quindi a Neggia e sul Monte Ceneri, alla Cima di Medeglia fino all'Alpe del Tiglio. Sbarra pure il passaggio obbligato di Taverne Superiore e del dosso di Taverne con le opere fortificate di Sigrino – Mezzovico sul riale Cusella. Nemmeno vanno dimenticate le alture di Gola di Lago.

Il reggimento fanteria 40 con i battaglioni fucilieri 293 e 296 impedisce l'accesso al Piano di Magadino, ma con presidi già a Ranzo, Valmara, Intragna e Ponte Brolla (opere minate o barricate anticarro). Il reggimento fanteria 63, con il battaglione fucilieri 294 nella Carvina e sul Monte Ceneri e il battaglione fucilieri 190 (lucernese) nell'alta valle del Vedeggio e a Gola di Lago, deve evitare che l'avversario sfoci nel Sopraceneri.

Nel quadrilatero Iragna – Lodrino – Cresciano – Osogna troviamo una formazione appositamente costituita sin dalla seconda guerra mondiale e ben nota con il nome di copertura di gruppo di combattimento ad hoc «LONA» (LOdrino – OSogNA), di cui fanno parte il gruppo fortezza 9 e il battaglione ad hoc «VERNA» (VErgio - OSogNA), che coordina il combattimento della fanteria a protezione delle opere e impiega anche la compagnia di granatieri I/9. Nella seconda metà degli anni Ottanta il battaglione fucilieri 190 verrà cambiato con il battaglione ad hoc «VERNA» che, trasferito nell'alta valle del Vedeggio, prenderà il nome di «CIMA». Nei vari dispositivi erano pure integrate le due compagnie d'ordigni filoguidati anticarro (cp ofa) 91 e 92, da poco costituite.

Le compagnie opere fortificate, con il fuoco dei loro fortini, contribuivano a rinforzare considerevolmente il combattimento della fanteria. Quelle della brigata (30, 61 e 62) le troviamo impiegate nei settori di Sigirino – Mezzovico, di Gola di Lago – Davrosio, di Magadino – Gordola e Ponte-Brolla e ovviamente alla LONA fra Lodrino – Cresciano. Erano dotate di cannoni anticarro di 9 cm, di mortai 8,1 cm e di mitragliatrici 51 in bunker o sotto roccia e in numero considerevole. Il fuoco di queste armi era sempre diretto su ostacoli, che potevano essere opere o campi minati, barricate anticarro su strade, fossati o ostacoli anticarro di tipo «toblerone», ma anche reticolati. Uno speciale dispositivo di tiro, detto «panorama», permetteva di aprire il fuoco anche in caso di mancanza di visibilità e grazie al collegamento via telefono con osservatori stazionati in avamposti protetti.

La brigata fortezza 23

Alla brigata fortezza 23 la divisione montagna 9 attribuisce il seguente compito «GALBA»: assicurare con un minimo di forze la protezione della neutralità, sbarrare in profondità a partire dai limiti del settore di Br gli accessi da Sud, Est e Ovest ai passi alpini e da Nord l'accesso alla Reusstal presso Intschi come pure alla Haslital a Nord di Innertkirchen, impedire la conquista del settore Amsteg – Sustenpass – Innertkirchen – Grimselpass – Furka – Gotthardpass – Oberalppass; proteggere installazioni specifiche secondo ordine particolare come pure gli aerodromi di Ambri e Ulrichen. La brigata può chiedere l'appoggio aereo. Essa integra i PC del CA mont 3 e della div mont 9 come pure il gruppo DCA 32, il bat G 27 e il gruppo del treno 9 presenti nel suo settore.⁹

Oltre ai mezzi già in precedenza attribuiti alla brigata per la protezione delle gallerie del San Gottardo, questa viene rinforzata dal reggimento di fanteria di montagna 29 (– cp ofa 29) e dal gruppo del treno 3; inoltre può disporre di ulteriore fuoco dell'artiglieria mobile e di mezzi del genio.

Il comandante di brigata formula la sua intenzione «GALBA» come segue: assicurare in prima priorità con tre aggruppamenti tattici ognuno della forza di un reggimento la distruzione tempestiva delle opere minate e tenere sul Gottardo, sul Oberalp e sul Furka; con il grosso di un gruppo di combattimento e l'appoggio dell'artiglieria e della DCA schiacciare il nemico penetrato nell'Urserental e sbarrarne gli accessi da Nord, tenere pronto in Val

Bedretto in aggruppamento tattico della forza di un battaglione quale riserva d'intervento; con un aggruppamento tattico della forza di un battaglione rinforzato proteggere le infrastrutture di cdo e i portali della galleria del Gottardo. Il comandante voleva inoltre delegare preventivamente la competenza di tiro art al livello tattico più basso per poter combattere tempestivamente il nemico aviosbarcato, impiegare la DCA di fortezza – in sintonia con gli altri mezzi DCA presenti nel settore d'impiego – per la protezione delle opere d'art e altre importanti infrastrutture.¹⁰

La brigata non cambia il suo dispositivo tradizionale che vede: il reggimento fanteria 87 (lucernese) con il battaglione fucilieri 193 sul Lucomagno e sullo sbarramento di Russein e il 191 sull'Oberalp; il reggimento fanteria 81 (bernese) con tre battaglioni: il battaglione fucilieri 152 sul San Giacomo e ad All'Acqua, il 170 sul Piottino e la Biaschina e il 172 sul San Gottardo e il terzo reggimento fanteria 69 (dell'Oberland bernese) con due battaglioni fucilieri sulla Novena e nell'Aegidental (176), rispettivamente sul Grimsel e sul Furka (173).

Anche la brigata fortezza 23 disponeva di compagnie opere fortificate situate appena sopra il Piottino a Rodi-Fiesso, sul Passo del S. Giacomo, ad All'Acqua e sulla Nufenen, fra Airolo e il Motto Bartola, come pure nella Tremola e sul Passo del S. Gottardo, ma anche sul passo del Lucomagno e ovviamente sugli altri passi alpini e ad Andermatt all'imbocco della Schöllenen.

Le truppe liberamente disponibili della divisione montagna 9

Il reggimento di fanteria di montagna 17, proveniente dal cantone Berna, viene impiegato nel Sottoceneri in un settore a sud della fascia difesa dal rgt fant 63. Avrà un compito molto complesso e anche decisivo per la credibilità del nostro sforzo difensivo, dovendo opporsi a penetrazioni avversarie sia nel Malcantone che nel Mendrisiotto, senza dimenticare il possesso del ponte diga di Melide. Al reggimento viene subordinato il battaglione carabinieri montagna 9 nel Mendrisiotto, che già conosce da un probabile impiego preventivo. Questo a dimostrazione della volontà di difendere il territorio sin dalla frontiera. Una decisione giusta e logica; infatti sarebbe stato insensato cambiare un battaglione già installato con uno proveniente dal canton Berna. La differente lingua parlata non è mai stata un ostacolo nel nostro esercito.

Dietro il reggimento di fanteria 40, che sbarra gli accessi da Dirinella risp. da Brissago, il reggimento fanteria montagna 30 assume un compito di importanza vitale non solamente per la brigata, ma per tutto il Cantone Ticino. Dovrà infatti impedire una progressione avversaria dal Piano di Magadino attraverso l'agglomerato di Bellinzona in direzione della Riviera e della Mesolcina. È il settore chiave di tutto il dispositivo ticinese. Così troviamo il battaglione fucilieri montagna 94 sulla Morobbia, il 96 che sfrutta l'ostacolo di Sementina, mentre il 95 quello del Riale di Gorduno e della Traversagna ad Arbedo. Tutti i battaglioni sono rinforzati da una sezione di ordigni filoguidati e da una sezione di lanciamine da



Fig. 73: Appoggio di fuoco della fanteria con il lanciamine 8,1 cm (Im 33/72).



Fig. 74: Sorveglianza della frontiera.

12cm, mentre quelli da 8,1cm sono oramai divenuti l'arma a traiettoria curva dei comandi di unità. Trovandosi a dover affrontare un avversario prevalentemente meccanizzato la divisione rinforza il reggimento con la compagnia ofa 29 e la batteria di DCA III/9 impiegate sugli svincoli autostradali A2/A13. La compagnia di granatieri montagna 30, dislocata nell'alta Valle Morobbia, sul Passo del S. Jorio e sul Gesero, è pronta a colpire parti vitali dell'avversario arrestato dal reggimento.

Provenienti dal reggimento di fanteria di montagna 17 erano previsti quali battaglioni di riserva a livello divisione il battaglione fucilieri montagna 34, in Valle di Blenio ed a livello br fr 9 il battaglione fucilieri montagna 35 in Capriasca/Val Colla.

Alla brigata fortezza 23 viene subordinato il reggimento di fanteria di montagna 29 (di Svitto e Zugo), con il grosso a proteggere la conca dell'Urseren (i bat fuc mont 48 e 86), mentre il terzo battaglione (72) sarà di riserva nella zona di Nante, pronto ad intervenire sia verso la Leventina che verso la valle Bedretto.

Vale la pena di ricordare, come la brigata pianificò in maniera dettagliata un'azione offensiva preventiva con un battaglione di fucilieri di montagna di attiva oltre il Passo San Giacomo. All'inizio delle ostilità contro il nostro Paese si intendevano occupare immediatamente le cascate del Toce, meglio ancora le gole di Altilione in Valle Formazza, creando di conseguenza migliori premesse per impedire all'avversario l'accesso alla Leventina e al Goms.

Ovviamente nel dispositivo delle br fort 23 il battaglione di fucilieri di montagna 87 (urano), rimane vincolato alla protezione delle gallerie ferroviaria e stradale del San Gottardo, da sempre rinforzato dalla compagnia di granatieri I/23, dalla compagnia di fucilieri 601 della Landsturm, da due compagnie di opere fortificate e da una sezione della polizia stradale a dimostrazione di quanto sia strategicamente importante il suo compito.

Le artiglierie mobili e di fortezza

Oltre alle varie batterie di fortezza la divisione montagna 9 disponeva, agli ordini del reggimento d'artiglieria 9, di 4 gruppi di artiglieria mobili. A questi gruppi veniva assegnato un settore di prontezza e più posizioni di ricambio, che avrebbero dovuto venir occupate dopo ogni azione di fuoco per sfuggire alla probabile immediata controbatteria avversaria. All'inizio delle ostilità avremmo dovuto avere il seguente dispositivo: il gruppo fortezza 9 nelle posizioni previste per la protezione della neutralità con le due batterie di fortezza alla LONA, la terza nelle opere da 12cm e le altre tre batterie mobili a Locarno, Novaggio e Riva S. Vitale; il gruppo cannoni pesanti 49 (-) fra S. Vittore, Lumino e Claro, con possibilità di agire sia a favore del rgt fant mont 30, che nel Piano di Magadino o verso la Mesolcina; il gruppo obici 35 a Gudo impiegato a favore del rgt fant 40 verso Gambarogno e Locarnese; la batteria cannoni pesanti III/49 a Camignolo con possibilità di fuoco lungo la valle del Vedeggio e nel Malcantone; mentre il gruppo obici 34 era pronto ad aprire il fuoco già sulla frontiera partendo da posizioni fra Carona e il Pian Scairolo.

Tutte queste artiglierie erano impiegate in appoggio diretto (AD); a disposizione del comandante di divisione rimaneva però il gruppo cannoni pesanti 58, in posizione a Chironico, che poteva essere impiegato in appoggio generale (AG) sia a favore delle due brigate che per combattere truppe aeroportate. La pianificazione degli stazionamenti delle batterie di lanciamine da fortezza da 12cm si era svolta prima e dopo il 1980 dando la priorità alla br fort 23 rispetto alla br fr 9. A metà degli anni Ottanta alcune batterie erano in parte già operative, altre ancora in costruzione. I reggimenti di fanteria avrebbero potuto disporre della competenza di fuoco di queste batterie di lanciamine da fortezza da 12cm bitubi. Troviamo ben 10 batterie in grado di battere obiettivi sul suolo ticinese e con una gittata di 9km.¹¹

La difesa contraerea

Nell'insieme troviamo le seguenti formazioni a difesa dello spazio aereo ticinese: una batteria del gruppo DCA fortezza 23 sul Passo del S. Gottardo, il gruppo DCA medio 32 dislocato attorno al San Gottardo con una batteria ai portali di Airolo, una batteria DCA media all'aerodromo di Ambri, il gruppo mobile leggero DCA 9 della divisione impiegato di regola a protezione delle posizioni d'artiglieria, mentre la batteria DCA III/9 della brigata si opponeva a elisbarchi sullo svincolo autostradale di Arbedo – Castione nel settore di competenza del rgt fant mont 30.

Le truppe del genio

Il genio ha da sempre un duplice compito: ostacolare l'avversario e garantire i movimenti delle truppe amiche. Nel nostro settore erano impiegate le seguenti truppe del genio viste da Nord a Sud: il battaglione genio 27 (truppa del CA mont 3) nella valle della Reuss; il gruppo genio 63 della br fort 23 nel Goms, Urseren e Tavetsch questi due corpi di truppa disponevano di più compagnie teleferiche; il battaglione genio 9 della divisione in Valle Leventina, con una unità lungo le rampe del Lucomagno, il gruppo genio 49 della br fr 9 fra Biasca e Motto all'entrata della valle di Blenio.

Una particolarità nel settore della br fr 9 era la sorveglianza dei laghi Ceresio e Verbano, entro il confine svizzero ovviamente, con la compagnia motoscafi VI/49. Un compito importante specialmente durante la fase di protezione della neutralità.

Conclusioni

Dal 1980 la galleria autostradale del San Gottardo è transitabile. Con quella ferroviaria è rimasta un obiettivo strategico per qualsiasi potenziale avversario. Dopo il 1985 la nuova autostrada A2 attraversa tutto il Ticino e le Alpi. Questa importante e breve via di transito fra il Nord e il Sud dell'Europa è stata per decenni saldamente in mano nostra. È nostro compito difenderla anche in futuro. Ce lo ha ricordato, in una memorabile conferenza, tenuta a braccio nel gennaio 1998 a Winterthur, il generale Colin Powell.

Riassumendo. Durante il trentennio successivo alla Seconda Guerra Mondiale la difesa a meridione del massiccio del San Gottardo era rimasta al margine delle preoccupazioni del comando dell'Esercito. Ci si era limitati a lasciare quelle truppe che da sempre vi erano impiegate e che dovevano opporsi a progressioni verso i passi alpini. La divisione montagna 9 veniva infatti impiegata per fronteggiare una minaccia da nord-est lungo le Prealpi, dove ci si aspettava lo sforzo principale del possibile invasore. Ma il potenziale militare stazionato nei Balcani, l'incerta evoluzione della situazione interna nella vicina repubblica (l'avanzata e la forza del PCI e gli «anni di piombo»), la nuova visione strategica a livello esercito e l'opinione di ufficiali ticinesi giunti agli alti comandi del nostro Esercito, hanno portato l'attenzione e la preoccupazione anche al sud delle Alpi. Pertanto mai come prima e per quasi un ventennio il territorio del cantone Ticino sarebbe stato occupato e difeso da una considerevole e credibile forza militare.

Gli impieghi al nord ed al sud della catena alpina della divisione montagna 9, composta da militi ticinesi e confederati, sono un significativo esempio di come l'esercito abbia contribuito alla coesione nazionale.

Referenze

¹ «Die verstärkte Geb Div 9 führt die Abwehr im Raume der R Br 24 und im Schächental; ist bereit, den Luftlanderaum der Linthebene unter Kontrolle zu halten und auf Befehl Geb AK 3 den Linthstau einzuleiten.» Occorre far notare che il Schächental e la conca di Altdorf negli anni settanta erano del settore della Br fort 23.

² «– Überwacht den Raum östlich der Limmat;

- behauptet den Raum zwischen Limmat - Zürichsee und Reuss nördlich der Linie Wollishofen – Affoltern a.A.;
- widersetzt sich gegnerischem Vorstoss in Richtung Zug an die Reuss;
- unterstützt Gegenschläge der Mech Div 4 hinter ihrem Behauptungsraum.»

³ Probabilmente pure una revisione di «INTEGRA».

⁴ «– Verhindert gegnerischen Vorstoss im Talkessel von Schwyz und in den Raum Altdorf; – kann Fliegerinsätze anfordern.»

⁵ «– stellt den Neutralitätsschutzdienst (NSD) sicher;

- verhindert gegnerische Stösse auf den Gotthard primär aus Süden;
- verteidigt mindestens den Raum der Fest Br 23;
- schützt die Infrastruktur der Flieger- und Flabtruppen und die KP der Höheren Führung.»

⁶ Per la cartina dei dispositivi rimando a quella in scala 1: 300 000 declassificata 11.12.2008 e allegata alla pubblicazione Bretschon, Franz/Geiger, Louis (ed.): *Erinnerungen an die Armee 61, Frauenfeld 2009.*

⁷ «– stellt den Neutralitätsschutzdienst sicher;

- widersetzt sich ab Landesgrenze gegnerischen Stössen auf den Hauptachsen
- verhindert gegnerische Stösse in die Tiefe des Raumes der Fest Br 23 Richtung Innertkirchen und San Bernardino;
- schützt bestimmte Anlagen;
- schützt in Zusammenarbeit mit den FF Trp die Kriegsflugplätze in ihrem Raum;
- kann Fliegerunterstützung anfordern.»

⁸ «Ich will:

- den Neutralitätsschutz glaubwürdig sicherstellen;
 - nach Abschluss des NSD die eingesetzten Verbände einhaltend kämpfend zurückziehen;
 - mich in einem nach S ausgerichteten Dispositiv mit Schwergewicht längs den Hauptachsen im Luganese und im Locarnese einem gegnerischen Stoss widersetzen;
 - die Einfallsachsen aus S, E und W in der Tiefe, diejenigen aus N an der Div Grenze sperren;
 - mindestens folgenden Raum behaupten: Clariden – Titlis – Innertkirchen – Finsteraarhorn – Blitzingen - Passo S. Giacomo – P. Campo Tencia – Bellinzona – San Jorio – P. Padiion – Adula – P. Medel;
 - den Kleinkrieg an den Einfallsachsen der Gz Br 9 vorbereiten;
 - bestimmte Anlagen bewachen;
 - die Sprengobjekte gezielt in die Abwehrmassnahmen einbeziehen;
 - logistisch günstige Voraussetzungen schaffen für eine autonome Kampfführung bis auf die unterste taktische Stufe.
- Zu diesem Zwecke
- lasse ich den Kampf, mit Schwergewicht S, durch je eine verstärkte Kampfbrigade südlich und nördlich führen;
 - behalte ich eine Reserve in Bat Stärke im Val Blenio;
 - halte ich den Kampfbr mit Priorität S das Feuer einer Sch Kan Abt zur Verfügung;
 - halte ich mit Genie die Hauptachsen offen.»

⁹ «- stellt mit minimalen Kräften den Neutralitätsschutzdienst sicher;

- sperrt ab Br Grenze die Zugänge aus S, E und W zu den Alpenpässen in der Tiefe und nach N das Reusstal bei Intschi sowie das Haslital NW Innertkirchen;
- verhindert die Inbesitznahme des Raumes Amsteg – Sustenpass – Innertkirchen – Grimselpass – Furka – Passo del S. Gottardo – Oberalppass;
- schützt eine bestimmte Anlage gemäss beso Befehl;
- schützt die Flugplätze Ambri und Ulrichen;
- kann Fliegerunterstützung anfordern;
- integriert die KP Geb AK 3 und Geb Div 9, die M Flab Abt 32, das G Bat 27 und die Tr Abt 9 (-) in ihrem Raum.»

¹⁰ «Ich will:

- mit 3 Rgt Kampfgruppen primär die rechtzeitige Zerstörung der Sprengobjekte sicherstellen und auf dem Gotthard, Oberalp und Furka halten;
- mit dem Gros einer Rgt Kampfgruppe in das Urserental eindringenden Gegner im Zusammenwirken mit Art und Flab zerschlagen und mit Teilen die Zugänge aus N sperren;
- im Bedrettotal eine Bat Kampfgruppe als Eingreifreserve bereithalten;
- mit einer verst Bat Kampfgruppe Führungseinrichtungen und die Gotthardportale schützen;
- die Schiesskompetenz der Artillerie auf die unterste taktisch zweckmässige Stufe delegieren, um in erster Linie Luftlandungen zeitgerecht zerschlagen zu können;
- die Fest Flab – abgestimmt auf die übrigen Flabmittel im Einsatzraum – zum Schutz der Artillerie Werke und wichtiger Infrastruktur einsetzen.»

¹¹ Per le artiglierie di fortezza rimando al libro «Auf hoher Bastion» della Brigata di fortezza 23.

TEIL V

PLANUNGEN DER FLIEGER- UND FLIEGERABWEHRTRUPPEN

Der Operationsbefehl «ALPHA» von 1962

Einsatzplanung der Flugwaffe im Falle von Teil- und Ganzausfall der oberen Führung

Einleitung

Die vom schweizerischen Generalstab Ende der 1950er, Anfang der 1960er Jahre erwartete Art der Eröffnung künftiger Kampfhandlungen gegen die Schweiz – ein strategischer Überfall mit schnellen mechanisierten Aktionen, unterstützt durch massiven Luftwaffeneinsatz und Luftlandeunternehmen in der Tiefe des Raumes, allenfalls ergänzt durch Nuklearschläge gegen wichtige Einrichtungen der politischen und militärischen Führung – liess es Anfang der 1960er Jahre geboten erscheinen, gerade im Bereich der Luftkriegsführung bereits in Friedenszeiten eine detaillierte Ernstfallplanung auszuarbeiten. Resultat der Planungen war der Operationsbefehl «ALPHA», notabene der erste «scharfe» Operationsbefehl, welcher – abgesehen von den Aufmärschen in die Bereitschaftaufstellungen – seit dem Zweiten Weltkrieg in der Schweiz überhaupt ausgearbeitet wurde. Bevor im Folgenden vertieft auf diese Luftkriegsplanung eingegangen wird, soll erläutert werden, welche Mittel der schweizerischen Flugwaffe zu Beginn der 1960er Jahre zur Verfügung standen und nach welcher Doktrin diese Mittel gemäss den einschlägigen zeitgenössischen Vorschriften eingesetzt werden sollten. In einem zweiten Teil wird es darum gehen, aufzuzeigen, welche Gedanken sich die Armeeführung über den Einsatz der Flugwaffe im weiteren strategisch-operativen Umfeld der Schweiz machte. Beide Aspekte tragen, wie noch zu zeigen sein wird, wesentlich zum Verständnis des Operationsbefehls «ALPHA» bei, namentlich auf seine auf den ersten Blick nicht unmittelbar einleuchtende, relativ komplizierte Mechanik.

Die Luftkriegsdoktrin Ende der 1950er, Anfang der 1960er Jahre

Die in den 1950er Jahren für den Einsatz der Armee und damit auch der Flugwaffe gültige doktrinale Grundlage, welche formal bis zu ihrer Ablösung durch die TF 69 in Kraft blieb, war das Reglement *Truppenführung* 51. Die mitten während des Koreakrieges vom damaligen Ausbildungschef, Oberstkorpskommandant Hans Frick, zu weiten Teilen persönlich redigierte Vorschrift atmete noch spürbar den Geist der Erfahrungen des Zweiten Weltkrieges – mit ein Grund, weshalb sie den Bedingungen des modernen, vom Einsatz taktischer Atomwaffen geprägten Gefechtsfeldes, aber auch der rasch fortschreitenden technologischen Entwicklung im Flugzeugbau immer weniger zu genügen vermochte. Der Einsatz der Luftwaffe wurde in Ziffer 148 folgendermassen umschrieben: «*Unsere Flugwaffe* muss sich auf die taktische Zusammenarbeit mit den Erdtruppen beschränken.

[...] Der Einsatz zum Luftkampf kommt nur in Frage, wenn er zur Erfüllung der Hauptaufgabe dient.»¹ Diese bei näherer Betrachtung doppelte Aufgabenumschreibung – Erdkampf und Interzeption – hatte unmittelbare Konsequenzen auf die Beschaffung des entsprechenden Rüstungsmaterials, indem nämlich jeweils ein Jagdbomber mit guter Eignung auch für den Luftkampf gewählt wurde.² Vor dem Hintergrund dieser Beschaffungsphilosophie erwarb die Schweiz – zum Teil durch Kauf, zum Teil durch Lizenzbau – Ende der 1940er und im Verlauf der 1950er Jahre insgesamt 525 Düsenkampfflugzeuge, nämlich 175 *Vampire*, 250 *Venom* sowie 1958 100 *Hunter* als Ablösung für die erste Serie *Vampire*. Die Beschaffung weiterer hundert Kampfflugzeuge des Typs P-16, eine schweizerische Eigenkonstruktion der *Flug- und Fahrzeugwerke Altenrhein*, wurde im Frühjahr 1958 wenige Tage nach der Kreditfreigabe durch das Parlament sistiert, nachdem ein Prototyp des Flugzeuges bei einer Erprobung in den Bodensee gestürzt war.³ Verbunden mit der Evaluation eines geeigneten Ersatzmodells für den P-16 – die langwierigen Erprobungen sollten in den 1960er Jahre schliesslich zur Beschaffung des französischen Hochleistungsflugzeuges *Mirage III* führen⁴ – war auch ein einschneidender Paradigmenwechsel im Bereich der Einsatzdoktrin, der sich schon einige Jahre zuvor im Rahmen heftiger medialer Auseinandersetzungen über die Konsequenzen der nuklearen Gefechtsfeldrevolution für die Zukunft der schweizerischen Flugwaffe angekündigt hatte.

Die Möglichkeiten, kleinkalibrige Atomwaffen auch durch Jagdbomber und taktische Boden-Boden-Lenk Waffen einzusetzen, hatte in den USA und in ihrem Fahrwasser auch in den Mitgliedstaaten der NATO zu einer Neukonzipierung der Luftkriegführung geführt. Dabei ging die Tendenz primär in Richtung auf die Bekämpfung von Fernzielen, sei es in Form sogenannter *Offensive Counter Air Operations*, d.h. der Zerstörung des gegnerischen Luftkriegspotenzials jenseits der Landesgrenze wenn immer möglich auf dem Boden, sei es in Form von *Air Interdiction*, d.h. der weiträumigen Gefechtsfeldabriegelung. Die direkte Erdunterstützung, d.h. *Close Air Support*, welche die schweizerische TF 51 noch zur Hauptaufgabe der Flugwaffe erklärt hatte, schien demgegenüber weitgehend überholt, da Atomwaffeneinsätze in unmittelbarer Nähe der eigenen Truppen als zu riskant beurteilt wurden.⁵ Auch sogenannte *Interception*-Einsätze, d.h. die Bekämpfung feindlicher Bomber und Jagdbomber in der Luft, wurde als nicht mehr zeitgemäss betrachtet, da es kaum mehr möglich sein würde, alle angreifenden Nuklearwaffenträger in der Luft abzufangen. Die Entscheidung um die Erlangung der Luftüberlegenheit sollte wenn immer möglich durch offensive und nicht durch defensive Aktionen gesucht werden.⁶

Die Überlegungen, welche man sich im Westen über den Einsatz taktischer Luftwaffenverbände im Nuklearzeitalter machte, wurden auch in der Schweiz intensiv rezipiert. Im Sommer 1958 wandte sich die Landesverteidigungskommission nach jahrelangen internen Querelen diametral von der in der TF 51 umschriebenen Einsatzdoktrin ab und weitete – nun ganz das amerikanische und nordatlantische Vorbild vor Augen – das Aufgabenspektrum der Luftwaffe erheblich aus. Künftig sollte nicht mehr die direkte Erdunterstützung im Sinne des *Close Air Support* die Hauptaufgabe der schweizerischen Flugwaffe bilden, sondern wie in den meisten westlichen Staaten die indirekte Unterstützung der

Erdtruppen, d.h. *Offensive Counter Air* und *Air Interdiction*-Einsätze.⁷ Besonders deutlich manifestiert sich dieser konzeptionelle Paradigmenwechsel im Bereich der Luftkriegführung in der Botschaft zur Beschaffung der *Mirage*-Kampfflugzeuge, welche in den Jahren zwischen 1958 und 1960 in Einklang mit der revidierten Einsatzdoktrin evaluiert worden waren. Ausgehend von der Beurteilung, dass ein künftiger Krieg in Europa voraussichtlich unter Einbezug von strategischen und taktischen Nuklearwaffen ausgetragen werden würde, wurde in der Botschaft erläutert, welche Verteidigungsmöglichkeiten sich nach Ansicht der Armeeführung für die Schweiz überhaupt noch eröffneten. Dabei wurde besonders hervorgehoben, dass es gegen mit Atomsprengköpfen bestückte Lenkwaffen auch im Ausland keine wirksame direkte Abwehr gebe. Immerhin bestünde aber die Möglichkeit, die Abschussrampen dieser in der Luft praktisch unverwundbaren Trägersysteme auszuschalten. «Soweit das Abfeuern von Lenkwaffen innerhalb des Aktionsbereiches unserer Flugzeuge erfolgt, muss die Zerstörung solcher Lenkwaffen oder ihrer Einsatzmittel vor dem Start angestrebt werden.»⁸ Auch die Verteidigung gegen Flugzeuge werde mit grösster Aussicht auf Erfolg durch offensive Aktionen geführt. «Sie soll durch Vernichtung oder Lähmung der gegnerischen Flugwaffe auf ihren Stützpunkten sowie durch Ausschaltung der Führung, das heisst der Radar- und Übermittlungsanlagen erreicht werden.»⁹ Gerade wegen der Überlegenheit des Luftangriffes über die Luftverteidigung müsse auch der Kleinstaat besonders darauf bedacht sein, «die Flugwaffe in erster Linie offensiv einzusetzen, das heisst das Schwergewicht ihrer Verwendung und Ausrüstung auf die Bekämpfung der gegnerischen Streitkräfte sowie auf die Zerstörung ihrer Vormarschwege zu legen.»¹⁰ Ganz im Einklang mit den von der LVK im Sommer 1958 gefassten Beschlüssen wurde somit eine Prioritätenliste aufgestellt, gemäss welcher offensive *Counter Air*- und *Interdiction*-Einsätze in der Tiefe des feindlichen Raumes die wirksamsten Massnahmen auch der schweizerischen Luftverteidigung darstellten. Die direkte Unterstützung (*Close Air Support*), die im nach wie vor gültigen Reglement *Truppenführung 51* noch die Hauptaufgabe gebildet hatte, sollte nur noch in Ausnahmefällen Anwendung finden,¹¹ da solche Einsätze gegen «den auf dem Gefechtsfeld zerstreuten, getarnten und eventuell eingegrabenen Gegner» wenig Erfolg versprachen und zudem wegen der «Unsicherheit, Freund und Feind am Boden zu unterscheiden», die eigenen Truppen gefährdeten.¹²

Koordination der schweizerischen Luftverteidigung mit der NATO?

Die Übernahme moderner westlicher Luftverteidigungskonzepte und die Ausweitung des Aufgabenspektrums der schweizerischen Flugwaffe waren allerdings nicht unproblematisch, denn zum einen hatten Kritiker des indirekten Erdkampfeinsatzes nicht zu Unrecht verschiedentlich darauf hingewiesen, dass Angriffe auf gegnerische Fernerziele durch die Schweizer Flugwaffe bei genauerer Betrachtung eigentlich gar nicht nötig seien, weil solche Ziele voraussichtlich ohnehin von NATO-Flugzeugen bekämpft würden. Und zum anderen wären Konflikte mit den im selben Luftraum operierenden NATO-Luftwaffen

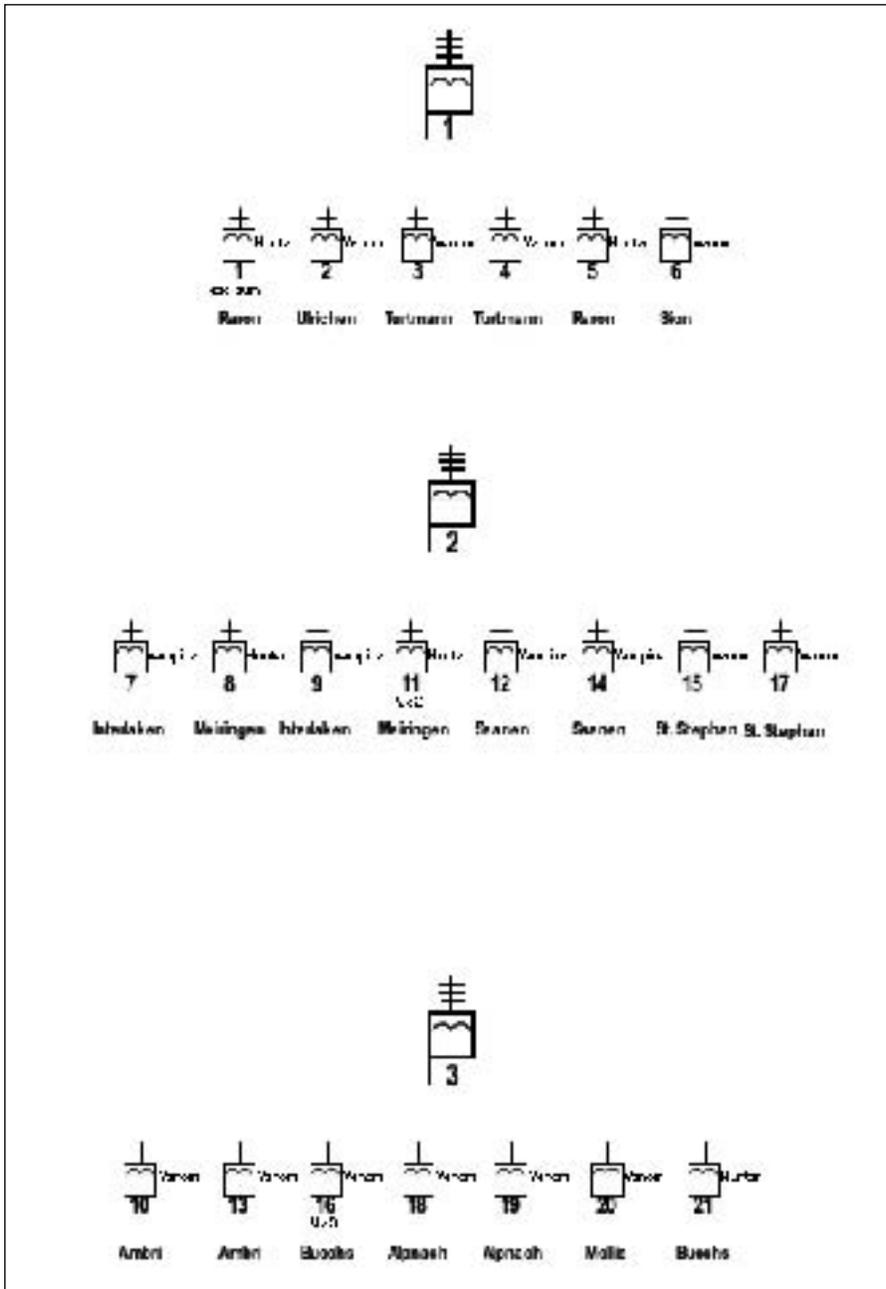
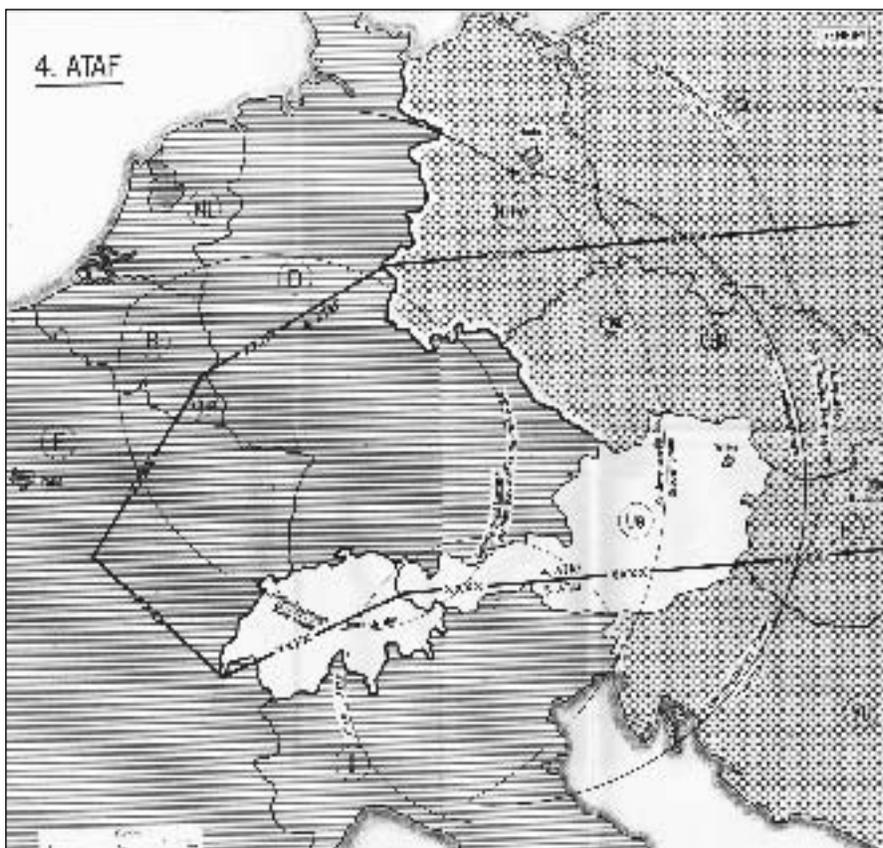


Abb. 75: Ordre de Bataille der Fliegergruppen mit Mitteln und Kriegsflugplätzen der Fliegerstaffeln (Stand 1. Januar 1962).

geradezu unvermeidlich, sollte die schweizerische Flugwaffe dennoch Ziele im angrenzenden Ausland angreifen wollen. So hatte beispielsweise der Fliegermajor Max Hofer in einem Artikel in der EMD-kritischen Aviatikzeitschrift *Flugwehr und -Technik* schon im September 1960 richtigerweise darauf hingewiesen, dass die Bekämpfung von Fernerzielen eine Koordination mit benachbarten Grossmachtarmeen unbedingt nötig machen würde, wozu «ein Kommando-Führungs-, Verbindungs- und Übermittlungssystem erforderlich ist, das eine unfehlbare und präzise Koordination aller dieser Aktionen möglich macht. Der konventionelle Funkübermittlungsapparat genügt hierfür bei weitem nicht mehr. [...] Dieser Riesenapparat muss zusätzlich auch die Freund-Feinderkennung im Anmarsch- und im Einsatzgebiet sicherstellen, da ja rechts und links Fliegerverbände der Nachbar-Streitkräfte operieren.»¹³ Dass ein derart umfassendes System nicht erst beim Kriegseintritt der zuvor neutralen Schweiz errichtet werden könnte, war freilich auch der schweizerischen Armeeführung klar. Tatsächlich hatte Hofer in seinem Artikel die beiden zentralen, die Nachbarn betreffenden Probleme der schweizerischen Luftverteidigung vollständig richtig erkannt: Dasjenige nämlich des Austausches von Luftraumdaten und dasjenige der Abstimmung der Flugaktivitäten mit der NATO.¹⁴ Eine militärisch vertretbare Lösung warf allerdings geradezu zwangsläufig die Frage der neutralitätsrechtlichen und -politischen Opportunität entsprechender Massnahmen auf. Denn da der Hauptzweck der Neutralitätspolitik für den permanent Neutrale darin besteht, bereits in Friedenszeiten dafür zu sorgen, dass in einem möglichen zukünftigen Krieg die Neutralität glaubwürdig ist, oder, anders ausgedrückt, nichts zu unternehmen, was die Glaubwürdigkeit der Neutralität für die Zukunft präjudizieren könnte, mussten entsprechende Bemühungen der Armeeführung, in engeren Kontakt zu den benachbarten NATO-Luftwaffen zu treten, praktisch unweigerlich zu einer heiklen Gratwanderung zwischen Festhalten an der überlieferten Neutralität und einer pragmatischen Annäherung an das westliche Verteidigungsbündnis führen.

Mit dem Problem einer etwaigen Koordination der Luftverteidigungsmassnahmen mit der NATO befasste sich die schweizerische Armeeführung erstmals vertiefter anlässlich der operativen Übung 1959.¹⁵ Ernüchert wies Oberstkorpskommandant Georg Züblin an der Sitzung der LVK vom 26./27. Februar 1959 darauf hin, dass die Frage einer allfälligen Zusammenarbeit mit benachbarten Luftstreitkräften nicht befriedigend gelöst sei. Es herrsche «völlige Unklarheit darüber, wie die Verbindungssysteme in Übereinstimmung gebracht werden sollten.»¹⁶ Der Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen, Oberstdivisionär Etienne Primault, hatte zwar bereits früher diesbezügliche Kontakte mit dem französischen Generalstabschef gepflegt. Damals – so gab er zu Protokoll – sei aber die Frage einer Zusammenarbeit nicht akut gewesen. Immerhin sei vereinbart worden, das Richtstrahlnetz von La Dôle zum Anschlusspunkt für den Austausch von Radardaten nach Frankreich zu bestimmen.¹⁷ Obschon die LVK bereits Anfang 1959 einsah, dass bezüglich einer Koordination mit NATO-Luftwaffen Handlungsbedarf bestand, wurden auch nach der Sitzung Ende Februar 1959 keine weiteren Schritte in diese Richtung unternommen.

Erst im folgenden Jahr wurden die Pläne allmählich konkreter. Eine gute Gelegenheit, derart heikle Fragen «diskret»¹⁸ zur Sprache zu bringen, bot eine Einladung des Kommandanten der im norddeutschen Raum operierenden 2nd *Allied Tactical Air Force* (ATAF), der *Royal Air Force* (RAF) Germany, mit Stützpunkt in Mönchengladbach. Nahezu zeitgleich erging auch eine Einladung des amerikanischen Militärattachés zu einem Besuch der unmittelbar nördlich an die Schweiz angrenzenden 4th ATAF in Ramstein. Offiziell sollten Probleme der Koordination zwischen Flugwaffe und terrestrischer Fliegerabwehr besprochen werden.¹⁹ Daneben wurde Primault, der zum Delegationsleiter bestimmt worden war, von der LVK aber auch beauftragt, «Integrationsprobleme, die sich beim koordinierten Einsatz von zwei Flugwaffen ergeben», abzuklären.²⁰ Das Resultat der Besprechungen, die der schweizerische Luftwaffenchef vom 1. bis 4. März mit dem Kommandanten der *RAF Germany*, Air Marshal Humphrey J. Edwardes Jones führte, war allerdings wenig erfreulich.



Karte 25: Abschnittsgrenzen der 4. und 5. Allied Tactical Air Force der NATO sowie Reichweiten der Boden-Luftlenk Waffen.

In seinem Reisebericht hielt Primault fest: dass «eine zufriedenstellende Abklärung der mit einer allfälligen Integration zweier Luftwaffen zusammenhängenden Fragen leider nicht möglich gewesen sei. Es war befremdend festzustellen, dass nur nichtssagende und uns schon längst bekannte, sehr allgemein gehaltene Auskünfte erteilt wurden. Air Marshal Edwardes Jones wies z.B. auf die Notwendigkeit von guten Verbindungen hin – was wir ja auch wissen – ohne aber im einzelnen konkrete Angaben zu machen. Bei der Diskussion wurde von Seiten der RAF Germany mehrmals darauf hingewiesen, dass eine Integration viel Zeit beanspruche.»²¹

Schlimmer noch waren die Ergebnisse der Besprechungen in Ramstein. Fast beleidigt musste der Kommandant der Schweizer Luftwaffe hier erkennen, dass die 4th ATAF offensichtlich so operierte, «als ob wir überhaupt nicht vorhanden wären und kein militärisches Potential darstellen würden.»²² Der schweizerische Luftraum schien zwischen der 4th und der im oberitalienischen Raum operierenden 5th ATAF aufgeteilt zu sein, was auch aus einer Karte, welche die schweizerischen Besucher im NATO-Luftwaffenhauptquartier abzeichneten, deutlich hervorgeht (vgl. Karte 25). Besonders beunruhigte den Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen, dass die NATO offenbar vorsah, mit ihren im Schwarzwald stationierten Flakwaffen *Nike-Herkules* bis in den Raum Zürich zu wirken. «Die räumliche Aufteilung erstreckt sich somit nicht nur auf Jägeraktionen, sondern ebenso sehr auch für den Flakwaffenbeschuss – der womöglich auch nuklear erfolgen würde!»²³ Primault erklärte diesen bedenklichen Befund mit der bei der 4th ATAF vorherrschenden Ungewissheit und Unkenntnis darüber, wie die Schweiz aufgrund ihrer Neutralität in einem künftigen Krieg handeln würde. Unter diesem Gesichtspunkt sei diese etwas «rigorose Handlungsweise» der NATO-Planer als «kalt berechnete Strategie» immerhin durchaus nachvollziehbar.²⁴

Die Quintessenz, die man in Bern aus den Gesprächen mit den benachbarten NATO-Luftwaffen insgesamt zog, war auf jeden Fall die Einsicht in den Umstand, dass die NATO offenbar fest entschlossen war, den ungenügend verteidigten Luftraum über der Schweiz von Anfang an in ihren eigenen Kampfraum zu integrieren, und zwar selbst dann, wenn die Sowjetunion die schweizerische Neutralität entgegen allen Erwartungen respektieren würde. Diesen nicht unbedenklichen Befund legte im September auch die Operationssektion der Generalstabsabteilung einer Reihe von operativen Studien zur Umsetzung der *Truppenordnung 61* zugrunde. Die von Oberstlt i Gst Kurt Werner, dem Verfasser der *Mirage*-Botschaft, redigierte Studie Nr. 11 behandelte das Problem, ob «unsere Flugwaffe im Falle eines Angriffes der Macht A [UdSSR] gegen unser Land jenseits der Landesgrenze eingesetzt werden [kann], wenn dort eine 3. Macht [NATO] sich ebenfalls im Luftkrieg gegen die Macht A befindet, und wenn keine Absprachen mit der 3. Macht getroffen worden sind [...]»²⁵ Werner kam zur Erkenntnis, dass eine fremde, nicht feindliche Macht, d.h. die NATO, die schweizerischen Flugzeuge voraussichtlich als feindliche betrachten würde. Eine nicht koordinierte Flugtätigkeit würde für die NATO eine ständige Ungewissheit und Erschwerung ihrer eigenen Luftverteidigung darstellen, wobei es wenig erheblich sei, ob die schweizerischen Flüge im eigenen oder im ausländischen Luftraum erfolgten. «Je nach

dem Ausmass der Bedrohung der dritten Macht durch die Macht A, müssen wir damit rechnen, dass die dritte Macht unsere Flugzeuge systematisch überall, wo sie elektronisch erfassbar sind, bekämpft, um sich die grösstmögliche Sicherheit zu verschaffen.»²⁶ Bereits im Frieden gelte es daher – so folgerte Werner –, sich mit den benachbarten Flieger-Einsatzzentralen durch Abkommandierungen von Schweizer Offizieren vertraut zu machen. Im Kriegsfall dürfe sich die Schweizer Flugwaffe, solange eine Integration in die befreundete Luftwaffe noch nicht erfolgt sei, nur in niedriger Flughöhe bewegen. «Eine spätere normale Benützung des eigenen und des fremden Luftraumes setzt die volle technische Integration unserer Luftverteidigung und unserer Flugwaffe in das Luftverteidigungssystem der 3. Macht voraus. Eine Integration, die ohne Präjudiz für die weiteren Allianzbindungen so rasch wie möglich vollzogen werden muss. Sie liegt im beiderseitigen Interesse.»²⁷

Mit dieser Erkenntnis konnte sich Generalstabschef Jakob Annasohn indessen keineswegs einverstanden erklären. «Aus politischen Gründen», meinte er an der LVK-Sitzung Ende September 1961, «sei eine Integration unserer Luftwaffe in die Massnahmen von Grün völlig ausgeschlossen. [...] Selbstverständlich dürfen nur solche Vorbereitungen getroffen werden, die politisch tragbar seien. Dabei könnte man sogar an Vorbereitungen auf militärtechnischem Wege scheinbar hinter dem Rücken der politischen Behörden denken.»²⁸

Die schweizerische Armeeführung beschränkte sich in der Folge in der Tat auf einige wenige tastende Sondierungen. Insgesamt stellte sie sich aber darauf ein, absehbare Verluste durch die NATO-Luftverteidigung bewusst in Kauf zu nehmen und die an und für sich für nötig befundene Koordination erst im Kriegsfall ad hoc zu etablieren.

Der Operationsbefehl «ALPHA»

Mit dem abschliessenden Verdikt des Generalstabschefs war die Kooperationsproblematik im Bereich der Luftverteidigung allerdings keineswegs gelöst; sie sollte sogar schon sehr bald von neuem virulent werden. Auslöser, sich erneut mit der Angelegenheit zu befassen, war ein Antrag von Oberstkorpskommandant Georg Züblin, seit 1958 Kommandant des 3. Armeekorps. An derselben Sitzung, an welche die LVK die operativen Studien der Operationssektion erstmals besprach, erörterte das Gremium auch den Einsatz der Flugwaffe bei Kriegsausbruch. Züblin gab sich dabei überzeugt, dass es zu spät sei, wenn man mit den Planungen erst nach vollzogenem gegnerischem Aufmarsch beginne, denn in der Zwischenzeit würden die feindlichen Luftoperationen bereits ihren Lauf nehmen. Als Folge der gegnerischen Luftschläge unmittelbar nach Kriegsausbruch sei absehbar, dass die Verbindungen zur obersten Führung unterbrochen und zahlreiche Flugplätze zerstört würden. Ähnlich wie bei der Artillerie müsse auch für die Flugwaffe ein eigentliches Notfeuerprogramm vorbereitet werden. Wesentlich sei, dass die Flugwaffe überhaupt irgendwie zum Einsatz komme, selbst wenn der Erfolg geringer sei als bei einem Schiessen, bei dem alle Verbindungen funktionierten. Er persönlich ziehe es auf jeden Fall vor, die Luftwaffe schlecht zu verwenden, als sie gar nicht einzusetzen.²⁹



Abb. 76: Oberstkorpskommandant Jakob Annasohn, Generalstabschef (1958-1964).



Abb. 77: Oberstdivisionär Etienne Primault, Kommandant Flieger- und Fliegerabwehrtruppen (1953-1964).

Züblins Argumentation überzeugte auch die übrigen Mitglieder der LVK, so dass der Generalstabschef beauftragt wurde, entsprechende Pläne für den Einsatz der Flugwaffe bei Kriegsausbruch vorzubereiten. Resultat der Arbeiten war der Operationsbefehl «ALPHA», den Annasohn zusammen mit dem Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen im Februar 1962 in zwei Varianten redigierte und der LVK im folgenden Monat zu Stellungnahme unterbreitete.³⁰ Der Befehl sollte die Verwendung der Flugwaffe in der Phase der Annäherung und der Kampferöffnung feindlicher Erdtruppen gegen die Schweiz sowie die organisatorische Sicherstellung des Einsatzes der Flugwaffe im Falle von Teil- und Ganzausfall der oberen Führung regeln, wie der Generalstabschef im Begleitschreiben an die LVK erläuterte.³¹

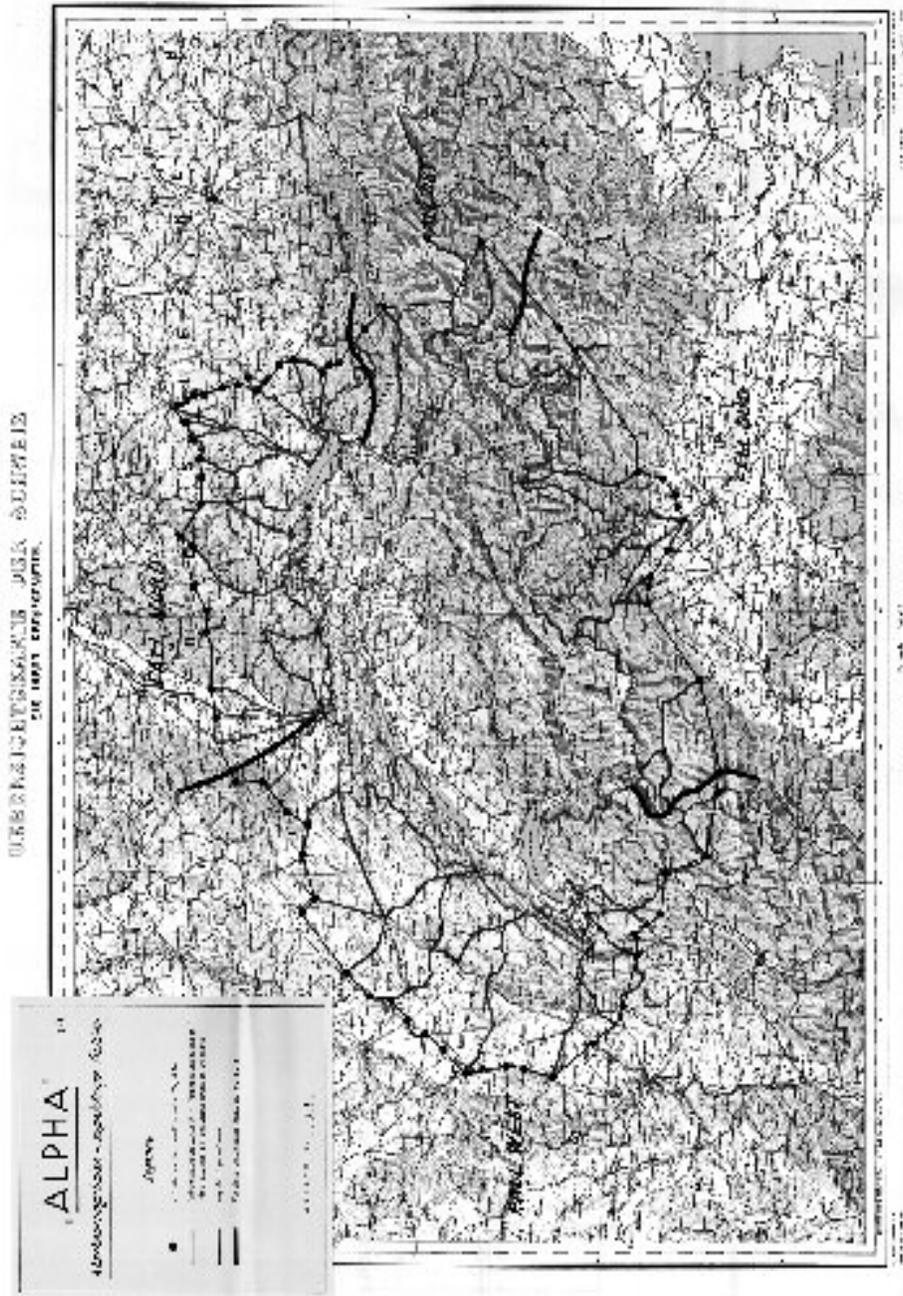
Dieser Zielsetzung entsprechend umfasste der Befehl kombinierte Aufklärungs-, Jagd- und Erdunterstützungsaktionen mit allen vorhandenen fliegerischen Mitteln, welche ausnahmslos in ausländischen Lufträumen erfolgen sollten. Weil der Befehl von der Prämisse ausging, dass die «obere», Führung, d.h. der Bundesrat bzw. der Oberbefehlshaber, ausgefallen resp. nicht erreichbar war, sollten sämtliche Einsätze automatisch ausgelöst werden. Die Venom-Aufklärungsverbände hatten dabei den Auftrag, den Einmarsch feindlicher Truppen in Aufklärungsräume «bis weit vor unseren Grenzen» sowie den Vormarsch, den Kräfteumfang und die Kräfteverteilung «feindlicher und allenfalls nicht-feindlicher Truppen» festzustellen und zu verfolgen.³² Massgebend für die Begrenzung der

Aufklärungsräume war die Absicht, den Gegner bis in eine Tiefe von zwei bis drei Tagesmärschen zu erfassen. «Die Aufklärungstiefe nach E und NE entspricht zugleich der maximalen Reichweite der Aufklärungsflugzeuge bei einer Fluggestaltung, die die Radarerkennung durch den Gegner einschränkt.»³³ Für die Luftraumverteidigung waren – in Ermangelung modernerer Einsatzmittel – die *Hunter*-Verbände vorgesehen. Diesen wurde der Schutz eigener wichtiger Operationen übertragen, konkret die Bekämpfung von gegnerischen Luftlandeaktionen sowie der Raumschutz für grösser angelegte Bewegungsoperationen eigener Erdtruppen und für massierte Jagdbomberaktionen, «sofern sie die Dauer von Handstreichen übersteigen.»³⁴

Kernstück des Operationsbefehls war die Absicht, den gegnerischen Aufmarsch durch eine Reihe von Interdiction-Einsätzen bis in eine Tiefe von maximal circa fünfundneunzig Kilometern bereits jenseits der Landesgrenze zu verzögern. Wörtlich hiess es dazu: «Für die Flugwaffe geht es darum, [...] An- und Aufmarsch des Gegners zu verzögern und dabei die wirksamsten feindlichen Mittel in erster Dringlichkeit auszuschalten.»³⁵ Dieses Ziel sollte durch handstreichartig auszuführende Erdangriffe mit sämtlichen verfügbaren *Venom*- und *Vampire*-Verbänden auf die möglichen Vormarschachsen des Gegners entlang sogenannter «Abschnürungslinien» verwirklicht werden. Die Abschnürungslinie, die sich als Ganzes wie eine Perlenkette um die Schweiz herum legte, war in vier Sektoren unterteilt, welche die jeweiligen Hauptangriffsachsen umfassten (vgl. Karte 26). Je nach Bedrohung konnte der der allgemeinen Lage entsprechende Fall Nord, West, Ost oder Süd ausgelöst werden. Die genauen Angriffsobjekte auf den Abschnürungslinien – sogenannte «primäre Objekte», – waren unter genauer Angabe der zu verwendenden Bombenkaliber auf separaten Listen festgelegt, die bereits in Friedenszeiten in verschlossenen Umschlägen an die Kommandanten der Fliegerstaffeln abgegeben wurden, jedoch erst im Kriegsfall eingesehen werden durften (vgl. Abb. 78).

Angesichts der allgemeinen Bedrohungsperzeption dürfte der Fall «Nord» wohl den wahrscheinlichsten Fall dargestellt haben, weshalb im Folgenden etwas ausführlicher auf ihn eingegangen werden soll. Fall «Nord» umfasste die Räume Immernstadt – Kempten – Memmingen – Vöhringen – Neu-Ulm – Ulm – Ehrbach – Ehingen – Munderkingen – Riedlingen – Balingen – Rottweil – Freiburg i.Br. – Colmar. Als primäre Objekte waren vor allem die diversen Brücken über die Iller zwischen Sonthofen und Neu-Ulm und über die Donau zwischen Einsingen und Waitlingen ausgewiesen, dann aber auch wichtige Verkehrsknotenpunkte wie etwa das Strassendefilee beim Stadtausgang von Ulm, die Strassenüberführung über die Autobahn bei Riegel und die Kanalbrücken bei Neuf-Brisach. Vorgesehen waren schliesslich auch Bombenangriffe auf verschiedene operativ wichtige Ortskerne, nämlich auf Oberndorf, Schrammberg, Hornberg, Elzach und Breisach.³⁶

Neben den in Friedenszeiten genau definierten «primären Objekten» sollten in zweiter Priorität die Vormarschachsen an weiteren, nicht näher bezeichneten «wirkungsgünstigen» Stellen zwischen den Abschnürungslinien und der Landesgrenze unterbrochen werden. Alle Interdiction-Einsätze fielen dahin, wenn von den Flugzeugbesatzungen zufällig gegnerische Lenkwaffenstellungen, Kommandoposten und Führungseinrichtungen erkannt



Karte 26: Kartenbeilage zum Operationsbefehl «ALPHA»: Abschnürungslinien, zugehörige Achsen und bereits in Friedenszeiten festgelegte Angriffspunkte («primäre Objekte») auf den Abschnürungslinien.

Bern, Okt. 1961

«ALPHA» FALL NORD
Abschnürungsline Ilter

Kdo. Fl. u. Flab. Trp.

Fl. St.	Flugplatz	primäre Objekte						Bomben		Zugehörige Achsen
		Raum und Karte	Distanz Luftlinie in Km	Obj.Nr.	Art	Lage	Kg	Zünder		
2	Ulrichen	Kempten Deutsche Generalkarte 1:200 000 Blatt 25	205	11	Illerbrücke	Martinszell Kempten Dietmannsried	200	HBZ 45*	Kempten – Isny – Hergensweiler – Lindau – Bregenz – Str. Nr. 12	
				12	Illerbrücke					
				13	Illerbrücke					
3	Turtmann	Immenstadt Touristen-Karte Freytag-Berndt 1:100 000 Bl. 35	235	14	Illerbrücke	Sonthofen – Sigishofen Immerstadt – Rauhenzell Sonthofen – Bihlerdorf	200	HBZ 45*	Immenstadt – Oberstufen – Scheidegg – Hohenweiler – Hörbranz – Fussach Str. Nr. 308 (Deutsche Generalkarte 1:200 000 Blatt 25)	
				15	Illerbrücke					
				16	Illerbrücke					
16	Buochs	Memmingen Deutsche Generalkarte 1:200 000 Blatt 25	170	21	Illerbrücke	Grönenbach – Legau Kronburg – Lautrach Memmingen – Aitrach	200	HBZ 45*	Aitrach – Leutkirch – Wangen – Olindau Str. Nr. 18	
				22	Illerbrücke					
				23	Illerbrücke					
18	Alpnach	Illertissen – Memmingen Deutsche Generalkarte 1:200 000 Blatt 22	170	25	Illerbrücke	Memmingen – Berkheim (Egelsee) Illereichen Altenstadt – Kellmünz – Erolzheim Illertissen – Dietersheim	200	HBZ 45*	Eisenbahn Kempten – Immenstadt – Oberstufen bis Hergats	
				26	Illerbrücke					
				27	Illerbrücke					
				22	Illerbrücke					
19	Alpnach	Neu-Ulm	200	30	Illerbrücke	Vöhringen – Illerrieden Sanden – Ob. Krichberg Neu Ulm – Wiblingen	200	HBZ 45*	Eisenbahnlinie Memmingen – Leutkirch – Lindau – St. Margrethen	
				31	Illerbrücke					
				32	Illerbrücke					

Abb. 78: Beilage zum Operationsbefehl «ALPHA»: Primäre Objekte für den Fall NORD auf der Abschnürungsline «Iller», Angaben zur Lage sowie zu verwendende Bombenkaliber und Zünder.

wurden. In diesem Falle kam der unverzüglichen Bekämpfung dieser Gelegenheitsziele der Vorrang zu.³⁷ Dass dieser Eventualauftrag voraussichtlich nur in Ausnahmefällen erfüllt werden konnte, war dem Generalstabschef allerdings völlig klar. In seinem Begleitschreiben an die LVK-Mitglieder meinte er dazu: «Die im Operationsbefehl angegebenen Hauptziele der Jagdbomber, d.h. Lenkwaffen, KP und andere Führungsanlagen, dürften in der Mehrzahl der Einsätze nicht auffindbar sein. Die Nebenziele, d.h. die Objekte in den Kommunikationen, sind dagegen einfach aufzufinden, so dass Gewähr dafür gegeben ist, dass die Flugzeuge ihre Bombenzuladung bei jedem Einsatz planmässig und nützlich zum Einsatz bringen können.»³⁸

Wie oben kurz erwähnt, wurde der Operationsbefehl «ALPHA» in zwei Varianten ausgearbeitet, die sich darin unterschieden, bis zu welchem Grade die ganze Aktion automatisch ausgelöst werden sollte. Vor der Landesverteidigungskommission präziserte Generalstabschef Annasohn die Differenzen folgendermassen: «Bei der Variante 1 werde ein automatischer Einsatz erst freigegeben im Zeitpunkt des Beginns des Erdangriffs. Auf diese Weise könne eine gewisse Unsicherheit, welche anfänglich bezüglich des voraussichtlichen Kriegsgegners bestehen könnte, vermieden werden. So müsse z.B. auf die Möglichkeit irrümlicher Bombardierungen auf unserem Territorium hingewiesen werden, welche eventuell unsererseits zu Abwehrreaktionen gegen eine Macht führen könnten, welche im Grunde genommen gar nicht unser Gegner sei. Die Variante 2 gehe von der Ueberlegung aus, dass bereits vor Beginn eines allgemeinen Erdangriffes im Auslande gewisse wichtige Objekte bombardiert werden müssten.»³⁹ In der Variante 1 (eingeschränkte Automatik) wurde die oben zitierte Umschreibung der «Absicht» genau aus diesem Grunde um den Nachsatz ergänzt, die Interdiction-Einsätze hätten «bei Ausfall der oberen Führung allerdings erst mit Beginn des allgemeinen Erdangriffes auf unser Land «zu erfolgen.»⁴⁰ d.h. dann, wenn mit grösstmöglicher Sicherheit eruiert werden konnte, welche von den sich jenseits der Grenze bekämpfenden Kriegsparteien überhaupt als Aggressor angesehen werden konnte. Während der Phase einer allfälligen Unsicherheit über den Kriegsgegner sollten daher vorderhand nur Aufklärungsflüge, auf jeden Fall noch keine Erdzielbekämpfungen unternommen werden, denn «andernfalls laufen wir Gefahr, fremden, nicht-feindlichen Streitkräften Schäden und Verluste zuzufügen, was in einer aussenpolitisch gespannten Situation ernste und weittragende Folgen haben könnte.»⁴¹ Mit den entsprechenden Einschränkungen sollte offensichtlich vermieden werden, dass sich die Schweiz aufgrund einer Fehlbeurteilung plötzlich auf Seiten der UdSSR mit der NATO im Kriegszustand befand oder noch schlimmer gleich mit beiden Konfliktparteien, beziehungsweise dass zumindest die Verhandlungen mit der NATO über eine Kriegsallianz durch etwaige unbedachte Angriffe auf deren Truppen beträchtlich erschwert würden. Denn in Anbetracht des bei der schweizerischen Armeeführung herrschenden Konsenses über den möglichen Kriegsgegner muss angenommen werden, dass der Operationsbefehl «ALPHA» implizit ohnehin nur die Bekämpfung eines allfälligen sowjetischen Aufmarsches im Visier hatte. Variante 2 (uneingeschränkte Automatik) hätte der Schweiz auf den ersten Blick zweifelsohne mehr Sicherheit verschafft, da der Gegner zu einem früheren Zeitpunkt, nämlich bereits in der Phase des An- und Aufmarsches jenseits der Landesgrenze hätte

bekämpft werden können und nicht erst – wie in Variante 1 – nach Auslösung des terrestrischen Angriffes. Der Preis dafür war allerdings, dass voraussichtlich auch die Truppen des künftigen Allianzpartners, sprich der NATO, durch die schweizerischen Bombardements Schaden genommen hätten. Um die damit zusammenhängenden negativen Auswirkungen so weit als möglich zu vermeiden, hatte Primault in Ergänzung zu Variante 2 *Weisungen für die Kampfführung der Flugwaffe beim Einsatz gegen Ziele im Ausland* entworfen, welche den Einsatz der Schweizer Flugwaffe im Hinblick auf solche aussenpolitisch schwer wiegenden Implikationen beschränken sollten. Die Weisungen bestimmten: «Luftziele dürfen ab Kriegsbeginn nur noch beschossen werden, nachdem sich der Pilot vergewissert hat, dass



Abb. 79: Abwurf von Bomben aus dem Kampfflugzeug *Hawker Hunter*.



Abb. 80: Erdkampfeinsatz: Wirkung im Ziel.

es sich um ein Luftziel des Angreifers bzw. der feindlichen Macht oder Mächtegruppe handelt. [...] Gegen *Ziele auf der Erde* haben Angriffe zu unterbleiben, sofern sie Streitkräfte, welche gegen den gleichen Gegner im Kriege stehen wie wir, in ihren Bewegungen beeinträchtigen oder sonst schädigen. Dementsprechend dürfen Fliegerangriffe gegen Truppen in Räumen, in denen eine Vermischung von feindlichen und fremden, nicht feindlichen Truppen vorausgesehen werden kann, nur durchgeführt werden, nachdem die Besatzungen die betreffenden Ziele als feindliche identifiziert haben; die gemäss Operationsbefehl für den Kriegsfall befohlenen Angriffsobjekte nicht bombardiert werden, solange feindwärts davon fremde, nicht feindliche Verbände kämpfen und/oder solche Verbände die zur Zerstörung vorgesehenen Kommunikationen voraussichtlich noch in namhaftem Umfange benötigen.»⁴²

Unproblematisch waren diese Weisungen allerdings nicht, denn damit wurde die Verantwortung für irrtümliche Angriffe auf den potentiellen Allianzpartner letztlich einfach den fliegenden Besatzungen überbunden. In seinem Begleitschreiben zum Operationsbefehl kam Annasohn denn auch insgesamt zum Schluss, «dass die Nachteile [...] von eventuellen automatischen Bombardierungen im Kriege, die in heiklen aussenpolitischen Situationen entgegen den Absichten der politischen und militärischen Führung gegen eine nicht feindliche Macht und/oder im Operationsraum nicht feindlicher, fremder Streitkräfte ablaufen könnten, so schwer wiegen, dass sie bei einer Regelung des automatischen Einsatzes der Flugwaffe soweit wie möglich ausgeschlossen werden müssen.» Er beantragte daher, der Variante 1 des Operationsbefehls «ALPHA» (eingeschränkte Automatik) zuzustimmen und auf den Erlass der beschränkenden Auflagen, wie sie der Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen in seinen Weisungen niedergelegt hatte, zu verzichten.⁴³ Die LVK hiess diese Anträge Ende März 1962 nach kurzer Diskussion einstimmig gut.⁴⁴

Fazit

Im Hinblick auf das Eingehen einer allfälligen Kriegsallianz nach erfolgter Neutralitätsverletzung hatte die LVK damit die vergleichsweise sicherste Variante gewählt, welche unter den gegebenen Umständen zumindest dem Armeekommando, bis zu einem gewissen Grade auch dem unerreichbaren Bundesrat den grösseren Handlungsspielraum gewährte als die Alternative «uneingeschränkte Automatik». Letztlich ist die mit verschiedenen, komplizierten Auflagen verbundene Lösung als Versuch zu werten, einen militärisch möglichst vertretbaren Ausweg zu finden aus der Situation, dass bei der schweizerischen Armeeführung zwar Einigkeit herrschte über den einzig möglichen Kriegsgegner, d.h. die Sowjetunion bzw. der Warschauer Pakt, dass sie aber trotz tastenden Annäherungen Anfang der 1960er Jahre aus Neutralitätsgründen von verbindlichen Vorabsprachen mit der NATO stets Abstand genommen hatte. Weil das Risiko irrtümlicher Bombardierungen von NATO-Streitkräften und die damit verbundenen absehbaren Rückwirkungen auf eine spätere Allianz nach Möglichkeit vermieden werden sollten, musste die LVK in Kauf nehmen, mit der Auslösung von Jagdbombereinsätzen zuzuwarten, bis der allgemeine

Erdangriff auf die Schweiz bereits im Gange war. Dies war ein ziemlich gravierender Eingriff in die autonome Kriegsvorbereitung.

Freilich hatte die aus Neutralitätsgründen unterlassene Koordination der eigenen Verteidigungsmassnahmen mit denjenigen der Nordatlantischen Allianz nicht nur direkte Auswirkungen auf die grundsätzliche Mechanik des Operationsbefehls «ALPHA». Die fehlende Abstimmung der vorgesehenen Aktionen mit der NATO und die technisch bedingte weitgehende Unmöglichkeit der Freund-Feind-Erkennung im Operationsgebiet jenseits der Landesgrenzen liess darüber hinaus auch Beeinträchtigungen durch die nordatlantische Luftverteidigung erwarten. Ganz im Einklang mit den Erkenntnissen, zu denen die Operationssektion in ihrer Studie vom Vorjahr gekommen war, hielt Generalstabschef Annasohn diesbezüglich fest: «Die Operationen unserer Aufklärer und Jagdbomber umfassen ausschliesslich *Einsätze in ausländischen Lufträumen*. Wir müssen damit allenfalls in Kauf nehmen, dass fremde, nicht feindliche Luftverteidigungskräfte unsere Flugzeuge bekämpfen und wir Verluste (z.B. durch Lenkwaffen) erleiden.»⁴⁵ Die Konsequenzen der jahrelangen Denkarbeit im Generalstab und bei den Flieger- und Fliegerabwehrtruppen waren damit insofern gezogen worden, als dass die Frage im vollen Bewusstsein der Problematik vorderhand einfach offen gelassen und eine konkrete Lösung auf die situativen Bedingungen eines Krieges verschoben wurde.

Anmerkungen

¹ Regl 51.20 d, Truppenführung (TF) 51, Ziff. 148.

² Dieses Bestreben geht beispielsweise noch deutlich aus dem Botschaftstext über die Beschaffung der *Hunter*-Flugzeuge hervor, wo es hiess: «Entsprechend ihrer Aufgabe muss unsere Luftwaffe sowohl in den Erdkampf eingreifen wie auch den Luftkampf aufnehmen. Sie ist daher mit einsitzigen Mehrzweckflugzeugen ausgerüstet, die sowohl im Erdkampf als Jagdbomber wie auch im Luftkampf als Jäger verwendet werden können.» Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Beschaffung von Kampfflugzeugen vom 15. November 1957, in: BBI 1957, II, S. 921-930, hier S. 924.

³ Siehe dazu ausführlich: Sartorius, Matthias: Zum Schweizer Flugzeugprojekt P-16, Dipl. Arbeit MFS. Zürich 2001, Ms.; Grand, Julien: N-20 et P-16, les raisons de l'échec d'une industrie aéronautique suisse autonome, 1945-1961, Liz. Univ. Fribourg 2006, Ms.

⁴ Braun, Peter: «Der Bogen darf nicht überspannt werden.» Die Suche nach einer neuen Luftverteidigungskonzeption Ende der fünfziger Jahre und die Beschaffung des *Mirage III*S, Liz. Univ Zürich 2000, Ms.

⁵ Siehe: Department of the Air Force: AFM 1-7, Air Doctrine, Theater Air Forces in Counter Air, Interdiction and Close Air Support Operations. Washington 1954.

⁶ Ebd., S. 7: «In the final analysis, however, conclusive results are achieved through offensive action. Although defensive measures may be employed in conjunction with offensive operations, defense alone is employed only under conditions when offensive capabilities are not available to the commander concerned.»

⁷ Siehe dazu Generalstabschef Jakob Annasohn an der Sitzung der Landesverteidigungskommission vom 30.6./1.7.1958: «Die LVK sei der Meinung, die Luftwaffe müsse in indirekter Weise auf Bodenziele in der feindlichen Front, wobei dieser Begriff wesentlich auszudehnen sei, eingesetzt werden, ferner aber auch im direkten Einsatz gegen feindliche Luftziele, die in Höhen unter 16000 m in unser Territorium eindringen. Dabei sei der direkte Einsatz mehr als eine Notlösung zu betrachten. Immerhin bedeute das eine Aenderung gegenüber der früher vertretenen Ansicht der alten LVK. [...] Die LVK vertrete die Meinung, dass beide Einsatzarten mit einem und demselben Flz.-Typ durchführbar seien und dass keine besonderen Hochleistungsjäger benötigt würden. [...] [Er] selber möchte den indirekten Einsatz an erster Stelle wissen, da uns die Bodenziele jenseits der Grenzen den schwerwiegendsten Schaden zufügten, dann in zweiter Dringlichkeit den direkten Einsatz, weil wir die feindlichen Kampfmittel in der Luft angreifen müssen, soweit wir sie nicht am Boden erwisch hätten, und erst in dritter Dringlichkeit diejenigen Aufgaben, die bis anhin unter dem Begriff Erdkampf verstanden wurden.» BAR E 9500.52(-), 1984/122, 14, Protokoll der Sitzung der LVK v. 30.6./1.7.1958, S. 229.

⁸ Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Beschaffung von Kampfflugzeugen (Mirage III S) und von weiterem Material für die Fliegertruppen vom 25. April 1961, in: BBl 1961, I, S. 793-823, hier S. 795.

⁹ Ebd., S. 796.

¹⁰ Ebd., S. 798.

¹¹ Ebd., S. 799: «Der Einsatz von Erdkampfflugzeugen unmittelbar vor unseren Truppen, d.h. also im Wirkungsbereich der eigenen Artillerie und Minenwerfer, wird dagegen die Ausnahme bilden.»

¹² Ebd.

¹³ Hofer, Max: Armeereform und Flugwaffe. Die Anforderungen an Material, Personal und Organisation für den mittelbaren, indirekten Flugwaffeneinsatz, in: Flugwehr und -Technik 9 (1960), S. 231-235, hier S. 235.

¹⁴ Siehe zum folgenden auch: Mantovani, Mauro: Schweizerische Sicherheitspolitik im Kalten Krieg (1947-1963): Zwischen angelsächsischem Containment und Neutralitäts-Doktrin, Zürich 1999, S. 195-207; Ders.: Die Schweiz und die NATO: Typologie einer «Nicht-Beziehung», in: Hans-Joachim Harder (Hrsg.): Die Bundesrepublik Deutschland im Spannungsfeld von NATO und europäischer Integration. München 2000, (Militärgeschichte seit 1945; Bd. 11), S. 209-217, hier S. 214-216. Zur Errichtung des Frühwarn- und Kommunikationssystems für die Luftverteidigung der europäischen NATO-Staaten Mitte der 1950er Jahre siehe: Condit, Kenneth W.: The Joint Chiefs of Staff and National Policy 1955-1956, Washington D.C. 1992, (History of the Joint Chiefs of Staff; Bd. 6), S. 140-144.

¹⁵ Siehe: BAR E 5001(F), 1970/7, 614.1, Kdt 4. AK, KKdt Thomann, Bericht über die Operative Uebung 1959, S. 10f.: «Während eine Landarmee einige Tage benötigt, um kooperieren und gemeinsam oder auch nur koordinierte Aktionen durchführen zu können, wäre die Luftwaffe an sich in der Lage, sofort mit derjenigen eines andern Landes zusammenzuarbeiten. Aber die technischen Probleme einer solchen Luftkoalition sind derart schwierig, dass ihre rasche befriedigende Lösung nicht ohne weiteres möglich ist. [...] Die für eine Zusammenarbeit der Luftwaffe aufgezeigten Schwierigkeiten bestehen, wenn auch in weniger ausgeprägter Form, auch für terrestrische Streitkräfte (Verbindungen, Sprache, Kampfverfahren, Nachschub u.s.w.). Die stetig fortschreitende Technik wird diesen Fragen aber zusehends wachsende Bedeutung zukommen lassen. Im Hinblick auf eine fernere Zukunft sollte deshalb erwogen werden, ob wir uns nicht wenigstens in technischer Beziehung mehr an gewisse ausländische Armeen angleichen sollten, damit wir wegen der Schwierigkeiten technischer Natur im Ernstfall bei der Zusammenarbeit nicht zum vorhinein vor allzu grossen Hindernissen stehen.»

¹⁶ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 17, Protokoll der Sitzung der LVK v. 26./27.2.1959, S. 32.

¹⁷ Ebd. Wann genau diese Gespräche stattfanden, geht aus den konsultierten Akten nicht hervor.

¹⁸ Das Bestreben, diese Fragen möglichst diskret abzuklären, bestand nicht nur schweizerischerseits, sondern basierte auf Gegenseitigkeit. Im Februar 1960 meldete der Generalstabschef dem Chef EMD: «La mission sera en tenue civile. Sur demande du commandement britannique, les contacts devraient être entourés d'une grande discrétion et ne faire l'objet d'aucune publicité.» Siehe: BAR E 5560(C), 1975/46, 159, GSC, KKdt Annasohn, an Chef EMD, BR Chaudet, Februar 1960.

¹⁹ BAR E 5560(C), 1975/46, 159, GSC, KKdt Annasohn, an Chef EMD, BR Chaudet, Mission suisse auprès de la USAF en Allemagne, 23.2.1960.

²⁰ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 22, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Bericht über die Abkommandierung zur Royal Air Force Germany vom 1.-4. März 1960, S. 2; BAR E 9500.52(-), 1984/122, 23, Bericht über die Abkommandierung zur 4. Allied Tactical Air Force vom 4.-6. April 1960, S. 2.

²¹ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 22, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Bericht über die Abkommandierung zur Royal Air Force Germany vom 1.-4. März 1960, S. 22. Zum Besuch Primaults bei der 2nd ATAF auf der Grundlage britischer Quellen vgl. auch: Frey, Stefanie: Switzerland's Defence and Security Policy During the Cold War (1945-1973), Lenzburg 2002, S. 186f.

²² BAR E 9500.52(-), 1984/122, 22, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault, Bericht über die Abkommandierung zur Royal Air Force Germany vom 1.-4. März 1960, S. 22.

²³ Ebd.

²⁴ Ebd., S. 27.

²⁵ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 30, Op Sekt, Studie Nr. 11 / TO 61, Benützung des ausländischen Luftraumes durch unsere Flugwaffe und des schweizerischen Luftraumes durch fremde (nicht feindliche) Flugwaffen, 4.9.1961, S. 1.

²⁶ Ebd., S. 2.

²⁷ Ebd., S. 3.

²⁸ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 30, Protokoll der Sitzung der LVK v. 29./30.9.1961, S. 425.

²⁹ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 30, Protokoll der Sitzung der LVK v. 13.9.1961, S. 399f.

³⁰ Siehe auch: Mantovani, Schweizerische Sicherheitspolitik im Kalten Krieg, S. 204-207.

³¹ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, GSC, KKdt Annasohn, an Chef EMD, BR Chaudet, z Hd der Mitglieder der LVK, 12.3.1962, S. 1.

³² BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Operationsbefehl «ALPHA», Februar 1962, S. 2.

³³ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, GSC, KKdt Annasohn, an Chef EMD, BR Chaudet, z Hd der Mitglieder der LVK, 12.3.1962, S. 1.

³⁴ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Operationsbefehl «ALPHA», Februar 1962, S. 2f.

³⁵ Ebd., S. 2.

³⁶ Im Detail listete der Operationsbefehl «ALPHA» auf den Abschnürungslinien für den Fall «Nord» folgende «primären Objekte» auf: Sonthofen – Sigishofen (Illerbrücke), Immenstadt – Rauhenzell (Illerbrücke), Sonthofen–Bihlerdorf (Illerbrücke), Martinszell (Illerbrücke), Kempten (Illerbrücke), Dietmannsried (Illerbrücke), Memmingen – Berkheim (Illerbrücke), Illereichen Altenstadt – Kellmünz – Erolzheim (Illerbrücke), Illertissen – Dietenheim (Illerbrücke), Vöhringen – Illerrieden (Illerbrücke), Senden – Ob. Kirchberg (Illerbrücke), Neu-Ulm – Wiblingen (Illerbrücke), Stadtausgang von Ulm (Strassendefilee), Hauptdonautal (Donaubrücke), Einsingen – Gögglingen (Donaubrücke), Erbach – Donaustetten (Donaubrücke), Erbach – Dellmensingen (Donaubrücke), Oberdisingen – Ersingen (Donaubrücke), Öpfingen (Donaubrücke), Ehingen – Griesingen (Donaubrücke), Rottenacker – Unterstadion (Donaubrücke), Munderkingen – Emerkingen (Donaubrücke), Ehingen – Ob. Marchtal (Donaubrücke), Rechtenstein – Ob. Marchtal (Donaubrücke), Zwiefaltendorf – Ob. Marchtal (Donaubrücke), Riedlingen – Waitlingen (Donaubrücke), Gammertingen (Ortskern), Hechingen (Brücke), Oberdorf (Ortskern), Schrammberg (Ortskern), Hornberg (Ortskern), Elzach (Ortskern), Kenigen (Strassenspinne), Riegel (Strassenüberführung über Autobahn), Breisach (Ortskern), Ostheim (Brücke und Ortskern), Neuf-Brisach (Kanalbrücken). BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Operationsbefehl «ALPHA», Februar 1962, Beilagen 3-6.

³⁷ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Operationsbefehl «ALPHA», Februar 1962, S. 2f.

³⁸ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, GSC, KKdt Annasohn, an Chef EMD, BR Chaudet, z Hd der Mitglieder der LVK, 12.3.1962, S. 2.

³⁹ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Protokoll der Sitzung der LVK v. 29.3.1962 mit Fortsetzung der Verhandlungen am 4.4.1962, S. 163.

⁴⁰ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Operationsbefehl «ALPHA». Variante 1 (eingeschränkte Automatik), Februar 1962, S.

⁴¹ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, GSC, KKdt Annasohn, an Chef EMD, BR Chaudet, z Hd der Mitglieder der LVK, 12.3.1962, S. 2.

⁴² BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Kdt FI/Flab Trp, Div Primault: Weisungen für die Kampfführung der Flugwaffe beim Einsatz gegen Ziele im Ausland, Februar 1962.

⁴³ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, GSC, KKdt Annasohn, an Chef EMD, BR Chaudet, z Hd der Mitglieder der LVK, 12.3.1962, S. 8.

⁴⁴ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, Protokoll der Sitzung der LVK v. 29.3.1962 mit Fortsetzung der Verhandlungen am 4.4.1962, S. 164.

⁴⁵ BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32, GSC, KKdt Annasohn, an EMD z Hd der Mitglieder der LVK. 12.3.1962, S. 2.

Der Kdt. Der Fl.u.Flab.Trp.

[undatiert, Frühjahr 1962]

312

Operationsbefehl «Alpha»

für den Einsatz der Flugwaffe in der Eröffnungsphase eines
kombinierten Land- und Luftkrieges

1. Der Operationsbefehl «Alpha» tritt mit Kriegsausbruch automatisch in Kraft. Die verschlossenen Beilagen Nr. 3 («Objektzuteilung») sind im Kriegsfall ohne weiteren Befehl zu öffnen.

2. Regelung der Befehlsgebung:
 - 2.1 Normalfall: zentrale Auftragserteilung und Einsatzführung der Fl.u.Flab.Trp vom KP I des Kdo.Fl.u.Flab.Trp aus;
 - 2.2 bei Ausfall von KP I: zentrale Auftragserteilung ab KP II – z.T. unter Zwischenschaltung der Fl.Rgt. 1 und 3 – mit stark beschränkter oder keiner Einsatzführung;
 - 2.3 bei Ausfall von KP II und III: Unterstellung unter
 - Kdt. Fl.Rgt. 1: Aufklärer Raron, Fl.St. 1–6, 12, 14, 15, 17
 - Kdt.Fl.Rgt. 3: Aufklärer Buochs, Meiringen, Ambri Fl.St. 7, 11, 13, 16, 18–21mit stark beschränkter oder keiner Einsatzführung.
 - 2.4 Bei Ausfall der oberen Führung bzw. beim Abreissen aller Verbindungen zur oberen Führung handeln die Aufklärerdetachemente und die Fliegerstaffeln automatisch und selbständig gemäss nachstehenden Aufträgen.

3. Absicht

Für die Flugwaffe geht es darum:

 - Anmarsch, Stärke und Verhalten des Gegners bis weit vor unsere Grenzen festzustellen und zu verfolgen;
 - An- u. Aufmarsch des Gegners zu verzögern, bei Ausfall der oberen Führung allerdings erst mit Beginn des allgemeinen Erdangriffes auf unser Land, und dabei die wirksamsten feindlichen Mittel in erster Dringlichkeit auszuschalten;
 - eigene Operationen von Wichtigkeit mit Jägern zu schützen,im ganzen aber die Flugwaffe nur soweit zu verausgaben, dass das Gros ihrer Kräfte für das Zusammenwirken mit den Erdoperationen während Schlachten von entscheidender Bedeutung erhalten bleibt.

4. Aufträge:

4.1 Die Aufklärerverbände

4.1.1 halten sich bereit, um

- den Einmarsch feindlicher Truppen in den gemäss Kartenbeilage Nr. 1 begrenzten Aufklärungsraum sowie
- Vormarsch bzw. sonstiges Verhalten) feindlicher und allenfalls nicht-feindlicher
- Kräfteumfang und -Verteilung) Truppen im Aufklärungsraum

festzustellen bzw. zu verfolgen.

Meldung der Resultate an A.Kdo. normalerweise über Kdo.Fl.u.Fl.b.Trp.

4.1.2 Bei Ausfall der oberen Führung klären automatisch auf

- Aufklärerdet. Buochs die Nordfront
- Aufklärerdet. Meiringen die Ostfront
- Aufklärerdet. Ambri die Südfront
- Aufklärerdet. Raron die Westfront

Zeichnet sich eine Hauptbedrohung ab, so verfügt der Kdt. des betreffenden Aufklärerdet. über das Gros der Aufklärer anderer Detachemente.

4.2 Die Venom und Vampire Verbände

4.2.1 halten sich bereit, um

- die Vormarschachsen vor den feindlichen Streitkräften zu unterbrechen und in der Folge unterbrochen zu halten
- in erster Linie durch Zerstörung der «primären Objekte» auf den Abschnürungslinien,
- in zweiter Linie an zusätzlichen wirkungsgünstigen Stellen zwischen Abschnürungslinien und Landesgrenze (Rheinbrücken und -Stauwehre exkl.) auf den «zugehörigen Achsen»
- das Vorziehen von Truppen zwischen den Abschnürungslinien und der Landesgrenze ab Beginn des allgemeinen Erdangriffs gegen die Schweiz zu bekämpfen;
- Lenkwaffen, KP und andere Führungsanlagen, soweit solche im Zuge der Ausführung der übrigen Aufgaben erkannt werden, zu zerstören, womit jeweils automatisch der ursprüngliche Auftrag dahinfällt;
- die AK mit Feuer und Aufklärung zu unterstützen.

Die Unterstützung der AK beginnt erst mit der Eröffnung des allgemeinen Erdangriffs gegen die Schweiz.

4.2.2 Bei Ausfall der oberen Führung und Auslösung eines allgemeinen Erdangriffs gegen die Schweiz handeln die Venom- und Vampire-Staffeln automatisch und selbständig, indem sie

- die der Erdlage entsprechenden Bombardierungen gemäss Ziff. 4.2.1, 1. Alinea bzw. gemäss den Beilagen Nr. 3 «Objektzuteilungen» durchführen;
- die gegnerischen Streitkräfte sowie ihre Lenkwaffen, KP und andere Führungsanlagen gemäss Ziff. 4.2.1, Alinea 2 und 3 bekämpfen;
- durch direkte Entgegennahme von Aufträgen der Fleizen. das oder die im Schwerpunkt der Kämpfe stehenden AK mit Feuer und Aufklärung unterstützen.

Falls Bodenverbindungen mit den oder dem hauptsächlich engagierten AK fehlen, verlangen die Verbände auf dem Flug zu indirekten Einsätzen per Flugfunk Sofortaufträge.

4.3 Die Hunterverbände

4.3.1 halten sich bereit für die Luftverteidigung nach folgender Prioritätsordnung:

- Bekämpfung von Luftlandeaktionen,
- Schutz grosser Bewegungsoperationen der Erdtruppen,
- Schutz massierter Jagdbomberoperationen, sofern sie die Dauer von Handstreichen übersteigen.

4.1.2 Bei Ausfall der oberen Führung handeln die St.Kdt. gemäss den vorgenannten Aufträgen selbständig.

5. Verbindungen:

5.1 Die Flug-Funk-Verbindungen (inkl. FFE-Codes) bleiben bei Ausfall des Kdo.Fl.u.Flab.Trp. unverändert, entsprechend dem dannzumal gültigen Verbindungsbefehl.

5.2 Den Radarstationen obliegt bei Ausfall des Kdo.Fl.u.Flab.Trp. die Unterstützung der Hunterverbände durch

- Orientierung über die Luftlage,
- Jägerführung.

Der Kommandant der Fl.u.Flab.Trp.

Oberstdivisionär Primault

Genehmigt:

Der Generalstabschef

Oberstkorpskdt. Annasohn

Die Rolle der schweizerischen Flieger- und Fliegerabwehrtruppen in der Armee 61*

Einleitung

Im Zeitraum der Armee 61 wurde der sicherheitspolitische Rahmen der Landesverteidigung vornehmlich durch die Begriffe der Neutralität und der Dissuasion abgesteckt. Die strikte Neutralität wurde von keiner Seite in Frage gestellt. Ihre Einhaltung wurde in verschiedenen politischen Lagern argwöhnisch überwacht. Die Dissuasionsstrategie bestimmte weitgehend das Denken und Handeln der Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen. Dazu kommt, dass die Luftkriegführung in dieser Zeit mit einer enormen technologischen Entwicklung konfrontiert und auch davon beeinflusst und geprägt wurde.

Die Einsatzfähigkeit und Einsatzbereitschaft einer Luftwaffe wird primär durch die verfügbare materielle Ausrüstung und die adäquate Ausbildung geprägt. Das einsatzbereite Material und die bauliche Infrastruktur entscheiden über die materielle Einsatzbereitschaft der Truppe. Verglichen mit dem internationalen Standard ist die eidgenössische Beschaffungspolitik für Kriegsmaterial etwas Spezielles, denn der Bundesrat muss für neue Waffensysteme dem Parlament jeweils sogenannte Verpflichtungskredite beantragen, wobei er bei jedem Begehren nicht nur die strategische und operative Notwendigkeit beurteilt, sondern auch die politische Opportunität und die Finanzierbarkeit des Antrags. Im Parlament ist jedes Rüstungsvorhaben vielschichtigen politischen Strömungen ausgesetzt. Zwar wurden im Kalten Krieg die bundesrätlichen Anträge in der Regel bewilligt; es gab jedoch auch gewichtige Ausnahmen.

In den 1950er Jahren war die materielle Planung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen chaotisch und nicht unter Kontrolle der jeweiligen Kommandanten. Erst nach den bitteren Erfahrungen des Mirage-Geschäfts wurde ab 1965 eine systematische Planung eingeführt und von den Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen durchgesetzt. Der ermittelte Bedarf musste immer etwa auf die Hälfte reduziert werden. Theoretisch sollte der Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen die materiellen Forderungen strikte auf den Bedarf ausrichten. Durch die Planungsprozesse im Eidgenössischen Militärdepartement und in der Landesverteidigungskommission (LVK) bzw. in der Kommission für Militärische Landesverteidigung (KML) wurden aber die Anträge immer auch unter dem Aspekt der politischen Durchsetzbarkeit beurteilt.

Über die Zeitperiode der Armee 61 betrachtet, beanspruchten die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen rund die Hälfte der getätigten Investitionen des Eidgenössischen Militärdepartements in Rüstung und Infrastruktur.

Die grossen Beschaffungsvorhaben der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen waren aber immer auch Gegenstand politisch und persönlich motivierter Pressionen und Streitereien. Korpskommandant Kurt Bolliger beschrieb diesen Tatbestand für die 1960er Jahre treffend wie folgt: «Dazu kam, dass man sich nach dem Tode der schweizerischen Streithähne in der Flugzeugbranche plötzlich mit massiven politischen Interventionen durch Botschafter und kommerziell einschlägig interessierte Schweizer zu beschäftigen hatte. Es war nie klar, wer sich mit solchen Pressionen zu beschäftigen hätte, zum Beispiel um sie energisch abzustellen. Dazu hatte eigentlich niemand grosse Lust, denn die angenehmen Seiten, die Partys im Bellevue, Schweizerhof oder Rambouillet und Escher, wollte sich niemand entgehen lassen. Es ergab sich auch die merkwürdige Lage, dass sich die zweitklassigen Lieferanten (Grossbritannien und Frankreich) um den Schweizer Markt stritten und ihn auch korrumpierten. Die von uns eigentlich gewünschten Amerikaner hatten mindestens in den Fünfzigerjahren wegen Korea und Vietnam, später auch wegen Kuba, gar kein Interesse, uns modernes Material zu liefern. Sie liessen sich jeweils lange bitten.»¹

Beschaffung von Kampfflugzeugen

Anfang Februar 1948 wurden zur Ergänzung der Propellerkampfflugzeuge aus der Zeit des Zweiten Weltkrieges 130 Flugzeuge P-51 *Mustang* aus Beständen der US Luftwaffe in Europa beschafft, welche bis 1957 als Jäger, Jagdbomber und Aufklärer im Einsatz standen. Bereits vier Monate zuvor, im September 1947, war in Grossbritannien eine erste Serie von 75 Jet-Kampfflugzeugen De Havilland DH-100 Mk 6 *Vampire* bestellt worden. Dieser Serie folgte eine Lizenzfabrikation von 103 Flugzeugen in der Schweiz. Die Weiterentwicklung des Flugzeuges DH-100 führte schliesslich zum Flugzeug DH-112 *Venom*, von dem total 250 Maschinen einschliesslich der Triebwerke in der Schweiz in Lizenz gebaut wurden.

Ende der 1950er Jahre besass die Flugwaffe somit rund vierhundert Jet-Kampfflugzeuge der ersten Generation, welche mit einem optischen Zielgerät und einem Flugfunkgerät ausgerüstet waren, über eingebaute 20 mm Maschinenkanonen verfügten und mit Bomben und ungelenkten Raketen bewaffnet werden konnten. 24 Flugzeuge DH-112 Mk 1R *Venom* wurden für die Foto-Luftaufklärung verwendet, wobei anstelle der Bomben oder Raketen unter dem Flügel Behälter mit Fotoausrüstungen mitgeführt wurden. Mit den vorhandenen Mitteln konnte die Flugwaffe die Erdtruppen im Frontraum bis zu einem gewissen Grad mit Feuer und Aufklärung unterstützen. Für die Luftverteidigung (Jagd) waren die damals vorhandenen Mittel indessen wenig geeignet.

In den ersten Jahren nach Kriegsende stellte sich die Frage einer schweizerischen Flugzeugindustrie und der weiteren Entwicklung von Kampfflugzeugen. Dabei wurden zunächst zwei Linien verfolgt. Im *Eidgenössischen Flugzeugwerk* (F + W) Emmen wurde in der Zeit von 1948 bis 1952 das Kampfflugzeug N-20 entwickelt. Das Pflichtenheft dieses Flugzeuges war fantastisch. Das Waffensystem sollte sich für die Luftverteidigung und für den Erdkampf eignen. Der Entwurf enthielt zahlreiche Innovationen, wie Deltaflügel, vier Triebwerke im durchströmten Flügel, Nachbrenner, Schubumkehr, Landebremsschirm, eine

verstellbare Flügel Nase, eine Waffenwanne als Wechselsatz sowie eine absprengbare, klimatisierte und dichte Pilotenkabine mit Kabinen- und Pilotenfallschirmen. Die Bewaffnung sollte Kanonen, Raketen und Bomben umfassen. Kurz vor dem Erstflug wurde das Projekt jedoch vom Bundesrat sistiert, weil die in der Schweiz entwickelten Triebwerke die notwendige Leistung nicht erreichten, was eine umfassende Änderung des Entwurfs zur Folge gehabt hätte. Die aktive P-16-Lobby aus der Ostschweiz wirkte im Hintergrund am Begräbnis des N-20-Projekts mit. In den *Flug- und Fahrzeugwerken Altenrhein AG* (FFA) wurde in der Zeit von 1948 bis 1958 das Kampfflugzeug P-1604 entwickelt, das die Rolle der Luftverteidigung und des Erdkampfs übernehmen sollte. Das Flugzeug galt als hervorragende Schiessplattform und hatte einen aerodynamisch fortschrittlichen Flügel, der neben den Kanonen und einem Raketenautomaten im Rumpf mit Bomben beladen werden konnte. Kurz nachdem das Parlament am 15. März 1958 dem Bau von 100 Flugzeugen zugestimmt hatte, stornierte der Bundesrat allerdings auch diesen Entwicklungsauftrag nach dem Verlust eines zweiten Prototypen im Rahmen der Erprobung.

Bereits wenige Wochen vor der parlamentarischen Behandlung des P-16-Geschäftes, am 29. Januar 1958, hatten die eidgenössischen Räte der Bestellung von 100 Flugzeugen Hawker F Mk 58 *Hunter* beim Hersteller *Hawker Aircraft Ltd.* in England zugestimmt. Dieser ersten Serie sollte Anfang der 1970er Jahre eine weitere Beschaffung von zusätzlich sechzig «werkrevidierten» Flugzeugen Hawker F Mk 58A *Hunter* folgen. Das Waffensystem umfasste vier 30 mm Kanonen (im Rumpf) und konnte mit un gelenkten Raketen und Bomben (unter dem Flügel) beladen werden. Später wurde es für den Einsatz von Luft-Luft-Infrarotlenkwaffen *Sidewinder* sowie gelenkten Präzisionsbomben *Maverick* ausgerüstet. Die Flugwaffe verwendete die 160 *Hunter*-Flugzeuge als Ersatz der *Vampire*-Flotte zuerst als Jäger (mit beschränkter Wirkung) und danach als Hauptwaffensystem für die Erdkampfunterstützung der Armee im Frontbereich. Die «*Patrouille Suisse*» erzielte mit diesem Flugzeug einige Aufmerksamkeit und wurde im In- und Ausland sehr populär.

Nach dem Verzicht auf die schweizerische Eigenentwicklung von Kampfflugzeugen wurde die Evaluation eines Mehrzwecksystems mit Überschall-Flugeigenschaften eingeleitet. Am Schluss der Evaluation standen sich die Flugzeuge *Saab Draken* und *Mirage III* der *Générale Aéronautique Marcel Dassault* gegenüber. Die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen und die Armeeführung waren in der Frage der Typenwahl zerstritten. Schliesslich erfolgte in der Landesverteidigungskommission der Entscheid zugunsten des französischen Flugzeugs und mit Bundesbeschluss vom 21. Juni 1961 bewilligte das Parlament einen Verpflichtungskredit von 827 Millionen Franken für die Lizenzherstellung von 100 Mehrzweckflugzeugen *Mirage IIIS*. Die Bordelektronik und die Lenkwaffen wurden jedoch erst danach evaluiert und ausgewählt, was zu erheblichen Kostenüberschreitungen und schliesslich zu einer Nachtragskreditforderung von 576 Millionen Franken führte. Die entsprechende Botschaft des Bundesrates vom April 1964 löste in Parlament, Presse und Bevölkerung «Erbitterung und Empörung» aus. Im Oktober 1964 stimmte das Parlament den Anträgen einer von ihm eingesetzten «Spezialkommissionen zur Untersuchung der *Mirage*-Angelegenheit» zu. Der Beschaffungsumfang wurde von 100 auf 57 Flugzeuge reduziert.

Im Jahre 1970 wurde die Lizenzfabrikation abgeschlossen. Die Truppe verfügte nun über 36 Kampfflugzeuge *Mirage III*S für die defensive Luftverteidigung (Interzeption), 18 Kampfflugzeuge *Mirage III*RS für die Luftaufklärung und zwei Doppelsitzerflugzeuge *Mirage III*BS für die Pilotenausbildung. Später wurden die beiden durch Abstürze verloren gegangenen Doppelsitzer durch zwei neue ersetzt. Die schweizerischen *Mirage*-Kampfflugzeuge mit der amerikanischen Taran-Elektronik und den Luft-Luft-Lenk Waffen *Falcon* und *Sidewinder* waren nach 1970 für ein Jahrzehnt die besten bemannten Luftverteidigungssysteme im westlichen Europa.

Infolge der «*Mirage*-Affäre» wurde im Eidgenössische Militärdepartement entschieden, dass die nächste Kampfflugzeuggeneration ausschliesslich für die direkte und indirekte Feuerunterstützung der Erdtruppen eingesetzt werden solle. Nach einer sehr aufwändigen und wechselvollen Evaluation mit einem erbitterten französisch-amerikanischen Kampf um den Auftrag stellte das Eidgenössische Militärdepartement dem Bundesrat den Antrag, vierzig (US Navy-) Kampfflugzeuge des Typs A-7 Corsair von *Ling-Temco-Vought* zu beschaffen. Allein, am 9. September 1972 kam es im Bundesrat zu einem «Nullentscheid» und zum Auftrag an das Eidgenössische Militärdepartement, die Luftkriegskonzeption neu zu prüfen. Dieser Ausgang der langjährigen Erprobungs- und Definitionsarbeit, die bis zur Bestimmung aller Ersatzteile reichte, war mit ein Grund für den vorzeitigen Rücktritt des beliebten und fähigen Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen, Oberstkorpskommandant Eugen Studer. Als Notlösung wurde 1973 vom Parlament, wie bereits erwähnt, die Beschaffung einer zweiten Serie von dreissig werkrevidierten Hunter-Flugzeugen (darunter acht Doppelsitzer) beschlossen.

Am 16. März 1976 bewilligte das Parlament einen Kredit von 1170 Millionen Franken für die Beschaffung von 72 amerikanischen Kampfflugzeugen F-5 E/F *Tiger* der Firma Northrop als sogenannte «Raumschutzjäger» – ein Begriff, der eigens für diese Beschaffung kreiert wurde. Unter «Raumschutz» verstand man die Fähigkeit, bei einem Gegenschlag mit mechanisierten Verbänden eine zeitlich und räumlich begrenzte Luftüberlegenheit zu erringen. Das Waffensystem war zweifellos in der Lage, diese Rolle zu übernehmen. Zwar handelte es sich nicht um ein Hochleistungssystem, das Flugzeug entsprach aber durchaus dem Stand der damaligen Technik. Mit der Endmontage der Flugzeuge beauftragt war das Flugzeugwerk Emmen; den Betrieb und Unterhalt besorgte das Bundesamt für Militärflugplätze. Die *Tiger*-Beschaffung galt als genialer Schachzug von Korpskommandant Kurt Bolliger zur Erhaltung einer angemessenen Kampfkraft der Fliegertruppen, wäre doch die Beschaffung eines Hochleistungskampfflugzeuges zum damaligen Zeitpunkt chancenlos gewesen. Mit dem Flugzeug F-5 E/F *Tiger* konnten die Piloten immerhin alle aktuellen Luftkampfverfahren trainieren und die Unterhaltsstellen blieben dank der damals neuesten Technologie des Waffensystems auf der Höhe ihrer Fähigkeiten und Kenntnisse. Die Beschaffung einer zweiten Serie von 38 Flugzeugen F-5 E/F mit dem Rüstungsprogramm 1981 ging reibungslos über die Bühne und erhöhte die Zahl der *Tiger*-Kampfflugzeuge auf total 110 Einheiten.

Im Jahre 1986 wurde schliesslich die Beschaffung eines neuen Kampfflugzeuges in die Wege geleitet. Das Waffensystem sollte insbesondere die bestehende Lücke in der Luftverteidigung gegen Angreifer der neuesten Generation schliessen, wozu ein «digitales Cockpit» mit einer guten Luftlageübersicht, echte Allwettertauglichkeit und die notwendigen Waffen für die Beherrschung des schweizerischen Luftraumes nötig waren. Das Ergebnis war die Beschaffung und Einführung des Waffensystems F/A-18 C/D im Laufe der 1990er Jahre.

Lufttransport und Ausbildung

Mit den Rüstungsprogrammen 1963, 1965, 1969 und 1975 wurden insgesamt 104 Helikopter der Typen *Alouette II* und *III* sowie 18 Transportflugzeuge *Pilatus PC-6 Porter* beschafft. Damit erhielt die Flugwaffe in einem bescheidenen Rahmen die Fähigkeit zum Lufttransport von Personen und Material sowie von Fallschirmaufklärern. Mit dem Rüstungsprogramm 1986 gelang dann die Beschaffung von drei Helikoptern *Super Puma*. Mit dieser Helikopter-Vorserie konnte der Armee die Notwendigkeit dieses Transportmittels nachgewiesen und die Basis für die Beschaffung und Einführung einer Transporthelikopterflotte von total fünfzehn *Super Puma* im Rahmen des Rüstungsprogramms 1989 gelegt werden.

Die Pilotenausbildung entsprach zu jedem Zeitpunkt den Bedürfnissen der jeweiligen Kampf- und Einsatzmittel. Hoflieferant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen für die Basis-Trainingsflugzeuge war die Firma *Pilatus* mit den Typen P-2, P-3 und PC-7. Für die Jet-Grundausbildung wurden die Flugzeuge *Vampire* verwendet. Das Rüstungsprogramm 1987 ermöglichte die Beschaffung von zwanzig Jet-Schulflugzeugen *Hawk* von *British Aerospace* als Vorstufe für den Einsatz auf den Kampfflugzeugen F-5 E/F.

Fliegerabwehr

Die Fliegerabwehrtruppen wurden zwar mit der Truppenordnung 51 reorganisiert, ihre Ausrüstung dagegen war seit Kriegsende nur unwesentlich erneuert worden und entsprach der Luftbedrohung je länger je weniger. Die 1950er Jahre waren gekennzeichnet durch Streitereien und Kämpfe zwischen den «Fliegern» und den «Flabisten», deren Wurzeln teilweise im Anhang *Flieger- und Fliegerabwehrtruppen* zum Generalsbericht lagen. Die Mittel umfassten damals schlecht motorisierte 7,5 cm, 34 mm und 20 mm Batterien. Mit der Beschaffung einer neuen 20 mm Fliegerabwehrkanone der Waffenfabrik *Oerlikon* setzte allerdings auch hier 1954 eine kontinuierliche Erneuerung und Effizienzsteigerung ein. In den 1960er Jahren begann dann die Neuausrüstung der Fliegerabwehr mit 35 mm Geschützen und *Fledermaus*-Feuerleitgeräten. Mit dem Rüstungsprogramm 1961 bewilligte das Parlament die Beschaffung des britischen Boden-Luft-Fliegerabwehrlektawaffensystems *Bloodhound*. Die *Bloodhound*-Feuereinheiten wurden, anfänglich gegen den Widerstand der Fliegerabwehrführung, in das Führungssystem *Florida* integriert.

Im Jahre 1972 verfügte die Fliegerabwehr über rund 1500 Geschütze 20 mm, 128 Feuer-einheiten 35 mm mit dem Feuerleitgerät *Superfledermaus* sowie neun *Bloodhound*-Batterien an sechs festen Standorten. Die Allwetter-Abwehr von hoch und mit Überschall fliegenden Eindringlingen, der Objektschutz gegen Direktangriffe aus der Luft und die Bekämpfung der aufkommenden luftmobilen Verbände auf dem Gefechtsfeld waren nun mit Aussicht auf Erfolg möglich. Ab 1975 wurden alle 35 mm Feueereinheiten zudem mit dem neuen Feuerleitsystem *Skyguard* ausgerüstet und mit dem Rüstungsprogramm 1980 erfolgte die Beschaffung von 60 Feueereinheiten des britischen Boden-Luft-Fliegerabwehrenkaffensystems *Rapier*.

Dank diesem stetigen materiellen Ausbau verfügte die Schweiz ab Mitte der 1980er Jahre zweifellos über das dichteste und wirkungsvollste terrestrische Fliegerabwehrsystem in Europa, das mit der Beschaffung von Boden-Luft-Lenkaffen *Stinger* im Rahmen des Rüstungsprogramms 1989 eine wichtige Ergänzung erfuhr.

Nachrichten und Übermittlung

1951 waren Halbleiter erst als Dioden bekannt. Die Vakuumröhre war das Hauptelement der damaligen Übermittlungstechnik. Auf dem Gebiet der Nachrichten- und Übermittlungsdienste herrschten unbefriedigende Zustände. Die lokalen Telefonnetze aus der Aktivdienstzeit waren verrottet und kaum mehr zu gebrauchen. Die Fernverbindungen für die Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen basierten auf handvermittelten, unverstärkten Drahtverbindungen, welche die Verständigung oft erschwerten.

Es war Oberst Armin Ettinger, von 1953 bis 1968 Ausbildungschef der Fliegernachrichtentruppen, welcher die Einführung eines Systems zur Überwachung des schweizerischen Luftraumes mit der Möglichkeit zur Führung von Luftoperationen vorschlug. 1951 erfolgte auf dem Creux du Van im Val de Travers die Erprobung von Radargeräten der ersten Generation der Hersteller Marconi (England) und *SFR* (Frankreich), wobei mit dem *SFR*-Radar die *Vampire*-Zielflugzeuge zumindest zeitweise verfolgt werden konnten, was mit dem *Marconi*-Gerät hingegen nicht wirklich gelang. Parallel zu dieser Erprobung wurden geeignete Standorte auf Berggipfeln gesucht und – nach der Rekognoszierung und Vermessung – deren vier festgelegt. Daneben sollten fünf mobile Radarstationen beschafft werden. Auf der Bütschelegg (bei Riggisberg) wurde ein Versuchsstandort der kriegstechnischen Abteilung und in Dübendorf (Dürnbach) ein Ausbildungsstandort eingerichtet.

1958 erfolgte bei der amerikanischen Air Force die Bestellung einer «Radarstation AN/FPS-20A mit Arctic Tower». Es handelte sich dabei um die Standardausrüstung der damaligen Dew-Line-Radarkette, die von Grönland bis Alaska zum Erkennen sowjetischer Angriffe im Betrieb stand. Im Vergleich mit den *SFR*-Radarstationen hatte die neue Anlage eine etwa zehnfache Leistung und eine neue Technologie. Der Arctic Tower wurde inklusive Radome und Armierungseisen für die Fundamente aus den USA geliefert und auf dem Wangenerberg bei Dübendorf aufgestellt. Im Jahre 1962 wurde in Davos ein erster Truppendienst mit einer betriebsbereiten *SFR*-Radarstation durchgeführt. Technisch

war das Ergebnis zwar positiv; organisatorisch dagegen erwies sich ein Dauerbetrieb mit einem Personalbedarf von über vierhundert Mann als ausgesprochen schwierig. Zumindest lokal konnte die Luftlage einigermassen befriedigend von Hand auf eine transparente Karte aufgezeichnet werden; die Gesamtleistung war jedoch auf etwa zehn bis zwanzig Flugwege begrenzt und die Übermittlung an die Einsatzzentrale war äusserst problematisch. Mit der damaligen manuellen Erfassung und telefonischen Durchsagen war die Erstellung einer Gesamtluftlage aus informationstheoretischen Gründen überhaupt nicht möglich.

Ebenfalls im Jahre 1962 erfolgte die Genehmigung des taktischen Pflichtenheftes «*Florida*; halbautomatisches Luftüberwachungssystem und Führungssystem der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen für Flugzeuge und Fliegerabwehrwaffen» durch die Landesverteidigungskommission und die Ernennung von Oberstleutnant i GSt Kurt Bolliger zum Projektleiter. Mit dem amerikanischen *Florida*-System wurde ein sehr mutiger Schritt unternommen. Bei der Übernahme durch die Truppe im Jahre 1970 handelte es sich um das am besten integrierte digitale Luftwaffenführungssystem in Europa, wenn nicht weltweit.

Drei Gebirgsstandorte wurden mit Primär- und Sekundärradarstationen ausgerüstet und zwei Einsatzzentralen dienten der Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen. Das damals umfangreichste und fortschrittlichste Computerverbundsystem der Schweiz gewährleistete die Erfassung, Übermittlung und Darstellung der Luftlage- und Führungsinformationen für den Einsatz der Kampfflugzeuge und der *Bloodhound*-Lenkwaffen. Ein Flugfunksystem und Übermittlungskanäle für die Führung und Einsatzleitung waren integrierende Bestandteile des *Florida*-Systems, welches von 1970 bis 2002 im partiellen Dauereinsatz stand und laufend verbessert sowie an neue Bedürfnisse angepasst wurde. Eine wesentliche Ergänzung erfolgte ab 1979 mit dem digitalen Führungsinformationssystem *Flinte* Flieger- und Fliegerabwehrtruppen.

Fünf Radarsysteme *Taflir*, die mit dem Rüstungsprogramm 1985 beschafft wurden, sollten die Lücken der Radarüberwachung im unteren Luftraum schliessen. Die Integration in die Luftlage erwies sich jedoch als problematisch und konnte erst nach unserem Betrachtungszeitraum gelöst werden.

In den 1980er Jahren erfolgte die Beschaffung von bodengestützten Mitteln für die elektronische Aufklärung im Luftraum sowie der Aufbau eines Netzes von ortsfesten Anlagen, die diesem Zwecke dienen.

Infrastruktur

Unter dem Mantel der Geheimhaltung und deshalb von der Öffentlichkeit kaum beachtet, wurde in den 1950er Jahren ein ambitioniertes Infrastrukturprogramm in die Wege geleitet. Auf sechs Flugplätzen erfolgte der Bau von Kavernen für die Unterbringung von Kampfflugzeugen und zwölf Flugplätze wurden mit Kommandoposten unter Fels und mit zwei Kilometer langen Pisten ausgerüstet. Hauptinitiant dieser wichtigen baulichen Aktivitäten



Abb. 81: Mit der Beschaffung des britischen *De Havilland DH-100 Vampire* machte die Schweizer Flugwaffe kurz nach dem Zweiten Weltkrieg den Schritt ins Düsenzeitalter. Von der Maschine wurden 1947 in einer ersten Serie 75 Stück direkt beim Hersteller gekauft; die zweite Serie von 100 Stück wurde in der Schweiz in Lizenz produziert.



Abb. 82: Vom britischen *De Havilland DH-112 Venom* wurden 1951 und 1954 in zwei Serien insgesamt 250 Stück beschafft. Die Flugzeuge wurden in der Schweiz in Lizenz hergestellt.



Abb. 83: 1958 kaufte die Schweiz 100 britische *Hawker Hunter Mk 58*. Nach dem «Nullentscheid» des Bundesrates zum *Corsair*-Geschäft 1971 wurden Anfang der 1970er Jahre in zwei Serien nochmals 60 Stück des bewährten britischen Jägers und Erdkämpfers beschafft.



Abb. 84: P-16 der Flug- und Fahrzeugwerke Altenrhein. Im Sommer 1958 stornierte der Bundesrat die bereits vom Parlament bewilligte Beschaffung von 100 Stück der schweizerischen Eigenkonstruktion, nachdem nur wenige Tage nach der Kreditfreigabe ein Prototyp in den Bodensee gestürzt war.



Abb. 85: Massive Kostenüberschreitungen bei der Beschaffung des französischen Überschallflugzeuges *Mirage III* führten 1964 zu einem Eklat im Parlament. Die ursprünglich vorgesehene Beschaffungszahl von 100 Maschinen wurde auf 57 reduziert (36 Abfangjäger *Mirage IIIS*, 18 Aufklärer *Mirage IIIRS*, 2 Doppelsitzer *Mirage IIIBS* und 1 *Mirage IIIC*).



Abb. 86: Vom amerikanischen Leichtjäger *Northrop F-5 Tiger* wurden 1976 in einer ersten Serie 72 Stück beschafft. Das Flugzeug wurde als sogenannter «Raumschutzjäger» eingesetzt. 1981 erfolgte die Beschaffung einer zweiten Serie von weiteren 38 Maschinen. Die Endmontage der Flugzeuge erfolgte im Flugzeugwerk Emmen.



Abb. 87: Vom amerikanischen Kampfflugzeug F-A/18 *Hornet* wurden in den 1990er Jahren 34 Stück beschafft. Ein Kampfflugzeugbeschaffungsmoratorium der «Gruppe Schweiz ohne Armee», mit dem der Kauf verhindert werden sollte, wurde 1993 in einer Volksabstimmung vom Souverän deutlich verworfen.



Abb. 88: 1986 wurden in einer Vorserie zunächst 3 mittlerer Transporthelikopter *Super Puma* beschafft, mit denen der Armee die Notwendigkeit dieses Transportmittels nachgewiesen werden konnte. Mit dem Rüstungsprogramm 1989 erfolgte die Beschaffung einer Transporthelikopterflotte von total 15 *Super Puma*.



Abb. 89: Boden-Luft-Fliegerabwehrenkaffensystem *Bloodhound* BL-64. Die sechs festen Standorte der Bloodhound-Feereinheiten waren bis zu ihrer Ausserdienststellung geheim klassifiziert.



Abb. 90: Vom britischen Boden-Luft-Lenkaffensystem *Rapier* wurden ab 1981 insgesamt 60 Feuer-einheiten beschafft. Die Wirksamkeit der terrestrischen Fliegerabwehr im mittleren Bereich erfuhr dadurch eine erhebliche Verbesserung.

war Oberstbrigadier Walter Burkhard, seit 1933 Direktor der Militärflugplätze. Er war mit dem Vollzug des nachfolgenden Befehls von General Guisan an den Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen aus dem Jahre 1943 beauftragt: «Sämtliche Flugplätze im Zentralraum sind unverzüglich so auszubauen, dass sie bei jeder Witterung voll verwendungsfähig sind.» Und weiter: «Gleichzeitig hat auf allen Reduitflugplätzen der Bau sämtlicher Schutzanlagen für die Unterbringung von Material und Personal [...] zu erfolgen».²

Burkhard erachtete diesen Auftrag bis zu seiner Pensionierung im Jahre 1960 als gültig und rechtskräftig. Er verfügte über gute Beziehungen zur Generalstabsabteilung und über fähige Mitarbeiter, welche mit Hingabe an diesem Werk arbeiteten. Parallel zum Ausbau der Kriegsflugplätze wurde das sogenannte Flieger-Höhennetz gebaut. Ein unterirdischer Kommandoposten, vier Radaranlagen unter Fels sowie vier grosse und zahlreiche kleinere geschützte Übermittlungsanlagen gehörten zum umfangreichen Bauprogramm. Die Beschaffung des Materials für die elektronische Ausrüstung all dieser Anlagen erfolgte im Rahmen von Rüstungsprogrammen. Initiant des Flieger-Höhennetzes war der bereits erwähnte Oberst Armin Ettinger. Er fand in Oberstbrigadier Walter Burkhard einen Verbündeten für dieses Werk, das auch später das Rückgrat für die Führung und den Einsatz der Luftwaffe darstellte und heute kaum mehr realisierbar wäre.

Fritz Gerber, Direktor der Militärflugplätze von 1961 bis 1968, und Hans Giger, Direktor der Abteilung für Militärflugplätze von 1969 bis 1979, führten das Infrastrukturausbauprogramm mit grossem Engagement weiter und brachten es zum Abschluss. Während der Zeitdauer der Armee 61 bedeutete diese Infrastruktur der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen eine hervorragende Basis für alle materiellen Ausbauschritte und ein wichtiges Element der Dissuasionsstrategie.

Zuverlässigkeit und Verfügbarkeit

Die besten Waffensysteme sind nutzlos, wenn sie infolge schlechten Unterhalts und ungenügender Wartung stillstehen. Der Einsatzbereitschaft der Flugzeuge mit ihren Waffen und der Führungssysteme kam bei den Flieger- und Fliegerabwehrtruppen denn auch stets ein sehr hoher Stellenwert zu. Garant dafür war die Direktion der Militärflugplätze beziehungsweise die Abteilung/das Bundesamt für Militärflugplätze (BAMF). Eigenständigkeit und Unabhängigkeit vom Ausland im Unterhalt, hundertprozentige Lieferbereitschaft der Ersatzteile sowie Perfektion im Betrieb waren die Leitbegriffe. Bei «Vorkommnissen im Flugdienst» oder Unterschreiten der angeordneten Bereitschaft läuteten die Alarmglocken. Es gab dann Nacht- und Wochenendarbeit. Aufgrund vieler Erfahrungen und zahlreicher Vergleiche durften sich die Schweizer Fliegertruppen auf diesem Gebiet zur Weltspitze zählen.

Ein Grund für die gute Qualität lag nicht zuletzt in der ungeteilten Verantwortung des BAMF und seiner Vorgängerorganisationen für den Betrieb und den Unterhalt des Spezialmaterials und der Infrastruktur der FF Truppen. Diese «Machtposition» war der Berner

Bürokratie indessen stets ein Dorn im Auge. Fast periodisch versuchten Exponenten des Eidgenössische Militärdepartements und anderer Bundesstellen, Teile dieser Zuständigkeit an sich zu reißen, was jeweils zu aufreibenden und ineffizienten Rechtfertigungsübungen führte.

Führung

Der Zustand der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen war bis in die 1960er Jahre stark vom Aktivdienst geprägt. Die Führungsstrukturen waren seit 1945 nicht wesentlich verändert worden. Eine zentrale Einsatzleitung existierte nicht. Vielmehr wurden die Regimenter der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen für den Einsatz jeweils einem Grossen Verband der Armee zugewiesen und führten dort den Kampf mit eher fragwürdiger Wirkung selbstständig. Bis 1964 war die Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen mit «Altlasten» aus der Zeit des Aktivdienstes 1939-1945 konfrontiert. Insbesondere die fragwürdige Absetzung von Oberstdivisionär Hans Bandi als Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen auf Ende des Jahres 1943 hatte Spuren hinterlassen; Reibereien innerhalb der Führung waren die Folge.

Nach Oberstdivisionär Fritz Rihner war Oberstdivisionär Etienne Primault von 1953 bis 1964 Kommandant und Waffenchef der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen. Dies bedeutete eine Personalunion zwischen dem Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen und dem Chef der Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr. An den Sitzungen



Abb. 91: Oberstkorpskommandant Eugen Studer, KFLF (1965-1973).



Abb. 92: Oberstbrigadier Walter Burkhard, Direktor der Militärflugplätze (1933-1960).

der Landesverteidigungskommission nahm er zwar teil, er besass jedoch kein Stimmrecht, sondern übte nur eine beratende Funktion aus. Studiert man die LVK-Protokolle aus den 1960er Jahren, so hinterlässt Primault allerdings gerade als Berater dieses Leitungsgremiums in Landes- und Luftverteidigungsbelangen einen ambivalenten Eindruck, denn er hatte offensichtlich wenig Verständnis für die operationellen Bedürfnisse und wechselte oft seine Meinung, in einigen krassen Fällen sogar während einer Sitzung. Von den hohen Ansprüchen und Verfahren eines komplexen Rüstungsvorhabens hatte er keine klare Vorstellung. Zudem ignorierte er die ihm zugespielten Warnungen vor möglichen Problemen bei der Abwicklung des *Mirage*-Geschäfts.

Im bereits zitierten Schreiben charakterisierte Kurt Bolliger die damalige personelle Situation folgendermassen: «Eigentlich hatten wir nur einen echten Führer, der unbestritten war: Walter «Gröni» Burkhard. Aber der hütete sich vor den ewigen Streitereien der Berner, hatte dafür in Dübendorf peinliche Ordnung und eine treue, kompetente Gefolgschaft. Ich wage die folgende Behauptung: Wäre «Gröni» 10 Jahre jünger oder Studer 10 Jahre älter gewesen, wären uns die *Mirage*-Affäre und vieles andere erspart geblieben. Deshalb, so glaube ich, waren die Sechzigerjahre nicht zuletzt für uns Jahre der personellen Fehlplanungen.»³

Insgesamt war die Berner Führungsriege der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen in den frühen 1960er Jahren folglich zerstritten, bei den «Fliegern» herrschte Uneinigkeit in Rüstungsfragen und ein Grabenkrieg tobte zwischen «Fliegern» und «Flabisten». Die Stigmatisierung der Fliegerabwehr durch den Begriff «flabtauglich» beim Aufbau dieser Truppe im Laufe des Aktivdienstes spielte dabei sicher auch eine Rolle. Als eigentliches reinigendes Gewitter für die Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen sollte sich erst die *Mirage*-Affäre erweisen, denn nun ergab sich endlich die Möglichkeit zu einem Neubeginn mit neuen Leuten. Der neue Kommandant, der von aussen kommende Eugen Studer, wirkte dabei als integrierende Persönlichkeit.

Im Februar 1968 erhielten die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen eine neue Führungsstruktur (vgl. Abb. 93). Der Kommandant war nun ebenfalls Korpskommandant und stimmberechtigtes Mitglied der Landesverteidigungskommission. Die Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr und die Abteilung für Militärflugplätze wurden ihm – weitgehend – unterstellt. Die Truppe war in einen Stab und drei Brigaden gegliedert. Der Kommandant führte periodische Rapporte mit gemeinsamer Behandlung der anstehenden Probleme durch. Die Planung der Ausbaubedürfnisse geschah mit System und in Absprache mit dem Generalstabschef und dem Rüstungschef. Die Stäbe und Truppen erhielten Gelegenheit zu Übungen im Verbund, die Einsatzleitung erfolgte mit geeigneten Mitteln und Verfahren. Das Selbstvertrauen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen wurde gestärkt, der grösste Teil der früheren Querelen begraben. Oberstkorpskommandant Eugen Studer trug mit seiner starken Persönlichkeit wesentlich zu diesem Ergebnis bei. Seine Nachfolger hatten das Privileg, auf einer professionellen Institution aufbauen zu können. Ab 1968 wurde die Einsatzbereitschaft der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen dank einer gut organisierten

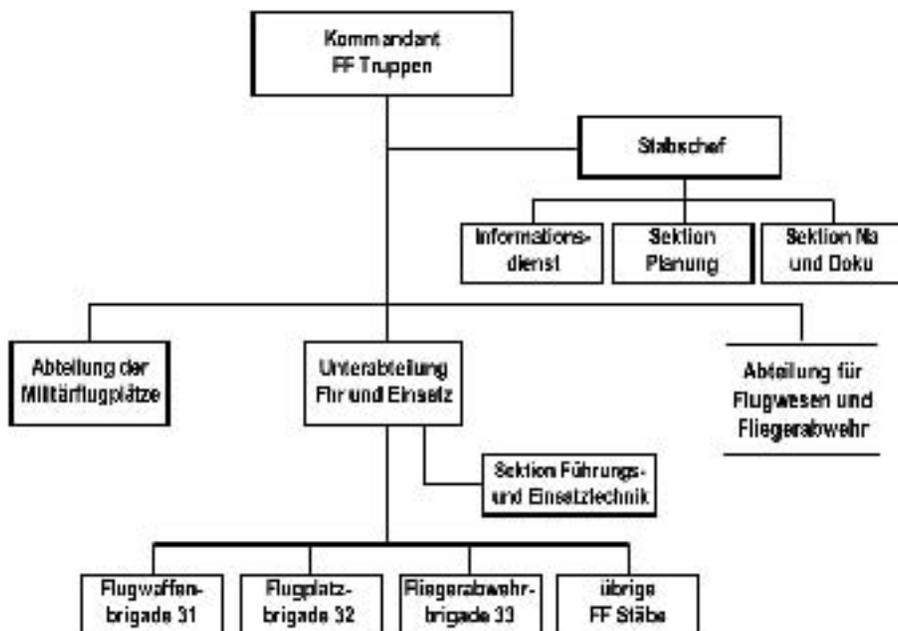


Abb. 93: Kommando der Flieger und Fliegerabwehrtruppen (ab 1. Februar 1968).

Führung systematisch gefördert und ausgebaut. Im Gegensatz zur übrigen Armee verfügten sie über *einen* Chef – ein Umstand, um den sie zeitweise auch beneidet wurden.

Die Struktur der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen basierte auf dem Milizprinzip mit insgesamt rund 50000 Angehörigen der Stäbe und der Brigaden. Funktionsfähig war diese Milizorganisation aber nur dank den etwa fünfhundert Berufsleuten des Bundesamtes für Militärflugwesen und Fliegerabwehr mit seinen Berufsmilitärpiloten, Instruktoren und dem administrativen Personal sowie dem Bundesamt für Militärflugplätze und seinen Betrieben mit rund 3000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern. Diese hoch motivierten Berufsleute stellten alle nicht miliztauglichen Funktionen sicher, bildeten die Milizangehörigen aus und unterstützten sie im Truppeneinsatz. Von ausländischen Berufsflugzeugen wurde dieses originelle und einmalige schweizerische System kaum je verstanden.

Funktionale Aspekte

Wie aber stand es um die operationelle Kompetenz der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen im Rahmen der Armee 61? Brigadier Philippe Henchoz, von 1969 bis 1976 Kommandant der Flugplatzbrigade 32, war ein scharfer Kritiker der damaligen Zustände. Die Flugwaffe bezeichnete er als «Aero Club» und die Fliegerabwehr assoziierte er mit «grossen,



Abb. 94: Br Philippe Henchoz, Kdt Flpl Br 32 (1969-1976).

dreckigen Schuhen». Tatsächlich wurden die Flugzeuge in den Wiederholungskursen der Fliegertruppen nie mit Munition eingesetzt. Auch die Verbindungen funktionierten nicht oder wurden nicht benützt. Und die Fliegerabwehr beschränkte sich – ausser in den Kursen auf den Schiessplätzen – auf den Stellungsbezug. Kombinierte Übungen aller Truppen auf einem Flugplatz oder in einer Manöverübung gab es nicht. An operationellen Fragen war die Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen offenbar nicht sonderlich interessiert. Anders verhielt es sich mit dem Gewehrgriff und der Achtungsstellung der Soldaten, die in weiten Kreisen als Gradmesser für die Einsatzbereitschaft einer Truppe galten.

Diese Situation änderte sich mit dem Amtsantritt von Oberstkorpskommandant Eugen Studer und seiner neuen Führungssequipe. Der grossen Truppenübung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen des Jahres 1972 lagen erstmals operationelle Kriterien und Messgrössen zugrunde und erstmals in der Geschichte wurden alle einsatzrelevanten Funktionen gleichzeitig abgewickelt und einer Bewertung unterzogen. In der Zeit nach 1972 wurden die benötigten Fähigkeiten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen in vielfältigen kombinierten Übungen systematisch geschult und gemessen am jeweiligen Luftkriegsbild evaluiert. Wesentlich dazu beigetragen hat Philippe Henchoz, welcher unermüdlich Truppendienste forderte, die dem Kriegseinsatz möglichst nahe kamen, und mit solchen Forderungen sowohl bei seinen Vorgesetzten als auch in seinem Stab auf offene Ohren stiess.

Der Flieger- und Fliegerabwehr Nachrichtendienst

Im Kalten Krieg verfügten die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen über einen eigenen professionellen Nachrichtendienst, der von 1946 bis 1981 von Rolf Lécher und ab 1982 von Peter Regli als Chef geführt wurde.

Lécher, ein philosophisch gebildeter, musischer und gläubiger Mensch, liebte es, sich mit der Aura des Geheimdienstchefs zu umgeben. Seine vertraulich klassifizierte Informationsblätter, deren Inhalt den meisten Berufsleuten aus der Fachliteratur bekannt war, wurden zwar immer ein wenig belächelt; die ausführlichen Informationen waren aber für die Milizoffiziere im Hinblick auf ihre Meinungsbildung und Lagebeurteilung von unschätzbarem Wert. In den langen Jahren seiner nachrichtendienstlichen Tätigkeit baute Lécher ein solides und nachhaltiges Beziehungsnetz mit den sogenannten «befreundeten

Nachrichtendiensten» auf. Er selbst beschäftigte sich vermutlich nicht besonders intensiv mit der Nachrichtenbeschaffung; durch seine Beziehungen ermöglichte er aber den Spezialisten das Knüpfen von Kontakten, die es erlaubten, die für die operationelle Aufgabenerfüllung nötigen Kenntnisse und Informationen zu gewinnen. Ein prominenter Freund Léchers war Vernon A. Walters, Dreisterngeneral der US Army, Verteidigungsattaché in verschiedenen Ländern, CIA-Direktor und zuletzt Botschafter der USA in der Bundesrepublik Deutschland. Näheres über ihre persönlichen Beziehungen haben die beiden Männer ins Grab mitgenommen.

Im Jahre 1982 trat Peter Regli, Ingenieur und Sprachtalent, die Nachfolge von Rolf Lécher an und übernahm dessen Beziehungsnetz. Der Flieger- und Fliegerabwehr-Nachrichtendienst hatte damals die folgenden, teilweise ganz neuen Aufgaben zu erfüllen: (1) die laufende Darstellung des Luftkriegsbildes, an welchem die operationelle Kompetenz der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen im Detail gemessen werden konnte; (2) die Beschaffung der detaillierten Spezifikationen der relevanten fremden Waffensysteme für die Programmierung der elektronischen Aufklärung im Luftraum und der digitalen Radarwarnsysteme unserer Kampfmittel; (3) die Vorwarnung der Führung vor Konflikten im interessierenden Luftraum; (4) die laufende und detaillierte Orientierung der Führung über Operationen und Konfliktparteien im Falle von Konflikten im Luftraum sowie (5) die Ausbildungsunterstützung des Truppennachrichtendienstes.

Regli arbeitete – zusammen mit seinen wenigen professionellen Mitarbeitern – an diesem praktisch unerfüllbaren Auftrag mit grosser Ernsthaftigkeit und hoher Kompetenz. Im Rahmen seiner bescheidenen Ressourcen setzte er auch Miliz-Nachrichtoffiziere für die Beschaffung von Nachrichten ein, wobei er auch das eine oder andere kalkulierte Risiko einging. Seine Vorgesetzten hat er jedoch im Sinne der oben stehenden Aufgabenliste stets bestmöglich bedient und informiert. Entsprechend wurden denn auch nie Verstösse gegen die Legalität festgestellt. Alle Kontakte erfolgten immer im Einvernehmen mit dem fachlich übergeordneten Unterstabschef Nachrichtendienst und Abwehr der Armee. Hinzu kam, dass die Beziehungen zu ausländischen Nachrichtendiensten stets bilateral und nie mit einem Bündnis erfolgten, weshalb auch keine neutralitätsrechtlichen Probleme entstehen konnten. Ohne den spezialisierten und professionellen Flieger- und Fliegerabwehr-Nachrichtendienst hätte eine ernsthafte Konfliktsituation nicht bewältigt werden können.

Kontakte mit ausländischen Luftwaffen

Seit 1965 wurden Kontakte mit ausländischen Luftwaffen durch Besuche und Gegenbesuche der Kommandanten oder ihrer Stellvertreter systematisch gepflegt. Dazu gehörten die Nachbarluftwaffen, die US Air Force, die britische Royal Air Force sowie die Luftwaffen von Israel und Schweden. Gelegentlich erhielten die schweizerischen Flieger- und Fliegerabwehrtruppen aber auch Besuche von Luftwaffen, die sich für sie interessierten, wie etwa aus Belgien, Finnland, Saudi-Arabien oder Tunesien. Die Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen benützten diese Besuche zur Information der ausländischen Gäste

über die eigene operationelle und technische Kompetenz. Die Gegenbesuche im Ausland wurden immer sorgfältig vorbereitet und ausgewertet.

Im Rahmen derartiger Kontakte konnten sehr konkrete Ergebnisse erzielt werden, beispielsweise im Bereich von Trainingskampagnen für Piloten im Luftkampf in Sardinien, beim Tiefflugtraining in Nordschweden oder beim Luftkampftraining mit israelischen Fluglehrern in Payerne. Die Neutralitätsverträglichkeit solcher Kontakte wurde immer hinterfragt. Selbstverständlich musste die Genehmigung durch den Chef des Eidgenössischen Militärdepartements vorliegen. Im Jahre 1986 wurden Kontakte mit der südafrikanischen Luftwaffe als nicht mehr opportun beurteilt und die Abkommandierung eines Piloten dorthin wurde storniert.

Für die Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen waren diese Kontakte eine erhebliche zeitliche und auch physische Belastung. Angesichts des grossen Nutzens und der dissuasiven Wirkung wurde das von den Vorgängern aufgebaute Beziehungsnetz indessen stets aufrechterhalten. Anlässlich von Truppenbesuchen bei ausländischen Luftwaffen wurde immer wieder festgestellt, dass die Schweizer Milizeinheiten nach einer kurzen Anlaufzeit den ausländischen Berufsverbänden in der Professionalität der Aufgabenerfüllung mindestens ebenbürtig waren. Die Gründe lagen in der durchschnittlich besseren Qualität der Milizangehörigen und nicht zuletzt auch im Fehlen gewerkschaftlicher Rand- und Rahmenbedingungen bei den schweizerischen Einheiten.

«TARIPOP»: eine operative Planung der Flugwaffe in der Armee 61

Ende der 1960er und in den 1970er Jahre wurden systematisch operative Planungen auf Stufe Flugwaffenbrigade 31 durchgeführt. Besonders der damalige Stabschef, Oberst i GSt Jean Brunner, zeigte dabei grosse Initiative und Kreativität. Man hat damals eine «permanente operative Planung» (POP) auf Stufe der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen schmerzlich vermisst. Weil aber eine solche vonseiten der Berufsorganisation im Kalten Krieg nie realisiert wurde, nahm die Milizorganisation, der Stab der Flugwaffenbrigade 31, deren Erarbeitung in Angriff. Eine dieser unter strenger Geheimhaltung durchgeführten Planungen erhielt den etwas eigenartigen Decknamen «TARIPOP», den Insider indessen als Abkürzung für die Wortfolge «Taktische Richtlinien für die Permanente Operative Planung» entschlüsseln konnten.

In den taktischen Kursen der Flugwaffenbrigade 31 wurden systematische Beurteilungen der Lage auf operativer Stufe vorgenommen. Die eigenen Mittel waren bekannt, die Mittel der fremden Luftarmeen (GRÜN und ROT) lieferte der Flieger- und Fliegerabwehr-Nachrichtendienst. Auf dieser Basis wurden in Gruppen gegnerische und eigene Möglichkeiten erarbeitet und breit diskutiert. Entschlüsse konnten selbstverständlich nicht gefasst werden. Hingegen wurden vorbehaltene Planungen bis auf eine relativ tiefe Stufe detailliert ausgearbeitet.

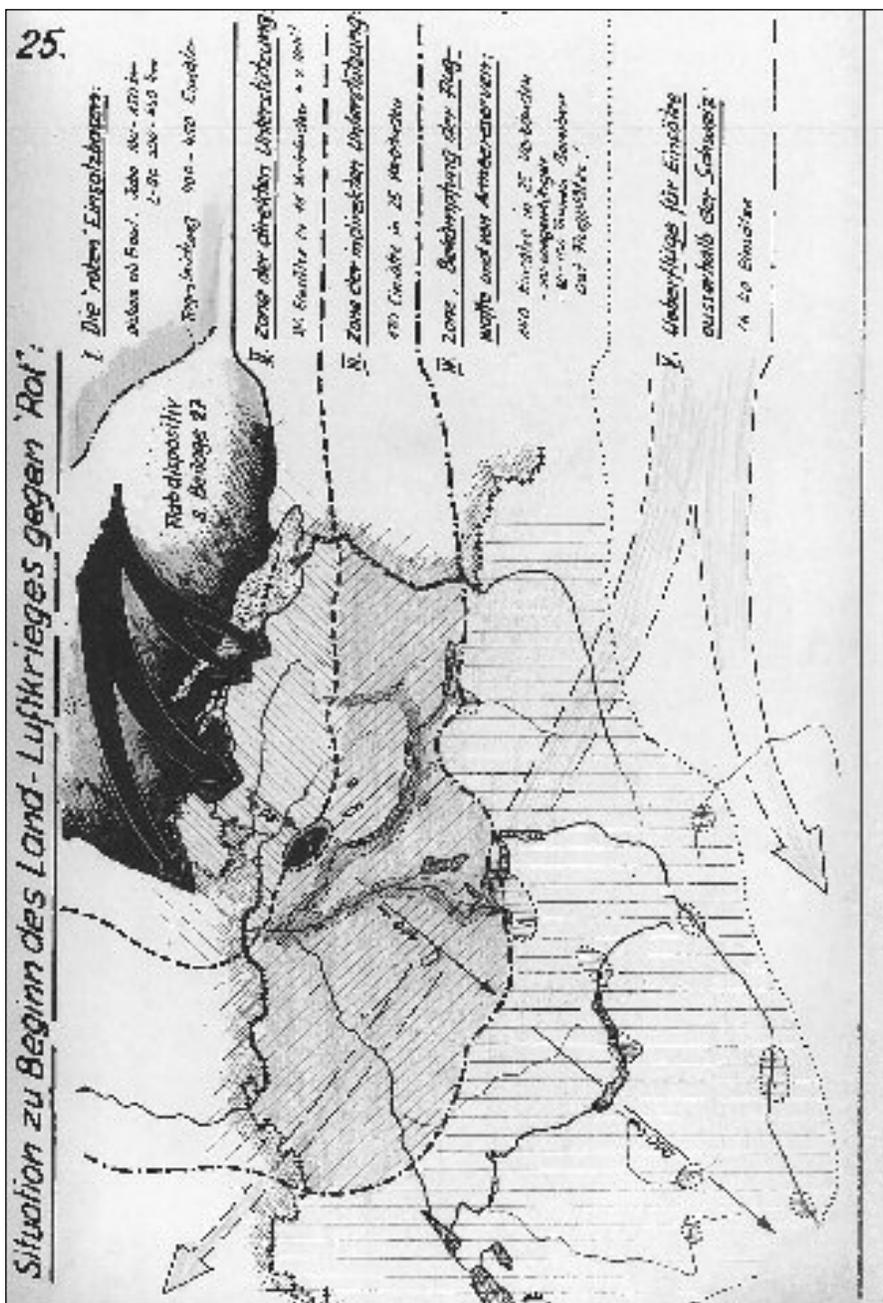


Abb. 95: «TARIPOP»: Beurteilung Luftbedrohung im Falle eines kombinierten Land-Luftkrieges gegen die Schweiz.

Es wurden die folgenden Phasen eines möglichen Einsatzes der Fliegerbrigade 31 unterschieden: (1) Neutralitätsschutz mit Landeaufforderung, (2) Neutralitätsschutz ohne Landeaufforderung, (3) reiner Luftkrieg und (4) kombinierter Land-Luftkrieg. In den Phasen 1-3 war die Feldarmee nicht engagiert. Luft-Boden-Einsätze (Erdkampf) waren erst in der Phase des «reinen Luftkriegs» möglich, und zwar in Form von *Offensive Counter Air*, das heisst Zerstörung des gegnerischen Luftkriegspotenzials am Boden.

Die Stabstätigkeit konzentrierte sich auf die Erarbeitung vorbehaltener Entschlüsse für den «kombinierten Land-Luftkrieg», wobei davon ausgegangen wurde, dass die Feldarmee mobilisiert und engagiert sei. Da die direkte Unterstützung der Feldarmee von der jeweiligen Lage abhängig ist, macht eine frühzeitige Planung – Jahre vor dem Konflikt – keinen Sinn. Anders war die Situation dagegen bei der indirekten Unterstützung – jenseits der Wirkungsräume der terrestrischen Waffen. Genau auf solche Einsätze konzentrierte sich «TARIPOP».

Die Erdkampfeinsätze wurden bis ins kleinste Detail geplant. Dies umfasste

- die Bestimmung der adäquaten Waffen zur Zielbekämpfung einschliesslich der Treffererwartung sowie der optimalen Verbandsgrösse für den Einsatz;
- die genaue Zielbeschreibung mit Bildern;
- die Erarbeitung detaillierter Angaben über Hindernisse im An- und Wegflug;
- das Treffen von Annahmen über die mögliche Fliegerabwehrlage und schliesslich;
- die Festlegung detaillierter Angaben zum Marschflug und zu möglichen Ausweichflugplätzen.

Mögliche Ziele innerhalb der Landesgrenze wurden aus der Luft und auch terrestrisch rekognosziert. Die Erkundung potenzieller Ziele im nahen Ausland erfolgte auf freiwilliger, individueller Basis und wurde verdeckt und (natürlich) in Zivilkleidung durchgeführt. Die Ergebnisse dieser Erkundungen wurden als detaillierte Skizzen und Fotos des Zieles – Brücken, Passages obligées, Tankanlagen etc. – sorgfältig in geheim klassifizierten Dossiers abgelegt.

«TARIPOP» war eine Initiative von einigen engagierten Generalstabsoffizieren der Flugwaffenbrigade 31. Die detaillierte Planung von Angriffen auf Ziele ausserhalb der schweizerischen Landesgrenzen war heikel und nicht unumstritten. Nicht zuletzt auch aus politischen Gründen war die «TARIPOP»-Planung geheim klassifiziert und wurde entsprechend diskret behandelt. Für die beteiligten Besatzungen war die Planung ebenso anspruchsvoll und aufwändig wie interessant. Es wurde davon ausgegangen, dass «TARIPOP» dazu beigetragen hätte, im Ernstfall Energie, Zeit und wahrscheinlich auch Verluste zu minimieren.

Ausbildung im Ausland und Auslandskampagnen

Bei der Evaluation und Beschaffung der Waffensysteme *Mirage III* mit Luft-Luft- und Luft-Boden-Lenk Waffen, *Bloodhound*, *F-5 E/F Tiger*, *Maverick* und *Rapier* zeigte sich die Unmöglichkeit der Erprobung und der Ausbildung «am scharfen Schuss» in der Schweiz. Die Beschaffungsinstanz und später die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen als Nutzer der Waffensysteme waren auf Basen und Schiessplätze im Ausland angewiesen.

In jedem Fall musste die Neutralitätsverträglichkeit geprüft und den politischen Verantwortlichen unterbreitet werden. Hier sind einige Beispiele erwähnt:

- Erprobung der Kampfflugzeuge und ihrer Bewaffnung in den USA;
- Verifikationsschiessen mit Boden-Luft-Lenk Waffen in Schottland und auf den Hebriden;
- Verifikationsschiessen mit Luft-Luft- und Luft-Boden-Lenk Waffen in Schweden.

Die entsprechenden Kampagnen dauerten oft Wochen und Monate und stellten an die Berufsorganisationen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen hohe Ansprüche. Gleichzeitig wurden unbedingt notwendige Erfahrungen gesammelt, ohne die ein Ernstfalleinsatz zum Desaster hätte werden können.

«Dissuasion»: die sicherheitspolitische Strategie

Im bundesrätlichen Bericht über die Gesamtverteidigung von 1973 wurden die sicherheitspolitischen Ziele wie folgt definiert:

- Wahrung des Friedens in Unabhängigkeit;
- Wahrung der Handlungsfreiheit;
- Schutz der Bevölkerung;
- Behauptung des Staatsgebietes.

Die Strategie der Sicherheitspolitik 1973 war sehr einfach. Sie genoss hohe Anerkennung im In- und Ausland und bestand aus einem Wort: Dissuasion. Es handelte sich um eine defensive Strategie, die als «Kriegsverhinderung durch Verteidigungsbereitschaft» definiert wurde.

Seit Oberstkorpskommandant Eugen Studer dienten dieses sicherheitspolitische Zielsystem und die Dissuasionsstrategie als Messlatte für die operativen und materiellen Planungen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen. Das Funktionieren der Dissuasion war an zwei Voraussetzungen gebunden: Erstens musste die Verteidigungsbereitschaft als operationelle Kompetenz der Truppe real existieren und immer wieder unter Beweis gestellt werden. Und zweitens mussten die Stärken der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen der Öffentlichkeit und ganz besonders den ausländischen Luftwaffen durch umfassende Kommunikation glaubwürdig bekannt gemacht werden. Die Schaffung dieser zwei Voraussetzungen erzeugte ein Spannungsfeld zur Forderung der absoluten Neutralität. Die

Verteidigungsbereitschaft einer Luftwaffe kann indessen nicht auf der «Insel der Seligen» geschaffen werden. Das Erreichen der operationellen Kompetenz erfordert zwingend einen Informationsaustausch mit ausländischen Luftwaffen und Nachrichtendiensten auf verschiedenen Ebenen.

Die Stärken der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen von 1972 bis 1990

Die Führungsstruktur mit Einsatzleitung erwies sich als brauchbar. Das Führungsinstrumentarium bestand die Tests im Rahmen seiner physikalischen Grenzen. Die notwendige und krisenfesteste Kommunikation war sichergestellt.

Die Flugwaffe war in der Lage, mit ihren rund 300 Kampfflugzeugen und 100 Leichtflugzeugen und Helikoptern folgende Leistungen zu erbringen: Mit sechsunddreissig Flugzeugen *Mirage III*S konnte der Luftpolizeidienst und die Luftverteidigung gegen hoch und schnell fliegende Eindringlinge wahrgenommen werden. Die 110 Kampfflugzeuge F-5E/F *Tiger* waren ab 1980 in der Lage, mit Infrarot Luft-Luft-Lenk Waffen *Sidewinder* bestimmte Luftpolizeiaufgaben wahrzunehmen und im Raumschutz eine räumlich und zeitlich begrenzte Luftüberlegenheit aufzubauen. Die rund 150 Kampfflugzeuge *Hunter* waren bereit, direkte und indirekte Feuerunterstützung zugunsten der Armee und Armeekorps durchzuführen. Für die Rolle der Luftaufklärung standen 18 Flugzeuge *Mirage III RS* zur Verfügung. Für den Lufttransport konnten 100 Helikopter *Alouette II* und *III* sowie 12 Leichtflugzeuge Pilatus-Porter PC-6 eingesetzt werden. Auf sechs ortsfesten Lenkwaffenstellungen waren neun *Bloodhound*-Batterien einsatzbereit. Mit diesem System konnten hoch und schnell fliegende Einzelziele mit zielsuchenden Flugkörpern auf eine Distanz von über 100 km bekämpft werden. Für den Objektschutz standen 64 mittlere Fliegerabwehrbatterien mit je vier 35 mm Zwillingsgeschützen und (ab 1985) je zwei Feuerleitsysteme Skyguard zur Verfügung. Diese Systeme hatten eine Wirkungsdistanz von rund vier Kilometern. Nach 1985 standen der Armee 60 Feereinheiten des Boden-Luft-Fliegerabwehr lenkwaffensystems *Rapier* für die Allwetter-Luftverteidigung von definierten (Gegenschlags)-Räumen zur Verfügung. Nach wie vor verfügte die Armee auf dem Gefechtsfeld über rund 1500 20 mm Fliegerabwehrkanonen. Diese Waffen erhielten mit dem Aufbau der Luftmobilität auf dem Gefechtsfeld eine neue Bedeutung.

Die Elemente Motivation der Truppe, Schutzgrad der Infrastruktur, integriertes Führungssystem und diversifizierte Luftverteidigung waren ausgesprochene Stärken der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen. Einen Vergleich mit den Nachbarluftwaffen brauchten sie nicht zu scheuen. Die Luftverteidigung war im Bezug auf den Raum sehr dicht und ausgesprochen gut integriert. Die Kompetenz der Truppe liess sich mit den benachbarten Berufsluftwaffen durchaus vergleichen.

Die Schwächen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen von 1972 bis 1990

Eine ständige Sorge für die Führung der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen war die Mobilmachung und das kurzfristige Hochfahren der notwendigen Bereitschaft. Ein überraschender feindlicher Schlag gegen die Infrastruktur hätte sich gravierend auswirken können.

Das Unterfliegen der Luftlageerfassung durch tiefstfliegende Aggressoren war ein grosses Problem. Die Integration der Radarsysteme *Taflir* in die allgemeine Luftlage erwies sich als schwierig und konnte erst nach unserer Betrachtungsperiode gelöst werden. Avionik und Lenkwaffen der Flugzeuge *Mirage III* waren den potenziellen Aggressoren in Reichweite und Störfestigkeit zunehmend unterlegen. Ein leistungsfähiges neues Waffensystem drängte sich aus operationellen Gründen dringend auf.

Die *Hunter*-Piloten hätten ihre Erdkampfaufgabe zweifelsohne mit grossem Mut erfüllt. Aufgrund des Leistungsprofils wäre die Verlustquote solcher Missionen allerdings hoch gewesen. Darüber waren sich jedoch alle Beteiligten im Klaren.

Die Beschaffung von Nachrichten durch die Luftaufklärung im optischen und im Infrarotbereich war zwar sehr genau und aufschlussreich, aber in der Auswertung und Übermittlung der Ergebnisse sehr zeitraubend. Im Zeitalter der raschen Abläufe drängte sich zunehmend eine Echtzeitaufklärung auf. Erste Versuche mit Aufklärungsdrohnen erwiesen sich als zukunftsfruchtig.

Für die Sicherstellung der notwendigen Luftmobilität von Kampftruppen genügten die vorhandenen Helikopter nicht. Versuche mit einer Vorserie von Transporthelikoptern zeigten das Bestehen dieser Lücke drastisch auf.

Die Abwehr von Abstandswaffen, Boden-Boden-Lenkwaffen und Marschflugkörpern war – und ist immer noch – eine gravierende Schwachstelle der schweizerischen – und der europäischen – Luftverteidigung.

Bei jeder Armeestabsübung wurde in einer Schlussphase «die Zusammenarbeit mit Grün» als Glasperlenspiel zelebriert. In Wirklichkeit wäre eine solche Zusammenarbeit für die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen zwar notwendig, aber aus vielfältigen Gründen unmöglich gewesen, und zwar nicht zuletzt deshalb, weil Begriffe, Sprache, technische Schnittstellen und Normen nicht übereinstimmten. Eine Integration von Waffensystemen oder Verbänden war kurzfristig undenkbar.

Wurde der Auftrag erfüllt?

Europa und die Schweiz haben den Kalten Krieg ohne militärischen Konflikt im Zustand eines prekären Friedens überstanden. Ein Grund dafür liegt in der Furcht der USA vor dem «Dominoeffekt» der sowjetischen Einfluss- und Machtausbreitung. Die Strategie der

Eindämmung führte dann zu zahlreichen Stellvertreterkriegen ausserhalb Europas. Die Abschreckungsstrategie hatte aber auch ihren Anteil am Erhalt des Friedens in Europa. Die Frage, ob die schweizerische Dissuasionsstrategie als Mosaikstein zu diesem Erfolg beigetragen hat, ist schwer zu beantworten und nicht messbar. Die Schweizer Armee einschliesslich der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen, der offensichtliche Wehrwille und die erheblichen Investitionen in die Sicherheitspolitik waren im europäischen Kräftevergleich ein nicht vernachlässigbarer Faktor.

Die Frage, ob die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen bei einem militärischen Konflikt ihre Luftverteidigungsaufgabe im Sinne der sicherheitspolitischen Ziele (Wahrung des Friedens in Unabhängigkeit, Wahrung der Handlungsfreiheit, Schutz der Bevölkerung und Behauptung des Staatsgebietes) hätten erfüllen können, lässt sich folgendermassen beantworten: In den 1960er und 1970er Jahren hätten sich die Flieger- und Fliegerabwehrtruppen mit grossem Mut und Kampfwillen eingesetzt. Die vorhandenen Mittel und die operative Kompetenz lassen aber Zweifel am Erfolg und an einem wirkungsvollen Beitrag zum Erreichen der sicherheitspolitischen Ziele bestehen. In den 1980er Jahren hätten die vorhandenen Mittel, die adäquate Ausbildung sowie die Motivation und der Kampfwillen der Truppe die Erreichung der oben erwähnten Ziele weitgehend ermöglicht. Auf jeden Fall dürfen alle Miliz- und Berufsangehörigen der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen mit Stolz und Befriedigung auf ihr Leistungspotenzial im Rahmen der Armee 61 zurückblicken.

Anmerkungen

* Der vorliegende Beitrag basiert auf dem Vortrag von KKdt Walter Dürig am Kolloquium der Schweizerischen Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft (SVMM) vom 19. Oktober 2002 in Bern mit nachfolgender Publikation im entsprechenden Tagungsband. Br Rudolf Läubli verwendete und bearbeitete diesen Bericht für seinen Vortrag am SVMM-Kolloquium vom 17. Oktober 2008 zur Planung der Abwehr in der Armee 61. Der vorliegende Artikel ist in Zusammenarbeit der beiden Autoren entstanden.

¹ Schreiben KKdt Kurt Bolliger an KKdt Walter Dürig, 21.9.1997.

² Schreiben des Chefs des Generalstabes Nr. 310/1/ 6/Lü/at vom 22.2.1943, Ziff. A.1.

³ Schreiben Kurt Bolliger an Walter Dürig, 21.9.1997.

ANHÄNGE

Anhang 1: Abkürzungsverzeichnis

Abt	Abteilung
AC	Atom-Chemie / atomique-chimique
ADM	Atomic Demolition Means
AFCENT	Allied Forces South Europe (NATO)
AFM	Air Force Manuel
AK	Armeekorps
AKMob	Allgemeine Kriegsmobilmachung
AmtlBull	Amtliches Stenographisches Bulletin
Art	Artillerie
Art.	Artikel
ASHSM	Association suisse d'histoire et de sciences militaires
ASMZ	Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift
ATAF	Allied Tactical Air Force (NATO)
AU	Allgemeine Unterstützung
BAMF	Bundesamt für Militärflugplätze
BAR	Bundesarchiv Bern
BArch	Bundesarchiv (Bundesrepublik Deutschland)
Bat	Bataillon
bat	bataillon / battaglione
BBI	Bundesblatt
Bf	Befehl
BGB	Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei
BMfLV	Bundesministerium für Landesverteidigung (Österreich)
Br	Brigade / Brigadier
BR	Bundesrat
BRD	Bundesrepublik Deutschland
br fort	brigade de forteresse / brigata di fortezza
br fr	brigade frontière / brigata frontiera
Bttr	Batterie
CA	corps d'armée / corpo d'armata
CA camp	corps d'armée de campagne / corpo d'armata di campagna
CA mont	corps d'armée de montagne / corpo d'armata di montagna
camp	campagne / campagna
car	carabiniers / carabinieri
cdt C	Commandant de corps
cdt di C	commandante di corpo
cdt	commandant / comandante

CENTAG	Central Army Group (NATO)
CGE	conduite de la guerre électronique
CINCENT	Chief Allied Forces Central Europe
col	colonel
COMLANDCENT	Commander Allied Land Forces Central Europe (NATO)
COp	Conduite Opérative
cp	compagnie / compagna
ČSSR	Československá socialistická republika
CT	Conduite des troupes
cyc	cycliste
DCA	défence contre avion / difesa contraerea
DDR	Deutsche Demokratische Republik
div méc	division mécanisée
Div	Division / Divisionär
div	division / divisonnaire / divisione / divisionario
Drag	Dragoner
DU	Direktunterstützung
EDP	Emergency Defense Plan (NATO)
efa	engin filoguidé antichar
EKF	Elektronische Kriegführung
EM	état-major
EMB	Eidgenössische Militärbibliothek
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EMG	état-major général
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
EVG	Europäische Verteidigungsgemeinschaft
FAK	Feldarmeekorps
fant	fanteria
F Div	Felddivision
FDP	Freisinnig-demokratische Partei
Fe	Feuer
fei	feindlich
Fest Br	Festungsbrigade
Fest	Festung
FF	Flieger- / Flab
Fk	Funk
Fl	Flieger
Flab	Fliegerabwehr
Fleizen	Fliegereinsatzzentrale

Flhf	Flughafen
Flpl	Flugplatz
Flz	Flugzeug
fuc	fucilieri
fus	fusilier
Füs	Füsilier
G	Genie / génie / genio
GDM	General Defense Plan (NATO)
GE	German
Geb AK	Gebirgsarmeekorps
Geb Div	Gebirgsdivision
Geb	Gebirgs-
gem beso Bf	gemäss besonderem Befehl
GMS	Gesellschaft für militärhistorische Studienreisen
Gr	Gruppe
gr	groupe / gruppo
gren	grenadier
Gs Vb	Grosser Verband
GSC	Generalstabschef
Gt	Gerät
GV	Gesamtverteidigung
Gz Br	Grenzbrigade
Gz Div	Grenzdivision
HBf	Heeresbild- und Filmstelle (Österreich)
HDv	Heeresdienstvorschrift (Bundesrepublik Deutschland)
i Gst	im Generalstab (Schweiz)
i.G.	im Generalstab (Bundesrepublik Deutschland)
Inf	Infanterie
IT	Italien
Kdt	Kommandant
KFLF	Kommandant Flieger- und Fliegerabwehrtruppen
KKdt	Korpskommandant
KML	Kommission für Militärische Landesverteidigung
KP	Kommandoposten
Kp	Kompanie
KSZE	Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa
KT	Kilotonne
LANDSOUTH	Allied Land Forces Southern Europe (NATO)
ld	lourd

Lla	Luftlandung
Im	lance-mines
LV	Landesverteidigung
LVK	Landesverteidigungskommission
M	Mittlere
MC	Military Committee (NATO)
Mech Div	Mechanisierte Division
MGFA	Militärgeschichtliches Forschungsamt (Deutschland)
Mi	Minen
Mob	Mobilmachung
mob	mobil /mobilisation
mont	montagne / montagna
Mot	motorisiert
mot	motorisé
N	Nationalstrasse
Na	Nachrichten
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NORTHAG	Northern Army Group (NATO)
NR	Nationalrat
NSD	Neutralitätsschutzdienst
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
OB	Ordre de bataille
OBA	Oberbefehlshaber der Armee
ob	obusier
Of	Offizier
ÖMZ	Österreichische Militärische Zeitschrift
Op Sekt	Operationssektion
Op U	Operative Übung
OTAN	Organisation du Traité Atlantique-Nord
OT	organisation des troupes
PAL	Panzerabwehrlenkwaffe
PC	poste de commandement / posto di comando
PHP	Parallel History Project
PN	protezione della neutralità
Pont	Pontonier
Pz	Panzer
R Br	Reduitbrigade
Rdf	Radfahrer
Regl	Reglement

règl	règlement
Rgt	Regiment
rgt	régiment / reggimento
Rm	Raum
RMS	Revue Militaire Suisse
S	Schützen
SACEUR	Supreme Allied Commander Europe (NATO)
Sch	schwer
sct	section
SIPOL B	Sicherheitspolitischer Bericht
SM	stato maggiore
SPS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz
SR	Ständerat
Str Pol	Strassenpolizei
SVMM	Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft
TARIPOP	Taktische Richtlinien für die Permanente Operative Planung
Ter	Territorial
TF	Truppenführung
TO	Truppenordnung
Tr	Train
Trp	Truppe
trp	troupe
Trsp	Transport
UG	Untergruppe
WAPA	Warschauer Pakt
Wk	Werk
WOF	Weisungen für die operative Führung
ZEM	Zentrum für elektronische Medien
Z	Zug
Zo	Zone

Anhang 2: Signaturen

Signaturen der Armee 61

	Armeekorps corps d'armée		Stabsformation formation d'état-major
	Division division		Schwere Formation formation lourde
	Territorialzone zone territoriale		Infanterie-, Füsilierformation formation d'infanterie / formation de fusiliers
	Brigade brigade		Nachrichtenformation formation de renseignements
	Regiment régiment		Grenadierformation formation de grenadiers
	Bataillon, Abteilung bataillon, groupe		Panzerabwehrlenk Waffenformation Formation d'engins filoguidés antichars
	Kompanie, Batterie, Staffel compagnie, batterie, escadrille		Trainformation formation du train
	Numerierung der Grossen Verbände numérotation des Grades Unitées		Panzerformation formation de chars
	Numerierung der anderen Verbände numérotation des autres formations		Panzergrenadierformation formation de grenadiers de chars
	Nähere Kennzeichnung distinction plus précise		Radfahrerformation formation de cyclistes
	Typenbezeichnung type de formation		Aufklärungsformation formation d'exploration
	Waffensystem système d'arme		Artillerieformation formation d'artillerie
	Stab état-major		Panzerhaubitzenformation formation d'obusiers blindés
			Fliegerformation formation d'aviation
			Flugplatzformation formation d'aérodrome
			Fliegerabwehrformation formation de défense contre avion

	Fliegerabwehrenkaffenformation formation d'engins guidés de défense contre avions		Brigade brigade
	Genieformation formation du génie		Regiment régiment
	Festungsformation formation de forteresse		Bataillon bataillon
	Festungsartillerieformation formation d'artillerie de forteresse		Kompanie compagnie
	Übermittlungsformation formation de transmission		Infanterie- (Jäger-)formation formation d'infanterie
	EKF Formation formation CGE		Gebirgsinfanterie- (Jäger-)formation formation d'infanterie de montagne
	Sanitätsformation formation sanitaire		Mechanisierte Infanterieformation / Panzergrenadierformation formation d'infanterie mécanisée / formation de grenadiers de chars
	Versorgungsformation formation de soutien		Panzerformation formation de chars
	Transportformation formation de transport		Luftlandformation formation aéroportée
	Strassenpolizeiformation formation de police des routes		Fallschirmjägerformation formation de parachutistes

Internationale Signaturen

	Eigene militärische Formation formation militaire amie		Genieformation formation du génie
	Gegnerische Formation formation ennemie		Landwehrformation (Österreich) formation de «Landwehr» (Autriche)
	Armeekorps corps d'armée		Sperrformation (Österreich) formation de barrage (Autriche)
	Division division		Heimatschutzformation (BRD) formation «Heimatschutz» (RFA)

Anhang 3:

Les cas de mobilisation de guerre

Le cas «AIDA»

Les «CAPO»

Anhang 4: Biographische Angaben zu den Autoren

Peter Braun (*1972) studierte an der Universität Zürich Deutsche Sprach- und Literaturwissenschaft sowie Allgemeine und Schweizer Geschichte. 2006 promovierte er mit einer Dissertation über die schweizerische Landesverteidigung im Kalten Krieg zum Doktor der Philosophie. Nach dem Studium trat er in Bundesdienste, wo er heute als Kernprozessmanager Doktrinforschung und -entwicklung im Armeestab tätig ist. Daneben unterrichtet er Geschichte an der Universität Zürich. Militärisch ist er im Grade eines Majors als Nachrichtenoffizier im Luftwaffenstab eingeteilt. Zudem amtiert er als Ersatzrichter beim Militärgericht 4.

Walter Dürig (*1927) trat 1953 nach dem Besuch des Technikums Burgdorf ins Instruktionkorps der Fliegertruppen ein und war anschliessend bis 1989 in verschiedenen Funktionen im Eidgenössischen Militärdepartement tätig. Unter anderem wirkte er als Direktor des Bundesamtes für Militärflugplätze, als Kommandant der Flugplatzbrigade 32, als Chef Führung und Einsatz im Kommando der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen und von 1987 bis 1989 als Kommandant der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen. Von 1991 bis 1996 war er Präsident der Betriebskommission des Fliegermuseums Dübendorf.

Josef Feldmann (*1927) studierte Geschichte und Germanistik an den Universitäten Zürich, Genf und Louvain und schloss seine Studien 1951/53 als Doktor der Philosophie ab. Nach einer Tätigkeit als Direktor der Schweizer Schule in Florenz trat er in den Dienst des Bundes ein, wo er in der damaligen Generalstabsabteilung des EMD tätig war. 1977 ernannte der Bundesrat den Milizoffizier unter Beförderung zum Divisionär zum Unterstabchef Front. Nach dem Kommando der F Div 7 schloss er seine militärische Laufbahn als Kommandant des FAK 4 ab, das er von 1983 bis 1989 führte. Neben seiner militärischen Tätigkeit war er Titularprofessor für Sicherheitspolitik an der Universität St. Gallen.

Erwin Fitz (*1955) trat nach der Absolvierung des naturwissenschaftlichen Realgymnasiums in das österreichische Bundesheer ein, wo er nach seiner Ausbildung zum Offizier der Pioniertruppen verschiedenste Kommandanten- und Stabsfunktionen auf allen Hierarchiestufen innehatte. Neben seiner Tätigkeit beim Militärkommando Vorarlberg ist Oberst Fitz Professor für Geschichte. Daneben betreibt er in Bregenz ein Militärmuseum und ist in verschiedensten militärgeschichtlichen Vereinigungen aktiv.

Hans Rudolf Fuhrer (*1941) begann seine akademische Laufbahn als Didaktik- und Seminarlehrer an der Sekundar- und Fachlehrerausbildung der Universität Zürich, wo er zum Doktor der Philosophie promovierte. Er ist emeritierter Dozent für allgemeine und Schweizerische Militärgeschichte an der Militärakademie der ETH Zürich sowie Privatdozent an der Universität Zürich. Militärisch führte ihn seine Karriere über alle Hierarchiestufen hinweg vom Kommando einer Mot Füs Kp bis hin zum Kommando über das Mot Inf Rgt 25, welches er im Grade eines Obersten in den Jahren 1986 bis 1991 führte.

Helmut R. Hammerich (*1965) trat nach dem Abitur in die Bundeswehr ein, wo er nach wie vor – mittlerweile als Oberstleutnant – tätig ist. An der Universität der Bundeswehr in München studierte er Staats- und Sozialwissenschaften mit Hauptfach Neue Geschichte. Nach verschiedenen Truppenverwendungen wurde er 1994 als wissenschaftlicher Mitarbeiter ins Militärgeschichtliche Forschungsamt abkommandiert, wo er sich schwergewichtig mit der Geschichte der Bundeswehr im Bündnis beschäftigt. 2002 promovierte er an der Universität Potsdam mit einer Dissertation über die Lastenteilung innerhalb der NATO zum Doktor der Philosophie.

Rudolf Jaun (*1948) studierte an der Universität Zürich Geschichte, Staatsrecht und Soziologie und schloss seine Studien mit einer Dissertation über die Verwissenschaftlichung und Rationalisierung der Arbeitsverhältnisse in der Schweiz 1873-1959 ab. Mitte der 1990er Jahre habilitierte er mit einer Arbeit über das schweizerische Offizierkorps des fin de siècle. Neben seiner Tätigkeit als Professor für Militärgeschichte an der Militärakademie an der ETH lehrt er auch an der Universität Zürich. Im Militär ist Rudolf Jaun Oberst; von 1998 bis 2006 war er Chef des Armeestabsteils Armeearchiv.

Rudolf Läubli (*1940) wurde – nach einer Ausbildung zum Primarlehrer – Berufsmilitärpilot und durchlief die klassische Laufbahn eines operationellen Piloten, die er als Kommandant der Flugwaffenbrigade 31 abschloss. Auch als Pilot war Brigadier Läubli Lehrer, nämlich als Cheffluglehrer im Rahmen der Einführung der F-5 Tiger und als Kommandant der Pilotenschulen. Neben seiner Tätigkeit als Stellvertretender Chefredaktor der Allgemeinen Schweizerischen Militärzeitschrift wirkt er heute auch als Präsident der Gesellschaft für Militärhistorische Studienreisen.

Adrien Tschumy (*1930) Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, il travaille pendant vingt ans dans une entreprise industrielle de Genève pour le compte de laquelle il contribue à la réalisation d'aménagement hydro-électriques en Suisse et à l'étranger. Artilleur et officier d'état-major général, il passe au service de la Confédération lorsqu'il prend le commandement de la division de montagne 10 en 1982. Entre 1989 et 1992 il est Commandant du corps d'armée de montagne 3. De 1994 à 2007 il est Président de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires.

Francesco Vicari (*1935) erlangte an der Kantonsschule Luzern das Handelsdiplom und studierte anschliessend in Cambridge englisch. Ab 1970 war er als Instruktor der Infanterie tätig, später wurde er unter anderem Gruppenchef in Zentralschulen und Generalstabskursen sowie Kommandant der Greadierschulen in Isonne. Als Milizoffizier war der Absolvent des Corso Superiore di Stato Maggiore in Civitavecchia Kommandant des Gebirgsschützenbataillons 9 und des Gebirgsinfanterieregiments 3 sowie Stabschef der Fest Br 23. 1989 wurde er unter Beförderung zum Brigadier Stabschef des Gebirgsarmeekorps 3, dann – zwischen 1991 und 1997 – kommandierte er im Grade eines Divisionärs zuerst die Territorialzone 9 und später die Territorialdivision 9. Daneben betätigte er sich jahrelang regelmässig als Mitarbeiter bei der Rivista Militare della Svizzera italiana.

Carlo Vincenz (*1933) trat nach dem Besuch der Zentralschweizerischen Verkehrs- und Handelsschule und Praktika bei der PTT als Leutnant ins Instruktionkorps der Infanterie ein. Er betätigte sich unter anderem als Gruppenchef in Zentral- und Generalstabsschulen sowie als Stabschef im Kommando der Zentralschulen. Der Absolvent der United States Infantry School in Fort Benning kommandierte die Grenadierschulen in Isonne, die Infanterieschulen in Luzern und die Militärschule an der ETH Zürich. Nach vierjähriger Funktion als Chef der Abteilung Operationen im Stab der Gruppe für Generalstabsdienste ernannte ihn der Bundesrat auf 1988 zum Unterstabschef Front und Divisionär. Von 1994 bis Ende 1995 war er Stabschef Operative Schulung. Als Milizoffizier führte er – im Wechsel mit Diensten als Generalstabsoffizier im Stab F Div 8 und FAK 2 sowie als Stabschef der Ter Zo 2 – Formationen auf allen Stufen bis zum Regiment.

Hervé de Weck (*1943) Après les études de lettres à l'Université de Fribourg qu'il termine avec un mémoire de licence sur Gonzague de Reynold, il enseignera durant trente-trois ans l'histoire et la littérature française au Lycée cantonal de Porrentruy. A coté de son enseignement, il est actif dans plusieurs sociétés d'histoire suisses et internationales (trésorier et secrétaire général adjoint de la Commission internationale d'histoire militaire). Officier de chars d'origine, il devient officier de renseignement à l'état-major de la division mécanisée 1, puis du CA camp 1 où il occupe, comme Colonel, la fonction d'officier de renseignement dirigeant de 1992 à 2003. Entre 1991 et 2006 il est rédacteur en chef de la *Revue Militaire Suisse*.

Anhang 5: Bildnachweise

Abbildungen

- 1 Regl 51.20, Truppenführung (TF) 82, Ziff. 258
2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, Schweizer Armee, ZEM
15, 30, 46, 47, 48, 57, 58,
65, 66, 73, 74, 79, 80, 82,
83, 86, 90
- 10 Graphik: P. Braun, Zahlenangaben aus: Binder, Rainer:
Die Machtblöcke WAPA und NATO. Entstehung –
Bedrohung – Stärke, Frauenfeld 1984, S. 92
Bibliothek am Guisanplatz (ehemalige EMB)
13, 14, 31, 32, 33, 34, 35,
36, 37, 38, 39, 44, 45, 56,
64, 70, 71, 76, 77, 91, 92, 95
- 16, 17, 18 Skizze: H. Hammerich; graphische Aufbereitung: P. Braun
- 19 Bundeswehr / MGFA
- 20, 21 Bundeswehr / Siwik
- 22, 23, 26, 27, 28 Skizze: E. Fitz; graphische Aufbereitung: P. Braun
- 24 Bundesheer / BMI (Repro: HBF / Tindl)
- 25 Bundesheer / HBF / Klimt
- 29 Privatbesitz E. Fitz
- 40, 41, 42, 43, 52, 53, 54, Regl 52.019 dfi, Armee-Einteilung / Ordre de bataille /
55, 61, 62, 67, 68, 69, 75, 94 Ordine di battaglia 1971 - 1990; graphische Aufbereitung:
P. Braun
- 49, 50, 51 Privatbesitz J. Feldmann
- 59 Privatbesitz H. de Weck
- 60, 63 Privatbesitz A. Tschumy
- 72 Skizze: F. Vicari; graphische Aufbereitung: P. Braun
- 78 BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32 (Abschrift)
- 81, 84, 85, 87, 88, 89, 96 Privatbesitz R. Läubli

Karten

- 1 Skizze: P. Braun; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 2 Däniker, Gustav: Schweizerische Selbstbehauptungsstrategien im Kalten Krieg. Aus der Werkstatt des Stabschefs Operative Schulung während der 80er Jahre, Frauenfeld 1996, S. 85
- 3 Bundeswehr, MGFA
- 4, 5, 6 Skizze: H. Hammerich; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 7, 8 Skizze: E. Fitz; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 9, 10 BAR E 9500(-), 1984/122, 58; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 11 BAR E 5560(D), 2005/97, 12; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 12 BAR E 5560(D), 1997/160, 120; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 13 Hrsg.: Bibliothek am Guisanplatz, ehemalige EMB, J. Stüssi-Lauterburg; Bearbeiter: G. Wyss; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 14 BAR E 5782-07(-); graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie. Um Verwechslungen mit eigenen bzw. fremden, nicht feindlichen Formationen auszuschliessen, wurden die Signaturen der Armee 61 auf der Vorlage durch die international gebräuchlichen, heute auch in der Schweizer Armee verwendeten taktischen Symbole zur Kennzeichnung gegnerischer Verbände ersetzt.
- 15 BAR E 5782-02(-); graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie. Die genauen Standorte der KP der Gs Vb sind aus Geheimhaltungsgründen verfremdet dargestellt.
- 16 BAR E 5782-06(-); graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie

- 17, 19, 20, 21 Skizzen H. de Weck; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie. Um Verwechslungen mit eigenen bzw. fremden, nicht feindlichen Formationen auszuschliessen, wurden die Signaturen der Armee 61 auf der Vorlage der Karte 19 durch die international gebräuchlichen, heute auch in der Schweizer Armee verwendeten taktischen Symbole zur Kennzeichnung gegnerischer Verbände ersetzt.
- 18 Privatbesitz H. de Weck
- 22, 23, 24 Skizzen A. Tschumy; graphische Aufbereitung: Schweizer Armee, FST A, MilGeo und Kartographie
- 25 BAR E 9500.52(-), 1986/122, 30
- 26 BAR E 9500.52(-), 1984/122, 32

La conception graphique et la mise en page
ont été réalisées par
DEMOTEC SA – Microédition,
CH-2900 Porrentruy.

L'impression est l'œuvre de
l'Imprimerie PRESSOR SA,
CH-2800 Delémont.

Achévé d'imprimer en décembre 2009.